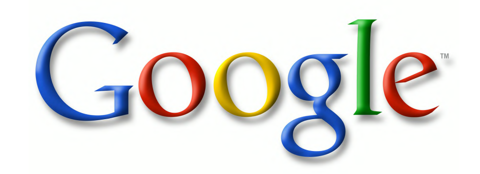




HISTOIRE

DE

FRÉDÉRIC LE GRAND

Imprimerie de Gustave GRATIOT, rue de la Monnaie, 11.

HISTOIRE

DE

FRÉDÉRIC LE GRAND

PAR

M. CAMILLE PAGANEL

CONSEILLER D'ETAT

DEUXIÈME ÉDITION

TOME I

CHEZ L. HACHETTE ET CIE

A PARIS
RUE PIERRE-SARRAZIN, N° 12
(Quartier de l'École-de-Médecine)

A ALGER
RUE DE LA MARINE, N° 117
(Librairie centrale de la Méditerranée)

1847




FRÉDÉRIC LE GRAND.

INTRODUCTION.

Coup d'œil sur l'ancienne Germanie. — L'Europe change de face au cinquième siècle. — Origine de la nation prussienne. — Élévation des comtes de Hohenzollern; Maison de Brandebourg; premiers Électeurs. — Frédéric-Guillaume, surnommé le GRAND ÉLECTEUR. — Frédéric, son fils, premier roi de Prusse, a pour successeur Frédéric-Guillaume Ier; caractère, gouvernement de ce prince; forces toujours croissantes du nouveau royaume.

Jusqu'au septième siècle avant l'ère vulgaire, les notions géographiques n'avaient pas mérité le nom de science; mais, grâce aux voyages de Thalès, de Pythagore, de Solon, aux navigations de Hannon et de Scylax, aux doctes recherches d'Hérodote, à l'expédition des *Dix-Mille*, aux conquêtes d'Alexandre, aux pérégrinations de Néarque et de Pythéas, au génie d'Aristote, à l'école d'Alexandrie, à Ératosthène, à Hipparque, à Polybe, historien des guerres puniques, à Jules César, héros à la fois et narrateur, le champ s'ouvrit devant l'esprit humain; et, sous Auguste, Pomponius Méla put tracer un tableau, ou plutôt une esquisse systématique des connaissances acquises[1].

[1] Daunou, *Cours d'études historiques*.

Vers cette époque, Strabon[1] lui-même, malgré ses longs voyages et ses immenses études, ne connaissait la Germanie que par les guerres de César, de Drusus, de Germanicus, de Tibère. Aux yeux des géographes d'alors notre continent se terminait, au Nord, vers l'embouchure de l'Elbe, et, au Sud, dans les régions qu'arrose le Niger, tandis qu'une ligne, tirée du cap Saint-Vincent aux bouches du Gange, en marquait la plus grande étendue, du Couchant au Levant.

Tel était l'*univers* d'Alexandre, l'*univers* des Romains!

Mais que de vastes régions, que de multitudes guerrières en dehors de leur joug! C'est là précisément, dans ces mondes inconnus, derrière ces ténèbres mystérieuses, que la Providence tenait en réserve, pour les époques marquées, les redoutables instruments de ses décrets.

Après avoir essayé une description du Rhin depuis sa source jusqu'à son embouchure, qu'il nomme *Flevo*, Pomponius Méla assigne à la Germanie, pour limites, au Couchant, la rive de ce fleuve; au Midi, les Alpes; à l'Orient, les Sarmates; au Septentrion, l'Océan. Voilà, à peu près, à quoi se réduisent ses indications. D'ailleurs, nulle critique sérieuse, nulle analyse approfondie; travaillant sur des ouvrages perdus pour nous, il ne compare pas; il rapproche seulement les vieilles et les nouvelles relations. Son abrégé, néanmoins, offre bien autrement d'intérêt que celui de Denis le *Périégète*,

[1] Né à Amasée, en Cappadoce, 50 ans environ avant Jésus-Christ.



et, l'on y trouve le système du célèbre bibliothécaire d'Alexandrie, Ératosthène[1], premier fondateur de la véritable astronomie.

Sous Vespasien, Pline, neveu du naturaliste, dut à sa situation personnelle de beaucoup plus amples documents, car il avait servi en Germanie; descendu sur les côtes du Nord, dans le pays des Cauques, aujourd'hui l'Oldenbourg, le savant romain n'osa toutefois pas s'engager bien avant dans l'intérieur. Malheureusement, ses vingt livres, consacrés aux guerres de Rome avec les Germains, ont disparu dans la nuit des temps. Au reste, bien qu'ayant puisé aux sources mêmes, Pline ne parle de cette contrée qu'avec une grande réserve.

Après avoir reconnu la difficulté d'en déterminer l'étendue, vu les évaluations contradictoires de ceux qui s'en sont occupés, il répartit tous les peuples germains en cinq classes : 1° les *Vinites*[2] ou *Vindiles*, auxquels se rattachent les *Burgundiones*, les *Varini*, les *Carini*, les *Guttones*, au N.-E.; 2° au N.-O., les *Ingevones*, les *Cimbres*, les *Teutons*, les *Cauques* et les îles voisines; 3° à l'O., les *Istevones*, avec les peuples voisins du Rhin, en y comprenant les *Cimbres* méditerranéens; 4° au S.-O., les *Hermiones*, les *Suèves*, les *Hermundures*, les *Cattes*, les *Chérusques*; 5° les *Peuciniens* et les *Bastarnes*, dans le Bas-Danube, jusque chez les *Daces*.

C'est au voyage d'un chevalier romain, Julianus, depuis *Carnuntum*, en Pannonie, jusqu'au pays de l'ambre

[1] Malte-Brun, *Précis de la géographie universelle*.
[2] Vénètes.

Vers cette époque, Strabon[1] lui-même, malgré ses longs voyages et ses immenses études, ne connaissait la Germanie que par les guerres de César, de Drusus, de Germanicus, de Tibère. Aux yeux des géographes d'alors notre continent se terminait, au Nord, vers l'embouchure de l'Elbe, et, au Sud, dans les régions qu'arrose le Niger, tandis qu'une ligne, tirée du cap Saint-Vincent aux bouches du Gange, en marquait la plus grande étendue, du Couchant au Levant.

Tel était l'*univers* d'Alexandre, l'*univers* des Romains!

Mais que de vastes régions, que de multitudes guerrières en dehors de leur joug! C'est là précisément, dans ces mondes inconnus, derrière ces ténèbres mystérieuses, que la Providence tenait en réserve, pour les époques marquées, les redoutables instruments de ses décrets.

Après avoir essayé une description du Rhin depuis sa source jusqu'à son embouchure, qu'il nomme *Flevo*, Pomponius Méla assigne à la Germanie, pour limites, au Couchant, la rive de ce fleuve; au Midi, les Alpes; à l'Orient, les Sarmates; au Septentrion, l'Océan. Voilà, à peu près, à quoi se réduisent ses indications. D'ailleurs, nulle critique sérieuse, nulle analyse approfondie; travaillant sur des ouvrages perdus pour nous, il ne compare pas; il rapproche seulement les vieilles et les nouvelles relations. Son abrégé, néanmoins, offre bien autrement d'intérêt que celui de Denis le *Périégète*,

[1] Né à Amasée, en Cappadoce, 50 ans environ avant Jésus-Christ.

et, l'on y trouve le système du célèbre bibliothécaire d'Alexandrie, Ératosthène[1], premier fondateur de la véritable astronomie.

Sous Vespasien, Pline, neveu du naturaliste, dut à sa situation personnelle de beaucoup plus amples documents, car il avait servi en Germanie; descendu sur les côtes du Nord, dans le pays des Cauques, aujourd'hui l'Oldenbourg, le savant romain n'osa toutefois pas s'engager bien avant dans l'intérieur. Malheureusement, ses vingt livres, consacrés aux guerres de Rome avec les Germains, ont disparu dans la nuit des temps. Au reste, bien qu'ayant puisé aux sources mêmes, Pline ne parle de cette contrée qu'avec une grande réserve.

Après avoir reconnu la difficulté d'en déterminer l'étendue, vu les évaluations contradictoires de ceux qui s'en sont occupés, il répartit tous les peuples germains en cinq classes : 1° les *Vinites*[2] ou *Vindiles*, auxquels se rattachent les *Burgundiones*, les *Varini*, les *Carini*, les *Guttones*, au N.-E.; 2° au N.-O., les *Ingevones*, les *Cimbres*, les *Teutons*, les *Cauques* et les îles voisines; 3° à l'O., les *Istevones*, avec les peuples voisins du Rhin, en y comprenant les *Cimbres* méditerranéens; 4° au S.-O., les *Hermiones*, les *Suèves*, les *Hermundures*, les *Catles*, les *Chérusques*; 5° les *Peuciniens* et les *Bastarnes*, dans le Bas-Danube, jusque chez les *Daces*.

C'est au voyage d'un chevalier romain, Julianus, depuis *Carnuntum*, en Pannonie, jusqu'au pays de l'ambre

[1] Malte-Brun, *Précis de la géographie universelle*.
[2] Vénètes.

jaune, que le siècle de Pline dut ses notions sur les contrées voisines de la Vistule.

Mais, tout en reconnaissant les éminentes qualités de Pline, et cette docte ardeur qui l'attirait sur toutes les routes de la science, on peut, on doit lui reprocher plus d'un défaut; ainsi, souvent il copie au lieu d'analyser, et copie sans parfaitement comprendre; entre les témoignages des anciens auteurs grecs et les relations contemporaines, il ne sait pas assez distinguer : de là, dans ses descriptions, de fréquentes incohérences et de choquants anachronismes; enfin, l'étendue et la configuration de la terre ne reposent à ses yeux sur aucun principe fixe [1], et il erre incertain, entre Hipparque et Ératosthène.

Un contemporain de Pline, mais plus jeune; un homme qui avait vu Néron, Galba, Othon, Vitellius, Domitien et leurs dignes Romains, l'extrême tyrannie avec l'extrême bassesse; qui, après les avoir étudiés à l'œuvre, les a condamnés et flétris; un historien auquel est échu l'insigne honneur d'effrayer tous les oppresseurs du monde, et de troubler le crime en ses plus hauts triomphes; Tacite a tracé de la Germanie un admirable tableau.

C'était trois ans après le désastre de Cornélius Fuscus, sous le second consulat de Trajan, l'an 851 de Rome, 98 ans après Jésus-Christ. Encore sous l'impression de ce douloureux souvenir, et dans une sombre prévision, Tacite y supplie les dieux d'envoyer aux Barbares des

[1] Malte-Brun, *Précis de la géographie universelle.*

luttes intestines, dernière sauvegarde de l'Empire.

Pages sublimes, qu'on ne saurait assez méditer! Indispensable introduction à toute histoire d'Allemagne, pour quiconque veut interroger les origines des institutions modernes, militaires, judiciaires, féodales, et le berceau de la société actuelle.

Mais jamais Tacite n'avait franchi le Rhin : aussi ses données géographiques sont-elles brèves, succinctes, souvent même inexactes. Selon lui, « cette contrée était bornée, au Midi, par le Danube; au Nord, « par l'Océan; au Couchant, par le Rhin. A l'Orient, « dit-il, les montagnes et une crainte mutuelle la sé- « parent des Sarmates [1]. »

Il est un joug que les plus mâles intelligences ne peuvent entièrement secouer : ce joug, c'est l'esprit de leur temps. De là aussi chez Tacite de graves erreurs sur la religion des Germains; mais dans les appréciations morales et politiques tout son génie éclate.

Beaucoup plus circonstanciées, les descriptions de Ptolomée, malgré des erreurs, ont été adoptées. Quoiqu'il n'ait pas visité lui-même les lieux dont il parle, ses travaux ont obtenu confiance. Très-probablement, l'auteur avait consulté d'anciens mémoires, les cartes du temps de Jules César, d'Auguste, de Tibère, et ces glorieuses tables, solennellement exposées à Rome, où figuraient les peuples vaincus et les provinces soumises, nobles fastes de la puissance nationale; énergique, incessant appel à l'ardeur des conquêtes.

[1] *De situ, moribus et populis Germaniæ.*





Ce n'est donc pas la Germanie de son temps que Ptolomée nous montre, la Germanie des Antonins, mais une plus ancienne.

Quant à la Scandinavie et aux îles voisines, Tacite, Pline, Méla, Ptolomée, les considèrent comme un archipel servant d'appendice à la Germanie orientale, que Tacite nomme *Suevia*. Malte-Brun en conclut que, de ce côté, les connaissances géographiques des anciens durent s'arrêter aux grands lacs de la Suède méridionale, et vers l'entrée du golfe Bothnique.

En analysant les divergences d'opinion entre Pline, Tacite et Ptolomée, quelques auteurs modernes, Meibom [1] père et fils, Burkhard-Gotthef, Struve, etc., affirment qu'elles ne sont pas tellement grandes qu'on ne puisse les concilier. Selon eux, la Germanie, longue de 187 lieues [2], et large de 281, était bornée à l'Occident, par le Rhin; au Midi, par les Alpes; à l'Orient, par la Vistule; au Nord, par l'Océan septentrional.

Les Germains prétendaient descendre du dieu *Tuiston*, fils de la Terre; de là, les noms nationaux de *Tuissch* [3], *Deutsch*, *Deutschland*. Tuiston donna le jour à trois fils; de là aussi trois peuples, les *Ingevons*, les *Istevons*, les *Hermions* ou *Herminons*. Telle avait été, selon les croyances vulgaires, l'origine des nombreuses fractions

[1] Le véritable nom de cette race de savants était *Meybaum*; mais, comme dans leurs ouvrages en latin ils s'appelèrent *Meibomius*, celui de *Meibom* a prévalu.

[2] En donnant à la lieue 2,000 pas géométriques.

[3] 300 ans avant Jésus-Christ, Pythéas nomme les *Teutons*, et ce nom reparaît encore dans la guerre des Cimbres.

germaniques, toutes indépendantes les unes des autres, mais toutes unies par l'amour de la guerre et de la liberté.

Divisée en plusieurs peuples, la grande famille germanique habitait un même territoire; de là, unité et concentration : mais chacun de ces peuples avait néanmoins ses lois distinctes.

Parmi eux, se distinguait une race supérieure, les *Suèves*[1], occupant les contrées situées sur le Rhin jusqu'à sa source, à partir du confluent du Mein; puis, se répandant vers les sources du Danube, ils s'avançaient, à travers l'Allemagne, jusqu'à la mer Baltique.

C'est d'eux que César se préoccupe particulièrement, comme Tacite des *Sasses*[2] ou Saxons, au Nord-Ouest de l'Allemagne, entre l'Elbe et le Rhin et à leur embouchure.

L'organisation des deux peuples était opposée : chez l'un, indépendance pleine et entière, isolement de l'individu; chez l'autre, convergence de tous les membres vers l'unité sociale. Le Suève était mieux préparé à repousser l'étranger : au Saxon appartenait une attitude personnelle plus énergique, mieux caractérisée[3].

Entre les peuples saxons et suèves se trouvaient les Cattes, habitant la Hesse d'aujourd'hui. Très-habiles à

[1] *Schweifen*, courir çà et là.

[2] *Sassen*, demeure fixe. Peut-être a-t-on adopté ces deux origines, comme s'appliquant au caractère distinctif des deux peuples. Peut-être aussi, et plus vraisemblablement, le nom de Saxons, *Sachsen*, est-il dû à la courte épée qu'ils portaient, et celui de Suèves vient-il de *sée*, mer, prononcé quelquefois *swée*, et indiquant leurs premières demeures. (Kohlrausch, *Histoire d'Allemagne*.)

[3] *Ibidem*.

la guerre et très-braves, leur infanterie était la plus redoutable de la Germanie.

Tous les Germains se partageaient en hommes libres et non libres; mais ces derniers se subdivisaient en deux classes : les uns, ainsi que dans les temps modernes, attachés à la glèbe, recevaient du propriétaire une maison avec un morceau de terre, et, comme retour, ils lui payaient une redevance en grains, en bétail ou en étoffes faites de leurs mains; les autres, vraiment esclaves, étaient achetés, vendus, employés à toute espèce de travaux; en outre, ils n'avaient pas le droit de porter les armes, privilége exclusif des hommes libres.

Aux prêtres seuls appartenait la présidence des assemblées : ne reconnaissant d'autres maîtres que le ciel, ces fiers Germains ne croyaient pas aliéner leur liberté par cette déférence pour les célestes représentants. Les oracles des dieux décidaient de la guerre.

Un certain nombre de fermes, réunies par une convention mutuelle entre les propriétaires, constituait une commune, et plusieurs communes un canton, zone plus ou moins vaste dans laquelle s'exerçait un droit commun de pâture et de parcours. Enfin, l'association de plusieurs de ces cantons formait le comté ou district, le *gau*, avec mission de protéger, contre l'ennemi, la vie et les biens des particuliers.

Dans chaque district, un juge, peut-être appelé dès-lors *graf*, comte; au-dessus de lui, les centeniers, ayant juridiction sur cent fermes, prononçant sur les affaires de peu d'importance; pour les grandes, ils en



référaient au *graf*. Sans appointements fixes, ils recevaient de chaque propriétaire un présent.

Au-dessus de tous, comme couronnement de l'édifice, était l'assemblée du peuple. Tout homme libre, riche ou pauvre, en faisait partie avec un droit égal.

Dans certains districts, l'administration entière reposait sur des coutumes, et là il n'existait pas de juges permanents. Mais, en temps de guerre, on choisissait un chef, un duc, *heer-zog*, dont les pouvoirs cessaient avec la guerre (*Duces ex virtute sumunt.* Tacite.) D'autres peuples germains en avaient un, même en paix. Les services rendus motivaient le choix (*Reges ex nobilitate sumunt.* Tacite.); puis, le fils remplaçant le père, une sorte d'hérédité s'établit. Quant à la dénomination de *reges*, il ne faudrait pas lui donner une portée trop absolue, les Romains l'employant faute d'un mot plus propre à exprimer une autorité permanente.

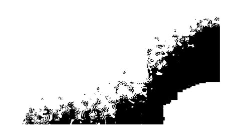
Dans les circonstances difficiles, rois et chefs délibéraient d'abord entre eux, et les questions n'arrivaient devant le peuple que claires et nettement posées.

Les deux bases de la société germaine, c'était l'obéissance aux lois et le respect des dieux[1].

Tous, détestant les villes murées, habitaient de rustiques cabanes; une nombreuse suite entourait les chefs : elle en recevait armes et chevaux.

Chez les riches Romains, aux esclaves seuls étaient abandonnés les offices domestiques : chez les Germains, des hommes libres, des guerriers ne rougissaient point

[1] Kohlrausch, *Histoire d'Allemagne*, tome I.



la guerre et très-braves, leur infanterie était la plus redoutable de la Germanie.

Tous les Germains se partageaient en hommes libres et non libres; mais ces derniers se subdivisaient en deux classes : les uns, ainsi que dans les temps modernes, attachés à la glèbe, recevaient du propriétaire une maison avec un morceau de terre, et, comme retour, ils lui payaient une redevance en grains, en bétail ou en étoffes faites de leurs mains ; les autres, vraiment esclaves, étaient achetés, vendus, employés à toute espèce de travaux ; en outre, ils n'avaient pas le droit de porter les armes, privilége exclusif des hommes libres.

Aux prêtres seuls appartenait la présidence des assemblées : ne reconnaissant d'autres maîtres que le ciel, ces fiers Germains ne croyaient pas aliéner leur liberté par cette déférence pour les célestes représentants. Les oracles des dieux décidaient de la guerre.

Un certain nombre de fermes, réunies par une convention mutuelle entre les propriétaires, constituait une commune, et plusieurs communes un canton, zone plus ou moins vaste dans laquelle s'exerçait un droit commun de pâture et de parcours. Enfin, l'association de plusieurs de ces cantons formait le comté ou district, le *gau*, avec mission de protéger, contre l'ennemi, la vie et les biens des particuliers.

Dans chaque district, un juge, peut-être appelé dès-lors *graf*, comte ; au-dessus de lui, les centeniers, ayant juridiction sur cent fermes, prononçant sur les affaires de peu d'importance ; pour les grandes, ils en

référaient au *graf*. Sans appointements fixes, ils recevaient de chaque propriétaire un présent.

Au-dessus de tous, comme couronnement de l'édifice, était l'assemblée du peuple. Tout homme libre, riche ou pauvre, en faisait partie avec un droit égal.

Dans certains districts, l'administration entière reposait sur des coutumes, et là il n'existait pas de juges permanents. Mais, en temps de guerre, on choisissait un chef, un duc, *heer-zog*, dont les pouvoirs cessaient avec la guerre (*Duces ex virtute sumunt.* Tacite.) D'autres peuples germains en avaient un, même en paix. Les services rendus motivaient le choix (*Reges ex nobilitate sumunt.* Tacite.); puis, le fils remplaçant le père, une sorte d'hérédité s'établit. Quant à la dénomination de *reges*, il ne faudrait pas lui donner une portée trop absolue, les Romains l'employant faute d'un mot plus propre à exprimer une autorité permanente.

Dans les circonstances difficiles, rois et chefs délibéraient d'abord entre eux, et les questions n'arrivaient devant le peuple que claires et nettement posées.

Les deux bases de la société germaine, c'était l'obéissance aux lois et le respect des dieux[1].

Tous, détestant les villes murées, habitaient de rustiques cabanes; une nombreuse suite entourait les chefs : elle en recevait armes et chevaux.

Chez les riches Romains, aux esclaves seuls étaient abandonnés les offices domestiques : chez les Germains, des hommes libres, des guerriers ne rougissaient point

[1] Kohlrausch, *Histoire d'Allemagne*, tome I.

de les remplir, n'y attachant aucune idée servile; or, ce n'était pas là une des moindres différences entre la société germaine et le monde romain.

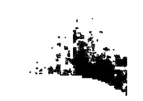
Au reste, un tel système a traversé bien des révolutions : quand les chefs de tribus devinrent de puissants rois, les charges de leur maison devinrent aussi les dignités de leur cour.

Aux femmes, les soins de l'agriculture, des troupeaux, du ménage; aux hommes, l'honneur de provoquer l'ennemi, de faire et de recevoir des blessures : nul d'entre eux, à moins d'une extrême nécessité, n'eût daigné gagner, à la sueur de son front, ce qu'il pouvait conquérir avec son sang.

A des peuples sans villes, il fallait des dieux sans temples[1]. Au lieu de diviniser le vice, comme les Grecs et les Romains, ils paraient leurs dieux de beauté morale, de courage, de grandeur. Au fond de toutes leurs croyances, vivait le dogme de l'immortalité de l'âme : de là, un héroïque mépris de la vie : à leurs yeux, mourir c'était remonter vers l'éternelle patrie.

Nulle pompe dans les funérailles : seulement, un feu de bois précieux consumait le corps du guerrier éminent : avec lui, compagnons fidèles, étaient brûlés ses armes ou son cheval de bataille. Un simple tertre de gazon recouvrait les cendres. Les gémissements étaient courts, mais longue la tristesse : aux douleurs de femme, les pleurs : dans les douleurs d'homme, un mâle souvenir.

[1] Henri Martin, *Histoire de France*.



Une taille très-haute, des yeux bleus, des cheveux blonds, distinguaient cette race d'hommes. Chez ces SAUVAGES, de touchantes cérémonies consacraient l'indissolubilité du mariage : entre les époux, biens et maux, tout devenait commun : il fallait vivre et mourir ensemble. L'adultère était presque inconnu; ni les richesses, ni la beauté ne sauvaient de l'opprobre une femme impudique. Dans les mœurs, dans la législation des Germains, se retrouve l'origine de la loi salique, des épreuves et combats judiciaires, du vasselage, des justices seigneuriales, du régime féodal.

En général, la Germanie n'était couverte que de sombres forêts ou de landes marécageuses. Néanmoins, ses excellents pâturages nourrissaient d'innombrables troupeaux de bœufs; ses bois étaient peuplés de bisons, d'élans, de chevaux sauvages.

Le lin suffisait aux vêtements; les métaux précieux sommeillèrent dans les entrailles de la terre jusqu'au jour où la cupidité romaine commença à exploiter les mines d'or de la Wettéravie[1].

Bientôt, à ces peuples indigènes se joignirent de nombreuses colonies étrangères. Vers l'année 587 avant Jésus-Christ, Sigovèse, chef gaulois, conduisit, du fond du Bourbonnais, sur les rives du Danube et jusqu'aux sources de l'Elbe, une troupe valeureuse de Boiens. Les pays que ces étrangers occupèrent conservent encore

[1] Ancienne province du cercle du Bas-Rhin, comprise aujourd'hui dans la Hesse, le Nassau et les contrées environnantes; elle tirait son nom de la Wetter, affluent de la Nidda.



leurs noms ; témoins la Bohême, *Bojohemia ;* la Bavière, *Bajoaria.*

Trois siècles plus tard, eut lieu, sous la conduite d'un Brennus[1], la fameuse expédition des Gaulois en Grèce et en Bithynie : ces Gaulois descendaient des compagnons de Sigovèse. Alors les Marcomans (Markmanner, ou habitants de la Marche[2]), race indigène, habitant les bords du Rhin et la frontière des Gaules, se replièrent dans le pays que les Boiens venaient d'abandonner; leurs possessions tombèrent en partage aux colonies venues du Nord, ou tirées de différentes nations[3].

Circonstance remarquable! le peuple le plus éloigné des Alpes, un peuple confiné, par la nature, à l'extrémité septentrionale de la Germanie, s'est le premier mesuré contre les Romains. Un siècle environ avant Jésus-Christ, abandonnant le Jutland, leur patrie, sous les ordres de Teutoboc, les Cimbres et les Teutons se jetèrent sur l'Italie, et anéantirent six armées consulaires[4].

Pour les vaincre, il fallut Marius[5].

[1] Ce nom, commun à plusieurs chefs gaulois, n'était qu'une qualification; de *bren*, *brenin*, chef, roi, les Romains, y voyant un nom propre, firent *Brennus*.

[2] *Marche* signifie province limitrophe.

[3] Pfeffel, *Nouvel abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, tome I.

[4] Tel fut l'effroi causé par le dernier de ces désastres, que, longtemps après, une grande terreur s'appelait encore *terreur cimbrique*.

[5] 102 ans avant Jésus-Christ; onze ans après cette terrible journée de Noreia, mise, par Rome, au rang des jours néfastes; et ensuite entre Verceil et Vérone.



Quarante ans plus tard, Heervest (Arioviste)[1], attiré par les divisions qui régnaient entre les Éduens et les Séquaniens, traverse les Vosges; mais Jules César, alors dans les Gaules, accourt, et, par l'entière défaite d'Heervest, entre Montbéliard et Besançon, délivre les Éduens. Une telle victoire lui ouvrit les Gaules.

Partageant ensuite cette vaste contrée en trois provinces, le conquérant comprit dans la Gaule-Belgique tous les établissements des Germains sur la rive gauche du Rhin.

Mais Auguste ne maintint point ces démarcations. Ayant détaché de la Gaule-Belgique les pays situés au-delà de la Meuse et de l'Escaut, il en forma une nouvelle province appelée *Germania rhenana*, et subdivisée en deux gouvernements : le premier, qui s'étendait depuis Sélestat, en Alsace, jusqu'au confluent du Rhin et de la Moselle, s'appela *Germania prima* ou *superior*; sa capitale fut Mayence (*Maguntiacum*) : l'autre, *Germania secunda* ou *inferior*, commençait au confluent de la Moselle et du Rhin, et finissait dans la Gaule-Belgique, aux embouchures de l'Escaut dans l'Océan germanique. Plus tard, Cologne (*Agrippinensis colonia*) devint sa métropole[2].

Entre la Belgique et le Rhin, s'étendait une limite

[1] Presque tous les noms germaniques avaient une signification propre; et ce fait, on le retrouve chez la plupart des anciens peuples. *Heervest* voulait dire *chef d'armée*. Les Romains en ont fait *Arioviste*.

[2] Pfeffel, *ibid*.



hérissée de forteresses, et occupée par deux armées romaines en permanence. On y assigna des demeures aux peuplades germaniques qui voulaient se mettre à la solde des Romains, et qu'on peut comparer aux Cosaques, dits des frontières, en Russie[1].

Vers la même époque, Drusus étendait la domination romaine jusqu'au centre de la grande Germanie; il pénétra par delà l'Elbe, au cœur même de la Marche de Brandebourg. Continuant l'œuvre de César, l'Empire, pour n'avoir plus à craindre la Germanie, voulut se l'assimiler, comme il avait fait de la Gaule : calcul de prudence, beaucoup plus qu'entraînement d'ambition[2].

Le Nord de la Germanie fatigua longtemps de sa résistance Rome indignée qu'une portion de la terre voulût encore rester libre; et, plus fort que ces légions réputées invincibles, le patriotisme triompha des oppresseurs du monde. César, il est vrai, passa deux fois le Rhin; Brutus et Germanicus pénétrèrent jusqu'au Weser[3] et à l'Elbe; mais ce furent là des incursions plutôt que des conquêtes. Le cœur du pays maintint son indépendance : si même les Romains conservèrent de la supériorité sur quelques points de la Germanie, les plus exposés à leurs invasions, ils ne durent cet avantage qu'aux retranchements et aux places fortes dont ils couvrirent les rives du Rhin et du Danube.

[1] Malte-Brun, *Précis de la géographie universelle.*

[2] Henri Martin, *Histoire de France*, tome I.

[3] Visurgis.



Arminius ou Hermann[1], qui, à la tête de ses Chérusques, peuples voisins de Goslar[2], avait châtié l'insolent orgueil de Varus, au pied du Teuteberg, dans un champ appelé encore aujourd'hui le Wintfeld ou *Champ de la victoire*, entre la Lippe et l'Ems, près de la petite ville de Detmold[3], Arminius est resté le héros de ces temps reculés, et comme le représentant de la vieille Germanie. Malheureusement, sa gloire n'est pas arrivée pure jusqu'à nous. S'il faut en croire Tacite[4], le grand homme qui venait d'affranchir sa patrie du joug étranger, voulut l'asservir. Massacré par ses concitoyens, il en reçut bientôt des honneurs presque divins. Autour d'un monument appelé *Irmensaul*, ou colonne d'Hermann, on venait en foule, tous les ans, chanter les louanges de l'illustre guerrier; son nom est encore populaire dans l'Allemagne d'aujourd'hui. L'auteur de la *Messiade*, Klopstock, a consacré trois bardits[5] à cette grande mémoire.

Moins éclatante, mais immortelle aussi, la renommée de Claudius Civilis, noble défenseur de l'indépendance batave, a traversé les âges.

C'est au second siècle qu'eut lieu la fameuse expédi-

[1] Né l'an 18 avant Jésus-Christ.

[2] C'est à Goslar, dit-on, que le moine Berthold Schwartz inventa la poudre à canon.

[3] Mais bientôt Germanicus, profitant des divisions survenues entre Arminius et Maroboduus, chef bohémien, vint rétablir les affaires des Romains dans la Germanie.

[4] *Annales*, liv. II, chap. 88.

[5] Tel est le nom que Klopstock donna à ces drames-poëmes d'un genre nouveau; il ne les destinait point à la représentation.

tion de Marc-Aurèle contre les Marcomans. Attirée par l'ennemi dans des déserts immenses, l'armée romaine allait périr de misère et de soif, lorsqu'un orage extraordinaire et des torrents de pluie vinrent tout à coup rafraîchir les soldats, et frapper d'épouvante les superstitieux Marcomans[1].

Depuis Marc-Aurèle et Commode, pendant tout le cours des troisième et quatrième siècles, les empereurs romains eurent à soutenir des guerres continuelles avec les différentes nations germaniques. Ces guerres se réduisaient à de simples ravages des frontières respectives. Depuis Drusus, nul ne porta plus loin l'aigle romaine que l'empereur Maximien, Germain lui-même d'origine, et le plus impitoyable ennemi de la Germanie; mais il périt au milieu de ses sanglants succès. De telles conquêtes étaient plus difficiles à conserver qu'à faire.

[1] Tous les historiens s'accordent sur la réalité de ce fait; mais chacun l'explique d'une façon différente. Parmi les Païens, ceux-ci l'attribuent à *Jupiter Pluvius*, ceux-là à la puissance d'un mage nommé *Arnuphis*. Consulte-t-on les auteurs ecclésiastiques ? Selon les uns, on dut ce prodige aux prières des soldats chrétiens de la légion *militène*; selon d'autres, ce fut une légion *toute composée de Chrétiens* qui fléchit le ciel : de là le nom de légion *fulminante* qu'ils lui ont donné. Sans chercher à concilier ici ces assertions diverses, il est bon toutefois de remarquer en passant que déjà, au temps d'Auguste, une légion *fulminante* était connue, et que, sous Marc-Aurèle, il n'existait point de légions toutes composées de Chrétiens. A une époque où, depuis plus de cent ans, le Christianisme était la religion dominante de l'État, sous le règne de Théodose le Jeune, toutes les légions romaines étaient encore mêlées d'idolâtres. Le témoignage du code théodosien ne laisse aucun doute à ce sujet. (Pfeffel, *Nouvel abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*.)

Avec ce prince finit l'oppression des Germains[1]. Instruits par deux siècles d'infortune, ces peuples comprirent enfin que leurs divisions intestines faisaient la principale force de l'ennemi; et que, trop faibles pour résister isolément aux armées romaines, réunis, ils seraient vainqueurs.

Alors commencèrent les associations des peuplades les plus exposées. Les habitants des contrées situées entre le Rhin, le Mein et le Lech, se liguèrent des premiers; de là, vers l'an 240, sortit la célèbre nation des *Allemannes*[2]. Tout ce qui habitait entre le Rhin, le Mein, le Wéser, se réunit en un seul corps, sous le nom de *Franks*, c'est-à-dire d'hommes libres et indépendants.

C'est à dater de l'an 240, que les historiens latins mentionnent, pour la première fois, les Franks. Aurélius, encore simple tribun militaire, venait de battre cette confédération : ses soldats, qui voulaient marcher contre les Perses, firent une chanson dont le biographe d'Aurélius a conservé le refrain : *Mille Francos, mille Sarmatas occidimus; mille, mille, mille Persas quærimus*[3].

[1] Pfeffel, *ibid.*

[2] *Alle*, tous; *mannen*, hommes : toutes sortes d'hommes. En effet, c'était un assemblage nombreux de tribus diverses. *Mann, mannen*, était l'ancien nom générique que se donnaient tous les Germains.

M. de Sacy, dans son explication de la Genèse, affirme que les Allemans descendent de Japhet par Gomer et Ascenez. *D'Ascenez*, dit-il, *sont venus les Allemans, que les Hébreux, encore aujourd'hui, appellent Askessim.*

Au reste, cette opinion est fort ancienne.

[3] Pfeffel, *ibid.*

Au Nord des Allemannes, s'organisait la nation des Thuringiens, mélange des peuples qui habitaient entre le Mein, le Danube et le Hartz, et de Goths venus des bords du Tanaïs. Au delà des Thuringiens, entre le Wéser et la Trave, à la fin du troisième siècle, s'éleva, sur les deux rives de l'Elbe, cette nation saxonne, si fameuse depuis [1].

A côté des Saxons, habitaient, le long de la mer du Nord, les indomptables Frisons.

Un peuple esclavon, les *Sorbes*, occupaient la Lusace et presque toute la Saxe électorale.

Ces ligues changèrent la face des choses dans la grande Germanie [2]. Rome, au lieu d'attaquer, dut songer à se défendre : ce n'était déjà plus pour elle une question de conquêtes, mais de frontières ; les victoires d'Aurélien et de Probus n'eurent même d'autre résultat que de préserver momentanément l'Empire d'invasions de plus en plus menaçantes.

Au reste, comme pour placer à côté des fléaux de la guerre une sorte de compensation, Probus planta la première vigne sur les rives du Rhin et de la Moselle. Parmi les habitants de ces fertiles contrées, beaucoup, sans doute, ignorent qu'ils sont redevables de ce bienfait à un empereur romain [3].

[1] Malte-Brun, *Géographie mathématique, physique et politique*, tome V.

[2] Pfeffel, *ibid.*

[3] « La défaite des Franks, des Bourguignons, des Vandales, des Logions ou Lyges, qui s'étaient emparés des Gaules, signala le commencement du règne de Probus. Il tua quatre cent mille Barbares, délivra et rétablit soixante-dix villes, transporta dans la Grande-



Tantôt vainqueurs, tantôt vaincus, les Césars maintenaient encore les limites de l'Empire sur le Rhin et

Bretagne des colonies de prisonniers, soumit une partie de l'Allemagne, obligea les peuples vaincus de se retirer au-delà du Necker et de l'Elbe, de payer aux Romains un tribut annuel en blé, vaches, brebis, et de prendre les armes pour la défense de l'Empire contre des nations plus éloignées; enfin, il bâtit un mur de deux cents milles de longueur, depuis le Rhin jusqu'au Danube: Probus conçut le plan régulier de défendre l'Empire contre les Barbares avec des Barbares. Quand la République réunissait des peuples à ses domaines, elle leur apportait la vertu en échange de la force qu'elle recevait d'eux. Que pouvaient les Romains du siècle de Probus pour les Barbares?

« Une poignée de Franks auxiliaires, que Probus avait relégués sur les rivages du Pont-Euxin, s'ennuyèrent : ils s'emparèrent de quelques barques, franchirent le Bosphore, désolèrent les côtes de la Grèce, de l'Asie et de l'Afrique, prirent et pillèrent Syracuse, entrèrent dans l'Océan, et, après avoir côtoyé les Espagnes et les Gaules, vinrent débarquer dans leur patrie aux embouchures du Rhin, laissant le monde étonné d'une audace qui annonçait un grand peuple.

« Probus passa en Égypte, défit dans la Thébaïde les Blemmyes, sauvages d'Éthiopie, dont on ne sait presque rien; de là il marcha contre les Perses. Assis à terre sur l'herbe au haut d'une montagne d'Arménie, mangeant dans un pot quelques pois chiches, habillé d'une simple casaque de laine, teinte en pourpre, la tête couverte d'un chapeau, parce qu'il était chauve, sans se lever, sans discontinuer son repas, Probus reçut les ambassadeurs étonnés du grand roi. Il leur dit qu'il était l'Empereur; que si leur maître refusait justice aux Romains, il rendrait la Perse aussi nue d'arbres et d'épis que sa tête l'était de cheveux; et il ôta son couvre-chef. « Avez-vous faim? » ajouta ce Popilius de l'Empire, « partagez mon repas; sinon, retirez-« vous. »

« Probus donna des terres, en Thrace, à cent mille Bastarnes (nation scythe ou gothique), qui s'attachèrent au sol. Il en avait partagé d'autres aux Gépides, aux Juthongues, aux Vandales, aux Franks; tous ceux-ci se soulevèrent à divers intervalles.

« On peut fixer au règne de Probus la fin de la première grande inva-

au Danube : plus d'une fois même, ils repoussèrent les Germains au-delà de ces fleuves ; mais ce n'était qu'avec des efforts sans relâche. Encore avaient-ils recours, dans ces expéditions périlleuses, à d'autres Germains façonnés au joug de la discipline, et devenus l'élite des armées romaines[1]. C'était la principale force des gardes prétoriennes : il en sortit des généraux, des empereurs, comme Maximin, Maxence, Magnence, Sylvain. Mais de tels alliés furent mortels à l'Empire ; bientôt il allait tomber sous les coups de ces mêmes Barbares, défenseurs soudoyés, oppresseurs imminents.

Pour assister à ces immenses funérailles, il faut remonter jusqu'aux premières années du cinquième siècle. De ce point de vue, l'on découvre le berceau des principales nations de l'Europe; on voit une nuée de peuples, sortis la plupart de la Germanie, fondre, de tous côtés, sur le vaste et magnifique repaire où gi-

sion des Barbares, bien que les mouvements s'en fissent encore sentir sous Carus, Carin, Numérien, et qu'ils se prolongeassent sous Dioclétien jusqu'à l'avénement de Constantin à l'Empire.

« Probus, délivré des guerres étrangères, étouffa les révoltes de Saturnin, de Proculus et de Bonose. Dans le retour d'une si grande paix, il affirmait qu'on n'aurait bientôt plus besoin d'armes. Il occupa les troupes oisives à planter des vignes dans la Pannonie, la Mésie et les Gaules; et, selon Vopiscus, jusque dans la Grande-Bretagne : on croit que la Bourgogne lui est redevable de ses premières richesses. Probus, guerrier si digne du sceptre, n'en fut pas moins tué par ses soldats dans une guérite de fer, d'où il surveillait les légions employées au desséchement des marais de Sirmich, sa patrie. » (Châteaubriand, *Études historiques*, tome I (tome III des *Œuvres complètes*), édition de Furne, Paris, MDCCCXXXII.)

[1] Déjà même Caligula avait eu une garde composée de Germains.

saient depuis si longtemps les dépouilles du monde, s'en disputer les lambeaux avec furie, et, des débris de Rome, créer des royaumes, des États nouveaux.

Cette révolution, qui semble merveilleuse, à la distance où nous sommes placés, dut paraître naturelle aux contemporains; car elle était devenue inévitable. Comme ces vieux édifices qui, encore debout, tiennent à peine au sol, Rome, pour s'abîmer, n'attendait qu'un violent choc.

L'émigration des Huns décida sa chute. Ce peuple tartare[1], originaire des frontières de la Chine, et contraint à s'expatrier, soit par les victoires des Chinois, soit par une exubérance de population, avait enfin, après de longues courses, déployé ses tentes sur les rives du Tanaïs et sur les bords de la mer Noire, d'où il chassa les Alains. Se rejetant sur les Goths[2], peuplades primitivement venues de la lisière orientale de l'Europe, et qui s'étaient emparées, durant les règnes de Galien et de ses successeurs, des pays situés entre le Danube et le Dniester, les Alains les entraînèrent jusque dans la Pannonie, où s'arrêtèrent les Ostrogoths ou Goths orientaux. Quant aux Alains, soutenus

[1] Nommé par les Chinois *Hiong-nu*. Existant déjà plus de douze siècles avant Auguste, il ne commence à être un peu connu qu'au temps des Scipions. (Daunou, *Cours d'études historiques*, tome VI.)

[2] Tacite, qui ne voit dans les peuples germains que Suèves ou non Suèves, range les Goths (*Gothones*) parmi les Suèves. Pline, au contraire, qui, ainsi qu'on l'a remarqué plus haut, partage l'Allemagne en cinq races, les classe parmi les Vandales; mais tous deux, d'un commun accord, placent leurs demeures à l'extrémité de la Germanie. (Kohlrausch, *Histoire d'Allemagne*, tome I.)

d'une armée de Vandales et de Suèves venus de la Prusse et de la Poméranie, ils se firent jour à travers la Germanie et les Gaules, jusqu'en Espagne; là ils fondèrent le célèbre, mais éphémère empire des Vandales[1].

Cependant les Goths occidentaux, communément appelés Visigoths, s'étaient élancés d'abord sur l'Italie. Après en avoir dévasté une grande partie, leur soif du pillage n'y trouvant plus d'aliments, ces hôtes farouches promenaient çà et là d'avides regards. Séduits par le riche établissement des Vandales, ils suivirent leurs traces; puis, les ayant refoulés sur l'Afrique, ils élevèrent en Espagne le royaume des Visigoths.

L'impulsion était donnée : de toutes parts, s'ébranlaient d'innombrables populations, différentes de mœurs, de langage, d'origine; mais toutes également tourmentées du besoin d'améliorer leur condition sauvage; toutes aussi, dans cet immense remaniement providentiel, poussées en avant par une force surnaturelle. C'est ainsi qu'au quatrième siècle les Barbares, envahissant l'Empire, affirmaient qu'un bras invisible les entraînait vers le Capitole.

S'étant réunie aux Allemannes, dans la Germanie, une bande de Suèves ou Schwabes[2] s'empara de la rive droite du Rhin jusqu'au Mein, de l'Helvétie, de la Rhé-

[1] Pfeffel, ouvrage déjà cité. En langue gothique et en allemand, *vandelen* veut dire *errer*.

[2] *Souabes*, selon l'orthographe française. Quant à la dénomination des Sueves, commune, du temps de Tacite, à un grand nombre de

tie, de la Vindélicie jusqu'au Lech, qui devint la limite de leurs conquêtes, comme il fut depuis la limite du Cercle de Souabe. C'est chez eux, dit-on, que se trouvait le *Sanctuaire de l'Alliance*, bocages sacrés où l'on sacrifiait les victimes pour la prospérité nationale.

Habitée par des Celtes[1] indigènes, l'île britannique avait subi le joug des premiers empereurs romains; mais, profitant des troubles de l'Empire, les Bretons s'étaient affranchis. D'autres ennemis les menacèrent bientôt : ne pouvant résister aux Pictes, habitants féroces de la Calédonie, ces insulaires appelèrent à leur secours les Angles, les Saxons, les Jutes, nations germaniques établies dans la péninsule cimbrique, le Jutland, le Holstein et le Mecklembourg; secours fatal : car, au lieu d'auxiliaires, il donna des maîtres qui s'établirent dans le pays sous la conduite de leurs rois Hengist et Horst.

Cependant un Barbare régnait pour la première fois en Italie : soutenu de ses compatriotes, prétoriens

nations allemandes, on l'attribue à l'usage où était ce peuple de porter une longue tresse de cheveux, en allemand *schweif.*

Elle peut aussi se rattacher, par une allusion à la vie longtemps errante de ces peuples, au mot *schweifen*, courir çà et là, ou au mot *see*, mer, leur primitive patrie.

[1] On donne aux Celtes une très-haute antiquité. Selon Ammien Marcellin et Timagène, Celtus, un de leurs rois, dont la mère s'appelait Galatie, leur aurait donné son nom; ce nom, selon Appien, viendrait d'un Celtus, fils du cyclope Polyphème, et conquérant de tous les pays nommés depuis celtiques. Or, ces pays, c'est, à en croire certains savants, l'Europe entière. Mais l'opinion générale n'applique cette dénomination qu'aux provinces de la Gaule comprises entre la Méditerranée, les Alpes, le Rhin et l'Océan. (Daunou, *Cours d'études historiques*.)

comme lui, Odoacre, fils d'Ederon, ministre d'Attila et chef de la tribu des Scyrres, avait facilement renversé le trône de ces fantômes d'empereurs, qui se décoraient encore du vain titre de Césars[1]. Déjà, après sept ans d'intervalle, le Consulat se relevait dans l'Occident; une foule de maux étaient réparés; et Odoacre, respectant les lois, les mœurs, les préjugés même des Romains, semblait se légitimer à leurs yeux à force d'habileté et de vertus, quand cette domination d'un jour fut détruite par Théodoric, venu de la Pannonie en Italie, et traînant à sa suite toute la nation des Ostrogoths.

Ravenne devint le siége de cette nouvelle monarchie italienne, qui s'étendait sur la Sicile, sur la Dalmatie, sur la Pannonie, sur la Provence, le Languedoc et une partie de l'Espagne. Alors, et à la voix d'un grand homme, l'ordre civil et administratif se releva en Italie, le sénat romain sortit un moment du tombeau, la guerre cessa entre les différentes sectes chrétiennes, d'utiles et splendides monuments s'élevèrent sur des ruines récentes, d'infects marais furent desséchés, le commerce prit un rapide essor, et Théodoric, arbitre suprême des rois et des peuples, établissant ses sœurs et ses filles sur les trônes des Visigoths, des Bourguignons, des Thuringiens et des Vandales, adoptant pour fils un roi des Hérules, et, comme pressentant, du haut des siècles, le vaste système de la fédération européenne, eut vrai-

[1] Quelques historiens représentent Odoacre comme roi des Hérules et des Rugiens, et lui font faire la conquête de l'Italie à la tête de ces peuples : c'est une double erreur.

ment le glorieux droit de dire à ses sujets romains : « Imitez mes Goths; ils allient à votre civilisation la vertu de leurs ancêtres; ils savent combattre leurs ennemis et vivre en paix entre eux[1]. »

Une tache sanglante souille la gloire de ce règne mémorable. Alexandre avait immolé Clitus : Théodoric fit périr Boëce, en 524, et lui-même il mourut, peu de jours après, déchiré de remords.

A Théodoric succédèrent sa veuve, Amalazunte, gouvernant au nom de leur jeune fils Athanaric, puis un Théodat, qui fit étrangler Amalazunte, sa bienfaitrice; Vitigès, vaincu et emmené par Bélisaire à Constantinople; Totila, qui deux fois ravagea Rome, et enfin Théia, défait par Narsès et tué les armes à la main, en 553.

Là se termine la domination des Ostrogoths sur l'Italie, qui rentre, jusqu'en 568, sous le sceptre des empereurs byzantins[2].

Durant cette invasion générale du monde civilisé par le monde barbare, durant ce formidable déplacement de l'espèce humaine, nul peuple ne restait immobile, nulle place longtemps vide. A peine les Ostrogoths avaient-ils quitté la Pannonie, que les Lombards, anciens habitants des pays de Magdebourg et de Luneboug, les y remplacèrent pour aller bientôt leur succéder dans l'empire de l'Italie.

D'un autre côté, les Francs-Saliens et les Sicambres s'avançaient, comme à marches forcées, à travers les

[1] Malte-Brun, *Précis de la géographie universelle.*

[2] Daunou, *Cours d'études historiques*, tome VI.

provinces belgiques jusqu'au cœur des Gaules, qu'ils soumirent; tandis que les Ripuaires, autre peuplade de la même nation, asservissaient les provinces germaniques situées entre l'Escaut et le Rhin, jusqu'au-dessus de Spire [1]. Étendant alors leurs frontières à ce dernier fleuve, les Thuringiens y renfermèrent ainsi une grande partie des contrées désertées par les Francs.

Le passage, ou plutôt les courses rapides de toutes ces ardentes multitudes, avaient ruiné de fond en comble les Noriques et une partie de la Vindélicie : les Bojoariens, issus des anciens Bojens, et restés jusqu'alors parmi les Marcomans, repeuplèrent ces tristes pays ; telle fut l'origine des Bavarois [2].

Quant aux Bourguignons, si l'on en croit les conjectures de quelques auteurs, sortis de la Poméranie et du Brandebourg, ils s'étaient établis, avec l'assentiment même des Romains, entre la Gaule-Lugdunaise et l'Italie.

Toutes ces émigrations ayant dégarni de défenseurs et d'habitants les régions orientales de la Germanie, des Slaves et des Venèdes, accourus de la Sarmatie, s'en emparèrent, et se répandirent au loin, depuis les frontières du Frioul et les rives de la Drave, dans la Carinthie et la Carniole, par la Bohême, la Moravie, la Silésie, la Lusace, la Misnie, le Brandebourg, la Poméranie, le Mecklembourg, jusque dans le Holstein [3].

[1] Pfeffel, même ouvrage.

[2] Le sol et le climat les invitant à l'agriculture, ils devinrent cultivateurs, en allemand *bauern* : de là primitivement leur nom. Malte-Brun, *Géographie*, etc., tome V.

[3] Pfeffel, ouvrage cité.

Ainsi, au cinquième siècle, fut complétement changée la face de l'Europe.

Maintenant quelques mots sur les Francs, qui, par la conquête des Gaules, arrivèrent à l'empire de toute la Germanie. Dès le troisième siècle, on les voit, envahissant la Gaule-Belgique, former des établissements sur la rive gauche du Rhin. Lente d'abord, leur marche pourtant ne s'arrêta jamais; enfin, sous les Mérovingiens, ils étaient maîtres des provinces en deçà de la Loire.

Fils de Hildérik et chef de la tribu des Franks-Saliens qui s'était fixée dans la Ménapie [1], Hlodowig [2] (Clovis), vainqueur des Romains à la bataille de Soissons, acheva la conquête des Gaules. Quelques années plus tard, il bat les Allemannes [3] à Tolbiac (Zollich) [4] dans le pays de Juliers.

[1] Dans les dernières années de l'Empire romain, la Ménapie ne dépassait point le diocèse de Tournai; à ce diocèse étaient joints alors ceux de Bruges, de Gand et d'Ypres, qu'on en sépara depuis. C'est à Tournai, qu'au dix-septième siècle, on trouva le tombeau de Hildérik.

[2] Grégoire de Tours écrit : *Chlodoveus*. Ici le *ch* représente l'aspiration gutturale des Allemands. Dans le testament de saint Rémi, Clovis est nommé *Hludovicus*; *Clothoweus*, dans la lettre de Clovis aux évêques des Gaules; sur les monnaies, *Chlodoveus* ou *Chlodovius*; en grec, Χλοδαῖος; dans les grandes chroniques de Saint-Denis, *Clodovée*. En écrivant à ce prince, Théodérik, roi d'Italie, écrivait, conformément à la prononciation des Romains d'Italie, *Luduin* ou *Lodoin*.

[3] Les vaincus reprirent alors le nom de *Suèves*, qui plus tard se changea en *Schwabes*, et, selon l'orthographe française, en *Souabes*. Mais les Franks continuèrent à désigner sous le nom d'*Allemania* la Souabe, la Bavière et la Franconie méridionale. Ce nom, les Français l'étendirent à toute la Germanie. (Malte-Brun, *Géographie mathématique, physique et politique*, tome V.)

[4] Les historiens ne sont point d'accord sur le vrai théâtre de cette

Les Thuringiens s'étaient emparés des deux rives du Rhin, au-dessous de Mayence : Hlodowig les chasse, et, pour défendre les bords du Mein, y transporte une forte colonie de Franks. De là le nom de *Ost-Franken,* France orientale, et plus tard celui de Franconie.

Revêtu, par l'empereur Anastase, du titre de consul; salué, dans l'église de Saint-Martin de Tours, du nom d'*Auguste*, ce farouche *Sicambre qui, baissant la tête, adorait ce qu'il avait brûlé, et brûlait ce qu'il avait adoré* [1], mourut à quarante-cinq ans, chargé de victoires, de renommée, de forfaits. Il avait porté la terreur de son nom jusqu'aux frontières d'Espagne. Sous lui, Paris devint, choix révélant une haute intelligence, la capitale de cet empire, *cathedra regni*, si jeune, si redoutable, qui portait dans ses flancs Charlemagne, Louis XIV et Napoléon !

Revue par ses ordres, la loi salique est un des monuments de son règne.

Ce code, dont l'origine première semble remonter à l'époque où les Franks étaient encore au-delà du Rhin, ne régissait que les Franks-Saliens. Habile appréciateur des besoins du temps, Hlodowig laissa, à chaque peuple de sa domination, ses lois particulières : ainsi, aux Gaulois romains, le code théodosien; aux Visigoths, cette même législation, modifiée par Alaric;

bataille. Quelques-uns indiquent Strasbourg; c'est l'opinion des plus modernes.

[1] *Mitis, depone colla, Sicamber; adora quod incendisti, incende quod adorasti.* (Paroles de saint Rémi.)

aux Bourguignons, la loi Gombette[1] : de là les diverses coutumes qui depuis s'établirent en France.

Dans la dernière année de sa vie, le roi des Franks avait assemblé un concile à Orléans, acte hardi de souveraineté et d'indépendance, base de tous les droits exclusifs et personnels qu'entre les autres monarques catholiques ceux de France maintinrent toujours devant les papes.

De Hlodowig datent l'unité et la monarchie françaises.

Vers l'an 507, sur le sommet de la montagne au pied de laquelle s'élevait le palais des Thermes, et sur l'emplacement d'un cimetière romain, il avait jeté les premiers fondements de l'église des saints apôtres saint Pierre et saint Paul, qui, plus tard, devint Sainte-Geneviève : là furent déposés ses restes.

Hlodowig avait reçu d'Anastase un diadème d'or; il le donna au pape Symmaque : c'est l'aînée des couronnes composant la tiare pontificale. Boniface VIII ajouta la seconde, et Jean XXII la troisième.

Après sa mort, l'empire des Franks ayant été divisé en quatre parties, le royaume d'Austrasie échut à Théoderick, l'aîné de ses fils. Or, l'Austrasie comprenait, outre les provinces germaniques, tous les pays renfermés entre le Rhin, la Meuse et l'Escaut[2].

Hlodowig reposait à peine, depuis un quart de siècle,

[1] Toutes ces lois se trouvent dans le 4e volume de la collection des *Historiens de France*, par Dom Bouquet.

[2] Pfeffel, *Nouvel abrégé chronologique*, etc., tome I.

dans la tombe, que le royaume des Bourguignons tombait au pouvoir des Franks. Les Ostrogoths se virent contraints de leur abandonner Arles et Marseille; l'empereur Justinien leur céda même la souveraineté des Gaules : c'était en sanctionner la conquête.

Telle était déjà cette puissance qui, sous Karl-le-Grand, devait comprendre la France, presque toute la Catalogne, la Navarre et l'Aragon; la Flandre, la Hollande et la Frise; la Westphalie et la Saxe jusqu'à l'Elbe; la Franconie, la Souabe, la Thuringe et la Suisse; les deux Pannonies, c'est-à-dire l'Autriche et la Hongrie; la Dace, la Bohême, l'Istrie, la Liburnie, la Dalmatie et plusieurs cantons de l'Esclavonie; enfin, l'Italie entière jusqu'à la Calabre inférieure [1].

Mais cette monarchie immense et son maître disparurent presque en même temps : c'étaient deux colosses nécessaires l'un à l'autre.

Karl lui-même ne se faisait pas illusion sur l'avenir : un jour qu'il s'était arrêté dans une ville de la Gaule narbonnaise, des barques scandinaves vinrent piller jusqu'au milieu du port. Dans ces pirates, les uns croyaient voir des marchands juifs, africains; d'autres, des Bretons. L'Empereur, lui, les avait reconnus : « Des marchands ! s'écria-t-il, non; mais de redoutables ennemis! »

Poursuivis, les pirates disparurent. Mais Karl, s'étant

[1] *Mémoire sur les limites de l'empire de Charlemagne*, par D. Lieble, bénédictin (Paris, 1764, in-12). *Voyez* aussi la *Carte* du même empire, par P. Bertius, in-fol., publiée à Paris vers 1620.

levé de table, se mit à la fenêtre qui regardait l'Orient, et y resta longtemps, absorbé dans une méditation profonde, le visage inondé de larmes. Comme nul n'osait l'interroger : « Savez-vous, mes fidèles, pourquoi je pleure amèrement? dit-il aux grands qui l'entouraient. Certes, je ne crains pas ces misérables; mais, quand je songe que, moi vivant, ils ont presque abordé ce rivage, je gémis, en prévoyant de quels maux ils peuvent accabler mes successeurs et leurs peuples [1]. »

Karl fut le plus grand et le dernier homme de sa race. Le reste ne compte pas. Ce géant mourut tout entier en 814.

Revenons à la Germanie. Un fait bien remarquable, c'est que cette contrée, à laquelle du reste le nom de Teutonie conviendrait beaucoup mieux, n'a jamais été longtemps ni complétement subjuguée par l'étranger; car on ne saurait regarder comme tels les Franks, qui étaient eux-mêmes d'origine teutone. Pour les Huns, ils n'ont fait que la parcourir dans les cinquième et neuvième siècles; et les Slaves, les Vénèdes (Wenden), qui, depuis le cinquième jusqu'au dixième, occupèrent la région entre l'Elbe et la Vistule, furent presque tous exterminés par les Germains revenus de la Saxe et de la Westphalie en Lusace, dans les Marches, la Poméranie, le Mecklembourg. Ils ne restèrent nation prédominante que sur les points extrêmes de quelques-uns de ces pays, principalement en Bohême et en Pologne.

[1] Le moine de Saint-Gall.

On peut donc dire, sans crainte de blesser la vérité historique, que toute cette vaste étendue de pays située entre le Rhin, le Danube et l'Elbe, s'est toujours maintenue indépendante, homogène, véritablement germanique ou teutone [1]. Indomptable pour les Romains, elle n'a été habitée, depuis l'ère chrétienne jusqu'à la fondation de la grande monarchie des Franks, que par les nations teutones des Franks, des Allemannes, des Saxons, des Thuringiens, des Bojens ou Bavarois : tous ses chefs ou souverains sortirent de ces mêmes peuples.

Durant les septième [2] et huitième siècles, il est vrai, la Germanie fut enclavée dans la monarchie des Franks ; et, pendant deux cents années, on la vit gouvernée, soit conjointement avec la France, soit séparément par les rois franks de la famille carlovingienne. Mais il est notoire que les Franks et leurs chefs étaient d'origine teutone. Karl-le-Grand [3] et son fils Lodwig Ier, maîtres à la fois des Gaules et de la Germanie, regardaient cette dernière contrée comme leur plus importante possession : ils y passèrent une grande partie de leurs règnes.

Sous leurs successeurs, et après le partage de Ver-

[1] Hertzberg, *Œuvres politiques*, tome I.

[2] La vingt-deuxième année de ce siècle est la première de l'hégire. Le glaive d'une main et le *Koran* de l'autre, Mahomet changeait la face de l'Orient.

[3] Du temps de ce prince, l'Allemagne se composait des duchés ou royaumes de Saxe, de Thuringe, de Franconie, de Bavière ou de Souabe.



dun, la Germanie, par suite de nouveaux arrangements politiques, fut même gouvernée par ses propres rois teutons jusqu'à l'extinction des Carlovingiens.

Depuis cette époque, 843, comme depuis l'élection de Conrad Ier, l'Allemagne n'a eu d'autres souverains, rois ou empereurs, que des princes allemands : témoin les empereurs des Maisons de Saxe, de Franconie, de Souabe, de Luxembourg, de Bavière, d'Autriche.

Pendant cette longue série de siècles, la nation teutone a reconquis ses anciennes possessions jusqu'aux Alpes, au-delà du Rhin, au-delà de l'Elbe, vers la Vistule [1]. Avec sa domination, elle y a rétabli son langage; ses enseignes triomphantes ont pénétré en Italie; peu à peu s'est élevée cette masse imposante d'États confédérés qui, jusqu'au commencement du dix-neuvième siècle, a conservé le nom d'Empire germanique.

Les premiers Germains vinrent-ils de la Scythie, de l'Arménie ou de l'Assyrie? L'histoire n'a point résolu ces problèmes, éternel désespoir des érudits [2]. Ce qui est digne d'elle, c'est de constater ce patriotisme âpre et rude comme le climat, cette indomptable valeur qui, à travers les âges, conservèrent libre et sans tache la vieille patrie; c'est de suivre, des forêts de la Germanie au pied du Capitole, ces fiers soldats qui détrônèrent le peuple-roi, couvrirent l'Europe des débris de son naufrage immense, et, de ces débris, for-

[1] Hertzberg, *Œuvres politiques*.

[2] *Voir* Lazius, Prétorius, Rudbeck, Cluvier, Eccard.

mèrent les empires modernes de France, d'Angleterre, d'Espagne, de Portugal, d'Italie.

Des révolutions passèrent aussi sur le sol de la Germanie; mais révolutions temporaires, partielles et locales. Telles furent, aux extrémités de cette contrée, les incursions des Romains, des Huns, des Slaves ou Venèdes; telle, cette grande migration des peuples germaniques dans les provinces romaines aux troisième, quatrième, cinquième siècles de l'ère chrétienne; tels, s'il est permis d'offrir ici ce résumé rapide, la succession des différentes familles de rois ou d'empereurs toujours nationaux qui gouvernèrent l'Allemagne, les guerres d'Italie, la longue lutte de l'Empire et du sacerdoce, les croisades, les changements survenus dans les anciens grands-duchés et autres fiefs allemands, le passage du droit héréditaire à l'élection des empereurs, l'origine des électeurs, le fameux Interrègne, les variations que subit l'élection impériale, le rétablissement d'une élection héréditaire de fait dans la puissante Maison d'Autriche, la salutaire abolition du droit de diffidation [1], l'affermissement de la paix des Cercles et de la Chambre de l'Empire sous Maximilien, l'introduction des capitulations des empereurs sous Charles V, la réformation de Luther, avec les scissions religieuses qu'elle entraîna; la guerre de Smalkalde et celle de *Trente-Ans*, la paix de religion en 1555, la mémorable paix de Westphalie en 1648, la

[1] Droit sauvage, en vertu duquel un seigneur était autorisé à faire la guerre à son voisin, à tout mettre à feu et à sang, trois jours après avoir signifié la rupture de la paix.

guerre pour la succession d'Espagne, la paix d'Utrecht et de Rastadt, la sanglante lutte pour la succession de la Maison d'Autriche, suivie des traités de Breslau et d'Aix-la-Chapelle; la guerre de *Sept-Ans*, les traités de Hubertsbourg et de Teschen [1]; enfin les agitations récentes qui, de nos jours, ébranlèrent l'Europe, où s'engloutirent des trônes et des républiques, d'où jaillirent de nouvelles couronnes pour être bientôt brisées, et dont l'Allemagne sortit criblée de blessures, mais affranchie du joug étranger : voilà les principales commotions dont cette vaste contrée fut le théâtre, commotions, comme on l'a dit plus haut, temporaires, partielles ou locales, et que le caractère national traversa toujours avec gloire.

Ces pompeuses épithètes de *Vagina* et *Officina gentium* données faussement à la Scandinavie, la Germanie septentrionale a droit de les réclamer. Quelques historiens grecs et romains, d'une date peu ancienne, font sortir, il est vrai, de la Scythie, de la Sarmatie et des fertiles contrées que baigne le Pont-Euxin, ces flots de barbares qui inondèrent et détruisirent l'empire romain. Mais on peut leur opposer de plus antiques témoignages, ceux de Pline, de Tacite, de Strabon, de Ptolomée, l'autorité enfin du Goth Jornandès [2].

Parmi ces peuples, ceux qui habitaient d'heureux climats les auraient-ils abandonnés en masse? Non, sans doute; l'homme ne s'arrache point volontairement

[1] Hertzberg, *Œuvres politiques*.

[2] « L'historien des Goths, Jornandès, évêque de Ravenne, dans son histoire et dans son livre *De origine mundi*, consigne, au sixième

à la patrie qui lui offre un beau ciel, une nourriture facile, de commodes habitations.

Exilés au contraire, par la nature, sur un sol rigoureux; réduits à disputer leur vie de chaque jour à une terre rebelle ou aux hôtes féroces des forêts, les fils du Nord de la Germanie durent plus d'une fois, avant de dire adieu aux foyers paternels, tourner des regards d'envie vers des lieux dont on leur racontait des merveilles. En effet, quelques notions confuses de l'Italie étaient parvenues jusqu'à eux; un bruit lointain de civilisation avait pu retentir au fond de leurs retraites.

On se demande d'abord comment tant de millions d'hommes sortirent d'une contrée relativement aussi peu étendue; mais ces irruptions furent successives; elles durèrent six siècles; chemin faisant, les émigrants s'augmentaient des nations voisines ou vaincues. D'ailleurs, chez les masses dégradées, comme aux yeux de l'homme sans courage, la frayeur grossit les objets; soit donc par un lâche effroi, soit pour s'absoudre de leurs défaites, les Romains, exagérant le nombre de ces redoutables ennemis, y comprirent les femmes mêmes et les enfants.

Sous quelques rapports, le gouvernement des Germains ressemblait aux clans écossais. Ces clans parti-

siècle, des faits importants sur les pays du Nord et de l'Est de l'Europe. Le diacre Warnefride publia une histoire des Lombards; un autre Goth, l'anonyme de Ravenne, donna, un siècle plus tard, la description générale du monde. » (Châteaubriand, *Œuvres complètes*, tome VI, *Voyages*)

culiers, des fédérations communes les unissaient. Le duel est sorti des forêts de la Germanie; on a voulu aussi y voir le berceau du jury. Moins prodigues de sang humain que bien des sociétés plus civilisées, ces peuples avaient en horreur la peine de mort : l'amende était le châtiment ordinaire.

La chasse et la pêche ne faisaient point l'unique occupation des Germains, ils cultivaient aussi la terre; leurs mœurs étaient simples et frugales; leur vie toujours active, leurs mariages plus féconds qu'aujourd'hui. A tant d'avantages, à une haute stature, s'alliaient une valeur sauvage, la soif du butin, le mépris de la mort. Étaient-ils blessés? leurs femmes et leurs mères comptaient leurs plaies sans pâlir; elles en suçaient le sang pour l'étancher. Un grand nombre d'entre eux, aussitôt l'âge de porter les armes atteint, laissaient croître leur barbe et leurs cheveux, jurant de ne les couper que sur le corps sanglant d'un ennemi; vœu guerrier dont l'accomplissement pouvait seul acquitter leur dette envers la famille et la patrie. Ce vœu, les plus braves aimaient à le renouveler, s'astreignant même à porter un anneau de fer, comme une marque de servitude qu'ils ne devaient laver que dans le sang ennemi; plusieurs gardaient, toute leur vie, cette menaçante parure; ils blanchissaient avec ce symbole d'une si glorieuse captivité[1]. Quel ne dut pas être l'ascendant de tels hommes sur ces lâches Romains sans mœurs et sans liberté!

[1] Tacite, *De situ, moribus et populis Germaniæ.*

D'épaisses ténèbres enveloppent le berceau primitif des Germains[1] : à quelle époque et dans quelles circonstances quittèrent-ils l'Asie ? Quelle cause les poussa vers le Nord ? De quel peuple étaient-ils d'abord sortis, et que laissèrent-ils dans ces contrées en les quittant ? On l'ignore : d'incontestables analogies de langage permettent bien d'entrevoir quelques relations avec les Perses, et plus encore avec les Grecs ; mais ce n'est là qu'un faible crépuscule dans une nuit obscure. Plus jaloux d'accomplir de grandes actions et non d'en perpétuer le souvenir, ils ne vivent que dans les annales de leurs ennemis[2]. Ce chaos commence seulement à se débrouiller, lors de leurs premières guerres avec les Romains. César, Pline, Tacite, ont tracé un tableau assez détaillé de leurs mœurs, de leur religion, de leur gouvernement. Chez les Modernes, Hertius, Cluvier, Mascow surtout, se sont efforcés de réunir, en des cadres séparés, toutes les notions éparses dans les diverses relations grecques et latines.

Quelquefois vaincue sur divers points de son territoire, mais jamais conquise, la Germanie a donc très-probablement été toujours habitée par la même nation depuis son origine ; aux preuves de cette assertion ci-dessus exposées s'en joint une autre également forte : c'est la grande ressemblance du langage teuton actuel avec celui que l'on parlait du temps de Jules César, de Tacite, de Pline, de Ptolémée. Il est vrai que les pre-

[1] De *ger*, guerre, et *man*, homme ; c'est-à-dire homme de combat.

[2] Pfeffel, *Nouvel abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne.*

miers Germains, ne connaissant point l'écriture, n'ont laissé aucun monument historique, et que, depuis le commencement de l'ère chrétienne jusqu'au huitième siècle, on ne trouve nulle relation en langue purement teutone, si ce n'est peut-être la version gothique des Évangiles, attribuée à l'évêque Ulphilas du quatrième siècle, dont je parlerai bientôt; mais les historiens, les géographes grecs et romains, Tacite surtout, offrent beaucoup de vestiges de l'ancienne langue teutone : l'analogie de leurs racines avec la moderne est frappante.

Les principales rivières de la Teutonie, comme le Rhin, le Danube, le Weser, l'Elbe, l'Ems, la Lippe, le Mein, le Necker, la Saale, l'Oder, la Vistule, ont conservé jusqu'à présent les mêmes noms qu'on trouve dans César, Pline, Ptolémée et Strabon, à quelques variations près, que tant de siècles rendirent inévitables. Il en est de même de ses peuples : les *Suevi* sont les Souabes, les *Boji*, les Bavarois; les *Frisii*, les Frisons; les *Saxones*, les Saxons; les *Burguntas* de Ptolémée, les Bourguignons. Ceci s'applique également aux Allemannes, aux Angles, aux Longobards, aux Franks, aux Angrivariens (*Engern en Westphalie*), aux Rugiens et aux *Sideni* de la Poméranie, etc.[1].

Bien que les annales des nations germaniques aient été recueillies par des Grecs ou par des Romains; bien que Jornandès, historien des Goths, Paul Warnefride[2], et Erchenpert, historien des Longobards, n'aient écrit

[1] Hertzberg, *Œuvres politiques*.

[2] Plus connu sous le nom de *Paul Diacre*. Tandis que Pierre de Pise

qu'on latin, néanmoins l'origine germanique perce très-souvent dans les noms des hommes illustres dont ils racontent les hauts faits; Thierri donne *Diederich; Ludovicus* (ou Louis) donne *Ludowig;* Chilpéric, *Hilfreich.* Les noms même de *Jornandès*, de *Warnefride*, d'*Erchenpert*, sont germaniques.

Malgré leur rédaction en langue latine, les lois des nations teutones, des Franks, des Saliens, des Ripuaires, des Allemands, des Bavarois, des Frisons, des Bourguignons, des Angles, des Saxons, des Varnes, des Longobards, et des Goths, ainsi que les capitulaires des monarques francs, offrent une foule de mots teutoniques dont la racine répond parfaitement à la langue moderne[1].

Un autre témoignage plus décisif encore, c'est la traduction des Évangiles contenue dans le fameux Code d'argent[2] (*Codex argenteus*), que les Suédois, pendant la guerre de Trente-Ans, trouvèrent dans l'abbaye de

s'intitulait *grammairien de Karl-le-Grand*, *Paul Diacre* enseignait à ce prince les lettres grecques et latines.

[1] Voici quelques exemples pris au hasard : *Mallus, mahl*, lieu où se tenait l'assemblée publique; *Leudi, leut*, leudes; *Wergildum, wehrgeld*, amende pécuniaire; *Mannire, mahnen*, sommer, appeler en justice; *Murdrida, mord*, meurtre; *Marah, mahre*, cheval, et de là le nom de maréchal; *Anagrip, angrif*, attaque; *Mundualdus, vormund*, tuteur; *Heribannus, heerbann*, arrière-ban; *Karra, karre*, char; *Gasindus, gesinde*, valet; *Rachimburgi, bürgen*, garant. Il serait facile, en multipliant les citations, de composer un volumineux dictionnaire des mots d'origine germanique dont les anciennes lois et les historiens abondent. (Hertzberg, *Œuvres politiques*.)

[2] « La bibliothèque d'Upsal contient un trésor qui, pour moi, était d'un prix infini, et que je ne négligeai pas de visiter. C'est le ma-

Werden en Westphalie, et transportèrent à Upsal où il est aujourd'hui. Cette traduction, attribuée à Ulphilas, évêque des Ostrogoths, vers l'an 350, appartient évidemment à l'idiome germanique. Fût-elle même, comme on l'a prétendu, l'ouvrage d'un Frank d'une époque postérieure, la nation teutone pourrait toujours la revendiquer.

Le premier monument authentique qu'offre ensuite la langue teutone, c'est le traité d'alliance contre l'empereur Lothaire, ou plutôt le serment que les deux fils

nuscrit fameux, connu sous le nom de *Codex argenteus*, le manuscrit d'argent.

« Il contient une traduction en langue gothique d'une portion de la Bible. Cette traduction a été faite, au quatrième siècle, par un évêque arien, le Goth Ulphilas, pour ceux de ses frères qui habitaient la Mésie. C'est le plus ancien monument des langues du Nord. Cet Ulphilas inventa un alphabet qui était une altération de l'alphabet grec. Il inventa même une sorte de procédé typographique pour tracer les caractères ; en effet, sur un fond violet se détachent en relief les caractères, d'un aspect ordinairement argenté ; les initiales des chapitres et quelques passages sont en or et également en relief. Cette disposition donnerait à penser que les lettres ont été évidées avec un emporte-pièce, et appliquées ensuite sur le fond violet qui les porte.

« L'histoire de ce manuscrit est curieuse. Découvert en 1597, dans une abbaye de Westphalie, il fut transporté à Prague. Prague ayant été prise par les Suédois, en 1648, il fut trouvé dans le butin et envoyé à Christine. Mais ses aventures ne se bornent pas là : après avoir été volé par un soldat, il était dans sa destinée de l'être par un savant; du moins c'est ce dont on a accusé le docte Vossius. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'après sa mort le manuscrit fut racheté de ses héritiers par un grand seigneur suédois, Magnus de la Gardie, et donné à l'université d'Upsal. On le conserve soigneusement dans une boîte fermée à clef. » (*Esquisses du Nord*, par J.-J. Ampère. — Voir *Revue de Paris*, n° du 25 mars 1832.)

de Louis-le-Débonnaire, Louis, roi des Germains, et Charles, roi des Franks, se prêtèrent mutuellement, l'an 842, à la tête de leurs armées, près de Strasbourg. Nithard, historien contemporain, a conservé les formules de ce serment, l'une en langue théotisque, l'autre en latin, si toutefois on peut donner ce nom aux débris informes du langage de Virgile[1].

Un examen attentif y découvre, presque à chaque mot, le germe de l'allemand actuel[2].

Concluons, de tout ce qui précède, que les Germains ou Teutons étaient une nation aborigène et indigène; depuis le moment où ils apparaissent dans l'histoire pour la première fois, jusqu'à nos jours, on retrouve en eux mêmes traits, même physionomie, même air de famille, que le temps n'a point effacés.

Quelques mots maintenant sur certaines circonstances physiques. Toutes les montagnes de l'Allemagne dépendent ou du système des Alpes, ou de celui des monts Hercynio-Karpathiens, qui s'y rattache par le *Rauhe-Alp*, ou les Alpes de Souabe.

[1] *Voyez* pièces justificatives (A).

[2] A des époques plus récentes, le *Recueil des antiquités teutoniques* de Schilter, les ouvrages étymologiques et historiques d'Eckard et d'autres antiquaires allemands, un grand nombre de livres pieux, tels que ceux des moines de Kero et Notker Labeon, les Évangiles d'Ottfried de Weissemburg au neuvième siècle, et, postérieurement, une foule de chroniques et de chartes, rédigées en langue teutone, attestent que, depuis ces temps anciens jusqu'à nos jours, cette même langue n'a jamais cessé d'être nationale dans les contrées germaniques. On la reconnaît à travers les altérations successives qu'elle a subies, et qui, à mesure que l'on remonte le cours des siècles, ne la rendent intelligible que pour les érudits.

Autour de tout ce pays montagneux, s'étendent les plaines ; la plus grande est celle qui, sans autre interruption que le cours des rivières, remplit la Basse-Silésie, l'ancienne Lusace, le Brandebourg avec ses vastes mers de sables, la Poméranie et le Mecklembourg, le Hanovre, le Holstein, le Jutland et la partie basse de l'ancien Cercle de Westphalie.

Ses deux grands fleuves sont le Danube, né sur les hauteurs de la forêt Noire, et le Rhin, de nature beaucoup plus allemande, quoique sa source et sa fin n'appartiennent politiquement pas à l'Allemagne ; viennent ensuite l'Ems, le Weser, l'Elbe, l'Oder [1], la Lippe, le Necker, la Saale, la Vistule.

Trop étendu en latitude pour devenir l'objet d'une définition générale, le climat de l'Allemagne peut être divisé en trois grandes zones principales : la première, celle des plaines septentrionales, soumise à une température plus humide encore que froide, et surtout variable au gré de tous les vents ; la seconde, la plus agréable, s'étend du 48e parallèle au 51e, et embrasse la Moravie, la Bohême, la Saxe, la Franconie, la Souabe, les contrées rhénanes et la Hesse, c'est-à-dire tout le milieu de l'Allemagne ; la troisième est celle des Alpes : l'élévation considérable du sol et la rapidité des pentes y produisent le rapprochement des températures extrêmes.

Une particularité du sol allemand, c'est la merveilleuse abondance d'eaux minérales [2].

[1] Son ancien nom, *Weudo*, slavon *Wiadro*, signifie *cruche d'eau*.

[2] Malte-Brun, *Précis de la géographie universelle*.

Si, parmi les contrées que nous venons de parcourir, il en est une que l'âpreté de son climat et la stérilité de son sol semblaient avoir vouée à une éternelle obscurité, c'est le Brandebourg. Cependant un siècle aura à peine vu l'épée d'un électeur se changer en sceptre royal [1], qu'un monarque prussien s'avancera, à la tête d'une ligue de rois, contre la formidable révolution française.

Le Brandebourg, la Prusse [2], la Poméranie restèrent plus longtemps barbares que les autres contrées de l'Europe [3]; la chasse et la guerre étaient l'unique occupation de leurs habitants, que l'aigle romaine n'alla jamais saisir au fond de leurs forêts.

Tour à tour les Suèves, les Venèdes, les Vandales, les Saxons, les Franks avaient occupé la Marche de Brandebourg ; peu à peu les physionomies individuelles de chacun de ces peuples s'effacèrent ; le temps finit par confondre, en un seul corps de nation, ces diverses successions d'habitants.

Vers le commencement du treizième siècle, l'idolâtrie n'avait pas entièrement disparu de ces contrées, et les plus illustres chevaliers de la Chrétienté allaient, en

[1] Ségur, *Décade historique*.

[2] Les peuples qui habitaient la Prusse, durent-ils ce nom de *Po-Russes* au voisinage des Russes dont l'empire, déjà à cette époque, s'étendait sur toute la Courlande et sur la Lithuanie ? Malte-Brun combat cette étymologie. A l'en croire, le nom de *Pruczi* (prononcez *Prusi*) viendrait de quelque ancien mot wende, lié avec celui de *prussinka*, terre dure et glaiseuse, comme le sont celles du plateau intérieur de la Prusse orientale.

[3] Ségur, *ibid.*



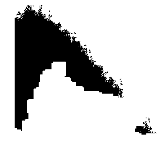
foule, déployer, contre la Prusse proprement dite, leur pieuse vaillance. Odin, Tuiston, Man, Irmensul, étaient les principales divinités de ces hommes sauvages, qui adoraient aussi des lacs, des rivières, des serpents, des élans et autres animaux.

Chez eux, comme parmi les sectateurs de Mahomet, le paradis ne s'ouvrait que pour les braves; l'enfer attendait les lâches. Ils mangeaient de la chair crue, buvaient du sang de cheval, ravageaient les pays voisins. Cruels non moins que superstitieux, ils sacrifiaient à leurs idoles les prisonniers faits à la guerre. Saint Adalbert, évêque de Prague, fut, chez eux, le premier missionnaire chrétien; il y reçut la couronne du martyre, l'an 997. On l'appela l'*apôtre de la Prusse;* pour racheter son corps, le prince polonais Boleslas donna une quantité d'or d'un poids égal.

Si l'on en croit Crispus, trois rois de Pologne, du nom de Boleslas, s'armèrent pour convertir la Prusse; mais ces peuples s'étaient aguerris: ils repoussèrent les agresseurs, et ravagèrent la Mazovie et la Cujavie.

Après une guerre de cinquante-trois années, les chevaliers de l'Ordre Teutonique, appelés par Conrad, duc de Mazovie, pour arrêter ces brigandages, subjuguèrent le pays. Le premier soin des vainqueurs fut de convertir les vaincus à la religion chrétienne, non, il est vrai, sans éprouver une opiniâtre résistance; mais le glaive aida la parole.

En 1466, à la suite d'une bataille où le Grand-Maître, Louis d'Erlichshausen, fut battu, cette ancienne partie de la Sarmatie européenne, soumise à la domination de



l'Ordre, devint un fief dont le Grand-Maître faisait hommage au roi de Pologne.

Nous verrons, en 1525, un cadet de la Maison de Brandebourg mettre un terme à ce vasselage.

Malheureusement, avec le baptême, les nouveaux chrétiens ne reçurent pas les lumières de l'Évangile ; ils n'avaient que changé de superstitions : leurs annales offrent à nos regards toutes les absurdités sanglantes, tout le grossier fanatisme commun à tant d'autres peuples de l'Europe, durant cet orageux sommeil de la raison humaine.

Depuis Sigefroi, beau-frère de l'empereur Henri *l'Oiseleur*, et premier margrave [1] de Brandebourg, jusqu'à nos jours, neuf dynasties gouvernèrent la Marche : celles des Saxons, de Waldeck, de Stade, de Ploetzk, d'Anhalt, de Bavière, de Luxembourg, de Misnie, enfin la Maison de Hohenzollern aujourd'hui régnante.

Sous le gouvernement des Saxons, Mistevoius, roi vandale, ayant ravagé les Marches, en chassa les chefs. L'empereur Henri II reconquit le pays, les Barbares furent battus ; Mistevoius périt avec six mille des siens. Mais, pour avoir été rétablis, les margraves ne possédèrent pas plus tranquillement le Brandebourg. Toujours en guerre avec les Vandales ou d'autres peuples barbares, tantôt vainqueurs, tantôt vaincus, leur puissance ne s'affermit que sous

[1] Sous son administration furent établis les évêchés de Brandebourg et de Havelberg par l'empereur Othon Ier. Vingt-huit ans plus tard, le même prince fonda celui de Magdebourg.

Albert *l'Ours*, premier margrave de la race anhaltine [1].

Deux empereurs l'élevèrent, Conrad III au margraviat, Frédéric-Barberousse à la dignité électorale. Quarante-quatre ans plus tard, un prince vandale sans enfants, Primislas, lui légua par son testament la Moyenne-Marche. Albert posséda alors la Vieille et la Moyenne-Marche, la Haute-Saxe, le pays d'Anhalt, avec une partie de la Lusace.

Une obscurité impénétrable enveloppe les princes de la race anhaltine. Ce qu'on sait positivement, c'est qu'elle s'éteignit, en 1332, à la mort de Woldemar II. Louis de Bavière occupait alors le trône impérial; regardant la Marche comme un fief dévolu à l'Empire, ce prince la donna à son fils Louis; de là une sixième race. Louis eut trois guerres à soutenir : l'une, contre les ducs de Poméranie, qui envahissaient la Marche-Uckeraine; l'autre, contre les Polonais, dont les ravages désolaient le comté de Sternberg; la troisième, contre le fils d'un meunier de Bélitz : cet imposteur, usurpant le nom d'un Woldemar, frère du dernier électeur de la Maison anhaltine, s'était emparé de quelques villes; mais son parti et lui furent bientôt anéantis.

A l'Électeur succéda son frère Louis *le Romain* [2], qui, étant aussi mort sans enfants, fut remplacé par Othon, son troisième frère. Ce prince, sans cœur, vendit l'Électorat, pour deux cent mille florins d'or, au

[1] Dans les neuf races de margraves ce fut la cinquième.

[2] Ainsi surnommé parce qu'il naquit à Rome.



plus triste empereur qui ait pesé sur l'Allemagne, à ce Charles IV, de la Maison de Luxembourg, si énergiquement qualifié par Maximilien Ier de *perte de l'Empire*, *exitium imperii*. Au reste, cette indignité ne lui profita pas, car il n'en reçut pas même le prix. Charles IV, disposant de la Marche comme s'il l'eût payée, la donna à son fils Venceslas, qui voulut l'incorporer à la Bohême dont il était roi.

A la mort de celui-ci, Sigismond, de la même Maison, reçut l'Électorat. La Nouvelle-Marche, conquise autrefois sur l'électeur Jean par l'Ordre Teutonique, mais rachetée depuis par Othon *le Long*, fut de nouveau aliénée à cet Ordre ; pressé d'argent, Sigismond la vendit aux chevaliers.

C'est ici l'époque où apparaissent les Hohenzollern sur la scène politique.

Destinée singulière ! Un empereur va confier le sceptre d'électeur, un autre donnera la couronne de roi, à ces mêmes princes qui doivent un jour ébranler le trône impérial.

L'origine des Hohenzollern [1] se perd dans la nuit des temps ; quelques historiens les font descendre des Witikind [2] ; d'autres des Guelfes ; d'autres des Colonna.

[1] Ils tirent leur nom de l'antique château de Zollern, ou Hohenzollern, situé en Souabe, dans une contrée montagneuse et peu fertile, partagée en deux districts, dont l'un est séparé par le Danube, et l'autre par les montagnes de l'*Abb* (*Rauhe-Alp* ou *Alpes de Souabe*) ou *Alp*.

[2] « Peu importe, dit Frédéric II dans ses *Mémoires de Brandebourg* ; tous les hommes ne sont-ils pas d'une race également ancienne ? »

La Maison de Brandebourg est une branche cadette des Hohenzollern.

Tassillon est le premier comte de Hohenzollern connu dans l'histoire : il vivait vers l'an 800. Ses descendants, Danco, Rodolphe Ier, Othon, Wolffgang, Frédéric Ier, Frédéric II, Frédéric III, Burchard, Frédéric IV, Rodolphe II, n'attachèrent à leurs noms aucun souvenir mémorable, et cette famille végétait confondue dans une foule d'autres seigneurs, lorsque, en 1200, un de ses membres, Conrad, fut élu burgrave [1] de Nuremberg ; dignité importante, car cette ville, par sa position commerciale, était la plus florissante de l'Allemagne.

Ses successeurs furent : Frédéric Ier, en 1216 ; Conrad II, en 1260 ; Frédéric II, en 1270. Frédéric III hérita de son beau-frère, le duc de Méran, les seigneuries de Bareith et de Cadoltzbourg. Jean lui succéda, en 1298 ; et à celui-ci, Frédéric IV, en 1332.

Ce burgrave rendit de signalés services aux empereurs Albert, Henri VII et Louis de Bavière dans leurs guerres contre Frédéric d'Autriche. Il fit même prisonnier ce dernier prince, et le livra à l'Empereur, qui, par reconnaissance, lui abandonna tous les captifs autrichiens. Frédéric les relâcha, mais sous la condition qu'ils lui prêteraient hommage de leurs terres. Telle est l'origine des vassaux que les margraves de Franconie eurent en Autriche jusqu'à ces derniers temps [2].

A Frédéric IV succédèrent Conrad IV, en 1334 ;

[1] *Voir* à la fin du volume (B).

[2] Frédéric, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg.*

Jean II, en 1357; Albert VI, dit *le Beau*, en 1361; et le neveu d'Albert, Frédéric V, que l'empereur Charles IV, après l'avoir déclaré prince de l'Empire, en 1363, à la diète de Nuremberg, nomma même son lieutenant.

En 1402, Frédéric V partagea entre ses deux fils, Jean III et Frédéric VI, les terres de son burgraviat. Mais Jean III étant mort sans enfants, toute la succession échut à Frédéric VI.

Ce prince entra, en 1408, avec ses troupes, sur le territoire de la ville de Rottweil[1], mise au ban de l'Empire, et rasa plusieurs châteaux.

Quatre ans plus tard, il prit possession du gouvernement de la Marche, que l'empereur Sigismond lui avait conféré.

Comme, jusqu'alors, les électeurs de Brandebourg n'avaient pas résidé dans la Marche, la noblesse était devenue turbulente, factieuse. Pour rétablir l'ordre et la hiérarchie, Frédéric VI s'étant ligué avec les ducs de Poméranie, battit ces rebelles auprès de Zossen, et détruisit quelques-uns des forts qui leur servaient de repaires. La puissante famille de Quitzow résistait encore : il ne put la dompter qu'après lui avoir enlevé vingt-quatre forteresses.

Les comtes de Hohenzollern avaient fait un premier pas vers la puissance; bientôt ils en firent un second plus décisif encore. Comme on l'a vu, l'Electorat de Brandebourg avait passé, en 1322, des princes d'Anhalt, à l'empereur Louis de Bavière, et, de celui-ci, aux em-

[1] *Aræ flaviæ*; *Rottovilla*, sur le Necker, dans le Wurtemberg.

pereurs Wenceslas et Sigismond, fils de Charles IV. Abandonnée à d'avides lieutenants, cette principauté devint un théâtre de troubles, de désordres, où le pauvre peuple, instrument et victime des factions des grands, n'avait en partage que mépris, que misère.

L'empereur Sigismond[1] connaissait le mal; mais, les mouvements de Hongrie et d'autres soins l'empêchant d'y remédier, il céda la Marche de Brandebourg à ses cousins Josse et Procope, margraves de Moravie. Ce nouvel ordre de choses ne fit qu'accroître la détresse du pays; Josse, après avoir, dit-on, empoisonné son frère, écrasa ses sujets d'impôts. Accablé de soucis et d'années, il engagea la Marche, pour une certaine somme d'argent, à Guillaume, landgrave de Thuringe, surnommé *le Riche*. Mort, environ un an après, sans laisser d'enfants, tous ses droits sur la Marche et sur la Lusace retournèrent à Sigismond.

Celui-ci, à la fois empereur, roi de Hongrie et électeur de Brandebourg, abandonna, pour la sûreté de 100,000 ducats, dont il se reconnaissait débiteur, la possession illimitée de la Marche au burgrave de Nuremberg, Frédéric VI, qui avait puissamment contribué à son élection; mais il se réservait la dignité électorale. Wenceslas, son frère, roi des Romains et de Bohême, ratifia cette concession : c'était un véritable contrat hypothécaire.

[1] Si l'on veut suivre rigoureusement l'ordre chronologique des faits, le titre d'empereur n'appartient à Sigismond qu'à dater du 10 septembre 1410. On vit alors, en même temps, trois empereurs, Sigismond, Josse, Wenceslas, tous trois de la Maison de Luxembourg.

En se chargeant d'administrer le pays, Frédéric s'obligeait à le pacifier avec ses propres forces, à ses risques et périls. On avait même stipulé que cette province reviendrait à Sigismond et à Wenceslas, moyennant 100,000 écus d'or de Hongrie payés à Frédéric ou à ses héritiers, à titre d'indemnité.

Quatre ans après, le nouveau Margrave, appelé à la Diète de Constance, y joua un rôle des plus actifs, dirigeant presque seul le Conseil de l'Empereur. Tout secondait ses vœux : Sigismond eut besoin d'argent; Frédéric, que ses économies et l'attachement des négociants de Nuremberg rendaient un des plus riches princes d'Allemagne, lui prêta 40,000 écus d'or, mais sur bons intérêts : car une déclaration, en date du 30 avril 1415, lui assura, ainsi qu'à ses héritiers mâles, les titres d'électeur de Brandebourg et d'Archi-Chambellan du Saint-Empire. Ce prince, aïeul de ces mêmes rois de Prusse dans lesquels la cour de Rome affecta si longtemps de ne voir que des *Marquis de Brandebourg*, fut comblé d'égards par le pape Martin V[1].

Peu après son retour dans l'Électorat, Frédéric (que désormais nous appellerons Frédéric Ier) promit son assistance à Sigismond contre les Bohêmes, qui ne voulaient pas reconnaître ce prince pour roi; mais il y mit une condition ; ce fut qu'à son tour l'Empereur l'aiderait à reconquérir la Marche-Uckeraine envahie par les ducs de Poméranie. Cette condition, Frédéric sut la faire accomplir la première; secondé des villes hanséati-

[1] De la Maison Colonna, alliée, selon quelques auteurs, comme on l'a vu plus haut, aux Hohenzollern.

ques [1] d'Hambourg et de Lubeck, il fut vainqueur à Angermund, et rentra dans toutes ses possessions. Quant aux affaires de l'Empereur, l'Électeur les fit moins bien que les siennes propres.

Bientôt se présenta une nouvelle occasion d'agrandissement. Albert, électeur de Saxe et dernier rejeton de la branche anhaltine, étant mort sans héritier mâle, Frédéric convoita ce duché; son fils avait épousé la fille d'Albert. Les ducs de Brunswick élevaient aussi des prétentions. Il conclut une alliance avec eux, aimant mieux partager que disputer cette proie. Déjà la ville de Wittemberg, futur berceau de la Réforme, était forcée de reconnaître ses lois; il allait poursuivre, quand l'Empereur, qui n'approuvait pas ce changement, donna au margrave de Misnie l'investiture de la Saxe. Frédéric renonça volontairement à sa conquête [2].

Cependant une guerre terrible s'était allumée au bûcher de Jean Huss : Sigismond, en faisant brûler vif ce fameux sectaire, lors du Concile de Constance [3], au mépris d'un sauf-conduit solennel, ne prévoyait pas que cette barbarie coûterait deux cent mille hommes à l'Allemagne. Engagé dans la lutte comme prince de l'Empire, Frédéric vit fondre sur la Marche un déluge de maux.

L'âge ne lui enlevait rien de son énergie. Actif jusqu'au dernier soupir, il consolida ses conquêtes par

[1] *Voyez* à la fin du volume (C).

[2] Frédéric II, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg.* — Cernitius, *Vies des Électeurs de Brandebourg.*

[3] Ouvert le 5 novembre 1414, fermé en 1418.

des traités, et étendit ses possessions par des achats. Après avoir encore concouru à l'élection de deux empereurs, Albert II et Frédéric III, et partagé ses États entre ses quatre fils, dont le second et le troisième portèrent successivement la couronne électorale, Frédéric mourut à Cadoltzbourg, le 21 septembre 1440. Il faut compter ce prince parmi les plus habiles fondateurs de la puissance prussienne.

Son fils Frédéric II, surnommé *Dent de fer*, à cause de sa force prodigieuse, le remplaça.

Ce prince donna un double exemple de magnanimité en refusant deux royaumes : la Bohême, que le Pape lui offrait pour l'enlever à Podiebrad, et la Pologne, où les grands l'appelaient, mais qu'il déclara ne pouvoir accepter qu'au refus de Casimir, frère du dernier roi Ladislas. Touchés de cette générosité, les peuples de la Lusace se donnèrent volontairement à lui. Mais Podiebrad, au lieu de voir, avec plaisir, cette contrée passer entre les mains d'un prince qui n'avait pas voulu le dépouiller de la couronne, porta la guerre dans le Brandebourg; son ingratitude y trouva un juste châtiment. Repoussé par l'Électeur, il fut contraint de lui céder, par le traité de Guben, en 1462, Cotbus, Peitz, Sommerfeld, Bobersberg, Storkau et Bessekau.

Plus tard, Frédéric racheta, de l'Ordre Teutonique auquel elle était engagée, la Nouvelle-Marche. Othon III, dernier duc de Stettin, étant mort, la guerre éclata entre l'Électeur et le duc de Wolgast[1]. Un accord y mit

[1] Voici pourquoi : Louis de Bavière, électeur de Brandebourg, avait

fin la même année; le duc de Wolgast restait, il est vrai, en possession du duché de Stettin, mais en devenant feudataire de l'Électeur, auquel la Poméranie prêta hommage éventuel. Cinq ans plus tard, Frédéric réunit, comme fief vacant, le comté de Wernigerode à la Marche, et prit les titres de duc de Poméranie, de Mecklembourg, de Vandalie, de Schwérin, de Rostock, pays sur lesquels il avait droit de réversion.

Après avoir ainsi étendu et consolidé ses domaines, en 1469, ce prince, accablé d'infirmités, abdiqua en faveur de son frère Albert. Ne se réservant de toutes ses richesses qu'une modique pension de 6,000 florins, il attendit la mort en sage, sans regretter une grandeur qui ne l'avait jamais ébloui. Frédéric cessa de vivre le 10 février 1471.

Albert, troisième fils de Frédéric Ier, avait cinquante-sept ans, lorsque son frère lui céda le trône électoral. Ce prince brilla par sa valeur dans les combats, comme par son habileté dans les négociations : aussi fut-il surnommé l'*Achille* et l'*Ulysse* de l'Allemagne.

Albert fit ses premières armes au service de l'Empereur, et se distingua, en 1438, dans la campagne contre les Polonais. Ses plus belles actions datent de l'époque où il n'était encore que burgrave de Nuremberg. Louis *le Contrefait*, duc de Bavière, avait épousé une sœur d'Albert. Menacé d'exhérédation par son père, Louis *le Barbu*, il invoque le secours d'Albert :

fait, en 1338, avec les ducs de Poméranie, un traité portant que *si leur ligne venait à s'éteindre, la Poméranie retomberait à l'Électorat.* Ce traité, l'Empereur l'avait confirmé.

des traités, et étendit ses possessions par des achats. Après avoir encore concouru à l'élection de deux empereurs, Albert II et Frédéric III, et partagé ses États entre ses quatre fils, dont le second et le troisième portèrent successivement la couronne électorale, Frédéric mourut à Cadoltzbourg, le 21 septembre 1440. Il faut compter ce prince parmi les plus habiles fondateurs de la puissance prussienne.

Son fils Frédéric II, surnommé *Dent de fer*, à cause de sa force prodigieuse, le remplaça.

Ce prince donna un double exemple de magnanimité en refusant deux royaumes : la Bohême, que le Pape lui offrait pour l'enlever à Podiebrad, et la Pologne, où les grands l'appelaient, mais qu'il déclara ne pouvoir accepter qu'au refus de Casimir, frère du dernier roi Ladislas. Touchés de cette générosité, les peuples de la Lusace se donnèrent volontairement à lui. Mais Podiebrad, au lieu de voir, avec plaisir, cette contrée passer entre les mains d'un prince qui n'avait pas voulu le dépouiller de la couronne, porta la guerre dans le Brandebourg; son ingratitude y trouva un juste châtiment. Repoussé par l'Électeur, il fut contraint de lui céder, par le traité de Guben, en 1462, Cotbus, Peitz, Sommerfeld, Bobersberg, Storkau et Bessekau.

Plus tard, Frédéric racheta, de l'Ordre Teutonique auquel elle était engagée, la Nouvelle-Marche. Othon III, dernier duc de Stettin, étant mort, la guerre éclata entre l'Électeur et le duc de Wolgast[1]. Un accord y mit

[1] Voici pourquoi : Louis de Bavière, électeur de Brandebourg, avait

fin la même année; le duc de Wolgast restait, il est vrai, en possession du duché de Stettin, mais en devenant feudataire de l'Électeur, auquel la Poméranie prêta hommage éventuel. Cinq ans plus tard, Frédéric réunit, comme fief vacant, le comté de Wernigerode à la Marche, et prit les titres de duc de Poméranie, de Mecklembourg, de Vandalie, de Schwérin, de Rostock, pays sur lesquels il avait droit de réversion.

Après avoir ainsi étendu et consolidé ses domaines, en 1469, ce prince, accablé d'infirmités, abdiqua en faveur de son frère Albert. Ne se réservant de toutes ses richesses qu'une modique pension de 6,000 florins, il attendit la mort en sage, sans regretter une grandeur qui ne l'avait jamais ébloui. Frédéric cessa de vivre le 10 février 1471.

Albert, troisième fils de Frédéric I[er], avait cinquante-sept ans, lorsque son frère lui céda le trône électoral. Ce prince brilla par sa valeur dans les combats, comme par son habileté dans les négociations : aussi fut-il surnommé l'*Achille* et l'*Ulysse* de l'Allemagne.

Albert fit ses premières armes au service de l'Empereur, et se distingua, en 1438, dans la campagne contre les Polonais. Ses plus belles actions datent de l'époque où il n'était encore que burgrave de Nuremberg. Louis *le Contrefait*, duc de Bavière, avait épousé une sœur d'Albert. Menacé d'exhérédation par son père, Louis *le Barbu*, il invoque le secours d'Albert :

fait, en 1338, avec les ducs de Poméranie, un traité portant que *si leur ligne venait à s'éteindre, la Poméranie retomberait à l'Électoral*. Ce traité, l'Empereur l'avait confirmé.

celui-ci accourt, s'empare de plusieurs villes sur le Danube, bat le vieux duc en plusieurs rencontres, s'empare de sa personne, et ne le remet à son cousin, Henri de Landshut, qu'à la charge par le prisonnier de supporter tous les frais de la guerre.

Les Nurembergeois révoltés lui contestaient quelques droits; ils avaient même brûlé une de ses villes : Albert marcha contre eux, assisté de Guillaume, duc de Saxe, du landgrave de Hesse, de ses trois frères, d'Albert, duc d'Autriche, d'Ulric, comte de Wurtemberg, etc. Les villes de la Haute-Allemagne soutenaient les Nurembergeois. La guerre fut sanglante. Albert fit des prodiges de valeur. Un jour, il s'enfonça seul au plus épais de la mêlée, jurant de périr ou d'enlever l'étendard ennemi. Après d'incroyables efforts, il le saisit, l'embrasse, et s'écrie : *Où pourrais-je mourir plus glorieusement?* Cerné de toutes parts, criblé de blessures, Albert allait succomber, quand les siens le rejoignirent, épuisé, presque sans vie, mais tenant encore l'étendard en lambeaux.

Au siége de Grœfenberg, il monta le second à l'assaut, s'élança le premier dans la ville, et, nouvel Alexandre, combattit seul, entouré d'ennemis, jusqu'à l'arrivée de ses troupes. Enfin, neuf fois vainqueur, une seule fois battu, il conclut, en 1450, avec les révoltés, une paix dont l'Empereur fut le médiateur.

Son frère aîné, Jean *l'Alchimiste*, étant mort en 1464, Albert se vit maître de sa principauté de Bareith; six ans plus tard, l'abdication de son second frère Frédéric lui donnait l'Électorat de Brandebourg. En posses-



sion de tous les pays qui avaient appartenu à son père dans la Franconie et la Haute-Saxe, Albert exerça sur les affaires, comme sur le chef de l'Empire, une très-haute influence. Frédéric III lui témoignait une entière confiance. Ce fut l'Électeur qui conduisit l'armée impériale contre Charles, duc de Bourgogne, assiégeant Neustadt dans l'Électorat de Cologne, l'an 1474; mais le différend se termina à l'amiable, grâce à l'habileté d'Albert, qui donna aux négociations la plus heureuse issue.

Intrépide sur les champs de bataille, ce prince n'était pas moins redoutable dans les tournois, où dix-sept fois il fut vainqueur. Ces trophées chevaleresques le couvraient de gloire, dans un siècle où la force du corps était en honneur, comme aujourd'hui la force intellectuelle. Albert fut un héros d'histoire et de roman [1].

Déjà plus que sexagénaire, l'Électeur présidait encore au gouvernement de ses propres États et à la direction des affaires de l'Empire. Mais, ce double fardeau étant devenu trop pénible, il abdiqua en faveur de son fils Jean, en 1476, se réservant la dignité électorale avec le droit de conseil, et vécut encore dix années, retiré en Franconie. Albert se rendait à Francfort, où les électeurs devaient se rassembler pour l'élection de Maximilien Ier, quand il mourut subitement dans un bain, l'an 1486. Le mariage de sa fille Barbe avec Henri, duc de Glogau et de Crossen, amena bientôt ce dernier duché dans la Maison de Brandebourg.

[1] Ségur, *Décade historique*.



Jean *Cicéron*, successeur d'Albert, fut, comme son nom l'atteste, habile dans l'art de persuader, ami des sciences et des lettres. On cite parmi les preuves de son éloquence la réconciliation de trois rois, Ladislas de Bohême, Casimir de Pologne, Mathias de Hongrie, qui se disputaient la Silésie. Il est vrai que six mille cavaliers appuyaient la logique du prince.

Henri étant mort, le duc de Sagan, son frère, disputa à Barbe le duché de Crossen; Jean intervint, battit le duc près de cette ville, et le fit prisonnier. C'est ce même duc de Sagan qui laissa mourir de faim un frère avec lequel il s'était brouillé : ce trait peint les mœurs du temps.

Après dix ans d'alternatives de revers et de succès, les deux partis s'accommodèrent à Camentz. On convint que Crossen et trois autres villes resteraient hypothéquées pour la dot de Barbe, qui était de 50,000 écus d'or. Ainsi détachées du duché de Glogau, ces possessions passèrent aux margraves de Brandebourg.

Peu après son avénement, Jean contribua à l'élection d'un empereur, sans contredit le plus remarquable des successeurs de Rodolphe de Habsbourg, et par les qualités de l'esprit, et par les avantages physiques.

Bon, humain, intrépide, savant [1], passionné pour

[1] Il composa et laissa manuscrits de nombreux traités sur les sciences et les arts; il perfectionna la manière de fondre les canons, fit plusieurs découvertes dans la pyrotechnie, etc. Sous son règne, on retrouva l'ancien itinéraire de l'Empire romain, appelé *Table de Peutinger*, du nom de son plus ancien possesseur connu : c'était un savant d'Augsbourg qui vivait à la fin du quinzième siècle. D'après une foule de

les lettres et les arts, actif, ennemi de la flatterie, ce monarque laissa des traces durables de sa présence sur le trône. Sous son règne, on vit compléter la division de l'Allemagne en dix Cercles [1]; disparaître la redoutable *Cour vehmique*, ou tribunal secret de Westphalie; l'introduction de Conseils auliques dans les divers États systématiser la jurisprudence de l'Allemagne; la justice cesser d'être un vain mot; l'armée, devenue permanente, se régénérer; la Maison d'Autriche, par un mariage avec Marie, fille de Charles *le Téméraire*, s'enrichir de la succession de Bourgogne et de celles de Hongrie et de Bohême, par le mariage de l'archiduc Ferdinand avec Anne, fille de Ladislas [2]; enfin la monarchie espagnole prendre rang parmi les possessions autrichiennes : prince qui, sans avoir fait de conquêtes, peut être considéré comme le second fondateur de sa Maison; mais chez lequel de grands défauts balancèrent tant d'éminentes qualités; qui, sans cesse entraîné par une ardente imagination dans des entreprises au-dessus de ses forces et conçues sans prudence, les suivait avec mollesse et bientôt les abandonnait; prodigue, parce que son père avait été avare;

considérations, qu'il serait trop long d'exposer ici, on peut rapporter au temps de Sévère ce précieux monument de géographie ancienne.

[1] En ajoutant les Cercles d'Autriche, de Bourgogne, de Haute-Saxe et du Haut-Rhin aux six anciens.

[2] Ce sont les acquisitions que les princes de la Maison d'Autriche ont faites par des mariages qui donnèrent lieu à cette épigramme, attribuée, sans fondement peut-être, au célèbre Mathias Corvin, roi de Hongrie :

Bella gerant alii, tu felix Austria, *nube*:
Nam quæ *Mars* aliis, dat tibi regna *Venus*.

souvent même réduit aux plus honteux expédients, et atteint, jusque sur le trône des Césars, par l'humiliant sobriquet de *sans argent* : cet empereur fut Maximilien Ier.

Mais ce qui caractérise son règne, c'est l'immense impulsion de l'esprit humain à cette époque, c'est l'ardente fermentation qui semblait entraîner la société d'alors vers des réformes religieuses, politiques, civiles, commerciales, littéraires : l'imprimerie venait d'apparaître ; la poudre à canon était découverte ; devant l'Europe, le monde américain s'ouvrait.

Cependant, les fréquentes guerres soutenues par les électeurs et les margraves de Brandebourg avaient épuisé le trésor. Pour le remplir, on eut recours à des moyens nouveaux : les États de la Marche établirent un droit sur la vente de la bière ; telle fut l'origine des *Accises*. Tous les autres États adhérèrent à cette mesure, hormis les villes de la Vieille-Marche : de là des révoltes d'une part, des représailles de l'autre, puis pour ces villes la perte de leurs priviléges.

Jean *Cicéron* sollicita et obtint du pape Alexandre VI la permission de fonder une université à Francfort-sur-l'Oder; mais il mourut, en 1499, sans avoir mis la dernière main à cette œuvre utile, confiée, dans son testament, au zèle de ses fils. L'un deux, Joachim, le remplaça ; l'autre, Albert, devint archevêque de Magdebourg.

Joachim n'étant alors âgé que de seize ans, la *Bulle d'Or* [1] semblait lui interdire le gouvernement ; tout

[1] *Voyez* à la fin du volume (D).

portait même à croire que son cousin Frédéric, dont les domaines étaient situés en Franconie, prendrait provisoirement les rênes de l'administration; mais celui-ci, loin de nourrir aucun projet ambitieux, exhorta son jeune parent à consulter quelques princes de l'Empire, et à s'en rapporter à leur décision.

Interrogé, l'électeur de Mayence répondit que Joachim pouvait recevoir l'hommage de ses sujets et se mettre en possession de l'Électorat, la *Bulle d'Or* voulant que l'aîné des électeurs séculiers succédât à l'Électeur défunt; que l'âge du prince n'était point un obstacle à la succession; qu'il l'empêchait seulement de voter pour l'élection du roi des Romains[1].

Joachim Ier marcha sur les traces pacifiques de son père. L'établissement de l'université de Francfort, l'an 1506, attira ses premiers soins : avec toute la cour, il assista à son inauguration. Instruit lui-même, ce prince protégea constamment les sciences et les lettres. Aimant à s'entourer de savants, il en avait toujours quelques-uns à sa table. Néanmoins, Joachim payait aussi son tribut à l'esprit du temps : « Il ne se contenta pas de témoigner son zèle pour la religion par l'établissement du séminaire de piété qu'il fit à Francfort, il en donna aussi une preuve convaincante en faisant condamner au dernier supplice trente-huit Juifs, dont deux avaient été baptisés, et un Chrétien nommé Paul Frumb. Il fit mourir celui-ci, parce qu'il avait vendu aux Juifs l'hostie consacrée, et ceux-là, parce

[1] Cernitius, *Vies des Électeurs de Brandebourg.*

qu'au mépris de Jésus-Christ ils l'avaient percée à coups de canif, et que, comme quelques-uns l'ont assuré, ils avaient tué quelques enfants de Chrétiens en leur ouvrant les veines [1]. »

Wichmann, dernier comte de Lindau, étant mort sans laisser d'enfants mâles, l'Électeur réunit à la Marche le comté de Ruppin, devenu vacant.

Vers la même époque, eut lieu un événement bien mémorable dans les annales de la Maison de Brandebourg. Un cadet de cette Maison, arrière-petit-fils d'Albert *l'Achille*, le margrave Albert, nommé, en 1510, Grand-Maître de l'Ordre Teutonique, avait refusé à Sigismond, roi de Pologne, l'hommage qu'il lui devait à ce titre [2] : de là une guerre.

Pour la soutenir avec avantage et lever des troupes, Albert parcourut l'Allemagne, vendit ses biens, et réclama en vain l'assistance de la Diète de l'Empire : tous ses efforts échouèrent. Il ne restait plus à l'Ordre Teutonique ni puissance ni considération. Sigismond avait obtenu de Maximilien Ier la promesse de n'en plus embrasser les intérêts ; Charles-Quint reprochait à Albert son refus d'hommage ; le Pape se contentait de faire des exhortations que l'on n'écoutait guère.

Après une lutte de six années, Albert, abandonné

[1] Cernitius, *Vies des Électeurs de Brandebourg*, traduites du latin, par Ant. Teissier, Berlin, 1707.

[2] Hommage établi en 1466, après une bataille où le Grand-Maître, Louis d'Erlischausen, avait été complétement défait. Ce fut dès lors aussi que la Prusse occidentale prit, sur les cartes et dans les géographies, le nom de *Prusse royale* ou *polonaise*.

à lui-même et vivement pressé par les Polonais, signa la paix de Cracovie, qui porta un coup mortel à l'Ordre Teutonique, et changea totalement la constitution de la Prusse. Renonçant à la dignité de Grand-Maître et à tout lien avec l'Ordre, Albert fut reconnu, par ce traité, duc héréditaire de la Prusse, sous la souveraineté de la Pologne. Libre ainsi de toute entrave, il embrassa la religion luthérienne, épousa, en 1527, Dorothée, fille du roi de Danemarck, propagea dans la Prusse ducale la confession d'Augsbourg, fonda l'université de Kœnigsberg, protégea le commerce ainsi que l'agriculture, et travailla constamment au bonheur de ses nouveaux sujets.

Près d'un siècle plus tard, en 1618, ce duché de Prusse passa dans la branche aînée de la Maison de Brandebourg.

Reprenons l'ordre des faits.

Maximilien n'était plus, et Charles-Quint le remplaçait sur le trône impérial. Déjà l'immense question soulevée par un moine de Wittemberg retentissait dans toute l'Allemagne ; d'antiques croyances s'ébranlaient : un simple ecclésiastique venait de livrer aux flammes la bulle d'un souverain pontife : Rome allait bientôt perdre une vaste portion du monde chrétien.

Malgré les instances de ses amis, Luther parut à la Diète de Worms. « Quand même je serais sûr d'y trouver autant de diables qu'il y a de tuiles sur les maisons, leur avait-il répondu, je les affronterais avec la même constance. »

Ce fut là que l'électeur de Brandebourg, fort attaché

à la cause du Pape, exhorta Luther à abjurer ses doctrines, et même à faire amende honorable.

Revenu dans ses États, Joachim Ier confirma les traités de sa Maison avec les ducs de Poméranie, partagea ses possessions entre ses enfants, afin de prévenir toute discussion, et mourut âgé de cinquante-un ans.

Ce prince, si l'on en croit le plus illustre de ses descendants [1], reçut le surnom de *Nestor*, comme Louis XIII celui de *Juste*, sans que la postérité sache pourquoi. Peut-être les contemporains eux-mêmes n'en furent-ils pas mieux informés.

Peu d'années après son avénement à l'Électorat, Joachim II embrassa la Réforme, dont les progrès allaient toujours croissant.

Avant cette révolution, la plus grande dans l'histoire moderne avec la Révolution française, quel spectacle offrait l'Empire d'Allemagne? celui d'une aggrégation informe d'Etats réunis par le hasard, la convenance ou la guerre, et dont la constitution n'était elle-même qu'un chaos [2]. Quoique la *Bulle d'Or* réglât quelques-uns des rapports du chef avec les membres, néanmoins tout était ténèbres et confusion dans le droit public de ces diverses puissances, unies sans avantages généraux, indépendantes sans avantages particuliers. Au sein des familles princières, les cadets les plus mal partagés, de simples seigneurs mêmes se livraient à

[1] Frédéric II, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg*.

[2] Ch. Villers, *Essai sur l'esprit et l'influence de la réformation de Luther*.

des brigandages qu'on punirait aujourd'hui du dernier supplice. Il est vrai que des assemblées relatives aux affaires générales avaient lieu; mais les empereurs n'y paraissaient guère, ou ne s'y montraient que pour demander de l'argent. Un intérêt commun manquant à ce grand corps, faute de lien il se serait dissous. Ce fut l'épouvante qu'inspirait Mohammed II qui rapprocha les princes allemands : menacés d'un déluge de barbares, ils se serrèrent, les uns contre les autres, autour du trône impérial.

Cette terreur, qu'entretenaient les victoires de Soliman Ier [1], le plus illustre des sultans turcs; cette faiblesse organique, fruit de la constitution même de l'Empire, duraient encore, lorsqu'en 1519, Charles-Quint, le front déjà chargé de diadèmes, vint ceindre le bandeau des Césars, et alarmer, par son gigantesque pouvoir, les États sur leur existence future. Dans ces circonstances, la Réformation dut se présenter à ces derniers comme un point de ralliement, comme le drapeau d'une opposition respectable, comme une heureuse occasion d'indépendance. Ils l'embrassèrent donc au moins autant par politique que par sympathie religieuse [2].

De son côté, Charles dut la combattre : c'était couvrir son ambition d'un masque révéré.

L'Électeur de Saxe avait, le premier, reconnu la

[1] Nommé à tort Soliman II par la plupart des compilateurs; car les meilleurs historiens turcs n'admettent pas au nombre de leurs sultans ce Soliman, fils de Bajazet Ier, que nos auteurs appellent Soliman Ier.

[2] Ch. Villiers, *ibid.*

nouvelle secte; bientôt le Palatinat, la Hesse, le Hanovre, la Souabe, une partie de l'Autriche, de la Bohême, de la Hongrie, toute la Silésie et le Nord de l'Allemagne suivirent cet exemple.

Henri VIII lui-même, qui avait écrit contre Luther, et auquel Léon X avait naguère décerné le titre de *Défenseur de la Foi*, Henri VIII, devenu amoureux d'Anne de Boulen, et ne pouvant obtenir de Rome l'annulation de son mariage avec Catherine d'Aragon, se sépara de la communion romaine, se fit pape à Londres, et entraîna l'Angleterre après lui. Mais tout, pour satisfaire ses redoutables caprices, pour calmer ses défiances, ou réaliser les calculs de son ombrageuse et avide politique, tout, sous cette terrible étreinte, trône, autels, lit nuptial, fut baigné de sang.

Luther, dont l'influence sur une portion du monde fut si grande, n'eut-il d'autre mobile que le mécontentement des Augustins qui voyaient, avec un jaloux dépit, les Dominicains exclusivement chargés, par le Pape, du trafic des indulgences? Une pareille assertion a pu être un moment exploitée, ou dans les grandes controverses du dix-septième siècle, ou dans les querelles philosophiques du dix-huitième. Mais certes, sous de telles commotions, il y eut bien autre chose que des querelles de moines; ce serait étrangement défigurer l'histoire que de la rapetisser à de si minces proportions.

Néanmoins, on peut se le demander, Luther prévoyait-il toute la portée de l'audacieux défi qu'il lançait au Saint-Siége? Avait-il mesuré ce fait immense? S'était-il, humblement, dans le silence et la solitude, interrogé devant



Dieu? Avait-il bien pesé la redoutable responsabilité d'un tel ébranlement? Non, sans aucun doute; car Luther ne fut ni un prophète, ni un apôtre, mais un réformateur.

Si même l'on soumet sa valeur personnelle à une rigoureuse analyse, on y trouve tous les caractères du tribun : avec un vaste savoir, l'orgueil, le sarcasme, des emportements dominateurs. Dans sa parole, nul écho de l'Évangile; dans ses traits, nul reflet de la divine mansuétude de Jésus-Christ. Ses armes semblent n'être trempées qu'au feu des passions humaines.

Et pourtant il a triomphé! C'est qu'il livrait bataille au moment favorable; c'est qu'il attaquait de graves désordres; c'est qu'apparaissant dans un siècle de transformation, il se mettait habilement à la tête de toutes les hardiesses contemporaines, et trouvait un puissant auxiliaire dans le morcellement même des États allemands aspirant tous à l'indépendance; c'est qu'en place du principe de l'*Autorité* dont on avait tant abusé, il proposait et proclamait le principe du *Libre Examen*, dont on n'avait pu abuser encore.

Au reste, si Luther a détaché de l'Église romaine une portion de l'humanité, il a néanmoins fait au Catholicisme beaucoup plus de bien que de mal, en le contraignant, par la lutte, à s'observer dans les manifestations extérieures de son immense pouvoir, dans les actes surtout de la puissance temporelle, dans ses pompes; sous ce rapport, à Rome, comme à Wittemberg, on peut considérer Luther comme un de ces instruments dont parfois il plaît à Dieu de se servir dans sa mystérieuse sagesse.

Cependant Joachim, assez hardi pour braver les fou-

dres du Vatican, croyait devoir rester étranger aux guerres de religion et à l'Union de Smalkade. Tandis que la Saxe et les pays voisins étaient en proie à mille maux, il maintint dans l'Électorat une paix profonde. Charles, qu'il avait servi avec zèle dans la guerre contre les Turcs, en 1532, lui accorda, pour ses États et pour lui-même, une pleine liberté de conscience. Aussi Joachim se montra-t-il toujours fidèle à son parti, et fort attaché à sa personne. Néanmoins il refusa d'adhérer à l'*Intérim*[1] que ce monarque fit publier, et ne sacrifia jamais la justice à des considérations d'amitié ou de politique. Lorsque Charles eut fait arrêter le landgrave de Hesse, Philippe *le Magnanime*, au mépris du sauf-conduit dont Joachim s'était porté garant, celui-ci, indigné d'une si lâche perfidie, tira son épée contre le duc d'Albe, en présence même de l'Empereur.

En 1569, Joachim obtint de son beau-frère Sigismond-Auguste, roi de Pologne, le droit de succéder à Albert-Frédéric de Brandebourg, duc de Prusse[2], si celui-ci ne laissait pas d'enfants mâles, et cessa de vivre peu après, le 3 janvier 1571, empoisonné par un Juif de la cour, nommé Lippold, qui aima mieux

[1] Formulaire de foi dressé par Jules Flug, évêque de Naumbourg, par Michel Helding, évêque de Sidon, et par Jean Agricola; revu et corrigé par quelques Dominicains espagnols et par le Saint-Siége. On l'appela l'*Intérim*, parce qu'il devait servir de livre symbolique, *en attendant* qu'un Concile eût prononcé sur la doctrine générale; mais cet acte, essentiellement conforme aux dogmes de l'Église catholique, n'accordait que très-peu de chose aux protestants. (Pfeffel, *Nouvel abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne.*)

[2] Dont on a parlé plus haut.



commettre un crime que de rendre ses comptes, l'un, sans doute, lui étant plus facile que l'autre.

« Le jour que Joachim mourut, il étoit revenu un peu tard de la chasse, et, pendant le souper, il avoit tenu plusieurs discours où la piété et la joie paroissoient également, n'ayant donné aucune marque de la moindre indisposition. Après le repas, il distribua à ceux qui avoient été à table avec lui, et à ses autres ministres, quelques pièces d'or qu'on avoit frappées depuis peu, où son nom et ses armes étoient gravés, et qui étoient de la grandeur des pièces d'or de Portugal, donnant pour la dernière fois des marques de sa libéralité, qui étoit sa vertu favorite, et qu'il avoit fait paroître en diverses occasions pendant sa vie. Cela fait, il renvoya ses conseillers, et il leur ordonna de retourner le lendemain bon matin.

« Étant seul avec ses chambellans, soit parce qu'on avoit fait mention de l'entretien pieux qu'il avoit eu durant le souper, ou que sa dévotion lui avoit inspiré quelques saintes pensées, il se prit à méditer la Passion du fils de Dieu, et il s'appliqua si fortement à considérer les douleurs de sa mort, qu'il voulut qu'on commandât dans ce moment qu'on lui fît un tableau de Jésus-Christ expirant, ayant ordonné, quoiqu'il fût alors une heure après minuit, qu'on lui fît venir un peintre qui étoit à Kopigny; et, parce que ses domestiques ne se hâtèrent pas d'exécuter cet ordre, à cause que la neige étoit fort haute, ou qu'ils ne savoient pas bien où étoit logé le peintre, l'Électeur ayant demandé un morceau de craie, traça sur un ais

une image de notre Sauveur, très-belle et très-bien dessinée, et il s'alla ensuite coucher étant tout occupé de cette sainte méditation.

« Un peu après qu'il fût au lit, il sentit une violente douleur qui lui fit jeter quelques cris, et qui augmenta si fort avant qu'on ne pût le secourir, qu'il mourut dans cet instant sans avoir auparavant eu aucun ressentiment, ni aucun signe du mal qui l'emporta. Il est constant que ce mal fut causé par du poison qu'un Juif, nommé Lippold, avoit mis dans du vin de Malvoisie que l'Électeur but lorsqu'il s'alloit coucher[1]. »

Sous Joachim, l'université de Francfort-sur-l'Oder s'enrichit de plusieurs biens ecclésiastiques, de ceux des Chartreux entre autres, et les professeurs virent augmenter leurs émoluments. Grâce à son active surveillance, plusieurs abus disparurent de la Chambre de Justice fondée par ses ancêtres. Ce prince laissa une mémoire respectée; son règne avait été doux et heureux, mais on put lui reprocher une excessive libéralité.

A cette époque, le peuple végétait encore dans une ignorance grossière; les plus absurdes préjugés pesaient sur sa raison débile. « Il étoit arrivé à Berlin une chose extraordinaire, raconte gravement un historien[2], le jour où le Margrave en partit pour cette guerre (contre les Turcs) : c'est que quelques petits poulets qui n'étoient éclos que depuis deux ou trois

[1] Cernitius, *Vies des électeurs de Brandebourg.*
[2] *Ibid.*

jours, commencèrent à chanter comme des coqs, et à courir avec tant de force, que l'on crut que c'étoit le présage d'une victoire que ce prince devoit remporter, et cet heureux augure fut confirmé par l'événement, comme il a été dit ci-dessus. »

L'administration pacifique de Jean-George, son fils et son successeur, ne présente rien de remarquable. Un de ses premiers soins fut le châtiment du Juif, assassin de son père. Ce prince consolida, étendit même les possessions de sa Maison. La branche du Margrave de Bareith et d'Anspach étant venue à s'éteindre, Jean-George partagea cette succession entre ses deux fils cadets : Christian, l'aîné des deux, devint la souche de la nouvelle tige de Bareith ; et Ernest, de celle d'Anspach[1]. Marié trois fois, il eut, quoique déjà avancé en âge, onze enfants de son troisième lit, dont sept fils, et il mourut le 8 janvier 1598, la même année que le sombre Philippe II.

« On a remarqué, continue l'auteur déjà cité, que les bêtes présagent quelquefois l'avenir, comme cela arriva en notre cour, où l'Électeur avoit nourri, pendant quelques années, un lion apprivoisé. Car cet animal mourut peu de semaines avant le décès de ce prince, après avoir rugi d'une manière extraordinaire, et il semble que la mort de cet Électeur fut un présage d'un nouveau mal ; car, à peine eut-on déposé son corps dans le sépulcre de ses ancêtres, que la Marche fut attaquée d'une peste violente qui y emporta plusieurs milliers d'hommes. »

[1] Frédéric, *Mém. pour servir à l'hist. de la Maison de Brandebourg.*

Un fils de son premier mariage, Joachim-Frédéric, jusqu'alors archevêque de Magdebourg [1], évêque de Havelberg et de Lébus, le remplaça et se démit de l'archevêché de Magdebourg en faveur de Christian-Guillaume, son plus jeune fils. Pendant la démence du duc Albert-Frédéric, il administra la Prusse. Choisi par les habitants mêmes pour recueillir l'héritage du duché de

[1] « A l'âge de dix-neuf ans, il alla à la cour de l'empereur Maximilien II, et il fit la guerre en Hongrie, sous les auspices de S. M. I. Sigismond, son autre oncle, qui étoit archevêque de Magdebourg, étant mort à la fleur de ses ans, il fut postulé pour être primat et administrateur de l'archevêché, et l'Empereur, qui l'aimoit beaucoup, approuva cette postulation par une lettre qu'il écrivit aux chanoines de cette ville-là.

« Ayant ensuite pris possession de cette dignité, il fut reçu avec un grand applaudissement par les grands et les États du pays, et il fit paroître, par toute sa conduite, que c'étoit avec juste raison qu'il avoit pris cette devise : *La crainte du Seigneur est le commencement de la sagesse.*

« Dès qu'il eut été installé dans cette charge, il ouvrit les portes de l'église cathédrale de Magdebourg, qui avoient été fermées pendant vingt ans à cause des désordres de la guerre, comme il paroît par une inscription qu'on a mise en caractères d'or sur une porte, en ces mots :

« *L'année M.DLXVII, le premier dimanche de l'Advent, on a purifié cette église cathédrale, et l'on a commencé d'y prêcher la pure parole de Dieu et d'y administrer les sacrements, ayant secoué le joug de l'Antechrist.*

« Il fit aussi nettoyer les couvents, autant qu'il put, de toutes les ordures du papisme, et, parce qu'il haïssoit le célibat, comme un prélat véritablement chrétien, il se maria à Catherine, princesse d'une piété singulière, fille de Jean, margrave de Brandebourg, son grand-oncle, et de Catherine, duchesse de Brunswick ; et Dieu rendit leur mariage si fécond, qu'ils mirent au monde sept fils et deux filles. » (Cernitius, *Vies des électeurs de Brandebourg*, etc.)



Jœgerndorf, Joachim-Frédéric le céda à l'un de ses fils nommé Jean-George, qu'il voulait dédommager de la perte de l'évêché de Strasbourg.

Ce fut le premier Électeur qui établit un Conseil d'État; on voit par là dans quel désordre avait langui l'administration de la justice et des finances.

Que devait être un tel gouvernement?

L'éducation de la jeunesse attira aussi son attention, et le collége de Joachimsthal fut fondé : c'était une lueur au milieu des ténèbres. A travers un singulier mélange d'habitudes sauvages et de goût des plaisirs, apparaissent déjà quelques efforts pour sortir de la barbarie.

La nuit de ses noces, Joachim II s'était couché près de sa jeune épouse, armé de pied en cap. Jean-George, son fils, passionné pour les fêtes, étant monté au donjon du château pour voir tirer un feu d'artifice, mit la tête hors d'une lucarne, et cria à l'artificier : « Maître Jean, boutte quand je sifflerai. »

Lors des mêmes fêtes, données pour célébrer la naissance de l'aîné de ses enfants, parmi les quadrilles de seigneurs brillants d'or et d'argent, des bouffons sonnaient du cor d'une façon grotesque, et se livraient à mille extravagances; le goût du siècle perçait toujours.

Sous Joachim-Frédéric, on vit dans l'Électorat les premiers carrosses; c'était, il est vrai, de mauvais coches composés de quatre ais joints ensemble, mais, du moins, commençait-on à sentir le besoin d'une existence plus commode. Bientôt même, tels furent les progrès



du luxe, qu'il fallut soumettre à des lois somptuaires très-rigoureuses des hommes à peine civilisés.

Atteint, à Storckau, d'une affection d'estomac, Joachim-Frédéric voulut regagner Berlin; mais tandis que, dans sa voiture, le malade chantait des psaumes avec une ardente dévotion, il fit signe qu'il se trouvait mal, joignit les mains, recommanda son âme à Dieu, et expira près de Kœpenick, le 18 juillet 1608, à l'âge de soixante-trois ans.

Joachim-Frédéric avait gouverné l'archevêché de Brandebourg trente-un ans, et, plus de dix ans, l'Électorat.

Jean-Sigismond, son fils aîné, lui succéda. Il était né en 1572, année mémorable dans l'histoire par le hideux massacre de la Saint-Barthélemi, et par l'héroïque délivrance des Pays-Bas, que les princes d'Orange arrachèrent aux bourreaux de Philippe II.

Non content d'hériter de la Prusse, Jean-Sigismond revendiqua Juliers, la Marck, Clèves, Ravensberg, Ravenstein : il invoquait les droits de sa femme, Anne de Prusse, fille de Marie-Eléonore de Juliers, sœur aînée du dernier duc; et ceux résultant de lettres patentes de Charles V, datées de 1546, renouvelées et confirmées par ses successeurs, en 1566 et 1580. Ces lettres appelaient les sœurs du duc de Juliers à la succession. Entre autres compétiteurs, figuraient la Maison Albertine ou électorale de Saxe, la Maison Ernestine ou ducale de Saxe, et le plus ardent de tous, Philippe-Louis, comte palatin de Neubourg.

Le faible Rodolphe II remplaçait alors sur le trône impérial ce Maximilien II, le Titus de l'Allemagne. Il

évoqua cette affaire à son tribunal, et bientôt un arrêt du Conseil Aulique déclara qu'en attendant le jugement définitif, les fiefs en litige seraient déposés entre les mains de l'Archiduc Léopold, évêque de Passau et cousin de l'Empereur. Ce séquestre n'était, aux yeux de Rodolphe, qu'un moyen commode de garder l'héritage pour son propre compte.

L'Électeur de Saxe, dévoué à l'Autriche, consentit sans peine à cet arrangement, attendant de la reconnaissance impériale le prix de son aveugle déférence. Mais il en fut autrement de Sigismond et du comte palatin de Neubourg : tous deux récusèrent la juridiction de l'Empereur, en l'accusant de partialité.

D'un autre côté, les États voisins des trois duchés vacants[1], la France surtout et la Hollande, s'opposèrent hautement au séquestre; ils craignaient que la Maison d'Autriche ne finît par s'approprier ces provinces. Des protestations, on en vint aux voies de fait; aidés des secours de la France et de la République, les deux prétendants, ayant chassé les Autrichiens, se rendirent maîtres des trois duchés et de leurs dépendances. Par un traité conclu à Dortmund, avec l'assentiment même des États de ces provinces, ils étaient convenus de les administrer et de les posséder provisoirement en commun, jusqu'à un règlement de partage définitif.

La France et la Hollande s'empressèrent de garantir le traité de Dortmund; bientôt leurs armées furent en

[1] Pfeffel, *Nouvel abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne.*

marche, pour s'opposer à l'établissement du séquestre.

Prévoyant qu'il aurait à soutenir ses droits par la force, Jean-Sigismond avait ordonné un armement général de sept cent quatre-vingt-sept chevaliers. Dans ce nombre, il choisit quatre cents hommes d'élite. La noblesse fournit mille fantassins, et les villes mirent deux mille six cents hommes en campagne[1]. On forma de plus un corps de piquiers.

Cependant les princes protestants, alarmés des décisions hautaines de l'Empereur, se rassemblaient à Halle en Souabe; ils y conclurent, en 1610, la célèbre alliance appelée l'*Union*, pour la défense de leur liberté et de leur religion. Henri IV, qui en avait été l'habile moteur, y adhéra solennellement.

Comme premier électeur protestant, l'Électeur palatin fut placé à sa tête, et le prince Christian d'Anhalt eut le commandement des troupes. Quant à l'Électeur de Saxe, loin d'embrasser l'*Union*, il n'épargna rien pour en arrêter les progrès, surtout lorsqu'il apprit qu'elle garantissait le traité de Dortmund[2].

Pendant ce temps, les trois Électeurs ecclésiastiques arrêtaient à Coblentz le plan d'une contre-alliance des Catholiques. Bientôt, approuvé par les principaux États attachés à l'Église romaine, ce plan reçut son exécution dans une assemblée générale tenue à Wurtzbourg. La Confédération prit le nom de *Ligue*; le duc de Bavière

[1] Une garde de cent hommes, quelques lansquenets, et, en cas de guerre, l'arrière-ban, telles avaient été les forces militaires des premiers Électeurs.

[2] Pfeffel, ouvrage déjà cité.

en fut déclaré à la fois le chef et le général. Chacun des ligués s'engageait à défendre mutuellement les corps, biens et priviléges de ses co-associés, la religion catholique, la constitution de l'Allemagne et les domaines de l'Église.

Déjà Henri IV allait se mettre à la tête de ses armées pour chasser les Espagnols des places fortes du duché de Juliers, quand ce roi des braves, ce père du peuple, tomba sous le poignard de l'exécrable Ravaillac, 1610.

Plus d'une fois la mésintelligence avait éclaté entre les princes *possédants* (on appelait ainsi l'Électeur de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg); bientôt elle ne connut plus de bornes. Vainement on s'était flatté de terminer leurs différends par une alliance entre le jeune duc de Neubourg et la fille de l'Électeur; le mariage était même arrêté; tout semblait promettre une entière réconciliation, lorsque Sigismond, dans une débauche de table, s'oublia jusqu'à donner un soufflet à son gendre futur. Brûlant de venger cette insulte[1], le comte palatin embrasse à la fois la religion catholique et le parti de la *Ligue*, épouse la fille du duc de Bavière, et réclame l'appui des Espagnols. Sigismond meurt, le 22 décembre 1619, sans voir la fin de ces débats, qui ne furent terminés qu'en 1666, par son petit-fils le *Grand-Électeur*.

Lors de la démence d'Albert de Prusse, Joachim-Frédéric avait administré le pays : Jean-Sigismond, gendre d'Albert, se chargea du même soin, et le roi

[1] Pfeffel, ouvrage déjà cité.

de Pologne, Sigismond III, lui donna l'investiture du duché pour lui et ses descendants : c'était la troisième investiture au profit de la Maison électorale.

Telle fut la déplorable condition de George-Guillaume, son fils, son successeur, que, durant tout son règne, de 1619 à 1640, amis et ennemis ravagèrent ses Etats. Sans talents comme sans énergie, esclave du comte de Schwartzemberg, ministre vendu à l'Autriche, et qui, dit-on, songeait à se faire lui-même électeur de Brandebourg; entraîné tour à tour à la suite des drapeaux de Gustave-Adolphe et de Ferdinand II, ce triste prince ne savait ni s'armer du glaive ni tenir les rênes du gouvernement : l'État parut plongé, sans retour, dans un abîme de maux. En proie à la fureur des troupes impériales et suédoises, ces malheureuses contrées n'offraient plus que des monceaux de ruines; tout ce qui avait échappé au fer du soldat périssait par la famine et par des maladies contagieuses. On sait les désastres de cette guerre de *Trente-Ans*, qu'alimentait l'ambition effrénée de l'intolérant Ferdinand II, et où brillèrent, sur tant de champs de bataille, les Tilly, les Mansfeld, les Bernard de Weimar, les Banier, les Betlem-Gabor, les Walstein, les Gustave-Adolphe. Sous le règne de Frédéric II, il en restait encore des traces.

Sans rendre George-Guillaume responsable de tous les maux qui désolèrent son règne, on peut dire qu'après son aveugle confiance en Schwartzemberg, sa plus grande faute, c'est de n'avoir pas, avant l'invasion de la guerre, levé vingt mille hommes. Alors, ce prince

eût pu soutenir ses droits à la succession de Clèves, et surtout défendre ses provinces : devant de telles forces, Mansfeld et l'Administrateur de Magdebourg n'auraient pas traversé l'Électorat; Ferdinand II lui eût témoigné des égards; et, au lieu d'être l'esclave du premier venu, George-Guillaume fût devenu, à son choix, l'allié ou l'ennemi des Suédois. Pour avoir suivi une autre conduite, dominé par les circonstances, il n'eut plus que le choix des fautes : obligé d'opter entre les Impériaux et les Suédois, comme il était faible, ses alliés furent toujours ses maîtres. Tantôt, révolté de la dureté de Ferdinand II, il se jetait, comme par désespoir, dans les bras de Gustave-Adolphe; tantôt, poussé à bout par Oxenstiern, il recherchait l'appui de la cour de Vienne [1]. Aussi, triste jouet des événements, tournant sans cesse, de gré ou de force, du côté du plus puissant, George-Guillaume n'eut jamais que l'inconvénient de ses alliances.

La même fatalité qui le persécuta parut s'acharner sur tous ses parents. Il était beau-frère de l'infortuné Frédéric V, élu et couronné roi de Bohême, battu au Weis-Berg (Montagne-Blanche), dépouillé du Palatinat, mis, en 1621, au ban de l'Empire par l'empereur Ferdinand II. Pour avoir embrassé le parti de Frédéric V, son oncle, le duc de Jœgerndorff, fut dépossédé [2]; un autre oncle enfin, l'Administrateur de Magdebourg, qui, ayant embrassé la ligue de Lawembourg, s'était

[1] Frédéric, *Mém. pour servir à l'hist. de la Maison de Brandebourg.*

[2] Ces biens confisqués, l'Empereur les donna à la Maison de Lichtenstein.

allié avec le roi de Danemarck, fut déposé et mis de même au ban de l'Empire [1].

Dans ces tristes circonstances, George-Guillaume était venu à Kœnigsberg, où devaient se tenir les États de Prusse; il y mourut, en 1640, laissant à son fils Frédéric-Guillaume un pays désolé et au pouvoir de l'ennemi, peu de soldats [2], pas d'argent, des alliés douteux.

Mais, si le péril écrase la médiocrité, il est pour le génie un aliment de vie, une occasion de gloire : le fer se retrempe au feu. Né le 6 février 1620, et maître du pouvoir en 1640, Frédéric-Guillaume semblait appelé, par la Providence, à fonder la grandeur de sa Maison. Hardi et sage dans la conception de ses projets, habile à les exécuter, guerrier à la fois et politique, il recouvra d'abord ses anciennes provinces, et bientôt en acquit de nouvelles. Scrupuleux observateur de la foi jurée, il fut en honneur auprès de ses alliés comme de ses ennemis. Nul danger n'effrayait son courage, nuls détails ne lui paraissaient indignes de son attention. Sous lui, le commerce naquit dans l'Électorat; l'industrie commença à répandre dans le corps social sa vivifiante chaleur.

L'éducation de ce prince avait été celle d'un héros; il apprit à vaincre dans un âge où le commun des

[1] Frédéric, *Mém. pour servir à l'hist. de la Maison de Brandebourg.*

[2] En 1620, les États, ayant levé des troupes, leur accordèrent un singulier privilége : c'était de quêter pour vivre; tout paysan reçut ordre de donner régulièrement un liard à chaque homme, et, s'il n'était pas content, d'y ajouter des coups de bâton Au lieu de soldats, on eut des mendiants armés.

hommes apprend à bégayer ses pensées [1]. Le camp de Frédéric-Henri d'Orange fut son école militaire.

Lorsque Frédéric-Guillaume prit la conduite des affaires, ses États, en partie au pouvoir des Suédois, n'offraient qu'une vaste scène de désolation. La Prusse, naguère envahie par Gustave-Adolphe, était couverte de ruines; on n'y reconnaissait, qu'à de vastes monceaux de cendres, la place où la plupart des villes et des villages avaient existé : partout l'empreinte du fer et de la flamme. Clèves était en proie aux exactions des Espagnols et des Hollandais, qui, sous prétexte de défendre le pays, en dévoraient toute la substance. La situation de la Marche n'était pas moins affligeante. La Prusse orientale gémissait surchargée d'impôts par les Suédois; mais, relevant de la Pologne, et gouvernée en partie par ses propres États, c'était une sorte de république peu touchée des maux du souverain. La Suède possédait aussi le duché de Poméranie, propriété légitime de l'électeur de Brandebourg, qui n'en avait plus que le titre, avec le droit de suffrage à la Diète de l'Empire. Enfin, il n'entrait pas, chaque année, dans le trésor électoral deux millions cinq cent mille livres tournois. Ainsi, souverain sans provinces, électeur sans pouvoir, allié sans amis, à cette époque de la vie où l'on sait à peine se gouverner soi-même, Frédéric-Guillaume ne chercha qu'en lui seul un remède à tant de maux; ce remède, il le trouva.

Pour s'affranchir du joug de l'Autriche, il fallait

[1] Frédéric, *Mém. pour servir à l'hist. de la Maison de Brandebourg.*

d'abord écarter le comte de Schwartzemberg; ce n'était pas chose facile. Ce ministre, plus puissant que l'Électeur lui-même, avait accumulé sur sa personne les charges les plus importantes. Président du Conseil de Brandebourg, en même temps que conseiller privé de l'Empereur; Grand-Chambellan et Gouverneur Général des Marches, il disposait, en cette dernière qualité, des principales forteresses de l'Électorat, dont chaque commandant lui était dévoué.

Au souvenir des calamités publiques se joignait dans l'âme du jeune prince le souvenir de griefs personnels; c'était Schwartzemberg qui, redoutant le regard scrutateur de Frédéric-Guillaume, l'avait tenu dans la disgrâce, éloigné de son père. Mais bientôt, comprenant à quel maître il aurait affaire, le clairvoyant ministre résigna de lui-même toutes ses fonctions; Vienne lui ouvrit un refuge, et, la même année, un tombeau.

Quant à son fils, élu, par l'influence paternelle, Coadjuteur de l'Ordre et de la Commanderie de Malte, l'Électeur ne reconnut pas cette qualité, et, de plus, il exigea la restitution de tous les bailliages appartenant à l'État, et que Schwartzemberg s'était appropriés.

Après la mort du comte, Frédéric-Guillaume envoya le baron de Borgsdorff à Spandaw et à Kustrin, pour apposer les scellés sur les meubles du défunt. Mais les commandants de ces forteresses, sous prétexte qu'ils ne dépendaient que de l'Empereur, auquel ils avaient prêté serment, refusèrent d'obéir. Sans relever par d'inutiles paroles l'inconvenance de cette conduite,

Borgsdorff, dissimulant, fit en silence surveiller Uschaw, commandant de Spandaw; et, un jour que celui-ci était imprudemment sorti de sa forteresse, saisi, sans autre forme de procès, il eut la tête tranchée dans un bois de sapins que la tradition désigne encore.

Intimidés, les autres commandants obéirent. Certes, Uschaw était coupable; mais on regrette qu'un acte de justice ressemble tant à de la vengeance.

Huit années seront à peine écoulées, que déjà l'Électeur aura reconquis une existence politique. Il reprend, par adresse ou par force, les forteresses encore au pouvoir de la Suède, conclut une trêve avec cette puissance, et une alliance avec la Pologne. En 1647, un accommodement avec le prince palatin de Neubourg lui assure le duché de Clèves, et les comtés de la Marck et de Ravensberg. Au congrès de Westphalie, Frédéric-Guillaume joue un rôle important; il y soutient les droits des Calvinistes, ses co-religionnaires, qui, grâce à lui, participent bientôt aux droits dont jouissaient les Luthériens. Le traité fixe ses frontières, éloigne l'ennemi de son territoire, lui assure Halberstadt, Minden, Camin, Hohenstein, Reichestein, avec la survivance de l'évêché de Magdebourg sécularisé sous le nom de duché, comme indemnité de la Poméranie citérieure, des îles de Rugen et de Wollin, des villes de Stettin, de Gartz, de Golnau, et des trois embouchures de l'Oder, cédées à la Suède [1]. C'est cette

[1] En cas d'extinction des descendants mâles de la ligne électorale, la Poméranie et la Nouvelle-Marche devaient revenir à la Suède.

mémorable paix de Westphalie qui abaissa la puissance, jusqu'alors prédominante, de la Maison d'Autriche, et servit de base à tous les traités postérieurs [1].

Peu de temps après, la Suède fut le théâtre d'un événement qui causa en Europe une surprise générale : à vingt-neuf ans, Christine abdiquait le sceptre en faveur de son cousin Charles-Gustave, prince de Deux-Ponts. Ce mouvement d'humeur fantasque, elle s'efforça depuis, mais en vain, de le parer d'un voile de grandeur d'âme. Meurtrière de Monaldeschi, et ne pleurant, à Rome, que la perte d'un trône, Christine, malgré toutes les adulations contemporaines, malgré les louanges hyperboliques prodiguées à sa philosophie, fut bizarre, et non grande, en déposant la couronne. Une telle action ne devient belle que par l'importance des motifs qui la déterminent, par les circonstances qui l'accompagnent, par la magnanimité qui lui survit. Son abjuration solennelle, dans la cathédrale d'Inspruck, est une autre preuve de ce besoin de renommée qui la tourmentait. Certes, en embrassant les autels de l'Église romaine, la fille de Gustave-Adolphe, de cet illustre athlète du Protestantisme, ne songeait point à son père, et toute sa vie prouva qu'elle songeait peu à Dieu.

Le 16 juin 1654, Charles-Gustave fut couronné à Stockholm. Ambitieux, habile, intrépide, il lui tardait de prouver au monde que la gloire de la Suède ne serait pas un trop lourd fardeau pour son bras, et que

[1] Mably, *Droit public de l'Europe*, tome I.

Gustave-Adolphe n'était pas mort tout entier à Lutzen.

Cependant Jean-Casimir, issu, par Sigismond, son père, du sang des Wasa, protesta en rappelant ses prétentions au trône de Christine. Il croyait en cela ne remplir qu'une simple formalité; mais, deux ans plus tard, cette protestation, tout infructueuse qu'elle avait été alors, servit de prétexte à Charles-Gustave pour fondre sur la Pologne [1].

En effet, rompant la trêve de Stumsdorff, qui n'expirait qu'en 1661, ce prince va recommencer la guerre : il veut arracher à Jean-Camisir la Livonie et une renonciation formelle à toute prétention au trône de Suède.

Le jeune Frédéric-Guillaume, qui se méfiait de Charles, eut bientôt pénétré ses desseins. Désirant se le rendre favorable, il termina, par sa médiation, les démêlés que la régence suédoise de Stade avait avec Brême, relativement aux libertés de cette ville hanséatique [2].

Toutefois cette déférence ne dégénérait pas en faiblesse : l'Électeur le prouva bientôt. Les Suédois, qui annonçaient partout que leurs armements n'avaient en vue que la Russie, lui demandèrent ses ports de Pillau et de Memel, comme Gustave-Adolphe avait demandé à George-Guillaume ses forteresses de Kustrin et de Spandaw.

Mais ce n'étaient plus les mêmes circonstances, ni

[1] Pfeffel, *Nouvel abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne.*

[2] Frédéric, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg.*

surtout le même homme : Frédéric-Guillaume repoussa, avec hauteur, ces prétentions injurieuses; ajoutant que, si l'intention réelle du roi de Suède était d'attaquer la Russie, il s'engageait à lui fournir un corps de huit mille hommes, d'autant plus volontiers que les progrès des Moscovites en Pologne l'alarmaient pour ses provinces. C'était ne se montrer ni timide ni dupe[1].

En même temps, l'Électeur prévint la République du danger qui la menaçait, mais en refusant, malgré les plus vives instances, de lui fournir des troupes : il connaissait l'incertitude de ses résolutions, ses délibérations tumultueuses, et tous ses embarras intérieurs.

A la veille d'une guerre, Frédéric-Guillaume sent le besoin de points d'appui. Il conclut, pour huit ans, une alliance défensive avec les Hollandais, recherche l'amitié de Cromwell, essaie de se lier avec Louis XIV, arbitre de l'Europe depuis la paix de Westphalie, et flatte l'humeur hautaine de Ferdinand III, mais sans en obtenir autre chose que de vaines paroles. Ferdinand augmentant ses troupes, l'Électeur suit son exemple.

Cependant, Charles-Gustave envahissait la Pologne. Tout plie devant lui : Varsovie tombe en son pouvoir, Cracovie subit le même sort; battu deux fois, Jean-Casimir fuit en Silésie; avant trois mois, toute la Pologne est aux Suédois[2].

[1] Frédéric, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg.*

[2] Mais les Suédois n'étaient pas alors les seuls ennemis de la Pologne : dès l'année précédente, le Tzar, sous prétexte que la chan-

De là, le vainqueur marche en personne sur la Prusse.

La situation de l'Électeur devenait de plus en plus difficile. Comment maintenir sa neutralité, sans exposer le pays à des maux incalculables? Cédant à la nécessité, il signe, à Kœnigsberg, un traité avec Charles-Gustave, et se reconnaît, en 1656, vassal de la Suède pour son duché de Prusse, sous la condition qu'on séculariserait, en sa faveur, l'évêché de Warmie. Le roi promettait aussi de lui faire céder les palatinats de Posnanie, de Kalisz, de Lenczyça et de Siéradie. N'était-ce pas là une sorte de prélude à ce déplorable partage qui, un siècle plus tard, devait indigner l'Europe?

Pour se fortifier, Frédéric-Guillaume conclut une alliance avec Louis XIV qui lui garantit ses provinces du Rhin et du Wéser; il change, à Mariembourg, son traité avec les Suédois en alliance offensive, va trouver Charles-Gustave en Pologne; tous deux arrêtent leur plan de campagne. Reprendre Varsovie, d'où les Polonais ont chassé les troupes suédoises, telle sera leur première opération.

L'Électeur marche ensuite par la Mazovie, et joint les Suédois au confluent du Bog à Varsovie et de la Vistule; les alliés passent le Bog, tandis que l'armée polonaise passe la Vistule à Varsovie.

Cependant les ministres de France, MM. d'Avangour et de Lombres, se flattant de rapprocher les es-

cellerie polonaise avait omis un de ses titres, s'était avancé en Lithuanie. On le voit, l'aigle moscovite convoitait déjà une proie!

prits, passent alternativement d'un camp à l'autre. Mais, forts de 40,000 combattants, et dédaignant les alliés qui en comptent seize mille à peine, les Polonais rejettent toute médiation.

On est en présence, on en vient aux mains, et, après une bataille de trois jours, où Frédéric-Guillaume se couvre de gloire, les Polonais sont écrasés. Mais, sur ce champ de deuil et de carnage, Sobieski annonce à la Pologne un héros qui bientôt lui rendra ses jours de triomphe.

Se croyant déjà maître de la République, Charles-Gustave accorde à l'électeur de Brandebourg l'entière souveraineté de la Prusse. Les deux monarques s'apprêtent à poursuivre le cours de leurs succès.

Mais l'Empereur ne pouvait voir sans inquiétude la Suède détruire la balance politique du Nord. Ayant vainement demandé des secours à la Diète de députation alors assemblée à Francfort, Ferdinand III chercha à réunir, par un même lien, les puissances intéressées à contenir les Suédois. Ainsi ses agents effrayèrent les Hollandais pour leur commerce ; Alexis Michaëlowitz[1], tzar de Moscovie, fut vivement excité à faire une irruption dans l'Ingrie et la Carélie ; les Polonais obtinrent la promesse d'une armée, mais sous la double condition qu'à la mort de Jean-Casimir, qui n'avait point d'enfants, ils placeraient sur leur trône l'Archiduc Charles-

[1] Second souverain de la maison de Romanoff, remarquable lui-même par de glorieux exploits et de sages établissements, mais plus encore comme père de Pierre-le-Grand.

Joseph[1], son second fils, et que, dans toutes les élections futures de leurs rois, la République préfèrerait toujours les princes du sang d'Autriche aux autres candidats.

En haine de la Suède, le Danemarck embrassa également la cause polonaise. Non content de procurer de tels secours à la Pologne, Ferdinand veut encore la délivrer d'un ennemi redoutable : il sollicite vivement Frédéric-Guillaume de se détacher des Suédois. Pressé par des instances aussi puissantes, craignant que l'Empereur et le Danemarck ne fondent sur ses États d'Allemagne, prévoyant surtout la nouvelle direction que vont prendre les affaires, l'Électeur renonce à l'alliance suédoise, signe, à Wehlau, le 19 septembre 1657, sa paix avec les Polonais, et obtient la souveraineté absolue du duché de Prusse. La République, relâchant le nœud *vassalitique* qui l'attachait à elle, ne se réservait que la succession éventuelle, en cas d'extinction de la Maison de Brandebourg, et le rétablissement du vasselage, à l'extinction de la branche de l'Électeur régnant.

De son côté, Frédéric-Guillaume évacua toutes les villes polonaises où il avait mis garnison.

Ce traité fut confirmé, six semaines plus tard, par celui de Bromberg; la Pologne y cédait encore à l'Électeur les bailliages de Lawembourg et de Butow, à titre d'indemnité pour l'évêché de Warmie.

La mort ne permit pas à Ferdinand III de voir le

[1] La mort prématurée du jeune prince anéantit cette première condition; et, quant à la seconde, la République obtint son abolition en 1683, lorsque le roi de Pologne vint sauver l'Empire. (Pfeffel, ouvrage déjà cité; — William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*.)

succès de tant d'efforts ; trois jours après la signature de son traité avec la Pologne, ce prince avait cessé de vivre. Prudent, laborieux, habile dans le maniement des affaires, il n'eut ni les rares talents ni les graves défauts de son père. L'équité était sainte à ses yeux. « Durant tout son règne, personne n'a pu lui reprocher une seule injustice commise en connaissance de cause : » ce témoignage que Ferdinand se rendit lui-même, l'histoire l'a confirmé. Élevé par les Jésuites, il contint ses maîtres dans de justes limites, leur enlevant même la direction de l'université Caroline, où, dès lors, ils ne purent que professer la philosophie et la théologie; son père avait déployé une dévotion outrée; Ferdinand pratiqua la tolérance[1].

Cependant la guerre, un moment calmée, se rallumait de nouveau, et Charles-Gustave, à force d'audace et d'exploits, châtiait durement les hostilités du Danemarck, 1658. Quelle résistance opposer à un conquérant qui, au cœur de l'hiver, traversait sur la glace, avec ses canons, sa cavalerie et toute son armée, deux larges détroits, le Petit et le Grand Belt? Vainqueur des éléments, le monarque suédois s'empare des îles de Falster, de Laaland et d'une partie de la Seeland; la terreur règne dans Copenhague. Bientôt le traité de Roschild, sous la médiation de la France et de l'Angleterre, enlève au Danemarck, en faveur de la Suède, les provinces de Scanie, de Halland, de Blekingie, les îles d'Oësel et de Bornholm, avec le fief de Bahus, et le district de Bron-

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*.

theim en Norwége; de plus, les Suédois, qui rendent leurs conquêtes, obtiennent l'exemption du droit de péage dans le Sund; la souveraineté du duc de Holstein, sur la partie du duché de Sleswig qui lui appartenait, est reconnue.

Mais, le roi de Danemarck mettant des obstacles à l'exécution des articles relatifs au duc de Holstein, dès le mois de mai suivant, ce traité fut rompu. Charles menace de nouveau Copenhague, et livre l'assaut; mais le brave Frédéric III repousse les Suédois, tandis que sa flotte, combinée avec une escadre hollandaise, disperse leurs vaisseaux; la ville est approvisionnée, Charles convertit le siége en blocus, passe en Suède, demande des subsides aux États, et meurt presque subitement à Gothembourg, le 13 février 1660, laissant un fils unique, Charles XI, à peine âgé de quatre ans.

Comme toutes les parties belligérantes souhaitaient ardemment la paix, on convint d'ouvrir des conférences dans l'abbaye d'Oliva, près Dantzick; là, sous la médiation de Louis XIV, fut signé le traité définitif. Le traité de Bromberg est garanti à l'Électeur, avec sa souveraineté sur la Prusse[1].

Les pertes du roi de Danemarck étaient considérables; mais, bientôt, une révolution singulière devait lui apporter un notable dédommagement. Secondé du

[1] Ce ne fut pas sans une vive répugnance que les États de Prusse se soumirent à ce traité : ils contestaient à la Pologne tout droit de disposer de leur indépendance. Mais, le principal chef de cette opposition ayant été arrêté, peu à peu ces mouvements se calmèrent, et l'Électeur reçut, en personne, l'hommage des Prussiens à Kœnigsberg.

Clergé et des Communes, le monarque détruisit l'aristocratie qui, si longtemps, avait opprimé roi et peuple; une monarchie héréditaire, absolue, remplaça une monarchie féodale élective, limitée. Les Communes et le Clergé ayant renoncé solennellement à leur portion constitutionnelle de souveraineté, la noblesse se vit contrainte d'accéder à leurs résolutions; et les États, en corps, rendirent au prince les *réversales* qu'à son avénement au trône il avait été obligé de leur remettre.

En conséquence, Frédéric III publia, le 24 novembre 1665, le fameux *Konge-lov* (*Lex regia*), loi fondamentale du royaume de Danemarck et de Norwége, qui rétablissait à jamais la souveraineté illimitée des rois[1].

Affranchi de toute inquiétude, libre enfin de déposer les armes, Frédéric-Guillaume put, pendant quelque temps du moins, se vouer, sans réserve, à la prospérité intérieure de ses États. « Il soulageait les familles ruinées par les ennemis, et relevait les murailles détruites des villes; les déserts devenaient des champs cultivés, les forêts se changeaient en villages, et les colonies de laboureurs nourrissaient leurs troupeaux dans des endroits que les ravages de la guerre avaient rendus l'asile des bêtes sauvages, l'économie rurale, cette industrie si méprisée et si utile, était encouragée par ses soins; on voyait journellement quelques nouvelles créations; et l'on parvint à former le cours d'une ri-

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*. — Pfeffel, *Abrégé chronologique*, etc.

vière artificielle qui, joignant la Sprée à l'Oder, facilitait le commerce de ses provinces, et abrégeait le transport des marchandises, tant pour la Baltique que pour l'Océan[1]. »

Durant cette paix, l'Électeur reçut l'hommage éventuel de l'archevêché de Magdebourg, mit garnison dans cette capitale, réunit à ses domaines la seigneurie de Regenstein, fief dépendant de la principauté d'Halberstadt, et maintint ses droits contre les prétentions des ducs de Brunswick.

Ici, quelques mots sur la participation de Frédéric-Guillaume aux affaires générales de l'Europe : tandis qu'il envoyait à l'Empereur, attaqué par les Turcs en Hongrie, le duc de Holstein, avec deux mille hommes, il assistait aussi Michel Coribut, roi de Pologne, contre les Infidèles; grâce à son entremise, la contestation, élevée entre les fils du duc de Lunebourg sur l'héritage paternel, reçut une solution amiable ; il termina de même avec le duc de Neubourg tous les différends relatifs à la succession de Clèves; les Suédois signèrent, avec lui, une alliance défensive; et il en conclut une autre avec le Danemarck, les États-Généraux, le duc de Brunswick; l'Empereur y accéda.

Cependant Louis XIV commençait à effrayer l'Europe.

Ce prince nourrissait contre la Hollande un vif ressentiment : voici pourquoi. A peine Philippe IV d'Espagne eut-il fermé les yeux, 1665, que Louis éleva des pré-

[1] Frédéric, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg.*

Clergé et des Communes, le monarque détruisit l'aristocratie qui, si longtemps, avait opprimé roi et peuple; une monarchie héréditaire, absolue, remplaça une monarchie féodale élective, limitée. Les Communes et le Clergé ayant renoncé solennellement à leur portion constitutionnelle de souveraineté, la noblesse se vit contrainte d'accéder à leurs résolutions; et les États, en corps, rendirent au prince les *réversales* qu'à son avénement au trône il avait été obligé de leur remettre.

En conséquence, Frédéric III publia, le 24 novembre 1665, le fameux *Konge-lov* (*Lex regia*), loi fondamentale du royaume de Danemarck et de Norwége, qui rétablissait à jamais la souveraineté illimitée des rois[1].

Affranchi de toute inquiétude, libre enfin de déposer les armes, Frédéric-Guillaume put, pendant quelque temps du moins, se vouer, sans réserve, à la prospérité intérieure de ses États. « Il soulageait les familles ruinées par les ennemis, et relevait les murailles détruites des villes; les déserts devenaient des champs cultivés, les forêts se changeaient en villages, et les colonies de laboureurs nourrissaient leurs troupeaux dans des endroits que les ravages de la guerre avaient rendus l'asile des bêtes sauvages, l'économie rurale, cette industrie si méprisée et si utile, était encouragée par ses soins; on voyait journellement quelques nouvelles créations; et l'on parvint à former le cours d'une ri-

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*. — Pfeffel, *Abrégé chronologique*, etc.

vière artificielle qui, joignant la Sprée à l'Oder, facilitait le commerce de ses provinces, et abrégeait le transport des marchandises, tant pour la Baltique que pour l'Océan[1]. »

Durant cette paix, l'Électeur reçut l'hommage éventuel de l'archevêché de Magdebourg, mit garnison dans cette capitale, réunit à ses domaines la seigneurie de Regenstein, fief dépendant de la principauté d'Halberstadt, et maintint ses droits contre les prétentions des ducs de Brunswick.

Ici, quelques mots sur la participation de Frédéric-Guillaume aux affaires générales de l'Europe : tandis qu'il envoyait à l'Empereur, attaqué par les Turcs en Hongrie, le duc de Holstein, avec deux mille hommes, il assistait aussi Michel Coribut, roi de Pologne, contre les Infidèles; grâce à son entremise, la contestation, élevée entre les fils du duc de Lunebourg sur l'héritage paternel, reçut une solution amiable; il termina de même avec le duc de Neubourg tous les différends relatifs à la succession de Clèves; les Suédois signèrent, avec lui, une alliance défensive; et il en conclut une autre avec le Danemarck, les États-Généraux, le duc de Brunswick; l'Empereur y accéda.

Cependant Louis XIV commençait à effrayer l'Europe.

Ce prince nourrissait contre la Hollande un vif ressentiment : voici pourquoi. A peine Philippe IV d'Espagne eut-il fermé les yeux, 1665, que Louis éleva des pré-

[1] Frédéric, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg.*

tentions sur une portion considérable des possessions espagnoles, sur le duché de Brabant, la seigneurie de Malines, Anvers, la Haute-Gueldre, Namur, Limbourg, et les places unies au delà de la Meuse, sur le Hainault, l'Artois, Cambrai, le comté de Bourgogne, le duché de Luxembourg et une portion importante du comté de Flandre.

Marie-Thérèse, il est vrai, par son contrat de mariage, avait renoncé aux domaines paternels, et cette renonciation se trouvait confirmée dans le traité des Pyrénées. « Mais, disaient les ministres français, le droit de dévolution, qui affecte aux enfants du premier lit la propriété des biens, lorsque leur père ou leur mère passe en secondes noces, est usité dans ces provinces : or, Marie-Thérèse, aujourd'hui reine de France, est du premier lit; Charles II n'est que du second : donc la jouissance et la propriété doivent se réunir en sa faveur. Mineure, quand elle signa son contrat de mariage, cette princesse n'a pu renoncer à des droits de cette nature. D'ailleurs, une dot de cinq cent mille écus d'or, promise par ce même contrat de mariage, n'ayant point été payée, la renonciation, qui ne se fondait que sur ce payement, demeure nulle et comme non avenue. »

Pour donner une valeur réelle à de semblables raisonnements, il fallait deux cent mille hommes.

Vainement les Espagnols répliquèrent que « le droit de dévolution, dérivant de la coutume, réglait seulement les successions des particuliers, et ne pouvait en rien déroger aux lois fondamentales de l'Espagne :

ces lois, ajoutaient-ils, consacrent l'indivisibilité de la monarchie; elles défèrent, sans le moindre partage, toute la succession à Charles II, frère de Marie-Thérèse. »

En 1667, la guerre éclate, les armes de France triomphent; dès la première campagne, nombre de villes des Pays-Bas espagnols, Charleroi, Bergues-Saint-Vinox, Ath, Tournai, Douai, le fort de Scarpe, Courtrai, Oudenarde, Lille, Armentières, sont en leur pouvoir. Le prince de Condé s'empare de la Franche-Comté.

De si rapides succès alarmaient la Hollande, fortement intéressée à la conservation des Pays-Bas espagnols : car c'était une barrière contre la France. D'accord avec l'Angleterre et la Suède, les États-Généraux signèrent la fameuse triple alliance. Ce fut le chevalier Temple, ministre anglais à La Haye, qui prépara cette ligue, et sut détacher des intérêts français le Grand-Pensionnaire, Jean de Witt[1].

Dès lors, les trois puissances s'érigeant en médiatrices entre les deux couronnes, dans la même année, la paix fut signée à Aix-la-Chapelle.

Bien que les articles 3 et 4 du traité adjugeassent au Roi ses conquêtes de 1667[2], Louis, blessé dans son orgueilleuse ambition, n'attendait qu'une occasion de châtier ces républicains, qui avaient osé pourvoir à leur sûreté. Quelques médailles, frappées en Hollande à l'occasion de la paix, furent réputées injurieuses; à défaut de raison, c'était un prétexte. Vainement les

[1] Koch, *Abrégé de l'histoire des traités de paix*, tome I.

[2] L'article 5 restituait la Franche-Comté au roi d'Espagne.

États-Généraux firent briser les coins des médailles inculpées, en offrant toute satisfaction raisonnable. Nulle excuse ne fut admise ; l'arrêt était prononcé.

Louis, s'empressant de dissoudre la triple alliance, tourna l'Angleterre et la Suède contre la Hollande. Envoyé à Londres, Colbert, dit-on, y acheta au poids de l'or tous les ministres[1]. Ce honteux bénéfice, Charles II, roi anglais aux gages de la France, le partageait. De vénalité en vénalité, il tomba ensuite jusqu'à trahir la main qui le soldait.

De tels règnes ne sauvent pas les dynasties.

En Suède, MM. de Pomponne, Vaubrun et Courtin triomphèrent de tous les obstacles ; la cour de Stockholm signa un traité d'alliance offensive et défensive.

En même temps, Louis négociait avec plusieurs princes de l'Empire, engageant les uns à embrasser la neutralité, les autres à se liguer avec lui. Deux alliances offensives furent conclues avec l'électeur de Cologne et l'évêque de Munster contre les Hollandais, 1672. Un nouvel événement, l'occupation de la Lorraine par les troupes françaises, après quelques démêlés avec le duc Charles IV, vint seconder à merveille les plans du cabinet de Versailles. Certes le péril était imminent, et néanmoins la Hollande ne prenait aucune mesure pour l'éloigner ; abandonnée de tous ses alliés, elle ne pourvoyait pas même à sa défense intérieure. Placés à la tête des affaires, depuis l'abolition du Stathoudérat,

[1] C'est ce qu'on appelait *the cabal*, la cabale, mot formé des cinq premières lettres de leurs noms.



Jean et Corneille de Witt n'avaient point continué à l'entretien des forces militaires les soins vigilants de la Maison d'Orange : le plus sûr, ou plutôt l'unique rempart des Provinces-Unies, était le grand Ruyter.

Une seule puissance, le roi d'Espagne, osa faire cause commune avec la République[1].

Au printemps de 1670, l'orage éclate : trois divisions françaises envahissent le territoire hollandais; Louis XIV, Turenne, Condé les commandent. En moins de trois mois, les provinces d'Utrecht, de Gueldres, d'Over-Yssel, plus de quarante villes fortifiées, tombent au pouvoir de l'ennemi. C'en était fait de la République, si Frédéric-Guillaume ne se fût noblement chargé de sa défense.

Il s'engage à fournir des secours aux Hollandais, à ne point faire de paix séparée avec ses ennemis. A peine ses troupes commencent-elles à s'ébranler, que l'Électeur, enlevant l'Empereur Léopold au parti de la France, conclut avec lui une alliance défensive pour le maintien des traités de Munster, des Pyrénées et d'Aix-la-Chapelle. Quelques semaines après, ces deux alliés signent, à La Haye, une nouvelle convention avec la République ; l'Empereur s'y oblige à fortifier d'une armée de vingt-quatre mille hommes les troupes auxiliaires. C'est peut-être la seule guerre que la Maison d'Autriche ait entreprise pour la sûreté de l'Allemagne.

La jonction des deux corps s'opère à Alberstadt ;

[1] Koch, *Abrégé*, etc., tome I.

Montécuculli, ce digne rival de Turenne, en reçoit le commandement. Peu de jours auparavant, un changement avait eu lieu dans la forme du gouvernement hollandais : exaspéré par les malheurs publics et par les émissaires du prince d'Orange, le peuple accuse le Grand-Pensionnaire de la ruine de la patrie, et demande avec fureur la révocation de l'*Édit perpétuel*; au milieu du tumulte, à dix-neuf ans, Guillaume d'Orange est proclamé Stathouder; les deux frères de Witt horriblement massacrés.

Parent du Stathouder, Frédéric-Guillaume marche droit au Rhin avec ses vingt mille Brandebourgeois, pour arrêter, par cette diversion, la marche rapide du conquérant français. Au plus fort du danger, il donne aux Hollandais l'héroïque conseil de transporter à Batavia, plutôt que de fléchir, la République et la liberté.

C'est dans ces circonstances, tandis que les Français exercent sur les États de l'Électeur des cruautés inouïes, qu'un transfuge vient lui offrir d'assassiner Turenne. Le prince se venge en dévoilant au général ennemi le péril qui menace ses jours.

Cependant, malgré les instances de Frédéric-Guillaume, Montécuculli ne poussait la guerre qu'avec une froide circonspection. Turenne, au contraire, multipliant ses victoires, l'Électeur ne tarda pas à voir toutes ses provinces de Westphalie inondées par les troupes du Roi et par celles de ses alliés. Sans espérance, hors d'état de les secourir, il les sauve par une négociation heureuse, et conclut avec Louis XIV, en avril 1673, le traité de Saint-



Germain, ratifié le 6 juin suivant au camp de Wossen, près de Louvain. Ce traité rendait à l'Électeur toutes les places fortes du duché de Clèves, hormis Wesel et Rees, que la France gardait jusqu'à la paix générale. Renonçant à l'alliance de la Hollande, comme à toute participation à la guerre actuelle, Frédéric-Guillaume ne se réservait que la faculté de défendre l'Empire, si l'Empire était attaqué.

Il tint parole; car ce fut lui surtout qui empêcha la Diète de se déclarer, dès cette année, contre la France [1].

Mais la paix de Wossen [2] n'eut que la durée d'une trêve.

L'année suivante, 1674, l'Empire se lève contre Louis XIV. La première explosion du ressentiment de ce monarque éclate sur le Palatinat, où tout est mis à feu et à sang.

Frédéric-Guillaume prend les armes, entre en Alsace, se mesure de nouveau avec Turenne; secours d'autant plus utile aux alliés, que la campagne s'annonçait mal pour eux. Le prince d'Orange venait d'être battu à Senef par Condé. Turenne, ayant passé le Rhin à Philipsbourg, avait remporté une victoire sur le vieux Caprara, défait le duc de Lorraine, Charles IV, à Sinzheim, et bientôt Bournonville, général de l'Empereur.

L'Électeur trouva la division dans le camp impérial; animés les uns contre les autres, les généraux songeaient moins à vaincre l'ennemi qu'à se nuire. Vaine-

[1] Pfeffel, *Abrégé chronologique*, etc.
[2] Ségur, *Décade historique*.

ment Frédéric-Guillaume, qui voudrait combattre, presse-t-il l'irrésolu Bournonville d'y consentir; l'armée prend le camp de Kochersberg; les Brandebourgeois s'emparent du petit château de Woselsheim, et Turenne, inférieur en nombre de plus des deux tiers à l'ennemi, Turenne, qui médite un grand coup, abandonne l'Alsace pour sauver la Lorraine menacée. Il recule comme Fabius, mais il reparaîtra comme Annibal [1].

Ainsi, les troupes de l'Empire, loin de profiter de leur supériorité, durent à l'inertie de leurs généraux la perte de cette campagne; l'ennemi eut tout le temps de leur préparer des défaites.

Cependant l'Électeur, ne prévoyant que trop ce qui devait arriver, conseillait à Bournonville de resserrer ses quartiers disséminés. Mais celui-ci, trompé par la retraite des Français, s'endormait dans une sécurité profonde, lorsque Turenne passe les défilés de Tan et de Bedfort, pénètre dans les quartiers impériaux, en enlève deux, fait prisonnier un régiment de dragons brandebourgeois, bat Bournonville dans le Sundgaw, près de Mulhausen, et poursuit, l'épée dans les reins, ce général, qui se joint en hâte à l'Électeur rassemblant ses troupes à Colmar. Turenne arrive, présente sa première ligne vis-à-vis du front de ce camp inattaquable, et le tourne avec la seconde. Posté dans un terrain étroit, pris en flanc par Turenne, contrarié par Bour-

[1] Frédéric, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg.*

nonville, l'Électeur décampe pendant la nuit, et repasse le Rhin à Strasbourg. Les Impériaux lèvent le siége de Brisach; l'Alsace est aux Français.

Mais les conseillers de Louis XIV travaillaient à le débarrasser du plus actif de ses ennemis, en suscitant contre Frédéric-Guillaume les Suédois, qui, dès le mois de décembre de l'année précédente, avaient envahi les Marches de Brandebourg. Ce prince, retenu alors en Alsace, les laissa six mois entiers maîtres de ses provinces; avant d'agir, il voulait se fortifier par des alliances. Enfin, l'Électeur sort de ses quartiers d'hiver alors en Franconie, arrive, le 11 juin, à Magdebourg, fait fermer les portes de cette forteresse, passe l'Elbe vers le soir, est la nuit d'après, avec son armée, sous les murs de Rathenau, mande son arrivée au baron de Brist, conseiller de province dont le dévoûment lui est connu, et avise, en secret, avec lui, aux moyens de surprendre les Suédois.

Brist s'acquitte habilement de sa commission. Il invite à un grand souper les officiers du régiment de Wangelin, en garnison à Rathenau; et, tandis que les Suédois, échauffés par le vin, se livrent aux plaisirs de la table, l'Électeur fait passer la Havel sur des bateaux à des détachements d'infanterie : de toutes parts la ville est enveloppée.

Au signal convenu, le général Dorffling, se disant commandant d'un parti suédois poursuivi par les troupes brandebourgeoises, se jette dans Rathenau; on égorge les gardes; toutes les portes sont forcées; la cavalerie déblaie les rues, et les officiers suédois, pri-

sonniers, à leur réveil, d'un prince qu'ils croyaient au fond de la Franconie, savent à peine s'ils ne dorment pas encore.

Sans attendre le reste de son infanterie, l'Électeur marche, avec la cavalerie, droit à Naven, pour couper le corps suédois qui était près de Brandebourg, d'avec les Suédois occupant Havelberg; mais il n'est plus temps : les prisonniers et les déserteurs lui apprennent que ces deux divisions se sont donné rendez-vous à Havelberg.

Quelles sont les forces de Frédéric-Guillaume? Cinq mille six cents chevaux, douze canons, point d'infanterie; les Suédois, au contraire, comptent dix régiments d'infanterie et huit cents dragons. N'importe, malgré l'inégalité du nombre et la différence des armes, l'Électeur marche à l'ennemi, remporte à Fehrbellin [1] une victoire complète, le 18 juin 1675, et repousse jusqu'en Poméranie les débris des vaincus.

Lui aussi, il pouvait dire : *Veni, vidi, vici.*

Ce succès inespéré retentit dans toute l'Allemagne; la sensation fut prodigieuse : un peuple nouveau révélait son existence; l'Empire trouvait dans son sein un vengeur.

[1] Dans cette bataille, un écuyer de l'Électeur donna à son maître une touchante preuve de dévoûment : Frédéric-Guillaume montait un cheval blanc; Frobug, c'était le nom de l'écuyer, s'étant aperçu que les Suédois tiraient plus sur ce cheval que sur les autres, pria le prince de le changer contre le sien, sous prétexte que celui de l'Électeur était ombrageux; et, à peine le fidèle serviteur eut-il exécuté son généreux stratagème, qu'il fut tué.

Battus, les Suédois furent déclarés ennemis de l'Empire; vainqueurs, ils eussent trouvé des alliés.

Cependant l'Electeur poursuit glorieusement le cours de cette guerre; il chasse les Suédois de l'île de Rugen; Anclam, Stettin, Stralsund que n'avait pu prendre le fameux Walstein, Gripswald, tombent en son pouvoir.

Mais, à peine goûte-t-il quelques instants de repos, que d'autres dangers éclatent. Le comte de Horn, venu de Livonie avec seize mille Suédois, envahit la Prusse. Aussitôt l'Électeur détache sur Kœnigsberg le général Gœrtz et trois mille hommes, fait une alliance défensive avec la Hollande, malgré l'ingratitude dont cette république avait payé ses bons offices, et part de Berlin, le 10 janvier 1679. Dorffling avait pris les devants avec neuf mille hommes; Frédéric-Guillaume les rejoint, se met à leur tête, passe la Vistule, frappe déjà les Suédois de terreur, les poursuit sans relâche, fait faire à ses troupes sept grands milles d'Allemagne en traîneaux préparés sur les glaces du Frisch-Haff, golfe deux mois auparavant couvert d'une multitude de vaisseaux, termine cette étonnante expédition par l'entière déroute de l'ennemi, et, le 14 janvier, revient triomphant à Kœnigsberg, salué partout du doux nom de libérateur de la patrie.

De seize mille hommes qu'étaient les Suédois, à peine trois mille retournèrent-ils en Livonie.

Ainsi attiré, par ses ennemis, de l'Alsace dans la Marche, et de la Poméranie en Prusse, Frédéric-Guillaume avait à peine expulsé les Suédois, que trente mille Français envahissaient le duché de Clèves. Louis XIV

exigeait impérieusement que la Suède recouvrât toutes ses possessions. Mais telle était l'énergie de Frédéric-Guillaume, qu'abandonné de ses alliés et menacé par la France, il voulait soutenir seul la guerre contre les cours de Versailles et de Stockholm.

Cependant, la perte du duché de Clèves, de la principauté de Minden, de ses autres États de Westphalie, que les Français lui enlevèrent promptement, et la crainte de voir fondre à la fois sur lui les Polonais, les Saxons, les Bavarois, peut-être l'Empereur lui-même, changèrent sa résolution. Il savait que sa gloire et le développement de sa puissance commençaient à fatiguer l'ombrageux despotisme de Léopold, qui n'eût voulu s'environner que d'humbles vassaux. Un conseiller de l'Empereur, nommé Hocherus, avait même eu la maladresse de dire « qu'on voyait à Vienne avec chagrin un nouveau roi des Vandales s'agrandir sur les bords de la Baltique. »

Ébranlé par de si graves considérations, Frédéric-Guillaume consentit à traiter, et, enfin, la paix fut signée à Saint-Germain en Laye, 1679, près d'un an après la paix de Nimègue, entre la France, la Hollande, l'Empire et les autres puissances.

Renonçant à toutes ses conquêtes sur les Suédois, ce prince ne conservait que les péages des ports de la Poméranie ultérieure, avec les villes de Camin, Gartz, Greiffenberg, Wildenbruck. De plus, la France, pour l'indemniser des ravages que les troupes du marquis de Créqui avaient commis, lui paya huit cent mille écus.

Durant cette guerre, l'Électeur, il est vrai, n'accrut

pas sa puissance matérielle; mais ses États et lui grandirent en puissance morale; dès-lors, ils se placèrent très-haut dans l'opinion publique de l'Europe; c'était préparer les merveilles du siècle suivant.

Toutes les actions de ce prince étaient empreintes d'un caractère particulier d'audace. Simple Électeur, il avait soutenu l'Empereur contre les Turcs; plus tard, il osa menacer le grand roi d'une sévère représaille. On se rappelle la statue de la place des Victoires, à Paris, et ce groupe de nations enchaînées aux pieds d'un homme, injurieux monument élevé à l'orgueil en délire par une servile adulation. Ayant appris qu'il devait y figurer dans un bas-relief avec le roi de Danemarck, sous l'image de deux suppliants présentant une requête au vainqueur, l'Électeur déclara fièrement aux ministres français que, si l'on n'abandonnait pas ce projet, il rendrait insulte pour insulte sur l'une des places publiques de Berlin, et certes il eût tenu parole. Aussi ses menaces ne furent-elles point méprisées.

C'est le seul Électeur que Louis XIV traita d'égal à égal.

Jouissant enfin d'un calme nouveau pour lui, Frédéric-Guillaume put s'occuper de l'augmentation de ses revenus [1]. Jusqu'alors, toutes les villes de sa domination avaient été imposées arbitrairement : il établit l'accise, en supprimant toute autre taxe. Bien que l'accise soit le moins oppressif des impôts, puisqu'elle pèse indistinctement sur tous les citoyens, et que, du

[1] *Mémoires* du baron de Pœllnitz, tome I.

moins, l'odieux du privilége ne s'y joint pas, cette innovation excita plusieurs émeutes. A Berlin, le grand-maréchal Grumbkau et le commissaire Wilmann furent insultés; mais, après quelques arrestations, l'accise s'établit.

Dans le même temps, des acquisitions territoriales étendaient les domaines de Frédéric-Guillaume. Auguste de Saxe, Administrateur de Magdebourg, étant mort, l'Électeur entra en possession de ce duché, qui lui avait été adjugé par la paix de Westphalie[1], et prit la seconde place sur le banc des princes séculiers à la Diète générale de Ratisbonne. D'un autre côté, il fut chargé, comme Directeur du Cercle de Westphalie, de protéger les États d'Oost-Frise contre les usurpations de leur prince, qui empiétait sur leurs priviléges. Guillaume avait la succession éventuelle de cette principauté : profitant des avantages de sa position, il mit garnison à Gretsyhl, et établit, à Embden, une Compagnie de commerce destinée à des expéditions sur les côtes de Guinée. Bientôt une flottille marchande, escortée de quelques frégates qui avaient servi dans la mer Baltique contre les Suédois, débarqua des troupes en Afrique, où l'on bâtit un fort appelé Friedrichsbourg. Ce fut là l'unique résultat de l'entreprise. Les Hollandais, voyant avec peine ce nouveau voisinage, mirent tout en œuvre pour détruire la Compagnie d'Embden; ils y parvinrent. L'établissement languit, disparut, et enfin le petit-fils de l'Électeur, le second roi de Prusse,

[1] *Mémoires* du baron de Pœllnitz, tome I.

vendit, à bas prix, le fort à ces dangereux rivaux.

Frédéric-Guillaume trouva bientôt une occasion d'employer ses frégates. Le cabinet de Madrid lui devait dix-huit cent mille écus de subsides, sans vouloir les payer. L'Électeur donna ordre de courir sur tous les bâtiments espagnols. On réussit à capturer le *Charles*, gros vaisseau de guerre; conduit à Colberg, le bâtiment avec ses agrès y fut publiquement vendu.

L'Électeur et ses descendants ne touchèrent jamais d'autre argent de cette créance, la nouvelle dynastie d'Espagne ne croyant pas devoir acquitter les dettes de la Maison d'Autriche [1].

Tandis que Frédéric-Guillaume cherchait à féconder la paix, Louis XIV fortifiait Sarrelouis et Huningue, pour couvrir la Lorraine ainsi que l'Alsace. De graves contestations existaient, depuis près de vingt ans, entre l'Empereur et l'Empire, d'une part, et le monarque français, de l'autre, relativement à l'étendue des cessions faites à la France par le traité de Westphalie [2]. Louis XIV prétendait que la cession des trois évêchés de Metz, Toul, Verdun, et de toutes leurs dépendances, entraînait nécessairement avec elle la souveraineté complète des fiefs d'Allemagne qui en relevaient, réclamant aussi la suprématie sur tous les États ci-devant immédiats d'Alsace [3].

Pour appuyer ces prétentions, Louis XIV avait établi,

[1] *Mémoires* du baron de Pœllnitz, tome I.

[2] Pfeffel, *Nouvel abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, tome II.

[3] En vertu de la clause *Ita tamen* de l'article *Teneatur* (*ibid.*).

à Metz, la fameuse *Chambre royale des Réunions*, qui lui adjugea, à titre de dépendance féodale des Trois-Évêchés, tout le Hundsruck, le duché de Deux-Ponts, les comtés de Sarrebruck, de Veldentz, de Salm, de Sponheim, de Bitsch, Hombourg, Créance, une partie des États des Rhingraves, des comtes de Linange, et autres terres et seigneuries immédiates [1]. Alors aussi une décision du Conseil supérieur d'Alsace, établi à Brisach, réunissait au royaume de Louis l'évêché de Strasbourg, etc., etc... D'un autre côté, le Parlement de Besançon prononçait également la réunion du comté de Montbéliard. Enfin la Chambre royale de Metz, considérant les anciens fiefs des ducs de Bar comme des arrière-fiefs du comté de Champagne, donnait au Roi toutes les dépendances du comté de Chiny, c'est-à-dire un grand tiers du duché de Luxembourg, le duché de Bouillon, l'Entre-Sambre-et-Meuse, avec quelques autres districts de l'évêché de Liége.

Il s'éleva contre Léopold un concert unanime de plaintes. « Si la cour impériale eût fait interpréter à Nimègue par ses ministres, » disait-on de toutes parts, « les clauses obscures et contradictoires du traité de Westphalie, l'Allemagne entière n'aurait point à rougir. C'en est fait de la dignité, de l'indépendance du Corps germanique. »

L'indignation était à son comble.

Léopold, sentant combien ces reproches étaient fondés, n'y trouvait qu'une réponse : « Recommencez la guerre contre la France. »

[1] Pfeffel, ouvrage déjà cité.

Il eût voulu donner ainsi un autre cours au mécontentement national.

Mais la Diète rejeta ce parti extrême ; on résolut de tenir un congrès particulier à Francfort, pour y discuter, avec les commissaires français, la légitimité de leurs prétentions. A peine cette mesure était-elle adoptée, que Strasbourg tomba au pouvoir de Louis XIV [1], 30 septembre 1681. Une aussi riche conquête acheva d'exaspérer les esprits. Tout fut en mouvement : l'Empereur, la Suède, plusieurs princes de l'Empire, cédant à leur ressentiment, rappelèrent le Corps germanique aux armes.

L'explosion était prête; mais l'Électeur de Brandebourg, depuis peu de temps allié de la France, ne voulait pas compromettre sa nouvelle position ; il sut calmer à temps cette effervescence ; le Congrès eut lieu. L'Empereur y envoya le comte de Rosemberg ; l'Empire, une députation des trois Colléges ; le cabinet de Versailles, MM. de Saint-Romain et de Harlay [2].

Malheureusement, de vaines discussions d'étiquette et de préséance entre les ambassadeurs firent perdre de vue l'objet principal. Puérils débats, trop profitables à la France, pour qu'elle ne cherchât pas à les prolonger. Les ministres de Louis eurent même l'adresse de compliquer les difficultés, en se servant de la langue française dans la rédaction de plusieurs mémoires qu'ils présentèrent aux membres du Congrès. Enfin, après de stériles disputes, les conférences se rompirent, l'assemblée fut dissoute, on renvoya à la Diète générale

[1] Le même jour, au-delà des Alpes, Catinat occupait Casal.

[2] Pfeffel, *Abrégé chronologique*, etc.

les questions en litige, et Louis XIV garda Strasbourg.

De part et d'autre, les puissances intéressées resserrèrent leurs alliances : selon l'usage, en invoquant la paix, on préparait la guerre.

Frédéric-Guillaume, qui, chaque jour, recevait du cabinet de Versailles de hautes marques d'estime, ne tarda pas à lui rendre un nouveau service; voici dans quelles circonstances: la Chambre royale de Metz ayant ordonné, 1683, la réunion du marquisat de Franchimont et de l'abbaye de Stavelo, l'Empire allait, cédant aux pressantes sollicitations de Léopold, de la Suède, de la Hollande, à celles des États des Cercles associés, se lever contre la France : par des représentations énergiques, mais prudentes, l'Électeur, cette fois encore, empêchant un éclat, sut tourner l'attention des États vers les périls dont les Ottomans menaçaient la Chrétienté.

En effet, le comte Émeric Tekeli, à la tête des mécontents hongrois, avait invoqué le secours de la Porte. C'était le fils de ce Tekeli mort, plus heureux que ses compagnons d'armes [1], en défendant contre les Autrichiens son château de Likowa. Le jeune Émeric s'était échappé pendant le siége; et, appuyé par Abaffi, prince de Transylvanie, il soutint contre Léopold une guerre terrible, à la tête de troupes sans expérience, mais qu'enflammait la soif de la vengeance et de la liberté.

[1] Les comtes de Zrini, de Nadasti, de Frangipani, de Trattembach, chefs des insurgés hongrois, tous décapités en 1671, comme criminels de lèse-majesté.

Sur ses drapeaux était écrite, en lettres d'or, cette noble devise : *Pro aris et focis.*

Louis XIV fomentait cet incendie.

Abusés par les fallacieuses paroles de l'Empereur, qui promettait l'entier rétablissement de leurs anciens priviléges, et la convocation d'une Diète où tous les griefs seraient redressés, les Hongrois avaient eu l'imprudence de fléchir. Mais Tekeli connaissait Léopold. Déplorant l'erreur de ses concitoyens, l'âme ulcérée, au souvenir des malheurs de sa famille, et des trames ourdies dans l'ombre, contre sa personne, par les agents de Léopold, il fit un appel à l'implacable haine des Turcs contre la Maison d'Autriche : cet appel fut entendu.

Reconnu, par la Porte, prince de Hongrie, Tekeli s'engagea à lui payer un tribut annuel de 40,000 ducats d'or.

Les préparatifs du Grand-Seigneur étaient immenses. Ce prince, avant d'entrer en campagne, 1683, somma Léopold, qui lui demandait le renouvellement de la trêve de 1664, de rendre, avant tout, à la Hongrie ses anciens priviléges, d'y rétablir l'administration de 1663, de réintégrer Tekeli et ses adhérents dans leurs biens confisqués. A ces conditions, déjà humiliantes pour l'orgueil autrichien, la Porte en ajoutait d'autres plus dures encore, comme celles d'abandonner à l'empire ottoman les districts situés entre le Wag et le Tibisc ou la Theiss, de lui payer un tribut annuel de 50,000 écus, de raser les fortifications de Léopoldstadt.

Ces dernières clauses étaient inacceptables. La guerre est déclarée ; le Grand Vézyr Cara-Mustapha, à la tête

de deux cent mille Turcs, fond sur l'Autriche. Bientôt l'île de Schutt tombe en son pouvoir; l'épouvante et la désolation se répandent au loin; Vienne est assiégée, Vienne dont les remparts tombent en ruines, qui n'a qu'une faible garnison et un souverain sans énergie.

Dans ce pressant danger, l'Empereur a recours au pape Innocent XI et aux princes de l'Empire. Tous l'assistent, à l'exception de Frédéric-Guillaume[1], qui, tirant parti de l'embarras où se trouve Léopold, lui demande l'investiture du duché de Magdebourg et la restitution de la principauté de Jœgerndorff. En outre, il élève des prétentions sur les duchés de Ratibor, d'Oppeln, de Brieg, de Wolau, de Lignitz.

De toutes ces demandes, Léopold n'accorde que celle relative à Magdebourg.

Cependant l'héroïque défense du comte de Stahremberg, commandant de Vienne, donne au roi de Pologne, Jean Sobieski, le temps de voler à son secours; et, tandis que Léopold s'enfuit honteusement à Lintz, de Lintz à Passau, le héros polonais sauve l'Empire.

Ce bienfait, quatre-vingts ans plus tard, la Maison d'Autriche le reconnaîtra en décimant la Pologne.

Le butin fut immense; il échut en partie au roi de Pologne entré le premier dans les lignes ennemies.

Le lendemain de l'action, Sobieski fut complimenté dans la tente même du Grand Vézyr. C'est de là qu'il écrivait gaiement à la reine son épouse[2] : «Vous ne me

[1] *Mémoires* de Pœllnitz.

[2] Fille du marquis de La Grange d'Arquien, capitaine des gardes du duc d'Orléans.

direz donc pas, mon cœur, comme les femmes tartares à leurs maris, lorsqu'ils reviennent sans butin : *Tu n'es pas un guerrier, puisque tu ne m'as rien rapporté ; car il n'y a que l'homme qui se met en avant qui peut attraper quelque chose*[1]. »

L'Europe était dans la joie. Un seul monarque ne partagea point l'ivresse générale; la gloire de Sobieski blessait son orgueil jaloux : ce monarque était le roi Très-Chrétien.

Léopold, qui ne s'était pas montré brave, eût dû au moins se montrer reconnaissant; mais la gratitude lui était aussi impossible que l'héroïsme. On eût dit que la présence de son libérateur déposait à ses propres yeux contre sa lâche conduite. Il reçut Sobieski en rase campagne. Toujours esclave de l'étiquette, le ministère autrichien voulait astreindre le roi de Pologne à un humiliant cérémonial. Sobieski s'y refusa. Les deux souverains se virent à cheval. Tandis que Léopold balbutiait en latin quelques froids remercîments, sans même inviter son libérateur à le suivre à Vienne, celui-ci ayant porté la main droite vers sa figure, Léopold crut

[1] Les mots imprimés en italique sont les expressions textuelles de Jean, qui entremêlait toute sa correspondance de phrases françaises. —Voir les *Lettres du roi de Pologne, Jean Sobieski, à la reine Marie-Casimire, pendant la campagne de Vienne*, traduites par M. le comte de Plater, et publiées par M. le comte de Salvandy. — Voir aussi et surtout le belle et savante *Histoire de Pologne, avant et sous le roi Jean Sobieski*, par M. de Salvandy. On trouvera à la fin du volume (lettre E) la mémorable relation adressée, du champ de bataille même, dans la nuit du 13 septembre 1683, à la Reine, par Sobieski. L'audace, la gaîté, le sentiment, l'ironie, toute la verve du triomphe y brillent.

qu'il allait se découvrir, et ôta son chapeau; mais, le bonnet sur la tête, et caressant fièrement son épaisse moustache : « Mon frère, dit le vainqueur d'un ton sec, je suis bien aise de vous avoir rendu ce petit service. »

Sa vengeance fut noble : il poursuivit les Turcs en Hongrie. Battu d'abord à Barcan, 7 octobre 1683, Sobieski prit, le surlendemain, une éclatante revanche, défit totalement l'armée ottomane, et couronna cette glorieuse campagne par la prise de Gran (ou Strigonie).

Selon l'usage, le Grand Vézyr fut étranglé.

Si Léopold, moins aveuglé sur la nature du pouvoir suprême, eût fait aux justes demandes des Hongrois quelques concessions, par là il eût facilement apaisé les troubles. Les Turcs eux-mêmes désirant la paix, leurs conditions étaient raisonnables; mais la cour de Vienne ne trouvait point encore la Hongrie assez docile. Fol entêtement, qui permit au roi de France de continuer ses entreprises contre l'Allemagne et les Pays-Bas.

Les Etats-Généraux comprenaient mieux leurs vrais intérêts. Craignant l'agrandissement d'un voisin aussi dangereux, ils négocièrent avec Louis XIV. Un traité fut conclu à La Haye, 24 juin 1684. Le but des parties contractantes était de terminer, par une transaction, la guerre présente et les discussions qui l'avaient allumée.

Plus Léopold s'obstinait à dompter les Hongrois, plus aussi l'emploi de toutes ses forces contre eux lui devenait nécessaire. Il adopta enfin des vues pacifiques. L'Espagne suivit son exemple; les conférences de Francfort furent reprises à Ratisbonne; l'Électeur

de Brandebourg y exerça une heureuse influence, et l'on signa une trêve de vingt ans.

Par suite des nouvelles conventions, l'Espagne cédait à la France la ville de Luxembourg, avec ses dépendances, le comté de Beaumont, la principauté de Chimay, en toute souveraineté; mais aussi elle recouvrait toutes ses pertes à dater du 20 août 1683.

Le traité de l'Empire assurait [1] à la France Strasbourg, le fort de Kehl, avec toutes les réunions prononcées avant le 1er août 1683, et la France restituait à l'Empire toutes celles postérieures à cette époque. Sur l'invitation de Louis XIV, l'Électeur garantit ce traité par un acte du 4 novembre 1684.

Mais l'histoire offre-t-elle beaucoup d'exemples de paix longtemps observée? Bientôt la fameuse ligue d'Augsbourg [2] divisa l'Europe en deux camps : dans l'un, l'Empereur, le prince d'Orange, le roi d'Espagne, le roi de Suède, les électeurs de Saxe, de Bavière, et l'Électeur Palatin, les Cercles de Souabe, de Franconie, de Haute-Saxe, de Bavière, du Haut-Rhin; dans l'autre, Louis XIV.

Le sang des peuples coula de nouveau pour des intérêts qui ne les touchaient pas.

Depuis la paix de Saint-Germain, Louis, appréciant une semblable alliance, avait recherché l'amitié du

[1] 15 août 1684, c'est-à-dire cinq jours après que l'Espagne eut signé le sien.

[2] Sa durée devait être de trois ans, et son objet principal le maintien, dans toute leur étendue, des traités de Munster, de Nimègue, de Ratisbonne.

Grand Électeur. Mais si, mieux inspiré encore, il eût écouté les conseils de Frédéric-Guillaume, sa main n'eût pas signé la désastreuse révocation de l'édit de Nantes; cette tache ne souillerait pas l'éclat de son règne: mais déjà une influence funeste pesait sur le grand roi.

Toutes représentations ayant été vaines, Frédéric-Guillaume ouvrit ses États aux réfugiés, et s'enrichit ainsi des dépouilles de la France. Ces malheureuses victimes du fanatisme trouvèrent auprès de lui plus qu'un asile. Des secours de toute espèce leur étaient offerts, exemptions d'impôts pendant dix ans, matériaux pour des constructions, pensions sur une cassette particulière, etc. Après avoir assuré un traitement convenable à leurs pasteurs, l'Électeur choisit pour chapelains les plus distingués d'entre eux, leur permettant de conserver la discipline des Églises réformées de France. Quant aux militaires, tous furent employés, les soldats avec de l'avancement, les officiers avec des grades supérieurs à ceux qu'ils occupaient dans leur patrie.

A cette politique habilement généreuse, l'Électeur ajoutait des procédés pleins de grâce et d'aménité. Arrivait-il un Français? le prince l'admettait à son audience, écoutait avec bonté le récit de ses maux et l'objet de sa demande : c'était doubler le prix du bienfait.

Après une de ces réceptions, Guillaume s'étant plaint un jour au comte de Rébenac, envoyé de France, de l'excessive rigueur déployée contre les religionnaires, ce diplomate repoussa hautement toute idée de violence, ajoutant que « ceux qui sortaient de France étaient des gens sans aveu, des esprits inquiets, qui, n'ayant rien



à perdre, couraient après la fortune, et se servaient du prétexte de la religion pour colorer leur légèreté et se procurer un asile[1]. »

Depuis, combien d'infortunés, débris errants des tempêtes politiques, n'ont-ils pas trouvé de Rébenac!

L'Électeur ne répondit rien, et sembla convaincu. Cependant, quelques jours après, le maréchal de Schomberg étant arrivé à Berlin avec d'autres officiers : « Hé bien! dit Guillaume à l'envoyé français, nierez-vous encore que les Protestants soient persécutés en France? et oserez-vous me dire qu'il n'y a que des gens sans aveu et des esprits inquiets qui s'en éloignent? » L'interpellation devenait embarrassante. « S'il en est ainsi chez vous, continua l'Électeur, mandez à votre maître que je renonce à l'amitié d'un roi qui immole la foi des traités à sa politique[2].

Rébenac, connaissant l'extrême vivacité de Guillaume, lui répondit qu'il attendrait vingt-quatre heures pour exécuter ses ordres; le prince, bientôt calmé, remercia l'envoyé de sa prudence.

Malgré tous les avantages que leur offrait le Brandebourg, un grand nombre de réfugiés se rendirent en Hollande, en Angleterre. L'Électorat n'eut que les moins riches. Mais les moins riches étaient les plus industrieux, et l'industrie change la face des États. Bientôt de florissantes manufactures révélèrent aux Brandebourgeois des jouissances jusqu'alors inconnues; le com-

[1] *Mémoires* du baron de Pœllnitz, tome I.
[2] *Ibid.*

merce reçut une nouvelle vie; l'agriculture s'améliora[1]. Berlin dut à ses hôtes sa police intérieure, le pavage et l'éclairage de ses rues, des marchés publics, un quartier entièrement neuf. Telle était auparavant la malpropreté de cette capitale et des chemins environnants, que les courtisans ne pouvaient aller que sur des échasses au château de Potsdam.

Le goût des arts et des lettres se répandit, les mœurs s'adoucirent. Instruite par d'habiles instituteurs, la noblesse commença à se dépouiller de ses préjugés;

[1] « La guerre de *Trente-Ans*, entre les maux qu'elle causa, détruisit en particulier le peu de commerce que faisait le Nord de l'Allemagne. Mais il arriva depuis lors un événement favorable qui avança considérablement les projets du Grand-Électeur (Frédéric-Guillaume).

« Louis XIV révoqua l'édit de Nantes, et quatre cent mille Français sortirent pour le moins de ce royaume; les plus riches passèrent en Angleterre; les plus pauvres, mais les plus industrieux, se réfugièrent dans le Brandebourg, au nombre de vingt mille ou environ; ils aidèrent à repeupler nos villes désertes, et nous donnèrent les manufactures qui nous manquaient... A l'avénement de Frédéric-Guillaume à la régence, on ne faisait dans ce pays ni chapeaux, ni bas, ni serges, ni étoffes de laine; l'industrie des Français nous enrichit de ces manufactures; ils établirent des fabriques de draps, de serges, d'étamines, de petites étoffes, de droguets, de grisettes, de crêpon, de bonnets et de bas tissés sur des métiers, de chapeaux de castor, de poil de chèvre et de lapin; quelques-uns se firent marchands et débitèrent en détail les produits de l'industrie des autres.

« Berlin eut des orfèvres, des bijoutiers, des horlogers, des sculpteurs, et les Français, qui s'établirent dans le plat pays, y cultivèrent le tabac, et firent venir des fruits et des légumes excellents dans ces contrées sablonneuses qui, par leurs soins, devinrent des potagers admirables. Le Grand-Électeur, pour encourager une colonie si utile, lui assigna une pension annuelle de quarante mille écus dont elle jouit encore. » (Frédéric, *Mém. pour servir à l'hist. de la Maison de Brandeb.*)

les classes moyennes, le bas peuple, en s'éclairant, devinrent meilleurs et plus heureux.

Mécontent de l'accueil fait par l'Électeur à ses anciens sujets que son aveugle haine poursuivait jusque chez l'étranger, Louis XIV cessa d'envoyer à ce prince les subsides convenus, lors de la paix de Saint-Germain. Mais les réfugiés français le dédommagèrent amplement; jamais hospitalité ne fut mieux payée.

Telle avait été l'impulsion donnée par eux à l'industrie prussienne que, bien des années après, un ambassadeur de France demandant au grand Frédéric ce que son gouvernement pourrait faire pour lui être agréable : « Une seconde révocation de l'édit de Nantes, » répondit le monarque.

Depuis le refroidissement de Louis XIV à son égard, Frédéric-Guillaume voulait resserrer ses liens avec l'Empereur : le général Schoëning vint donc, avec huit mille Brandebourgeois, prendre part à la guerre contre les Turcs en Hongrie. Ce corps se distingua à la prise de Bude où il entra des premiers. Néanmoins, après la campagne, l'Empereur qui, ainsi qu'on l'a vu plus haut, se piquait peu de reconnaissance, refusa, à ces vaillants auxiliaires, des quartiers en Silésie; aussi, le général Schoëning prit-il ses quartiers d'hiver dans la Marche de Brandebourg.

L'Électeur, sans se formaliser de ce singulier procédé, sut pourtant obtenir de Léopold, en retour de son assistance, le Cercle de Schwibus.

Les postes n'avaient été connues en Allemagne que vers la fin du règne de Maximilien I[er]; l'Électeur en

introduisit l'usage dans tous ses États, depuis Emmerich jusqu'à Memel.

Admiré de son peuple, respecté de l'Europe entière, sa renommée s'était étendue jusqu'en Asie. Une ambassade de Murad Gheray, khan des Tartares, vint demander son amitié.

Mais, au milieu de sa gloire, Frédéric-Guillaume vit disparaître, dans un second hymen [1], tout bonheur domestique. De violents chagrins troublèrent même les dernières années de sa vie. La mort presque subite de trois enfants d'un premier lit, et la haine que l'Électrice leur avait vouée, accréditèrent dans le public des bruits d'empoisonnement. Consumé de tristesse, l'Électeur n'osait remonter à la source de ces rumeurs. Il se taisait, mais son existence était flétrie.

Enfin, il trouva un terme à tous ses maux, le 28 avril 1688, année mémorable par cette révolution dont Guillaume d'Orange fut l'heureux artisan; Jacques II et sa dynastie, les victimes; la liberté anglaise, le glorieux résultat.

Deux jours avant sa mort, l'Électeur assembla son conseil, prononça encore sur quelques affaires, et recommanda l'État au zèle de ses ministres. Se tournant ensuite vers son fils, il lui adressa des exhortations pleines de sagesse, de dignité, de patriotisme; et, calme devant la mort, sur le lit de souffrance comme sur les champs de bataille, Frédéric-Guil-

[1] Ses deux femmes furent, Henriette d'Orange, mère de Frédéric, son successeur, et Dorothée de Holstein, mère des margraves Philippe-Albert et Louis, et des princesses Élisabeth-Sophie et Marie-Amélie.

laume expira en héros chrétien. Sa fin fut digne de sa vie.

Si nous jetons un coup d'œil rapide sur l'ensemble de sa politique extérieure, nous la trouverons versatile; mais cette versatilité, la situation même de ses États, épars depuis la Vistule jusqu'au Rhin, et ne communiquant que très-difficilement les uns avec les autres, en faisait à ce prince une impérieuse nécessité.

Au reste, Frédéric-Guillaume s'efforça constamment de maintenir l'équilibre entre les puissances européennes, et la paix en Allemagne; sachant sacrifier à ce noble but ses sentiments personnels, ses propres intérêts. Ainsi, malgré la différence de religion, et quoiqu'il sût combien la Maison d'Autriche était contraire à l'agrandissement de la sienne, il favorisa l'élévation de Léopold au trône impérial, se réunissant même à lui et à la Suède pour arracher la Hollande à Louis XIV [1].

Les prédécesseurs de ce prince n'avaient eu de troupes réglées que trois cents gardes du corps, nommés *söldner*, c'est-à-dire *soldés*, parce qu'ils étaient payés en temps de paix comme en temps de guerre, tandis que les troupes levées selon les besoins de l'État ne recevaient plus de solde après la campagne. Les villes et bailliages fournissaient l'infanterie; les nobles, la cavalerie. Le premier général brandebourgeois fut nommé en 1638; jusqu'alors, les grades militaires s'étaient arrêtés au rang de colonel. Avant Frédéric-

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome III.

Guillaume, nul électeur n'avait entretenu de troupes régulières. Ce prince donna à ses régiments une organisation nouvelle. Quatre compagnies formaient un bataillon; un tiers du bataillon était armé de piques : le reste avait des mousquets [1]. Pour la première fois aussi, l'infanterie prit l'habit d'ordonnance et le manteau. Quant aux cavaliers, ils s'équipaient à leurs frais. Portant la demi-armure, combattant par escadrons, ils conduisaient souvent des canons avec eux [2]. A sa mort, l'Électeur laissa une armée de vingt-cinq mille hommes aguerris. Avec elle, et en sachant compenser par une habile économie la modicité de ses revenus, Frédéric-Guillaume fut recherché, respecté, redouté même par les plus puissants monarques de l'Europe [3].

Voyant le développement considérable que ce prince donnait à l'armée, les États en conçurent de l'ombrage, et tentèrent quelques observations, quand la paix fut rétablie; mais ce fut en vain. Frédéric-Guillaume savait de quel poids est le glaive du soldat dans la balance politique d'un État qui s'élève.

Tel était l'ordre établi par lui dans les finances, que, durant l'invasion des Suédois, les pillages autrichiens et le fléau de la peste, la banque ne suspendit pas un seul jour ses payements.

Sous ses lois, la Prusse, le Brandebourg réunis devinrent une puissance.

[1] Plus tard, on se défit des mousquets, arme incommode, car souvent la pluie en éteignait les mèches. Ils furent remplacés par des fusils.

[2] Frédéric, *Mém. pour servir à l'hist. de la Maison de Brandebourg*.

[3] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome III.

Louis XIV, Cromwell et lui illustrèrent leur siècle; mais Frédéric-Guillaume, avec de bien faibles ressources, les égala en gloire, sans imiter l'ambition du monarque, ni les crimes du protecteur[1]. N'ayant jamais pris les armes que pour soutenir des guerres justes, son propre ministre et son général à lui-même, le Grand-Électeur conserva toujours la confiance de ses alliés, l'estime de ses ennemis; plusieurs fois on invoqua son arbitrage[2]. En un mot, personne ne lui a contesté son glorieux surnom[3].

Après Frédéric-Guillaume, l'Électorat prit bientôt place parmi les royaumes.

Une seule idée, une idée fixe préoccupait Frédéric, son fils : c'était de devenir roi, et de porter la couronne méritée par son prédécesseur.

Le génie du Grand-Électeur avait donné au Brandebourg beaucoup de prépondérance en Allemagne; les premières puissances de l'Europe envoyèrent à son fils des ambassadeurs pour le féliciter de son avénement. Le jeune prince les reçut avec magnificence; modelant dès lors sa cour sur celle de Louis XIV, Frédéric affecta le pompeux cérémonial de Versailles.

Il eut la sagesse de conserver tous les ministres de son père, qui la plupart unissaient à des talents réels une longue expérience.

Mais l'Allemagne était de nouveau en feu; Louis XIV

[1] Ségur, *Décade historique.*

[2] *Ibid.*

[3] *Voyez*, à la fin du volume, le portrait que Frédéric II a tracé de son aïeul (F).

rallumait la guerre : les prétentions de sa belle-sœur, la duchesse d'Orléans, sur quelques bailliages du Palatinat ; le refus de l'Empire de changer la trêve de Ratisbonne en une paix perpétuelle ; sa gloire, comme on disait alors, intéressée à soutenir, contre l'Empereur, l'élection par les chanoines de Cologne du prince de Furstemberg ; le dessein secret que nourrissait l'Empereur d'attaquer la France, dès qu'il aurait fait sa paix avec les Turcs ; mais, par-dessus tout, la ligue d'Augsbourg, tels étaient les griefs de ce monarque.

Selon lui, la prudence voulait qu'au lieu d'attendre l'ennemi, on le prévînt. Mais, outre les motifs exposés dans son manifeste, le roi de France en avait un caché ; c'était d'arrêter l'expédition du prince d'Orange en Angleterre, et de maintenir Jacques II sur le trône. La cour de France se flattait que la Hollande, voyant la guerre éclater dans son voisinage, n'oserait pas donner sa flotte au Stathouder. Louis prévoyait d'ailleurs qu'avec le prince d'Orange son plus redoutable ennemi monterait sur le trône d'Angleterre, et que Guillaume effacerait par le glaive les vénalités de Charles II.

Alors on vit l'impitoyable Louvois condamner à mort des provinces entières, 1689 ; tout le Palatinat, tout ce qui touche immédiatement à l'Alsace, fut mis à feu et à sang. Au cœur de l'hiver, en février, les villes impériales de Spire et de Worms, les villes capitales du Palatinat, des margraviats de Bade-Bade et de Bade-Dourlach, plus de quarante cités florissantes, un nombre immense de bourgs et de villages devinrent la proie des flammes, et leurs habitants désolés, sans pain, sans

vêtements, allèrent implorer des asiles jusqu'au fond de l'Amérique. Sans respect pour la sainteté des tombeaux, des soldats affamés de pillage ouvrirent les sépulcres des électeurs palatins à Heildelberg, et ceux des anciens empereurs à Spire. Mais du moins ce sacrilége espoir fut déçu : au lieu d'or et de pierreries, quelques ossements dans du plomb, voilà toute leur conquête. En moins de quinze jours, la plus fertile contrée de l'Allemagne eut disparu sous des monceaux de ruines. Honteuse autant qu'impolitique barbarie, qui ne fit qu'irriter l'acharnement des ennemis de la France.

Animé contre cette puissance d'une haine que le parti autrichien avait su habilement aigrir, effrayé de ce fantôme de monarchie universelle à l'aide duquel le cabinet impérial soulevait la moitié de l'Europe contre Louis XIV, et assurait ainsi sa propre domination, le jeune Électeur marcha au secours de l'Empire. Pour l'assister aussi contre les Turcs, il fit passer, dans le même temps, dix mille Brandebourgeois en Hongrie.

Frédéric-Guillaume, à ses derniers moments, lui avait recommandé d'aider son proche parent le prince d'Orange à la conquête de la couronne britannique. Frédéric, embrassant la cause du Stathouder, chercha à faciliter l'exécution de ses hardis projets. Par ses ordres, un réfugié français, le maréchal de Schomberg, alla porter au prince d'Orange le secours de ses talents militaires.

Bientôt la destinée des Stuarts s'accomplissait.

Le nouveau roi d'Angleterre commanda l'armée des alliés. Malheureux à la guerre, où il fut presque tou-

jours battu, mais respecté de ses ennemis après ses défaites, comme Louis XIV après ses victoires; fécond en ressources, admirable dans l'art de réparer ses pertes, c'était l'hydre de la fable.

L'Électeur et Guillaume eurent une entrevue relative aux intérêts politiques du temps; mais ces deux hommes différaient trop pour se convenir. Au lieu d'un fauteuil, le roi n'ayant fait donner qu'une chaise à l'Électeur, celui-ci, profondément blessé, souhaita plus ardemment que jamais de sentir une couronne royale sur sa tête. L'élévation d'Ernest, duc de Hanovre, au rang d'Électeur, et celle d'Auguste, électeur de Saxe, au trône de Pologne, vinrent stimuler encore ses impatients désirs.

La première fois que Frédéric en entretint son conseil, tous les membres n'y virent qu'une chimère. Ses ministres Banckelmann et Fuchs se récrièrent sur la frivolité de l'objet, sur l'impossibilité de la réussite, sur les inconvénients d'un titre onéreux sans compensation. Mais toutes ces raisons allaient échouer contre l'irrévocable détermination de l'Électeur. La disgrâce de Banckelmann data même de ce jour; plus tard, ce ministre put réfléchir, sous les verroux de Spandaw, aux inconvénients de la franchise.

Pour arriver à son but, Frédéric tira merveilleusement parti des circonstances. Toutes les ressources de l'intrigue, tous les ressorts de la politique furent mis en jeu. Voulant disposer favorablement l'Empereur, dont l'approbation entraînait les suffrages de tout le Corps germanique, l'Électeur lui remit le Cercle de Schwibus, et se contenta d'une expectative sur la prin-

cipauté de Frise et la baronnie de Limbourg. Sans intérêt dans la guerre, plutôt même intéressé à rester neutre, il envoya des troupes aux armées impériales en Flandre, sur le Rhin, en Hongrie. Déjà ses ministres dans les cours étrangères avaient sondé les intentions des principaux cabinets; la France lui offrait ses bons offices; de son côté, l'Empereur, jaloux de l'attacher de plus en plus à sa cause, commençait à se montrer moins contraire à ses vues.

Malgré les belles journées de Fleurus, de Nerwinde, de la Marsaille, Louis désirait la paix. Prévoyant la mort prochaine de Charles II, roi d'Espagne, il lui importait de dissoudre la grande alliance avant l'ouverture de la succession espagnole, sur laquelle ses prétentions allaient éclater. Rebutés du mauvais succès de leurs armes, les alliés souhaitaient la fin des hostilités avec une égale ardeur. Enfin, la paix fut signée, le 30 octobre 1698, entre Delft et La Haye, au château de Ryswick. Louis XIV, affectant la modération, rendit presque toutes ses conquêtes : ce sacrifice, il pouvait le faire sans regret; la Maison de Bourbon devait bientôt s'en dédommager amplement au-delà des Pyrénées.

Cependant l'électeur de Brandebourg poursuivait sa royale couronne avec une infatigable persévérance. Le baron de Pœllnitz[1], chambellan de ce prince, raconte à ce sujet un fait singulier. Christophe, comte de Dohna, chargé par l'Électeur de suivre, à Vienne, la négociation au succès de laquelle il attachait tant de prix, avait à lut-

[1] *Mémoires* déjà cités.

jours battu, mais respecté de ses ennemis après ses défaites, comme Louis XIV après ses victoires; fécond en ressources, admirable dans l'art de réparer ses pertes, c'était l'hydre de la fable.

L'Électeur et Guillaume eurent une entrevue relative aux intérêts politiques du temps; mais ces deux hommes différaient trop pour se convenir. Au lieu d'un fauteuil, le roi n'ayant fait donner qu'une chaise à l'Électeur, celui-ci, profondément blessé, souhaita plus ardemment que jamais de sentir une couronne royale sur sa tête. L'élévation d'Ernest, duc de Hanovre, au rang d'Électeur, et celle d'Auguste, électeur de Saxe, au trône de Pologne, vinrent stimuler encore ses impatients désirs.

La première fois que Frédéric en entretint son conseil, tous les membres n'y virent qu'une chimère. Ses ministres Banckelmann et Fuchs se récrièrent sur la frivolité de l'objet, sur l'impossibilité de la réussite, sur les inconvénients d'un titre onéreux sans compensation. Mais toutes ces raisons allaient échouer contre l'irrévocable détermination de l'Électeur. La disgrâce de Banckelmann data même de ce jour; plus tard, ce ministre put réfléchir, sous les verroux de Spandaw, aux inconvénients de la franchise.

Pour arriver à son but, Frédéric tira merveilleusement parti des circonstances. Toutes les ressources de l'intrigue, tous les ressorts de la politique furent mis en jeu. Voulant disposer favorablement l'Empereur, dont l'approbation entraînait les suffrages de tout le Corps germanique, l'Électeur lui remit le Cercle de Schwibus, et se contenta d'une expectative sur la prin-

cipauté de Frise et la baronnie de Limbourg. Sans intérêt dans la guerre, plutôt même intéressé à rester neutre, il envoya des troupes aux armées impériales en Flandre, sur le Rhin, en Hongrie. Déjà ses ministres dans les cours étrangères avaient sondé les intentions des principaux cabinets; la France lui offrait ses bons offices; de son côté, l'Empereur, jaloux de l'attacher de plus en plus à sa cause, commençait à se montrer moins contraire à ses vues.

Malgré les belles journées de Fleurus, de Nerwinde, de la Marsaille, Louis désirait la paix. Prévoyant la mort prochaine de Charles II, roi d'Espagne, il lui importait de dissoudre la grande alliance avant l'ouverture de la succession espagnole, sur laquelle ses prétentions allaient éclater. Rebutés du mauvais succès de leurs armes, les alliés souhaitaient la fin des hostilités avec une égale ardeur. Enfin, la paix fut signée, le 30 octobre 1698, entre Delft et La Haye, au château de Ryswick. Louis XIV, affectant la modération, rendit presque toutes ses conquêtes : ce sacrifice, il pouvait le faire sans regret; la Maison de Bourbon devait bientôt s'en dédommager amplement au-delà des Pyrénées.

Cependant l'électeur de Brandebourg poursuivait sa royale couronne avec une infatigable persévérance. Le baron de Pœllnitz[1], chambellan de ce prince, raconte à ce sujet un fait singulier. Christophe, comte de Dohna, chargé par l'Électeur de suivre, à Vienne, la négociation au succès de laquelle il attachait tant de prix, avait à lut-

[1] *Mémoires* déjà cités.

jours battu, mais respecté de ses ennemis après ses défaites, comme Louis XIV après ses victoires; fécond en ressources, admirable dans l'art de réparer ses pertes, c'était l'hydre de la fable.

L'Électeur et Guillaume eurent une entrevue relative aux intérêts politiques du temps; mais ces deux hommes différaient trop pour se convenir. Au lieu d'un fauteuil, le roi n'ayant fait donner qu'une chaise à l'Électeur, celui-ci, profondément blessé, souhaita plus ardemment que jamais de sentir une couronne royale sur sa tête. L'élévation d'Ernest, duc de Hanovre, au rang d'Électeur, et celle d'Auguste, électeur de Saxe, au trône de Pologne, vinrent stimuler encore ses impatients désirs.

La première fois que Frédéric en entretint son conseil, tous les membres n'y virent qu'une chimère. Ses ministres Banckelmann et Fuchs se récrièrent sur la frivolité de l'objet, sur l'impossibilité de la réussite, sur les inconvénients d'un titre onéreux sans compensation. Mais toutes ces raisons allaient échouer contre l'irrévocable détermination de l'Électeur. La disgrâce de Banckelmann data même de ce jour; plus tard, ce ministre put réfléchir, sous les verroux de Spandaw, aux inconvénients de la franchise.

Pour arriver à son but, Frédéric tira merveilleusement parti des circonstances. Toutes les ressources de l'intrigue, tous les ressorts de la politique furent mis en jeu. Voulant disposer favorablement l'Empereur, dont l'approbation entraînait les suffrages de tout le Corps germanique, l'Électeur lui remit le Cercle de Schwibus, et se contenta d'une expectative sur la prin-

pagne, par des raisons politiques; le Souverain Pontife, parce qu'il ne reconnaissait qu'au Saint-Siége le droit de créer de nouvelles royautés, « et que d'ailleurs, aux termes des lois pontificales, un prince hérétique devait bien plutôt perdre ses anciennes dignités qu'en acquérir une nouvelle [1]; » l'Ordre Teutonique, comme autrefois souverain de la Prusse, et croyant se réserver ainsi les moyens de protester utilement contre l'ancien envahissement de cette province.

En apprenant la reconnaissance du nouveau roi : « Ah! s'écria le prince Eugène, l'Empereur devrait faire pendre les ministres qui lui ont donné un conseil aussi perfide. » Ce grand capitaine semblait prévoir Frédéric II.

Telle était chez l'Électeur l'impatience de ceindre un diadème, que, lors de son sacre, le 10 janvier 1701, il posa lui-même le bandeau sur son front, comme si le moindre retard lui fût devenu intolérable. Sa seconde femme, l'Électrice Sophie-Charlotte, fille d'Ernest-Auguste, électeur de Brunswick-Lunebourg, princesse d'une raison élevée et d'un vaste savoir, ne partageait point cette ardeur. « Je suis au désespoir, dit-elle un jour à l'une de ses femmes, d'aller jouer en Prusse la reine de théâtre vis-à-vis de mon Ésope. »

Le surnom d'*Ésope* s'appliquait assez naturellement à ce prince, fort petit, contrefait, et dont l'air altier contrastait singulièrement avec l'ensemble de sa personne.

[1] *Voyez* pièces justificatives (F).

« Ne croyez pas, écrivit la nouvelle reine à Leibnitz, que je préfère ces grandeurs et ces couronnes, dont on fait ici tant de cas, aux charmes des entretiens philosophiques que nous avons eus à Charlottembourg. »

Sophie-Charlotte avait voyagé en Italie; elle parut à Versailles sous la conduite de ses parents. Sa beauté fit même impression sur Louis XIV, qui, la jugeant digne de s'asseoir un jour sur le trône de France, la destina au duc de Bourgogne; mais des considérations politiques empêchèrent ce mariage. Cette princesse introduisit à la cour de Prusse l'élégante politesse dont Versailles lui avait offert de si brillants modèles, et répandit autour de sa personne l'amour des lettres, des sciences et des arts. Environnée de savants, nourrie de méditations profondes, Sophie-Charlotte aimait tellement à remonter aux causes premières des choses, que Leibnitz, pressé un jour par elle sur ce sujet, lui répondit : « Mais, Madame, il n'y a pas moyen de vous contenter; vous voulez savoir le pourquoi du pourquoi. » Quatre ans plus tard, en 1705, elle mourut à Hanovre, au sein de sa famille. Près d'expirer, la Reine dit à une de ses femmes qui fondait en larmes : « Ne me plaignez pas, car je vais à présent satisfaire ma curiosité sur les principes des choses, que Leibnitz n'a jamais pu m'expliquer, sur l'espace, sur l'infini, sur l'être, sur le néant; et je prépare au roi, mon époux, le spectacle d'une pompe funèbre où il aura une nouvelle occasion de déployer sa magnificence. »

Par ses dernières paroles, elle recommanda, à l'Électeur son frère, les savants qu'elle avait protégés, et les

arts dont elle avait toujours fait ses délices. Frédéric se consola, avec la cérémonie de ses obsèques, de la perte d'une épouse digne de regrets plus sérieux.

Une telle femme devait prendre en pitié un roi qui, lors de son couronnement, n'avait pas craint de payer 3,000 ducats chaque bouton de son habit.

Le trésor se ressentit longtemps du luxe déployé dans cette cérémonie. Ce fut afin de perpétuer le souvenir d'une solennité, si auguste à ses yeux, que le monarque institua l'Ordre de *l'Aigle-Noir*. Son entrée à Berlin fut magnifique; mais il y avait dans le public une forte prévention contre la nouvelle royauté : on se demandait si cette augmentation de dignité serait suivie d'une augmentation de puissance.

Au reste, ce qui n'avait été dans le principe que l'ouvrage de la vanité devint par la suite un chef-d'œuvre de politique. Le jour où Frédéric fut proclamé roi, la Prusse s'affranchit du joug de la Maison d'Autriche; avec la royauté commença une ère nouvelle.

Mais l'ambition de ce prince ne s'arrêtant point à la conquête d'un titre, en diverses occasions il agrandit ses États. A la mort de Guillaume III, se portant héritier de la succession de Nassau-Orange, Frédéric prit possession du comté de Lingen, de la principauté de Meurs et de quelques autres domaines enclavés en différents pays.

Durant la guerre de 1707, le nouveau roi acheta le comté de Tecklembourg en Westphalie, la prévôté de Quedlimbourg, le bailliage de Pétersberg; et, après la mort de la duchesse de Nemours, les États de Neuf-

châtel et de Valangin le préférèrent, comme héritier de la Maison d'Orange, à ses compétiteurs de la Maison de Longueville. Un prince d'Orange avait épousé l'héritière de la Maison de Châlons, à qui Neufchâtel et Valangin avaient autrefois appartenu : voilà d'où provenaient les droits du roi de Prusse à cette succession.

Quelques années plus tard, la paix d'Utrecht garantit à Frédéric cette acquisition, que le cabinet de Versailles reconnut, ainsi que sa nouvelle dignité, lors des négociations de Gertruydemberg; mais sous la condition que la France serait mise en possession de la principauté d'Orange.

Comme tous les petits États entourés de grandes puissances, la Prusse eut plus d'une fois, sous ce règne, à conjurer d'imminents périls. Frédéric se tira toujours heureusement de ces positions critiques. Dans la guerre qui déchira le Nord, ce prince avait, d'une part, à ménager le redoutable Charles XII; de l'autre, la Pologne, le Danemarck et Pierre-le-Grand; il sut marcher sain et sauf à travers tant d'écueils; la paix de son royaume ne fut même point troublée.

Une entrevue eut lieu à Marienwerder entre le Tzar et lui. C'est là que le sauvage et glorieux fondateur de Pétersbourg pria son hôte de vouloir bien faire décapiter sous ses yeux quelques Prussiens, pour voir comment s'y prenaient des bourreaux civilisés. Pierre eut beaucoup de peine à comprendre qu'une si mince bagatelle ne lui fût point accordée, et qu'il existât des lois capables de lui refuser une tête d'homme.

Peu d'années auparavant, Berlin avait vu une am-

jours battu, mais respecté de ses ennemis après ses défaites, comme Louis XIV après ses victoires; fécond en ressources, admirable dans l'art de réparer ses pertes, c'était l'hydre de la fable.

L'Électeur et Guillaume eurent une entrevue relative aux intérêts politiques du temps; mais ces deux hommes différaient trop pour se convenir. Au lieu d'un fauteuil, le roi n'ayant fait donner qu'une chaise à l'Électeur, celui-ci, profondément blessé, souhaita plus ardemment que jamais de sentir une couronne royale sur sa tête. L'élévation d'Ernest, duc de Hanovre, au rang d'Électeur, et celle d'Auguste, électeur de Saxe, au trône de Pologne, vinrent stimuler encore ses impatients désirs.

La première fois que Frédéric en entretint son conseil, tous les membres n'y virent qu'une chimère. Ses ministres Banckelmann et Fuchs se récrièrent sur la frivolité de l'objet, sur l'impossibilité de la réussite, sur les inconvénients d'un titre onéreux sans compensation. Mais toutes ces raisons allaient échouer contre l'irrévocable détermination de l'Électeur. La disgrâce de Banckelmann data même de ce jour; plus tard, ce ministre put réfléchir, sous les verroux de Spandaw, aux inconvénients de la franchise.

Pour arriver à son but, Frédéric tira merveilleusement parti des circonstances. Toutes les ressources de l'intrigue, tous les ressorts de la politique furent mis en jeu. Voulant disposer favorablement l'Empereur, dont l'approbation entraînait les suffrages de tout le Corps germanique, l'Électeur lui remit le Cercle de Schwibus, et se contenta d'une expectative sur la prin-

cipauté de Frise et la baronnie de Limbourg. Sans intérêt dans la guerre, plutôt même intéressé à rester neutre, il envoya des troupes aux armées impériales en Flandre, sur le Rhin, en Hongrie. Déjà ses ministres dans les cours étrangères avaient sondé les intentions des principaux cabinets; la France lui offrait ses bons offices; de son côté, l'Empereur, jaloux de l'attacher de plus en plus à sa cause, commençait à se montrer moins contraire à ses vues.

Malgré les belles journées de Fleurus, de Nerwinde, de la Marsaille, Louis désirait la paix. Prévoyant la mort prochaine de Charles II, roi d'Espagne, il lui importait de dissoudre la grande alliance avant l'ouverture de la succession espagnole, sur laquelle ses prétentions allaient éclater. Rebutés du mauvais succès de leurs armes, les alliés souhaitaient la fin des hostilités avec une égale ardeur. Enfin, la paix fut signée, le 30 octobre 1698, entre Delft et La Haye, au château de Ryswick. Louis XIV, affectant la modération, rendit presque toutes ses conquêtes : ce sacrifice, il pouvait le faire sans regret; la Maison de Bourbon devait bientôt s'en dédommager amplement au-delà des Pyrénées.

Cependant l'électeur de Brandebourg poursuivait sa royale couronne avec une infatigable persévérance. Le baron de Pœllnitz[1], chambellan de ce prince, raconte à ce sujet un fait singulier. Christophe, comte de Dohna, chargé par l'Électeur de suivre, à Vienne, la négociation au succès de laquelle il attachait tant de prix, avait à lut-

[1] *Mémoires* déjà cités.

ter contre tous les ministres de l'Empereur. Après avoir vainement essayé de séduire, par l'offre de 200,000 florins, le comte de Kinsky, grand chancelier de Bohême, découragé, il sollicita et obtint son rappel.

Sur ces entrefaites, la cour de Berlin, qui le croyait encore à Vienne, lui manda de hasarder une dernière tentative auprès d'un ministre dont le nom était tracé en chiffres, et de lui offrir la somme refusée par le comte de Kinsky. Les dépêches arrivèrent trop tard. Bartholdi, secrétaire d'ambassade, auquel la direction des affaires avait été laissée, ouvrit le paquet, et, soit qu'il n'eût pas le véritable chiffre, soit que le nom du ministre à gagner fût mal rendu, il crut reconnaître le nom du confesseur de l'Empereur, et s'adressa à ce personnage.

Le Jésuite, flatté de se voir recherché par un des plus puissants princes protestants de l'Allemagne, en augura favorablement pour la Société, et promit ses services. Il tint si bien parole, qu'un plein succès couronna ses efforts.

Tout, il est vrai, secondait le confesseur : Charles II, roi d'Espagne, touchait à sa fin ; et le comte de Harrach, ambassadeur de Léopold à Madrid, avertit sa cour que le duc d'Anjou avait un parti nombreux en Espagne. Le nouveau roi d'Angleterre, l'électeur de Bavière, l'électeur palatin et les États-Généraux, redoutant une nouvelle guerre, voulurent s'assurer un allié utile contre la France, et plaidèrent la cause de l'Électeur. De son côté, le confesseur, pour donner plus de force à ses démarches, insista sur les avantages que cet événement

assurerait dans le Brandebourg à la religion catholique : cette dernière considération triompha de la résistance de l'Empereur.

Quelle que soit l'exactitude de ce récit, toujours est-il certain que Léopold [1], qui, en 1695, avait encore refusé de reconnaître la Prusse pour un duché séculier, la reconnut [2] pour un royaume, dès que l'électeur de Brandebourg lui eut promis des secours contre la France.

Le même motif entraîna l'Angleterre avec la Hollande ; et les différends survenus entre la Suède, d'une part, la Pologne, le Danemarck, la Russie, de l'autre, valurent à Frédéric le consentement de ces quatre puissances, qui avaient un intérêt égal à le ménager [3]. Quant aux États d'Allemagne, ils n'hésitèrent point à suivre l'exemple de l'Empereur et de leurs alliés. La France [4], l'Espagne, le Pape et l'Ordre Teutonique s'opposèrent seuls à ce changement : la France et l'Es-

[1] Pfeffel, *Abrégé chronologique*, etc.

[2] Aux conditions suivantes :

1° Frédéric s'engageait à fournir au chef de l'Empire un secours de dix mille hommes pendant toute la durée de la guerre ;

2° A entretenir une compagnie de garnison à Philipsbourg ;

3° A s'entendre toujours avec l'Empereur pour toutes les affaires de l'Empire ; à ne rien altérer aux obligations de ses États d'Allemagne ; à renoncer au subside que lui devait la Maison d'Autriche ; à donner sa voix pour l'élection des enfants mâles de l'empereur Joseph, « à moins qu'il n'y eût des raisons graves et indispensables qui obligeassent les électeurs d'élire un Empereur d'une autre Maison. »

[3] Pfeffel, ouvrage déjà cité.

[4] Chose singulière ! C'était la France qui avait autrefois donné au Grand-Électeur cette idée de royauté, espérant le rendre ainsi indépendant de l'Empereur, et se l'attacher par des liens intimes.

pagne, par des raisons politiques; le Souverain Pontife, parce qu'il ne reconnaissait qu'au Saint-Siége le droit de créer de nouvelles royautés, « et que d'ailleurs, aux termes des lois pontificales, un prince hérétique devait bien plutôt perdre ses anciennes dignités qu'en acquérir une nouvelle [1] ; » l'Ordre Teutonique, comme autrefois souverain de la Prusse, et croyant se réserver ainsi les moyens de protester utilement contre l'ancien envahissement de cette province.

En apprenant la reconnaissance du nouveau roi : « Ah ! s'écria le prince Eugène, l'Empereur devrait faire pendre les ministres qui lui ont donné un conseil aussi perfide. » Ce grand capitaine semblait prévoir Frédéric II.

Telle était chez l'Électeur l'impatience de ceindre un diadème, que, lors de son sacre, le 10 janvier 1701, il posa lui-même le bandeau sur son front, comme si le moindre retard lui fût devenu intolérable. Sa seconde femme, l'Électrice Sophie-Charlotte, fille d'Ernest-Auguste, électeur de Brunswick-Lunebourg, princesse d'une raison élevée et d'un vaste savoir, ne partageait point cette ardeur. « Je suis au désespoir, dit-elle un jour à l'une de ses femmes, d'aller jouer en Prusse la reine de théâtre vis-à-vis de mon Ésope. »

Le surnom d'*Ésope* s'appliquait assez naturellement à ce prince, fort petit, contrefait, et dont l'air altier contrastait singulièrement avec l'ensemble de sa personne.

[1] *Voyez* pièces justificatives (F).

« Ne croyez pas, écrivit la nouvelle reine à Leibnitz, que je préfère ces grandeurs et ces couronnes, dont on fait ici tant de cas, aux charmes des entretiens philosophiques que nous avons eus à Charlottembourg. »

Sophie-Charlotte avait voyagé en Italie; elle parut à Versailles sous la conduite de ses parents. Sa beauté fit même impression sur Louis XIV, qui, la jugeant digne de s'asseoir un jour sur le trône de France, la destina au duc de Bourgogne; mais des considérations politiques empêchèrent ce mariage. Cette princesse introduisit à la cour de Prusse l'élégante politesse dont Versailles lui avait offert de si brillants modèles, et répandit autour de sa personne l'amour des lettres, des sciences et des arts. Environnée de savants, nourrie de méditations profondes, Sophie-Charlotte aimait tellement à remonter aux causes premières des choses, que Leibnitz, pressé un jour par elle sur ce sujet, lui répondit : « Mais, Madame, il n'y a pas moyen de vous contenter; vous voulez savoir le pourquoi du pourquoi. » Quatre ans plus tard, en 1705, elle mourut à Hanovre, au sein de sa famille. Près d'expirer, la Reine dit à une de ses femmes qui fondait en larmes : « Ne me plaignez pas, car je vais à présent satisfaire ma curiosité sur les principes des choses, que Leibnitz n'a jamais pu m'expliquer, sur l'espace, sur l'infini, sur l'être, sur le néant; et je prépare au roi, mon époux, le spectacle d'une pompe funèbre où il aura une nouvelle occasion de déployer sa magnificence. »

Par ses dernières paroles, elle recommanda, à l'Électeur son frère, les savants qu'elle avait protégés, et les

arts dont elle avait toujours fait ses délices. Frédéric se consola, avec la cérémonie de ses obsèques, de la perte d'une épouse digne de regrets plus sérieux.

Une telle femme devait prendre en pitié un roi qui, lors de son couronnement, n'avait pas craint de payer 3,000 ducats chaque bouton de son habit.

Le trésor se ressentit longtemps du luxe déployé dans cette cérémonie. Ce fut afin de perpétuer le souvenir d'une solennité, si auguste à ses yeux, que le monarque institua l'Ordre de *l'Aigle-Noir*. Son entrée à Berlin fut magnifique; mais il y avait dans le public une forte prévention contre la nouvelle royauté : on se demandait si cette augmentation de dignité serait suivie d'une augmentation de puissance.

Au reste, ce qui n'avait été dans le principe que l'ouvrage de la vanité devint par la suite un chef-d'œuvre de politique. Le jour où Frédéric fut proclamé roi, la Prusse s'affranchit du joug de la Maison d'Autriche; avec la royauté commença une ère nouvelle.

Mais l'ambition de ce prince ne s'arrêtant point à la conquête d'un titre, en diverses occasions il agrandit ses États. A la mort de Guillaume III, se portant héritier de la succession de Nassau-Orange, Frédéric prit possession du comté de Lingen, de la principauté de Meurs et de quelques autres domaines enclavés en différents pays.

Durant la guerre de 1707, le nouveau roi acheta le comté de Tecklembourg en Westphalie, la prévôté de Quedlimbourg, le bailliage de Pétersberg; et, après la mort de la duchesse de Nemours, les États de Neuf-

châtel et de Valangin le préférèrent, comme héritier de la Maison d'Orange, à ses compétiteurs de la Maison de Longueville. Un prince d'Orange avait épousé l'héritière de la Maison de Châlons, à qui Neufchâtel et Valangin avaient autrefois appartenu : voilà d'où provenaient les droits du roi de Prusse à cette succession.

Quelques années plus tard, la paix d'Utrecht garantit à Frédéric cette acquisition, que le cabinet de Versailles reconnut, ainsi que sa nouvelle dignité, lors des négociations de Gertruydemberg ; mais sous la condition que la France serait mise en possession de la principauté d'Orange.

Comme tous les petits États entourés de grandes puissances, la Prusse eut plus d'une fois, sous ce règne, à conjurer d'imminents périls. Frédéric se tira toujours heureusement de ces positions critiques. Dans la guerre qui déchira le Nord, ce prince avait, d'une part, à ménager le redoutable Charles XII ; de l'autre, la Pologne, le Danemarck et Pierre-le-Grand ; il sut marcher sain et sauf à travers tant d'écueils ; la paix de son royaume ne fut même point troublée.

Une entrevue eut lieu à Marienwerder entre le Tzar et lui. C'est là que le sauvage et glorieux fondateur de Pétersbourg pria son hôte de vouloir bien faire décapiter sous ses yeux quelques Prussiens, pour voir comment s'y prenaient des bourreaux civilisés. Pierre eut beaucoup de peine à comprendre qu'une si mince bagatelle ne lui fût point accordée, et qu'il existât des lois capables de lui refuser une tête d'homme.

Peu d'années auparavant, Berlin avait vu une am-

arts dont elle avait toujours fait ses délices. Frédéric se consola, avec la cérémonie de ses obsèques, de la perte d'une épouse digne de regrets plus sérieux.

Une telle femme devait prendre en pitié un roi qui, lors de son couronnement, n'avait pas craint de payer 3,000 ducats chaque bouton de son habit.

Le trésor se ressentit longtemps du luxe déployé dans cette cérémonie. Ce fut afin de perpétuer le souvenir d'une solennité, si auguste à ses yeux, que le monarque institua l'Ordre de *l'Aigle-Noir*. Son entrée à Berlin fut magnifique; mais il y avait dans le public une forte prévention contre la nouvelle royauté : on se demandait si cette augmentation de dignité serait suivie d'une augmentation de puissance.

Au reste, ce qui n'avait été dans le principe que l'ouvrage de la vanité devint par la suite un chef-d'œuvre de politique. Le jour où Frédéric fut proclamé roi, la Prusse s'affranchit du joug de la Maison d'Autriche; avec la royauté commença une ère nouvelle.

Mais l'ambition de ce prince ne s'arrêtant point à la conquête d'un titre, en diverses occasions il agrandit ses États. A la mort de Guillaume III, se portant héritier de la succession de Nassau-Orange, Frédéric prit possession du comté de Lingen, de la principauté de Meurs et de quelques autres domaines enclavés en différents pays.

Durant la guerre de 1707, le nouveau roi acheta le comté de Tecklembourg en Westphalie, la prévôté de Quedlimbourg, le bailliage de Pétersberg; et, après la mort de la duchesse de Nemours, les États de Neuf-

châtel et de Valangin le préférèrent, comme héritier de la Maison d'Orange, à ses compétiteurs de la Maison de Longueville. Un prince d'Orange avait épousé l'héritière de la Maison de Châlons, à qui Neufchâtel et Valangin avaient autrefois appartenu : voilà d'où provenaient les droits du roi de Prusse à cette succession.

Quelques années plus tard, la paix d'Utrecht garantit à Frédéric cette acquisition, que le cabinet de Versailles reconnut, ainsi que sa nouvelle dignité, lors des négociations de Gertruydemberg; mais sous la condition que la France serait mise en possession de la principauté d'Orange.

Comme tous les petits États entourés de grandes puissances, la Prusse eut plus d'une fois, sous ce règne, à conjurer d'imminents périls. Frédéric se tira toujours heureusement de ces positions critiques. Dans la guerre qui déchira le Nord, ce prince avait, d'une part, à ménager le redoutable Charles XII; de l'autre, la Pologne, le Danemarck et Pierre-le-Grand; il sut marcher sain et sauf à travers tant d'écueils; la paix de son royaume ne fut même point troublée.

Une entrevue eut lieu à Marienwerder entre le Tzar et lui. C'est là que le sauvage et glorieux fondateur de Pétersbourg pria son hôte de vouloir bien faire décapiter sous ses yeux quelques Prussiens, pour voir comment s'y prenaient des bourreaux civilisés. Pierre eut beaucoup de peine à comprendre qu'une si mince bagatelle ne lui fût point accordée, et qu'il existât des lois capables de lui refuser une tête d'homme.

Peu d'années auparavant, Berlin avait vu une am-

bassade singulière : ce fut celle où le Tzar figurait à la suite de son représentant Le Fort. Il visita ainsi la Hollande et l'Angleterre, préludant à son apprentissage de Saardam. A force de génie, Pierre avait compris qu'il n'était encore qu'un barbare.

Frédéric ne laissait pas échapper une occasion de manifester sa haine pour la France; il osa même lui déclarer la guerre [1], parce que l'armée de Boufflers avait commis quelques excès dans le pays de Clèves; mais Louis XIV ne s'aperçut pas qu'il eût un ennemi de plus.

C'était le moment où presque toute l'Europe se levait en armes contre ce monarque asseyant son petit-fils sur le trône d'Espagne; lutte mémorable où le vieux roi, seul débris vivant du grand siècle, prouva au monde que si en lui l'orgueil avait monté haut dans la prospérité, le courage dans le malheur n'était pas moindre, et qu'on pouvait ébranler son trône, mais non l'avilir.

Une des plus vives joies de Frédéric vint de la part que ses Prussiens prirent aux deux batailles d'Hochstett et de Malplaquet.

Tandis que ces convulsions sanglantes déchiraient l'Europe, le successeur de Léopold, Joseph Ier, mourut, le 10 avril 1711. L'archiduc Charles fut élu à sa place : il était alors bloqué dans Barcelone, après avoir été couronné roi d'Espagne dans Madrid, et chassé de sa

[1] « Le nouveau roi fit en cela beaucoup pour sa passion, et rien pour ses intérêts. » (Frédéric, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg*.)

capitale le lendemain de la journée d'Almanza. Cette mort, et, peu de temps après, la disgrâce de Marlborough, favorisèrent la paix. L'Empereur seul s'obstinait à la guerre. Mais enfin le traité d'Utrecht, 1713, termina cette lutte de douze années, qui avait pris naissance avec le siècle même.

Frédéric n'eut pas la satisfaction de voir cet heureux événement.

La Prusse dut à son premier roi d'utiles établissements. C'est lui qui, cédant aux instances de la reine Charlotte, fonda, en 1694, la célèbre université de Halle, et, plus tard, la Société royale des Sciences, présidée par Leibnitz. Jaloux de répandre autour de sa personne l'éclat des beaux-arts, il avait, dès l'année 1695, créé dans sa capitale une Académie de peinture. Peu de temps après, afin de former le goût des élèves par l'étude des modèles, il fit venir d'Italie les plâtres des meilleures statues. Il décora Berlin de plusieurs édifices remarquables; par ses ordres, une statue équestre du Grand-Électeur fut élevée sur le Pont-Royal. Sous son règne, Leibnitz, Wolff, Otto de Guerick, Thomasius, attirèrent les regards du monde savant. Malgré les doctes travaux de Teissier, de Leutinger, de Puffendorf, le Brandebourg, il est vrai, ne comptait pas encore d'historien, mais Canitz lui donnait un poëte.

Le premier titre d'honneur de Frédéric, c'est d'avoir su constamment préserver ses États des ravages que la guerre déchaînait sur les États voisins.

Bien qu'indulgent par caractère, ce prince punissait quelquefois avec rigueur, surtout si le coupable avait

blessé son amour-propre. Un alchimiste, qui se faisait appeler le comte de Caietano, l'ayant trompé, fut pendu, après une procédure fort expéditive, en habit de papier doré, à une potence recouverte aussi de papier doré. Inconstant, soupçonneux, irascible, il était d'un accès peu facile. Zélé Calviniste, il haïssait les Catholiques, mais sans les opprimer. Toutefois, peut-être eût-il été persécuteur, si ses co-religionnaires se fussent avisés de joindre des cérémonies et de l'appareil aux persécutions. Frédéric composa même un livre de prières, que, pour son honneur[1], on n'imprima pas.

Soit qu'il n'eût jamais d'inclinations constantes, soit qu'il se repentît de ses mauvais choix, ou bien qu'il n'accordât nulle indulgence aux faiblesses humaines, tous ses favoris eurent une fin malheureuse.

Un monarque absolu, lorsqu'il ne remédie point, par des efforts de génie ou de patriotisme, au vice de sa position, semble encourager le mal, même en voulant le bien. Enivré par la flatterie, séparé de son peuple par la foule avide des courtisans, il n'entend point les cris de la détresse publique; la cour est dans l'abondance : que peut-il manquer au bonheur de la nation? Ainsi, lors de la peste qui ravagea la Prusse, deux cent mille hommes périrent, dévorés à la fois par cet horrible fléau et par la disette. Quelques secours auraient sauvé une foule de victimes; mais le trésor ne s'ouvrait que devant les capricieuses prodigalités du maître; le prince royal lui-même ne put obtenir des

[1] Frédéric, *ibid.*

ministres qu'ils achetassent pour dix mille écus de blé.

Un an environ avant de mourir, Frédéric vit naître ce petit-fils qui devait porter si loin la gloire de sa Maison. Dans sa joie vaniteuse, il lui choisit pour parrains et marraines, l'empereur Charles VI, le Tzar Pierre Ier, la république de Hollande, et le canton de Berne.

Ce même petit-fils a dit de son aïeul qu'il était « grand dans les petites choses, et petit dans les grandes. » Le mot est sévère. Mais rarement l'auteur des *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg* prononce le nom de ce prince, sans qu'une vive humeur perce dans ses paroles. En effet, ce devait être à ses yeux un assez triste roi que celui qui donna un fief de quarante mille écus au chasseur qui lui avait fait tirer un cerf de haute ramure.

« Il était magnifique et généreux, dit le royal historien; mais à quel prix n'acheta-t-il pas le plaisir de contenter ses passions? Il trafiquait du sang de ses peuples avec les Anglais et les Hollandais, comme ces Tartares vagabonds qui vendent leurs troupeaux aux bouchers de la Podolie pour les égorger. Lorsqu'il vint en Hollande, il fut sur le point de retirer ses troupes de Flandre; on lui remit un gros brillant de cette succession, et les quinze mille hommes se firent tuer au service des alliés.

« Les préjugés du vulgaire semblent favoriser la magnificence des princes; mais autre est la libéralité d'un particulier, autre celle d'un souverain. Un prince est le premier serviteur et le premier magistrat de l'État; il lui doit compte de l'usage qu'il fait des impôts; il les

lève afin de pouvoir défendre l'État par le moyen des troupes qu'il entretient; afin de soutenir la dignité dont il est revêtu, de récompenser les services et le mérite; d'établir, en quelque sorte, un équilibre entre les riches et les obérés; de soulager les malheureux en tout genre et de toute espèce, afin de mettre de la magnificence en tout ce qui intéresse le corps de l'État en général. Si le souverain a l'esprit éclairé et le cœur droit, il dirigera toutes ses dépenses à l'utilité du public et au plus grand avantage de ses peuples.

« La magnificence qu'aimait Frédéric Ier n'était pas de ce genre; c'était plutôt la dissipation d'un prince vain et prodigue. Sa cour était une des plus superbes de l'Europe; ses ambassades étaient aussi magnifiques que celles des Portugais; il foulait les pauvres, afin d'engraisser les riches; ses favoris recevaient de fortes pensions, tandis que ses peuples étaient dans la misère; ses bâtiments étaient somptueux, ses fêtes superbes; ses écuries et ses offices tenaient plutôt du faste asiatique que de la dignité européenne.

« Sa cour était comme une grande rivière qui absorbe l'eau de tous les petits ruisseaux [1]. »

Néanmoins, quels qu'aient été les travers du premier roi de Prusse, il ne faut pas être injuste envers sa mémoire; or, ce serait l'être que de ne pas constater beaucoup de bien opéré sous son règne.

D'abord, la transformation de l'Électorat en Royauté fut, pour la puissance nationale, un fait immense;

[1] Frédéric, *ibid.*

Ensuite, ce luxe exagéré que déployaient Frédéric et sa cour, en multipliant la consommation, encouragea les producteurs : ainsi s'établit, à Berlin, une fabrique de haute lisse, égale à celle de Bruxelles; les galons de Prusse rivalisèrent avec ceux de France; les miroirs de Neustadt surpassèrent, par leur blancheur, ceux de Venise; l'armée fut habillée de drap indigène; bien d'autres industries s'élevèrent en même temps.

Le Roi prit, à son service, deux des plus habiles architectes de l'Europe, et Schluter, sculpteur non moins distingué. Bott éleva la belle porte de Wesel, donna les plans du château et de l'arsenal de Berlin, bâtit l'hôtel des Postes, au coin du Grand Pont, et le majestueux portique du château de Postdam; Ersander construisit la nouvelle aile du château de Kœnigsberg et la cour des Monnaies, abattue plus tard; Schluter décora l'Arsenal de ces trophées et de ces riches mascarons que les connaisseurs admirent; sous sa direction, fut fondue la statue équestre du Grand-Électeur.

Vers le même temps, Frédéric ornait Berlin de l'église du Cloître, des Arcades et de plusieurs autres édifices; il embellissait les résidences royales de Postdam, de Charlottembourg.

Les beaux-arts, fils de l'abondance, commençaient à fleurir.

Bientôt l'Académie de peinture fut fondée; mais, malgré l'habileté des professeurs Pexe, Mayer, Widemann, Leigeber, nul vrai talent ne sortit de leur école.

La plus remarquable création, celle de l'Académie royale des Sciences, eut lieu vers 1700; l'honneur en

revient à la reine Sophie-Charlotte. Cette princesse, d'une si haute intelligence, proposa Leibnitz comme seul capable de poser les bases de la nouvelle compagnie : « Leibnitz, qui avait plus d'une âme, si j'ose m'exprimer ainsi [1], était bien digne de présider une Académie qu'au besoin il aurait représentée tout seul : il institua quatre classes, dont l'une de physique et de médecine, l'autre de mathématiques; la troisième, de la langue et des antiquités d'Allemagne; la dernière, des langues et des antiquités orientales. Les plus célèbres de nos académiciens furent MM. Basnage, Bernouilli, La Croze, Guillelmini, Hartzoeker, Herman, Kirch, Römer, Stürmer, Varignon, des Vignoles, Werenfels et Wolff : depuis, on y reçut MM. de Beausobre et Lenfant, savants dont les plumes auraient fait honneur aux siècles d'Auguste et de Louis XIV. »

A Magdebourg, Othon de Guerick, inventeur de la pompe pneumatique, florissait encore; de savants professeurs, Thomasius, Gundling, Ludwig, Wolff, Strick, illustraient les universités de Halle et de Francfort-sur-l'Oder.

Frédéric Ier voulut aussi établir, à Berlin, une Académie pour la jeune noblesse; celle de Lunéville lui avait servi de modèle; mais cette institution disparut bientôt.

La fin de Frédéric Ier fut aussi singulière que malheureuse. Après avoir perdu Élisabeth de Hesse-Cassel, sa première épouse; veuf, une seconde fois, de Sophie-Charlotte de Hanovre, il s'était uni à la princesse Louise

[1] Frédéric, *ibid.*

de Mecklembourg. Mais une dévotion exagérée et sombre altéra peu à peu les facultés intellectuelles de la Reine, qui enfin fut affligée de véritables accès de démence. Des soins officieux ayant caché ce triste spectacle aux yeux du Roi, Frédéric ne connaissait point toute l'étendue du mal. Un jour que ce prince s'était assoupi dans un fauteuil, la Reine, trompant la surveillance des gardes, se précipite dans l'appartement du Roi, à travers une porte de glaces qu'elle brise, et se jette sur son époux en poussant de grands cris. A la vue d'une femme échevelée, à demi couverte de vêtements blancs, et les mains ensanglantées, le monarque, réveillé en sursaut, est saisi d'une fièvre violente. « J'ai vu la femme blanche, je n'en reviendrai pas, » s'écrie-t-il, rappelant, par ces paroles, l'ancienne tradition qui faisait apparaître un spectre vêtu de blanc dans les palais des princes et princesses de la Maison de Brandebourg, quand un membre de cette famille était près de mourir. On prétendait que Joachim Ier, voulant agrandir son château de Berlin, obligea une vieille femme à lui vendre une maison dont elle ne voulait point se défaire, et que cette femme, transportée de colère, le menaça de devenir pour lui et pour ses descendants une messagère de mort.

Frédéric ne s'était point trompé; il ne quitta son lit, après six semaines de maladie, que pour être porté au tombeau de ses pères. Ce prince expira le 25 février 1713, dans sa cinquante-sixième année.

Si jamais il y eut un contraste frappant, ce fut entre le caractère de Frédéric Ier et celui de Frédéric-Guil-

laume I[er], son successeur. Autant l'un s'était montré prodigue, autant l'autre apporta d'économie dans ses dépenses personnelles[1], dans toutes les branches de l'administration; autant le père avait encouragé les lettres, autant le fils affecta de mépris pour les poëtes et les savants. Toutefois, avec un caractère à demi sauvage, mais aussi avec une merveilleuse aptitude aux détails, un sens droit et une volonté ferme, Guillaume contribua puissamment à la prospérité de son pays. Ce prince, il est vrai, se moqua de l'Académie, en plaçant à sa tête une espèce de bouffon, nommé Gundling, mais il mit de l'ordre dans les finances; Wolff fut banni, parce que sa philosophie, avait-on dit au Roi, offrait une excuse à la désertion; mais une armée de soixante-douze mille hommes consolida le nouveau trône; Stettin, le pays de Gueldre et de Kessel, le comté de Limbourg, reçurent les lois du monarque prussien; et la paix, conclue avec Charles XII, lui garantit cette partie de la Poméranie qui est située entre l'Oder et la Peene.

Sa maxime favorite était, qu'un prince doit être économe du sang et des trésors de ses sujets.

Chaque jour, le jeune royaume prenait de nouvelles forces. La Prusse fut traitée avec beaucoup d'égards dans les conférences d'Utrecht et de Rastadt; les puissances du Nord recherchèrent même l'alliance de son roi. Une convention avec la France lui assura la posses-

[1] Les cent chambellans de Frédéric I[er] furent réduits à douze, et les gros traitements diminués; aussi beaucoup de personnes, qui avaient entretenu carrosse, allèrent à pied: ce qui fit dire, dans le public, que le Roi avait rendu l'usage des jambes aux perclus.

sion du duché de Berg, à l'exception de Dusseldorff et d'une banlieue le long du Rhin.

Dans l'intérieur, Frédéric-Guillaume organisa des colonies suisses, liégeoises et autres. Il encouragea l'agriculture et l'industrie; l'hôpital de la Charité, tout le quartier de la Frédérichstadt, divers établissements utiles furent créés à Berlin; entre autres, en 1714, le *Lagerhaus*, magasin d'où l'on trait, à titre d'avances, des laines pour les manufacturiers pauvres, qui ensuite se libéraient peu à peu avec leur travail. Dès l'année 1733, les manufactures du royaume étaient si florissantes qu'elles vendirent à l'étranger quatre mille pièces de drap de vingt-quatre aunes chacune. Bientôt la Prusse fournit l'Allemagne de galons, d'orfévrerie, de velours et de ces carrosses si renommés.

Berlin ressemblait à un vaste arsenal où prospéraient tous les ouvriers que réclame le service d'une armée; l'Allemagne entière recherchait les produits de leur travail. Cette capitale eut des moulins de poudre à canon, Spandaw des fourbisseurs, Neustadt des usines pour le cuivre, Postdam des armuriers; Postdam qui n'était d'abord qu'un hameau de pêcheurs où le Grand-Électeur avait fait construire une maison de campagne à la hollandaise. C'est là que le Roi fixa son séjour; il ne pouvait pardonner aux Berlinois leur refus de recevoir son régiment en garnison. Frédéric Ier avait embelli cette résidence : Guillaume convertit les jardins en une place d'armes, bâtit des églises, des casernes et autres édifices publics. Les rues de la nouvelle ville furent tirées au cordeau; des endroits marécageux desséchés;

laume Ier, son successeur. Autant l'un s'était montré prodigue, autant l'autre apporta d'économie dans ses dépenses personnelles[1], dans toutes les branches de l'administration; autant le père avait encouragé les lettres, autant le fils affecta de mépris pour les poëtes et les savants. Toutefois, avec un caractère à demi sauvage, mais aussi avec une merveilleuse aptitude aux détails, un sens droit et une volonté ferme, Guillaume contribua puissamment à la prospérité de son pays. Ce prince, il est vrai, se moqua de l'Académie, en plaçant à sa tête une espèce de bouffon, nommé Gundling, mais il mit de l'ordre dans les finances; Wolff fut banni, parce que sa philosophie, avait-on dit au Roi, offrait une excuse à la désertion; mais une armée de soixante-douze mille hommes consolida le nouveau trône; Stettin, le pays de Gueldre et de Kessel, le comté de Limbourg, reçurent les lois du monarque prussien; et la paix, conclue avec Charles XII, lui garantit cette partie de la Poméranie qui est située entre l'Oder et la Peene.

Sa maxime favorite était, qu'un prince doit être économe du sang et des trésors de ses sujets.

Chaque jour, le jeune royaume prenait de nouvelles forces. La Prusse fut traitée avec beaucoup d'égards dans les conférences d'Utrecht et de Rastadt; les puissances du Nord recherchèrent même l'alliance de son roi. Une convention avec la France lui assura la posses-

[1] Les cent chambellans de Frédéric Ier furent réduits à douze, et les gros traitements diminués; aussi beaucoup de personnes, qui avaient entretenu carrosse, allèrent à pied: ce qui fit dire, dans le public, que le Roi avait rendu l'usage des jambes aux perclus.



sion du duché de Berg, à l'exception de Dusseldorff et d'une banlieue le long du Rhin.

Dans l'intérieur, Frédéric-Guillaume organisa des colonies suisses, liégeoises et autres. Il encouragea l'agriculture et l'industrie; l'hôpital de la Charité, tout le quartier de la Frédérichstadt, divers établissements utiles furent créés à Berlin; entre autres, en 1714, le *Lagerhaus*, magasin d'où l'on trait, à titre d'avances, des laines pour les manufacturiers pauvres, qui ensuite se libéraient peu à peu avec leur travail. Dès l'année 1733, les manufactures du royaume étaient si florissantes qu'elles vendirent à l'étranger quatre mille pièces de drap de vingt-quatre aunes chacune. Bientôt la Prusse fournit l'Allemagne de galons, d'orfévrerie, de velours et de ces carrosses si renommés.

Berlin ressemblait à un vaste arsenal où prospéraient tous les ouvriers que réclame le service d'une armée; l'Allemagne entière recherchait les produits de leur travail. Cette capitale eut des moulins de poudre à canon, Spandaw des fourbisseurs, Neustadt des usines pour le cuivre, Postdam des armuriers; Postdam qui n'était d'abord qu'un hameau de pêcheurs où le Grand-Électeur avait fait construire une maison de campagne à la hollandaise. C'est là que le Roi fixa son séjour; il ne pouvait pardonner aux Berlinois leur refus de recevoir son régiment en garnison. Frédéric I[er] avait embelli cette résidence : Guillaume convertit les jardins en une place d'armes, bâtit des églises, des casernes et autres édifices publics. Les rues de la nouvelle ville furent tirées au cordeau; des endroits marécageux desséchés;



sur les mêmes terrains, on dessina des places plantées d'arbres et environnées de maisons d'égale hauteur. Malheureusement, en général, l'architecture de son règne se ressent, jusqu'à l'exagération, du goût hollandais dominant à cette époque.

Voulant donner à ses troupes une preuve de sa tendre sollicitude pour elles, le Roi fonda une maison d'orphelins propre à recevoir trois mille enfants de soldats; lui-même en rédigea les règlements, avec cet esprit d'ordre et de discipline qu'il imprimait à tout.

Son trésor et son armée occupèrent constamment l'attention de ce prince. En tout le reste, d'une avarice extrême, dès qu'il s'agissait de ses troupes, nulle dépense ne l'arrêtait. Mais, jusque dans ce goût et dans sa manière de le contenter, on retrouvait toute la bizarrerie de son caractère, toute l'âpreté de son commandement. Ainsi, le même homme qui, pour diminuer l'achat des cheveux, voulait que ses perruques, ne couvrant que le dessus de la tête, ne descendissent point jusqu'aux oreilles; qui n'employait pour ses vêtements que le plus gros drap, en ordonnant à son tailleur de toujours faire servir les vieux boutons de cuivre, et de couper l'habit à la hauteur des cuisses, afin d'épargner l'étoffe[1]; cet homme consacra des sommes très-consi-

[1] Frédéric-Guillaume n'aimait point les ecclésiastiques de l'Église romaine. Se promenant un jour avec quelques généraux sur les bords de la Sprée, il rencontra un prêtre catholique qui venait à lui. « Tenez, dit il à sa suite, voyez comme je vais embarrasser ce cafard; » puis, se tournant vers le prêtre : « As-tu lu le *Tartufe* de Molière ? » lui demanda-t-il d'un ton brusque. « Oui, Sire, répond celui-ci en s'inclinant, et l'*Avare* aussi. »



dérables à l'acquisition d'hommes d'une taille colossale, donnant, pour un sujet de cinq pieds dix pouces, 700 écus; 1,000, pour un de six pieds, et finissant ainsi par répandre à l'étranger plus de 12 millions.

A un moine, nommé le grand Joseph, il fit compter, pour prix de son engagement, cinq mille florins; et le couvent reçut, à titre d'indemnité, 1,500 rixdallers. Un Italien, nommé Andréa Capra, lui coûta 1,500 rixdallers d'abord, pour l'achat personnel, et, de plus, 2,000 rixdallers tant pour ceux qui avaient découvert ce précieux phénomène que pour les enleveurs.

Mais, de toutes ses recrues, la plus dispendieuse fut un Irlandais appelé Jacques Kirkland : les frais montèrent à 1,267 livres sterling, 7 schellings, c'est-à-dire à 31,683 francs environ.

Ses enrôleurs désolaient le royaume par leurs excès. Cette espèce de brigandage s'étendait même jusque dans les pays voisins. Plus d'une fois, des violations de territoire excitèrent des querelles graves ou de sévères représailles. Sans égard pour le rang, pour l'âge ou la profession, ces corsaires faisaient main-basse sur tous indistinctement; M. de Bentenrieder, envoyé extraordinaire de l'Empereur auprès du roi d'Angleterre, passant par Halberstadt, y fut arrêté. On voulut le faire soldat; il était d'une taille gigantesque. Sa voiture s'étant rompue près de la ville, il laissa à ses domestiques le

Furieux d'une repartie dont tous les assistants et lui-même sentirent l'à-propos : « Si je n'avais pas vu près de nous quelques personnes, dit-il en rentrant, ma canne eût fait justice de l'insolent. »

soin de l'amener, et se présenta seul, à pied, à la porte. «Qui êtes-vous? lui demanda l'officier.—Bothschafter *de l'Empereur,*» répondit le ministre en autrichien. Or, l'officier était Poméranien, et, dans la langue de son pays, un *bothe* est un messager. Il prit donc M. de Bentenrieder pour tel, et, bien convaincu qu'un messager de l'Empereur ne pouvait qu'être fort honoré d'endosser l'uniforme de soldat prussien, il l'emmena. M. de Bentenrieder, s'apercevant du quiproquo, se laissa pourtant conduire chez le commandant du régiment, qui, charmé d'une telle conquête, se réjouissait déjà de pouvoir l'envoyer au Roi. Mais les équipages de M. de Bentenrieder étant arrivés, et ses domestiques le qualifiant d'Excellence, le commandant et l'officier de garde furent très-honteux de leur bévue. Ils en firent leurs excuses à l'envoyé, qui rit beaucoup, en leur conseillant toutefois, à l'avenir, si pareille occasion se présentait, de modérer leur zèle[1].

Les prêtres eux-mêmes n'étaient pas à l'abri de semblables mésaventures; témoin l'abbé Bastiani, enlevé, tandis qu'il célébrait la messe, dans un village de l'Italie septentrionale, et que, par la suite, Frédéric admit dans son intimité.

Comme l'infanterie, la cavalerie était composée d'hommes très-grands; ils avaient d'énormes chevaux : inhabiles au combat et à la manœuvre, on eût dit des géants montés sur des éléphants. Dans cette partie de l'armée, Frédéric II trouva tout à refaire.

[1] *Mémoires* du baron de Pœllnitz, tome II.

Secondé du prince d'Anhalt, tacticien habile, le Roi ploya ses troupes à une discipline de fer. Les manœuvres acquirent une étonnante précision; l'uniforme, lourd et incommode jusqu'alors, fut modifié, la paye du soldat augmentée. En 1720, Frédéric-Guillaume échangea douze pots du Japon contre un régiment de dragons que le roi de Pologne voulait licencier. Depuis, on appela ce corps le régiment de *Porcelaine* : de là bien des duels.

Longtemps la principale force du gouvernement avait résidé dans les États, et, jusqu'au règne de Joachim-Frédéric, les Electeurs n'eurent point d'autre conseil. C'étaient les États qui accordaient les subsides, réglaient les impôts, déterminaient le nombre des troupes (on n'en levait que dans les dangers extrêmes), et les payaient. Toujours ils étaient consultés sur les mesures à prendre pour la défense du pays, comme pour les lois et la police. On les voit, sous Joachim II, dégager plusieurs bailliages sur lesquels ce prince avait contracté des dettes, et stipuler formellement que ni lui ni ses successeurs ne pourraient désormais les hypothéquer ou aliéner. Charles-Quint désirait que Joachim se rendît à la Diète de l'Empire; les États entrèrent en correspondance directe avec ce monarque, lui mandèrent que ce voyage leur semblait inutile, et le voyage n'eut pas lieu.

En 1628, Jean-Sigismond et George-Guillaume conférèrent avec eux : c'était relativement à la succession si litigieuse de Juliers et de Berg. Les États nommèrent alors quatre députés, qui suivirent la cour, tant pour

lui servir de conseil que pour être employés à des négociations[1].

George-Guillaume consulta encore les États en 1631, pour savoir s'ils trouvaient bon que l'Électeur fît alliance avec les Suédois, en leur remettant ses places, ou s'il devait suivre les drapeaux de l'Empereur.

Mais Schwartzemberg concentra en lui seul la double autorité du souverain et des États. La position de ce ministre, si la comparaison est permise, ressemblait à celle des maires du palais sous les rois de France de la première race. Depuis, les États, ne s'assemblant plus que pour régler la perception des contributions et la gestion des caisses de crédit possédées par plusieurs provinces, n'ont conservé aucune influence sur les affaires du gouvernement. A cet égard, la Silésie garda, même depuis la conquête, une partie de son ancienne constitution féodale[2].

Quant au Conseil, ses attributions étaient considérables. Il se composait des ministres de la justice et des finances, de celui qui avait le département des affaires de l'Empire, et du Maréchal de la cour, sous la présidence d'un Stadhalter. De ce conseil émanaient toutes les sentences en dernier ressort, les ordonnances concernant le civil et le militaire, les règlements de police, les instructions des ministres employés dans les cours étrangères. L'Électeur était-il absent? Le Conseil deve-

[1] Frédéric, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg.*

[2] Malte-Brun, *Géographie mathématique, physique et politique,* tome IV.

nait son représentant. Il gouvernait comme un régent gouverne pendant la minorité du prince.

Dès son avénement, le Grand-Électeur, débarrassé de Schwartzemberg, ordonna la dissolution du Conseil, en affectant à chacun de ses ministres des départements particuliers. La création de deux conseillers par province, pour en régler toutes les affaires, ne fit que concentrer entre les mains de l'Électeur un pouvoir plus absolu.

Frédéric-Guillaume, trouvant ce régime trop libéral encore, restreignit les attributions des conseillers et des ministres. De plus, il soumit à son influence immédiate le Consistoire, où se traitaient les intérêts religieux, en lui donnant pour président le Maréchal de la cour. Le même prince organisa un Grand Directoire divisé en quatre départements; chacun de ces départements était subordonné à un ministre d'État. La Prusse, la Poméranie et la Nouvelle-Marche, avec les Postes, formaient le premier département; l'électorat de Brandebourg, le duché de Magdebourg, le comté de Rupin et le commissariat de guerre, le second; les États du Rhin et du Weser, ainsi que les salines, constituaient le troisième, et le quatrième se composait de la principauté d'Halberstadt, du comté de Mansfeldt, des manufactures, du papier timbré, des monnaies. Sous ces départements principaux, un collége de justice et un de finances, par provinces, recevaient les instructions de leurs ministres respectifs, qui, maîtres sous son père, n'étaient plus, sous Guillaume, que des commis. Chaque jour, les ministres des affaires étrangères, de la justice et des finances,

faisaient leur rapport au Roi, qui décidait en dernier ressort. Pendant tout le règne de Frédéric-Guillaume, il ne parut pas une ordonnance qui n'eût été signée de sa main, pas une instruction dont il ne fût l'auteur[1] : ainsi tout émanait du Roi ; une signature gouvernait le royaume.

Moyennant une redevance annuelle que les propriétaires payèrent à l'État, ce prince déclara tous les fiefs allodiaux. Ce fut lui qui, voulant porter son armée au complet de soixante-dix mille hommes, organisa le système de recrutement cantonnal. Tout le pays fut divisé en cantons, et chaque régiment en eut un où il recrutait annuellement son contingent d'hommes. Le canton d'un régiment d'infanterie était de cinq mille feux ; de dix-huit cents, celui d'un régiment de cavalerie. En temps de paix, le régiment d'infanterie recrutait trente hommes par an ; en temps de guerre, cent. S'il en fallait davantage, on prenait des étrangers. Le district ou canton était partagé en plusieurs lots, et le lot se rapportait à une compagnie ; en sorte que chaque maison du pays appartenait à une compagnie. Tous les garçons, une fois l'âge et la taille atteints, devaient servir tant que l'on avait besoin d'eux. Étaient exemptés : 1° les jeunes nobles que l'on supposait s'adonner volontairement au métier des armes dans les grades supérieurs ; 2° les fils des ministres de la religion, et des étrangers établis dans le royaume sous la promesse de

[1] Frédéric II, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg.*

cette exemption; 3° les fils de veuves ou de fabricants, et les fils uniques.

Mais ce régime avait enfanté une foule d'abus révoltants, d'odieuses vexations; dans les campagnes surtout, le despotisme militaire s'exerçait tout à l'aise; là, point de recours, nul appel possible[1].

Avec ses goûts et ses préjugés, Guillaume devait être un obstacle aux progrès de l'esprit humain. Sous son règne, les universités dégénérèrent sensiblement. Tout ce qui tenait à la cour affichait le plus profond mépris pour l'Académie des Sciences, où néanmoins Pott, Margraff, Eller, protestaient, par de lumineuses découvertes, contre ces dédains sauvages. Toute vouée aux armes, la jeune noblesse regardait l'ignorance comme un brevet d'honneur, et le savoir comme une pédanterie plébéienne. L'Académie de peinture cessa d'exister; les arts et leurs applications tombèrent en décadence. Vers cette époque, un chimiste, nommé Bottcher, ayant quitté Berlin pour Dresde, livra au roi de Pologne le

[1] Frédéric II s'efforça d'adoucir le mode de recrutement: les hommes de haute stature ne furent plus tourmentés, et les châtiments se mitigèrent. Sous Guillaume, on n'avait vu que trop de soldats, réduits au désespoir, déserter ou mettre un terme à leur existence. Forcé, comme toutes les puissances rapidement agrandies, d'entretenir une nombreuse armée, Frédéric ne put malheureusement pas soulager beaucoup le peuple sous ce rapport. Néanmoins, une amélioration notable eut lieu après la guerre de *Sept-Ans*. Alors, en effet, les autorités civiles concoururent, avec les autorités militaires, aux opérations du recrutement. Rien ne put plus se faire sans leur approbation; tous les ans des officiers venaient dans les cantons pour s'entendre avec les officiers civils. (*Voyez* Dohm, *Denkwurdigkeiten meiner Zeit*, etc., *Faits mémorables de mon temps*, etc.)

secret de cette belle porcelaine dont la Saxe devint depuis si fière. Quant au commerce, né à peine, ou de la veille, le gouvernement l'étouffait en suivant des principes funestes; car il cherchait moins à l'étendre qu'à réprimer les dépenses inutiles. « Ce gouvernement tout militaire influa dans les mœurs, et régla même les modes : le public avait pris par affectation un air aigrefin; personne, dans tous les États prussiens, n'avait plus de trois aunes de drap dans son habit, ni moins de deux aunes d'épée pendues à son côté. Les femmes fuyaient la société des hommes, et ceux-ci s'en dédommageaient entre le vin, le tabac et les bouffons; enfin, nos mœurs ne ressemblaient plus ni à celles de nos ancêtres, ni à celles de nos voisins; nous étions originaux, et nous avions l'honneur d'être copiés de travers par quelques petits princes d'Allemagne[1]. »

Mais ce même roi qui n'eut point de grandes vues eut des vues utiles; la Prusse lui doit beaucoup. Son excessive économie était une vertu nécessaire dans les circonstances où il se trouva. Ignorant, brutal, sévère quelquefois jusqu'à la barbarie[2], mais sensé, laborieux,

[1] Frédéric, *Mém. pour servir à l'hist. de la Maison de Brandebourg.*

[2] Un de ses receveurs, établi à Kœnigsberg, avait en caisse une somme considérable sans emploi actuel; il en tira deux mille écus pour quelques affaires personnelles, et mit à leur place un billet où il reconnaissait devoir cette somme, avec l'engagement d'un très-prompt remboursement. Cet homme, fort riche propriétaire, jouissait d'ailleurs d'une excellente réputation. Guillaume arrive à l'improviste dans cette capitale, visite la caisse, voit le billet, constate le vide, et fait pendre le receveur comme dépositaire infidèle. (Thiébault, *Mes Souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, etc.)

honnête homme, il mérita, sinon l'amour, du moins l'estime de ses sujets.

Au reste, on peut remarquer chez les premiers monarques prussiens, comme chez les premiers rois de Rome, un caractère, des principes, une politique parfaitement appropriés aux besoins de l'époque où ils régnèrent; leurs défauts mêmes tournèrent à l'avantage du pays. Ainsi, après le vigoureux gouvernement du Grand-Électeur, la vanité de Frédéric Ier, son fils, parvient à introduire la couronne royale dans sa famille; et le caractère inflexible, l'humeur sauvage du second roi, posent les bases de la discipline militaire, en même temps que son industrieuse parcimonie, restaurant les finances, épuisées par les prodigalités du règne précédent, amasse le trésor qui permettra au grand Frédéric de prendre, dès son début, une attitude si imposante.

De bien petites causes produisent souvent de graves résultats : un jour, au siége de Tournai, dans la campagne de Flandre, Frédéric-Guillaume, qui n'était encore que prince royal, surprit deux généraux anglais se disputant; l'un soutenait que le roi de Prusse ne pourrait, sans subsides, entretenir quinze mille hommes; l'autre, qu'à lui seul il pouvait en solder vingt mille. «Le roi de Prusse, leur dit le jeune prince, avec chaleur, en entretiendra trente mille, quand il voudra. » Et dès lors il résolut de le prouver.

HISTOIRE

DE

FRÉDÉRIC II.

LIVRE PREMIER.

Naissance de Frédéric II. — Son éducation. — Influence d'un voyage à Dresde sur le jeune prince. — Despotisme de son père. — Tentative d'évasion découverte; événements qui en sont la suite. — Séjour de Frédéric au château de Rheinsberg; sa passion pour l'étude; commerce épistolaire avec plusieurs hommes célèbres. — Indignation que causent au Roi ces goûts littéraires. — Mariage du prince royal. — Campagne du Rhin; retour à Rheinsberg. — Le vieux roi apprécie mieux son fils; près d'abdiquer en sa faveur, il cesse de vivre.

Frédéric-Guillaume n'était encore que prince royal, quand Marie-Dorothée de Hanovre, son épouse, donna à la Prusse, le 24 janvier 1712, Charles-Frédéric, si fameux depuis sous le nom de Frédéric II. Le Roi, son aïeul, mourut treize mois après.

A cette époque, malgré la haine de Frédéric-Guillaume pour le faste, pour les beaux-arts, pour les modes du dehors et surtout celles de France, Berlin possédait un nombre considérable d'étrangers instruits. Parmi eux, beaucoup avaient cédé aux pressantes invitations du feu roi, jaloux de répandre sur son trône

l'éclat des talents; d'autres étaient des réfugiés français, victimes de leur roi, mais témoins et peintres enthousiastes de la gloire littéraire de leur patrie.

Parmi ces derniers, plusieurs furent employés à l'éducation du jeune prince. D'abord, il eut pour gouvernante madame du Val de Rocoules. Cette dame, d'un éminent mérite, avait déjà exercé la même charge, mais sans succès, auprès de Frédéric-Guillaume, dans un temps où Frédéric Ier s'efforçait de reproduire Versailles sur les bords de la Sprée. Elle déposa dans l'esprit de son jeune élève le germe d'une vive et constante prédilection pour les chefs-d'œuvre de la France. Frédéric voua à cette dame la plus affectueuse, la plus fidèle reconnaissance. Chaque semaine, il allait passer une soirée chez elle, dans la compagnie d'hommes instruits, choisis ordinairement par lui-même et appartenant presque tous à la colonie française; cette habitude, il la conserva sur le trône, tant que vécut son institutrice. Madame de Rocoules, qui ne mourut qu'en 1741, eut la joie d'assister au début de ce règne glorieux.

Le fait suivant prouve combien son souvenir fut toujours cher à Frédéric : accablé d'infirmités, et près de mourir, ayant appris qu'une ancienne amie de sa gouvernante vivait encore, il lui écrivit une lettre remplie de bienveillance, en y joignant un présent[1].

Parvenu à sa septième année, Frédéric reçut pour

[1] *Denkwurdigkeiten meiner Zeit, oder Beitrage zur Geschichte vom lezten Viertel des achzehnten und vom Anfang des neunzehnten Jarhrhunderts*, 1778 *bis* 1806, von Christian Wilhelm von Dhom. « Faits



gouverneur le comte Albert Conrad de Finckenstein, et pour sous-gouverneur le colonel de Kalckstein. Le premier avait honorablement commandé le contingent prussien aux batailles de Blenheim et de Malplaquet; c'était un probe et brave militaire, mais sans une grande portée d'esprit. L'autre, si l'on en croit la margrave de Bareith, s'adonnait particulièrement à l'intrigue : « Il affecte beaucoup de dévotion et même de bigoterie; il ne parle que d'être honnête homme, et a su éblouir bien des gens qui l'ont cru tel. Son esprit est souple et insinuant; mais il cache, sous tous ces beaux dehors, l'âme la plus noire. Par des rapports sinistres, qu'il faisoit journellement des actions les plus innocentes de mon frère, il aigrissoit l'esprit du Roi et l'animoit contre lui [1]. »

Fort heureusement, ces deux mentors n'eurent pas seuls à diriger l'éducation du jeune prince : un réfugié français champenois, Du Han, remplit auprès de lui l'office de précepteur. Il avait servi quelque temps dans les troupes prussiennes; cette considération détermina principalement le choix de Frédéric-Guillaume. Du Han aimait beaucoup à contredire; on a voulu voir là l'origine de cet esprit de dispute et de scepticisme si fortement caractérisé chez Frédéric [2].

mémorables de mon temps, ou Supplément à l'histoire du dernier quart du dix-huitième siècle et du commencement du dix-neuvième, de 1778 à 1806, *par Christian-Guillaume Dohm*, 4e volume. »

[1] *Mémoires* de Frédérique-Sophie-Wilhelmine de Prusse, margave de Bareith.

[2] Denina, *Essai sur la vie et le règne de Frédéric II.*

Au reste, c'était un homme de sens, d'esprit, de savoir : Frédéric lui dut toutes ses connaissances littéraires ; en même temps, André, prédicateur de la Cour, dirigeait, auprès de lui, l'enseignement religieux, avec moins de succès malheureusement, et un ingénieur distingué, le major Schœning, l'initiait à la fortification et aux mathématiques.

Un cadet, appelé Kenzel, fut chargé d'apprendre l'exercice au prince qui, dès l'âge de huit ans, reçut un petit arsenal fourni de toutes sortes d'armes, proportionnées à ses forces. De tous les enseignements, ce n'était certes pas là le moins important aux yeux de Guillaume. Peu après, le Roi nomma son fils capitaine-commandant du corps des Cadets. Tous les jours, Frédéric répétait, avec ses petits soldats, les manœuvres auxquelles le Roi exerçait ses géants, et régulièrement il communiait, dans la chapelle de la garnison, à la tête de sa compagnie; car, non moins rigide sur la discipline religieuse que sur la discipline militaire, le monarque exigeait qu'on fût aussi exact à l'église qu'à la parade. Les soldats étaient commandés pour le sermon comme pour une garde; deux factionnaires, placés à la porte du temple, arrêtaient tous ceux qui eussent tenté de sortir.

Le fameux piétiste Francke, fondateur de la *Maison des Orphelins* dans l'université de Halle, en inspirant à Frédéric-Guillaume des scrupules de conscience sur les choses les plus innocentes, fit de cette disposition une noire hypocondrie. Dominé par ce bigotisme sombre, si contraire au véritable esprit du Christianisme,

le Roi voulut même abdiquer : « Me réservant 10,000 écus par an, disait-il, je me retirerai, avec la Reine et ses filles, à Vonsterhausen. Là, je prierai Dieu et j'aurai soin de l'économie de la campagne, pendant que ma femme et mes filles auront soin du ménage. Vous êtes adroite, me disait-il, je vous donnerai l'inspection du linge que vous coudrez, et de la lessive. Frédérique, qui est avare, sera gardienne de toutes les provisions ; Charlotte ira, au marché, acheter les vivres, et ma femme aura soin de mes petits enfants et de la cuisine[1]. »

De bonne heure, on habitua l'héritier du trône à une stricte économie. Pour toutes ses petites dépenses personnelles, le Roi lui donnait, par an, 360 florins ; peu à peu, pourtant, il alla jusqu'à 600. Mais la somme entière n'était point confiée au jeune prince, qui devait en rendre un compte détaillé à ses deux précepteurs. Vers la fin de chaque mois, ceux-ci en vérifiaient l'exactitude, et le Roi lui-même, à l'expiration de l'année, examinait tous les mémoires, témoignant à son fils sa satisfaction, quand il trouvait un reliquat. Cet argent rentrait en caisse, et l'on y ajoutait la somme nécessaire pour compléter le service de l'année qui allait s'ouvrir.

Tous les exercices du corps étaient particulièrement soignés ; Frédéric y excellait. Pour les sciences, il n'en était pas de même ; ainsi l'avait ordonné Guillaume.

[1] *Mémoires* de Frédérique-Sophie-Wilhelmine de Prusse, margrave de Bareith.

Du Han néanmoins lui enseigna l'histoire, la philosophie, la littérature française; le major de Schœning, le familiarisa avec les mathématiques et l'art de la guerre. Telle était l'affection du prince pour ses instituteurs, qu'à la fin de ses études il ne voulut point s'en séparer; tous deux restèrent à sa cour de Rheinsberg : l'attachement de leur élève-roi ne varia jamais.

Dès sa jeunesse, les goûts de Frédéric, ses amusements mêmes, révélèrent un vif penchant à la satire. Ainsi, une troupe de singes, qu'il aimait beaucoup, devenaient les instruments ou les complices de ses espiégleries. Chacun de ces animaux avait son titre : l'un était son chancelier, l'autre son chambellan; celui-ci son conseiller intime, celui-là son contrôleur des finances. « Ces messieurs, disait-il en riant, me représentent la cour de mon grand-père Frédéric Ier. »

Un jour qu'il cherchait un de ces malicieux courtisans, il ouvre la porte de l'antichambre, en criant : « Monsieur le conseiller! monsieur le conseiller! où êtes-vous donc? » Or, par hasard, un grave conseiller de son père se trouvait là, attendant son audience : il croit qu'on l'appelle, et s'avance, en saluant jusqu'à terre. Frédéric, qui voit la méprise, rit aux éclats : « Ce n'est pas vous que j'appelais, dit-il au conseiller déconcerté, c'est mon singe; mais entrez toujours, c'est la même chose. »

Beau, spirituel, aimable, d'une portée d'esprit bien supérieure à son âge, le prince royal, selon les lois de la nature, aurait dû posséder la tendresse paternelle. Loin de là, une aversion, toujours croissante, se ma-



nifestait déjà chez Frédéric-Guillaume; aversion que ne réussissait que trop à alimenter l'envoyé autrichien, comte de Seckendorff, qui avait pour instruction spéciale de rompre le projet de double alliance entre les deux Maisons d'Angleterre et de Prusse. Or, la discorde au sein de la famille royale, n'était-ce pas là un de ses plus sûrs moyens de succès?

Peu de temps après la visite du Tzar Pierre Ier, à Berlin, avec sa singulière Catherine, et leur sauvage suite, qui n'était pas encore une cour, un grand péril vint menacer la vie du jeune Frédéric.

N'étant que prince royal, Frédéric-Guillaume avait, pour favoris, le prince d'Anhalt-Dessau, et M. de Grumkow : l'un, vaillant capitaine, mais d'une volonté de fer, et d'une ambition effrénée; l'autre, esprit supérieur, caractère souple, insinuant, mais sans principes, ni scrupules; régner, à tout prix, sur l'esprit du maître, tel avait été leur but : ils l'atteignirent.

Vindicatif autant qu'orgueilleux, d'Anhalt ne pouvait pardonner à la princesse royale de l'avoir emporté sur sa propre nièce, princesse de la Maison d'Orange; aussi, dès le mariage de Sophie-Dorothée avec Frédéric-Guillaume, travailla-t-il, sans relâche, à désunir les nouveaux époux, en inspirant au prince une jalousie à laquelle il n'était que trop enclin, et qui troubla longtemps le repos de Sophie-Dorothée.

Cette première vengeance était quelque chose pour son ressentiment, mais rien pour son ambition. Bientôt le prince d'Anhalt et Grumkow, d'un commun accord, cherchèrent à obtenir du Roi le mariage

de sa fille aînée avec le margrave de Schwedt, neveu d'Anhalt, et héritier de la couronne de Prusse, si Frédéric-Guillaume mourait sans enfants mâles.

Or, la faible constitution du jeune Frédéric semblait devoir réaliser cette dernière éventualité.

Le Roi ne repoussa point la combinaison, sans toutefois prendre un parti définitif, la princesse ayant à peine huit ans. Malheureusement pour les deux complices, la santé de Frédéric, en se fortifiant, leur enlevait peu à peu tout espoir; celle du Roi se raffermissait aussi de jour en jour.

Loin de se décourager, le prince d'Anhalt et Grumkow résolurent d'en finir d'un seul coup.

L'occasion se présenta. Depuis quelque temps, une troupe de comédiens et de danseurs de corde jouait sur un théâtre construit au Marché Neuf; le Roi, qui s'y amusait beaucoup, ne manquait aucune représentation. D'Anhalt et Grumkow choisirent ce lieu pour le théâtre de leur affreuse tragédie : là, à la faveur d'un incendie, on devait étrangler Frédéric-Guillaume et son fils; puis Anhalt et Grumkow s'emparaient de la régence au nom du margrave de Schwedt, alors en Italie.

Le vendredi fut fixé pour l'exécution.

Mais, par un bonheur providentiel, le comte de Mantenfel, envoyé du roi de Pologne à Berlin, était intimement lié avec Grumkow : dès qu'il sut les détails du complot, plein d'horreur, il les découvrit à sa maîtresse, madame de Blaspil, favorite de la Reine, qui, sans oser tout dire à sa souveraine, en révéla



assez pour l'effrayer, ajoutant qu'à tout prix il fallait empêcher le Roi et son fils d'aller au spectacle.

Mais écoutons la margrave de Bareith elle-même, témoin et unique narratrice de cet épisode : « Le vendredi étant enfin arrivé, la Reine, après m'avoir fait mille caresses, m'ordonna d'amuser le Roi, afin de lui faire oublier l'heure fixée pour la comédie; ajoutant que, si je ne réussissois pas, et que le Roi voulût prendre mon frère avec lui, je devois crier, pleurer et l'arrêter, s'il étoit possible. Pour me faire plus d'impression, elle me dit qu'il y alloit de ma vie et de celle de mon frère. Je jouai si bien mon personnage, qu'il étoit six heures et demie sans que le Roi s'en fût aperçu; s'en rappelant tout d'un coup, il se leva, et prenoit déjà le chemin de la porte, tenant son fils par la main, lorsque celui-ci commença à se débattre, et à faire des cris terribles. Le Roi, surpris, tenta de le ramener par la douceur : mais, voyant qu'il n'y gagnoit rien et que ce pauvre enfant ne vouloit pas le suivre, il voulut le battre. La Reine s'y opposa; mais le Roi, le prenant sur ses bras, voulut l'emporter de force. Ce fut alors que je me jetai à ses pieds que j'embrassai, en les arrosant de mes larmes. La Reine se mit au-devant de la porte, le suppliant de rester ce jour au château. Le Roi, étonné de cet étrange procédé, en voulut savoir la cause. La Reine ne savoit que lui répondre. Mais ce prince, naturellement soupçonneux, conjectura qu'il y avoit quelque conspiration contre lui. Le procès de Trosqui[1]

[1] Gentilhomme silésien qui, après avoir fait le métier d'espion prussien au camp suédois, pendant la campagne de Stralsund, fut arrêté sous la prévention de même métier à Berlin, pour le compte des Suédois.

n'étoit point fini; il s'imagina que cette affaire donnoit lieu aux appréhensions de la Reine. L'ayant donc extrêmement pressée de lui dire de quoi il s'agissoit, elle se contenta, sans lui nommer madame de Blaspil, de lui répondre qu'il y alloit de sa vie et de celle de mon frère. Cette dame, s'étant rendue, le soir, chez la Reine, jugea qu'après la scène qui venoit de se passer, elle ne pouvoit plus se taire. Elle lui découvrit donc tout le complot, la suppliant de lui procurer, le lendemain, une audience secrète du Roi.

« La Reine n'eut pas de peine à l'obtenir.

« Madame de Blaspil ayant découvert à ce prince toutes les particularités dont elle étoit informée, le Roi lui demanda si elle pourroit soutenir, en face, à Grumkow ce qu'elle venoit d'avancer; à quoi ayant répondu que oui, ce ministre fut appelé. Il avoit pris ses précautions de loin, et n'avoit pas sujet de crainte. Le Fiscal général Katch, homme d'obscure naissance, lui devoit sa fortune. Digne de la protection de Grumkow, c'étoit la vive image du juge inique de l'Évangile; il étoit craint et abhorré de tous les honnêtes gens. Outre cela, Grumkow avoit grand nombre de créatures dans la justice et dans les dicastères; il se présenta donc hardiment au Roi qui lui fit part de la déposition de madame de Blaspil. Il protesta de son innocence, s'écriant qu'on ne pouvoit être ministre fidèle sans être exposé aux persécutions; et qu'il paroissoit assez, par les lettres de madame de Blaspil à Trosqui, que cette dame ne cherchoit qu'à intriguer et à brouiller la cour. Il se jeta aux genoux du Roi, le supplia de faire examiner cette affaire à

la rigueur et sans ménagement, et s'offrit à prouver authentiquement la fausseté des accusations.

« Le Roi fit donc chercher Katch, comme Grumkow l'avoit prévu. Malgré toutes ses menées, celui-ci se vit à deux doigts de sa perte. Katch sut la prévenir; il avoit une dextérité étonnante à dérouter les criminels qui avoient le malheur de l'avoir pour juge. Des questions captieuses et des tours artificieux les confondoient. Madame de Blaspil en fut la victime. Elle ne put donner des preuves évidentes de ses accusations qui furent traitées de calomnies. Katch, voyant le Roi dans une violente colère, lui proposa de lui faire donner la question. Un reste d'égards pour son sexe et pour son rang la sauva de cette ignominie. Le Roi se contenta de l'envoyer, le soir même, à Spandaw, où Trosqui fut conduit quelques jours après. Cette dame soutint ce revers avec une fermeté héroïque. On la traita, au commencement, avec rigueur et dureté. L'ayant renfermée dans une chambre grillée, humide, sans lit ni meubles, elle resta, trois jours, dans cet état, ne recevant absolument que ce qu'il lui falloit pour vivre. Quoique la Reine fût enceinte, le Roi ne la ménagea pas, et lui annonça, d'une façon très-désobligeante, le malheur de sa favorite. Elle en fut si vivement touchée, qu'elle fit craindre une fausse couche. Outre l'amitié qu'elle avoit pour madame de Blaspil, la considération du testament du Roi, qui étoit resté entre les mains de cette dame, lui causoit de mortelles alarmes. Un incident heureux la tira de peine. Le maréchal de Natzmar, homme d'un mérite

n'étoit point fini; il s'imagina que cette affaire donnoit lieu aux appréhensions de la Reine. L'ayant donc extrêmement pressée de lui dire de quoi il s'agissoit, elle se contenta, sans lui nommer madame de Blaspil, de lui répondre qu'il y alloit de sa vie et de celle de mon frère. Cette dame, s'étant rendue, le soir, chez la Reine, jugea qu'après la scène qui venoit de se passer, elle ne pouvoit plus se taire. Elle lui découvrit donc tout le complot, la suppliant de lui procurer, le lendemain, une audience secrète du Roi.

« La Reine n'eut pas de peine à l'obtenir.

« Madame de Blaspil ayant découvert à ce prince toutes les particularités dont elle étoit informée, le Roi lui demanda si elle pourroit soutenir, en face, à Grumkow ce qu'elle venoit d'avancer; à quoi ayant répondu que oui, ce ministre fut appelé. Il avoit pris ses précautions de loin, et n'avoit pas sujet de crainte. Le Fiscal général Katch, homme d'obscure naissance, lui devoit sa fortune. Digne de la protection de Grumkow, c'étoit la vive image du juge inique de l'Évangile; il étoit craint et abhorré de tous les honnêtes gens. Outre cela, Grumkow avoit grand nombre de créatures dans la justice et dans les dicastères; il se présenta donc hardiment au Roi qui lui fit part de la déposition de madame de Blaspil. Il protesta de son innocence, s'écriant qu'on ne pouvoit être ministre fidèle sans être exposé aux persécutions; et qu'il paroissoit assez, par les lettres de madame de Blaspil à Trosqui, que cette dame ne cherchoit qu'à intriguer et à brouiller la cour. Il se jeta aux genoux du Roi, le supplia de faire examiner cette affaire à

la rigueur et sans ménagement, et s'offrit à prouver authentiquement la fausseté des accusations.

« Le Roi fit donc chercher Katch, comme Grumkow l'avoit prévu. Malgré toutes ses menées, celui-ci se vit à deux doigts de sa perte. Katch sut la prévenir; il avoit une dextérité étonnante à dérouter les criminels qui avoient le malheur de l'avoir pour juge. Des questions captieuses et des tours artificieux les confondoient. Madame de Blaspil en fut la victime. Elle ne put donner des preuves évidentes de ses accusations qui furent traitées de calomnies. Katch, voyant le Roi dans une violente colère, lui proposa de lui faire donner la question. Un reste d'égards pour son sexe et pour son rang la sauva de cette ignominie. Le Roi se contenta de l'envoyer, le soir même, à Spandaw, où Trosqui fut conduit quelques jours après. Cette dame soutint ce revers avec une fermeté héroïque. On la traita, au commencement, avec rigueur et dureté. L'ayant renfermée dans une chambre grillée, humide, sans lit ni meubles, elle resta, trois jours, dans cet état, ne recevant absolument que ce qu'il lui falloit pour vivre. Quoique la Reine fût enceinte, le Roi ne la ménagea pas, et lui annonça, d'une façon très-désobligeante, le malheur de sa favorite. Elle en fut si vivement touchée, qu'elle fit craindre une fausse couche. Outre l'amitié qu'elle avoit pour madame de Blaspil, la considération du testament du Roi, qui étoit resté entre les mains de cette dame, lui causoit de mortelles alarmes. Un incident heureux la tira de peine. Le maréchal de Natzmar, homme d'un mérite

infini et d'une probité reconnue, reçut l'ordre de mettre le scellé chez elle. La Reine se servit du ministère de son chapelain, nommé Boshart, pour faire savoir au maréchal l'inquiétude où elle se trouvoit, et pour le conjurer de lui remettre le testament du Roi. Le chapelain lui détailla le danger que courroit cette princesse si l'on trouvoit cette pièce, et il s'acquitta si bien de sa commission, qu'il l'engagea à satisfaire aux désirs de la Reine; ce qui dérangea fort les desseins de Grumkow. On ne trouva rien de suspect parmi les papiers de madame de Blaspil, et l'on cessa de faire des poursuites ultérieures.

« J'ai appris toutes les particularités que je viens d'écrire de la Reine, ma mère; elles ne sont connues que de très-peu de personnes. La Reine avoit pris beaucoup de soin de les cacher, et mon frère, depuis son avénement à la couronne, a fait brûler tous les actes du procès.

« Madame de Blaspil fut élargie au bout d'un an, et sa prison fut commuée en un exil au pays de Clèves. Le Roi la revit quelques années après, lui fit beaucoup de politesse et lui pardonna le passé. Après la mort de ce prince, le roi, mon frère, pour faire plaisir à la Reine, la plaça, comme gouvernante, auprès de mes deux sœurs cadettes, et elle exerce cette charge encore actuellement [1]. »

Tous ces faits, on ne les trouve que dans les *Mémoires*

[1] *Mémoires* de Frédérique-Sophie-Wilhelmine de Prusse, margrave de Bareith, tome I.

de la margrave : nul vestige ailleurs. Comme elle-même les tenait de la Reine, ennemie personnelle de d'Anhalt et de Grumkow, peut-être ont-ils été exagérés, mais le fond doit être vrai.

Au reste, à peine roi, Frédéric fit M. de Grumkow feld-maréchal et gouverneur de Berlin : or, quiconque a bien étudié le caractère de ce prince, y trouvera la preuve de la conjuration.

Frédéric avait atteint seize ans, quand son père, non sans beaucoup de répugnance, l'emmena avec lui dans une visite au roi de Pologne, Auguste II. C'était au commencement de l'année 1728.

Tout à coup un monde nouveau s'ouvrit devant cette jeune et ardente imagination. En effet, rien de plus opposé que les deux cours de Dresde et de Berlin. Dans l'une, un monarque sévère, des hommes sérieux comme la discipline qui les régissait, toujours occupés et rigidement économes; des femmes modestes, vouées aux vertus domestiques, à la vie intérieure. Dans l'autre, la plus brillante, la plus voluptueuse de l'Allemagne, peut-être même de l'Europe, le prince encourageait le vice et la galanterie par son exemple[1]; autour de lui éclatait un luxe asiatique.

Quel contraste, aux yeux de Frédéric, avec l'âpre parcimonie de son père ! A Berlin, une seule préoccupation dominait les esprits, le service de l'État; à Dresde, au contraire, où les soins du gouvernement

[1] De ses nombreuses maîtresses, Auguste eut trois cent cinquante-quatre enfants.

obtenaient à peine quelques heures sacrifiées à regret, on ne songeait qu'à jouir, à dissiper gaiement la fortune publique. Une fête remplaçait une fête; les plaisirs se reproduisaient sous mille formes ingénieuses, car la satiété semblait le seul ennemi à craindre.

Un spectacle si nouveau devait faire d'autant plus d'impression sur le jeune Frédéric, que le prince qui l'offrait était d'une merveilleuse amabilité. Auguste, à un esprit brillant, à des dehors chevaleresques, à l'air le plus noble, alliait des façons charmantes et le don d'enchanter tous ceux qui l'approchaient. Mais s'enivrer de volupté ne lui suffisait pas; il voulait qu'autour de lui tout suivît son exemple : des mœurs pures lui semblaient un ridicule préjugé ou même un reproche tacite. Triompher des scrupules de Guillaume, en guidant les premiers pas de son fils dans la route des plaisirs, eût donc été, aux yeux d'Auguste, une éclatante victoire. Pour y parvenir, et commencer utilement l'attaque auprès du père, Auguste eut d'abord recours au meilleur vin de Hongrie, et à toutes les séductions de la table : Frédéric-Guillaume ne se montra pas insensible; bientôt, sa rude humeur s'amollit le verre à la main; mais, dès qu'il entrevit le piége tendu à son fils, justement indigné, il menaça de quitter Dresde.

Auguste parvint cependant à entraîner l'innocent prince. Celui-ci était devenu éperdument amoureux de la belle comtesse Orzelska, à la fois fille naturelle du roi de Pologne et sa maîtresse ! Auguste, qui aimait trop la comtesse pour s'en séparer, et qui avait déjà pour rival le comte Rodofski, son propre fils, frère

même de la comtesse, céda, en échange, à Frédéric, une très-belle fille qui le suivit à Berlin, à l'insu de son père. Ce fut là son premier amour.

En lisant ces scandales donnés par un roi en cheveux blancs, la honte monte au front, et l'indignation au cœur. Mais le silence serait une faiblesse; car l'histoire doit peser, comme un châtiment, sur de tels attentats à la pudeur publique.

Cependant Frédéric-Guillaume, n'oubliant pas le but de son voyage, conclut avec Auguste un traité : il s'engageait à fournir à son allié un certain nombre de troupes pour forcer les Polonais à rendre la couronne héréditaire dans la Maison électorale de Saxe; en outre, sa fille, la princesse Sophie-Frédérique-Wilhelmine, apportait à ce prince, avec sa main, une dot considérable, et un prêt de quatre millions. De son côté, Auguste, entre autres conventions, donnait la Lusace en hypothèque des quatre millions.

Comme le roi de Pologne devait venir à Berlin pour assister à une grande revue, la signature du traité fut remise à cette époque, et n'eut pas lieu.

La sœur bien-aimée de Frédéric, cette margrave de Bareith, si remarquable par les qualités du cœur et de l'esprit, dit qu'à dater du séjour de Dresde, son frère se livra au plaisir avec passion, et que sa santé même en souffrit. Mais cette fougue du jeune âge, le prince royal sut bientôt la dompter; un tel homme ne pouvait rester longtemps l'esclave de ses sens[1].

[1] *Denkwurdigkeiten meiner Zeit, oder Beitrage zur Geschichte vom*

Ce voyage en Saxe eut, sur les destinées de Frédéric, une influence bien autrement digne d'attention. Dresde était alors l'Athènes de l'Allemagne; dans ce sanctuaire des lettres, des arts, de la philosophie, la lumière circulait à grands flots. Ce fut là, au milieu de cette fermentation intellectuelle, que le jeune prince laissa éclater son esprit vif, pénétrant, avide de connaissances, ennemi de toute entrave.

Étonné d'abord, bientôt choqué de ce développement imprévu, le roi voulut l'arrêter; mais le brutal despotisme de ses procédés produisit un effet tout contraire.

Ici commence la série des rudes épreuves qui attendaient le héros futur. Contrarié dans tous ses goûts, blessé dans ses affections, soumis aux traitements les plus cruels, aux caprices les plus injurieux, il sentit bientôt que la force d'âme est le premier besoin des rois.

Passionné pour la musique, mais n'ayant autour de lui personne qui pût l'accompagner, le prince royal faisait quelquefois de petits concerts avec la fille d'un honnête bourgeois de Postdam, sous les yeux de ses parents. L'amour n'entrait pour rien dans ces relations; telle ne fut pourtant point l'opinion de Frédéric-Guillaume. A peine instruit de l'emploi que son fils a fait de quelques soirées, une intrigue scandaleuse se déroule à ses yeux; les parents sont complices; la musique

lezten Viertel des achtzehnten und vom Anfang des neunzehnten Jahrhunderts, 1778 *bis* 1806, von Christian Wilhelm von Dohm. « Faits mémorables de mon temps, ou Supplément à l'histoire du dernier quart du dix-huitième siècle et du commencement du dix-neuvième, de 1778 à 1806, *par Christian-Guillaume de Dohm*, 4e volume. »

n'est qu'un prétexte; il faut un châtiment sévère. Aussitôt, sans même chercher à vérifier ses injustes conjectures, le Roi fait enlever la jeune fille, et, par ses ordres, le bourreau la flagelle, en plein jour, dans les rues de Postdam [1].

Cette cruauté, si révoltante en elle-même, si contraire à la conduite que, dans la suite, il devait tenir sur le trône, causa à Frédéric un vif ressentiment.

Chaque jour croissaient son amour de l'étude et son aversion pour la société, pour les habitudes de son père. En effet, quels attraits pouvaient lui offrir une tabagie enfumée [2], retraite favorite du vieux roi, et les insipides entretiens de quelques généraux illettrés?

[1] Roi à son tour, Frédéric assura une pension de 150 reisdallers à cette infortunée, qui avait épousé un pauvre voiturier de Berlin.

[2] « C'était une salle isolée, placée à Berlin sur le bord de la Sprée, au fond du jardin qui est aujourd'hui la place d'armes, de même que la tabagie est devenue un atelier de sculpteur. Le roi s'y rendait ordinairement vers les sept, huit ou neuf heures du soir; il y trouvait ceux à qui il avait permis d'y venir, et y restait jusque vers onze heures ou minuit. On y fumait, on y buvait de la bière, on y causait familièrement de choses diverses. Les meubles se réduisaient à une longue table de sapin, ayant de chaque côté un banc de même fabrique; à un bout un fauteuil, aussi grossier que tout le reste, pour le roi, et à l'autre bout un autre fauteuil à peu près semblable, excepté que le dossier en était surmonté de deux grandes oreilles de lièvre, symbole accrédité chez les Allemands pour désigner la légèreté ou le peu de mérite des personnes. Ce dernier fauteuil était ainsi décoré, parce qu'il était réservé à un ancien serviteur admis dans cette société, où il servait de messager et de bouffon. C'est là que Guillaume se faisait raconter les anecdotes du jour, que lui-même faisait part aux autres de ce qu'il avait remarqué de curieux, et qu'on cherchait à le disposer selon les intérêts ou les passions des assistants ou de leurs amis. » (Thiébault, *Mes Souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, etc.)

Vivant donc à l'écart, sans peut-être ménager assez les préjugés du roi, il contribuait lui-même à se déshériter de l'affection paternelle. L'urbanité de ses manières, la hardiesse de ses opinions, son goût pour la parure, et, par-dessus tout, une extrême répugnance à porter l'uniforme, indignaient Frédéric-Guillaume. « Ce n'est, disait-il avec colère, qu'un petit-maître, un bel esprit français qui gâtera toute ma besogne. »

Cependant MM. de Grumkow et de Seckendorff, qui craignaient toujours l'alliance anglaise et le double mariage, redoublaient d'efforts pour attiser les dissensions de la famille royale; leur projet était, à force de mauvais traitements, de compromettre, sans retour, le prince royal, en l'entraînant à quelque détermination extrême. D'abord, sous prétexte que Frédéric, parvenu à sa dix-huitième année, n'avait plus besoin de gouverneur, ils éloignèrent de lui MM. de Hinckestein et de Kalstein, ajoutant que la retraite du premier priverait surtout la Reine de son principal agent. A leur place, on mit deux officiers, à titre de compagnons seulement; l'un, le colonel de Rochau, très-honnête homme, mais esprit médiocre; l'autre, le major de Kayserling, homme d'honneur aussi, mais étourdi, adonné au plaisir, « qui faisoit le bel esprit, et n'étoit qu'une bibliothèque renversée [1]. »

De son côté, il faut bien le dire, la Reine, par ses indiscrètes démarches pour arriver au mariage anglais,

[1] *Mémoires* de Frédérique-Sophie-Wilhelmine de Prusse, margrave de Bareith, tome I.

démarches qui ressemblaient fort à des intrigues, ne contribuait pas peu à fomenter l'irritation du Roi.

Aussi, de jour en jour, ce prince redoublait-il de sévérité, tantôt en multipliant autour de son fils les exercices militaires, tantôt en l'arrachant à ses occupations chéries. Toute sa tendresse semblait concentrée sur Auguste-Guillaume, son second fils, dont il voulait faire son successeur. Le prince royal, sans l'énergie de sa résistance, eût même été contraint de renoncer à ses droits[1]; mais il jurait de se laisser couper la tête plutôt que d'y consentir. Enfin, un jour, poussé à bout : « Eh bien! dit-il à son père, déclarez-moi publiquement bâtard, et je cède le trône à mon frère. »

Furieux de rencontrer une volonté plus forte que la sienne, le Roi, je n'ose plus dire le père, se plut à inventer de nouvelles persécutions.

Enfin, peu de temps après son retour de Libnow, petite ville saxonne, la Reine reçut, en secret, la lettre suivante :

« Je suis dans le dernier désespoir. Ce que j'avois toujours appréhendé vient enfin de m'arriver. Le Roi a entièrement oublié que je suis son fils, et m'a traité comme le dernier de tous les hommes. J'entrois ce matin dans sa chambre, comme à mon ordinaire; dès qu'il m'a vu, il m'a sauté au collet en me frappant avec sa canne, de la façon du monde la plus cruelle. Je tâchois en vain de me défendre; il étoit dans un si terrible emportement qu'il ne se possédoit plus, et ce n'a été qu'à

[1] Ses deux frères aînés étaient morts au berceau.

force de lassitude qu'il a fini[1]. Je suis poussé à bout ; j'ai trop d'honneur pour endurer de pareils traitements, et je suis résolu d'y mettre fin d'une ou d'autre manière. »

Quoi de plus intolérable en effet que cette tyrannie de tous les moments; quoi de plus révoltant qu'un bourreau, dans un père? Frédéric, avec deux de ses amis, avait donc formé le projet de fuir. Mais le séjour du Roi à Berlin rendait ce dessein inexécutable. Enfin, une occasion s'offrit, Frédéric-Guillaume ayant ordonné à son fils de se tenir prêt à l'accompagner dans le Midi de l'Allemagne.

En partant, le prince royal donna à Katt, l'un de ses confidents, ses dernières instructions. On convint que celui-ci irait le rejoindre dès qu'il connaîtrait le lieu de sa retraite. Jusque-là, tout semblait sourire à Frédéric; mais bientôt l'indiscrétion de son ami changea l'état des choses : ce voyage, qui promettait indépendance et bonheur, se termina par une sanglante catastrophe.

Le plus profond mystère pouvait seul assurer le succès de l'entreprise : Katt eut l'imprudence de parler. Il annonça tout haut que Frédéric ne reviendrait pas; qu'il le savait positivement, étant chargé par son ordre exprès de lui expédier des fonds. Il montrait un portrait de la princesse Frédérique, ajoutant que c'était un présent du prince.

Des bruits d'une nature aussi grave devaient arriver jusqu'au Roi, qui, en effet, les connut à Anspach. Aussi-

[1] Une autre fois, il voulut étrangler, de ses propres mains, son fils, avec un cordon de rideaux.



tôt, des surveillants actifs furent placés autour du prince, avec ordre d'épier ses moindres démarches.

Cependant, plein de sécurité, Frédéric croyait bientôt toucher au but. Un jour, dans un moment d'épanchement, il ouvrit son âme au margrave d'Anspach, et, le lendemain, sans réfléchir aux conséquences probables d'une telle demande après l'entretien de la veille, il le pria de lui prêter un de ses meilleurs chevaux, sous prétexte d'une promenade. Le Margrave n'ayant garde de le satisfaire, imagina quelque obstacle; ce contretemps imprévu contrariait les arrangements du jeune prince; mais, en dissimulant son dépit, et saluant déjà, en espérance, l'heureux instant où tomberaient ses chaînes, il suivit le Roi d'assez bonne grâce.

Au moment de se remettre en route, il avait écrit à son ami pour le tranquilliser : cette lettre devint l'arrêt de mort de Katt. Trop pressé pour la relire, Frédéric, en l'envoyant à la poste, ne s'était point aperçu que l'adresse était incomplète. Il avait mis dessus : *par Nuremberg;* s'il eût ajouté ces mots : *à Berlin*, la tête de Katt ne fût point tombée.

Par une déplorable fatalité, un officier du même nom se trouvait alors dans cette ville; ce fut à lui que le commis de la poste, croyant bien faire, adressa l'estafette du prince. Cet autre Katt, effrayé du projet de Frédéric, renvoya aussitôt l'estafette au Roi.

Cependant le monarque et sa suite s'étaient arrêtés dans un village à quelques lieues de Francfort. Là, vers minuit, tandis que tout le monde reposait, le prince, croyant ses gardiens endormis, s'habille sans

bruit, et parvient à sortir. La nuit était sombre; déjà il avait gagné le milieu du village, quand ses surveillants le rejoignirent. Quelques minutes de plus, Frédéric était libre; car les chevaux arrivèrent en même temps que MM. de Bodenbrok, de Waldau et Derschau. Le voilà prisonnier de nouveau. Des menaces n'eussent rien obtenu de lui; on eut recours aux prières, et, à force d'instances, on le détermina à regagner sa chambre, en lui promettant le plus absolu silence sur cette aventure. Inutile serment! Le Roi reçut le lendemain à Francfort la terrible lettre où le fugitif mandait à son ami qu'il s'ensevelirait dans un couvent plutôt que de retomber sous le joug. Nulle expression ne peindrait sa fureur. Guillaume fit conduire sur-le-champ le prince au yacht dans lequel il devait descendre jusqu'à Wesel; lui-même ne s'embarqua que le lendemain.

A l'aspect de son fils, toute la violence de son caractère éclata. Mêlant aux plus effroyables imprécations des menaces qu'il n'était que trop enclin à réaliser, il se jeta sur le prince, qu'on eut beaucoup de peine à tirer de ses mains, les cheveux arrachés, la figure ensanglantée par un violent coup de canne. « Ah! jamais, s'écria Frédéric au désespoir, jamais visage de Brandebourg subit-il un pareil affront? »

Effrayés des suites de ces emportements, Waldau et Rochau obtinrent, après mille supplications, que Frédéric achèverait le voyage dans un autre bateau : mais, avant de sortir du yacht, le Roi le fit désarmer. Fort heureusement pour le prince royal qu'un domes-

tique de confiance avait eu soin de brûler tous ses papiers.

En deux jours on arriva à Wesel. Une forte garde lui fut donnée, avec défense, sous peine de la vie, de le laisser parler à personne. Le lendemain, Frédéric-Guillaume s'étant fait amener le prisonnier par le général Mosel, commandant de la place : « Pourquoi, lui demanda-t-il d'un ton menaçant, avez-vous voulu déserter? — Parce que vous m'avez traité jusqu'ici non comme votre fils, mais comme un esclave, répondit le prince avec assurance. — Vous êtes un lâche déserteur, reprit le monarque; vous n'avez ni cœur ni honneur. — Sire, j'en ai autant que vous, répliqua Frédéric; et je n'ai voulu faire que ce que vous m'avez dit souvent que vous feriez, si vous étiez à ma place. » A ces paroles, le Roi, hors de lui, tira son épée. « Tuez-moi, Sire, s'écria Mosel en se précipitant entre Guillaume et le prince, mais épargnez votre fils. »

Sur les instances des généraux qui l'accompagnaient, le Roi consentit à ne plus interroger lui-même le prince royal, qu'il confia à la garde de MM. de Dossau et de Waldau, majors-généraux, et du colonel de Rochau. Ces militaires avaient ordre de ne le laisser parler à personne. Malgré leur surveillance, le prisonnier pourtant fut sur le point d'échapper : déjà, grâce au dévouement du colonel Grœbnitz et de plusieurs autres officiers, un habit de paysan et une échelle de corde étaient en son pouvoir; mais, au moment de se laisser glisser, pendant la nuit, par une

fenêtre, le long du mur, le *Qui va là?* d'une sentinelle le força à rentrer.

De Wesel, Frédéric fut conduit à Mittenwalde, en Brandebourg, avec tout l'appareil d'un criminel. Là, MM. de Grumkow et de Derschau, l'auditeur-général Mylius, le fiscal-général Gerber, lui présentèrent, au nom du Roi, l'interrogatoire de Katt avec ses réponses, en lui demandant s'il les approuvait. Interrogé à son tour sur tous les points indiqués par son père, Frédéric étonna les assistants par sa présence d'esprit et sa fermeté. « Quoi qu'il m'arrive, ajouta-t-il, mon courage sera plus grand que mes malheurs. — Monseigneur, lui dit M. de Grumkow, d'après l'ordre exprès du Roi, Votre Altesse Royale va être transférée à Kustrin, jusqu'à ce qu'il plaise à Sa Majesté d'en décider autrement. — Soit, répondit le prince; mais si c'est par des prières que j'en dois sortir, j'ai la mine d'y rester longtemps. »

Le même jour, on le fit partir pour la citadelle de Kustrin. Là, sans meubles, sans livres, sans lumière, il avait une Bible pour tout délassement.

A la longue, ce genre de vie fût devenu insupportable : M. de Munchow, président de la chambre de la Nouvelle-Marche, logeait dans la citadelle; il s'efforça d'adoucir la captivité de Frédéric, et, dans la suite, le roi de Prusse acquitta amplement la dette du prince royal. Une autre consolation, plus douce encore, lui fut accordée : un jeune officier, Lamothe-Fouqué, offrit au Roi de partager la prison de son fils; Guillaume, qui l'estimait, y consentit; c'est ce



même Fouqué qui prit bientôt place parmi les plus illustres généraux de Frédéric, et auquel ce prince voua une tendre amitié[1].

Cependant un ami sûr, M. de Lendener, avertissait Katt de s'éloigner au plus tôt, sinon qu'il serait infailliblement arrêté. Profitant de l'avis, Katt demanda au maréchal de Natzmar, qui commandait son corps, un congé pour aller à Friderichsfelde rendre ses devoirs au margrave Albert; ce qui lui fut accordé. Malheureusement une selle qu'il avait commandée pour enfermer de l'argent et des papiers, n'étant pas prête, il dut l'attendre. Ce temps toutefois ne fut pas perdu, car l'officier brûla tous ses papiers. Enfin il s'élançait sur son cheval, quand M. de Natzmar, suivi de ses gardes, arriva, lui demanda son épée, et l'arrêta au nom du Roi.

Katt obéit sans changer de couleur. On mit le scellé sur tous ses effets, en présence du maréchal qui paraissait plus atterré que son prisonnier. Pour donner à Katt le temps de fuir, il avait tardé, plus de trois heures, à exécuter les ordres de son redoutable maître, et il fut désolé d'arriver à temps[2].

C'est de sa prison que Frédéric écrivit, à sa sœur bien-

[1] *Denkwurdigkeiten meiner Zeit, oder Beitrage zur Geschichte vom lezten Viertel des achtzehnten und vom Anfang de neunzehnten Jarhunderts*, 1778 *bis* 1806, von Christian Wilhelm von Dohm. « Faits mémorables de mon temps, ou Supplément à l'histoire du dernier quart du dix-huitième siècle et du commencement du dix-neuvième, de 1778 à 1806, *par Christian-Guillaume de Dohm*, 4e volume. »

[2] *Mémoires* de la margrave de Bareith.

aimée, la lettre suivante, si calme, si affectueuse, si résignée !

« Ma chère sœur, l'on va m'*hérétiser* après le Conseil de guerre qui va se tenir à présent, car il n'en faut pas davantage pour passer pour hérésiarque, que de n'être pas en toutes choses conforme au sentiment du maître. Vous pouvez donc juger sans peine de la jolie façon dont on m'accommodera. Pour moi, je ne m'embarrasse guère des anathèmes qui seront prononcés contre moi, pourvu que je sache que mon aimable sœur s'inscrive à faux là-contre. Quel plaisir, que ni grilles, ni verroux ne puissent m'empêcher de vous témoigner ma parfaite amitié ! Oui, ma chère sœur, il se trouve encore d'honnêtes gens dans ce siècle quasi entièrement corrompu, qui me procurent les moyens nécessaires pour vous témoigner mes soumissions ; oui, ma chère sœur, pourvu que je sache que vous êtes heureuse, la prison me deviendra un séjour de félicité et de contentement. *Chi ha tempo ha vita !* Consolons-nous avec cela. Je souhaiterois, du fond de mon cœur, n'avoir plus besoin d'interprète pour vous parler, et que nous vissions ces heureux jours où votre principe et ma *principessa*[1] feront une douce harmonie, ou, pour parler plus net, où j'aurai le plaisir de vous entretenir moi-même et de vous assurer que rien au monde ne sauroit diminuer mon amitié pour vous. Adieu.

LE PRISONNIER. »

[1] « Mon frère avait donné ce titre à sa flûte, disant qu'il ne seroit jamais véritablement amoureux que de cette princesse. Il en faisoit

Tandis que le malheureux Katt était traîné dans un cachot, le Roi expédiait au général Mosel l'ordre de faire arrêter l'autre complice de Frédéric, le jeune Keith, d'abord page, depuis officier, en garnison à Wesel. Keith dut son salut au hasard. Un jour, qu'il se promenait sur la place, il vit venir un page, son ancien camarade, et lui demanda des nouvelles de la cour. Le page raconta la triste aventure du prince royal, et le malheur de Katt, ajoutant que le Roi, qu'il précédait à Wesel, lui avait remis des ordres très-pressés pour le commandant. L'officier, sentant que cet ordre pouvait le concerner, monta à cheval et prit la fuite. A peine était-il parti qu'on se présenta pour l'arrêter. Keith avait dit en partant qu'il ne sortait que pour une promenade, en sorte qu'il gagna assez de temps sur ceux qui le poursuivaient, pour leur échapper. Caché quelque temps, en Hollande, à la Haye, chez lord Chesterfield, ambassadeur d'Angleterre, il passa, plus tard, en Angleterre, et, de là, en Portugal, où il attendit l'avénement de Frédéric II.

Vainement, Frédéric-Guillaume avait expédié en toute hâte le colonel Du Moulin pour le réclamer; lord Chesterfield refusa de livrer son hôte, et l'envoyé prussien n'eut d'autre succès que de voir Keith traverser la ville dans le carrosse de l'ambassadeur anglais, pour s'embarquer.

Furieux de cet échec à sa vengeance, Frédéric-Guil-

souvent de jolis badinages qui nous faisaient rire. Pour y répondre, j'avais nommé mon luth *prince*, lui disant que c'était son rival. » (*Mémoires* de la margrave de Bareith.)

laume, à défaut de la personne, et ne pouvant mieux, fit pendre Keith en effigie; il força le frère de cet officier, pour avoir procuré des chevaux à Frédéric, à entrer, comme sergent, dans un régiment.

A Berlin, de nouveaux emportements signalèrent l'arrivée du despote. Toute la famille royale s'était jetée à ses pieds, en implorant la grâce de Frédéric; le prince repoussa ses enfants avec dureté, et épouvanta la Reine par ces paroles foudroyantes : « Votre fils est mort. — Quoi ! s'écria cette malheureuse mère, vous auriez été le meurtrier de votre fils ! — Ce n'était plus mon fils, reprit le Roi, mais un déserteur qui méritait la mort. » A ces mots, la Reine tomba sans connaissance. Ce spectacle, loin d'attendrir Guillaume, semblait redoubler sa fureur. Étant sorti pour se faire amener Katt, il rentra chez la Reine, saisit la princesse Frédérique, la renversa, et l'eût grièvement blessée sans la résistance de la Reine; il l'accabla de paroles outrageantes, jurant qu'elle payerait de sa tête tous les chagrins qu'elle lui causait. Or, tout le crime de cette princesse était son tendre attachement pour son frère. Les menaces de Guillaume s'étendirent jusqu'à la Reine.

Vint le tour de l'infortuné Katt : avant de l'interroger, Guillaume lui arracha sa croix de Saint-Jean, le frappa de sa canne, le foula aux pieds. Katt répondit à toutes ses questions avec fermeté, et dit qu'au reste on en saurait davantage en ouvrant la cassette du prince, cassette que lui-même, croyant partir pour le rejoindre, avait remise à la Reine.

Mais tout était prévu : grâce à un cachet entière-

ment semblable à celui qui la scellait et qu'un domestique avait trouvé dans les jardins de Monbijou; on put briser les liens passés autour de la cassette et les remplacer. Quinze cents lettres environ, tant de la Reine que de la princesse Frédérique, furent brûlées : dans un grand nombre, le Roi n'était pas épargné; dans d'autres, se révélaient toutes les intrigues avec l'Angleterre; une lettre de Frédéric, datée du mois de mai, fût devenue une charge accablante. Elle disait : « Je pars, mon cher Katt; j'ai si bien pris mes précautions, que je n'ai rien à craindre. Je passerai par Leipsick, où je me donnerai le nom de marquis d'Ambreville. J'ai déjà fait avertir Keith, qui ira droit en Angleterre. Ne perdez point de temps, car je compte vous trouver à Leipsick. Adieu, ayez bon courage. »

Il y avait aussi des billets d'amour, des réflexions morales, des remarques sur l'histoire, de la main du prince, une bourse contenant mille pistoles, des pierreries et bijoux.

Une fois que tout indice compromettant eut disparu, on dut songer à remplir le vide; durant trois jours entiers, la Reine et sa fille écrivirent six à sept cents lettres aussi innocemment insignifiantes que possible, en ayant soin de prendre du papier de chaque année pour établir une parfaite concordance[1].

[1] Tout ne fut pas brûlé alors, et la Reine conserva, jusqu'à sa mort, une partie de ces papiers. Voici ce que Thiébault rapporte à ce sujet : « Lorsque, dit-il, la Reine se vit, en 1757, près de sa mort, elle enveloppa ces lettres dans de grandes feuilles de papier, scellées de son cachet en cire noire à tous les points où ces feuilles se rejoignaient,

laume, à défaut de la personne, et ne pouvant mieux, fit pendre Keith en effigie; il força le frère de cet officier, pour avoir procuré des chevaux à Frédéric, à entrer, comme sergent, dans un régiment.

A Berlin, de nouveaux emportements signalèrent l'arrivée du despote. Toute la famille royale s'était jetée à ses pieds, en implorant la grâce de Frédéric; le prince repoussa ses enfants avec dureté, et épouvanta la Reine par ces paroles foudroyantes : « Votre fils est mort. — Quoi! s'écria cette malheureuse mère, vous auriez été le meurtrier de votre fils! — Ce n'était plus mon fils, reprit le Roi, mais un déserteur qui méritait la mort. » A ces mots, la Reine tomba sans connaissance. Ce spectacle, loin d'attendrir Guillaume, semblait redoubler sa fureur. Étant sorti pour se faire amener Katt, il rentra chez la Reine, saisit la princesse Frédérique, la renversa, et l'eût grièvement blessée sans la résistance de la Reine; il l'accabla de paroles outrageantes, jurant qu'elle payerait de sa tête tous les chagrins qu'elle lui causait. Or, tout le crime de cette princesse était son tendre attachement pour son frère. Les menaces de Guillaume s'étendirent jusqu'à la Reine.

Vint le tour de l'infortuné Katt : avant de l'interroger, Guillaume lui arracha sa croix de Saint-Jean, le frappa de sa canne, le foula aux pieds. Katt répondit à toutes ses questions avec fermeté, et dit qu'au reste on en saurait davantage en ouvrant la cassette du prince, cassette que lui-même, croyant partir pour le rejoindre, avait remise à la Reine.

Mais tout était prévu : grâce à un cachet entière-

ment semblable à celui qui la scellait et qu'un domestique avait trouvé dans les jardins de Monbijou, on put briser les liens passés autour de la cassette et les remplacer. Quinze cents lettres environ, tant de la Reine que de la princesse Frédérique, furent brûlées : dans un grand nombre, le Roi n'était pas épargné ; dans d'autres, se révélaient toutes les intrigues avec l'Angleterre ; une lettre de Frédéric, datée du mois de mai, fût devenue une charge accablante. Elle disait : « Je pars, mon cher Katt ; j'ai si bien pris mes précautions, que je n'ai rien à craindre. Je passerai par Leipsick, où je me donnerai le nom de marquis d'Ambreville. J'ai déjà fait avertir Keith, qui ira droit en Angleterre. Ne perdez point de temps, car je compte vous trouver à Leipsick. Adieu, ayez bon courage. »

Il y avait aussi des billets d'amour, des réflexions morales, des remarques sur l'histoire, de la main du prince, une bourse contenant mille pistoles, des pierreries et bijoux.

Une fois que tout indice compromettant eut disparu, on dut songer à remplir le vide ; durant trois jours entiers, la Reine et sa fille écrivirent six à sept cents lettres aussi innocemment insignifiantes que possible, en ayant soin de prendre du papier de chaque année pour établir une parfaite concordance[1].

[1] Tout ne fut pas brûlé alors, et la Reine conserva, jusqu'à sa mort, une partie de ces papiers. Voici ce que Thiébault rapporte à ce sujet :
« Lorsque, dit-il, la Reine se vit, en 1757, près de sa mort, elle enveloppa ces lettres dans de grandes feuilles de papier, scellées de son cachet en cire noire à tous les points où ces feuilles se rejoignaient,

Telle était la terreur de la Reine, et son impatience d'en finir, qu'elle acheva de remplir la cassette avec toutes sortes de vieux chiffons.

Au reste, il était temps : car, le soir même, arriva Frédéric-Guillaume. « Nous accourûmes tous, dit la margrave de Bareith, pour lui baiser la main; mais, à peine m'eut-il envisagée, que la colère et la rage s'emparèrent de son cœur. Il devint tout noir, ses yeux étincelaient de fureur, et l'écume lui sortoit de la bouche. « Infâme canaille, me dit-il, oses-tu te montrer devant « moi? va tenir compagnie à ton coquin de frère. » En proférant ces paroles, il me saisit d'une main, m'appliquant plusieurs coups de poing au visage, dont l'un me frappa si violemment la tempe, que je tombai à la renverse, et me serois fendu la tête contre la corne du lambris, si madame de Jonsfeld ne m'eût garantie de la force du coup, en me retenant par la coiffure. Je restai à terre sans sentiment. Le Roi, ne se possédant plus, voulut redoubler ses coups et me fouler aux pieds. La Reine,

y mit l'adresse de son fils, et confia ce précieux paquet à une personne sûre, sous la promesse de le présenter au Roi, dès que celui-ci serait revenu dans ses États. En 1763, Frédéric, en rentrant dans le château de Berlin, passa dans une petite tourelle qui forme un cabinet avancé, du côté de l'ancienne place, à l'angle qui donne sur le Grand Pont. Ce fut à l'instant où ce Roi jetait de là les yeux sur sa capitale, qu'on exécuta les ordres de son auguste mère. Il savait, sans doute, ce que ce paquet contenait, car il n'y arrêta pas même ses regards; il se contenta d'ordonner de le déposer sur la petite table qui était dans ce cabinet, et c'est là qu'il l'a laissé, durant tout le reste de son règne, sans le déplacer ni l'ouvrir. Je l'y ai encore vu dans le même état en 1784, lorsque j'ai quitté Berlin. » (*Frédéric-le-Grand, ou Mes vingt ans de séjour à Berlin*, tome I.)

mes frères et sœurs, et ceux qui étoient présents l'en empêchèrent. Ils se rangèrent tous autour de moi, ce qui donna le temps à mesdames de Kamken et de Jonsfeld de me relever. Ils me placèrent sur une chaise, dans l'embrasure de la fenêtre qui étoit tout proche. Mais, voyant que je restois toujours dans le même état, ils dépêchèrent une de mes sœurs qui leur apporta un verre d'eau et quelques esprits, à l'aide desquels ils me rappelèrent un peu à la vie. Dès que je pus parler, je leur reprochai les soins qu'ils prenoient de moi, la mort m'étant mille fois plus douce que la vie dans l'état où en étoient les choses. Il est impossible de décrire la funeste situation où nous étions.

« La Reine poussoit des cris aigus, sa fermeté l'avoit abandonnée ; elle se tordoit les mains et couroit éperdue par la chambre. La rage défiguroit si fort le visage du Roi, qu'il faisoit peur à voir. Mes frères et sœurs, dont le plus jeune n'avoit que quatre ans, étoient à ses genoux et tâchoient de l'attendrir par leurs larmes. Madame de Jonsfeld soutenoit ma tête toute meurtrie et enflée des coups que j'avois reçus. »

Trompé dans son espoir, le Roi ne connut plus de mesure : « J'en sais assez, dit-il à la Reine, pour faire voler la tête de Fritz et celle de votre indigne fille. » Celle-ci eut ordre de ne plus quitter sa chambre. « Dans trois jours, ajouta Guillaume, je saurai la mettre en un lieu où elle aura tout le loisir d'expier ses fautes. »

Quiconque avait servi ou connu le prince devenait suspect ; les uns furent exilés, les autres envoyés à

Spandaw; ses domestiques furent chassés ou mis en prison. Du Han, son précepteur, fut relégué à Mémel, sur les confins de la Courlande.

De Spam, lieutenant aux gendarmes de la Garde, sans être aussi avant que Katt et Keith dans l'intimité de Frédéric, avait facilité au prince des entrevues avec Katt, lorsqu'il était de garde à Postdam : arrêté aussitôt après l'interrogatoire de Katt, Spam fut, sans autre forme de procès, renvoyé de l'armée, et condamné, par le Roi, à un an de détention à Spandaw[1].

On espérait que le ressentiment de Guillaume se calmerait après cette première explosion; mais l'implacable despote, sourd au cri de la nature, préparait sa vengeance; la mort lui semblait l'unique châtiment dû à une faute qu'un autre monarque eût punie de quelques jours d'arrêt, que tout autre père eût pardonnée. Toutefois, la condamnation de son fils l'embarrassait; car ses ministres et ses plus intimes conseillers lui avaient représenté, avec toutes les précautions convenables, que nul tribunal sur la terre n'avait le droit de juger l'héritier du trône. Enfin, après avoir épuisé toutes les ressources de son esprit, ou plutôt de sa dureté d'âme, il résolut, laissant le prince royal

[1] Après sa peine, étant passé en Hollande, il y devint major-général. — En 1763, Frédéric, voyageant alors dans les Provinces-Unies, alla loger chez lui, à Clèves, et fut, pour M. de Spam, d'une amabilité parfaite. Mais, tout en se plaisant à lui rappeler mille souvenirs de jeunesse, le Roi garda sur l'événement de 1730 un absolu silence; aussi le général disait-il gaiement : « Sa Majesté a une mémoire admirable jusqu'en 1730. »

de côté, de ne plus voir en son fils que le colonel de ses gardes, comme si la tête de l'un n'était pas celle de l'autre. Un conseil de guerre fut donc assemblé le 1er novembre, mais non sans beaucoup de peine; car, chacun s'étant excusé, il fallut tirer les membres au sort dans toute l'armée. Le Conseil était composé de deux généraux, deux colonels, deux lieutenants-colonels, deux majors, deux capitaines, deux lieutenants. Katt fut condamné à mort[1]. Quant à Frédéric, au moment de recueillir les voix comme président, le prince d'Anhalt, déjà brouillé avec M. de Grumkow, et réconcilié avec la Reine, opina pour l'innocence du prince; et, tirant son sabre, « quiconque, s'écria-t-il, ne votera pas comme moi, je lui abats les oreilles. » Frédéric fut acquitté à l'unanimité.

Furieux de ce jugement, le Roi l'annulle, choisit un autre conseil, et goûte enfin la satisfaction de voir son fils condamné à mort. Seuls, parmi les juges, les généraux Denhoff et Linger s'étaient prononcés pour l'acquittement.

Depuis son malheur, toute la conduite de Katt avait été digne, noble, résignée : il entendit l'arrêt sans changer de couleur : « Je me soumets, dit-il, aux ordres du Roi et de la Providence; je vais mourir pour une belle cause, et j'envisage le trépas sans frayeur, n'ayant rien à me reprocher. »

Une fois seul, il appela M. Hartenfeld, de garde auprès de sa personne et son ami : « Tenez, dit-il, en

[1] *Voyez* pièces justificatives à la fin du volume (II).

lui donnant la boîte qui renfermait le portrait de Frédéric et de sa sœur, gardez-la, et souvenez-vous quelquefois du malheureux Katt; mais ne la montrez à personne; cela pourroit encore faire du tort, après ma mort, aux illustres personnes que j'y ai peintes[1]. »

Il écrivit ensuite trois lettres, à son aïeul, à son père, à son beau-frère.

Le soir, un ecclésiastique étant venu le visiter : « Je suis, lui dit Katt, un grand pécheur; ma trop grande ambition m'a fait commettre bien des fautes, dont je me repens de tout mon cœur. Je me suis reposé sur ma fortune; les bonnes grâces du prince royal m'ont aveuglé à tel point que je me suis méconnu moi-même. A présent, je reconnais que tout est vanité; je sens un vif repentir de mes péchés, et je désire la mort, comme le seul chemin qui puisse me conduire à un bonheur stable et éternel. »

Toute cette journée et la suivante se passèrent en pieux entretiens.

Dans la soirée du lendemain, le major Pchenck vint l'avertir que le supplice aurait lieu à Kustrin, et qu'à deux reprises le Roi lui avait ordonné d'y assister. Comme cet officier, en lui exprimant ses regrets d'une pareille mission, appelait aussi de tous ses vœux la clémence royale : « Vous avez trop de bonté, lui répondit Katt, mais je suis content de mon sort. Je meurs pour un maître que j'aime, et j'ai la consolation de lui donner, par mon trépas, la plus forte

[1] *Mémoires* de la margrave de Bareith, tome I.

preuve d'attachement qu'on puisse exiger. Je ne regrette point le monde : je vais jouir d'une félicité sans fin. »

Puis il se mit en route, le front calme, à pied, par une sombre matinée de novembre, vêtu d'un simple sarrau de soldat, les mains garrottées derrière le dos. L'infortuné touchait à peine à sa vingt-deuxième année. Son âge seul eût mérité quelque indulgence; mais ses qualités privées lui donnaient d'autres droits à la commisération. Tous furent méconnus; ni les glorieux services de son père, lieutenant-général, ni ceux du feld-maréchal de Wartensleben, son aïeul, ni les larmes de ses amis ne purent désarmer le monarque; Frédéric-Guillaume ordonna l'exécution.

Un échafaud avait été élevé sur la place même de la citadelle, de plain-pied avec la chambre du prince, pour qu'on pût y arriver par la fenêtre; ce triste passage était tendu de noir. Chaque coup du marteau des ouvriers retentissait à l'oreille de Frédéric, qui lui-même attendait la mort. Dans ces lugubres préparatifs tout était calculé avec un art ingénieusement féroce.

Le jour suivant, Lœpel, commandant de la citadelle, entra dans la chambre du prisonnier. La tristesse répandue sur son front annonçait un message sinistre. Frédéric avoua depuis qu'alors il avait cru toucher à son heure dernière; mais un sort plus cruel lui était réservé. Le commandant lui annonça qu'il fallait assister au supplice de Katt; tel était l'ordre formel du Roi.

A cette nouvelle, le prince qui, jusqu'alors, avait

ignoré la condamnation de son ami, s'élance vers la fenêtre, et aperçoit Katt, conduit lentement au lieu fatal. A cette vue, s'adressant aux gardes, il les supplie dans les termes les plus touchants de suspendre l'exécution : « Permettez-moi, demande-t-il en fondant en larmes, permettez-moi d'écrire un mot, un seul mot à mon père ; oui, je le déclare à la face du ciel, je renonce à tous mes droits à la couronne, mais que Katt, que mon cher Katt soit sauvé. » Tous les cœurs sont attendris, mais qui oserait croire seulement possible le moindre retard dans l'accomplissement des volontés de Guillaume. Le cortége funèbre continue sa marche en silence. « O mon ami, s'écrie Frédéric, lorsque Katt est assez près de lui pour l'entendre, jamais je ne me consolerai de ta mort ; hélas ! j'en suis la seule cause ! Cher Katt, me pardonnes-tu ? Dis-moi que tu me pardonnes ! Ah ! que ne suis-je à ta place ! » Et il lui tend les bras avec désespoir.

Vivement ému par ces paroles, le malheureux officier envoie au prince de tendres adieux : « Ah ! Monseigneur, si j'avais mille vies, je les donnerais pour vous. » En achevant ces paroles, Katt se met à genoux. Un de ses domestiques veut lui bander les yeux : « Non, dit-il, ce n'est pas nécessaire. » Puis il ajoute en regardant le ciel : « Mon Dieu, je remets mon âme entre vos mains ; » présente sa tête au bourreau, et, en tombant, l'infortuné dirige encore ses bras vers son ami. Frédéric roule à terre sans connaissance.

On le porta sur son lit, où il ne reprit ses sens qu'avec beaucoup de peine. En proie à une fièvre brûlante et à

de violentes convulsions, il voulait se tuer. On ne le calma qu'en lui parlant de sa mère et de sa sœur Frédérique. Enfin, après une forte crise de larmes et un long évanouissement, il sembla moins agité et ne chercha plus à attenter à ses jours. Mais une profonde mélancolie s'empara de lui. Comme si l'épreuve qu'il venait de subir n'eût point été assez forte, on laissa, un jour entier, sur l'échafaud, devant sa fenêtre, le corps sanglant de son ami, qui fut ensuite enterré dans un des bastions de la forteresse. Le lendemain, digne complément de toutes ces horreurs, le bourreau alla demander au maréchal de Wartensleben, parent de Katt, le salaire de cette exécution.

Ces affreuses scènes ne contribuèrent pas peu à inspirer à Frédéric l'aversion profonde qu'il eut toute sa vie pour la peine capitale.

Cependant la famille royale et la nation étaient dans l'effroi. Guillaume avait déclaré que le *prisonnier* (il ne donnait plus d'autre nom au prince depuis son arrestation) périrait comme son complice [1],

La Reine, qui chérissait son fils, s'était vainement jetée de nouveau, avec tous ses autres enfants, aux genoux du monarque. Le cri de la nature avait été impuissant, mais les froids calculs de la politique triomphèrent. Ce fut une réclamation de l'Empereur qui obtint la grâce du prince royal, obstinément refusée aux sollicitations des autres cours étrangères. Secken-

[1] On ne lira peut-être pas sans intérêt le portrait que l'historien-roi a tracé d'un père dont il avait eu tant à se plaindre. *Voyez* pièces justificatives (I).

ignoré la condamnation de son ami, s'élance vers la fenêtre, et aperçoit Katt, conduit lentement au lieu fatal. A cette vue, s'adressant aux gardes, il les supplie dans les termes les plus touchants de suspendre l'exécution : « Permettez-moi, demande-t-il en fondant en larmes, permettez-moi d'écrire un mot, un seul mot à mon père ; oui, je le déclare à la face du ciel, je renonce à tous mes droits à la couronne, mais que Katt, que mon cher Katt soit sauvé. » Tous les cœurs sont attendris, mais qui oserait croire seulement possible le moindre retard dans l'accomplissement des volontés de Guillaume. Le cortége funèbre continue sa marche en silence. « O mon ami, s'écrie Frédéric, lorsque Katt est assez près de lui pour l'entendre, jamais je ne me consolerai de ta mort ; hélas ! j'en suis la seule cause ! Cher Katt, me pardonnes-tu ? Dis-moi que tu me pardonnes ! Ah ! que ne suis-je à ta place ! » Et il lui tend les bras avec désespoir.

Vivement ému par ces paroles, le malheureux officier envoie au prince de tendres adieux : « Ah ! Monseigneur, si j'avais mille vies, je les donnerais pour vous. » En achevant ces paroles, Katt se met à genoux. Un de ses domestiques veut lui bander les yeux : « Non, dit-il, ce n'est pas nécessaire. » Puis il ajoute en regardant le ciel : « Mon Dieu, je remets mon âme entre vos mains ; » présente sa tête au bourreau, et, en tombant, l'infortuné dirige encore ses bras vers son ami. Frédéric roule à terre sans connaissance.

On le porta sur son lit, où il ne reprit ses sens qu'avec beaucoup de peine. En proie à une fièvre brûlante et à

de violentes convulsions, il voulait se tuer. On ne le calma qu'en lui parlant de sa mère et de sa sœur Frédérique. Enfin, après une forte crise de larmes et un long évanouissement, il sembla moins agité et ne chercha plus à attenter à ses jours. Mais une profonde mélancolie s'empara de lui. Comme si l'épreuve qu'il venait de subir n'eût point été assez forte, on laissa, un jour entier, sur l'échafaud, devant sa fenêtre, le corps sanglant de son ami, qui fut ensuite enterré dans un des bastions de la forteresse. Le lendemain, digne complément de toutes ces horreurs, le bourreau alla demander au maréchal de Wartensleben, parent de Katt, le salaire de cette exécution.

Ces affreuses scènes ne contribuèrent pas peu à inspirer à Frédéric l'aversion profonde qu'il eut toute sa vie pour la peine capitale.

Cependant la famille royale et la nation étaient dans l'effroi. Guillaume avait déclaré que le *prisonnier* (il ne donnait plus d'autre nom au prince depuis son arrestation) périrait comme son complice [1],

La Reine, qui chérissait son fils, s'était vainement jetée de nouveau, avec tous ses autres enfants, aux genoux du monarque. Le cri de la nature avait été impuissant, mais les froids calculs de la politique triomphèrent. Ce fut une réclamation de l'Empereur qui obtint la grâce du prince royal, obstinément refusée aux sollicitations des autres cours étrangères. Secken-

[1] On ne lira peut-être pas sans intérêt le portrait que l'historien-roi a tracé d'un père dont il avait eu tant à se plaindre. *Voyez* pièces justificatives (I).

dorff, son ambassadeur à Berlin, dont les intrigues avaient empêché le mariage de Frédéric avec une princesse d'Angleterre, pensa que c'était le moment de rendre à son maître un autre service non moins important, et qu'en sauvant le futur roi de Prusse, il l'attachait sans retour à la Maison d'Autriche. Supposant donc des ordres qu'il n'avait plus le temps d'attendre, le diplomate demanda au Roi, au nom et de la part de l'Empereur, une audience particulière. Là, il déclara que le prince royal, appartenant à l'Empire, ne pouvait être légalement jugé qu'à la Diète de l'Empire; que c'était à ce tribunal seul que Sa Majesté devait remettre l'accusé et les pièces du procès, et que le prince Frédéric était sous la sauvegarde de la constitution germanique. La justesse de cette observation était incontestable; tout autre prince eût saisi avec empressement une voie ouverte à l'équité, à la clémence. Guillaume, au contraire, s'en trouvant offensé, déclara qu'il irait faire exécuter l'arrêt en Prusse, où il était indépendant. Ce trait seul peindrait son caractère.

Mais la première fougue calmée, le Roi sentit combien il pourrait être dangereux d'offenser l'Empire, et enfin le mot de pardon fut prononcé, sous la condition que Frédéric écrirait à son père pour implorer respectueusement sa grâce.

Ce fut M. de Grumkow qu'on chargea de la notifier. Entrant donc chez Frédéric, d'un air soumis et respectueux : « Je ne viens, lui dit-il, que pour demander pardon à Votre Altesse Royale du peu de ménagement que j'ai eu jusqu'à présent pour elle. J'y ai été obligé pour obéir

aux ordres du Roi ; je les ai même exécutés ponctuellement, pour être plus à portée, Monseigneur, de vous rendre service ; le chagrin qu'on vient de vous causer, par la mort de Katt, nous a fait une peine infinie, à Seckendorff et à moi. Nous avons employé tous nos efforts pour le sauver, mais inutilement. Nous allons les redoubler pour faire votre paix avec le Roi ; mais il faut que Votre Altesse Royale y travaille elle-même, et qu'elle me charge d'une lettre remplie de soumissions, que je présenterai au Roi et que j'appuierai de tout mon pouvoir[1]. »

L'âme du prince avait reçu une profonde blessure, et le choix du négociateur était peu propre à la guérir ; aussi hésita-t-il avant de se résigner au rôle de suppliant. Enfin il prit la plume. Guillaume lui répondit qu'il voulait bien oublier son crime.

Néanmoins le temps des épreuves n'était point passé pour le jeune prince ; car, avec cette promesse d'oubli miséricordieux, il reçut l'ordre de rester à Kustrin, d'y vivre en simple particulier, et de s'adonner exclusivement à l'étude de l'administration des domaines. Astreint aussi à suivre toutes les séances de cette chambre, son rang était marqué après le plus jeune conseiller.

De plus, l'usage de la langue française et l'uniforme militaire lui furent interdits ; il prêta aussi serment de ne jamais persécuter aucun de ses juges. Ce serment, Frédéric l'a tenu, sans effort, avec une religieuse fidé-

[1] *Mémoires* de la margrave de Bareith, tome I.

lité : dans une grande âme, il n'y a pas de place pour la vengeance.

Sa dépense avait été réglée fort mesquinement; aussi toute la noblesse du voisinage se cotisa-t-elle pour subvenir à la table du prince; les réfugiés français de Berlin lui envoyèrent du linge et des rafraîchissements. Telle était sa mélancolie, qu'on eut bien de la peine à la dissiper, et encore Frédéric ne voulut-il quitter son habit de prisonnier que quand il fut en lambeaux, parce que son cher Katt en avait porté un semblable.

Cependant les travaux du nouveau conseiller étaient peu de son goût; il s'y livra néanmoins avec assez d'ardeur pour acquérir des connaissances utiles, trop souvent étrangères aux rois. Ne réprimant pas toujours son humeur satirique, il s'amusait quelquefois à dessiner, en caricature, ses graves confrères, et même le président de Munchow, qui n'en continuait pas moins ses bons offices, en lui procurant des livres. Dans ces grotesques peintures, les uns étaient affublés d'énormes cornes, d'autres étaient représentés buvant ou jouant aux cartes.

Forcé de renoncer à l'horrible satisfaction qu'il s'était promise, Frédéric-Guillaume, ne pouvant tuer le corps de son fils, voulut sauver son âme, et il ordonna à l'aumônier Muller, le même qui avait assisté Katt, de conférer avec le prince royal. La mission était délicate, imposée par un homme dont toute la conduite venait d'être si contraire à l'esprit même du christianisme. Le digne ecclésiastique l'accomplit fidèlement; et, s'il ne parvint point à changer les convictions de Frédéric, s'il



ne l'arracha point à l'abîme sans fond du doute, ses tentatives du moins furent-elles charitables autant que son intervention fut conciliante; impuissant à donner un serviteur à Dieu, il s'efforça de rendre un père à son fils[1].

Peu à peu, la surveillance devenait moins rigoureuse; Frédéric put écrire; bientôt même, on lui permit de fréquenter, sous un déguisement, le château de Tamsel, résidence des barons de Wrech. Là vivaient le père, la mère, trois fils et quatre filles. Tous les soirs, Frédéric arrivait, et, dans une douce intimité, grâce à la musique, à la conversation, les heures s'écoulaient rapidement. M. de Wrech lui fournissait livres, bougies, provisions, argent même; ces avances montèrent jusqu'à six mille rixdalers. On a prétendu que jamais Frédéric n'avait remboursé cette somme, ne pensant pas que ce fût au roi de Prusse à payer les dettes du prince royal. Ce qu'il y a de certain, c'est que, dans la suite, la famille de Wrech, toujours tenue à l'écart, resta frappée d'une sorte de disgrâce. Au reste, il en fut de même pour les parents de l'infortuné Katt.

Vainement Thiébault[2] veut excuser cette ingratitude en l'expliquant par la raison d'État, et en invoquant les inflexibles nécessités du rang suprême : tels furent en effet sans doute les mobiles du monarque. Mais en cela il se trompa étrangement; car la reconnaissance, contenue dans de justes limites, est, de toutes les influences royales, la mieux entendue.

[1] *Voyez* pièces justificatives (J).

[2] *Mes Souvenirs*, etc.

Cette bizarre position de l'héritier d'un trône durait depuis près d'une année, lorsqu'un jour le maréchal de Borck, MM. de Grumkow, Poudevel, son gendre, et Tulmœier, ministre d'État, se présentèrent, au nom du Roi, devant la princesse Wilhelmine, presque prisonnière elle-même dans ses appartements, et, tour à tour, maltraitée par son père qui détestait toute idée de mariage avec l'Angleterre, et par la Reine travaillant au contraire, nuit et jour, à une double alliance avec cette puissance.

Grumkow, ayant pris la parole, déclara que désormais un mariage avec le prince de Galles devenait impossible ; que, chargé lui-même de cette négociation, il avait complétement échoué, l'unique réponse du monarque anglais aux offres de la Prusse étant un refus dédaigneux ; que, justement offensé, son auguste maître voulait en finir, et proposait, pour époux, à sa fille, le prince héréditaire de Bareith, de la Maison de Brandebourg, et futur possesseur d'un très-beau pays.

Il ajoutait qu'entre autres grands avantages, le Roi, comme témoignage de satisfaction, accorderait, après les noces, l'entière liberté du prince, son frère ; qu'ainsi, tout nuage disparaissant, la concorde renaîtrait au sein de la famille royale ; que si, au contraire, la princesse résistait, elle serait immédiatement renfermée dans la forteresse de Memel, en Lithuanie.

Cédant à l'idée du bien qu'elle allait faire ; par-dessus tout, préoccupée du sort de son frère chéri, Wilhelmine consentit, et, le 20 novembre 1731, malgré les emportements et les menées de la Reine, elle devint

princesse héréditaire de Bareith. Circonstance bizarre! elle se trouvait mariée contre le gré des trois personnes [1] qui pouvaient disposer de son sort, et néanmoins avec leur consentement!

Enchanté du désappointement de la Reine, Frédéric-Guillaume célébra, le 20 novembre, à Berlin, avec magnificence, dans les grands appartements du château, où tout, meubles et ornements, était d'argent massif, une cérémonie qui, à ses yeux, devenait un triomphe personnel : festins splendides, où il s'amusait à enivrer son gendre, danse aux flambeaux, revues, riches présents même à la princesse, rien ne fut épargné. La Reine seule, dominée par son ressentiment, déployait contre sa fille un luxe d'humeur inimaginable.

Cependant, au milieu de toutes ses peines, la bonne Wilhelmine, n'oubliant pas son frère, sommait Grumkow de tenir sa parole.

Enfin, le Roi prouva qu'il était capable d'un sentiment délicat et tendre. C'était le 23 novembre, fête de la Reine; il y avait bal au château. Voulant lui offrir un bouquet digne d'une mère, Frédéric-Guillaume commanda à son fils d'entrer furtivement dans le salon où cette princesse faisait sa partie, et de se présenter ensuite tout à coup devant elle. Le prince alla donc se placer près de la table de sa mère, attendant qu'elle portât ses regards vers lui. Il pouvait à peine contenir

[1] Le margrave de Bareith, en unissant son fils à la princesse Wilhelmine, n'avait eu en vue que des avantages personnels; déçu par l'avarice du Roi, sa mauvaise humeur était grande.

son impatience; le Roi, jouissant de ce spectacle, sentait qu'il était père. Enfin, l'heureux moment arrive : « Ah! Fritz, » s'écrie la Reine; et elle presse son fils entre ses bras en le baignant de larmes. Cette émotion subite pensa lui devenir funeste. De pareilles joies inondent le cœur d'une mère. Guillaume lui-même fut attendri : « Fritz, Fritz, dit-il en se tournant avec bonté vers le prince royal, une autre fois tu n'en seras pas quitte à si bon compte. »

Dansant à l'extrémité de la galerie, la princesse Wilhelmine ignorait tout encore; Grumkow vint à elle : « Eh! mon Dieu, madame, lui dit-il en souriant, Votre Altesse Royale est-elle donc piquée de la tarentule? Ne voit-elle point ces étrangers qui viennent d'arriver? » S'arrêtant tout court, la princesse, regardant autour d'elle, aperçut en effet un jeune homme habillé de gris, et, sans le reconnaître, tant il avait pris d'embonpoint : « Mais allez donc embrasser le prince royal, ajouta Grumkow; le voici devant vous. » Après avoir couvert de caresses ce frère bien-aimé, elle courut se jeter aux pieds du Roi qui, la relevant avec bonté : « Hé bien? ma fille, lui dit-il, êtes-vous contente de moi? vous voyez que je vous ai tenu parole. »

Avant de quitter Kustrin, le prince avait dû s'engager, par serment, à obéir en tout à son père; à n'entreprendre aucun voyage sans sa permission; à vivre dans la crainte de Dieu; à remplir ses devoirs religieux, et à se marier comme le Roi l'entendrait.

Quand l'uniforme lui fut rendu, on lui présenta aussi une épée; mais Frédéric la refusa : « C'est celui qui

m'a ôté mon épée, dit-il, qui doit me la rendre; » et il n'en voulut recevoir une que de la main de son père.

Peu de temps après, Frédéric-Guillaume lui donna un régiment, et songea à le marier. On se rappelle l'opiniâtre engouement de la Reine et l'insurmontable aversion du Roi à l'endroit des mariages anglais. De là, pour le jeune prince, une nouvelle série de tribulations.

« Jusqu'ici, mon sort a été assez doux, écrivait-il à sa sœur; j'ai vécu tranquillement dans ma garnison; ma flûte, mes livres et quelques amis affectionnés m'ont fait passer une vie fort paisible. On veut me forcer à l'abandonner, pour me marier avec la princesse de Bevern, que je ne connais pas : on m'a extorqué un consentement qui m'a causé bien de la peine. Faudra-t-il donc toujours être tyrannisé, sans espoir de changement? Encore, si ma chère sœur était ici, j'endurerais tout avec patience. »

Favorable aux vues de la cour de Vienne, et moins disposé que jamais en faveur du monarque anglais, qui l'appelait ironiquement *l'Archi-sablier* [1] *de l'Empire*, et son frère, *le Caporal*, Frédéric-Guillaume avait fixé son choix sur une nièce de l'Empereur, âgée de dix-sept ans et demi, Élisabeth-Christine, fille de Ferdinand-Albert, duc de Brunswick-Bevern [2] : c'était en finir pour toujours avec l'Angleterre.

Ce mariage eut lieu le 12 juin 1732; mais Frédéric

[1] Faisant ainsi allusion aux landes sablonneuses du Brandebourg.

[2] Plus tard, duc de Brunswick-Wolfenbuttel, par la mort de Louis-Rodolphe, son beau-père.

avait juré de n'avoir d'autre relation que le titre d'époux avec une compagne qui n'était pas de son choix : il tint parole, et la première nuit devint une irrévocable séparation. La cérémonie avait eu lieu au château de Salzdahlen, propriété du duc de Brunswick. Déjà les jeunes époux s'étaient retirés dans leurs appartements, quand, de tous côtés, retentissent les cris : « Au feu ! au feu ! » Aussitôt, Frédéric s'élance de la couche nuptiale pour n'y rentrer jamais. A dater de cette époque, il ne rencontra que très-rarement la princesse; devenu roi, toutes ses relations avec elle se bornèrent à une visite par an, le jour de sa naissance.

Pieuse, charitable, indulgente pour les autres autant que sévère pour elle-même, Élisabeth-Christine, durant sa longue vie, réalisa complétement le vœu de César : car jamais on ne parla d'elle. Toute concentrée dans sa paisible retraite, ne se rattachant au monde extérieur que par une fervente admiration pour son héroïque époux, et par le bien qu'elle répandait, cette princesse ne vit jamais ni l'ancien ni le nouveau Sans-Souci. C'était elle cependant qui tenait la seule cour du pays; chez la Reine, aux jours d'usage, se rendaient ministres, généraux, ambassadeurs; chez elle, avaient lieu les présentations d'étrangers. Mais, telle était l'invariable régularité de ce cérémonial sans faste, qu'à l'exception des intéressés, personne dans Berlin ne s'en préoccupait [1].

Au reste, dans cet isolement qui était son ouvrage, Frédéric n'était pas arrivé à l'indifférence; la Reine

[1] Thiébault, *Mes Souvenirs*, etc.

trouva constamment en lui une affectueuse sollicitude, et les égards les plus recherchés; seulement, il voulait vivre seul.

Ayant reçu de Guillaume, à l'occasion de son mariage, le comté de Ruppin, le prince royal alla bientôt s'établir à Rheinsberg, château ruiné dont il sut faire un séjour enchanteur. Mais la très modique pension qu'il recevait de son père n'aurait pu suffire à de telles dépenses; par l'intermédiaire de Seckendorff et de l'Impératrice, tante de la princesse royale de Prusse, l'argent autrichien lui vint en aide.

« Seckendorff m'envoie, de temps à autre, des fonds dont j'ai grand besoin, dit-il un jour à sa sœur, la margrave de Bareith. J'ai déjà préparé les voies pour qu'il vous en procure aussi. Mes *galions* sont arrivés hier, et j'en partagerai la charge avec vous. »

« En effet, il m'apporta, le lendemain, ajoute la margrave dans ses *Mémoires*, mille écus, m'assurant qu'il m'en feroit tenir davantage. Je fis beaucoup de difficultés pour les accepter, ne voulant pas lui être à charge. Il hocha la tête, et me répondit : « Prenez-les « hardiment, car l'Impératrice me fait tenir autant « d'argent que j'en veux, et je vous assure que je « déloge d'abord le démon de pauvreté de chez moi, « quand seulement je le vois s'en approcher! — L'Im- « pératrice, lui repartis-je, est donc meilleure exor- « ciste que les autres prêtres? — Oui, me dit-il, et je « vous promets qu'elle fera fuir votre diable aussi bien « que le mien[1]. »

[1] *Mémoires* de Frédérique-Sophie, etc.

Plus tard, et à titre d'emprunts, Frédéric reçut plusieurs envois d'argent, de la Tzarine Anne, et de son favori Biren, duc de Courlande. Ulric de Suhm, gentilhomme saxon, d'abord ministre plénipotentiaire d'Auguste II, à Berlin, et ensuite à Saint-Pétersbourg, était l'actif et dévoué correspondant du prince royal. Dans un langage convenu d'avance, toutes ces sommes étaient désignées sous des noms d'ouvrages historiques, et de productions littéraires.

Le 22 janvier 1737, Frédéric lui écrivait : « Vous ne vous contentez donc pas de m'être utile en fait de philosophie (ceci se rapporte à sa traduction de Wolff), vous voulez l'être également pour l'histoire. La *Vie du prince Eugène*, ouvrage très-utile et très-convenable aux gens de mon âge, me fera beaucoup de plaisir. Comme vous vous êtes chargé si généreusement du soin de me faire venir ce livre, je ne m'en inquiète plus, pas même de la reliure, soin que je suis persuadé que vous voudrez bien prendre, ainsi que de le faire bien empaqueter, afin que l'humidité ne puisse arriver jusqu'aux livres et aux estampes, qui en seroient gâtées. Je souhaiterois bien, mon cher Diaphane, être en état de vous fournir à mon tour une bibliothèque choisie. Il y a du plaisir à en approvisionner des gens comme vous, qui savent en faire un si excellent usage. »

Comme les fonds se faisaient attendre : « Je suis à la fin de toutes mes lectures, lui écrivait Frédéric, le 23 mars suivant, et j'attends, avec grande impatience, la *Vie du prince Eugène*. Quelqu'un, ces jours passés,



m'a sommé de lui en donner un extrait; je me suis fort excusé sur ce que l'original n'étoit pas entre mes mains; ce qui fit une scène semblable à celle qui se trouve dans le *Joueur*, lorsque M. Galonier et madame Adam[1] viennent lui rendre visite. »

« Puisque vous voulez bien être mon commissionnaire en Russie, disait-il dans une autre lettre, ayez la bonté de me faire avoir l'édition nouvelle de la *Vie du prince Eugène* qu'on imprime là-bas, ce sera plus court et la meilleure voie d'expédition; l'accord avec le libraire également plus sûr, et j'y trouverai beaucoup mieux mon compte qu'avec ces *libraires de Vienne*, qui impriment lentement, qui ne font point crédit à ceux qui souscrivent, et qui, en un mot, ne me conviennent point. On me demande douze exemplaires de ce livre. Ceux qui les ont commandés me persécutent tous les jours pour les avoir, comme si j'avois une imprimerie dans ma maison, et que je fusse en état de les satisfaire à mon gré. Enfin, onze ou douze personnes sont entichées de la *Vie du prince Eugène*; elles la veulent avoir à quelque prix que ce soit. Jugez de ma situation : je me voue à tous les saints; et sans vous je serois fort embarrassé. Faites donc, je vous prie, l'accord avec le libraire; je vous donne plein pouvoir; mes intérêts ne peuvent être en meilleures mains que les vôtres[2]. »

Évidemment, les douze exemplaires en question

[1] Deux personnages du *Joueur* de Regnard.

[2] Correspondance familière et amicale de Frédéric II, roi de Prusse, avec U. F. de Suhm.

étaient douze mille écus, et ceux qui les avaient commandés, des créanciers.

En mai 1737, Suhm lui écrivait : « J'ai reçu avec une joie inexprimable l'adorable marque du souvenir que Votre Altesse Royale a bien voulu me donner par sa gracieuse lettre n° 4. J'attendois, pour y répondre, le départ d'un courrier, désirant lui envoyer, par cette occasion, les *Mémoires*, ci-joints, *de l'Académie, en trois volumes*, reliés à l'anglaise. Ce sera, Monseigneur, s'il vous plaît, en attendant que je puisse vous envoyer l'autre ouvrage, dont je presse autant que possible la publication. »

Obéré lui-même, Biren, pour ces avances, avait recours à la Tzarine. Mais réciproquement les deux augustes amis ne se liaient par aucune convention : Frédéric avait senti tout ce qu'une obligation pécuniaire aurait pu, dans la suite, porter d'atteinte à sa dignité et à son indépendance de souverain. Un emprunt au duc de Courlande sauvait tout : dès son avénement, le nouveau roi s'acquitta.

Par ses ordres, on avait placé sur la grande porte l'inscription suivante en fort mauvais latin : *Frederico tranquillitatem colenti* : le Roi en fut outré, ne pouvant concevoir que la discipline militaire et la majesté du rang suprême fussent compatibles avec l'amour des lettres et du repos. Ce qui surtout l'exaspérait, c'était la passion toujours croissante de son fils pour les sciences, les arts et la musique, son aversion pour le militaire, et cette singulière recherche de toilette dont Frédéric, dans la suite, se corrigea si bien. Toute la

vie extérieure du prince royal semblait présager un règne de plaisirs et de magnificence.

Mais telle pourtant ne devait point être l'opinion de ceux qui l'entouraient; car ce même prince, toujours levé d'assez bonne heure, ne recevait personne dans son appartement, et n'en sortait jamais avant midi[1]. Seul pendant six ou sept heures, à quel emploi les consacrait-il donc? A ses doctes et nombreuses correspondances, on l'a su depuis; au culte des Muses, à des études historiques, à Hérodote, à Xénophon, à Tacite, Plutarque, Polybe, César, Quinte-Curce. Ces beaux génies, ces splendides lumières du monde antique, enflammaient son ardente imagination, en lui offrant sans cesse des modèles d'héroïsme, de vertu, de grandeur d'âme.

Cette retraite à Rheinsberg fut donc dans la vie de Frédéric une époque décisive : livré aux heureuses inspirations de son riche naturel, loin des flatteurs, à l'abri de la corruption, il s'interrogea dans la solitude, et comprit sa force ainsi que ses devoirs.

Le prince jouissait pleinement d'une si douce vie, quand son père le rappela auprès de lui : un nouvel incendie menaçait l'Europe. Auguste II, électeur de Saxe, venait de mourir, au moment d'exécuter le projet qui l'occupait depuis son avénement au trône polonais : il ne s'agissait de rien moins que de rendre cette couronne héréditaire dans sa famille, sauf à en démembrer quelques provinces pour acheter le consentement des puissances voisines.

[1] Thiébault, *Mes Souvenirs*, etc.

étaient douze mille écus, et ceux qui les avaient commandés, des créanciers.

En mai 1737, Suhm lui écrivait : « J'ai reçu avec une joie inexprimable l'adorable marque du souvenir que Votre Altesse Royale a bien voulu me donner par sa gracieuse lettre n° 4. J'attendois, pour y répondre, le départ d'un courrier, désirant lui envoyer, par cette occasion, les *Mémoires*, ci-joints, *de l'Académie, en trois volumes*, reliés à l'angluise. Ce sera, Monseigneur, s'il vous plaît, en attendant que je puisse vous envoyer l'autre ouvrage, dont je presse autant que possible la publication. »

Obéré lui-même, Biren, pour ces avances, avait recours à la Tzarine. Mais réciproquement les deux augustes amis ne se liaient par aucune convention : Frédéric avait senti tout ce qu'une obligation pécuniaire aurait pu, dans la suite, porter d'atteinte à sa dignité et à son indépendance de souverain. Un emprunt au duc de Courlande sauvait tout : dès son avénement, le nouveau roi s'acquitta.

Par ses ordres, on avait placé sur la grande porte l'inscription suivante en fort mauvais latin : *Frederico tranquillitatem colenti* : le Roi en fut outré, ne pouvant concevoir que la discipline militaire et la majesté du rang suprême fussent compatibles avec l'amour des lettres et du repos. Ce qui surtout l'exaspérait, c'était la passion toujours croissante de son fils pour les sciences, les arts et la musique, son aversion pour le militaire, et cette singulière recherche de toilette dont Frédéric, dans la suite, se corrigea si bien. Toute la

vie extérieure du prince royal semblait présager un règne de plaisirs et de magnificence.

Mais telle pourtant ne devait point être l'opinion de ceux qui l'entouraient; car ce même prince, toujours levé d'assez bonne heure, ne recevait personne dans son appartement, et n'en sortait jamais avant midi[1]. Seul pendant six ou sept heures, à quel emploi les consacrait-il donc? A ses doctes et nombreuses correspondances, on l'a su depuis; au culte des Muses, à des études historiques, à Hérodote, à Xénophon, à Tacite, Plutarque, Polybe, César, Quinte-Curce. Ces beaux génies, ces splendides lumières du monde antique, enflammaient son ardente imagination, en lui offrant sans cesse des modèles d'héroïsme, de vertu, de grandeur d'âme.

Cette retraite à Rheinsberg fut donc dans la vie de Frédéric une époque décisive : livré aux heureuses inspirations de son riche naturel, loin des flatteurs, à l'abri de la corruption, il s'interrogea dans la solitude, et comprit sa force ainsi que ses devoirs.

Le prince jouissait pleinement d'une si douce vie, quand son père le rappela auprès de lui : un nouvel incendie menaçait l'Europe. Auguste II, électeur de Saxe, venait de mourir, au moment d'exécuter le projet qui l'occupait depuis son avénement au trône polonais : il ne s'agissait de rien moins que de rendre cette couronne héréditaire dans sa famille, sauf à en démembrer quelques provinces pour acheter le consentement des puissances voisines.

[1] Thiébault, *Mes Souvenirs*, etc.

Afin de s'entendre à ce sujet, Auguste avait prié le roi de Prusse de lui envoyer son ministre Grumkow à Varsovie. Voulant se deviner réciproquement, tous les deux s'enivrèrent; procédé qui causa la mort du monarque, et valut au ministre une maladie dont il ne se releva jamais[1].

De cet événement sortit une guerre qui s'étendit sur toute l'Europe et modifia la constitution de l'Italie[2].

Cependant la nation polonaise, lasse de maîtres étrangers, décidait, dans la Diète de convocation, qu'on n'élirait qu'un Piaste, catholique de père et de mère, sans possessions hors de la République. C'était exclure le nouvel électeur de Saxe, et annoncer, en quelque sorte, l'intention de replacer Stanislas sur le trône. Mais l'Empereur et la Russie s'opposèrent à l'accomplissement de ce vœu national. Une armée russe envahit la Pologne par la Lithuanie; et Charles VI rassembla des forces imposantes sur la frontière. Vainement Louis XV fit

[1] Frédéric, *Mém. pour servir à l'hist. de la Maison de Brandeb.*

[2] En effet, après la paix de Vienne, le duc de Lorraine, en échange des duchés de Lorraine et de Bar, donnés à Stanislas, sera mis en possession du grand-duché de Toscane; l'Empereur cèdera à l'infant don Carlos les royaumes de Naples et de Sicile; le roi de Sardaigne recevra, avec le Tortonais et le Novarais, la souveraineté des terres vulgairement appelées *Langhes*, les quatre terres de San Fedele, Torre di Forti, Gravedo et Campo Maggiore. De son côté, recouvrant les autres États que la guerre lui avait enlevés en Italie, l'Empereur y réunira les duchés de Parme et de Plaisance, sous la condition de ne point poursuivre la *désincamération* de Castro et de Ronciglione, et de faire droit au duc de Guastalla, relativement à ses prétentions sur le duché de Mantoue, etc. (Pfeffel, *Nouvel abrégé*, etc. — Koch, *Abrégé de l'histoire des traités de paix*, etc.)

représenter à la cour de Vienne que, garant de la liberté polonaise, et personnellement intéressé à l'élévation de son beau-père, les démarches de l'Empereur, pour comprimer l'une et entraver l'autre, le forceraient à prendre les armes [1]; par son adhésion solennelle à l'arrêté de l'Empire concernant la pragmatique sanction [2], et par l'engagement de sa garantie personnelle, l'électeur de Saxe neutralisa l'effet de ces déclarations.

Bientôt la République offrit l'affligeant spectacle de deux élections ennemies. Le 12 septembre, dans la plaine de Wola, près Varsovie, Stanislas fut proclamé Roi; cinq semaines plus tard, l'électeur de Saxe, sous le nom d'Auguste III, saisissait le sceptre dans Varsovie même, à la pointe des baïonnettes étrangères. Stanislas fugitif se retira à Dantzick.

Ainsi la Maison d'Autriche, qui s'était laissé enlever l'Espagne et les Indes occidentales; qui, tout récemment encore, n'avait pas même pu établir une compagnie de commerce à Ostende, trouvait moyen de détrôner le beau-père de Louis XV [3].

Sur les bords du Rhin, une armée française serrait de près Philipsbourg, place d'une haute importance pour l'Empereur : aussi, Charles VI avait-il confié au prince Eugène le soin difficile d'en faire lever le siége. Frédéric-Guillaume envoya dix mille Prussiens, sous les ordres du général Rœder, à l'armée impériale, et, pour

[1] Pfeffel, ouvrage cité.
[2] *Voyez* livre II.
[3] Voltaire, *Siècle de Louis XV*.

donner à son fils quelque idée de la guerre, il se rendit avec lui à Philipsbourg.

Déjà, l'année précédente, la France avait pressé ce prince d'entrer dans la Prusse polonaise, et de la tenir en séquestre jusqu'à la paix. Mais, craignant de s'engager dans une lutte où il ne pourrait plus s'arrêter, Frédéric-Guillaume avait énergiquement maintenu sa neutralité. Il ne prit donc les armes qu'après une sommation de l'Empereur, qui, aux termes du traité de 1728, réclamait le contingent convenu.

Grande était chez le jeune Frédéric l'impatience de connaître un héros vieilli sous les lauriers; déjà son active imagination s'était créé un prince Eugène que malheureusement la réalité ne lui montra pas. En effet, l'illustre capitaine n'était plus le même : l'affaiblissement de la pensée suivait en lui l'affaiblissement du corps; las de tout, même de sa gloire, il évitait, dans la conversation, les sujets militaires; comme fatigué de combats, il refusa, aux instances du monarque prussien, de livrer bataille. Néanmoins, à force d'adresse, Frédéric obtint d'intéressants détails sur les plus belles journées de cette vie guerrière. Le comte de Philippi, aide de camp du prince de Savoie, savait amener son général sur les questions que Frédéric désirait approfondir; entretiens que, cinquante ans plus tard, le roi de Prusse citait encore à plusieurs de ses généraux[1], comme lui ayant été utiles.

Mais cet apprentissage fut de courte durée. Vieux et

[1] Denina, *Essai sur la vie et le règne de Frédéric II.*

infirme, Guillaume s'était vu bientôt contraint de quitter l'armée. Au mois d'octobre suivant, le prince royal lui ramena ses troupes, mécontent d'une campagne qui n'avait offert rien de mémorable, peu satisfait du prince Eugène dont il n'avait vu que l'ombre[1], et plus heureux que jamais de retrouver sa chère retraite de Rheinsberg.

Néanmoins, sur ce froid théâtre, le calme intrépide qui devint, depuis, chez Frédéric, une habitude indomptable de l'âme, s'était révélé pour la première fois. Au retour d'une reconnaissance, à travers un bois très-découvert, il chemina sous les boulets des lignes ennemies qui fracassaient des arbres tout autour de lui, maintenant son cheval au pas, sans la moindre émotion, sans interrompre son entretien avec les généraux de sa suite.

La guerre continuait toujours, mais le terme des prospérités de Charles VI était venu. Stanislas, il est vrai, déguisé en matelot, après l'héroïque défense de Dantzick, errant de péril en péril, réduit à se cacher dans des marais infects, ne sauva que par miracle sa tête lâchement mise à prix. Mais bientôt, en une seule campagne, dix mille Espagnols enlevèrent à l'Empereur Naples et la Sicile, ces riches dépouilles sur lesquelles, depuis deux siècles, l'aigle d'Autriche veillait attentivement. Stanislas devint duc de ces contrées qu'il allait rendre si heureuses, et la Maison de Lorraine reçut en échange la Toscane, auparavant accordée à

[1] Frédéric, *Mém. pour servir à l'hist. de la Maison de Brandeb.*

don Carlos [1]. Voilà ce que coûtait à Charles VI le tyrannique plaisir d'imposer un roi à la Pologne.

Cette paix qu'offrait la France victorieuse, l'Empereur fut trop heureux encore de la recevoir; et le cardinal de Fleury, qui avait su empêcher l'Angleterre et la Hollande de prendre part à la guerre, sut aussi la terminer sans leur intervention.

Dans ces circonstances, Frédéric-Guillaume, en honorant le malheur, s'était honoré lui-même. Dès que Stanislas eut atteint Marienwerder, ville prussienne, il y trouva asile et fut reçu en roi. Guillaume permit même à son fils d'aller lui rendre visite. Frédéric passa quelques semaines avec ce prince, ami, comme lui, de l'étude et des lettres; dès lors, ils ressentirent l'un pour l'autre une vive sympathie. Plus tard, quand le roi titulaire de Pologne traversa Berlin, se rendant en France, Stanislas et Frédéric resserrèrent les nœuds d'un attachement qui ne se démentit jamais.

Guillaume commençait enfin à apprécier son fils : près d'achever sa carrière, il sembla deviner l'homme extraordinaire qui devait porter à un si haut degré la gloire de son pays.

Un jour, le méfiant monarque part de Postdam de grand matin, et va droit à Ruppin, où le prince avait son régiment; de là il se rendra, pour le dîner, à Rheinsberg, qui n'en est éloigné que de deux milles d'Allemagne, surprendra son fils, et jugera ainsi par ses

[1] Aussi le dernier Grand-Duc de Toscane, sentant sa fin approcher, demandait-il si l'on ne lui donnerait pas un troisième héritier, et « quel enfant l'Empire et la France voulaient lui faire. »

propres yeux de l'emploi de son temps. Mais, aux portes de Ruppin, quel est son étonnement, quelle est sa joie! il trouve Frédéric exerçant lui-même son régiment. Tout donne à croire que, le matin, un avis officieux était arrivé à Rheinsberg. Quoi qu'il en soit, à dater de ce jour, Guillaume jugea son fils capable de grandes choses.

Aussi, traité avec plus d'égards, le prince put-il suivre, avec quelque liberté, ses habitudes chéries.

Après avoir accompagné son père dans un voyage à Clèves, en 1738, Frédéric, l'été suivant, visita, avec lui, la Lithuanie prussienne; courses fatigantes qui s'accomplissaient sans sommeil et presque sans nourriture.

Toutefois, la lettre qu'on va lire offre un vif intérêt; elle est de Frédéric à Voltaire. Le prince y retrace tous les bienfaits dont son père avait doté cette province :

Intersbourg, 27 juillet 1739.

« Mon cher ami,

Nous voici enfin arrivés, après trois semaines de marche, dans un pays que je regarde comme le *nec plus ultra* du monde civilisé; c'est une province peu connue de l'Europe, mais qui mériterait cependant de l'être davantage, parce qu'elle est réellement une création du roi mon père. La Lithuanie prussienne est un duché qui a trente grandes lieues d'Allemagne de long sur vingt de large, quoiqu'il aille en se rétrécissant du côté de la Samogitie. Cette province fut ra-

vagée par la peste au commencement de ce siècle, et plus de trois cent mille habitants périrent de maladie et de misère. La cour, peu sensible aux malheurs du peuple, négligea de secourir une riche et fertile province, remplie d'habitants et féconde en toute espèce de productions. La maladie tua ou dispersa les hommes; les champs restèrent incultes et se hérissèrent de broussailles. Les bestiaux ne furent point exempts de cette calamité publique. En un mot, la plus florissante de nos provinces fut changée en la plus affreuse des solitudes. Frédéric I[er] mourut sur ces entrefaites, et fut enseveli avec sa fausse grandeur, qu'il ne faisait consister qu'en une vaine pompe et dans l'étalage fastueux de cérémonies frivoles. Mon père, qui lui succéda, fut touché de la misère publique. Il vint ici sur les lieux, et vit lui-même cette vaste contrée dévastée, sillonnée des traces profondes qu'une maladie contagieuse, la disette et l'avarice sordide des ministres laissent après elles. Douze ou quinze villes dépeuplées et quatre ou cinq cents villages inhabités furent le triste spectacle qui s'offrit à ses yeux. Bien loin de se sentir découragé par des objets aussi fâcheux, il se sentit pénétré de la plus vive compassion, et résolut de ramener les hommes, l'abondance et le commerce dans cette contrée, qui avait perdu jusqu'à l'apparence d'un pays habité. Depuis ce temps-là, il n'est aucune dépense que le roi n'ait faite pour réussir dans ses vues salutaires. Il fit d'abord des règlements remplis de sagesse ; il rebâtit tout ce que la peste avait désolé; il fit venir des milliers de familles de toutes les parties de

l'Europe. Les terres se défrichèrent, le pays se repeupla, le commerce fleurit de nouveau; et, à présent, l'abondance règne dans cette fertile contrée plus que jamais. Il y a plus d'un demi-million d'habitants dans la Lithuanie; il y a plus de villes qu'il n'y en avait, plus de troupeaux qu'autrefois, plus de richesses et plus de fécondité qu'en aucun endroit de l'Allemagne. Et tout ce que je viens de vous dire n'est dû qu'au Roi, qui non seulement a ordonné, mais qui a présidé lui-même à l'exécution, qui a conçu les desseins et qui les a remplis lui seul, qui n'a épargné ni soins, ni peines, ni trésors, ni promesses, ni récompenses, pour assurer le bonheur et l'existence d'un demi-million d'êtres pensants, qui ne doivent qu'à lui seul leur félicité et leur établissement. J'ai trouvé je ne sais quoi de si héroïque dans la manière généreuse et laborieuse dont le roi s'y est pris pour changer ce désert en pays habité, fertile et heureux, qu'il m'a paru que vous partageriez mes sentiments en apprenant les circonstances de ce rétablissement[1]. »

Quel contraste chez le même homme, entre sa conduite comme père et sa conduite comme roi! Mieux valait cent fois être son sujet que son fils.

Déjà Rheinsberg[2], si bien appelé le *séjour des Muses*, attirait des hommes célèbres de tous les pays. Là, Frédéric, étudiant, avec une ardeur toujours crois-

[1] Supplément aux *Œuvres posthumes* de Frédéric II.

[2] Frédéric avait changé ce nom en *Remusberg*, qu'il trouvait plus doux; alors aussi, et toujours par le même amour de l'euphonie, il commença à signer *Fédéric*.

sante, la philosophie, l'histoire, la politique, l'art de la guerre, se renfermait, la plus grande partie du jour, dans sa bibliothèque; la poésie et la musique avaient aussi leur tour; les instants de repos, les soirées étaient consacrés à l'amitié, à de doctes et spirituels entretiens. Autour du prince vivaient familièrement, et sans nulle gênante étiquette de cour, quelques hommes aimables et instruits; c'était, entre autres, Chazot, officier français; Kayserling, gentilhomme courlandais, que Frédéric nommait Césarion; Knobelsdorf, d'humeur moins gaie que ses compagnons, mais fort habile dans l'art du dessin, et auquel la direction des bâtiments et des jardins était confiée; enfin ce Jordan, si sincèrement dévoué à son maître, si tendrement aimé de lui; et dont la mort fit répandre à Frédéric des larmes bien honorables pour tous les deux.

Après le dîner, d'excellents concerts occupaient la soirée : les deux Graun dirigeaient l'orchestre; Benda, l'un des plus forts violons de l'Europe, accompagnait le prince, dont le talent sur la flûte était fort remarquable.

Dans le même temps, Frédéric entretenait avec Wolff, Rollin, S'Gravesande, Maupertuis, Algarotti, Voltaire, une correspondance riche d'esprit, de grâce, d'érudition. Mais Voltaire, dans toute la puissance du génie, semblait absorber son admiration; c'était une sorte de culte. Ce sentiment, les Allemands mêmes, qui entouraient Frédéric, ne s'en défendaient pas. Alors en effet, la France littéraire régnait souverainement au-delà du Rhin. Le Parnasse anglais y était à peine

connu; encore était-ce grâce aux journaux et aux traducteurs français. L'Italie conservait bien quelques partisans; mais son temps de mode était passé, et leurs froids hommages se partageaient entre trois ou quatre grands poëtes morts depuis longtemps. Pour l'Espagne, on connaissait à peine, au-delà du Rhin, ses romans et son théâtre. Quant aux Muses allemandes, encore au berceau, elles essayaient leurs forces. Canitz, il est vrai, avait donné au Malherbe de la Germanie[1], à Opitz, un successeur; mais lui-même consacra la suprématie des poëtes français en les traduisant. Dejà Besser et Gunther mouraient d'oubli; Wernicke, malgré son recueil d'épigrammes, quelques idylles, le poëme d'*Hans Sachs*[2], et de grands services rendus à la réforme littéraire, descendait peu à peu de la hauteur où ses contemporains l'avaient placé; Hagedorn, Bodmer, Haller, Gessner, plusieurs autres jeunes talents s'annonçaient; mais ce n'était encore que l'aurore d'un beau jour. Il fallait toute l'ardeur qui animait ces âmes d'artistes, pour percer à travers les bataillons épais des jurisconsultes, des publicistes, des théologiens, des glossateurs, lourds tyrans de la presse à cette époque. Dans ce monde savant, la langue nationale n'ayant point encore cours, le latin, sauf de rares exceptions, était seul usité. Quelques écrivains se servaient même du français.

Frédéric, à qui l'on n'avait point enseigné le latin,

[1] Denina, *Essai sur la vie et le règne de Frédéric II.*

[2] Wernicke mourut à Paris vers 1720, résident du roi de Danemarck.

et dont l'esprit positif ne trouvait guère à lire dans sa patrie que les travaux historiques de Mascow, de Bunau[1], de Struve, était donc toujours nécessairement ramené vers la France.

Wolff, alors à l'apogée de sa renommée, avait écrit quelques ouvrages en allemand; mais son style, bien qu'ayant d'ailleurs rendu aussi d'éminents services à la langue, est âpre et pénible. Frédéric, pour l'étudier sans fatigue et le juger sans prévention, s'en fit traduire, en français, plusieurs morceaux par Suhm. Longtemps Wolff occupa ses méditations; mais Voltaire finit par l'en dégoûter.

Bayle était son livre favori; il en parlait même si souvent, soit à table, soit dans la conversation, que la princesse royale, voulant le lire, pria un pasteur de la colonie française de lui noter les endroits permis aux regards d'une femme. « Quelques dames de la cour, dit un auteur contemporain[2], furent moins scrupuleuses. »

Voltaire ne contribua pas peu non plus à inspirer au jeune prince de l'aversion pour tout système religieux, sans néanmoins pouvoir l'animer de son aveugle haine contre le Christianisme. Au reste, l'éducation même que Guillaume imposa à son fils, n'était guère

[1] Son principal ouvrage est une *Histoire des Empereurs et de l'Empire d'Allemagne, tirée des meilleurs historiens et des archives, et accompagnée d'appendices destinés à éclaircir le droit public de l'Allemagne, et la généalogie des Maisons souveraines* (en allemand). On regrette que cet excellent ouvrage s'arrête à la fin du règne de Conrad I, en 918.

[2] Denina, *Essai historique*, etc.

de nature à remplir l'attente paternelle. Au lieu de toucher le cœur de Frédéric, de longs et insipides sermons révoltaient sa raison; l'intervention du Dieu d'intolérants théologiens dans les affaires de ce monde ne s'accordait pas avec les idées qu'il s'était faites d'un Être-Suprême, bienfaiteur du genre humain, et clément par-dessus tout. De bonne heure aussi, il avait vu combien d'hommes cachent les plus viles passions sous un masque hypocrite; être vertueux pour l'amour de soi-même, faire le bien sans espoir ou sans crainte de l'avenir, devint donc sa loi souveraine, la règle invariable de sa vie[1] : il s'enrôlait dans le stoïcisme.

Voltaire, si désireux de soustraire son royal disciple à l'influence des croyances religieuses, n'apportait pas moins de zèle à lui inculquer des idées morales, comme s'il pouvait exister une morale sans la sanction religieuse? Préparer au monde un roi philosophe était une de ses plus chères pensées.

« La première chose dont je suis obligé de vous parler, lui écrivait-il le 20 mai 1738, c'est la manière dont vous pensez sur Machiavel. Comment ne seriez-vous pas ému de cette colère vertueuse où vous êtes presque contre moi de ce que j'ai loué le style d'un méchant homme? C'était aux Borgia, père et fils, et à tous les petits princes qui avaient besoin de crimes pour s'élever, à étudier cette politique infernale. Il est d'un prince tel que vous de la détester. Cet art, que

[1] Dohm, *Denkwurdigkeiten meiner Zeit*, etc. « Faits mémorables de mon temps, etc. »

l'on doit mettre à côté de celui des Locuste et des Brinvilliers, a pu donner à quelques tyrans une puissance passagère, comme le poison peut procurer un héritage; mais il n'a jamais fait ni de grands hommes, ni des hommes heureux : cela est bien certain. A quoi peut-on donc parvenir par cette politique affreuse? Au malheur des autres et au sien propre. Voilà les vérités qui sont le catéchisme de votre belle âme. »

L'hommage était flatteur; Frédéric répondit de manière à toucher l'amour-propre et le cœur de Voltaire : « Ce que je médite contre le machiavélisme est une suite de la Henriade. C'est sur les grands sentiments de Henri IV que je forge la foudre qui écrasera César Borgia. »

Quelques mois plus tard, Voltaire, ayant reçu l'*Anti-Machiavel*, avec prière de corriger ce travail et d'en diriger l'impression, remercia ainsi de l'envoi : « Enfin, voici un livre digne d'un prince, et je ne doute pas qu'une édition de Machiavel, avec ce contre-poison à la fin de chaque chapitre, ne soit un des plus précieux monuments de la littérature..... L'*Anti-Machiavel* doit être le catéchisme des rois et de leurs ministres. »

Toute l'Europe applaudit à ce début : il était beau de voir l'héritier d'un trône prendre de pareils engagements.

Tel était l'emploi de son temps. Parfois, il est vrai, quelques nuages venaient troubler la douce paix de Rheinsberg; car, dans ses accès de goutte, le vieux roi était fort tenté d'envoyer à Spandaw la docte colonie. « Tous ces esprits forts, répétait-il souvent, corrompent

mon fils ; ils ne sont bons qu'à cela : j'en veux faire justice. » Mais Frédéric, averti à propos, détournait l'orage, et rendait, pour quelques jours encore, la sécurité à ses amis.

Quand la goutte empêchait le Roi de sortir, il s'amusait à peindre, ayant soin d'inscrire sur chacun de ses tableaux l'année, le mois, le jour où il l'avait achevé, et de plus ces mots : *Fredericus-Wilhelmus in tormentis pinxit.* Un pauvre peintre, père de famille, préparait ses couleurs, moyennant un florin par séance ; c'était une véritable victime. Guillaume, qu'une digestion laborieuse endormait assez régulièrement sur son ouvrage, laissait quelquefois le pinceau errer du haut de la toile en bas, et y former les plus singulières figures. Furieux à son réveil, il attribuait ce malheur à la jalousie de son peintre, l'accusant de dénaturer ainsi ses chefs-d'œuvre pendant son sommeil ; et alors les coups de pied, les coups de canne servaient abondamment la vengeance du monarque.

Tous ces tableaux étaient détestables ; mais, parmi les courtisans, régnait une infatigable émulation de flatteries : c'était à qui surpasserait ses rivaux en témoignages d'admiration. « Hé bien ! dit un jour Guillaume à l'un d'eux qui s'extasiait encore plus que les autres, combien crois-tu qu'on vendrait ce tableau dans le commerce ? — A cent ducats, Sire, il serait donné pour rien. — Tiens, prends-le ; je te le donne pour cinquante ; car tu es bon juge, et je veux t'obliger[1]. »

[1] Thiébault, *Mes Souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, etc.

Plus les infirmités de Guillaume augmentaient, plus devenait nombreuse la cour de son fils; aussi les finances du prince ne pouvaient-elles suffire à un tel entretien, aux embellissements du château, à ses libéralités : de là, nouvelle nécessité d'emprunter; aussi, comme on l'a vu plus haut, l'intelligence et l'activité de Suhm ne se bornaient-elles pas à traduire Wolff.

Ce fut vers cette époque que Frédéric se fit initier aux mystères de la franc-maçonnerie. Il était à Brunswick avec son père, quand le jeune Bielefeld vint dans cette ville, avec deux députés de la loge d'Hambourg, pour la cérémonie. Malheur au néophyte et à ses introducteurs, si Guillaume eût conçu le moindre soupçon. Heureusement, il n'en fut rien; Frédéric vit, par lui-même et de près, une institution alors fameuse et peu connue : sa curiosité avait sans doute été purement politique.

Bielefeld, fils d'un riche négociant d'Hambourg, était homme d'esprit et de savoir; il avait voyagé en France, en Hollande, en Angleterre. Dans la suite, Frédéric le créa baron, et l'admit dans son intimité.

Voici comment Bielefeld[1] peignait la vie de Reinsberg : « Les jours s'écoulent dans une tranquillité qu'accompagnent tous les plaisirs que peuvent goûter des êtres raisonnables : une chère digne d'un roi, du vin des dieux, de la musique céleste, des promenades dans les jardins et dans les bois, des parties sur l'eau,

[1] Lettre 8.

la culture des lettres et des beaux-arts, une conversation spirituelle et enjouée. »

Cependant, la santé du Roi déclinait de jour en jour; tout annonçait sa fin prochaine. Malgré ces symptômes alarmants, Guillaume, qui avait toujours particulièrement affectionné son duché de Prusse, voulut le visiter encore une fois; mais ce voyage épuisa ses forces.

Un jour, vers la fin de mai, il perdit connaissance; on le crut mort. Aussitôt un exprès court, de Postdam, porter la nouvelle à Rheinsberg. C'était la nuit; tout le monde dormait. On se lève en désordre. « Nous sommes roi, s'écrie-t-on de tous côtés; partons. » On arrive à Postdam; le Roi, ayant repris ses sens, était en uniforme, l'épée au côté, le chapeau d'ordonnance sur la tête; deux domestiques le promenaient dans les corridors du château sur une espèce de petite voiture[1]. « Ah! mon ami, dit-il à l'un de ses chambellans accourus de Rheinsberg avec le prince royal, c'en est fait, je vais vous quitter. » En effet, cet exercice ne lui fut d'aucun secours.

Voulant se préparer à paraître devant Dieu, il fit appeler Roloff, ministre et prévôt de l'Église luthérienne de Saint-Nicolas. Celui-ci se montra censeur rigide. D'abord le Roi ne parut pas faire grande attention à ses remontrances. « J'espère bien, disait-il, être sauvé; car jamais je n'ai enfreint les dix commandements. Ai-je commis quelque adultère? Non. Ai-je une seule fois été infidèle à ma femme? Non. J'hériterai donc

[1] Thiébault, *Mes Souvenirs*, etc.

du royaume des cieux. » Mais le ministre n'était pas d'accommodement facile, et Frédéric-Guillaume eut à subir un rude examen de conscience, chaque article, sur lequel il avait le plus de reproches à se faire, étant particulièrement rappelé; ainsi ses violences envers sa famille, son despotisme souvent brutal et capricieux envers ses sujets, l'iniquité des enrôlements forcés, les traitements injustes dont avaient été victimes ceux qui refusaient de bâtir de nouvelles maisons dans Berlin, etc., etc., rien ne fut omis. Vainement le Roi défendait sa conduite. « Toutes les raisons que Votre Majesté allègue, continuait Roloff, peuvent en imposer aux hommes, mais elles sont insuffisantes devant Dieu. »

Comme tout cela n'était que trop vrai, et qu'un monarque, à son lit de mort, se désabuse et redevient homme : « Vous ne me ménagez pas, répondit Guillaume; vous me parlez en bon chrétien et en honnête homme; je vous en sais gré, et reconnais que je suis un grand pécheur. Allons, faites la prière, pour que j'en demande pardon à Dieu. » Ensuite il invita Roloff à revenir, tous les soirs, pour le guider ainsi dans le chemin du salut.

Le 23 mai, le Roi, éprouvant du mieux, se fit transporter à Postdam; il espérait que le changement d'air et le retour de la belle saison consolideraient son rétablissement[1]. Avant de quitter Berlin, Guillaume donna cent mille écus aux hôpitaux des pauvres; et, dès son

[1] Pöllnitz, *Mémoires pour servir à l'histoire des quatre derniers souverains de la Maison de Brandebourg*, tome II.

arrivée à Postdam, il étonna les officiers de son régiment par des libéralités inaccoutumées. Mais ce fut en vain qu'on lui proposa d'ouvrir les magasins royaux en faveur du peuple, qu'affligeait une grande disette de grains : « Non, non, je n'en ferai rien, répondit-il ; ce sont des contes, on veut me tromper. »

Son état empirait de jour en jour ; le 27 mai, la Reine, croyant qu'il ne passerait point la journée, envoya chercher le prince royal à Rheinsberg. Le Roi reprit pourtant encore un peu de forces ; le 28, il put descendre, en chaise, au jardin. Il se promena même sur la place de parade, et il faisait poser, en sa présence, le première pierre d'une maison destinée à loger un maréchal ferrant attendu d'Angleterre, lorsqu'arriva le prince. L'entrevue fut touchante ; dès que Frédéric-Guillaume aperçut son fils, il lui tendit les bras ; Frédéric s'y jeta en fondant en larmes. Tous deux demeurèrent quelque temps sans pouvoir parler. « Fritz, dit enfin le Roi, j'ai été sévère à ton égard ; mais mon cœur ne t'en a pas moins toujours tendrement aimé ; c'est une grande consolation pour moi de te revoir. — Ah ! s'écria Frédéric, puisse Dieu me conserver encore un père qui m'accueille avec tant de bonté ! — Mon heure est venue, reprit Guillaume, et il me reste peu d'instants à vivre. Je veux en profiter pour t'instruire de l'état où je laisse les affaires. Maintenant, qu'on me ramène dans ma chambre. » Le prince l'y suivit ; ils restèrent deux heures ensemble.

On rappela ensuite tous ceux qui avaient part à son intimité, et Frédéric-Guillaume les entretint de sa mort

prochaine comme d'une partie de plaisir[1]. S'étant fait apporter son cercueil, il le regarda avec une sorte de satisfaction : « C'est dans ce lit, dit-il, que je dormirai tranquillement. » Eichel, secrétaire du cabinet, lut ensuite une instruction, de la main même du Roi, relative à ses funérailles[2].

Le 31 mai, le Roi demanda toute sa maison, l'état-major et les capitaines de son régiment. Quand on fut réuni, le major de Bredow reçut ordre d'annoncer, à haute voix, que lui, Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, électeur de Brandebourg, etc., remettait sa couronne, ses États, son trésor, son armée, entre les mains de Frédéric, son fils, exhortant ses sujets à garder à son successeur la fidélité dont lui-même avait reçu tant de preuves.

Guillaume commanda ensuite à M. de Podewills de notifier son abdication aux cours étrangères. Ce ministre ayant répondu que d'abord il fallait dresser l'acte d'abdication, et que Sa Majesté, avant de le rendre public, devait le signer, le Roi, sans dire un seul mot, ordonna du geste qu'on le ramenât dans sa chambre; l'abdication demeura imparfaite[3].

Fatigué par l'effort qu'il venait de faire, ce prince tomba en défaillance; aussitôt l'on appela l'aumônier Cochius. Ayant repris ses sens, il adressa encore la parole à quelques personnes; et, comme le moment fatal

[1] Pœllnitz, ouvrage cité.

[2] Ce morceau m'a paru assez curieux pour trouver place à la fin de ce volume. *Voyez* pièces justificatives (K).

[3] Pœllnitz, ouvrage cité.

approchait : « Seigneur Jésus, dit-il, en levant les yeux au ciel, je vis en toi, je meurs en toi; tu es mon gain dans la vie et dans la mort. » Ellert, son premier médecin, fit signe au prince royal d'emmener la Reine, qui avait à peine quitté le Roi un seul moment durant sa longue maladie, et Frédéric-Guillaume expira. Comme pour prendre congé du trône, il avait donné le mot d'ordre à sept heures du soir.

Quelques courtisans craignaient, cette fois encore, une léthargie; mais d'irrécusables preuves du contraire ne tardèrent pas à les rassurer. Aussitôt les portes de Postdam furent de nouveau fermées, les troupes prêtèrent serment de fidélité au nouveau roi; puis Frédéric, après avoir donné quelques ordres, se rendit à Berlin.

LIVRE II.

Avénement de Frédéric; ses premiers soins; nouveau genre de vie qu'il adopte; voyage à Strasbourg.—Mort de l'empereur Charles VI; prétentions qu'elle soulève. — L'Europe à cette époque. — Le roi de Prusse envahit la Silésie. — Paix de Breslau. — Nouvelle guerre. — Victoires de Frédéric. — Paix de Dresde.

1740 Arrivé dans sa capitale, le Roi envoya à Pœllnitz, chambellan du monarque défunt, l'ordre de venir, le lendemain matin. Dès huit heures, le baron était devant son jeune souverain, qui n'avait point encore quitté le palais affecté à l'héritier du trône. « C'est pour diriger les obsèques de votre ancien maître, lui dit le Roi, que je vous ai appelé. Ce soin, personne, plus que vous, n'est capable de le bien remplir. Mon intention est que tout se fasse avec dignité et noblesse. Ainsi n'épargnez rien de ce qui sera nécessaire pour y mettre la pompe convenable. Allez chez les marchands, et prenez-y en noir tout ce qu'il faudra pour les tentures; vous me remettrez ensuite vos mémoires, que je ferai payer. »

Le baron sortit; il commençait à descendre l'escalier, quand Frédéric, en pantoufles et à demi habillé, le suivit en criant : « Au reste, point de friponneries, je vous prie; point de tours d'escrocs ou de filous; je ne les pardonnerais pas, je vous en avertis. » Ces mots,

que Pœllnitz racontait souvent à ses amis, allumaient 1740
encore toute sa colère quarante ans après [1].

L'injonction était dure, mais non dépourvue de prudence; car, en fait d'argent, ce baron, qui remplit l'Europe du bruit de ses dettes et de ses apostasies [2], ne se montrait guère plus scrupuleux qu'en matière de religion.

Tout se passa donc régulièrement aux obsèques de Guillaume; on s'y conforma aux moindres volontés du défunt, dont la minutieuse économie avait réglé d'avance la quantité et la qualité de vin qu'on donnerait aux personnes ayant suivi le convoi. Son corps fut placé dans le caveau de sa chapelle, à Postdam.

Après que la garnison de Berlin eut prêté serment, le Roi tint grande cour au château. Là, en présence des ministres, des généraux, des ambassadeurs, Frédéric prenant par le bras son favori, le jeune comte de Wartensleben, fit avec lui plusieurs tours dans la salle. « Ah! çà, mon cher comte, lui dit-il à voix basse, d'un ton amical et confidentiel, me voilà maître d'un royaume, d'une belle armée, d'un trésor bien fourni. Vous ne doutez pas que je ne mette tous mes soins à faire prospérer l'État, à maintenir la bonne réputation de mes troupes, à faire un sage emploi de mes richesses. Certainement je n'enfouirai pas l'argent comme un avare, et n'oublierai ni ceux qui servent bien la patrie, ni mes vrais amis. Mais j'espère que vous, qui

[1] Thiébault, *Mes Souvenirs*, etc.

[2] Ses *Mémoires*, bien que le rôle du héros ne soit pas toujours fort honorable, offrent une lecture assez piquante.

1740 êtes riche et ladre, vous ne vous flattez pas d'y avoir part; ce que je vous en donnerais serait autant de perdu. Comptez bien que je choisirai plus sagement ceux à qui j'adresserai mes faveurs. » Durant cette singulière confidence, tout le monde enviait le sort de l'heureux Wartensleben; on l'accabla de félicitations, et le poignard qui déchirait ce pauvre cœur de courtisan fut retourné de mille manières.

Tel fut, dans l'art des mystifications, le début du nouveau maître [1].

A peine sur le trône, Frédéric attira l'attention de l'Europe, sans lui causer encore d'ombrage. On était curieux de savoir quelle attitude la Prusse, gouvernée jusqu'alors militairement, prendrait sous un prince dont la littérature et les beaux-arts avaient été l'unique passion : le doute ne dura pas longtemps.

Jamais changement ne fut si prompt. Tout entier aux soins de l'administration, le jeune monarque en embrasse, d'un coup d'œil, les diverses parties. Le luxe est banni de son intérieur, les courtisans frivoles de son intimité. Les heures d'audience, de conseil, de revues, sont invariablement fixées : cet ordre restera le même jusqu'à sa mort, c'est-à-dire un demi-siècle.

Naturellement enclin au sommeil, il ordonne à ses domestiques de l'éveiller, tous les matins, à quatre heures, et, s'il résiste, de lui appliquer sur la figure, sous peine d'être renvoyés, un linge trempé dans de l'eau froide.

Toute sa toilette ne durait pas un quart d'heure; dès

[1] Thiébault, *Mes Souvenirs*, etc.

son lever, il était botté et en uniforme comme pour 1740
une parade, ne modifiant ce costume qu'une seule fois dans l'année, le jour de là fête de la Reine.

Un page lui apportait ensuite, dans une corbeille, toutes les lettres à son adresse. Le Roi les lisait jusqu'à huit heures, ayant bien soin d'examiner si les cachets étaient entiers et intacts, car il se méfiait des infidélités. Pour mieux éviter les abus, tout directeur de postes avait ordre de joindre aux lettres pour le Roi une feuille où elles étaient désignées et numérotées avec les adresses de leurs auteurs; aussi, au lieu de jeter ces lettres dans la boîte commune, fallait-il entrer dans l'intérieur des bureaux. Malgré ces précautions, Frédéric fut plus d'une fois trompé.

Après avoir ouvert ses dépêches, il en faisait trois liasses distinctes : dans la première, les demandes favorablement accueillies, qui étaient marquées d'un pli en dedans; dans la seconde, celles de refus, dont il pliait les feuillets en dehors; quant à la troisième, comprenant toutes les pétitions sur lesquelles il n'avait pas encore prononcé, les lettres recevaient un double pli, moitié en dedans, moitié en dehors.

Vers huit heures, après ce premier travail, un des quatre secrétaires du cabinet venait recevoir, de la main du Roi, les trois paquets; et, pendant le déjeuner du prince, il lisait, tout haut, chaque lettre, le plus succinctement possible. Le Roi dictait une brève réponse, ayant soin d'ajouter, selon l'occasion : «C'est une femme, il faut lui écrire poliment. » A l'aide d'un signe particulier, le secrétaire notait la réponse prescrite.

Sorti du cabinet royal, il partageait la correspondance avec ses collègues, et aussitôt tous les quatre se mettaient à l'œuvre; chaque réponse devant être soumise, le même jour, avant quatre heures, à la signature du Roi. Après cette formalité, des domestiques de confiance faisaient les enveloppes et cachetaient les lettres; mais les adresses, ne pouvaient être écrites que par les secrétaires eux-mêmes; car Frédéric voulait, dans sa correspondance, un profond mystère. A cinq heures, tout était remis au courrier qui, avant neuf heures, arrivait à Berlin; et immédiatement les lettres pour la ville étaient expédiées à leurs adresses; on jetait les autres à la poste.

Exigeant de ses secrétaires un dévouement absolu, un complet isolement, Frédéric leur assurait, en retour, une vie intérieure abondante et commode; leur traitement montait d'ailleurs à quarante mille francs.

Après les secrétaires, vers neuf heures, entrait le premier aide de camp : alors s'expédiait le travail relatif à l'armée.

Vers dix heures, le Roi allait souvent exercer lui-même son régiment des Gardes, ou quelque autre corps de la garnison de Postdam; ensuite avait lieu la parade. Mais, fréquemment, c'était à des lectures, à ses compositions littéraires, à la musique, à sa correspondance qu'il consacrait ces deux heures. Alors, un livre sous le bras, accompagné de trois petites levrettes, suivi d'un page ou d'un valet de pied, il se promenait dans ses jardins; alors aussi il donnait ses audiences, et vaquait à toutes les occupations impré-

vues et non réglées d'avance. Au reste, en vieillissant, 1740
sa présence aux parades devint de plus en plus rare, surtout depuis la guerre de *Sept-Ans*.

A midi précis, Frédéric dînait avec les convives qu'il avait fait inviter à dix heures du matin. Son déjeuner était fort simple : du chocolat ou des fruits ; mais une grande recherche présidait au dîner. Douze cuisiniers le préparaient, sous la direction de deux maîtres-d'hôtel français.

Après le repas, les secrétaires ayant emporté leurs lettres signées, le Roi appelait le secrétaire de ses commandements, chargé de la correspondance avec l'Académie, les professeurs, les savants et artistes, tant prussiens qu'étrangers. Restait-il un peu de temps? la lecture, les travaux littéraires en profitaient.

A six heures, commençait le concert ; il durait une heure. Frédéric y jouait de la flûte, avec un vrai talent. Après le concert, la conversation ou la promenade occupaient la soirée jusqu'au souper, c'est-à-dire jusqu'à dix heures.

Tel fut, à très-peu de modifications près, durant quarante-six années, l'emploi de ses journées en temps de paix.

A son avénement, le comte de Podevils était ministre des affaires étrangères, avec le comte de Finckenstein pour adjoint, fonctions que l'activité personnelle de Frédéric eût bientôt réduites à celles de simples commis. Le baron de Cocceï avait les sceaux et la justice; son successeur, M. de Jarriges, fut ensuite remplacé par M. de Fürst, dont enfin M. de Crammer

1740 obtint l'héritage, situation qu'il occupa jusqu'à la mort de Frédéric. Dans la suite, M. de Finckenstein ayant succédé à M. de Podevils, conserva invariablement le poste. Néanmoins, vers la fin de son règne, Frédéric lui adjoignit M. de Hertzberg qui fut dès lors le véritable ministre.

Parodiant les nobles paroles d'un roi de France, Voltaire a dit que le roi de Prusse ne voulut point payer les dettes du prince royal; cette assertion est inexacte : Frédéric les acquitta toutes, mais en secret. Ce qu'il y a de vrai, c'est qu'aucune faveur n'alla combler les espérances de ceux qui lui avaient prêté; en les remboursant, il se crut quitte. De tels services, rendus à l'héritier de la couronne, étaient d'un mauvais exemple; chef de l'État, il dut les proscrire.

Dès son début, Frédéric annonça à la nation et au monde que la tolérance montait avec lui sur le trône. Sa réputation de philosophe avait effrayé les ministres des différents cultes; tous furent rassurés. Brand, ministre d'État, et Reichenbach, président du Consistoire, excités par les plaintes du fiscal-général Uhden, ayant demandé au Roi s'il ne convenait pas de supprimer les écoles catholiques : « Il faut tolérer toutes les religions, leur répondit-il, et le fiscal doit seulement veiller à ce qu'elles ne se fassent aucun tort l'une à l'autre; car je veux que, dans mes États, chacun se sauve à sa manière. »

Le feu roi, pour rapprocher davantage les Luthériens des Réformés, auxquels il voulait les réunir, leur avait interdit plusieurs cérémonies du culte divin; Frédéric s'empressa de leur rendre toute liberté.

Alors aussi, réparant une grande injustice, il écrivait à Reinbeck, théologien éclairé et littérateur : « Je vous prie de vous donner des soins pour Wolff. Un homme qui cherche le vrai, mérite d'être honoré de toutes les sociétés humaines. Si vous persuadez à Wolff de revenir, je regarderai ce succès comme une conquête que vous aurez faite dans le pays de la vérité. » 1740

Ce n'étaient point là de vaines paroles; le savant illustre, qui avait renversé dans les écoles allemandes les autels de l'Aristotélisme du moyen âge, brisés, en France, près d'un siècle avant, par le génie de Descartes, Wolff, dès son retour, fut nommé conseiller privé et vice-chancelier de l'université de Halle.

Singulière communauté de persécution et d'exil, à tant d'années d'intervalles, entre ces deux athlètes de la même cause, « obligés, suivant la belle expression du Père Guenard, de s'enfuir avec la vérité, qui malheureusement ne pouvait être ancienne tout en naissant[1]. »

La cherté des grains obérait le peuple; le jeune monarque fit ouvrir tous les magasins royaux, et distribuer du blé à bas prix, ordonnant en même temps des achats considérables en Pologne, pour former de nouveaux magasins dans les provinces.

De nombreuses entraves gênaient les mariages; elles furent abolies, avec les frais énormes que coûtaient les dispenses : « Chacun se mariera à sa fantaisie, dit le Roi, dans tous les cas où le mariage n'est pas clairement défendu par la Bible. »

[1] *Discours sur l'esprit philosophique*, par le Père Guenard, jésuite.

1740 obtint l'héritage, situation qu'il occupa jusqu'à la mort de Frédéric. Dans la suite, M. de Finckenstein ayant succédé à M. de Podevils, conserva invariablement le poste. Néanmoins, vers la fin de son règne, Frédéric lui adjoignit M. de Hertzberg qui fut dès lors le véritable ministre.

Parodiant les nobles paroles d'un roi de France, Voltaire a dit que le roi de Prusse ne voulut point payer les dettes du prince royal; cette assertion est inexacte : Frédéric les acquitta toutes, mais en secret. Ce qu'il y a de vrai, c'est qu'aucune faveur n'alla combler les espérances de ceux qui lui avaient prêté; en les remboursant, il se crut quitte. De tels services, rendus à l'héritier de la couronne, étaient d'un mauvais exemple; chef de l'État, il dut les proscrire.

Dès son début, Frédéric annonça à la nation et au monde que la tolérance montait avec lui sur le trône. Sa réputation de philosophe avait effrayé les ministres des différents cultes; tous furent rassurés. Brand, ministre d'État, et Reichenbach, président du Consistoire, excités par les plaintes du fiscal-général Uhden, ayant demandé au Roi s'il ne convenait pas de supprimer les écoles catholiques : « Il faut tolérer toutes les religions, leur répondit-il, et le fiscal doit seulement veiller à ce qu'elles ne se fassent aucun tort l'une à l'autre; car je veux que, dans mes États, chacun se sauve à sa manière. »

Le feu roi, pour rapprocher davantage les Luthériens des Réformés, auxquels il voulait les réunir, leur avait interdit plusieurs cérémonies du culte divin; Frédéric s'empressa de leur rendre toute liberté.

Alors aussi, réparant une grande injustice, il écrivait à Reinbeck, théologien éclairé et littérateur : « Je vous prie de vous donner des soins pour Wolff. Un homme qui cherche le vrai, mérite d'être honoré de toutes les sociétés humaines. Si vous persuadez à Wolff de revenir, je regarderai ce succès comme une conquête que vous aurez faite dans le pays de la vérité. » 1740

Ce n'étaient point là de vaines paroles; le savant illustre, qui avait renversé dans les écoles allemandes les autels de l'Aristotélisme du moyen âge, brisés, en France, près d'un siècle avant, par le génie de Descartes, Wolff, dès son retour, fut nommé conseiller privé et vice-chancelier de l'université de Halle.

Singulière communauté de persécution et d'exil, à tant d'années d'intervalles, entre ces deux athlètes de la même cause, « obligés, suivant la belle expression du Père Guenard, de s'enfuir avec la vérité, qui malheureusement ne pouvait être ancienne tout en naissant[1]. »

La cherté des grains obérait le peuple; le jeune monarque fit ouvrir tous les magasins royaux, et distribuer du blé à bas prix, ordonnant en même temps des achats considérables en Pologne, pour former de nouveaux magasins dans les provinces.

De nombreuses entraves gênaient les mariages; elles furent abolies, avec les frais énormes que coûtaient les dispenses : « Chacun se mariera à sa fantaisie, dit le Roi, dans tous les cas où le mariage n'est pas clairement défendu par la Bible. »

[1] *Discours sur l'esprit philosophique*, par le Père Guenard, jésuite.

1740 Une fille, convaincue d'avoir fait périr son enfant, était enfermée toute vive dans un sac de cuir, et jetée à la rivière; il supprima cet usage barbare.

En six jours, tous ces changements avaient eu lieu.

Vers la même époque, Frédéric appela à sa cour le Vénitien Algarotti, qui, en 1738, avait publié des dialogues sur la lumière, les couleurs et l'attraction, et le revêtit du titre de comte.

Des hommes probes, habiles, étaient à la tête des divers services : il les conserva; presque tous y restèrent jusqu'à leur mort.

Deux millions deux cent quarante mille âmes composaient toute la population des États prussiens.

Voici l'indication de ces États :

Le royaume de Prusse.

Le duché de Poméranie, à l'exception de la Poméranie suédoise.

La Marche électorale ou le marquisat de Brandebourg.

Le duché de Grossen, avec Cotbus et Peitz, dans la Basse-Lusace.

Le duché de Magdebourg, avec deux cinquièmes du comté de Mansfeld.

La principauté de Halberstadt, avec le comté de Hohnstein.

La principauté de Minden.

Le duché de Clèves.

La principauté de Meurs.

Le duché de Gueldre.

Le comté de Marck et Ravensberg.

Le comté de Tecklenberg et Lingen.

La seigneurie et le bailliage de Montfort, en Haute-Gueldre. 1740

La baronnie de Herstall.

Le territoire de Turnhout, dans le Brabant.

Les seigneuries d'Orange, Polder, Thaaldierge, Wateringen, Haut et Bas-Schwalue, Petit-Waspic, Iwintig, Horven, Honderland et Gravesande.

Ajoutez un revenu de douze millions d'écus prussiens[1]; un trésor de vingt millions[2]; une armée de soixante-dix mille hommes, dont vingt-six mille étrangers; des possessions séparées par l'interposition de provinces soumises à d'autres maîtres; en un mot, une monarchie, sans cohésion entre ses diverses parties, sans cette unité de principes et de moyens, vraie force des États homogènes; tels étaient les éléments d'une puissance qui bientôt allait devenir formidable.

Frédéric avait toujours eu le goût des voyages; une fois maître, il voulut se satisfaire, et voir de près cette France vers laquelle l'entraînait un irrésistible penchant. Après avoir visité ses possessions de Westphalie, il arriva à Strasbourg sous le nom de comte *du Four*, accompagné du prince Guillaume, d'Algarotti, du baron de Kayserling; son projet était d'aller *incognito* jusqu'à Paris. Le prince et sa suite étaient en habits bourgeois.

Descendu à l'auberge du *Saint-Esprit*, Frédéric annonça qu'il désirait souper avec quelques colonels.

[1] 48,000,000 de francs.

[2] 80,000,000 de francs.

prochaine comme d'une partie de plaisir[1]. S'étant fait apporter son cercueil, il le regarda avec une sorte de satisfaction : « C'est dans ce lit, dit-il, que je dormirai tranquillement. » Eichel, secrétaire du cabinet, lut ensuite une instruction, de la main même du Roi, relative à ses funérailles[2].

Le 31 mai, le Roi demanda toute sa maison, l'état-major et les capitaines de son régiment. Quand on fut réuni, le major de Bredow reçut ordre d'annoncer, à haute voix, que lui, Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, électeur de Brandebourg, etc., remettait sa couronne, ses États, son trésor, son armée, entre les mains de Frédéric, son fils, exhortant ses sujets à garder à son successeur la fidélité dont lui-même avait reçu tant de preuves.

Guillaume commanda ensuite à M. de Podewills de notifier son abdication aux cours étrangères. Ce ministre ayant répondu que d'abord il fallait dresser l'acte d'abdication, et que Sa Majesté, avant de le rendre public, devait le signer, le Roi, sans dire un seul mot, ordonna du geste qu'on le ramenât dans sa chambre; l'abdication demeura imparfaite[3].

Fatigué par l'effort qu'il venait de faire, ce prince tomba en défaillance; aussitôt l'on appela l'aumônier Cochius. Ayant repris ses sens, il adressa encore la parole à quelques personnes; et, comme le moment fatal

[1] Pœllnitz, ouvrage cité.

[2] Ce morceau m'a paru assez curieux pour trouver place à la fin de ce volume. *Voyez* pièces justificatives (K).

[3] Pœllnitz, ouvrage cité.

approchait : « Seigneur Jésus, dit-il, en levant les yeux au ciel, je vis en toi, je meurs en toi ; tu es mon gain dans la vie et dans la mort. » Ellert, son premier médecin, fit signe au prince royal d'emmener la Reine, qui avait à peine quitté le Roi un seul moment durant sa longue maladie, et Frédéric-Guillaume expira. Comme pour prendre congé du trône, il avait donné le mot d'ordre à sept heures du soir.

Quelques courtisans craignaient, cette fois encore, une léthargie ; mais d'irrécusables preuves du contraire ne tardèrent pas à les rassurer. Aussitôt les portes de Postdam furent de nouveau fermées, les troupes prêtèrent serment de fidélité au nouveau roi ; puis Frédéric, après avoir donné quelques ordres, se rendit à Berlin.

LIVRE II.

Avénement de Frédéric; ses premiers soins; nouveau genre de vie qu'il adopte; voyage à Strasbourg.—Mort de l'empereur Charles VI; prétentions qu'elle soulève. — L'Europe à cette époque. — Le roi de Prusse envahit la Silésie. — Paix de Breslau. — Nouvelle guerre. — Victoires de Frédéric. — Paix de Dresde.

1740 Arrivé dans sa capitale, le Roi envoya à Pœllnitz, chambellan du monarque défunt, l'ordre de venir, le lendemain matin. Dès huit heures, le baron était devant son jeune souverain, qui n'avait point encore quitté le palais affecté à l'héritier du trône. « C'est pour diriger les obsèques de votre ancien maître, lui dit le Roi, que je vous ai appelé. Ce soin, personne, plus que vous, n'est capable de le bien remplir. Mon intention est que tout se fasse avec dignité et noblesse. Ainsi n'épargnez rien de ce qui sera nécessaire pour y mettre la pompe convenable. Allez chez les marchands, et prenez-y en noir tout ce qu'il faudra pour les tentures; vous me remettrez ensuite vos mémoires, que je ferai payer. »

Le baron sortit; il commençait à descendre l'escalier, quand Frédéric, en pantoufles et à demi habillé, le suivit en criant : « Au reste, point de friponneries, je vous prie; point de tours d'escrocs ou de filous; je ne les pardonnerais pas, je vous en avertis. » Ces mots,

que Pœllnitz racontait souvent à ses amis, allumaient 1740
encore toute sa colère quarante ans après [1].

L'injonction était dure, mais non dépourvue de prudence; car, en fait d'argent, ce baron, qui remplit l'Europe du bruit de ses dettes et de ses apostasies [2], ne se montrait guère plus scrupuleux qu'en matière de religion.

Tout se passa donc régulièrement aux obsèques de Guillaume; on s'y conforma aux moindres volontés du défunt, dont la minutieuse économie avait réglé d'avance la quantité et la qualité de vin qu'on donnerait aux personnes ayant suivi le convoi. Son corps fut placé dans le caveau de sa chapelle, à Postdam.

Après que la garnison de Berlin eut prêté serment, le Roi tint grande cour au château. Là, en présence des ministres, des généraux, des ambassadeurs, Frédéric prenant par le bras son favori, le jeune comte de Wartensleben, fit avec lui plusieurs tours dans la salle. « Ah! çà, mon cher comte, lui dit-il à voix basse, d'un ton amical et confidentiel, me voilà maître d'un royaume, d'une belle armée, d'un trésor bien fourni. Vous ne doutez pas que je ne mette tous mes soins à faire prospérer l'État, à maintenir la bonne réputation de mes troupes, à faire un sage emploi de mes richesses. Certainement je n'enfouirai pas l'argent comme un avare, et n'oublierai ni ceux qui servent bien la patrie, ni mes vrais amis. Mais j'espère que vous, qui

[1] Thiébault, *Mes Souvenirs*, etc.

[2] Ses *Mémoires*, bien que le rôle du héros ne soit pas toujours fort honorable, offrent une lecture assez piquante.

1740 êtes riche et ladre, vous ne vous flattez pas d'y avoir part; ce que je vous en donnerais serait autant de perdu. Comptez bien que je choisirai plus sagement ceux à qui j'adresserai mes faveurs. » Durant cette singulière confidence, tout le monde enviait le sort de l'heureux Wartensleben; on l'accabla de félicitations, et le poignard qui déchirait ce pauvre cœur de courtisan fut retourné de mille manières.

Tel fut, dans l'art des mystifications, le début du nouveau maître[1].

A peine sur le trône, Frédéric attira l'attention de l'Europe, sans lui causer encore d'ombrage. On était curieux de savoir quelle attitude la Prusse, gouvernée jusqu'alors militairement, prendrait sous un prince dont la littérature et les beaux-arts avaient été l'unique passion : le doute ne dura pas longtemps.

Jamais changement ne fut si prompt. Tout entier aux soins de l'administration, le jeune monarque en embrasse, d'un coup d'œil, les diverses parties. Le luxe est banni de son intérieur, les courtisans frivoles de son intimité. Les heures d'audience, de conseil, de revues, sont invariablement fixées : cet ordre restera le même jusqu'à sa mort, c'est-à-dire un demi-siècle.

Naturellement enclin au sommeil, il ordonne à ses domestiques de l'éveiller, tous les matins, à quatre heures, et, s'il résiste, de lui appliquer sur la figure, sous peine d'être renvoyés, un linge trempé dans de l'eau froide.

Toute sa toilette ne durait pas un quart d'heure; dès

[1] Thiébault, *Mes Souvenirs*, etc.

son lever, il était botté et en uniforme comme pour 17[illegible]
une parade, ne modifiant ce costume qu'une seule fois dans l'année, le jour de la fête de la Reine.

Un page lui apportait ensuite, dans une corbeille, toutes les lettres à son adresse. Le Roi les lisait jusqu'à huit heures, ayant bien soin d'examiner si les cachets étaient entiers et intacts, car il se méfiait des infidélités. Pour mieux éviter les abus, tout directeur de postes avait ordre de joindre aux lettres pour le Roi une feuille où elles étaient désignées et numérotées avec les adresses de leurs auteurs; aussi, au lieu de jeter ces lettres dans la boîte commune, fallait-il entrer dans l'intérieur des bureaux. Malgré ces précautions, Frédéric fut plus d'une fois trompé.

Après avoir ouvert ses dépêches, il en faisait trois liasses distinctes : dans la première, les demandes favorablement accueillies, qui étaient marquées d'un pli en dedans; dans la seconde, celles de refus, dont il pliait les feuillets en dehors; quant à la troisième, comprenant toutes les pétitions sur lesquelles il n'avait pas encore prononcé, les lettres recevaient un double pli, moitié en dedans, moitié en dehors.

Vers huit heures, après ce premier travail, un des quatre secrétaires du cabinet venait recevoir, de la main du Roi, les trois paquets; et, pendant le déjeuner du prince, il lisait, tout haut, chaque lettre, le plus succinctement possible. Le Roi dictait une brève réponse, ayant soin d'ajouter, selon l'occasion : «C'est une femme, il faut lui écrire poliment.» A l'aide d'un signe particulier, le secrétaire notait la réponse prescrite.

1740 Sorti du cabinet royal, il partageait la correspondance avec ses collègues, et aussitôt tous les quatre se mettaient à l'œuvre; chaque réponse devant être soumise, le même jour, avant quatre heures, à la signature du Roi. Après cette formalité, des domestiques de confiance faisaient les enveloppes et cachetaient les lettres; mais les adresses, ne pouvaient être écrites que par les secrétaires eux-mêmes; car Frédéric voulait, dans sa correspondance, un profond mystère. A cinq heures, tout était remis au courrier qui, avant neuf heures, arrivait à Berlin; et immédiatement les lettres pour la ville étaient expédiées à leurs adresses; on jetait les autres à la poste.

Exigeant de ses secrétaires un dévouement absolu, un complet isolement, Frédéric leur assurait, en retour, une vie intérieure abondante et commode; leur traitement montait d'ailleurs à quarante mille francs.

Après les secrétaires, vers neuf heures, entrait le premier aide de camp : alors s'expédiait le travail relatif à l'armée.

Vers dix heures, le Roi allait souvent exercer lui-même son régiment des Gardes, ou quelque autre corps de la garnison de Postdam; ensuite avait lieu la parade. Mais, fréquemment, c'était à des lectures, à ses compositions littéraires, à la musique, à sa correspondance qu'il consacrait ces deux heures. Alors, un livre sous le bras, accompagné de trois petites levrettes, suivi d'un page ou d'un valet de pied, il se promenait dans ses jardins; alors aussi il donnait ses audiences, et vaquait à toutes les occupations impré-

vues et non réglées d'avance. Au reste, en vieillissant, sa présence aux parades devint de plus en plus rare, surtout depuis la guerre de *Sept-Ans*. 1740

A midi précis, Frédéric dînait avec les convives qu'il avait fait inviter à dix heures du matin. Son déjeuner était fort simple : du chocolat ou des fruits ; mais une grande recherche présidait au dîner. Douze cuisiniers le préparaient, sous la direction de deux maîtres-d'hôtel français.

Après le repas, les secrétaires ayant emporté leurs lettres signées, le Roi appelait le secrétaire de ses commandements, chargé de la correspondance avec l'Académie, les professeurs, les savants et artistes, tant prussiens qu'étrangers. Restait-il un peu de temps? la lecture, les travaux littéraires en profitaient.

A six heures, commençait le concert ; il durait une heure. Frédéric y jouait de la flûte, avec un vrai talent. Après le concert, la conversation ou la promenade occupaient la soirée jusqu'au souper, c'est-à-dire jusqu'à dix heures.

Tel fut, à très-peu de modifications près, durant quarante-six années, l'emploi de ses journées en temps de paix.

A son avénement, le comte de Podevils était ministre des affaires étrangères, avec le comte de Finckenstein pour adjoint, fonctions que l'activité personnelle de Frédéric eût bientôt réduites à celles de simples commis. Le baron de Cocceï avait les sceaux et la justice; son successeur, M. de Jarriges, fut ensuite remplacé par M. de Fürst, dont enfin M. de Crammer

1740 obtint l'héritage, situation qu'il occupa jusqu'à la mort de Frédéric. Dans la suite, M. de Finckenstein ayant succédé à M. de Podevils, conserva invariablement le poste. Néanmoins, vers la fin de son règne, Frédéric lui adjoignit M. de Hertzberg qui fut dès lors le véritable ministre.

Parodiant les nobles paroles d'un roi de France, Voltaire a dit que le roi de Prusse ne voulut point payer les dettes du prince royal; cette assertion est inexacte : Frédéric les acquitta toutes, mais en secret. Ce qu'il y a de vrai, c'est qu'aucune faveur n'alla combler les espérances de ceux qui lui avaient prêté; en les remboursant, il se crut quitte. De tels services, rendus à l'héritier de la couronne, étaient d'un mauvais exemple; chef de l'État, il dut les proscrire.

Dès son début, Frédéric annonça à la nation et au monde que la tolérance montait avec lui sur le trône. Sa réputation de philosophe avait effrayé les ministres des différents cultes; tous furent rassurés. Brand, ministre d'État, et Reichenbach, président du Consistoire, excités par les plaintes du fiscal-général Uhden, ayant demandé au Roi s'il ne convenait pas de supprimer les écoles catholiques : « Il faut tolérer toutes les religions, leur répondit-il, et le fiscal doit seulement veiller à ce qu'elles ne se fassent aucun tort l'une à l'autre; car je veux que, dans mes États, chacun se sauve à sa manière. »

Le feu roi, pour rapprocher davantage les Luthériens des Réformés, auxquels il voulait les réunir, leur avait interdit plusieurs cérémonies du culte divin; Frédéric s'empressa de leur rendre toute liberté.



Alors aussi, réparant une grande injustice, il écrivait à Reinbeck, théologien éclairé et littérateur : « Je vous prie de vous donner des soins pour Wolff. Un homme qui cherche le vrai, mérite d'être honoré de toutes les sociétés humaines. Si vous persuadez à Wolff de revenir, je regarderai ce succès comme une conquête que vous aurez faite dans le pays de la vérité. » 1740

Ce n'étaient point là de vaines paroles; le savant illustre, qui avait renversé dans les écoles allemandes les autels de l'Aristotélisme du moyen âge, brisés, en France, près d'un siècle avant, par le génie de Descartes, Wolff, dès son retour, fut nommé conseiller privé et vice-chancelier de l'université de Halle.

Singulière communauté de persécution et d'exil, à tant d'années d'intervalles, entre ces deux athlètes de la même cause, « obligés, suivant la belle expression du Père Guenard, de s'enfuir avec la vérité, qui malheureusement ne pouvait être ancienne tout en naissant[1]. »

La cherté des grains obérait le peuple; le jeune monarque fit ouvrir tous les magasins royaux, et distribuer du blé à bas prix, ordonnant en même temps des achats considérables en Pologne, pour former de nouveaux magasins dans les provinces.

De nombreuses entraves gênaient les mariages; elles furent abolies, avec les frais énormes que coûtaient les dispenses : « Chacun se mariera à sa fantaisie, dit le Roi, dans tous les cas où le mariage n'est pas clairement défendu par la Bible. »

[1] *Discours sur l'esprit philosophique*, par le Père Guenard, jésuite.

1740 Une fille, convaincue d'avoir fait périr son enfant, était enfermée toute vive dans un sac de cuir, et jetée à la rivière; il supprima cet usage barbare.

En six jours, tous ces changements avaient eu lieu.

Vers la même époque, Frédéric appela à sa cour le Vénitien Algarotti, qui, en 1738, avait publié des dialogues sur la lumière, les couleurs et l'attraction, et le revêtit du titre de comte.

Des hommes probes, habiles, étaient à la tête des divers services : il les conserva; presque tous y restèrent jusqu'à leur mort.

Deux millions deux cent quarante mille âmes composaient toute la population des États prussiens.

Voici l'indication de ces États :

Le royaume de Prusse.

Le duché de Poméranie, à l'exception de la Poméranie suédoise.

La Marche électorale ou le marquisat de Brandebourg.

Le duché de Grossen, avec Cotbus et Peitz, dans la Basse-Lusace.

Le duché de Magdebourg, avec deux cinquièmes du comté de Mansfeld.

La principauté de Halberstadt, avec le comté de Hohnstein.

La principauté de Minden.

Le duché de Clèves.

La principauté de Meurs.

Le duché de Gueldre.

Le comté de Marck et Ravensberg.

Le comté de Tecklenberg et Lingen.

La seigneurie et le bailliage de Montfort, en Haute-Gueldre. 1740

La baronnie de Herstall.

Le territoire de Turnhout, dans le Brabant.

Les seigneuries d'Orange, Polder, Thaaldierge, Wateringen, Haut et Bas-Schwalue, Petit-Waspic, Iwintig, Horven, Honderland et Gravesande.

Ajoutez un revenu de douze millions d'écus prussiens[1]; un trésor de vingt millions[2]; une armée de soixante-dix mille hommes, dont vingt-six mille étrangers; des possessions séparées par l'interposition de provinces soumises à d'autres maîtres; en un mot, une monarchie, sans cohésion entre ses diverses parties, sans cette unité de principes et de moyens, vraie force des États homogènes; tels étaient les éléments d'une puissance qui bientôt allait devenir formidable.

Frédéric avait toujours eu le goût des voyages; une fois maître, il voulut se satisfaire, et voir de près cette France vers laquelle l'entraînait un irrésistible penchant. Après avoir visité ses possessions de Westphalie, il arriva à Strasbourg sous le nom de comte *du Four*, accompagné du prince Guillaume, d'Algarotti, du baron de Kayserling; son projet était d'aller *incognito* jusqu'à Paris. Le prince et sa suite étaient en habits bourgeois.

Descendu à l'auberge du *Saint-Esprit*, Frédéric annonça qu'il désirait souper avec quelques colonels.

[1] 48,000,000 de francs.

[2] 80,000,000 de francs.

1740 Chargée de cette singulière invitation, l'hôtesse parvint enfin, après mille efforts, à la faire accepter; mais les invités avaient bien juré de s'amuser aux dépens du comte allemand. Tout alla d'abord à merveille, l'amphitryon, au lieu d'un personnage grotesque, se trouvant être, à leur grande surprise, un homme brillant d'esprit et remarquable par la politesse de ses manières. Mais bientôt s'élevèrent des nuages : le comte *du Four*, très-goguenard de son naturel, raillait impitoyablement ses convives; ceux-ci ripostant, un violent orage allait éclater, quand les compagnons de Frédéric crurent devoir révéler, par leur attitude, le haut rang du prétendu comte.

Cependant un grenadier qui avait servi en Prusse, ayant reconnu le Roi, s'était empressé de l'annoncer à son capitaine : et le maréchal de Broglie, gouverneur de Strasbourg, faisait inviter, de la part de la maréchale, M. le comte à dîner. Le dîner fut charmant; Frédéric, si riche en saillies, déployait toutes ses ressources. Mais, vers la fin du repas, le maréchal, en prononçant le mot de *Sire*, gâta cette scène si piquante. Mécontent de la reconnaissance, le Roi, sans avoir l'air de s'en être aperçu, prétexta une affaire, partit brusquement de Strasbourg, et regagna ses États. Il ne pardonna jamais à M. de Broglie son involontaire indiscrétion.

« Je viens de faire un voyage entremêlé d'aventures singulières, quelquefois fâcheuses, et souvent plaisantes, écrivit Frédéric à Voltaire.

« Vous savez que j'étais parti pour Bruxelles, afin de revoir une sœur que j'aime autant que je l'estime. Che-

min faisant, Algarotti et moi nous consultions la carte 1740
géographique pour régler notre retour par Wesel. Strasbourg ne nous détournait pas beaucoup, nous choisîmes cette route; l'*incognito* fut résolu; enfin, tout arrangé et concerté au mieux, nous crûmes aller en trois jours à Strasbourg;

> « Mais le ciel, qui de tout dispose,
> Régla différemment la chose;
> Avec des coursiers efflanqués,
> En droite ligne issus de Rossinante,
> Des paysans en postillons masqués,
> Nos carrosses cent fois dans la route accrochés,
> Nous allions gravement d'une allure indolente, etc. »

L'argent d'un prince-évêque l'indemnisa amplement des frais du voyage. Les habitants de la seigneurie d'Herstall, appartenant à la Maison de Brandebourg, comme héritière de la Maison d'Orange, dans le district de Liége, refusaient de prêter serment au nouveau roi; le Prince-Évêque eut l'imprudence de les soutenir. Aussitôt deux mille hommes de troupes de Wesel mirent sa ville à contribution; satisfait de cette correction, le Roi renonça à tous ses droits, moyennant 150,000 écus que lui paya l'évêque.

Ce fut une bonne fortune pour Voltaire que d'avoir à rédiger le manifeste, et l'on conçoit avec quel empressement le philosophe dut s'acquitter de cette commission. Il était venu saluer le monarque prussien dans son petit château de Meurs sur la Meuse, où déjà Maupertuis l'avait devancé.

Là eut lieu leur première entrevue.

1740 « J'allai, dit Voltaire, présenter au Roi mes profonds hommages. Je trouvai à la porte de la cour un soldat pour toute garde. Le conseiller privé Rambonet, ministre d'État, se promenait dans la cour en soufflant dans ses doigts. Il portait de grandes manchettes de toile sales, un chapeau troué, une vieille perruque de magistrat, dont un côté entrait dans une de ses poches, et l'autre passait à peine l'épaule. On me dit que cet homme était chargé d'une affaire d'État importante; et cela était vrai. Je fus conduit dans l'appartement de Sa Majesté, il n'y avait que les quatre murailles. J'aperçus dans un cabinet, à la lueur d'une bougie, un petit grabat, de deux pieds et demi de large, sur lequel était un petit homme affublé d'une robe de chambre de gros drap bleu : c'était le Roi qui suait et qui tremblait sous une méchante couverture, dans un accès de fièvre violent. Je lui fis la révérence, et commençai la connaissance par lui tâter le pouls, comme si j'avais été son premier médecin. L'accès passé, il s'habilla et se mit à table. Algarotti, Kayserling, Maupertuis[1], le mi-

[1] Frédéric, dans une lettre datée de Wesel, le 2 septembre 1740, mande à Jordan : « Maupertuis est arrivé. Joli garçon, aimable en compagnie; cependant de cent piques inférieur à Algarotti. Je prépare une petite esclandre à M. de Siége, et je veux voir quel train cela prendra avant que de partir d'ici. Je n'ai point encore résolu où et comment je verrai Voltaire. » Dans une autre lettre, du 24 septembre, il dit : « J'ai vu ce Voltaire, que j'étais si curieux de connaître, mais je l'ai vu ayant ma fièvre quarte, et l'esprit aussi débandé que le corps affaibli. Enfin, avec des gens de son espèce, il ne faut point être malade; il faut même se porter très-bien, et être mieux qu'à son ordinaire, si l'on peut. Il a l'éloquence de Cicéron, la douceur de Pline et

nistre du Roi auprès des États-Généraux, nous fûmes 1740
du souper, où l'on traita à fond de l'immortalité de l'âme, de la liberté et des androgynes de Platon. Le conseiller Rambonet était, pendant ce temps-là, monté sur un cheval de louage : il alla toute la nuit, et le lendemain arriva aux portes de Liége, où il instrumenta au nom du Roi son maître, tandis que deux mille hommes des troupes de Wesel mettaient la ville de Liége à contribution. Cette belle expédition avait pour prétexte quelques droits que le Roi prétendait sur un faubourg. Il me chargea même de travailler à un manifeste, et j'en fis un, tant bon que mauvais, ne doutant pas qu'un Roi, avec qui je soupais, et qui m'appelait son ami, ne dût avoir toujours raison. L'affaire s'accommoda bientôt moyennant un million de ducats. »

Dans cette circonstance, Charles VI offensa maladroitement le monarque prussien par d'inconvenantes représentations au sujet de l'affaire d'Herstall, et en renvoyant les plaintes de l'évêque à la Diète de Ratisbonne.

Mais bientôt se présenta une occasion de conquêtes plus importantes.

Quoique sujet à de fréquentes attaques de goutte, l'Empereur, doué d'une constitution vigoureuse, et dans la cinquante-sixième année seulement de son âge,

la sagesse d'Agrippa ; il réunit, en un moi, ce qu'il faut rassembler de vertus et de talents de trois des plus grands hommes de l'antiquité. Son esprit travaille sans cesse ; chaque goutte d'encre est un trait d'esprit partant de sa plume. Il nous a déclamé Mahomet Ier, tragédie admirable qu'il a faite ; il nous a transportés hors de nous-mêmes, et je n'ai pu que l'admirer et me taire. »

1740 semblait avoir encore devant lui un long avenir : il n'en fut point ainsi; le 20 octobre, ce monarque cessa de vivre[1]. Après plus de quatre cents ans d'existence, la ligne masculine de la Maison d'Autriche s'éteignait en lui.

Charles VI avait accordé aux sciences, aux lettres, aux arts, un éclatant appui, et relevé les académies de Peinture, de Sculpture et d'Architecture. Fondateur d'une bibliothèque publique, il l'enrichit de celle du prince Eugène, qu'il avait achetée. Le cabinet des médailles, depuis si magnifique, fut commencé par lui. L'Empereur attira à sa cour des gens de lettres de différentes contrées de l'Europe; à leur tête brillait Métastase, décoré du titre de *poeta Cesareo*[2].

Sous son règne, de nombreuses communications s'établirent entre les diverses parties de l'Empire; on traça de nouveaux chemins; cette belle voie militaire, que Trajan avait ouverte en Valachie, fut réparée à grands frais; le commerce, les manufactures reçurent des encouragements. Contrariés par la jalousie des puissances maritimes et par d'autres obstacles, ses efforts

[1] Quelques jours avant d'expirer, il se doutait si peu d'une fin prochaine, que, lorsque ses médecins lui eurent fait connaître le danger, il les railla sur la fausseté de leurs pronostics ; mais les docteurs ayant persisté dans leur déclaration, Charles les écouta sans la moindre émotion, quoique ne les contredisant plus. Comme ils consultaient, en sa présence, sur la nature de sa maladie : « Cessez de disputer, leur dit l'Empereur; ouvrez mon corps lorsque je ne serai plus, et vous verrez quelle est la cause de ma mort. (William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*.)

[2] Il succédait, en cette qualité, au célèbre *Apostolo Zeno*.



restèrent infructueux; mais on ne leur en doit pas moins 1740
des éloges. L'administration de la justice éprouva aussi des améliorations. Telle fut la clémence de ce prince, qu'on l'avait surnommé le *Titus* de son siècle.

Mais, avec tant de qualités solides, Charles VI ne fit point le bonheur des peuples; et cette couronne, qu'il avait reçue brillante, subit sur sa tête plus d'un affront. Jamais ses sujets ne connurent les douceurs d'une paix durable; la guerre ou des préparatifs de guerre[1], fruits d'une humeur inquiète et orgueilleuse, agitèrent tout ce règne de trente années.

Craignant que ses États ne fussent partagés, s'il manquait d'héritier mâle de son sang, Charles VI avait publié, en 1713, une loi qu'il appela *Pragmatique-Sanction*, ou loi fondamentale. Elle établissait « qu'au défaut de postérité masculine dans sa famille, tous ses États quelconques reviendraient indivisiblement à ses filles nées en légitime mariage, toujours selon l'ordre et le droit de primogéniture. »

La plupart des puissances de l'Europe avaient garanti la *Pragmatique-Sanction*, également adoptée par un *Conclusum* de la Diète de Ratisbonne, en 1732[2].

Mais, à peine les cendres de l'Empereur sont-elles refroidies, que déjà son héritage, comme une proie immense, est disputé avec fureur. La guerre s'allume; les scènes déplorables qui suivirent la mort de Charles II, roi d'Espagne, vont renaître. Inévitable sort de la Maison d'Autriche, agrandie par tant de mariages et de

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*.
[2] Flassan *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*.

1740-1741 successions : en s'éteignant, ses deux branches éveillent les prétentions rivales de plusieurs souverains.

D'une part, c'est Marie-Thérèse, fille aînée de l'Empereur, qui, la *Pragmatique-Sanction* à la main, réclame l'héritage paternel; pour elle, il s'agit de la Hongrie, de la Bohême, royaumes longtemps électifs, que les princes autrichiens avaient rendus héréditaires; de la Souabe autrichienne, appelée Autriche antérieure; de la haute et basse Autriche, conquises au treizième siècle; de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole, de la Flandre, du Burgau, des quatre villes forestières, du Brisgau, du Frioul, du Tyrol, du Milanais, du Mantouan, du duché de Parme. Quant à Naples et, à la Sicile, récemment enlevés à l'Autriche, ces deux royaumes sont entre les mains de don Carlos, fils du roi d'Espagne, Philippe V[1].

D'un autre côté, Charles-Albert, électeur de Bavière, parle hautement de ses droits, fondés sur un testament de l'empereur Ferdinand Ier, frère de Charles-Quint.

Ici, Auguste III, roi de Pologne, électeur de Saxe, oubliant qu'à la mort de l'Empereur il a reconnu et ratifié l'indivisibilité des États de sa fille, fait valoir, pour son compte personnel, des considérations non moins graves; entre autres, il invoque des liens de famille : la Reine, son épouse, n'est-elle pas fille aînée de Joseph Ier, frère aîné lui-même de Charles VI?

Là, retentissent les prétentions superbes du cabinet de Madrid. L'ambitieuse compagne de Philippe V était

[1] Voltaire, *Siècle de Louis XV*.

tourmentée de la soif du pouvoir et des conquêtes[1]. 1740-1741
Agitant toutes les cours, mêlée à toutes les intrigues, excitée par le succès même, cette princesse, à mesure qu'elle arrachait à l'Autriche quelque lambeau de souveraineté pour les enfants de son lit, redoublait d'efforts. Non contente d'avoir assis don Carlos, à Naples, dans la dernière guerre, il lui fallait un autre établissement pour don Philippe, récemment marié à une fille de Louis XV. En Espagne, tout fléchissait devant l'orgueilleuse étrangère; et son époux, un petit-fils de Louis XIV, consumé d'une noire mélancolie, esclave de la Reine, esclave de son confesseur, esclave du chanteur italien Farinelli, se croyait toujours le plus absolu des rois, parce que, servi à genoux par des femmes, on lui permettait encore de signer, de sa tremblante main, au bas de décrets qu'il ne comprenait plus, ces trois mots : *Io el Rey*.

Trop faible pour jouer un autre rôle que celui d'observateur, le Portugal attend en silence. Jean V, devenu épileptique à force d'intempérance, expie ses voluptueux excès par une excessive dévotion, et ruine son peuple pour enrichir des moines. Un tel homme ne peut causer d'ombrage à Marie-Thérèse.

Vers l'Italie, se présente un prince autrement redoutable : c'est le gardien des Alpes, le roi de Sardaigne,

[1] « La fierté d'un Spartiate, l'opiniâtreté d'un Anglais, la finesse italienne et la vivacité française, formaient le caractère de cette femme singulière. Elle marchait audacieusement à l'accomplissement de ses desseins; rien ne la surprenait, rien ne pouvait l'arrêter. » (Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome I.)

1740-1741 qui, plein d'ambition comme ses aïeux, mais, comme eux, prudent, circonspect, examine en silence, les yeux avidement fixés sur le Milanais, pour qui, des Bourbons ou de l'Autriche, il devra se décider. « Mon fils, lui avait souvent dit Charles-Emmanuel, le Milanais est comme un artichaut ; il faut le manger feuille à feuille. » Ces paroles, Victor-Amédée ne les oubliait pas.

Louis XV, descendant en ligne directe de la branche aînée masculine d'Autriche, par les reines, épouses de Louis XIII et de Louis XIV, pourrait figurer avec avantage parmi les concurrents; mais, arbitre de l'Europe depuis la paix de Vienne, la France s'attache à ce rôle pacifique. Médiatrice, elle décidera de la succession de l'Empire, de concert avec la moitié de l'Europe[1]; prétendante, elle aurait l'Europe entière à combattre : telle était la politique du premier ministre. Fleury, qui présidait alors aux destinées du royaume, apportait dans le gouvernement l'habile douceur de ses mœurs privées. Malheureusement, cette disposition, que l'âge développait encore, dégénéra en faiblesse; et un ministre, ami de la paix, se laissait entraîner à la guerre. On le verra bientôt.

Dans de si graves conjonctures, que deviendra une jeune reine sans expérience, presque sans armée, avec 100,000 florins dans le trésor, au sein d'une capitale menacée de disette, où des malveillants répandaient le bruit que le gouvernement était dissous, et que l'électeur de Bavière allait venir prendre possession des

[1] Voltaire, *Siècle de Louis XV*.

États autrichiens [1] ? Déjà ses ministres, dénués d'éner- 1740-1741
gie ou affaiblis par l'âge, voyaient les Turcs en Hongrie, les Hongrois révoltés, les Saxons maîtres de la Bohême, les Bavarois aux portes de Vienne, et la France les excitant tous [2].

L'ordre néanmoins ne fut pas troublé; Marie-Thérèse eut la consolation de trouver, entre les diverses parties de ses vastes États, une sorte d'émulation de fidélité. Les Hongrois surtout se distinguèrent; bientôt leur dévouement devait briller d'un vif éclat.

Cependant, la fille de Charles VI attendait, avec anxiété, la réponse des puissances à la notification de son avénement.

Ces réponses furent presque toutes satisfaisantes. Dans une lettre adressée au duc de Lorraine, le nouveau roi de Prusse protestait de son amitié; Auguste III offrait ses secours pour le maintien de la *Pragmatique-Sanction*; la Russie tenait un langage non moins favorable; les États-Généraux déclarèrent devoir strictement remplir tous leurs engagements, tant par rapport au traité de la Bavière qu'à la *Pragmatique-Sanction;* George II, roi d'Angleterre, fit exprimer à la reine de Hongrie son désir de coopérer avec elle au bien général de l'Europe [3].

Restait la France : ses réponses évasives, ses vagues

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V.

[2] *Robinson's Dispatches to lord Harrington.* (Oct. 22, 1740.)

[3] *Lord Harrington's and M. Robinson's Dispatches; Dates of Transactions from the emperor's Death to the convention of ober Schnellendorf.* — Walpole papers.

1740 promesses cachaient une arrière-pensée. Différer la reconnaissance jusqu'au moment favorable pour appuyer les prétentions de Charles-Albert : tel était son plan. Le cabinet de Saint-James chercha vainement à inspirer quelques soupçons à Marie-Thérèse.

Les puissances maritimes lui ayant même proposé d'organiser une grande confédération contre la Maison de Bourbon, cette princesse évita de répondre. Indécise, la cour de Vienne n'adoptait encore que de vagues mesures.

Mais, tandis que tous les politiques de l'Europe, s'épuisant en conjectures, observaient attentivement l'Espagne, la Bavière, la Saxe et surtout la France, la guerre éclata d'un autre côté[2]. Frédéric avait décidé qu'un nouvel avenir s'ouvrirait pour la Prusse. Cinq victoires vont annoncer à l'Europe un grand capitaine de plus.

Divers motifs lui mirent les armes à la main : l'inaction des troupes sous Guillaume, et l'esprit pacifique d'un monarque qui ne se servit de son armée qu'à la parade, avaient jeté une sorte de défaveur sur le nom prussien ; il tardait au jeune Roi de donner à de fâcheuses interprétations un éclatant démenti. « La monarchie laissée par Frédéric Ier à ses descendants étant une sorte d'hermaphrodite[3] qui tenait plus de l'Electorat que du royaume, il y avait, selon son petit-fils, quelque gloire à décider cet être. »

1 William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V.

2 Mably, *Droit public de l'Europe.*

3 Expression de Frédéric lui-même, *Histoire de mon temps*, tome I.

Ce prince était aussi fort mécontent du cabinet impérial, relativement à la succession de Berg et de Juliers. Le feu roi n'avait garanti la *Pragmatique-Sanction* de Charles VI que sous la clause formelle de se voir à son tour garantir cette succession par l'Empereur; or, la cour de Vienne n'avait point rempli ses engagements. Frédéric lui reprochait même d'avoir arraché à Seckendorff, en lui rendant la liberté après sa disgrâce, les ordres écrits en vertu desquels ce feld-maréchal avait solennellement promis l'assistance de l'Empereur[1]. 1740-1741

Ajoutons qu'il sentait sa force, et connaissait la faiblesse de la Maison d'Autriche.

En effet, l'aigle des Hapsbourg ne s'appuyait plus sur l'épée du prince Eugène. Après la guerre de 1734 à 1739, entreprise pour faire de l'électeur de Saxe un roi de Pologne, le délabrement de l'armée était déplorable; à Widdin, à Mendia, à Panchow, au Timoc, à Crutzka, elle avait subi d'énormes pertes; le voisinage des Turcs avait communiqué la peste. Depuis la paix, la majeure partie des troupes était restée en Hongrie; mais à peine y comptait-on 43,000 combattants; en Italie, 16,000 hommes; 12,000 au plus en Flandre, et cinq ou six régiments disséminés dans les États héréditaires[2].

La mort d'Anne, impératrice de Russie, vint confirmer Frédéric dans sa résolution. En effet, la couronne

[1] *Histoire de mon temps*, tome I.
[2] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*.

1740-1741 promesses cachaient une arrière-pensée. Différer la reconnaissance jusqu'au moment favorable pour appuyer les prétentions de Charles-Albert; tel était son plan. Le cabinet de Saint-James chercha vainement à inspirer quelques soupçons à Marie-Thérèse.

Les puissances maritimes lui ayant même proposé d'organiser une grande confédération contre la Maison de Bourbon, cette princesse évita de répondre. Indécise, la cour de Vienne n'adoptait encore que de vagues mesures[1].

Mais, tandis que tous les politiques de l'Europe, s'épuisant en conjectures, observaient attentivement l'Espagne, la Bavière, la Saxe et surtout la France, la guerre éclata d'un autre côté[2]. Frédéric avait décidé qu'un nouvel avenir s'ouvrirait pour la Prusse. Cinq victoires vont annoncer à l'Europe un grand capitaine de plus.

Divers motifs lui mirent les armes à la main : l'inaction des troupes sous Guillaume, et l'esprit pacifique d'un monarque qui ne se servit de son armée qu'à la parade, avaient jeté une sorte de défaveur sur le nom prussien; il tardait au jeune Roi de donner à de fâcheuses interprétations un éclatant démenti. « La monarchie laissée par Frédéric Ier à ses descendants étant une sorte d'hermaphrodite[3] qui tenait plus de l'Électorat que du royaume, il y avait, selon son petit-fils, quelque gloire à décider cet être. »

[1] William [illegible] *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V.
[2] Mabl[illegible] *de l'Europe*.
[3] [illegible] lui-même [illegible] *de mon temps*, tome I.

Ce prince était aussi fort mécontent du cabinet impérial, relativement à la succession de Berg et de Juliers. Le feu roi n'avait garanti la *Pragmatique-Sanction* de Charles VI que sous la clause formelle de se voir à son tour garantir cette succession par l'Empereur; or, la cour de Vienne n'avait point rempli ses engagements. Frédéric lui reprochait même d'avoir arraché à Seckendorff, en lui rendant la liberté après sa disgrâce, les ordres écrits en vertu desquels ce feld-maréchal avait solennellement promis l'assistance de l'Empereur[1]. 1740-1741

Ajoutons qu'il sentait sa force, et connaissait la faiblesse de la Maison d'Autriche.

En effet, l'aigle des Hapsbourg ne s'appuyait plus sur l'épée du prince Eugène. Après la guerre de 1734 à 1739, entreprise pour faire de l'électeur de Saxe un roi de Pologne, le délabrement de l'armée était déplorable; à Widdin, à Mendia, à Panchow, au Timoc, à Crutzka, elle avait subi d'énormes pertes; le voisinage des Turcs avait communiqué la peste. Depuis la paix, la majeure partie des troupes était restée en Hongrie; mais à peine y comptait-on 43,000 combattants; en Italie, 16,000 hommes; 12,000 au plus en Flandre, et cinq ou six régiments disséminés dans les États héréditaires[2].

La mort d'Anne, impératrice de Russie, vint confirmer Frédéric dans sa résolution. En effet, la couronne

[1] *Histoire de mon temps*, tome I.

[2] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*.

1740-1741 retombant au jeune grand-duc Iwan, fils d'une princesse de Mecklembourg et du prince Antoine Ulric de Brunswick, beau-frère du roi de Prusse, tout annonçait que, durant la minorité du Tzar, la Russie songerait moins à défendre la *Pragmatique-Sanction* qu'à maintenir sa tranquillité intérieure.

De plus, la rivalité de la France et de l'Angleterre assurait au monarque prussien le concours d'une de ces deux puissances, et il pouvait compter sur l'active coopération de tous les prétendants à la succession.

Exhumant donc ses droits, que l'Autriche avait jugés assez bons pour chercher toujours à se les approprier, Frédéric résolut de revendiquer, l'épée à la main, plusieurs duchés et principautés de Silésie, tels que Jœgerndorf, Liegnitz, Brieg, Wohlau, avec les seigneuries de Beuthen et d'Oderberg. Selon lui, sa Maison en avait été injustement dépouillée. Jœgerndorf, Beuthen et Oderberg, qu'elle possédait depuis le seizième siècle, le cabinet impérial les lui avait aussi enlevés, sous prétexte que le prince Jean-George de Brandebourg, qui tenait ces terres en apanage, avait pris les armes, contre l'empereur Ferdinand II, en faveur de l'électeur palatin. Quant aux duchés de Liegnitz, Brieg et Wohlau, invoquant le pacte de confraternité conclu, en 1537, entre les deux Maisons, le Brandebourg les avait réclamés, lors du décès du dernier duc de Leignitz en 1675; mais, sans égard pour ces réclamations, l'Autriche s'en était emparée. Le fils du Grand-Électeur, il est vrai, impatient d'acheter à tout prix le titre de roi, avait renoncé à ses droits

sur ces différentes principautés, moyennant le chétif retour du cercle de Schwibus; mais la cour de Vienne ne lui ayant pas même laissé cet équivalent[1], Frédéric II songea à se faire justice lui-même. 1740-1741

« Ce projet, dit-il[2] avec une singulière franchise, remplissait toutes ses vues politiques : c'était un moyen d'acquérir de la réputation, d'augmenter la puissance de l'État, et de terminer ce qui regardait la succession litigieuse du duché de Berg. »

De quelque mystère qu'on enveloppât les préparatifs de cette expédition, il était impossible que le public ne conçût pas quelques soupçons. Damrath, envoyé de l'Empereur à Berlin, avertit même sa cour qu'un orage la menaçait, et qu'il pourrait bien fondre sur la Silésie[3]. Mais on lui répondit : « Nous ne voulons ni ne pouvons ajouter foi aux nouvelles que vous nous donnez. »

Néanmoins, sous prétexte de complimenter le nouveau roi, mais, au fond, pour mieux s'assurer de l'état des choses, le marquis de Botta fut envoyé à Berlin; il sut bientôt à quoi s'en tenir. Aussi, le jour de son audience, ce diplomate insista-t-il beaucoup, après les compliments d'usage, sur le mauvais état de la route qu'il venait de suivre; à l'en croire, de violentes inondations rendaient impraticables tous les chemins de la Silésie. « Hé bien! lui répondit froidement le

[1] Koch, *Abrégé de l'histoire des traités de paix*, tome I.

[2] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome I.

[3] *Ibid.*



1740-1741 Roi, tout ce qui peut arriver de plus fâcheux à ceux qui les parcourront, ce sera de se crotter. »

Bravant l'hiver, une fièvre violente et la résistance de ses médecins, Frédéric part de Berlin, après un bal masqué; le 21 décembre, il est à Crossen; le 23, il entre en Silésie. En même temps, on distribue, par ses ordres, des mémoires où ses droits sont discutés, où l'on déclare que le roi de Prusse va occuper les duchés de Silésie dans l'intérêt seul de la Maison d'Autriche, et pour qu'aucune autre puissance ne s'en empare.

Déjà, depuis deux jours, vingt bataillons et trente-six escadrons étaient entrés dans cette province, quand le comte de Gotter, chargé de proposer un accommodement à la reine de Hongrie, arriva à Vienne. Il offrit à Marie-Thérèse l'assistance de son maître, sa voix électorale, dans la Diète de l'Empire, en faveur du grand-duc de Toscane, et cinq millions de livres, moyennant la cession de la Basse-Silésie.

C'était la première fois qu'un électeur de Brandebourg osait tenir ce langage dans le palais des Empereurs. Le ton dur et altier du comte n'était nullement propre à en adoucir l'effet. La Reine rejeta, avec hauteur, ces propositions, comme injurieuses. Tous ses ministres étaient indignés. « Il sied bien à un prince, disait-on, qui, en sa qualité d'Archi-chambellan de l'Empire, eût dû présenter au feu empereur le bassin à laver les mains, de prescrire des lois à sa fille! »

Mais le comte de Gotter, loin de fléchir devant cette



jactance, haussa le ton; il alla même jusqu'à montrer 1740-1741
au Grand-Duc une lettre où le Roi disait : « Si le Grand-Duc veut se perdre, qu'il se perde. » Un moment, ce prince en fut ébranlé; mais une juste fierté l'emporta. En vain Gotter fit un second voyage à Vienne; Marie-Thérèse refusa toujours de traiter tant qu'un soldat prussien serait en Silésie.

Cette résistance si naturelle, Frédéric l'avait prévue, sa marche rapide le prouve, et, mieux encore, son propre aveu [1].

Une si brusque invasion portait bien quelque atteinte aux principes de l'*Anti-Machiavel*, et l'intérêt avait parlé plus haut que l'équité. Mais, sous le point de vue politique, le calcul était parfaitement juste; car Frédéric entrait en campagne avec d'excellentes troupes, des magasins bien fournis, et un plan connu de lui seul; tandis que les autres puissances, étonnées, prises au dépourvu, perdaient, en vaines négociations, un temps qu'il allait employer en victoires.

En même temps que le comte de Gotter luttait à Vienne, le baron de Winterfeld, gendre du maréchal de Munich, alors tout-puissant en Russie, arrivait à Saint-Pétersbourg. Plus heureux dans cette négociation, Frédéric conclut, avec le gouvernement russe, une alliance définitive. Mais, bientôt, les intrigues du comte de Lynar, ambassadeur du roi de Pologne, et très-avant dans les bonnes grâces de la Grande-Duchesse, paralysèrent ce succès.

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome I.

1740-1741 L'Europe crut le roi de Prusse déjà d'accord avec la France, quand il envahit la Silésie; c'était une erreur, car le marquis de Beauveau, envoyé par Louis XV à Berlin pour complimenter le nouveau monarque, ne sut lui-même, quand il vit les premiers mouvements des troupes prussiennes, si elles marchaient contre la France ou contre l'Autriche. « Je vais, je crois, jouer votre jeu, lui dit Frédéric en partant, si les as me viennent, nous partagerons[1]. »

Ses progrès furent rapides ; on l'accueillait avec joie dans un pays aux deux tiers protestant. Tandis que le maréchal de Schwerin, longeant le pied des montagnes, pour nettoyer d'ennemis cette partie de la Silésie, dirigeait sa marche par Liegnitz, Schweidnitz, Francken-stein, le Roi, avec les grenadiers de l'armée, six bataillons et dix escadrons, arriva, en personne, sous les murs de Breslau[2]. Cette capitale de la Silésie, gouvernée par ses propres magistrats, et jouissant de priviléges assez semblables à ceux des villes impériales libres, était exempte de l'obligation de recevoir garnison. Aussi, pour maintenir son droit et éviter un siége[3], n'avait-elle pas voulu ouvrir ses portes aux Autrichiens, qui, néanmoins, sans la promptitude de

[1] Voltaire, *Siècle de Louis XV*.

[2] En polonais *Wroclaw*, prononcez Wrotslau ; en latin *Vratislavia*. Les nombreuses colonies allemandes qui se sont établies en Silésie y ont peu à peu germanisé les mœurs, et relégué le dialecte esclavon des anciens habitants parmi les paysans de la Haute-Silésie et des districts limitrophes de la Pologne. (*Voyez* Malte-Brun et Mentelle, *Géographie mathématique, physique et politique*, tome IV.)

[3] Muller, *Tableau des guerres de Frédéric le Grand*.

Frédéric, seraient entrés de force. Le 1er janvier, 1740-1741
maître, sans résistance, des faubourgs, le Roi fait sommer la ville de se rendre; en même temps, quelques troupes passent l'Oder et se cantonnent au Dôme. Privée ainsi des deux côtés de la rivière, mal approvisionnée, et redoutant un assaut général, car les fossés étaient gelés, la place demanda à composer. Grâce au zèle religieux, la négociation fut prompte. Un cordonnier enthousiaste harangue le peuple, l'excite, marche à sa tête, force les magistrats de signer, avec les Prussiens, un acte de neutralité, et d'ouvrir les portes.

Le 3 janvier, Frédéric entre dans Breslau, suivi, aux termes de la convention, de trente grenadiers seulement. Son premier soin est de licencier tous les fonctionnaires au service de Marie-Thérèse. Quatre jours après, le colonel autrichien Fromentini est chassé d'Ohlau; Otmachau tombe au pouvoir du maréchal de Schwerin; le lieutenant-général Jeetz prend Namslau; Brieg est investi par le major-général Kleist.

Durant son séjour à Breslau, Frédéric avait réussi à se concilier l'affection du peuple, tout en laissant aux Catholiques leurs priviléges, et en comblant d'égards l'évêque et son clergé, il sut rassurer les Protestants. Plein d'attention pour la noblesse et la bourgeoisie, il les réunissait, chaque soir, dans quelque fête, et, quoique la danse fût peu de son goût, il ouvrait le bal en personne.

De Breslau, Frédéric marche sur Neiss, somme la forteresse de se rendre, et, sur son refus, bombarde

1740-1741 L'Europe crut le roi de Prusse déjà d'accord avec la France, quand il envahit la Silésie; c'était une erreur, car le marquis de Beauveau, envoyé par Louis XV à Berlin pour complimenter le nouveau monarque, ne sut lui-même, quand il vit les premiers mouvements des troupes prussiennes, si elles marchaient contre la France ou contre l'Autriche. « Je vais, je crois, jouer votre jeu, lui dit Frédéric en partant, si les as me viennent, nous partagerons[1]. »

Ses progrès furent rapides ; on l'accueillait avec joie dans un pays aux deux tiers protestant. Tandis que le maréchal de Schwerin, longeant le pied des montagnes, pour nettoyer d'ennemis cette partie de la Silésie, dirigeait sa marche par Liegnitz, Schweidnitz, Francken-stein, le Roi, avec les grenadiers de l'armée, six bataillons et dix escadrons, arriva, en personne, sous les murs de Breslau[2]. Cette capitale de la Silésie, gouvernée par ses propres magistrats, et jouissant de priviléges assez semblables à ceux des villes impériales libres, était exempte de l'obligation de recevoir garnison. Aussi, pour maintenir son droit et éviter un siége[3], n'avait-elle pas voulu ouvrir ses portes aux Autrichiens, qui, néanmoins, sans la promptitude de

[1] Voltaire, *Siècle de Louis XV*.

[2] En polonais *Wroclaw*, prononcez Wrotslau ; en latin *Vratislavia*. Les nombreuses colonies allemandes qui se sont établies en Silésie y ont peu à peu germanisé les mœurs, et relégué le dialecte esclavon des anciens habitants parmi les paysans de la Haute-Silésie et des districts limitrophes de la Pologne. (*Voyez* Malte-Brun et Mentelle, *Géographie mathématique, physique et politique*, tome IV.)

[3] Muller, *Tableau des guerres de Frédéric le Grand*.

Frédéric, seraient entrés de force. Le 1er janvier, 1740-1741
maître, sans résistance, des faubourgs, le Roi fait sommer la ville de se rendre ; en même temps, quelques troupes passent l'Oder et se cantonnent au Dôme. Privée ainsi des deux côtés de la rivière, mal approvisionnée, et redoutant un assaut général, car les fossés étaient gelés, la place demanda à composer. Grâce au zèle religieux, la négociation fut prompte. Un cordonnier enthousiaste harangue le peuple, l'excite, marche à sa tête, force les magistrats de signer, avec les Prussiens, un acte de neutralité, et d'ouvrir les portes.

Le 3 janvier, Frédéric entre dans Breslau, suivi, aux termes de la convention, de trente grenadiers seulement. Son premier soin est de licencier tous les fonctionnaires au service de Marie-Thérèse. Quatre jours après, le colonel autrichien Fromentini est chassé d'Ohlau ; Otmachau tombe au pouvoir du maréchal de Schwerin ; le lieutenant-général Jeetz prend Namslau ; Brieg est investi par le major-général Kleist.

Durant son séjour à Breslau, Frédéric avait réussi à se concilier l'affection du peuple, tout en laissant aux Catholiques leurs priviléges, et en comblant d'égards l'évêque et son clergé, il sut rassurer les Protestants. Plein d'attention pour la noblesse et la bourgeoisie, il les réunissait, chaque soir, dans quelque fête, et, quoique la danse fût peu de son goût, il ouvrait le bal en personne.

De Breslau, Frédéric marche sur Neiss, somme la forteresse de se rendre, et, sur son refus, bombarde

1740-1741 la ville. 1,200 bombes et 3,000 boulets rouges y sont jetés. Mais le commandant Stolk tient ferme, et la saison devient rigoureuse. Forcé de lever le siége, Frédéric distribue à ses troupes des quartiers d'hiver dans toute la Silésie, prépare pour la campagne prochaine un développement considérable de forces, et arrive à Berlin le 29 janvier.

Par ses ordres, Schwerin continue, en son absence, la conquête, mais de manière à ne pas épuiser les troupes[1]. Bientôt il est maître de Troppau, de Jœgernsdorf, d'Oderberg, du fort de Jablunka, etc. Les forteresses de Neiss, il est vrai, Brieg et Gloyau, tiennent encore pour Marie-Thérèse; mais elles sont bloquées.

Les Autrichiens se sont retirés en Moravie : les Prussiens, cantonnés derrière l'Oppa, s'étendent jusqu'à Jablunka, sur les frontières de la Hongrie[2].

Cependant, George II reportait déjà sur le jeune monarque sa haine pour le père : Frédéric le sait. Ne doutant pas que le roi d'Angleterre n'assiste incessamment la cour de Vienne, il épie tous ses mouvements : un camp de trente mille hommes protégera, au besoin, ses États.

Du côté du Hanovre, l'armée de Silésie est portée à quarante-neuf mille hommes d'infanterie, et treize mille de cavalerie. Pour surveiller la conduite des Saxons et des Hanovriens, voisins animés d'intentions fort équivoques, 30 bataillons, avec 40 escadrons,

[1] Grimoard, *Tableau de la vie et du règne de Frédéric le Grand*.

[2] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome I.

sous les ordres du prince d'Anhalt, se rassemblent près de Brandebourg. 1740-1741

Ces arrangements pris, le Roi part de Berlin le 20 février, et arrive, le lendemain, à Schweidnitz, mais pour s'en éloigner bientôt.

Quelques jours après, le prince Léopold[1], avec cinq colonnes d'attaque, prend Glogau d'assaut, en moins d'une heure; M. de Wallis et huit cents hommes tombent en son pouvoir. Laissant un régiment dans la place, le prince rejoint le Roi avec son corps.

Cependant le feld-maréchal autrichien, comte de Neuperg, tiré de prison pour ce commandement[2], s'avançait d'Olmutz, en Moravie, sur Sternberg. Pénétrer par Ziegenhals dans la Haute-Silésie, couper ainsi, dans la Basse, la division prussienne aux ordres du maréchal de Schwerin, dégager Brieg, enlever les magasins ennemis d'Ohlau, et marcher droit sur Breslau, tel était son plan[3]. Frédéric l'apprend, part de Schweidnitz, le 25 mars, vole en Haute-Silésie, rassemble son armée à Neustadt, et, impatient de prévenir Neuperg, passe la Neiss à Michelau. Les troupes sont cantonnées dans quatre villages, assez rapprochées pour pouvoir, en moins d'une heure, se rassembler toutes au rendez-vous.

Arrivé à Neiss le 5 avril, le général autrichien prend,

[1] Prince régnant d'Anhalt-Dessau.

[2] La cour de Vienne lui reprochait le honteux traité de 1739 avec la Porte.

[3] Grimoard, *Tableau de la vie et du règne de Frédéric le Grand.* — Voir aussi Muller, *Tableau des guerres de Frédéric le Grand.*

1740-1741 le 8, la garnison prussienne de Grotkau; dans la soirée du 9, il établit ses troupes à Molwitz et en deux autres villages des environs de Brieg. Là, Neuperg se repose dans une sécurité profonde. L'affluence des déserteurs ennemis, l'apparente consternation des Prussiens, l'immense supériorité de sa cavalerie, tout entretenait la confiance du général autrichien. Il comptait bien aussi que ses nombreux hussards l'avertiraient du moindre mouvement que ferait l'ennemi pour lever ses cantonnements : une neige épaisse couvrait la terre. Les soldats ne doutaient pas davantage de la victoire; grande était leur impatience de battre ces troupes novices qui n'avaient encore figuré qu'aux revues de Postdam et de Berlin.

Malgré ces présomptueux calculs, l'armée prussienne était en vue le lendemain matin dès dix heures[1]. En effet, Frédéric, instruit de la prise de Grotkau et du danger qui menaçait sa grosse artillerie déposée à Ohlau, avait marché en avant, et établi, le 8, ses quartiers dans les villages de Pogrel et d'Alsen, près de Molwitz, d'où il expédia plusieurs officiers à la garnison d'Ohlau, pour l'avertir de son approche, et attirer à lui deux régiments de cuirassiers nouvellement arrivés : mais aucun message ne parvint à sa destination, à cause des partis autrichiens qui infestaient ces contrées[2]. Le jour suivant, la neige avait empêché le Roi de pousser plus loin ; mais aussi elle avait dérobé ses mouvements à l'ennemi.

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V.

[2] *Histoire de mon temps*, tome I.

Le 10 avril, vers cinq heures du matin, le ciel s'é- 1741
tant éclairci, l'armée, forte de 27 bataillons, de 29 escadrons de grosse cavalerie, et de 3 de hussards, se rassembla auprès du moulin de Pogrel, et se mit en marche sur cinq colonnes. Sachant la supériorité de l'ennemi en cavalerie, Frédéric plaça deux bataillons de grenadiers entre les escadrons de chaque aile. A Lutzen, Gustave-Adolphe avait employé cette disposition; selon toute apparence, on ne s'en servira plus[1]. C'est dans cet ordre qu'on s'avança, en suivant la direction du chemin qui mène à Ohlau. Parvenu à deux mille pas environ de Molwitz, l'armée se déploya sans voir paraître un seul ennemi. L'aile droite devait s'appuyer au village de Hermsdorff; mais M. de Schulembourg, qui commandait la cavalerie de cette aile, prit si mal ses mesures, qu'il n'y arriva pas. La gauche s'appuyait au ruisseau de Lauchwitz, dont les bords sont marécageux et profonds.

Cependant, comme l'infanterie se trouvait trop pressée par la cavalerie de la droite, trois bataillons furent retirés de la première ligne pour couvrir la droite des deux lignes; disposition heureuse, qui contribua principalement à la victoire. On parqua le bagage près du village de Pampitz, à mille pas environ derrière les lignes; le régiment de La Motte le couvrait.

Le comte de Rottembourg, avec l'avant-garde, s'approcha de Molwitz, d'où il vit déboucher les Autri-

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires.*

1741 chiens. C'était le moment de les attaquer; mais, ayant reçu l'ordre précis de ne rien engager, il ramena sa troupe à l'aile droite, dont elle faisait partie. Comment un général aussi expérimenté que M. de Neuperg se laissa-t-il ainsi surprendre? On s'en étonne; mais ses ordres à différents officiers de hussards de battre la campagne avaient été mal exécutés. Il n'apprit l'approche du Roi qu'en voyant l'armée prussienne en bataille devant ses cantonnements : force lui fut de former ses troupes, à la hâte, sous le feu du canon ennemi.

L'aile gauche de cavalerie autrichienne se présenta la première. Son commandant, le baron de Rœmer, officier intelligent et déterminé, vit que l'aile droite des Prussiens était plus avancée vers Molwitz que la gauche, et que, s'il restait immobile dans sa position, M. de Neuperg risquait fort d'être battu, avant que la cavalerie de l'autre aile fût arrivée. Sans donc attendre l'ordre de personne, il résolut d'attaquer la droite des Prussiens. M. de Schulembourg, pour regagner le village de Hermsdorff, avait maladroitement fait un quart de conversion à droite par escadrons : Rœmer le chargea, bride abattue et en colonnes. Bientôt ses trente escadrons eurent enfoncé les dix escadrons prussiens dont chacun présentait le flanc gauche. Cette cavalerie en déroute passa entre les bataillons de grenadiers intercalés parmi les escadrons, et les eût culbutés, si ces bataillons n'eussent fait feu indistinctement sur les fuyards et sur les Autrichiens : Rœmer y fut tué. Les deux bataillons de grenadiers, après

s'être soutenus seuls, rejoignirent, en bon ordre, la 1741
droite de l'infanterie.

Cependant la victoire semblait se déclarer en faveur des Autrichiens. Schwerin, l'intrépide Schwerin lui-même conjure le monarque de quitter le champ de bataille ; Frédéric s'éloigne en frémissant de honte et de douleur. Quel début! mais la fortune veillait sur cette grande destinée.

M. de Schulembourg venait de périr dans une charge malheureuse, et ses escadrons s'étaient de nouveau débandés. Alors la cavalerie ennemie se jeta sur le flanc droit de l'infanterie prussienne, où trois bataillons, ainsi qu'on l'a vu plus haut, avaient été placés en potence, comme par hasard. A trois reprises, cette infanterie fut vigoureusement attaquée; des officiers autrichiens tombèrent blessés dans ses rangs; nombre de leurs cavaliers furent désarçonnés à coups de baïonnette. Mais enfin, à force de valeur, elle repoussa toutes les charges; l'ennemi perdit beaucoup de monde.

M. de Neuperg saisit ce moment; son infanterie s'ébranla pour entamer la droite des Prussiens abandonnée de ses escadrons; lui-même, à la tête de sa cavalerie, il fit d'incroyables efforts pour enfoncer les troupes du Roi, mais en vain : cette héroïque infanterie résistait comme un roc.

A la gauche des Prussiens les choses allaient mieux. Cette aile qu'on avait refusée, était appuyée au ruisseau de Lauchwitz, et la cavalerie, ayant chargé celle de la reine de Hongrie au delà de ce ruisseau, l'avait battue.

1741. Cependant le feu de l'infanterie de la droite durait depuis près de cinq heures; déjà, les munitions manquaient aux soldats; pour trouver des cartouches, ils dépouillaient les morts. La situation devenait critique. De vieux officiers commençaient à désespérer. Mais que ne peut le courage? L'infanterie se soutint, gagnant même du terrain sur l'ennemi : c'était un de ces instants décisifs d'où sort la victoire ou la défaite. Le maréchal de Schwerin fait un mouvement avec sa gauche, la porte sur le flanc droit des Autrichiens, et l'ennemi est en pleine déroute. La nuit empêche les Prussiens de poursuivre leurs avantages au delà du village de Lauchwitz.

Cette journée coûta aux vaincus sept mille morts ou blessés; aux Prussiens, quatre mille six cents. Le margrave Frédéric de Brandebourg-Schwedt, cousin du Roi, y perdit la vie[1]. Six princes de la maison de Brandebourg avaient pris part à cette bataille.

Par une remarquable singularité, Frédéric, tandis que son armée remportait la victoire, courut grand risque d'être fait prisonnier. Après s'être éloigné de Molwitz, suivi de Maupertuis et d'un valet de chambre français, sous l'escorte de quelques hussards, il se dirigea sur Oppelen, croyant y trouver asile. Arrivé aux portes vers minuit, il fait demander qu'on ouvre; mais un parti de hussards autrichiens occupait la ville; ils sortent, attaquent la petite troupe, qui répond à coups

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*; — Muller, *Tableau des guerres de Frédéric le Grand*; — Grimoard, *Tableau de la vie et du règne de Frédéric le Grand*; — Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*.

de carabine. Voyant sa liberté fortement compromise : 1741
« Adieu, mes amis, dit Frédéric à ses compagnons, je suis mieux monté que vous[1]; » il retourne au galop vers Neiss, apprend en route le résultat de la bataille, et va rejoindre son armée, le lendemain matin.

Calculant les chances d'une défaite, Schwerin avait-il sérieusement voulu mettre en sûreté la personne du Roi, pour rester plus maître de ses opérations, ou Frédéric s'était-il troublé à l'aspect de dangers si nouveaux pour lui? Les deux opinions ont été émises. Quoi qu'il en ait été, et si la crainte trouva une fois accès en son âme, elle y fit aussitôt place à une intrépidité qui ne se démentit jamais.

« Molwitz, dit Frédéric avec raison[2], fut l'école du Roi et de ses troupes. »

Les Prussiens y reçurent le baptême de la gloire.

C'est sur ce champ de bataille que naquit la ligue qui ébranla le trône de Marie-Thérèse. La France, long-

[1] Moins heureux que le Roi, le savant, ex-capitaine de dragons, fut pris, dépouillé de tout par les hussards autrichiens et conduit à Vienne; mais le plus gracieux accueil l'y consola de sa mésaventure. Maupertuis regrettait beaucoup une montre de Graham; le duc de Lorraine (depuis empereur sous le nom de François Ier) en possédait une du même artiste, richement garnie de diamants. Quand on lui présenta le prisonnier : « Vous croyez avoir perdu votre montre, M. de Maupertuis, lui dit ce prince, mais c'est une plaisanterie de mes hussards; la voilà, ils m'ont chargé de vous la rendre. »

Ce fut alors aussi que Marie-Thérèse lui ayant demandé si la sœur du roi de Prusse était en effet la plus belle princesse du monde : « Madame, répondit le philosophe-courtisan, je l'avais cru jusqu'à présent. »

[2] *Histoire de mon temps*, tome I.

1741 temps incertaine, se décida enfin : sans intérêt dans cette guerre, sans motif légitime, elle y fut entraînée par le comte de Belle-Isle, que tourmentaient l'ambition de faire un empereur et le besoin de bouleverser l'Europe.

Ce petit-fils du surintendant Fouquet, alliant à une prodigieuse activité de corps et d'esprit le talent de revêtir ses plans gigantesques de formes séduisantes, cachait, sous des dehors phlegmatiques, une perpétuelle inquiétude, et proposait froidement, comme chose toute simple, la dévastation des empires. Le repos le fatiguait; s'arrêter ne lui était pas possible. Digne d'être chef par ses talents, il eût mérité, par ses défauts, de n'être employé qu'en second[1].

Le cabinet de Versailles commit alors deux fautes : l'une, en faisant la guerre; l'autre, une fois la guerre résolue, en ne déployant pas assez de forces pour assurer le succès.

L'électeur de Bavière était tout prêt : au premier mouvement des Français, oubliant combien Louis XIV avait été fatal à son père Maximilien, il se précipita dans la carrière[2]. Prisonnier autrefois des Autrichiens, Charles-Albert, en combattant pour la couronne impériale, croyait avoir trouvé aussi l'occasion de venger une vieille injure; rêve mensonger que dissipa bientôt un douloureux réveil.

L'alliance de ce prince avec la France et l'Espagne

[1] Flassan, *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française.*

[2] Koch, *Abrégé de l'histoire des traités de paix.*

fut signée à Versailles, le 18 mai. Le roi de Pologne, 1741
comme électeur de Saxe, le roi de Sardaigne, l'électeur de Cologne et l'électeur palatin y entrèrent successivement. Afin de priver Marie-Thérèse du secours des Russes, on porta la Suède à leur déclarer la guerre. Le roi d'Espagne entra dans l'alliance pour lui-même et pour le roi des Deux-Siciles, mais seulement par rapport aux affaires d'Italie.

Déjà, ivre de joie, le maréchal de Belle-Isle, ambassadeur de France à la Diète d'Élection, rédigeait, à Francfort, un traité de partage de tous les États autrichiens : la Bohême et la Haute-Autriche y étaient adjugées à l'électeur de Bavière; le margraviat de Moravie, avec la Haute-Silésie, à l'électeur de Saxe; le reste de la Silésie au roi de Prusse, et la Lombardie autrichienne au roi d'Espagne. Marie-Thérèse ne conservait que la Hongrie, les Pays-Bas, la Basse-Autriche, les duchés de Carinthie et de Carniole[1].

Belle-Isle vint trouver le Roi au camp de Molwitz, et lui communiqua ce projet, avec la proposition d'un traité d'alliance au nom de Louis XV. Le plan de partage déplut à Frédéric, peu disposé à laisser des rivaux croître à ses côtés. Néanmoins, un mois après, instruit de la redoutable ligue organisée contre lui, il signa son alliance avec la France, qui lui assurait la Basse-Silésie; en même temps, par un autre traité avec l'électeur de Bavière, auquel le Roi garantissait la Haute-Autriche, le Tyrol, le Brisgau, la Bohême, il se réservait la Si-

[1] Koch, *Abrégé de l'histoire des traités de paix*, etc.

1741 lésie et le comté de Glatz[1], que l'Électeur lui vendait 400,000 écus, sans l'avoir jamais possédé.

Son camp offrait l'image d'un congrès, car Molwitz venait de révéler la valeur d'une telle alliance.

En attendant les mouvements combinés des armées françaises et bavaroises, qui ne pouvaient avoir lieu qu'à la fin d'août, Frédéric, se rapprochant de l'ennemi, vint camper à Grotkau. M. de Neuperg était à cinq lieues de là, derrière Neiss, dans une position très-forte. Les Prussiens occupèrent alors les hauteurs de Strehlen, d'où, en s'approchant de Breslau, ils pouvaient tirer leurs vivres, et nourrir la cavalerie le reste de la campagne. Ce poste, à égale portée de Brieg et de Schweidnitz, couvrait toute la Basse-Silésie. Pendant les deux mois qui suivirent, on recruta l'infanterie, et la cavalerie fut remontée.

Mais M. de Neuperg ne s'endormait pas : s'étant avancé jusqu'à Baumgarten, il eut bientôt lié des intelligences avec les magistrats de Breslau, grâce à l'active entremise de quelques vieilles dames d'Autriche et de Bohême depuis longtemps établies en Silésie. Des moines, des prêtres catholiques, leur servaient d'émissaires; dans des réunions quotidiennes, que ces dames nommaient leurs assises, on avisait avec ferveur aux moyens d'anéantir l'armée hérétique.

Vaguement informé de l'existence de ces conventicules, Frédéric parvint à y introduire une fausse sœur; bientôt le fil mystérieux fut entre ses mains. M. de Neu-

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome I.

perg, après avoir, par ses mouvements, éloigné de Bres- 1741
lau le Roi, devait se rendre dans cette capitale à marches forcées, et s'en emparer ; c'était enlever aux Prussiens tous leurs magasins, et couper la communication que l'Oder leur assurait avec l'Électorat.

Schwerin fut chargé de prévenir cette violation de neutralité. Les syndics et échevins les plus dévoués à l'Autriche ayant été appelés au camp royal, ainsi que les ministres étrangers, pour ne point exposer leurs personnes aux désordres inséparables d'une surprise, le maréchal demande à la ville le passage d'un régiment. Pendant qu'il entrait par une porte, un chariot s'embarrassait par une autre ; à l'aide du tumulte, trois bataillons et cinq escadrons se glissent dans Breslau ; l'infanterie occupe les remparts, la cavalerie nettoie les rues principales ; point de pillage, pas de meurtre ; le lendemain les magistrats et la bourgeoisie prêtent serment de fidélité au roi de Prusse[1].

Peu de jours auparavant, l'Anglais Robinson était arrivé au camp de Strehlen, porteur de propositions d'accommodement. Marie-Thérèse, ne pouvant décider la Grande-Bretagne à entrer en guerre sans le concours des Provinces-Unies[2], et voyant le danger croître de jour en jour, avait cédé aux instantes représentations du duc de Lorraine, aux prières des principaux ministres. Robinson fut chargé d'offrir la Gueldre autrichienne, le duché de Limbourg, et, comme ressource

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome I.

[2] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V; — Valory, *Mémoires*, etc., tome I.



1741 extrême, le duché de Glogau. Enthousiaste des charmes de la reine de Hongrie ; disant partout que, si Frédéric, une fois seulement, avait le bonheur de la voir, il chercherait plutôt à augmenter qu'à diminuer le nombre de ses couronnes, ce galant envoyé négociait avec une emphase dont le monarque prussien, naturellement fort enclin à saisir les ridicules, ne manqua pas de s'amuser.

L'audience eut lieu le 5 août. Le comte de Podewitz, ministre de ce prince, et lord Hyndford, ambassadeur d'Angleterre à Berlin, étaient présents. Fidèle à ses instructions, Robinson offrit d'abord la Gueldre autrichienne. « Qu'avons-nous laissé dans la Gueldre ? dit le Roi, sans répondre, en se tournant vers Podewitz. — Presque rien, Sire. — Hé quoi ! s'écria Frédéric, toujours des offres insultantes ! Pas une seule ville pour mes justes prétentions en Silésie ! » A sa première offre alors Robinson ajouta celle du duché de Limbourg, déclarant que tel était l'*ultimatum* de la cour de Vienne. Mais Frédéric, interrompant le tableau pompeux que le diplomate traçait de ce duché : « Comment la reine de Hongrie, dit-il d'un ton ironique, ose-t-elle penser seulement à violer le traité *de la Barrière*, ce traité solennel qui défend d'aliéner un pouce des Pays-Bas ? D'ailleurs, je ne désire pas ce dont je n'ai pas besoin, et ne veux point me ruiner en fortifications. Ne suis-je pas occupé à fortifier Glogau et Brieg ? En voilà assez pour un prince qui veut vivre en paix avec tous ses voisins. Les Français, les Hollandais m'ont-ils offensé ? non ; je ne veux donc pas les offenser moi-même par



des acquisitions illégales. Au reste, qui me les garantirait? » 1741

Robinson ayant répondu que la reine de Hongrie procurerait la garantie de l'Angleterre, de la Russie, de la Saxe, celle même des États-Généraux : « Des garanties! reprit le monarque avec dédain, qui les respecte aujourd'hui? Voit-on voler la France et l'Angleterre au secours de la Reine? Et pourtant, elles ont garanti la *Pragmatique-Sanction*. Vous avez parlé de deux millions d'écus! continua-t-il d'un ton dramatique; ah! c'est à des princes sans honneur à vendre leurs droits pour de l'argent. Oui, vos offres me sont plus injurieuses que ne l'a été la méprisante hauteur de la cour de Vienne. Et mon invincible armée ne me trouverait-elle pas indigne de la commander, si je sacrifiais lâchement les fruits de sa valeur? Sachez de plus que je ne pourrais abandonner, sans la plus noire ingratitude, mes nouveaux sujets, tous ces Protestants dont les vœux m'ont appelé. Voulez-vous que je les livre à la tyrannie, aux vengeances de leurs persécuteurs? Ah! si j'étais capable d'une action aussi basse, je croirais voir sortir mes ancêtres de leurs tombeaux : « Non, me diraient-ils, tu n'es plus notre sang; tu « devais combattre pour les droits que nous t'avons « transmis, et tu les vends! Indigne d'être roi, tu n'es « plus qu'un infâme agioteur préférant le gain à la « gloire. » Jamais, jamais je ne mériterai de tels reproches; plutôt que de souffrir la moindre tache sur le nom prussien, mon armée et moi nous périrons sous les ruines de la Silésie.

1741 « La paix m'est-elle nécessaire? Que ceux qui en ont besoin me donnent ce que je leur demande, ou bien les hostilités continueront, et je les battrai. »

Après ce discours, Frédéric, se tournant vers Robinson, comme pour mettre un terme à la conférence, continua ainsi : « Je n'accepterai pas d'équivalent dans les Pays-Bas, et, comme vous n'avez aucune partie de la Silésie à m'offrir, toute proposition devient inutile. Puisque la cour de Vienne a rejeté ma demande des quatre duchés, je la retire, et j'exige toute la Basse-Silésie avec la ville de Breslau. Si, dans six semaines, la Reine ne m'a point satisfait, j'aurai quatre duchés de plus. »

Lord Hyndford ayant alors tenté d'offrir Glogau, la colère du Roi s'alluma de plus en plus : « Il me faut toute la Basse-Silésie, dit-il à Robinson, retournez à Vienne avec cette réponse. » Comme l'ambassadeur sollicitait de Frédéric l'autorisation d'ouvrir une négociation avec son ministre : « Je suis las des *ultimatum*, lui répondit ce prince; je ne veux plus en entendre parler. Mon parti est pris, je veux toute la Basse-Silésie. Voilà ma réponse, je n'en donnerai pas d'autre. »

A ces mots, l'œil étincelant d'indignation, il passa derrière un rideau au fond de sa tente, laissant l'envoyé de Marie-Thérèse stupéfait [1].

Celui-ci retourna à Vienne, sentant, un peu tard, qu'on l'avait mystifié.

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome I; —Dépêche de M. Robinson, adressée de Breslau, le 9 août 1741, à lord Harrington.

Mais, tout en immolant sir Robinson au ridicule, Frédéric continuait à flatter lord Hyndford : il voulait l'endormir dans une entière sécurité, le moment de se découvrir n'étant point encore venu. 1741.

Pour ménager les puissances maritimes, il leur communiqua les propositions de Marie-Thérèse, et fit expliquer les causes de son refus. « Sachant, disait-il, que le traité *de la Barrière* liait les mains à la reine de Hongrie, le roi de Prusse n'avait pas cru pouvoir accepter les cessions qu'elle voulait faire du Limbourg et de la Gueldre. »

Ce fut surtout en Hollande que ses agents insistèrent sur la déférence du Roi pour les intérêts de la République; déférence qu'il eût poussée, avait-on soin de faire sonner bien haut, jusqu'à refuser le Brabant même, si l'on eût tenté de le lui offrir.

Dans ces circonstances, la Suède déclara la guerre à la Russie : c'était pour Frédéric un événement du plus haut intérêt, car les desseins du roi d'Angleterre, du roi de Pologne et du prince Antoine Ulric contre lui se trouvaient ainsi paralysés. Forcé de renoncer au doux espoir de partager les États prussiens, Auguste, faute de mieux, se ligua avec l'électeur de Bavière pour anéantir la Maison d'Autriche; la cour de Vienne, qui ne pouvait plus compter sur la diversion des Russes, renvoya dans le camp prussien son négociateur anglais. Celui-ci était porteur d'une carte de Silésie, sur laquelle on avait marqué d'un trait de plume la cession des quatre principautés. Mais le froid accueil qu'il reçut lui prouva qu'il était trop tard.



1741 Déjà, les alliés étaient en pleine action : l'électeur de Bavière, créé, par lettres-patentes, lieutenant-général de Louis XV, menaçait Vienne ; une armée française à ses ordres appuyait ses opérations ; déjà aussi, comme on vient de le voir, le faible Auguste III s'était déclaré pour l'empereur que voulait faire la France. Effrayé pour ses États de Hanovre, bientôt le monarque anglais, à la tête de ses vingt-cinq mille hommes, signa un traité de neutralité. En fait d'assistance, la reine de Hongrie ne recevait de lui que des conseils d'accommodement.

Dans cette extrémité, au milieu de tant d'ennemis, dépouillée de ses provinces, abandonnée de ses alliés, quelle est l'attitude de Marie-Thérèse ? Aussi grande que son infortune, cette jeune princesse déploie tout ce qu'il y a d'héroïsme dans son âme ; ce mâle courage durera autant que le danger. Chassée de sa capitale, ne sachant pas, comme elle l'écrivait à la duchesse de Lorraine, sa belle-mère, « s'il lui restera une ville pour faire ses couches, » elle va, le 13 septembre, demander asile et assistance à ces mêmes Hongrois si justement irrités contre son père, implacable ennemi de leurs franchises nationales.

Une telle démarche était magnanime ; elle eut son effet. A la vue de l'illustre suppliante, vêtue de deuil, mais en habit hongrois, le front orné de l'antique couronne de Saint-Étienne, et ceinte de l'épée royale, s'avançant, avec confiance, au milieu des quatre Ordres réunis à Presbourg, les cœurs s'émurent, les torts de Charles VI furent oubliés.



« La situation déplorable de nos affaires, leur dit-elle en latin[1], selon l'usage national, nous a portée à rappeler à nos chers et fidèles États de Hongrie l'invasion récente de l'Autriche, et les dangers auxquels ce royaume est exposé. Nous les invitons à chercher un remède à de si grands malheurs. L'existence même du royaume de Hongrie, celle de notre personne, de nos enfants, de notre couronne sont menacées. Abandonnée de tous nos alliés, nous plaçons notre confiance uniquement en la fidélité, en la valeur si longtemps éprouvées des Hongrois. Dans ce péril extrême, nous vous exhortons, vous, les États et Ordres du royaume, à délibérer, sans délai, sur les moyens les plus propres à pourvoir à la sûreté de notre personne, et à y recourir sur-le-champ. Quant à nous, les fidèles États et Ordres de Hongrie peuvent compter sur notre entière coopération en tout ce qui pourra contribuer au rétablissement de la félicité publique, et rendre à ce royaume son ancien éclat[2]. » 1741

[1] *Voyez* ce discours, pièces justificatives (L). Presque tous les historiens qui l'ont cité le dénaturent; il devient, sous leur plume, une véritable amplification de rhétorique. Voltaire (*Précis du siècle de Louis XV*) dit que Marie-Thérèse, lors de son avénement, prêta le serment d'André II, y compris même le trente-unième article, ainsi conçu: « Si moi ou quelqu'un de mes successeurs, en quelque temps que ce soit, veut enfreindre vos priviléges, qu'il vous soit permis, en vertu de cette promesse, à vous et à vos descendants, de vous défendre sans pouvoir être traités de rebelles. » C'est une erreur que plusieurs écrivains ont reproduite. L'article en question fut au contraire formellement excepté. On trouve dans Sacy, *Histoire de Hongrie*, tome II, p. 448 et 506, la vraie formule du serment prononcé par Marie-Thérèse, et le fameux article XXXI[e] (*Histoire de Joseph II*, page 199 et suivantes.)

[2] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tome V.

1741 La beauté de Marie-Thérèse, sa grâce touchante, tout, jusqu'à la mélancolique expression de sa noble figure, prêtait à ces paroles une éloquence irrésistible : l'assemblée tomba à ses genoux : *Moriamur pro rege nostro Maria Theresa*, s'écrièrent tous les magnats en agitant leurs sabres ; ce cri d'amour, la Hongrie entière le répéta. Attendrie par tant de dévouement, la Reine, jusqu'alors calme et majestueuse, fondit en larmes. A cette vue, l'enthousiasme n'eut plus de bornes ; les Ordres divers s'étant immédiatement retirés dans leurs chambres, on vota de grands secours en hommes et en argent[1].

Cet exemple eut des imitateurs : la nation anglaise admira, plaignit et voulut assister la fille de Charles VI. Dans cette contrée, ainsi qu'en Allemagne et en Hollande, on regardait généralement la Maison d'Autriche comme l'unique rempart de l'indépendance européenne, comme le seul contrepoids qu'on pût opposer à la Maison de Bourbon. Cette opinion, qui s'étendait dans le Danemarck et jusqu'en Russie, devint pour Marie-Thérèse une puissante alliée.

Fières de voir leur sexe aussi noblement représenté, les femmes anglaises prirent une part active à ce mouvement de commisération générale ; la veuve de Marlborough offrit, en son nom privé, quarante mille livres sterling. Vivement touchée d'un tel présent, Marie-Thérèse crut néanmoins devoir ne pas l'accepter : c'était du Parlement seul qu'elle voulait recevoir aide et

[1] William Coxe, *Ibidem*.

secours. On ne peut qu'applaudir à ce refus : la fierté 1741
sied si bien au malheur, et surtout à un malheur de roi.

Bientôt les vœux de Marie-Thérèse furent exaucés. Le fougueux Carteret ayant remplacé Robert Walpole au ministère, George II put, sans obstacle venu du Parlement, se livrer à son ardeur guerrière, sous le voile d'une assistance magnanime; c'était, pour la politique anglaise, une occasion de frapper au cœur la marine et les colonies françaises et espagnoles.

Cependant M. de Neuperg veillait toujours attentivement sur Neiss; sa droite appuyait à Frankenstein, sa gauche sur de redoutables hauteurs près de Silbezberg; deux ruisseaux couvraient son front. Frédéric résolut de le chasser; mais, au lieu de l'attaquer, il manœuvra de manière seulement à menacer les communications du général autrichien avec la Moravie.

En effet, la cour de Vienne commençant à sentir la nécessité de gagner le monarque prussien, lord Hyndford négociait une trêve entre Frédéric et Marie-Thérèse; le Roi apprit même par lui que M. de Neuperg était tout prêt à quitter la Silésie, pourvu que ce prince lui déclarât verbalement qu'il n'entreprendrait rien contre les États de sa souveraine, inondés alors d'un déluge d'ennemis. Une conférence fut indiquée : Frédéric, accompagné du seul colonel de Goltz, se rendit à Oberschnellendorff, où se trouvaient le feld-maréchal de Neuperg, le général Lentulus et lord Hyndford.

Voici les motifs de cette démarche inexplicable au premier aspect. Conquérir la Silésie était le seul but du monarque prussien; mais la France nourrissait des

1741 vues bien différentes. Convaincue que c'en était fait de la puissance autrichienne, elle voulait élever sur les ruines de cet empire quatre souverains dont les forces pourraient se balancer réciproquement : la reine de Hongrie, avec ce royaume, l'Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole ; l'électeur de Bavière, avec la Bohême, le Tyrol, le Brisgau ; la Prusse, avec la Basse-Silésie ; enfin la Saxe, joignant la Haute-Silésie et la Moravie à ses autres possessions. Comme entre ces quatre voisins la bonne intelligence n'aurait point été de longue durée, le cabinet de Versailles se réservait le rôle d'arbitre et de dominateur suprême. A ce danger il n'y avait qu'un remède : c'était de maintenir une sorte d'équilibre entre les Maisons d'Autriche et de Bourbon.

Une autre puissante considération décida Frédéric : ce prince venait de découvrir les liaisons secrètes du cardinal de Fleury avec M. de Stainville, ministre du grand-duc de Toscane à Vienne, et savait le cardinal tout disposé à sacrifier les alliés de la France, si la cour de Vienne lui offrait le Luxembourg avec une partie du Brabant.

Il arrêta donc Marie-Thérèse au bord du précipice.

Mais, pensant bien qu'elle ne se prêtait à un arrangement avec lui que pour semer la méfiance parmi les alliés en l'ébruitant, le Roi exigea des Autrichiens une condition *sine quâ non* : c'était qu'à la moindre indiscrétion de leur part tout serait annulé. On verra si la précaution était sage.

La convention dressée et signée par lord Hyndford,

à laquelle pourtant Frédéric ne donna qu'un assentiment verbal, contenait la cession de toute la Basse-Silésie avec les villes de Breslau et de Neiss; les limites y étaient fixées comme dans l'*ultimatum*, rédigé par Frédéric lui-même avec un remarquable laconisme. « Toute la Silésie, jusqu'à la rivière de Neiss; la ville de ce nom et Glatz; au delà de l'Oder, les anciennes limites entre les duchés de Brieg et d'Oppellen subsisteront; Breslau m'appartiendra; la religion demeurera dans l'état où elle se trouve; point de dépendance de la Bohême, une cession à perpétuité. En retour, nous n'irons pas plus loin, nous assiégerons Neiss pour la forme, le commandant rendra la place et se retirera; nous prendrons tranquillement nos quartiers d'hiver, et l'armée autrichienne se portera où elle voudra. Que tout soit terminé dans douze jours. » 1741

Peu après, M. de Neuperg fit prendre à son armée le chemin de la Moravie; aussitôt commença, mais pour la forme seulement, le siége de Neiss. La ville ne tint que douze jours; la garnison autrichienne n'en était même pas encore sortie, que déjà les ingénieurs prussiens y traçaient les nouveaux ouvrages qui en firent une des bonnes places de l'Europe. Ensuite l'armée du Roi s'étant divisée, une partie marcha en Bohême, sous les ordres du prince Léopold d'Anhalt; quelques régiments furent employés au blocus de Glatz; le reste des troupes, aux ordres du maréchal de Schwerin, s'établit dans la Haute-Silésie[1].

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome I; — Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome I.

1741 Enfin, après onze mois, cette province tant désirée était conquise.

Avant de retourner à Berlin, le Roi reçut dans Breslau l'hommage de ses nouveaux sujets, qu'une puissante sympathie religieuse tendait depuis longtemps à rapprocher de la Prusse. L'âme profondément blessée des persécutions dont plus d'un intolérant ancêtre de Marie-Thérèse les avait accablés, ils accueillirent Frédéric et son armée comme des libérateurs envoyés du ciel. L'Autriche ne comptait de partisans que parmi les Catholiques, dont quelques-uns en revanche allaient partout affirmant que le roi de Prusse était l'Antechrist.

Mais, tandis que la reine de Hongrie défendait l'héritage paternel, son heureux compétiteur lui en arrachait, chaque jour, quelque portion. Soutenu de l'armée française et de Maurice de Saxe, il entra en vainqueur à Prague, le 19 novembre, s'y fit couronner roi de Bohême; et, bientôt, fut salué empereur à Francfort, sous le nom de Charles VII, le 4 janvier. Une autre armée française, commandée par le maréchal de Maillebois, était entrée en Westphalie.

Belle-Isle voyait ses vœux comblés : les hommages d'une partie de l'Allemagne l'environnaient. Il reçut du nouveau monarque, jaloux de s'acquitter dignement envers l'auteur de sa fortune, la dignité de prince. La France lui devait sa haute prépondérance dans l'Empire : tout souriait à son ambition.

Ce même personnage n'était point resté étranger à la révolution qui venait de renverser le jeune Iwan du trône des Tzars. Quelques mois auparavant, à la suite

d'une conversation fort animée dans laquelle il s'était 1741
plaint amèrement du prince Antoine de Brunswick et de la régente Anne, son épouse, Belle-Isle avait demandé au roi de Prusse s'il verrait avec peine la couronne destinée à Iwan passer sur la tête d'Élisabeth, seconde fille de Pierre le Grand. « Je ne connais de parents que parmi mes amis ; » telle avait été la réponse du monarque, qui, en effet, ne prit aucune part à cet événement.

Tout fut consommé dans la nuit du 6 décembre. Cent gardes Préobajenski, vieux compagnons de Pierre le Grand, conduisent Élisabeth au palais ; on arrête le père du jeune empereur, sa mère, la princesse de Mecklembourg ; Iwan va être égorgé dans son berceau ; mais son sourire, ses tendres caresses, le cri de *huzza* que le pauvre enfant répète avec ses bourreaux désarment Élisabeth ; on épargne ses jours. Les troupes assemblées proclament la nouvelle souveraine. Anne et son époux, qu'Élisabeth avait promis d'abord de renvoyer en Allemagne, sont déportés dans une île de la Dwina, près de la mer Blanche ; Iwan est enseveli dans le château de Schlusselbourg ; innocente victime que sa destinée tient en réserve pour une mort affreuse.

D'atroces vengeances succédèrent aux vengeances non moins atroces du règne précédent. Le vainqueur d'Oczakow, le héros de la Russie, Munich, condamné d'abord à être écartelé, pour mieux faire ressortir ensuite l'hypocrite clémence d'Élisabeth, alla remplacer, en Sibérie, le féroce Biren dans une prison dont lui-même avait tracé le plan pour son ennemi.

Une fois maîtresse du trône, la fille de Pierre le



1741 Grand ne réalisa point les espérances du cabinet de Versailles. La proscription étendue sur les étrangers empêcha le chirurgien Lestocq, Hanovrien d'origine française, principal auteur de cette révolution [1], d'obtenir une grande influence dans le gouvernement. Bientôt même sa disgrâce fut complète.

Une belle occasion s'offrait à la Suède : profitant de ces troubles en Russie, elle pouvait frapper un grand coup : son apathie lui coûta la Finlande.

Ce fut alors qu'obligé de fuir, pour dérober sa tête aux persécutions provoquées par la fureur du peuple et par la jalousie des nobles contre tout ce qui n'était pas russe, Keith, frère cadet du célèbre *lord-maréchal*, vint offrir son épée à Frédéric. A dater de ce jour, l'armée prussienne compta un habile général de plus, et Frédéric un ami dont le dévouement, dans la vie privée, comme sur les champs de bataille, ne se démentit jamais. Un trépas glorieux l'attendait dans les rangs de ses nouveaux frères d'armes.

En consentant à une trêve avec l'Autriche, le roi de Prusse avait espéré que Marie-Thérèse finirait par signer l'entier abandon de la Silésie ; mais il n'en fut

[1] La Régente, ayant eu quelque connaissance de la conjuration, interrogea Élisabeth, qui sut la tromper par ses larmes, et arrêter ainsi toute recherche. Averti de cette entrevue, en redoutant les conséquences, Lestocq accourt le lendemain matin chez Élisabeth, et la trouve à sa toilette. Une carte était sur la table ; il la prend, y dessine cette princesse la tête rasée, lui sur une roue. Au dos de la carte, il la place sur un trône, et lui-même sur les marches, décoré d'un grand cordon : « Ce soir l'un, ou demain l'autre, » dit-il en montrant les deux côtés. Élisabeth n'hésita plus : on sait le reste.

rien. Quelques avantages sur les troupes alliées avaient 1741-1742
rendu à cette princesse toute sa fierté; Frédéric craignit même qu'elle ne voulût bientôt recouvrer une province dont la perte lui était si sensible. En même temps, il acquit la preuve que le secret de la trêve n'avait été nullement gardé : un certain Koch, émissaire autrichien, l'avait révélé au maréchal de Belle-Isle, furieux de cette découverte. Dresde était inondée de billets, avertissant les Saxons de suspendre leur marche vers la Bohême, parce que le roi de Prusse, réconcilié avec la reine de Hongrie, se préparait à faire une invasion en Saxe. L'électeur de Bavière avait aussi communiqué au Roi une lettre de l'impératrice Amélie, qui l'exhortait à traiter avec la reine de Hongrie avant le mois de décembre; sinon, cette princesse serait obligée de ratifier les préliminaires convenus avec les Prussiens. Frédéric se crut quitte de tous ses engagements, et la cour de Vienne paya cher son indiscrétion.

Pendant cet hiver, Berlin fut le centre des négociations. La France pressait le Roi de faire agir son armée; l'Angleterre l'exhortait à la paix avec l'Autriche; l'Espagne sollicitait son alliance, la Suède son secours, la Russie ses bons offices à Stockholm, le Danemarck ses avis pour changer de parti; l'Empire germanique appelait, de tous ses vœux, la fin de la guerre [1].

Frédéric se fut bientôt décidé : mécontent de ses alliés, n'aspirant qu'à sortir d'une ligue affaiblie par des divisions intestines, et qui, chaque jour, commet-

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome I.



1741-1742 tait quelque nouvelle faute, ce prince reprend les armes. Portant le théâtre de la guerre jusqu'aux portes de Vienne, il négociera avec des victoires.

Fidèle à ses instructions, le maréchal de Schwerin ayant pénétré en Moravie, avait attaqué Olmutz. La garnison, forte de mille Autrichiens, évacua, le 26 décembre, et obtint de se retirer à Brunn. Quant au Roi, parti de Berlin le 18 janvier, il se rendit, le 19, à Dresde; s'efforça de tirer Auguste III de son engourdissement; continua, le lendemain, sa route pour Prague, où se trouvait l'empereur Charles VII avec les Bavarois et les Français, et en repartit le 23 pour Glatz. Le commandant de cette place l'ayant rendue, le 9, aux Prussiens, s'était retiré, ainsi que sa garnison, dans le château, dont le général Derschau continua le blocus.

Frédéric, qui, le 26, avait pris le chemin de Landscron, arrive le 28 à Olmutz, où il trouve l'armée de Schwerin. Le 9 février, ce prince concerte à Lang-Biliska, avec les généraux français et saxons, une entreprise sur Iglau. Le 14, il est rejoint par un corps de troupes de ces deux nations. Le 15, Iglau tombe au pouvoir du prince Thierri d'Anhalt-Dessau et des Saxons.

Peu après, les Français retournèrent en Bohême.

Le 19, le Roi se rend à Znaïm; par ses ordres, le prince Thierri se dirige vers les frontières de Hongrie, où la cour de Vienne rassemble un grand nombre de troupes irrégulières; il les dissipe, et rejoint l'armée, le 30.

Déjà l'avant-garde de Frédéric menaçait les portes 1742
de Vienne; lui-même, il voulait la suivre avec toutes ses forces; mais le départ des Français et le mauvais vouloir des généraux saxons le firent renoncer à ce projet.

Cependant le général autrichien de Roth, bloqué dans Brunn, dévastait les environs de cette place et brûlait tous les villages, pour empêcher Frédéric d'entreprendre un siége qu'une saison rigoureuse rendait déjà bien difficile. Les Saxons s'étant séparés entièrement de l'armée prussienne, le 25 avril, prirent des quartiers dans les environs de Leitmeritz. Cette défection, le Roi la prévoyait depuis quelque temps; aussi avait-il commencé à se replier vers la Bohême, pour rejoindre le prince Léopold d'Anhalt qui s'était avancé à Konigsgratz; le 17, il arriva à Chrudim.

Mais le prince Charles avait réuni trente mille hommes dans la Basse-Autriche. Il suit les Prussiens en Bohême; son but est d'empêcher leur jonction, près de Prague, avec le maréchal de Broglie, et de ruiner, avant leur arrivée, les magasins de Czaslau et de Kollin. Le Roi presse le maréchal de le renforcer; mais, n'obtenant rien, et voulant sauver ses magasins, il est contraint de marcher promptement, le 15 mai, avec une partie de ses forces, sur Czaslau et Kuttemberg; le lendemain, le prince Léopold et le reste de l'armée le suivent. Vers la nuit, le prince se trouve en présence des Autrichiens déjà maîtres de Czaslau; il campe, à peu de distance de cette ville, derrière le village de Chotusitz.



1741-1742 tait quelque nouvelle faute, ce prince reprend les armes. Portant le théâtre de la guerre jusqu'aux portes de Vienne, il négociera avec des victoires.

Fidèle à ses instructions, le maréchal de Schwerin ayant pénétré en Moravie, avait attaqué Olmutz. La garnison, forte de mille Autrichiens, évacua, le 26 décembre, et obtint de se retirer à Brunn. Quant au Roi, parti de Berlin le 18 janvier, il se rendit, le 19, à Dresde; s'efforça de tirer Auguste III de son engourdissement; continua, le lendemain, sa route pour Prague, où se trouvait l'empereur Charles VII avec les Bavarois et les Français, et en repartit le 23 pour Glatz. Le commandant de cette place l'ayant rendue, le 9, aux Prussiens, s'était retiré, ainsi que sa garnison, dans le château, dont le général Derschau continua le blocus.

Frédéric, qui, le 26, avait pris le chemin de Landscron, arrive le 28 à Olmutz, où il trouve l'armée de Schwerin. Le 9 février, ce prince concerte à Lang-Biliska, avec les généraux français et saxons, une entreprise sur Iglau. Le 14, il est rejoint par un corps de troupes de ces deux nations. Le 15, Iglau tombe au pouvoir du prince Thierri d'Anhalt-Dessau et des Saxons.

Peu après, les Français retournèrent en Bohême.

Le 19, le Roi se rend à Znaïm; par ses ordres, le prince Thierri se dirige vers les frontières de Hongrie, où la cour de Vienne rassemble un grand nombre de troupes irrégulières; il les dissipe, et rejoint l'armée, le 30.

Déjà l'avant-garde de Frédéric menaçait les portes 1742
de Vienne; lui-même, il voulait la suivre avec toutes ses forces; mais le départ des Français et le mauvais vouloir des généraux saxons le firent renoncer à ce projet.

Cependant le général autrichien de Roth, bloqué dans Brunn, dévastait les environs de cette place et brûlait tous les villages, pour empêcher Frédéric d'entreprendre un siége qu'une saison rigoureuse rendait déjà bien difficile. Les Saxons s'étant séparés entièrement dé l'armée prussienne, le 25 avril, prirent des quartiers dans les environs de Leitmeritz. Cette défection, le Roi la prévoyait depuis quelque temps; aussi avait-il commencé à se replier vers la Bohême, pour rejoindre le prince Léopold d'Anhalt qui s'était avancé à Konigsgratz; le 17, il arriva à Chrudim.

Mais le prince Charles avait réuni trente mille hommes dans la Basse-Autriche. Il suit les Prussiens en Bohême; son but est d'empêcher leur jonction, près de Prague, avec le maréchal de Broglie, et de ruiner, avant leur arrivée, les magasins de Czaslau et de Kollin. Le Roi presse le maréchal de le renforcer; mais, n'obtenant rien, et voulant sauver ses magasins, il est contraint de marcher promptement, le 15 mai, avec une partie de ses forces, sur Czaslau et Kuttemberg; le lendemain, le prince Léopold et le reste de l'armée le suivent. Vers la nuit, le prince se trouve en présence des Autrichiens déjà maîtres de Czaslau; il campe, à peu de distance de cette ville, derrière le village de Chotusitz.

1742 Cette nuit même, Frédéric, qui avait poussé jusqu'à Kuttemberg, en revient promptement, tandis que le prince Charles s'avance aussi, par une marche de nuit, pour attaquer le prince d'Anhalt.

Le 17 mai, à la pointe du jour, et avant l'arrivée du Roi, l'armée autrichienne, forte d'environ trente mille hommes, se met en bataille en face du camp prussien. Le prince Léopold établit sa grosse artillerie sur une hauteur devant sa droite, et se forme rapidement en avant de Chotusitz. C'est alors que Frédéric arrive; les troupes qu'il amène se rangent en seconde ligne; ses forces consistent en vingt-trois ou vingt-quatre mille hommes.

Bientôt l'aile gauche de la cavalerie autrichienne essuie un feu terrible; et, tandis qu'elle se met en bataille, son flanc exposé fournit à la cavalerie prussienne une occasion favorable de l'attaquer et de la culbuter. Le maréchal de Buddembrock renverse tout sur son passage; le Roi suit le mouvement de la cavalerie avec la droite de son infanterie.

Mais une singulière méprise faillit devenir funeste : les hussards de Bronikowski, nouvellement levés et habillés de vert, avaient fait partie de l'avant-garde de Frédéric; la cavalerie, ne les connaissant pas, les prend pour des ennemis; un cri s'élève : *nous sommes coupés!*..., les vainqueurs fuient en désordre. Les Autrichiens profitent de cette panique, se rallient et se retirent.

Le début de l'action avait été non moins heureux pour la gauche de la cavalerie prussienne qui, culbutant la première ligne ennemie, hacha deux régiments.

Mais le comte de Kœnigseck ayant tenté un effort sur 1742
ce point, les Autrichiens se rallient, font plier les escadrons prussiens jusqu'à Chotusitz, et pillent le camp. En même temps, leur infanterie s'avance vers ce village; là s'engage un combat opiniâtre; mais le feu supérieur de l'infanterie prussienne triomphe enfin. Officiers et soldats, les Autrichiens, un régiment d'infanterie hongroise, et le régiment Léopold-Daun, entr'autres, gisaient couchés devant les bataillons prussiens, comme s'ils eussent mis bas les armes.

Déjà victorieuse, l'aile droite du Roi, en débordant l'ennemi près de Chotusitz, décide la journée. Dominés par ce mouvement décisif, les Autrichiens se rejettent sur leur droite acculée à la Dobroya. Engagés ainsi dans une position où combattre devient impossible, tout ordre est rompu, chaque instant augmente le tumulte et la confusion; bientôt la campagne est couverte de fuyards. Buddembrock les poursuit avec quarante escadrons, Frédéric campe près de Czaslau.

Les Autrichiens eurent cinq mille six cents hommes tués ou blessés, et douze cents prisonniers; on leur enleva dix-sept canons et un drapeau. Du côté des Prussiens, trois mille six cents hommes furent tués ou blessés. Parmi les premiers, les généraux de Werdeck, de Wedel, et les colonels Bismarck, Malzalm, Kortzfleisch, Britz [1]. Le 1er juin suivant, le vainqueur alla camper entre Kuttemberg et Maleschau.

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*; — Grimoard, *Tableau du règne et de la vie de Frédéric le Grand*; — Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*.

1742 Frédéric venait de commencer sa gloire militaire.

« Sire, écrivit-il au roi de France, le prince Charles de Lorraine m'a attaqué, et je l'ai battu. Votre Majesté en apprendra les autres circonstances de la bouche de celui qui a l'honneur de lui remettre cette lettre. »

A cette nouvelle, toutes les puissances rivales de l'Autriche s'ébranlèrent, impatientes de partager ses dépouilles. Menacée d'une ruine totale par la coalition, Marie-Thérèse fléchit : le 11 juin, sous la médiation de l'Angleterre, les préliminaires de la paix furent signés à Breslau. « M. le maréchal, dit le lendemain Frédéric[1] à Belle-Isle[2], songez à vous, ma partie est gagnée. »

[1] *Voyez*, à la fin du volume (M), sa lettre au cardinal de Fleury, et la réponse du ministre français.

[2] Thiébault rapporte à ce sujet un fait du plus haut intérêt; le voici textuellement : « Lorsque ce maréchal, qui était alors en Bohême, apprit que Frédéric, après les conquêtes de la Silésie, faisait séparément sa paix avec l'Autriche, il se transporta auprès de ce roi et demanda une audience. On imagine sans peine tout ce qu'il s'était proposé de dire à un allié qu'il nous était si nécessaire de conserver alors. Mais le roi de Prusse l'eut bientôt réduit au silence; il montra à M. de Belle-Isle et lui donna à lire une dépêche par laquelle le cardinal de Fleury offrait à l'Autriche d'abandonner le roi de Prusse, si l'on voulait faire la paix avec la France, aux conditions indiquées dans la dépêche. La pièce était authentique, bien signée et sans réplique. « Peu importe, « dit le Roi, de quelle manière cette dépêche est tombée entre mes « mains; mais elle vous prouve que je n'ai fait que ce que je me de- « vais à moi-même. Je suis persuadé que Louis XV n'a aucune part à « cette infidélité; cependant, puisque M. le cardinal est tout-puissant « chez vous, il ne m'est resté qu'une seule voie, celle de le prévenir, « pour ne pas être sa victime. »

« M. de Belle-Isle fut interdit et indigné. Les officiers-généraux et autres personnes de la suite du Roi qui se trouvaient dans les premières salles, furent frappés de l'air furieux et déconcerté tout ensem-

Marie-Thérèse cédait au roi de Prusse toute la Haute 1742
et presque toute la Basse-Silésie, avec indépendance entière de la couronne de Bohême, se réservant les villes de Troppau et de Jœgendorf, ainsi que les hautes montagnes situées au delà de l'Oppa. De leur côté, les Prussiens s'engageaient à rembourser aux Anglais 1,700,000 écus hypothéqués sur la Silésie.

Pour cette importante conquête, dix-huit mois de guerre avaient suffi.

Dans le traité définitif signé à Berlin, le 11 juillet suivant, sous la garantie du roi d'Angleterre, Auguste III fut compris comme électeur de Saxe. Il s'engageait à rappeler ses troupes qui étaient à l'armée française, et à reconnaître la *Pragmatique-Sanction*.

Quand la paix de Breslau fut connue à Versailles, tout retentit de plaintes; on cria à la trahison, on ne parla plus que de la *défection* du roi de Prusse; un général français, transfuge, n'eût pas excité plus de

ble qu'il avait en sortant du cabinet de Sa Majesté; ils l'entendirent répéter plusieurs fois, comme hors de lui-même : « Ah ! le b..... de « prêtre* ! »

« Voilà ce que le crédit du cardinal ne permit pas de redire en France; et voilà comment et pourquoi il a fallu que nos gazettes s'accordassent si parfaitement à représenter Frédéric comme un souverain qui se jouait également des traités et de ses alliés.

« Au reste, c'est un général autrichien blessé et fait prisonnier qui, ayant reçu une visite de la part de Frédéric, lui parla de paix, lui offrit de prouver que le cardinal le jouait, demanda à Vienne la dépêche en question, et la lui remit pour quelques jours. »

* « En vain des gazetiers français, se disant diplomates, ont voulu nier ce fait : il a été uniformément et constamment répété et affirmé par cinquante témoins irrécusables et gens d'honneur.. » (*Mes souvenirs*, tome IV, 4e édition.)

1742 Frédéric venait de commencer sa gloire militaire.

« Sire, écrivit-il au roi de France, le prince Charles de Lorraine m'a attaqué, et je l'ai battu. Votre Majesté en apprendra les autres circonstances de la bouche de celui qui a l'honneur de lui remettre cette lettre. »

A cette nouvelle, toutes les puissances rivales de l'Autriche s'ébranlèrent, impatientes de partager ses dépouilles. Menacée d'une ruine totale par la coalition, Marie-Thérèse fléchit : le 11 juin, sous la médiation de l'Angleterre, les préliminaires de la paix furent signés à Breslau. « M. le maréchal, dit le lendemain Frédéric[1] à Belle-Isle[2], songez à vous, ma partie est gagnée. »

[1] *Voyez*, à la fin du volume (M), sa lettre au cardinal de Fleury, et la réponse du ministre français.

[2] Thiébault rapporte à ce sujet un fait du plus haut intérêt; le voici textuellement : « Lorsque ce maréchal, qui était alors en Bohême, apprit que Frédéric, après les conquêtes de la Silésie, faisait séparément sa paix avec l'Autriche, il se transporta auprès de ce roi et demanda une audience. On imagine sans peine tout ce qu'il s'était proposé de dire à un allié qu'il nous était si nécessaire de conserver alors. Mais le roi de Prusse l'eut bientôt réduit au silence; il montra à M. de Belle-Isle et lui donna à lire une dépêche par laquelle le cardinal de Fleury offrait à l'Autriche d'abandonner le roi de Prusse, si l'on voulait faire la paix avec la France, aux conditions indiquées dans la dépêche. La pièce était authentique, bien signée et sans réplique. « Peu importe, « dit le Roi, de quelle manière cette dépêche est tombée entre mes « mains; mais elle vous prouve que je n'ai fait que ce que je me de- « vais à moi-même. Je suis persuadé que Louis XV n'a aucune part à « cette infidélité; cependant, puisque M. le cardinal est tout-puissant « chez vous, il ne m'est resté qu'une seule voie, celle de le prévenir, « pour ne pas être sa victime. »

« M. de Belle-Isle fut interdit et indigné. Les officiers-généraux et autres personnes de la suite du Roi qui se trouvaient dans les premières salles, furent frappés de l'air furieux et déconcerté tout ensem-

Marie-Thérèse cédait au roi de Prusse toute la Haute 1742
et presque toute la Basse-Silésie, avec indépendance entière de la couronne de Bohême, se réservant les villes de Troppau et de Jœgendorf, ainsi que les hautes montagnes situées au delà de l'Oppa. De leur côté, les Prussiens s'engageaient à rembourser aux Anglais 1,700,000 écus hypothéqués sur la Silésie.

Pour cette importante conquête, dix-huit mois de guerre avaient suffi.

Dans le traité définitif signé à Berlin, le 11 juillet suivant, sous la garantie du roi d'Angleterre, Auguste III fut compris comme électeur de Saxe. Il s'engageait à rappeler ses troupes qui étaient à l'armée française, et à reconnaître la *Pragmatique-Sanction*.

Quand la paix de Breslau fut connue à Versailles, tout retentit de plaintes; on cria à la trahison, on ne parla plus que de la *défection* du roi de Prusse; un général français, transfuge, n'eût pas excité plus de

ble qu'il avait en sortant du cabinet de Sa Majesté; ils l'entendirent répéter plusieurs fois, comme hors de lui-même : « Ah ! le b..... de « prêtre* ! »

« Voilà ce que le crédit du cardinal ne permit pas de redire en France; et voilà comment et pourquoi il a fallu que nos gazettes s'accordassent si parfaitement à représenter Frédéric comme un souverain qui se jouait également des traités et de ses alliés.

« Au reste, c'est un général autrichien blessé et fait prisonnier qui, ayant reçu une visite de la part de Frédéric, lui parla de paix, lui offrit de prouver que le cardinal le jouait, demanda à Vienne la dépêche en question, et la lui remit pour quelques jours. »

* « En vain des gazetiers français, se disant diplomates, ont voulu nier ce fait : il a été uniformément et constamment répété et affirmé par cinquante témoins irrécusables et gens d'honneur. » (*Mes souvenirs*, tome IV, 4e édition.)

1742 rumeur. Certes, le mécontentement était légitime; mais, à force d'amertume, l'expression en devenait injuste. Ce que Frédéric a fait, tout souverain raisonnable l'eût fait à sa place. Son but une fois atteint, il devait arrêter l'effusion du sang. Entré dans cette guerre sans la France, qui ne devint son alliée que par occasion, il pouvait en sortir sans elle, dès lors surtout que ses soupçons devinrent certitude; à défaut d'autres preuves, la correspondance du cardinal de Fleury avec le général Kœnigseck, malignement publiée par Marie-Thérèse, eût révélé toutes les irrésolutions du ministère français, et son désir secret de sortir de la funeste route où il s'était si imprudemment engagé. « Bien des gens savent, disait le cardinal dans l'une, combien j'ai été opposé aux résolutions que nous avons prises; et que j'ai été en quelque façon forcé d'y consentir. Votre Excellence est trop instruite de tout ce qui se passe pour ne pas deviner celui [1] qui met tout en œuvre pour déterminer le Roi à entrer dans une ligue qui était si contraire à mon goût et à mes principes. » Dans l'autre lettre, il se plaint de la publicité donnée à sa correspondance, et dit naïvement au général autrichien « qu'il ne lui écrira plus désormais ce qu'il pense. »

Pour comble d'inconséquence, il ne restait au cardinal qu'à désavouer ces lettres dans les gazettes : il n'y manqua pas.

Plus tard, on verra le roi de Prusse conserver l'Alsace à Louis XV par une savante diversion, tandis que

[1] Le maréchal de Belle-Isle.



le cabinet de Versailles ne prêtera aux Prussiens atta- 1742
qués de toutes parts qu'une assistance dérisoire. C'est qu'évidemment la France ne songeait qu'à anéantir la Maison d'Autriche, à étendre, à consolider son ascendant sur les princes d'Allemagne. Pour arriver à cette fin, Frédéric lui avait semblé d'un merveilleux secours; elle n'avait pas encore appris à le connaître.

« Je me suis mis dans les remèdes, disait-il à cette occasion, je conseille aux autres malades d'en faire autant. »

Vers la même époque, ce prince se trouva impliqué dans une conspiration dont il ignorait même l'existence. L'auteur de cette trame était le marquis de Botta-Adorno, ambassadeur de Marie-Thérèse à Saint-Pétersbourg. L'Autriche avait vu, d'un œil inquiet, la révolution qui renversa Iwan et la régente Anne de Brunswick; elle pensait qu'Élisabeth reconnaissante n'oublierait pas l'important service que la France venait de lui rendre. Un autre motif, les liens de proche parenté existant entre elle et la famille détrônée, augmentait ses craintes. Dans ces circonstances, comment espérer quelque crédit auprès du nouveau cabinet russe? Chargé en secret de préparer la chute d'Élisabeth, et le retour de l'ancien gouvernement, Botta travaillait dans l'ombre, et marchait sourdement à son but. Pour y parvenir plus promptement, il promettait la protection du roi de Prusse à tous ceux qui embrasseraient la cause du prince de Brunswick, beau-frère de ce monarque, et celle du jeune empereur, son neveu. Botta espérait ainsi compromettre Frédéric, dans le cas

1742 où la conspiration serait découverte, et le brouiller avec la Russie. Afin de mettre sa personne en sûreté, l'adroit Italien s'était fait relever, à Pétersbourg, par un nouveau ministre. Accrédité à la cour de Berlin, c'était de là qu'il dirigeait toutes ses opérations; il résidait dans cette ville, quand le complot fut dévoilé.

Indigné d'une telle perfidie, le monarque prussien lui défendit sa cour, et se réunit à Élisabeth pour demander satisfaction à la reine de Hongrie. En Russie, la vengeance fut atroce : une comtesse Bestucheff, Lapoukin, sa femme, son fils, eurent la langue coupée; madame Lapoukin, l'une des plus belles femmes de l'Empire, excitait, à ce titre, la jalousie d'Élisabeth; heureuse de la punir enfin d'un tel crime, l'impitoyable impératrice fit déchirer, par le knout du bourreau, ces traits enchanteurs, objet de sa haine : et la victime était enceinte!

Quant au marquis de Botta, renfermé d'abord, par ordre de sa souveraine, dans la citadelle de Spielberg, il mourut à Newstadt, peu après avoir recouvré sa liberté. Bientôt, nous trouverons son fils servant, dans Gênes, d'instrument malheureux à la domination autrichienne.

Malgré son empressement à prouver combien il était étranger à toutes ces intrigues, Frédéric trouva une ennemie constante dans la Tzarine : quelques plaisanteries sur les voluptueux écarts de cette princesse rendirent sa haine implacable. Plus d'une fois, ce prince porta la peine de son trop facile penchant à la satire. Par une fatalité singulière, il eut à la fois contre lui les

quatre plus puissantes femmes de l'Europe, Élisabeth, 1743
Marie-Thérèse, la reine de Pologne, la marquise de Pompadour. Parmi les ministres, Bestucheff en Russie, Kaunitz en Autriche, le duc de Choiseul en France, Brulh en Saxe, lui vouèrent une inimitié non moins profonde.

Après avoir gouverné la France durant dix-sept années, le cardinal de Fleury s'éteignit, sans gloire, le 29 janvier 1743, à Issy près Paris. Son administration avait été douce (sauf pourtant ses mesures rigoureuses contre les appelants de la bulle *Unigenitus*), économe, désintéressée, pacifique, mais imprévoyante. Ce ministre, dupe de l'Angleterre et des adroites caresses de Walpole, négligea constamment la marine et l'armée. Aux approches de la mort, les suites probables d'une guerre que réprouvait sa conscience l'effrayèrent. Chargé d'années, déjà un pied dans la tombe, il n'avait pas eu la force de renoncer au pouvoir. Ses derniers jours manquèrent de dignité. On s'afflige de voir un vieillard, revêtu de la pourpre sacrée, tolérer, dans son élève-roi, le scandale d'un amour adultère, s'associer même aux honteuses menées des courtisans. Mais le plus grave de ses torts, c'est de n'avoir développé, dans l'âme de Louis XV, aucune affection généreuse. Ce monarque était né bon, intelligent : Fleury le fit égoïste, pusillanime, impropre au commandement. Rien en lui ne rappela un petit-fils de Henri IV.

Heureux encore le cardinal, s'il eût cessé de vivre avant la désastreuse retraite de Prague, où, en dix

1743 jours, quatre mille hommes périrent de froid et de misère ! « Les chemins, dit l'historien de la Bohême [1], présentaient un spectacle épouvantable; ils étaient jonchés de cadavres; on en voyait des monceaux de cent et de deux cents, pêle-mêle, officiers, soldats. »

Cette retraite, ordonnée par le ministre de la guerre d'Argenson, fut célébrée avec passion et blâmée de même. Les uns la comparaient à celle des *Dix-Mille;* les autres y voyaient une déroute honteuse; on exagérait des deux côtés. Les dispositions du maréchal étaient bonnes; on ne peut lui reprocher que de n'avoir pas assez ménagé ses troupes.

« Dans tout autre pays, dit le caustique Frédéric, une retraite comme celle-là aurait causé une consternation générale; en France, où les petites choses se traitent avec dignité, et les grandes légèrement, on ne fit qu'en rire, et Belle-Isle fut chansonné [3].... En pareille occasion, on aurait jeûné à Londres, exposé le sacrement à Rome, coupé des têtes à Vienne : il valait mieux se consoler par une épigramme [2]. »

Cette dernière page dans l'histoire d'un long ministère est bien triste.

[1] Pelzel.

[2] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II.

[3] Tout le monde, en effet, connaît la chanson qui courut alors, et dont voici le premier couplet :

Quand Belle-Isle partit une nuit
De Prague, à petit bruit,
Il dit, voyant la lune :
« Lumière de mes jours,
Astre de ma fortune,
Éclaire-moi toujours. »



Malgré le projet hautement annoncé de gouverner 1743
par lui-même, Louis XV ne cessa d'obéir à son précepteur que pour devenir l'esclave de ses maîtresses. Madame de Châteauroux, du moins, s'efforça d'allumer dans le cœur de l'indolent monarque quelque amour de la gloire.

Malheureusement, les fausses démarches du cardinal avaient, au dehors, déconsidéré le cabinet de Versailles. Pour comble d'embarras, point d'unité dans le ministère, mais cinq rois subalternes, indépendants les uns des autres; c'était, à la guerre, le comte d'Argenson[1], ancien chancelier du duc d'Orléans, citoyen probe, laborieux, mais plus versé dans la connaissance des lois que dans la science de l'administration militaire; aux finances, Ory[2], ex-capitaine de dragons, homme intègre, détesté des courtisans qui ne trouvaient point en lui un fournisseur docile; à la marine, Maurepas[3], très-habile à composer des ballades sati-

[1] Né le 16 août 1696, et élevé chez les Jésuites, au collége Louis-le-Grand, avec son frère, ce René-Louis, le dernier ministre français resté fidèle aux grandes vues de Richelieu, de Mazarin et de Louis XIV, pour l'abaissement de la Maison d'Autriche.

Sacrifié, avec Machault, au ressentiment de la marquise de Pompadour, le comte d'Argenson reçut, en 1747, une lettre de cachet en termes fort durs, et mourut, le 22 août 1754. Diderot et d'Alembert lui avaient dédié l'*Encyclopédie*. Sa disgrâce fut un malheur pour les gens de lettres.

[2] Petit-fils de François Ory, savant jurisconsulte, qui aimait à cacher son nom sous celui d'Oslus, que portent ses différents ouvrages.

[3] Né en 1701, Jean-Frédéric Philippeaux, comte de Maurepas, était fils de Jérôme, ministre et secrétaire d'État, petit-fils du chancelier Pontchartrain, dont le père et l'aïeul avaient été eux-mêmes ministres;

1742 jours, quatre mille hommes périrent de froid et de misère ! « Les chemins, dit l'historien de la Bohême [1], présentaient un spectacle épouvantable ; ils étaient jonchés de cadavres ; on en voyait des monceaux de cent et de deux cents, pêle-mêle, officiers, soldats. »

Cette retraite, ordonnée par le ministre de la guerre d'Argenson, fut célébrée avec passion et blâmée de même. Les uns la comparaient à celle des *Dix-Mille ;* les autres y voyaient une déroute honteuse ; on exagérait des deux côtés. Les dispositions du maréchal étaient bonnes ; on ne peut lui reprocher que de n'avoir pas assez ménagé ses troupes.

« Dans tout autre pays, dit le caustique Frédéric, une retraite comme celle-là aurait causé une consternation générale ; en France, où les petites choses se traitent avec dignité, et les grandes légèrement, on ne fit qu'en rire, et Belle-Isle fut chansonné [2].... En pareille occasion, on aurait jeûné à Londres, exposé le sacrement à Rome, coupé des têtes à Vienne : il valait mieux se consoler par une épigramme [3]. »

Cette dernière page dans l'histoire d'un long ministère est bien triste.

[1] Pelzel.

[2] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II.

[3] Tout le monde, en effet, connaît la chanson qui courut alors, et dont voici le premier couplet :

Quand Belle-Isle partit une nuit
De Prague, à petit bruit,
Il dit, voyant la lune :
« Lumière de mes jours,
Astre de ma fortune,
Éclaire-moi toujours. »

Malgré le projet hautement annoncé de gouverner 1743
par lui-même, Louis XV ne cessa d'obéir à son précepteur que pour devenir l'esclave de ses maîtresses. Madame de Châteauroux, du moins, s'efforça d'allumer dans le cœur de l'indolent monarque quelque amour de la gloire.

Malheureusement, les fausses démarches du cardinal avaient, au dehors, déconsidéré le cabinet de Versailles. Pour comble d'embarras, point d'unité dans le ministère, mais cinq rois subalternes, indépendants les uns des autres; c'était, à la guerre, le comte d'Argenson[1], ancien chancelier du duc d'Orléans, citoyen probe, laborieux, mais plus versé dans la connaissance des lois que dans la science de l'administration militaire; aux finances, Ory[2], ex-capitaine de dragons, homme intègre, détesté des courtisans qui ne trouvaient point en lui un fournisseur docile; à la marine, Maurepas[3], très-habile à composer des ballades sati-

[1] Né le 16 août 1696, et élevé chez les Jésuites, au collége Louis-le-Grand, avec son frère, ce René-Louis, le dernier ministre français resté fidèle aux grandes vues de Richelieu, de Mazarin et de Louis XIV, pour l'abaissement de la Maison d'Autriche.

Sacrifié, avec Machault, au ressentiment de la marquise de Pompadour, le comte d'Argenson reçut, en 1747, une lettre de cachet en termes fort durs, et mourut, le 22 août 1754. Diderot et d'Alembert lui avaient dédié l'*Encyclopédie*. Sa disgrâce fut un malheur pour les gens de lettres.

[2] Petit-fils de François Ory, savant jurisconsulte, qui aimait à cacher son nom sous celui d'Oslus, que portent ses différents ouvrages.

[3] Né en 1701, Jean-Frédéric Philippeaux, comte de Maurepas, était fils de Jérôme, ministre et secrétaire d'État, petit-fils du chancelier Pontchartrain, dont le père et l'aïeul avaient été eux-mêmes ministres;

1743 riques, plein d'imagination, et qui eût rendu Louis XV souverain des mers, si les discours seuls d'un homme aimable et frivole avaient pu opérer ce miracle ; aux affaires étrangères, Amelot, instruit et sage, mais dont les vues étroites et les manières communes ne convenaient nullement à sa position ; gêné par une grande difficulté de prononciation, il n'était guère propre à négocier de vive voix ou à discuter au conseil. Ministre d'État, le cardinal de Tencin [1] alliait à des talents réels beaucoup d'ambition avec peu de moralité; une idée fixe le poursuivait sans cesse, c'était de continuer, pour son compte, la dictature de Fleury. Mille intrigues agitaient la cour : en première ligne y figuraient les ducs de Noailles, de Richelieu et les favorites.

Tandis que la France et la Grande-Bretagne recherchaient, avec un égal empressement, mais dans des vues bien opposées, l'alliance de Frédéric, Voltaire arrivait

en sorte que ces places restèrent, pendant cent soixante et onze ans, dans la même famille (de 1610 à 1781).

Faible sans bonté, égoïste, insouciant d'un avenir qui ne devait pas être le sien, un tel mentor était le présent le plus funeste qu'on pût faire au jeune roi, successeur de Louis XV.

Maurepas mourut en 1781.

[1] Issu d'une famille de magistrature, Pierre Guérin de Tencin naquit à Grenoble le 22 août 1680, et mourut, archevêque de Lyon, le 2 mars 1758. Ses relations avec le trop fameux Law servirent mieux sa fortune que sa réputation. Madame de Tencin, sa sœur, donna le jour à d'Alembert. L'intrigue et la galanterie se partagèrent sa jeunesse. Ayant adopté plus tard un autre genre de vie, elle réunissait dans son salon l'élite des savants et des gens de lettres, et devint célèbre par ses romans; compositions au reste dont on lui a contesté l'honneur.



à Berlin, chargé secrètement d'une mission politique. 1743
Menacé par l'Autriche et par l'Angleterre, le ministère français voulait sonder les dispositions du roi de Prusse. Pour mieux déguiser les vrais motifs de ce voyage, Voltaire prétexta la haine dont Boyer, évêque de Mirepoix, le persécutait; aussi allait-il partout l'accablant d'épigrammes, l'immolant à la risée publique : c'était à la fois servir le gouvernement et sa vengeance. Dès qu'il en fut informé, Boyer courut se plaindre au Roi que Voltaire le fit passer pour un sot dans les cours étrangères : « C'est une chose convenue, lui répondit froidement Louis XV; n'y prenez pas garde. »

Depuis longtemps le roi de Prusse désirait voir Voltaire : en apprenant ces projets de départ, il lui adressa l'invitation suivante :

Ce 7 octobre 1743.

« La France a passé jusqu'à présent pour l'asile des rois malheureux; je veux que ma capitale devienne le temple des grands hommes. Venez-y, mon cher Voltaire, et dictez tout ce qui peut vous y être agréable. Je veux vous faire plaisir; et, pour obliger un homme, il faut entrer dans sa façon de penser.

« Choisissez appartement ou maison, réglez vous-même ce qu'il vous faut pour l'agrément et le superflu de la vie; faites votre condition, comme il vous convient, pour être heureux, c'est à moi à pourvoir au reste. Vous serez toujours libre et entièrement maître de votre sort; je ne prétends vous enchaîner que par l'amitié et le bien-être.



1743 « Vous aurez des passeports pour des chevaux, et tout ce que vous pourrez demander. J'espère vous voir mercredi, et je profiterai des moments qui me restent pour m'éclairer au feu de votre puissant génie. Je vous prie de croire que je serai toujours le même envers vous. Adieu. »

Frédéric accueillit l'illustre poëte avec enthousiasme, mais en affectant de n'accorder que peu d'attention à un diplomate sans caractère officiel[1]. Il lui fallait d'autres garanties. La France le sentit; bientôt un politique habile, Chavigny, conduisit la négociation; mais il en laissait l'honneur ostensible à Louis XV.

Cependant au milieu des graves préoccupations de la politique, le roi de Prusse ne négligeait point le gouvernement intérieur de ses États. Pour abréger la communication de l'Elbe à l'Oder, il fit construire le grand canal de Plauen; le port de Stettin fut creusé; le canal de la Swine devint navigable. A force de soins, l'insecte qui donne la soie s'acclimata sous un ciel rigoureux; de nombreuses manufactures témoignèrent des progrès de l'industrie. Maupertuis, récemment revenu de son voyage en Laponie, fut chargé de dresser un nouveau plan pour la restauration de l'Académie royale

[1] Sur ces entrefaites, Voltaire arriva à Berlin. Comme il avait quelques protecteurs à Versailles, il crut que cela suffisait pour se donner des airs de négociateur. Son imagination brillante s'élançait sans retenue dans le vaste champ de la politique Il n'avait point de lettres de créance, et sa mission devint un jeu, une simple plaisanterie. (Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II.)



des Sciences et Belles-lettres. Sans s'écarter beaucoup 1743 des bases posées par Leibnitz, il y ajouta plusieurs articles importants[1].

Profitant du repos dont jouissait le royaume, Frédéric le parcourut au printemps; il alla voir les nouvelles fortifications élevées par ses ordres en Silésie, et, dans le courant de l'été, inspecta ses troupes. Sous prétexte de rendre visite aux margraves de Bareith et d'Anspach, ses sœurs, ce prince entra dans l'Empire. Continuellement préoccupé de l'existence précaire de Charles VII, des moyens de la consolider, et des obstacles que Marie-Thérèse opposait au rétablissement de la paix générale, il voulait engager les princes allemands à marcher au secours de leur chef commun. L'armée bavaroise campait à quelques lieues d'Anspach, à Hohen-Oettingen. Il s'y rendit, et assista aux manœuvres; mais, s'entretenir avec le maréchal de Seckendorff, général de l'Empereur, des intérêts de son maître, tel était son principal motif. Tous ses efforts furent inutiles : un découragement général glaçait les amis de Charles VII; le plus ardent enthousiasme enflammait au contraire les partisans de l'Autriche.

En effet, la position de Marie-Thérèse avait bien changé de face. L'énergie de cette princesse, l'argent de la Hollande, de la Grande-Bretagne et de Venise, les fautes nombreuses et la désunion de ses ennemis, tout semblait conspirer en sa faveur. La Bavière, la Bohême

[1] Thiébault, *Mes souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, etc., tome IV.



1743 avaient dévoré les armées françaises, dont les débris erraient épars sur les bords du Rhin et du Mein. Louis XV voyait ses frontières menacées de deux côtés à la fois; l'ennemi osait même parler d'incursions en Champagne. Dans ses insolentes proclamations, le partisan Mentzel annonçait aux habitants de l'Alsace, de la Bourgogne, de la Franche-Comté, des Trois-Évêchés et de la Lorraine, qu'il leur ferait couper le nez et les oreilles, s'ils ne rentraient à l'instant même sous l'autorité de leur souverain légitime. L'Angleterre, infatigable ennemie de la France, redoublait d'efforts, entraînant la Hollande à sa suite, comme une chaloupe à la remorque; lord Carteret secondait, avec acharnement, la politique vindicative de son pays.

Au milieu de ces sanglants débats, c'était un étrange spectacle que de voir le chef de l'Empire, ce successeur des Césars, fuir de ville en ville, ayant à peine un asile pour reposer sa tête, et ne l'obtenant encore que de la pitié de ses ennemis.

Telle était même sa détresse, que le maréchal de Noailles, « croyant devoir lui procurer au moins de quoi ne pas mourir de faim, lui fit toucher 40,000 écus sur une lettre de crédit qu'il avait[1]. »

La France, qui regardait ce prince comme son ouvrage, s'efforçait de le soutenir sur un trône à demi renversé. Déjà même, abdiquant un rôle secondaire, elle avait formellement déclaré la guerre à George II et à Marie-Thérèse; politique funeste qui, en la liant au

[1] *Mémoires de Noailles*, tome V.

triste sort d'un fantôme d'empereur, ravivait la vieille animosité de l'Angleterre et la jalousie des Provinces-Unies. 1743

Alors on vit, comme au temps des Édouard, un monarque anglais marcher, en personne, contre une armée française : mais cette ardeur belliqueuse, George l'eût payée cher à Dettingen, sur le Mein, sans l'imprudent mouvement du duc de Grammont; car les dispositions du maréchal de Noailles étaient dignes du plus grand capitaine[1]. Frédéric rend ce témoignage au général français. L'ennemi, foudroyé dans un défilé par deux batteries qui plongeaient sur lui du rivage, eût mis bas les armes; George lui-même pouvait être pris, et cette journée terminait la guerre : ce ne fut malheureusement qu'un rêve; malgré les prodiges de valeur de la maison du Roi, malgré l'héroïque désespoir de tous, chefs et soldats, la France n'eut que des larmes à répandre. Le général Stairs estima assez les Français pour leur recommander six cents blessés, honteusement abandonnés sur le champ de bataille. Cet empressement à s'éloigner prouve que le vainqueur était aussi étonné de son triomphe que les vaincus de leur défaite[2].

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II.

[2] Les gardes françaises, ayant lâché pied, furent surnommés les *canards du Mein;* de là, pendant un demi-siècle, une foule de duels.

Comme on prétendait que MM. de Grammont et d'Harcourt n'avaient attaqué que pour obtenir le bâton de maréchal de France, on appela cette triste journée la *journée des bâtons rompus;* et quelqu'un pendit à l'hôtel de Noailles une épée avec cette inscription : *Point homicide ne seras.*

Qu'on ne s'étonne pas de trouver ces déplorables plaisanteries dans



1743-1744 Frédéric ne reçut pas cette nouvelle avec indifférence; il craignait que le cabinet de Versailles, découragé par une suite de revers, ne voulût se tirer, à tout prix, de sa triste position. Sous prétexte de complimenter le roi de la Grande-Bretagne, mais réellement pour surveiller la conduite de lord Carteret, et découvrir les négociations qui pourraient s'entamer dans le camp anglais, il fit partir le jeune comte de Finck.

Tandis que ces événements se passaient sur les bords du Mein, le prince de Lorraine poursuivait les Français jusqu'au Rhin.

Le roi de Prusse était aux eaux de Pyrmont, quand la mort de Charles-Édouard, dernier duc d'Ost-Frise, le mit en possession d'une contrée importante, sinon pour son étendue, du moins par sa fertilité. L'empereur Léopold avait, en 1694, établi les droits de la Maison de Brandebourg sur cette principauté, en lui donnant l'expectative.

Exauçant le vœu des États d'Ost-Frise, leur nouveau souverain sacrifia, aux intérêts industriels et commerciaux de la province, le droit d'y lever des soldats.

De tous les voisins de la Prusse, le plus redoutable était la Russie; c'était aussi sur cet empire que Frédéric attachait continuellement ses regards, épiant quelque occasion de se concilier le cabinet de Saint-Péters-

un récit austère : l'histoire doit une place à tout ce qui peut caractériser une époque.

bourg. Bientôt il s'en présenta une. Élisabeth voulait 1744
marier le Grand-Duc, son neveu, alliance brillante qui avait trouvé plus d'un compétiteur. Auguste, entre autres, s'efforçait d'attirer le choix du cabinet russe sur la princesse Marianne, sa seconde fille. Un lien aussi intime, entre la Saxe et la Russie, devait causer de l'ombrage à Frédéric, inquiet déjà du refus qu'avait fait la Tzarine de garantir le traité de Breslau. Ce prince, habilement secondé par le baron de Mardefeld, son ministre à Pétersbourg, redoubla donc de vigilance et d'activité pour faire agréer la princesse de Zerbst, fille d'un feld-maréchal des armées prussiennes et d'une princesse de Holstein, et si célèbre depuis sous le nom de Catherine II. Malgré l'éclat d'une telle alliance, le père de la princesse éprouvait une vive répugnance : luthérien comme on l'était du temps de la Réforme, il ne consentit à voir sa fille devenir schismatique qu'après qu'un ministre plus traitable lui eût démontré les analogies de la religion grecque avec la luthérienne.

Mardefeld cacha si bien son jeu au chancelier Bestucheff, alors vendu à la Saxe [1], que la princesse de

[1] Rulhière a dit de cet homme d'État : « Sa politique était de croire qu'on peut toujours faire à un autre homme la proposition d'un crime; sa seule adresse dans ses conversations était de balbutier, afin d'avoir le droit de revenir sur ses paroles, en soutenant qu'on ne l'avait pas bien entendu; de paraître ne pas comprendre avec facilité la langue qu'on lui parlait, afin qu'on s'expliquât de tant de manières qu'on dit enfin plus qu'on ne voulait dire. Sa souveraine le redoutait, et sa disgrâce, avant de le frapper, le menaça vingt ans. Il détestait sa souveraine, et souvent il médita de la détrôner. Ce ministre, perdu de luxe,

1744 Zerbst arriva à Pétersbourg, au grand étonnement de l'Europe. Mais toutes les difficultés n'étaient pas levées, car les fiancés se trouvaient parents au degré de cousins. Pour en finir, on gagna popes et évêques, qui déclarèrent le mariage très-conforme aux lois de l'Église grecque. C'était beaucoup; Frédéric obtint plus encore, l'Impératrice ayant bientôt approuvé le mariage de la princesse Ulrique de Prusse avec le nouveau prince royal de Suède. Ces deux alliances devenaient, pour la Maison de Brandebourg, un gage de sûreté. Tout ne semblait-il pas annoncer qu'une Grande-Duchesse de Russie, élevée en Prusse et redevable au Roi de sa haute fortune, se montrerait reconnaissante? Quant à la reine de Suède, elle ne pouvait devenir l'ennemie de son frère.

Dans la même année eut lieu un événement que le monarque appelait de tous ses vœux : le 25 septembre, la princesse de Prusse accoucha d'un fils; cette naissance consolidait la couronne dans la branche régnante.

Cependant Frédéric observait, avec anxiété, les for-

trouvait une ressource continuelle à son désordre, en vendant l'alliance de sa cour aux puissances étrangères; aussi soutenait-il dans le conseil que l'état naturel de la Russie est la guerre; que son administration intérieure, son commerce, toute autre vue doit être subordonnée à celle de régner au dehors par la terreur; et qu'elle ne serait plus comptée parmi les puissances européennes, si elle n'avait pas cent mille hommes sur les frontières, toujours prêts à fondre sur l'Europe. Par cette politique ruineuse, il maintenait avec effort la considération des Russes en Europe; il faisait rechercher l'alliance de sa cour, et vendait cette alliance à son profit personnel. »

ces toujours croissantes de l'Autriche, l'ardeur de 1744
l'Angleterre à la seconder, et le roi de Sardaigne, qui naguère menaçait Marie-Thérèse, protégeant ses États d'Italie. Évidemment la paix de Breslau n'était qu'un faible rempart contre le ressentiment de cette puissance, l'interception d'une correspondance entre George et Marie-Thérèse, où il était insulté et menacé, vint confirmer ses craintes. Ce prince commença donc à prêter une oreille favorable aux propositions de la France. En effet, tout prenait autour de lui une attitude hostile. Un traité conclu à Worms, ratifié à Turin et à Varsovie, venait d'unir contre l'empereur Charles VII l'Angleterre, la Sardaigne, la Saxe, la Hollande et l'infatigable reine de Hongrie; confédération dont la chute de l'Empereur était le but apparent, mais qui menaçait plus encore Frédéric.

George, aux termes mêmes des stipulations de Breslau, aurait dû donner connaissance au roi de Prusse de tous les traités qu'il signerait; mais cette fois il s'en garda bien, car ses nouveaux engagements annulaient les dispositions de Breslau. Le traité de Worms ayant été communiqué aux États-Généraux, ce fut de La Haye que Frédéric reçut tous les détails. En démasquant si vite leurs desseins, l'Autriche et l'Angleterre commirent une faute grave[1]. C'était avertir leur ennemi de pourvoir à sa sûreté.

En effet, Frédéric chercha aussitôt un contre-poids à cette imposante coalition. Depuis vingt ans, le baron

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II.

1744 de Chambrier était ministre de Prusse à Versailles; mais, déjà âgé, sans liaisons avec les personnages influents, sans habitude des grandes affaires et minutieusement circonspect, il n'aurait pu seul remplir les intentions de son maître. Pour le seconder, le Roi envoya le comte de Rottembourg, qui, en 1740, avait passé du service de France au service de Prusse. En relation de parenté avec les plus illustres maisons de la cour, le comte était à même de tout bien voir, et de transmettre à Berlin les secrets de Louis XV, de ses ministres, de ses maîtresses.

Jamais mission ne réussit mieux. Bientôt le roi de Prusse eut attaché à sa cause, par des liens intimes, la France, l'Empereur, l'électeur palatin, le roi de Suède, comme landgrave de Hesse-Cassel. Ce traité, connu sous le nom de *Traité d'union confédérale*, fut signé à Francfort, le 22 mai. Les princes alliés s'y engageaient à employer tous leurs efforts pour arracher à la cour de Vienne la reconnaissance de Charles VII, comme chef de l'Empire, et la restitution de ses États héréditaires. Par un article séparé, le roi de Prusse, qui se chargeait de conquérir la Bohême au profit de Charles VII, s'en réservait les trois cercles les plus voisins de la Silésie.

Mais, tandis qu'à ses yeux l'unique moyen de n'avoir rien à craindre, c'était de se montrer plus redoutable que jamais, ses ministres au contraire s'efforçaient de le ramener à des dispositions pacifiques. « Votre Majesté est bien, lui disaient-ils; pourquoi changer de position? Pour éviter la guerre, convient-

il de prendre les armes? Il est des nuages que le temps 1744
seul peut dissiper. Par une démarche trop hardie, vous exposez votre noblesse, vos sujets, votre personne à des périls incalculables. »

De tels conseils n'étaient pas de nature à ébranler l'âme de Frédéric[1]. Tandis qu'au milieu des danses et des fêtes, la cour célèbre le mariage de la princesse Ulrique avec Adolphe-Frédéric, prince royal de Suède, le Roi prépare tout pour la campagne qui va s'ouvrir.

Cependant, le prince Charles, forçant le maréchal de Coigny, qui garde le Rhin, à se retirer sous Weissembourg dans les lignes de la Loutre, était entré en Alsace. Frédéric écrit aussitôt à Louis XV la lettre suivante :

« Monsieur mon frère,

« J'apprends que le prince Charles a pénétré en Alsace. Ceci me suffit pour déterminer mes opérations. Je serai en marche, à la tête de mon armée, le 13 d'août, et, devant Prague, à la fin du même mois. Je passe sur bien des considérations, et je m'engage peut-être dans un pas assez périlleux. Mais je veux donner à Votre Majesté des preuves de mon amitié pour Elle. Je regarde dès ce moment ses intérêts comme les miens, persuadé qu'Elle en agira de même avec moi, et surtout qu'aucune considération particulière ne pourra l'obliger à m'abandonner, dans une

[1] Pour avoir une idée exacte des motifs qui armèrent le Roi, et des objections de ses ministres, *voyez* pièces justificatives (N), le *Mémoire* qu'il leur adressa, écrit en entier de sa main.

1744 guerre que j'entreprends en grande partie pour ses intérêts et pour sa gloire.

« Dans la situation où je me trouve, je dois plus que jamais parler franchement à Votre Majesté, nos intérêts étant plus liés et plus indissolubles que jamais. Elle sent assurément que tout notre système est fondé sur trois grands coups qu'il faut frapper pour ainsi dire en même temps, dont le premier est l'invasion de la Bohême et de la Moravie; le second, la marche des troupes impériales et françaises le long du Danube en Bavière; et le troisième, que je regarde comme l'article principal, est l'envoi d'un corps de troupes dans le pays de Hanovre. Je compte sûrement sur ces deux derniers points; sans quoi, je l'avertis d'avance que toute notre besogne est perdue.

« Je dois représenter encore à Votre Majesté que du choix qu'Elle fera de ses généraux dépendra, en grande partie, le succès de ses entreprises. Tous nos alliés sont prévenus en faveur du maréchal de Belle-Isle, et c'est un grand point pour concilier les esprits : s'il recevait le commandement de l'armée, et qu'on lui fournît à temps ce dont il peut avoir besoin, je suis persuadé que le service de Votre Majesté en irait mieux. Et, si le maréchal de Saxe, ou quelqu'un de bien déterminé, était chargé de l'expédition de Westphalie, cela n'en irait que plus rondement. Je demande pardon à Votre Majesté de la liberté avec laquelle je lui parle; mais je l'assure que, si j'étais payé pour être assis dans son conseil, je ne m'exprimerais pas autrement. Car, pour dire vrai, il vous faut, à la tête de vos

armées, des généraux capables de soutenir la discipline 1744
à la rigueur, et Votre Majesté ne trouvera pas, hors le maréchal de Noailles, des sujets plus propres pour remplir cet objet que ceux que je viens de lui proposer.

« Je dois ajouter encore que la plus grande partie des succès que ses troupes ont eus en Bavière sont venus de ce que l'on voulait agir défensivement sur les frontières d'un pays ennemi : cela engage toujours celui qui se réduit à la défensive d'être attentif à trop d'objets, et laisse le champ libre à son ennemi de former les projets les plus audacieux et de les exécuter. Il vaut toujours mieux agir offensivement, quand même l'on est inférieur en nombre : souvent la témérité étonne l'ennemi, et donne lieu à remporter des avantages sur lui. C'est ainsi que le grand Condé, M. de Turenne, M. de Luxembourg et M. de Catinat ont agi; et, c'est en agissant pour la plupart du temps offensivement, qu'ils ont acquis cette gloire immortelle aux troupes françaises, et pour eux une réputation au-dessus du temps et de l'envie. Il ne dépendra que de Votre Majesté de remettre les choses sur le même pied. Elle nous a donné des échantillons de ce que peut un prince éclairé et sage à la tête de ses troupes. Qu'Elle ordonne à ses généraux de battre partout ses ennemis, et ses ennemis seront battus. Mais il me semble que je m'émancipe trop, et que j'entre dans un détail duquel Votre Majesté me donne des leçons. J'espère qu'Elle excusera mes libertés en faveur de la pureté de mes intentions, et qu'Elle ne doutera point, après

1744 les preuves que je vais lui donner, de l'attachement avec lequel je suis,

Monsieur mon frère,

De Votre Majesté

Le bon frère et allié,

Fédéric. »

12 juillet 1744.

Un mois après, il communique aux ministres étrangers résidant à Berlin un manifeste énergique où sont exposés les motifs de sa conduite, la nécessité d'apaiser les troubles de l'Empire, d'y rétablir l'ordre, la paix et les lois : il y reproche à la reine de Hongrie les cruautés de ses troupes dans les provinces héréditaires de l'Empereur, et toute sa conduite envers cet infortuné prince; il l'accuse hautement de vouloir détruire la liberté germanique, et de travailler, sans relâche, à l'exécution du plan suivi depuis plus d'un siècle par la Maison d'Autriche pour l'entier asservissement des princes de l'Empire. A l'appui de ces assertions, Frédéric rappelle la conduite du cabinet de Vienne dans ces deux dernières années, et, après avoir mentionné quelques griefs d'une moindre importance, il termine, en déclarant ne rien demander pour lui-même, et qu'en prenant les armes son seul but est la liberté de l'Allemagne, la dignité de l'Empereur, le repos de l'Europe.

Trois jours après, fidèle à sa parole envers la France,

impatient, selon sa coutume, de prévenir l'ennemi, 1744
le Roi part de Berlin, partage son armée, forte de soixante-dix mille hommes, en trois colonnes, et pénètre en Bohême par la Saxe, tandis que le prince Léopold de Dessau y entre par la Lusace, et Schwerin par la Silésie. Le 2 septembre, l'armée, réunie devant Prague, l'investit [1]. Le 10, la tranchée est ouverte; le 12, un boulet de canon tue le margrave Guillaume; le 16, le général Harsch, commandant de la place, se rend prisonnier de guerre avec une armée de dix-huit mille hommes. De là les Prussiens se répandent dans toute la Bohême.

Cette invasion du roi de Prusse sauva l'Alsace à la France; car Louis XV, qui accourait des Pays-Bas pour forcer le prince Charles à repasser le Rhin, était tombé gravement malade à Metz.

Le brigadier Du Mesnil avait été envoyé par le maréchal de Noailles au camp de Prague. « Je suis bien aise, lui dit Frédéric, de remplacer les Suédois qui étaient autrefois les alliés favoris de la France; à présent, c'est un corps sans âme : pour moi, j'en ai une, et l'on en sera content. »

L'étonnement de Du Mesnil fut au comble, en jugeant par lui-même de toutes les particularités que savait le roi de Prusse sur Louis XV, sur la cour de Versailles, sur les ministres, sur Du Mesnil.

Le début était brillant, mais Frédéric commit une faute grave en ne plaçant que peu de troupes dans

[1] Grimoard, *Tableau de la vie et du règne de Frédéric le Grand.*

1744 Prague ; ce fut plutôt, il est vrai, celle de ses alliés que la sienne propre. Son premier plan de traverser la Béraun, de chasser l'Autrichien Bathyani de la Bohême, de s'emparer de Pilsen et du vaste magasin qu'on y formait pour l'armée du prince de Lorraine, puis de pousser jusqu'aux gorges de Com et de Fort qui ouvraient les chemins de la Bohême aux Autrichiens du côté du Haut-Palatinat ; ce plan, comme il le sentit trop tard, était fort sage. Malheureusement il y renonça, cédant aux instances du maréchal de Belle-Isle, qui demandait que les Prussiens se portassent du côté de Tabor, de Budweis, de Neuham, afin d'établir une communication avec la Bavière, et d'inquiéter le prince de Lorraine au sujet de l'Autriche. Le Roi craignait aussi que, s'il tenait son armée clouée à Prague, on ne l'accusât de ne songer qu'à la conquête des trois cercles promis. Cette condescendance lui coûta bientôt sa nouvelle conquête.

Cependant, entraînée de nouveau au bord de l'abîme, Marie-Thérèse, à force d'énergie, allait se relever. Deux précieux alliés lui venaient aussi en aide : l'apathie de ses ennemis, la divergence de leurs intérêts. Pour couvrir momentanément l'Autriche et la Moravie, elle rassembla, en toute hâte, un corps de troupes : à sa voix, quarante-cinq mille Hongrois se lèvent.

La molle conduite des maréchaux de Noailles et de Coigny a laissé paisiblement regagner la rive droite du Rhin aux Autrichiens, qui aussitôt marchent sur la Bohême ; Frédéric y reste exposé seul à toutes leurs

forces. Le comte de Bathyani avait amené, d'Autriche 1744
en Bohême, vingt-cinq mille hommes; il en remet le commandement au maréchal de Traun : celui-ci enlève plusieurs quartiers aux Prussiens. Quoique renforcé de vingt mille Hongrois, conduits par le comte de Palfi, lé prudent Traun évite une bataille. Bientôt le prince Charles de Lorraine, arrivant d'Alsace, à la tête de trente mille hommes, est joint par vingt-quatre mille Saxons, aux ordres du duc de Saxe-Weissenfels; car, jetant le masque, Brulh venait d'embrasser la cause de l'Autriche [1]. Frédéric, qui craint d'être écrasé par des forces aussi supérieures, ou battu en détail, a vainement essayé d'engager une bataille décisive. Il se retire en Silésie, abandonne plusieurs garnisons, et laisse dans Prague onze mille hommes environ, commandés par le lieutenant-général Einsiedel, avec ordre de faire sauter les ouvrages du Wischerard et de Saint-Laurent, de faire crever les canons de la grosse artillerie, d'en brûler les affûts, et de jeter dans l'eau les fusils dont la garnison de la Reine avait été armée.

Croyant toujours que ce premier ordre serait révoqué, Einsiedel en suspendit l'exécution jusqu'au moment de son départ; mais il n'était plus temps. Enfin, sur le point d'évacuer la ville, il rassembla tout ce qu'on put trouver de chevaux pour amener avec lui quarante-deux pièces de campagne autrichiennes, à la place du

[1] « Le marteau d'or des Anglais avait ouvert les portes de fer des Saxons, que l'intérêt d'un moment aveuglait sur un intérêt plus durable. » (Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II.)

1744 Prague; ce fut plutôt, il est vrai, celle de ses alliés que la sienne propre. Son premier plan de traverser la Béraun, de chasser l'Autrichien Bathyani de la Bohême, de s'emparer de Pilsen et du vaste magasin qu'on y formait pour l'armée du prince de Lorraine, puis de pousser jusqu'aux gorges de Com et de Fort qui ouvraient les chemins de la Bohême aux Autrichiens du côté du Haut-Palatinat; ce plan, comme il le sentit trop tard, était fort sage. Malheureusement il y renonça, cédant aux instances du maréchal de Belle-Isle, qui demandait que les Prussiens se portassent du côté de Tabor, de Budweis, de Neuham, afin d'établir une communication avec la Bavière, et d'inquiéter le prince de Lorraine au sujet de l'Autriche. Le Roi craignait aussi que, s'il tenait son armée clouée à Prague, on ne l'accusât de ne songer qu'à la conquête des trois cercles promis. Cette condescendance lui coûta bientôt sa nouvelle conquête.

Cependant, entraînée de nouveau au bord de l'abîme, Marie-Thérèse, à force d'énergie, allait se relever. Deux précieux alliés lui venaient aussi en aide : l'apathie de ses ennemis, la divergence de leurs intérêts. Pour couvrir momentanément l'Autriche et la Moravie, elle rassembla, en toute hâte, un corps de troupes : à sa voix, quarante-cinq mille Hongrois se lèvent.

La molle conduite des maréchaux de Noailles et de Coigny a laissé paisiblement regagner la rive droite du Rhin aux Autrichiens, qui aussitôt marchent sur la Bohême; Frédéric y reste exposé seul à toutes leurs

forces. Le comte de Bathyani avait amené, d'Autriche 1744
en Bohême, vingt-cinq mille hommes; il en remet le commandement au maréchal de Traun : celui-ci enlève plusieurs quartiers aux Prussiens. Quoique renforcé de vingt mille Hongrois, conduits par le comte de Palfi, le prudent Traun évite une bataille. Bientôt le prince Charles de Lorraine, arrivant d'Alsace, à la tête de trente mille hommes, est joint par vingt-quatre mille Saxons, aux ordres du duc de Saxe-Weissenfels; car, jetant le masque, Brulh venait d'embrasser la cause de l'Autriche [1]. Frédéric, qui craint d'être écrasé par des forces aussi supérieures, ou battu en détail, a vainement essayé d'engager une bataille décisive. Il se retire en Silésie, abandonne plusieurs garnisons, et laisse dans Prague onze mille hommes environ, commandés par le lieutenant-général Einsiedel, avec ordre de faire sauter les ouvrages du Wischerard et de Saint-Laurent, de faire crever les canons de la grosse artillerie, d'en brûler les affûts, et de jeter dans l'eau les fusils dont la garnison de la Reine avait été armée.

Croyant toujours que ce premier ordre serait révoqué, Einsiedel en suspendit l'exécution jusqu'au moment de son départ; mais il n'était plus temps. Enfin, sur le point d'évacuer la ville, il rassembla tout ce qu'on put trouver de chevaux pour amener avec lui quarante-deux pièces de campagne autrichiennes, à la place du

[1] « Le marteau d'or des Anglais avait ouvert les portes de fer des Saxons, que l'intérêt d'un moment aveuglait sur un intérêt plus durable. » (Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II.)

1744 gros canon qu'il fallait abandonner; et, dans la nuit du 25 au 26 novembre, il sortit de Prague. La garnison prussienne défilait encore par la porte Saint-Charles, que déjà quatre cents Pandours s'étaient introduits, d'un autre côté, dans la place.

Einsiedel ayant passé l'Elbe à Buntzlau, se dirigea, par Leypa et Reichstadt, sur Friedland. Arrivé à Reicheinberg, et, sans doute trompé par ses guides, il tourna à gauche, et rencontra dans les montagnes, sur les frontières de la Lusace, un corps saxon commandé par le général Arning, qui le resserra d'un côté, tandis que, de l'autre, le chevalier de Saxe, qui l'avait poursuivi avec la meilleure partie de l'armée du duc de Weissenfels, l'enveloppait. Einsiedel se posta fièrement près de Howald, dans un terrain étroit où ses troupes tinrent ferme sous les armes et dans la neige jusqu'aux genoux, depuis le 11 jusqu'au 13 décembre. Enfin, le lieutenant-général comte de Nassau vint le dégager, à la tête de douze mille hommes. Gagnant alors promptement Friedland, Einsiedel atteignit les frontières de Silésie avec cinq ou six mille hommes : le reste était mort de faim ou avait déserté [1].

Telle fut l'issue de cette campagne de Silésie, si brillante à son début, et dont tout l'honneur resta au maréchal de Traun. Frédéric citait sa conduite comme un modèle de perfection. « Quant au Roi, aucun gé-

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II; — Grimoard, *Tableau de la vie et du règne de Frédéric le Grand*; — Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*.

néral, dit-il en parlant de lui-même avec une admirable modestie, ne commit plus de fautes dans cette campagne. » Il la regardait comme son école, et M. de Traun comme son maître. 1744

La guerre offre aussi en Bohême plus de difficultés qu'ailleurs, la chaîne de montagnes, dont ce pays est environné, en rendant l'entrée et la sortie également dangereuses. Pour les Prussiens, ces difficultés, ces périls s'aggravaient encore de tout le dévouement que la haute noblesse, le clergé, les baillis portaient à la Maison d'Autriche. Dans les campagnes, une population exaltée se levait en masse, avec fureur, contre ces ennemis de religion différente, ou, à leur approche, s'enfonçait dans des forêts immenses, cachant le blé au sein de la terre, emmenant avec elle, égorgeant ses troupeaux. Marie-Thérèse, pour alimenter cet attachement sauvage, promettait de réparer tous les dégâts, d'indemniser de toutes les pertes. Au reste, Traun, par ses savantes manœuvres, n'avait pas mieux servi l'Autriche que les généraux de France par leur impéritie.

Fière d'une campagne si malheureuse pour les Prussiens, déjà la reine de Hongrie espère recouvrer les deux Silésies. Ses troupes envahissent la Haute; mais, chassées par le prince Léopold de Dessau, bientôt elles rentrent en Bohême.

Tandis que des alternatives de bonne et de mauvaise fortune compliquaient, chaque jour davantage, la grande question qui agitait l'Allemagne, les prétentions de l'Espagne déchiraient l'Italie avec non moins



1744 de violence; l'Europe offrait l'aspect d'un vaste champ de bataille.

Rentrée en Bavière, sous les ordres de Seckendorf, l'armée impériale avait reconquis tout cet électorat, sauf Passau et Scharding. Charles VII retourna à Munich. Mais son perfide général prit de tels quartiers d'hiver qu'une portion considérable de ses troupes fut poussée jusque dans le pays de Salzbourg, alors que la partie principale du cours de l'Inn était au pouvoir des Autrichiens : c'était donner à l'ennemi les moyens de passer cette rivière en force, de couper les Bavarois, de les battre partiellement, sans leur laisser le temps de se rassembler. Dès la campagne suivante, il en arriva ainsi.

Vainement l'Empereur reçut de fidèles avis : il n'en tint compte, attendant l'arrivée à Munich du maréchal de Belle-Isle pour les discuter ensemble, et savoir enfin si Seckendorff était un traître ou un ignorant[1].

De Munich, Belle-Isle devait se rendre à Berlin. Frédéric désirait concerter avec lui un plan capable de réparer les fautes récentes. Muni des pleins pouvoirs du roi de France et de l'Empereur, le maréchal, venant de Cassel par l'Eichsfeld[2], voyageait, sans défiance, avec son frère et toute sa suite[3], lorsqu'il fut arrêté,

[1] *Mémoires* de Valori, tome I.

[2] Ce territoire, appartenant alors à l'électeur de Mayence, est situé entre la Thuringe, la Hesse et le pays de Brunswick.

[3] La suite nombreuse du maréchal, composée de vingt-cinq personnes, fit soupçonner qu'il y avait parmi elles des ingénieurs ou officiers déguisés, chargés de reconnaître la route, et d'examiner si elle

le 20 décembre, par un bailli et des dragons hanovriens, dans un bourg frontière appelé Elbingerode. 1744-1745
Vainement, afin de suppléer aux passeports qui lui manquaient, le maréchal objecta son double caractère d'ambassadeur français et de prince de l'Empire : Georges voyait en lui l'auteur de la guerre d'Allemagne, l'homme qui l'avait contraint de donner sa voix à l'empereur Charles VII, et d'accepter, en 1741, la neutralité, tandis que le maréchal de Maillebois menaçait l'électorat d'Hanovre : c'était à ses yeux un ennemi personnel, comme il le dit plus tard au baron de Haslang, ministre de l'Empereur près la cour de Londres. Il saisit donc, avec empressement, cette occasion de vengeance. Considérés comme prisonniers d'État, les deux frères furent conduits en Angleterre, où le château de Windsor devint leur résidence. Au reste, l'accueil le plus distingué les y attendait. Ils ne recouvrèrent leur liberté qu'après la journée de Fontenoy.

Trop faible pour venger cet affront, Charles VII le dévora en silence.

Un seul événement pouvait empirer l'état des choses; cet événement eut lieu à Munich, le 20 janvier 1745, quand mourut le malheureux Charles VII, empereur de nom, chassé deux fois de sa capitale, deux fois dépouillé de ses États, et non moins tourmenté par les

offrait un passage commode à l'armée. On trouvait étrange que, s'écartant de la grande route de Cassel à Berlin, M. de Belle-Isle eût préféré un chemin de traverse dans les montagnes du Hartz. (Charles de Martens, *Causes célèbres du droit des gens*, tome I.)

1745 souffrances du corps que par les peines de l'âme. Le chagrin, que lui causa la défaite des Français et des Bavarois à Renneck, hâta sa fin. Tous ses organes étaient dans un état de dissolution : on trouva ses poumons, son foie et son estomac gangrenés, des pierres dans ses reins, un polype au cœur. Ce prince, estimable à plus d'un titre, mais qui poussa la bienfaisance jusqu'à la prodigalité, et dont le caractère n'était point à la hauteur de sa fortune, eût mérité sans doute un meilleur sort; son élévation même causa sa chute; il périt écrasé sous la couronne impériale.

Durant son apparition sur le trône, cet empereur éphémère n'avait pas même possédé une province : lors de ses funérailles, on porta devant lui le globe du monde; dans quelques rescrits, son nom fut chargé du titre d'*invincible*, et tout le magnifique cérémonial établi par Charles-Quint vint contraster avec les misères d'une vie qui n'avait trouvé de repos qu'en s'éteignant.

Dès lors, tout changea de face en Allemagne; la ligue de Francfort fut dissoute. En effet, le nom de l'Empereur avait légitimé l'association des princes armés pour sa défense, et toute leur conduite s'était conformée aux lois de l'Empire. Mais, ce prince mort, que devenait l'objet de leur union? Où était le but commun? l'identité d'intérêts ne les attachait plus aux intérêts de la Prusse.

Pour la reine de Hongrie, toujours impatiente de rendre à sa famille la couronne impériale, elle puisait une confiance nouvelle dans cette désunion, et dans l'âge même du jeune électeur de Bavière, qui, selon les

règlements de la Bulle d'or, n'était point encore éligible. 1745

D'autres circonstances paraissaient aussi devoir faire pencher la balance en sa faveur : d'abord, l'Angleterre tenait à ses gages le tiers des électeurs ; de plus, l'électeur de Mayence, qui exerçait sur les délibérations de l'Empire beaucoup d'influence, était dévoué à la reine de Hongrie. Du côté de la Saxe, nulle prétention à craindre, l'Électeur semblant exclu d'avance, puisque le trône impérial était regardé comme incompatible avec celui de Pologne. Tout souriait donc au grand-duc de Toscane, époux de Marie-Thérèse.

Tels n'étaient cependant point les projets du cabinet de Versailles, toujours jaloux d'imposer un empereur à l'Allemagne. Contre toute attente, son choix tomba sur Auguste III, prince enrichi, sur le trône de Pologne, des dépouilles de Stanislas, beau-père de Louis XV, traité naguère d'usurpateur, et récemment infidèle à ses engagements envers la France.

M. d'Argenson, qui avait déclaré qu'on emploierait jusqu'au dernier soldat pour empêcher l'époux de Marie-Thérèse d'être élu, espérait brouiller ainsi ce prince avec la reine de Hongrie, et ne rencontrer d'obstacles à l'exécution de ce dessein que de la part du roi de Prusse. Frédéric, en effet, avait plus d'un grief contre Auguste, qui, en diverses occasions, s'était plu à provoquer son ressentiment. Voilà le candidat à l'élection duquel la France lui proposait de concourir, donnant ainsi l'exclusion au Grand-Duc ; comme si elle avait le droit de contraindre les suffrages du corps germa-



1745 souffrances du corps que par les peines de l'âme. Le chagrin, que lui causa la défaite des Français et des Bavarois à Renneck, hâta sa fin. Tous ses organes étaient dans un état de dissolution : on trouva ses poumons, son foie et son estomac gangrenés, des pierres dans ses reins, un polype au cœur. Ce prince, estimable à plus d'un titre, mais qui poussa la bienfaisance jusqu'à la prodigalité, et dont le caractère n'était point à la hauteur de sa fortune, eût mérité sans doute un meilleur sort; son élévation même causa sa chute; il périt écrasé sous la couronne impériale.

Durant son apparition sur le trône, cet empereur éphémère n'avait pas même possédé une province : lors de ses funérailles, on porta devant lui le globe du monde; dans quelques rescrits, son nom fut chargé du titre d'*invincible*, et tout le magnifique cérémonial établi par Charles-Quint vint contraster avec les misères d'une vie qui n'avait trouvé de repos qu'en s'éteignant.

Dès lors, tout changea de face en Allemagne; la ligue de Francfort fut dissoute. En effet, le nom de l'Empereur avait légitimé l'association des princes armés pour sa défense, et toute leur conduite s'était conformée aux lois de l'Empire. Mais, ce prince mort, que devenait l'objet de leur union? Où était le but commun? l'identité d'intérêts ne les attachait plus aux intérêts de la Prusse.

Pour la reine de Hongrie, toujours impatiente de rendre à sa famille la couronne impériale, elle puisait une confiance nouvelle dans cette désunion, et dans l'âge même du jeune électeur de Bavière, qui, selon les

règlements de la Bulle d'or, n'était point encore éli- 1745
gible.

D'autres circonstances paraissaient aussi devoir faire pencher la balance en sa faveur : d'abord, l'Angleterre tenait à ses gages le tiers des électeurs; de plus, l'électeur de Mayence, qui exerçait sur les délibérations de l'Empire beaucoup d'influence, était dévoué à la reine de Hongrie. Du côté de la Saxe, nulle prétention à craindre, l'Électeur semblant exclu d'avance, puisque le trône impérial était regardé comme incompatible avec celui de Pologne. Tout souriait donc au grand-duc de Toscane, époux de Marie-Thérèse.

Tels n'étaient cependant point les projets du cabinet de Versailles, toujours jaloux d'imposer un empereur à l'Allemagne. Contre toute attente, son choix tomba sur Auguste III, prince enrichi, sur le trône de Pologne, des dépouilles de Stanislas, beau-père de Louis XV, traité naguère d'usurpateur, et récemment infidèle à ses engagements envers la France.

M. d'Argenson, qui avait déclaré qu'on emploierait jusqu'au dernier soldat pour empêcher l'époux de Marie-Thérèse d'être élu, espérait brouiller ainsi ce prince avec la reine de Hongrie, et ne rencontrer d'obstacles à l'exécution de ce dessein que de la part du roi de Prusse. Frédéric, en effet, avait plus d'un grief contre Auguste, qui, en diverses occasions, s'était plu à provoquer son ressentiment. Voilà le candidat à l'élection duquel la France lui proposait de concourir, donnant ainsi l'exclusion au Grand-Duc; comme si elle avait le droit de contraindre les suffrages du corps germa-

1745 nique, comme si partout elle avait les moyens d'y parvenir.

Dans cette délicate conjoncture, Frédéric évita prudemment tout éclat nuisible à ses intérêts; le plan de la France devait amener une rupture entre Auguste et Marie-Thérèse : il l'accueillit.

Prévoyant toutefois que le Grand-Duc deviendrait empereur, que l'armée des alliés ne serait point heureuse en Bavière, et que la campagne de Flándre absorberait toute l'attention des Français, il voulut se ménager un solide appui : des négociations furent donc entamées avec l'Angleterre. Le changement de ministère lui donnait quelque espérance de succès. Georges s'était vu forcé dè sacrifier à l'opinion publique son ministre Carteret, que le traité de Worms avait entièrement dépopularisé.

Toutefois, comme ce prince voulait continuer la guerre, les démarches pacifiques du roi de Prusse restaient sans effet, bien qu'il eût attaché les nouveaux ministres à ses intérêts. Aussi Frédéric, sans interrompre ses négociations, se tenait-il prêt pour la campagne prochaine. On tira six millions du trésor, et les États avancèrent, à titre d'emprunt, quinze cent mille écus. De gros magasins furent formés en Silésie; jamais les troupes prussiennes n'avaient été mieux équipées; la cavalerie était au grand complet, l'artillerie pourvue d'un matériel considérable, toute l'armée pleine d'ardeur.

Frédéric sut toujours faire marcher de front la politique et la guerre.



Déjà le Roi avait quitté Berlin, et se rendait en Silé- 1745
sie, lorsqu'il reçut l'étrange nouvelle d'un traité de paix entre la reine de Hongrie et le jeune électeur de Bavière, signé, le 22 avril, à Fuessen dans l'évêché d'Augsbourg, sur les frontières du Tyrol. Forcé, comme son père et son grand-père, de quitter sa capitale, menacé de toutes parts, Maximilien-Joseph renonçait, pour lui et sa postérité, à toutes prétentions sur les États de la Maison d'Autriche.

En même temps, le landgrave de Hesse retirait ses troupes, et l'électeur palatin invoquait la neutralité, sa dernière ressource.

Ainsi fut consommée l'entière dissolution de la ligue de Francfort; ainsi se vérifièrent les trop justes soupçons qui, depuis quelque temps, planaient sur Seckendorf. La voix publique l'accusa de s'être vendu à l'Autriche. Frédéric lui reproche même d'avoir supposé des lettres, et produit de fausses pièces, pour arracher au jeune électeur la signature tant désirée [1].

Plus qu'aucune autre puissance, le gouvernement français aurait eu droit de se plaindre [2], si les difficultés de sa position n'eussent été son propre ouvrage.

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II; —*Mémoires* de Valori, tome I.

[2] Ce n'était cependant pas, ainsi que l'appelle M. de Flassan (*Histoire de la diplomatie française*), une *honteuse défection*. « Voici, dit-il (tome V, p. 285), la cause, mais non l'excuse de cette honteuse défection. L'Électeur avait été élevé par des gouverneurs qui, attachés par inclination ou par intérêt à la cour de Vienne, disaient continuel-



1745 A ces graves embarras venaient se joindre les vices de l'administration intérieure. « La situation du royaume est plus déplorable qu'elle ne l'était, en 1704, après la bataille de Hochstett, disait le maréchal de Noailles, dans son *Mémoire* au Roi, le 29 avril 1745. Il a fallu continuer la guerre depuis 1704 jusqu'en 1714, et l'on n'a pu la soutenir que par des moyens forcés. Depuis la paix, on n'a pris aucunes mesures pour diminuer le fardeau des dettes; on n'a eu aucune prévoyance pour se préparer des fonds en cas d'une guerre nouvelle.

« La guerre présente a déjà coûté des sommes exorbitantes, dont une partie très-considérable a passé dans le pays étranger, et ne pourra de longtemps rentrer dans l'État. Enfin, Sire, on supporte encore aujourd'hui le poids de la dernière guerre; il s'est augmenté par la guerre actuelle; et, malheureusement, loin que l'on puisse espérer d'en voir bientôt la fin,

lement au jeune prince que les liaisons de son père avec la France lui avaient toujours été fatales, ainsi qu'à son aïeul, et qu'il lui en coûterait ses États; qu'au contraire, la Maison d'Autriche avait érigé la Bavière en Électorat, et avait accru son territoire; et qu'enfin les princes étaient toujours en sûreté à l'abri de son alliance. »

Pourquoi ne pas reconnaître que la plupart de ces observations étaient fondées ? L'exemple seul de son père eût été, à défaut d'autres, une assez terrible leçon pour le jeune électeur, qui sentait que le repos de toute une vie payerait trop cher quelques lambeaux du manteau impérial.

Que le ministère français ait vu avec humeur lui échapper l'instrument sur la docilité duquel il avait compté, on le conçoit; mais l'histoire devrait être moins prodigue de ce grand mot de *défection*, qui finit par ne plus exprimer que le désappointement d'un calcul.

elle ne fait, en quelque manière, que commencer par 1745
rapport à la France. »

Ce désordre était peu de chose encore, si on le compare aux scandaleuses prodigalités qui souillèrent la fin de ce règne.

Mais, comme à d'autres époques de l'histoire de France, l'épée des généraux effaça, pour un moment, les taches de la politique; bientôt, la gloire de Fontenoy devait couvrir d'un voile brillant des plaies honteuses. C'est alors en effet que le maréchal de Saxe, qui, selon la belle expression de Frédéric, semblait s'être arraché des bras de la mort pour vaincre les ennemis de la France, vengeait, en Flandre, sa patrie adoptive [1];

[1] *Lettre du roi de Prusse au maréchal de Saxe.*

De Charlottembourg, 5 novembre 1746.

« Monsieur le maréchal, la lettre que vous me faites le plaisir de m'écrire m'a été très-agréable; je crois qu'elle peut servir d'instruction pour tout homme qui se charge de la conduite d'une armée.

« Vous donnez des préceptes que vous soutenez par vos exemples, et je puis vous assurer que je n'ai pas été des derniers à applaudir aux manœuvres que vous avez faites.

« Dans les premiers bouillons de la jeunesse, lorsqu'on ne suit que la vivacité d'une imagination qui n'est pas réglée par l'expérience, on sacrifie tout aux actions brillantes et aux choses singulières qui ont de l'éclat. A vingt ans, Boileau estimait Voiture; à trente, il lui préférait Horace.

« Dans les premières années que j'ai pris le commandement de mes troupes, j'étais pour les pointes; mais tant d'événements que j'ai vus arriver, et auxquels j'ai eu ma part, m'en ont désabusé. Ce sont les pointes qui m'ont fait manquer ma campagne de 1744; et c'est pour avoir mal assuré la position de leurs quartiers, que les Français et les Espagnols ont enfin été réduits à abandonner l'Italie.

« J'ai suivi pas à pas votre campagne de Flandre, et, sans que j'aie

le 11 mai, Louis XV triomphait aux plaines de Fontenoy, comme en Italie. Cette mémorable journée, où la victoire fut d'autant plus glorieuse qu'elle avait été plus disputée, ouvrit à Louis les portes de Tournay, et prépara la conquête des Pays-Bas. Gand, Oudenarde, Bruges, Dendermonde, Ostende furent bientôt au pouvoir des Français.

Le traité de Fuessen avait été précédé de la quadruple alliance [1], conclue, à Varsovie, le 8 janvier, entre le roi d'Angleterre, Marie-Thérèse, l'électeur de Saxe et la Hollande; alliance qui devait fomenter la guerre, quoique son but apparent fût le rétablissement de la paix. Le roi de Pologne s'engageait à diriger trente

assez de présomption pour me fier à mon jugement, je crois que la critique la plus sévère ne peut y trouver prise.

« Le grand art de la guerre est de prévoir tous les événements, et le grand art du général est d'avoir préparé d'avance toutes les ressources, pour n'être point embarrassé de son parti, lorsque le moment décisif d'en prendre est venu. Plus les troupes sont bonnes, bien composées et bien disciplinées, moins il y a d'art à les conduire; et, comme c'est à surmonter les difficultés que s'acquiert la gloire, il est sûr que celui qui en a le plus à vaincre doit avoir aussi une plus grande part à l'honneur. On fera toujours de Fabius un Annibal; mais je ne crois pas qu'un Annibal soit capable de suivre la conduite d'un Fabius.

« Je vous félicite de tout mon cœur sur la belle campagne que vous venez de finir. Je ne doute pas que le succès de votre campagne prochaine ne soit digne des deux précédentes. Vous préparez les événements avec trop de prudence, pour que les suites ne doivent pas y répondre. Le chapitre des événements est vaste; mais la prévoyance et l'habileté peuvent corriger la fortune.

« Je suis, avec bien de l'estime, votre affectionné ami,

FÉDÉRIC. »

[1] Koch, *Abrégé de l'histoire des traités de paix*, tome II.



mille défenseurs sur la Bohême; Georges, à fournir 1745
annuellement cent mille livres sterling pour l'entretien de cette armée; et les États-Généraux, cinquante mille. De plus, si l'électeur de Saxe était attaqué, chacune des puissances alliées devait le soutenir de toutes ses forces [1]. On eût dit que les négociateurs qui rédigèrent ce dernier article avaient prévu quels embarras il devait susciter à Frédéric.

Bientôt la Pologne et la Russie accédèrent à la quadruple alliance.

De la France seule, le cabinet de Berlin pouvait attendre quelques secours. Frédéric fit représenter à Versailles l'impossibilité où il se trouvait de soutenir longtemps une guerre, dont tout le fardeau pesait sur lui; ce prince adjurait Louis XV de remplir ses traités à la lettre; réclamant, comme l'ennemi se préparait à faire une invasion dans ses États, l'assistance qu'il lui devait dans ce cas, ou une diversion réelle qui lui procurât du soulagement.

Le ministère français parut peu touché de ces représentations; il les traita à la légère, voulant que la prise de quelques places en Flandre passât pour une diversion considérable.

Le Roi, s'adressant encore directement à Louis XV, lui exprima le peu de satisfaction que lui causait la froideur des ministres français, et combien sa situation devenait pénible; il croyait que ce prince lui devait quelque retour pour l'avoir secondé dans un moment

[1] Koch, *Abrégé de l'histoire des traités de paix*, tome II.

1745 où les Autrichiens commençaient à faire des progrès en Alsace; la bataille de Fontenoy et la prise de Tournai étaient à la vérité des événements glorieux pour la personne du Roi, et avantageux à la France; mais, quant à l'intérêt direct de la Prusse, une bataille gagnée aux bords du Scamandre ou la prise de Pékin eussent été des diversions égales. Le Roi ajouta que les Français occupaient à peine six mille Autrichiens en Flandre, et que, le péril où il se trouvait l'empêchant de se contenter de belles paroles, il réclamait instamment de plus solides résultats.

La comparaison du Scamandre et de Pékin déplut à Louis; son humeur perça dans sa réponse au roi de Prusse; celui-ci se piqua à son tour du ton froid et hautain de cette réponse. Une telle alliance devait être courte [1].

Entouré d'ennemis formidables, Frédéric ne pouvait encore leur opposer les ressources lointaines que préparait sa prudence. La politique ne lui présentait que des abîmes; la guerre, que des hasards; les finances, qu'un épuisement de ressources presque total.

Mais tel était cet homme extraordinaire que, grandissant avec le danger, il semblait réserver toute son énergie morale pour ces moments de crise où tant de courages vont s'éteindre. Le célèbre lord Chesterfield, alors ministre d'Angleterre à La Haye, et très-favorable au monarque prussien, avait dit à Podewils, en-

[1] « Ce prélude confirmait la cour de Berlin dans l'opinion que le Grand-Duc deviendrait empereur, que l'armée des alliés serait mal-



voyé de Berlin auprès des États-Généraux : « Votre maître ne réussira dans ses négociations qu'en les appuyant d'actes énergiques. » Un tel conseil allait bien à cette puissante nature : aussi la campagne prête à s'ouvrir sera-t-elle un enchaînement de victoires. 1745

Les Autrichiens ont tenté une nouvelle irruption dans la Haute-Silésie. La trahison livre au général-major de Bucco la forteresse de Kosel, et Wallis pénètre dans le comté de Glatz. Le prince Charles et le duc de Saxe-Weissenfels, ayant rassemblé, près de Konigsgratz, l'armée alliée forte de quatre-vingt-douze mille hommes, se mettent en mouvement; le prince d'Esterhazi, avec l'avant-garde, marche à Landshut, le 27 mai; le prince Charles pénètre en Silésie jusqu'à Bolkenhain.

Frédéric avait rassemblé cinquante mille hommes près de Frankenstein; le 29 mai, l'armée prussienne alla occuper le camp de Reichenbach, d'où elle n'avait qu'une petite marche jusqu'à Schweidnitz. Le 1er juin, elle passa cette forteresse; les corps de Du Moulin et de Winterfeld firent son avant-garde, et occupèrent la hauteur de Strigau, en deçà de la rivière de Strigauer-Wasser. M. de Nassau, avec son corps, garnit le Nonen-Busch, et l'armée campa entre Jauernick et Schweidnitz, de sorte qu'un terrain de deux milles, qui sépare Strigau de Schweidnitz, se trouvait occupé

heureuse en Bavière, que les François n'auraient à cœur que leur campagne de Flandre, et que leurs alliés feraient sagement de penser à eux-mêmes. » (Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II.)



1745 par une ligne presque continue de troupes prussiennes. Cette position permettait au Roi d'engager une bataille avec d'immenses avantages.

Le général Wallis, commandant l'avant-garde ennemie, et Nadasti parurent les premiers sur les hauteurs de Fribourg. Le prince Charles de Lorraine, qui avait pénétré en Silésie par Landshut, et, de là, poursuivi sa marche sur Reichenau, se transporta à Hohen-Hennersdorff. De ce camp, il pouvait descendre dans la plaine par quatre chemins, Fribourg, Hohen-Friedberg, Schwinahaus, Kauder.

Pour bien examiner la nature des lieux où il pourrait disposer son armée, Frédéric alla reconnaître ces environs en personne; trois jours furent employés à préparer les chemins; il fallait que rien n'arrêtât les troupes, et qu'elles pussent tomber sur l'ennemi, dès qu'il paraîtrait dans la plaine. C'était ôter au hasard tout ce que la prudence lui pouvait dérober.

Le 2 juin, les généraux autrichiens et saxons tinrent un conseil de guerre sur une hauteur, près de Hohen-Friedberg. Bien que, de ce lieu, la vue plongeât sur toute la plaine, ils n'aperçurent que de petits corps de l'armée prussienne; le gros était couvert par le Nonnen-Busch et par des ravins, derrière lesquels on s'était placé exprès pour dissimuler à l'ennemi les forces prussiennes, et le bien confirmer dans l'opinion que le pays où il entrait ne lui opposerait aucune résistance.

Le prince Charles résolut de prendre position, le lendemain, près du village de Langenœls. Wenzel-Wallis eut ordre de s'emparer en même temps du magasin de

Schweidnitz, avec son avant-garde, et de poursuivre 1745
ensuite les Prussiens sur Breslau. Le duc de Weissenfels, avec ses Saxons, devait enlever Strigau, et de là se porter sur Glogau, pour en faire le siége. Trompé par un de ses propres espions, dupe lui-même d'une ruse de Frédéric, le prince Charles ne se doutait pas que soixante-dix mille hommes allaient déranger ses plans.

Chaque jour, Frédéric visitait ses postes avancés; le 2 juin, il était depuis assez longtemps déjà sur une éminence devant le camp de Du Moulin, d'où l'on découvrait toute la campagne, les hauteurs de Furstenstein, et même un bout du camp autrichien près de Reichenau, lorsqu'il vit un énorme nuage de poussière, s'élevant des montagnes, descendre dans la plaine, et serpenter de Kauder à Fregebeutel et Ronstock. Bientôt la poussière, en tombant, laissa paraître l'armée autrichienne sortie des montagnes sur huit grandes colonnes. Sa droite, appuyée au rocher de Strigau, tirait de là vers Ronstock et Hausdorff; sa gauche, c'est-à-dire les Saxons, s'étendait jusqu'à Pilgramshain : dispositions bien entendues, si le roi de Prusse eût en effet opéré le mouvement qu'il avait faussement fait révéler au prince Charles.

Aussitôt Du Moulin reçut ordre de lever le camp, à huit heures du soir, de passer le ruisseau de Strigau et de se poster sur le mont Topaze, devant la ville. A la même heure, l'armée se mit en mouvement, filant par la droite sur deux lignes, et dans le plus grand silence : il était même défendu au soldat de fumer. Vers minuit,

1745 la tête des colonnes arriva près des ponts de Strigau, où l'on attendit que tous les corps fussent bien serrés ensemble. Le 4 juin, à deux heures du matin, le Roi, ayant rassemblé ses principaux officiers, leur communiqua la disposition du combat[1].

Dès que chacun fut à son poste, l'armée s'ébranla. La tête commençait à peine à passer le ruisseau, que Du Moulin fit avertir qu'ayant aperçu de l'infanterie sur une éminence en face de lui, il avait rectifié sa position; qu'il venait de prendre par sa droite pour se former sur une hauteur opposée à l'autre, et par laquelle il débordait même la gauche de l'ennemi. Cette infanterie, c'étaient des Saxons chargés de prendre Strigau, et qui ne furent pas peu surpris de trouver les Prussiens devant eux. Frédéric se hâta d'établir, sur le mont Topaze, une batterie de six pièces de vingt-quatre : le désordre qu'elle porta dans les rangs ennemis fut d'un grand secours.

[1] La voici : « L'armée se mettra incessamment en marche par la droite, sur deux lignes; elle passera le Strigau; la cavalerie se mettra en bataille vis-à-vis la gauche de l'ennemi, du côté de Pilgramshain. Le corps de Du Moulin couvrira sa droite; la droite de l'infanterie se formera à la gauche de la cavalerie, vis-à-vis des taillis de Ronstock; la cavalerie de la gauche s'appuiera au ruisseau de Strigau, bien en avant de la ville de ce nom. Les dix escadrons de dragons et vingt de hussards qui composent la réserve se porteront derrière le centre de la seconde ligne, pour être employés où il sera besoin. Un régiment de hussards se formera, en troisième ligne, à chaque aile de cavalerie, pour en couvrir le flanc ou pour servir à la poursuite. La cavalerie chargera impétueusement l'ennemi, l'épée à la main; elle ne fera point de prisonniers dans la chaleur de l'action; elle portera ses coups au visage. Après avoir renversé et dispersé la cavalerie contre laquelle

En effet, le duc de Weissenfels, s'avançant, avec toutes les forces saxonnes, pour soutenir l'avant-garde qui devait prendre Strigau, reçut cette canonnade. En même temps, l'aile droite de la cavalerie prussienne se forma sous la batterie, les gardes du corps se liant à droite avec la division Du Moulin, et la gauche des escadrons appuyant aux bouquets de bois de Ronstock. Après deux charges consécutives, les Prussiens culbutèrent la cavalerie saxonne qui s'enfuit à vau-de-route ; et les deux bataillons d'infanterie qui, au commencement de l'action, s'étaient présentés devant Du Moulin, furent taillés en pièces par les gardes du corps. 1745

Alors les grenadiers prussiens, avec le régiment d'Anhalt, attaquèrent l'infanterie saxonne dans ces bouquets de bois, où elle commençait à se former, et, l'ayant poussée et délogée d'une digue où elle cherchait à se reformer, ils traversèrent un étang pour attaquer la seconde ligne sur un terrain marécageux : ce combat, plus meurtrier que le premier, ne fut pas plus long. Nouvelle fuite des Saxons : vainement leurs généraux

elle aura choqué, elle retournera sur l'infanterie ennemie, et la prendra en flanc ou à dos, selon que l'occasion s'en présentera. L'infanterie prussienne marchera à grands pas à l'ennemi. Pour peu que les circonstances le permettent, elle fondra sur lui à la baïonnette; s'il faut charger, elle ne tirera qu'à cent cinquante pas. Si les généraux trouvent sur les ailes ou devant le front de l'ennemi quelques villages qu'il n'ait pas garnis, ils les occuperont et les borderont extérieurement d'infanterie, pour s'en servir à le prendre en flanc ; mais ils ne placeront de troupes ni dans les maisons ni dans les jardins, pour que rien ne les gêne et ne les empêche de poursuivre ceux qu'ils auront vaincus. »

1745 rallient quelques bataillons, en forme de triangle, sur une hauteur, pour couvrir leur retraite; la cavalerie prussienne de la droite, déjà victorieuse, se présente sur leur flanc, en même temps que l'infanterie débouche du bois pour les assaillir. Kalckstein, arrivant avec quelques troupes de la seconde ligne, déborde de beaucoup les Saxons, qui, sans attendre l'attaque, s'enfuient. Tout le corps saxon était donc battu avant que la gauche de l'armée fût entièrement formée.

On n'avait pas manqué d'avertir le prince Charles, à Hausdorf, du feu d'artillerie et de mousqueterie qu'on entendait; préoccupé de l'idée que c'étaient les Saxons qui attaquaient Strigau, il n'en tint aucun compte. Mais bientôt il apprit leur déroute. Alors, s'habillant à la hâte, il ordonna à l'armée d'avancer.

Les Autrichiens marchaient donc, à pas comptés, entre le ruisseau de Strigau et les bouquets de Ronstock, dans une vaste plaine coupée seulement par des fossés qui séparent les propriétés.

Mais le margrave Charles et le prince de Prusse observaient l'ennemi : dès qu'ils furent à portée, ils le chargèrent vivement et le firent plier. Dans cet instant critique, les grenadiers autrichiens surent tirer bon parti des fossés : peut-être même eussent-ils pu mettre de l'ordre dans leur retraite, si deux fois le régiment des gardes ne les eût chassés à coups de baïonnettes.

Comme il n'y avait plus d'ennemis devant la droite, Frédéric lui fit faire un quart de conversion pour se porter sur le flanc gauche et derrière les Autrichiens.



Ce mouvement fut un peu embarrassé, les troupes ayant eu quelque peine à traverser les bois et les marais de Ronstock; lorsqu'elles en sortirent pour attaquer l'ennemi, la gauche des Prussiens avait déjà gagné un terrain considérable. Mais la cavalerie de cette gauche venait d'éprouver un contre-temps : à peine le général Kiau, avec sa brigade de dix escadrons, avait-il passé le pont du ruisseau de Strigau, que ce pont se rompit; sans hésiter, Kiau attaque la cavalerie ennemie; bientôt le général de Ziéthen le joint avec la réserve, culbute tout ce qui veut résister, et donne à M. de Nassau, qui commandait cette gauche, le temps de la faire passer à gué. 1745

Dès que Nassau eut formé son aile, il se précipita impétueusement sur ce qu'il y avait encore de cavalerie ennemie devant lui, et la mit en déroute. Le général Polenz contribua beaucoup à ce succès; avec son infanterie, il s'était glissé dans le village de Fregebeutel, d'où il enfilait la cavalerie autrichienne. Quelques décharges, reçues en flanc, la troublèrent et préparèrent sa défaite. M. de Gesler, qui commandait la seconde ligne, voyant qu'il ne restait plus là rien de bien glorieux à faire, se retourna vers l'infanterie prussienne; les bataillons autrichiens étaient en désordre : passant à travers les intervalles de l'infanterie, et se formant sur trois colonnes, il fondit sur eux et les tailla en pièces; les dragons de Bareith se couvrirent de gloire.

Dans le même moment, la droite des Prussiens se portait sur le flanc du prince Charles; alors, dans ses

1745 troupes, le désordre devint complet; tout se débanda, tout fuit vers les montagnes. Les Saxons se sauvèrent par Seyffersdorff; le corps de bataille des Autrichiens, par Kauder, et leur aile par Hohen-Friedberg, où, fort heureusement pour eux, Wallis et Nadasti étaient venus couvrir leur retraite. L'armée prussienne les poursuivit jusque sur les hauteurs de Kauder, où, pour prendre quelque repos, elle s'arrêta.

Sept mille prisonniers, dont quatre généraux et deux cents officiers; soixante-seize drapeaux, sept étendards, huit paires de timbales, soixante canons, tels furent les trophées de la victoire. Quatre mille Autrichiens tués, et cinq mille blessés gisaient sur le champ de bataille. Les Prussiens eurent deux mille trois cents hommes tués ou blessés [1]. Frédéric fit donner aux blessés ennemis les mêmes soins qu'aux siens [2].

Ce fut, dit Guibert [3], une de ces batailles de grand maître, où le génie fait tout plier devant lui, qui sont gagnées, dès le début, et presque sans contestation, parce qu'il ne reste pas à l'ennemi déconcerté la possibilité de rétablir le désordre [4].

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II; — Müller, *Tableau des guerres de Frédéric le Grand*; — Grimoard, *Tableau de la vie et du règne de Frédéric*;—Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*.

[2] *Mémoires* du marquis de Valori, tome I.

[3] *Éloge du roi de Prusse*.

[4] « Les combinaisons de Frédéric pour la bataille de Hohen-Friedberg appartiennent, sans contredit, à ses plus belles opérations. On lui doit les plus grands éloges pour l'habileté avec laquelle il sut choisir sa position, afin d'attendre l'armée ennemie au débouché des gorges. On voit par la relation que l'aile gauche des ennemis, formée de Saxons,



Dans cette brillante journée, le prince Henri, à peine 1745
âgé de dix-neuf ans, et qui remplissait les fonctions d'aide de camp près du Roi, son frère, annonça ce qu'il devait être un jour sur les champs de bataille.

Le prince de Prusse ne s'y distingua pas moins. Comme il marchait, au milieu du feu, à la tête de sa brigade, le marquis de Valori, envoyé de France, qui se trouvait auprès du Roi, ne put cacher son étonnement du poste périlleux choisi par le Prince : « Ah! répondit Frédéric, où pourrait-on être mieux qu'avec de tels camarades? Et ne faut-il pas leur montrer qu'on est digne d'eux? »

Envoyé par Louis XV à Frédéric, pour lui annoncer la victoire de Fontenoy, M. La Tour était arrivé au camp prussien, à l'heure même de la bataille. « Ainsi donc, lui dit le Roi avant l'action, vous êtes venu voir à qui restera la Silésie? — Non, Sire, avait répondu l'officier, je veux seulement juger de quelle manière Votre Majesté punit ses ennemis et défend ses États. »

Après l'action, Frédéric écrivit au roi de France : « Je viens d'acquitter en Silésie la lettre de change que Votre Majesté a tirée sur moi à Fontenoy. »

était déjà accablée avant que rien ne fût disposé à la soutenir. Lorsqu'elle fut hors de combat, le centre se trouva alors attaqué de front et sur son extrême gauche par une masse de forces imposantes; et il était difficile qu'il ne fût pas battu et culbuté, dans une position à laquelle l'attaque bien combinée de la cavalerie prussienne, commandée par Gesler, vint bientôt mettre le complément. Jamais l'emploi des troupes ne présenta une application plus exacte des principes. » (Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*.)

1745 La victoire d'Hohen-Friedberg sauva la Silésie.

On ne poursuivit pas les Autrichiens avec beaucoup d'ardeur, et ce fut fort sage. En effet, la bataille, quoique courte, avait été une suite d'efforts continuels; les munitions de guerre étaient épuisées; l'arrière-garde du prince de Lorraine, composée des corps de Wallis et de Nadasti, n'avait pas combattu; ces corps occupaient les hauteurs de Hohen-Friedberg, et certes il eût été téméraire de vouloir les en déloger. Les Prussiens tenaient les hauteurs de Kauder, mais celles de Hohen-Friedberg se trouvaient à leur gauche. Pourquoi donc s'exposer, par une fougue imprudente, à perdre l'avantage obtenu par la sagesse[1] ?

C'était pour la troisième fois que le sang humain coulait dans cette querelle; ce ne fut malheureusement pas la dernière. Quand les souverains jouent des provinces, les hommes sont les jetons qui les payent. Ce mot est d'un des grands maîtres de ce jeu terrible.

Le 6 juin, l'armée se porta sur Landshut. Frédéric y était à peine arrivé, que deux mille paysans, exaspérés par la persécution, vinrent le trouver, lui demandant l'autorisation de massacrer tous les Catholiques du pays. Bien éloigné de leur accorder une permission aussi barbare : « Conformez-vous plutôt aux préceptes de l'Écriture, leur dit ce prince; bénissez ceux qui vous offensent, et priez pour ceux qui vous persécutent, afin d'hériter le royaume des cieux. » Les paysans lui répondirent qu'il avait raison, et se retirèrent. Sage-

[1] Jomini, *ibid.*



ment dirigé, le peuple ne s'écarte point des sentiments 1746
naturels à l'homme, ou ne tarde guère à y revenir; des insinuations perfides, une extrême ignorance peuvent seules l'entraîner aux excès. Telle était l'intime conviction de Frédéric : de là, durant ce règne de près d'un demi-siècle, son zèle à détruire le fanatisme, quelle que fût sa nature, sans exercer de violences contre les fanatiques; de là, ses efforts pour dissiper les ténèbres encore répandues sur quelques parties de ses États.

De Landshut, le Roi, marchant toujours, pénètre en Bohême, et campe, le 20 juillet, près de Chlum. Le prince Charles reste immobile dans le poste inattaquable de Konigsgratz.

Certes, Frédéric aurait facilement transporté la guerre en Saxe; mais c'eût été livrer la Silésie aux Autrichiens; il ne s'écarta donc point de son premier plan, qui était d'affamer les frontières de la Bohême pour empêcher l'ennemi d'y prendre ses quartiers d'hiver. La trahison d'un officier avait livré, comme on l'a vu plus haut, Kosel aux Hongrois; Nassau, détaché sur la Haute-Silésie, reprend cette place, le 5 septembre, y fait prisonnier Flandrini avec deux mille cinq cents Autrichiens, et chasse les Hongrois.

Rappeler de Dresde son ministre Cagnoni fut un des premiers soins du vainqueur, et l'envoyé du roi de Pologne à Berlin reçut l'ordre de partir; l'invasion des Saxons en Silésie n'était-elle pas une rupture ouverte?

Dans le même temps, Frédéric, attentif à ses négo-

1745 ciations avec la Grande-Bretagne, envoyait à Hanovre le jeune comte de Podewils auprès de Georges, que le ministre anglais Harrington avait accompagné dans son électorat. Plus ses relations avec la France se refroidissaient, plus le Roi sentait le besoin d'un allié puissant, capable au besoin de faciliter la paix avec la reine de Hongrie.

Il reprochait au ministère français d'avoir constamment violé le traité de Versailles, et de lui refuser toute assistance, ajoutant que la retraite du prince de Conti livrait le trône impérial au premier occupant, et que les Français avaient ainsi rompu tous les liens qui les unissaient aux princes d'Allemagne. A ces griefs venait se joindre une impérieuse considération, l'épuisement total des finances.

Déterminé par de si graves motifs, et sans se prévaloir de son récent triomphe, Frédéric fit au cabinet de Vienne, par l'entremise du roi d'Angleterre, les mêmes propositions de paix qu'auparavant. Georges II, qui sentait la nécessité d'arracher le roi de Prusse à l'alliance française, les appuya des plus énergiques représentations. Mais, malgré le désastre de Hohen-Friedberg, Marie-Thérèse ne renonçait point à l'espoir de recouvrer sa chère Silésie. La trouvant inflexible, Georges signa, à Hanovre, avec le roi de Prusse une convention secrète, basée sur la paix de Breslau. Il s'engageait à la faire garantir, lors de la paix générale, par toutes les puissances de l'Europe. De son côté, le roi de Prusse promettait de reconnaître empereur le grand-duc de Toscane.



A cette nouvelle, Marie-Thérèse ressentit un violent 1745
dépit; mais, peu de jours après, elle goûta la double satisfaction de faire asseoir près d'elle, sur le trône impérial, un époux chéri, et de porter enfin cette couronne qui, depuis trois siècles, n'était pas sortie de sa famille. L'élection du nouveau chef de l'Empire, sous le nom de François Ier, eut lieu à Francfort, le 13 septembre.

Bien qu'il eût protesté, ainsi que l'électeur palatin, contre la Diète impériale de Francfort, Frédéric crut devoir garder le silence après l'élection de François, par deux raisons : d'abord, annuler ce qu'on venait de faire n'était pas possible; et, de plus, en ne reconnaissant l'Empereur qu'à la paix générale, il s'en ferait un mérite bien grand alors, et dont on ne lui eût tenu aucun compte dans le moment.

Impératrice, Marie-Thérèse fut plus loin que jamais d'accéder à la convention de Hanovre. Le roi de Pologne s'y refusait également; ce prince, qui voyait une communication commode de la Saxe en Pologne par la Silésie, tournait des regards d'envie vers le duché de Glogau; or, la guerre seule pouvait lui donner cette proie. Néanmoins, comme le roi d'Angleterre répétait sans cesse à Frédéric qu'il parviendrait à changer les dispositions du monarque polonais, l'expédition de Saxe fut suspendue. Quant à l'Impératrice-Reine, Frédéric résolut de la forcer une seconde fois à la paix par des triomphes.

Cependant, le manque de vivres et la saison avancée le contraignent de se rapprocher de la Silésie; d'un

1745 camp à l'autre, il se replie jusqu'à Staudenz. Les grands détachements, nécessaires pour couvrir les convois de la Silésie, ont diminué son armée, réduite à vingt-six mille hommes. Le prince Charles, qui en a soixante mille, veut profiter de sa supériorité, et forme le projet de l'attaquer. Quittant son camp de Jaromirtz, il avance vers Konigshoff, et couvre sa marche par une nuée de troupes légères qui enveloppent le camp prussien. Frédéric, averti du mouvement des Autrichiens, envoie, pour les reconnaître, le général Katzler, qui revient, pendant la nuit, sans avoir rien découvert que de simples partis.

Les troupes reçurent l'ordre de se mettre en mouvement, le lendemain, 30 septembre, à dix heures. Vers quatre heures du matin, tandis que le Roi avait auprès de lui les généraux du jour pour leur dicter les dispositions de la marche, un officier vint l'avertir que les grands-gardes de la droite du camp découvraient une longue ligne de cavalerie, et, qu'à en juger par l'étendue de la poussière, ce devait être toute l'armée ennemie.

Un moment après, quelques officiers rapportèrent que plusieurs corps autrichiens commençaient à se déployer vers la droite du camp.

Sur ces nouvelles, après avoir ordonné aux troupes de prendre incessamment les armes, Frédéric alla aux grands-gardes, voulant juger, par ses propres yeux, de l'état des choses et du parti à prendre.

Maintenant, pour avoir une juste idée de la bataille de Sorr, il faut se représenter exactement le terrain

sur lequel elle se donna. Dans la position où se trou- 1745
vait l'armée avant la bataille, sa droite s'appuyait à un petit bois gardé par un bataillon de grenadiers, et le village de Burckersdorff était sur le flanc droit, s'étendant de Prusenitz au chemin de Trautenau; Burckersdorff n'était point occupé parce qu'il est situé dans un bas-fond, et que les maisons en sont isolées : ce ravin, se prolongeant jusqu'à l'extrémité de la droite, séparait le camp d'une hauteur assez élevée qui s'étendait du chemin de Burckersdorff à Prusenitz, et sur laquelle on avait placé les hussards et les gardes du camp. Le front de l'armée était couvert par le village de Standentz, au delà duquel régnaient des montagnes et des bois reliés à la grande forêt de Kœnigs-Sylva. La gauche de la petite armée prussienne s'appuyait à un ravin impraticable. Deux chemins menaient à Trautenau; l'un, laissant Burckersdorff à gauche, suivait un petit défilé, et traversait ensuite une plaine; l'autre, partant de la gauche de l'armée, passait par une vallée sillonnée de défilés et par le village de Rudersdorff, et conduisait à Trautenau plutôt par des sentiers que par une route battue.

Quand le Roi arriva à ses grands-gardes, il vit que les Autrichiens commençaient à se former, et jugea plus téméraire de se retirer, à travers des défilés, devant une armée si près de lui, que de l'attaquer malgré l'extrême infériorité du nombre. Par une appréciation contraire, le prince de Lorraine avait bien compté que Frédéric se déciderait à la retraite; faisant sa disposition en conséquence, il voulait engager

1745 une affaire d'arrière-garde, sûr d'avance du succès. Mais, sans balancer, Frédéric résolut de l'attaquer : ne valait-il pas mieux être écrasé en vendant chèrement sa vie, que de succomber dans une retraite sans gloire, ou plutôt dans une fuite honteuse?

Quelque danger qu'il y ait à manœuvrer en présence d'un ennemi déjà rangé en bataille, les Prussiens, pour opposer un front parallèle, font un quart de conversion à droite, opération délicate exécutée avec autant d'ordre que de célérité. Mais Frédéric ne peut présenter qu'une seule ligne aux Autrichiens qui, eux, sont sur trois de profondeur; encore a-t-il fallu exécuter ce déploiement sous le feu de 28 pièces de canon, disposées en deux batteries, et d'un bon nombre de grenades lancées parmi la cavalerie. Mais rien ne déconcerte les Prussiens; nul soldat n'est accessible à la crainte, nul ne quitte son rang.

Cependant, quelle que soit la promptitude à se former ainsi, la droite reste exposée, près d'une demi-heure, au canon de l'ennemi, avant que la gauche soit entièrement sortie du camp. Une fois le mouvement terminé, le maréchal de Buddenbrock, sur l'ordre qu'il en reçoit, attaque vivement avec la cavalerie. Les Autrichiens avaient mal choisi leur emplacement; la cavalerie, avec une espèce de précipice derrière elle, était sur trois lignes qui, faute de terrain, manquaient de la distance convenable; à peine comptait-on, entre chaque ligne, vingt pas d'intervalle.

Selon leur usage, ils tirent de la carabine; mais, n'ayant pas le temps de mettre l'épée à la main, ils

sont culbutés, partie dans le ravin qu'ils ont derrière 1745
eux, partie sur leur propre infanterie ; et ce désordre était inévitable, car la première ligne renversée devait nécessairement se jeter sur la seconde ; celle-là, sur la troisième ; point d'espace, en effet, où ces 50 escadrons pussent se reformer.

Animée par ce succès, la première brigade d'infanterie de la droite des Prussiens se hâte trop d'attaquer les batteries autrichiennes signalées plus haut ; en un moment, 28 canons chargés à mitraille éclaircissent les rangs des assaillants, et les font plier. Heureusement que cinq bataillons, formant toute la réserve, arrivent : ceux qui avaient été repoussés se reforment auprès d'eux, et, d'un commun effort, ces dix bataillons emportent la hauteur et la batterie ; action d'éclat due en grande partie à MM. de Bonin, lieutenant-général, et de Grist, colonel.

Alors apparut une grosse colonne d'ennemis ; venant de leur droite, elle descendait des hauteurs pour s'emparer de Burckersdorff. Le Roi la prévint, en bordant ce village d'un bataillon de Kalckstein ; et, pour couvrir ce bataillon, on mit le feu aux maisons les plus éloignées vers la gauche, pendant que l'infanterie de la gauche se formait derrière. Ce bataillon fit un feu de peloton contre l'ennemi, comme il l'eût fait sur un champ d'exercice ; la colonne se retira en fuyant.

Dès lors, la cavalerie de la droite des Prussiens devient inutile sur le point qu'elle occupe à cause du précipice où elle a jeté les Autrichiens. On laisse donc les cuirassiers de Buddenbrock et quelques hussards

1745 pour suivre l'infanterie de cette aile en seconde ligne. Les gendarmes, les régiments prince de Prusse, Rottembourg et Kiau, formant 20 escadrons, sont portés à la gauche de l'armée, afin d'y renforcer cette aile, tandis que l'infanterie de la droite prend celle de l'ennemi en flanc, et la mène devant elle, tambour battant, en la faisant replier sur l'extrémité opposée (la droite des Autrichiens). Les gardes qui sont au centre de la ligne, conduites par le prince Ferdinand de Brunswick, attaquent une hauteur escarpée et boisée que les ennemis tenaient encore, et l'emportent. Circonstance singulière! le prince Louis de Brunswick la défendait contre son frère Ferdinand.

Cependant, comme le terrain n'offrait alternativement que ravins et hauteurs, de nouveaux combats s'engageaient sans cesse, car les Autrichiens tâchaient bravement de se rallier dans toutes les positions; mais, repoussés à plusieurs reprises, la confusion devint générale, et à la retraite succéda la fuite. La campagne était couverte de soldats débandés, cavaliers et fantassins, pêle-mêle.

Tandis que l'armée prussienne victorieuse poursuivait, à grands pas, les vaincus, les cuirassiers de Bornstedt, qui combattaient à la gauche, enveloppèrent le régiment de Ramnitz et un bataillon de Collowrath, prirent dix drapeaux, et firent 1,700 prisonniers. Quant au reste de la cavalerie de la gauche, il ne put atteindre la cavalerie autrichienne qui, évitant de s'engager, se retira, en assez bon ordre, dans la forêt de Sylva.

Frédéric arrêta la poursuite au village de Soor, en

arrière duquel se trouve cette forêt. S'y engager, c'eût 1745
été compromettre mal à propos tous les avantages qu'on venait d'obtenir. N'était-ce pas assez qu'un corps de 18,000 hommes en eût battu plus de 40,000? Les Prussiens perdirent 3,000 hommes hors de combat; parmi les morts, le prince Albert de Brunswick, le général Blanckensie; les colonels Bredow, Blanckembourg, Bolina, Ledebour; les lieutenants-colonels Lange et Wedel des gardes. La perte des Autrichiens fut de vingt-deux canons, dix drapeaux, deux étendards, 2,000 et quelques prisonniers, 6,000 tués ou blessés.

Au premier bruit du canon, le lieutenant-général Lehwald, posté avec un corps détaché près de Trautenau, avait volé au secours du Roi, se dirigeant de manière à renforcer son aile droite; mais il arriva trop tard : tout était fini.

Moins de zèle, moins de dévouement animait les officiers du prince Charles. En effet, les généraux Nadasti et Desoffi, soutenus des colonels Trenck et Franquini, avaient reçu ordre d'assaillir, avec leurs troupes légères, le camp prussien en face, en queue et sur l'aile gauche, tandis que le prince l'attaquerait sur l'aile droite. Mais, au lieu d'obéir, ils s'amusèrent à piller les bagages que le major-général prussien Schichting couvrait seulement avec cinq bataillons. Cette perte fut d'autant moins sensible au vainqueur, qu'il s'était vu ainsi débarrassé d'une masse redoutable d'ennemis. « Tant mieux, s'était écrié Frédéric en apprenant ce pillage pendant la bataille, ils ne viendront pas nous interrompre ! »

1745 Rentré au camp, il ne trouva même plus de plumes ni d'encre, et ce fut au crayon qu'il écrivit ce peu de mots à son ministre à Breslau : « J'ai battu les Autrichiens; j'ai fait des prisonniers. Qu'on chante un *Te Deum*. »

Toujours malheureux, le prince Charles regagna son camp de Konigshoff. Le plan de bataille conçu par lui, ou par Franquini, auquel d'autres l'attribuent, était sage; mais l'exécution en fut vicieuse[1].

Soor est une des plus glorieuses batailles de Frédéric.

Après avoir campé, *par honneur*[2], cinq jours sur le champ de bataille, il ramena ses troupes à Trautenau. A la vue d'une armée deux fois victorieuse, se retirant devant l'armée vaincue, sans recueillir immédiatement aucun fruit de ses triomphes, on s'étonnera peut-être. Mais Frédéric songeait aux montagnes dont la Bohême est entourée, aux gorges qui la séparent de la Silésie, à la difficulté des vivres, à la supériorité des ennemis en troupes légères, à l'affaiblissement de son armée, à la saison déjà avancée; ces motifs le décidèrent.

Quittant donc la Bohême, il alla prendre ses quartiers d'hiver en Silésie, non sans avoir éprouvé quelques pertes en repassant les montagnes. Là, le Roi remit le commandement des troupes au prince Léopold d'Anhalt-Dessau, en lui enjoignant de ne les point séparer avant d'avoir reçu de nouveaux ordres. Cette précaution devenait nécessaire; car le prince Charles avait

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome I.
[2] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II.

divisé son armée en trois corps. Frédéric, lui supposant 1745
l'intention de les étendre plus tard, dès que la saison des opérations militaires le permettrait, disposa tout de manière à rassembler, au besoin, ses forces en un moment, et, le 28 octobre, il arriva à Berlin.

En Italie, la campagne avait bien commencé pour les armées combinées de France, d'Espagne et de Naples : au Midi, le général espagnol, comte de Gages, remporta plusieurs avantages; au Nord, le maréchal de Maillebois et l'infant don Philippe, après avoir pénétré dans les États du roi de Sardaigne, par Gênes qui se déclara en leur faveur, opérèrent leur jonction avec de Gages, commandant l'armée hispano-napolitaine, et livrèrent bataille, près de Rossignago, aux Autrichiens et aux Sardes, commandés par le comte de Schulembourg et le roi Charles-Emmanuel en personne. Vainqueurs, les Français et les Espagnols eurent bientôt soumis Casal, Asti, Lodi, Milan. A la fin de la campagne, grâce à l'habile de Gages, les Espagnols occupaient la plus grande partie de la Lombardie et du Piémont.

En Flandre, les alliés de Frédéric n'avaient pas été moins heureux qu'en Italie, et Louis XV était rentré à Paris couvert des lauriers que le maréchal de Saxe venait de lui moissonner.

Vers l'ouest de l'Allemagne, les armées françaises n'eurent ni le même bonheur ni la même gloire.

Deux mois avant le retour du Roi à Berlin, le 26 août, le cabinet prussien avait conclu avec l'Angleterre la convention de Hanovre.

1745 Rentré au camp, il ne trouva même plus de plumes ni d'encre, et ce fut au crayon qu'il écrivit ce peu de mots à son ministre à Breslau : « J'ai battu les Autrichiens ; j'ai fait des prisonniers. Qu'on chante un *Te Deum*. »

Toujours malheureux, le prince Charles regagna son camp de Konigshoff. Le plan de bataille conçu par lui, ou par Franquini, auquel d'autres l'attribuent, était sage ; mais l'exécution en fut vicieuse[1].

Soor est une des plus glorieuses batailles de Frédéric.

Après avoir campé, *par honneur*[2], cinq jours sur le champ de bataille, il ramena ses troupes à Trautenau. A la vue d'une armée deux fois victorieuse, se retirant devant l'armée vaincue, sans recueillir immédiatement aucun fruit de ses triomphes, on s'étonnera peut-être. Mais Frédéric songeait aux montagnes dont la Bohême est entourée, aux gorges qui la séparent de la Silésie, à la difficulté des vivres, à la supériorité des ennemis en troupes légères, à l'affaiblissement de son armée, à la saison déjà avancée ; ces motifs le décidèrent.

Quittant donc la Bohême, il alla prendre ses quartiers d'hiver en Silésie, non sans avoir éprouvé quelques pertes en repassant les montagnes. Là, le Roi remit le commandement des troupes au prince Léopold d'Anhalt-Dessau, en lui enjoignant de ne les point séparer avant d'avoir reçu de nouveaux ordres. Cette précaution devenait nécessaire ; car le prince Charles avait

[1] Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tome I.

[2] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II.



divisé son armée en trois corps. Frédéric, lui supposant 1745
l'intention de les étendre plus tard, dès que la saison des opérations militaires le permettrait, disposa tout de manière à rassembler, au besoin, ses forces en un moment, et, le 28 octobre, il arriva à Berlin.

En Italie, la campagne avait bien commencé pour les armées combinées de France, d'Espagne et de Naples : au Midi, le général espagnol, comte de Gages, remporta plusieurs avantages; au Nord, le maréchal de Maillebois et l'infant don Philippe, après avoir pénétré dans les États du roi de Sardaigne, par Gênes qui se déclara en leur faveur, opérèrent leur jonction avec de Gages, commandant l'armée hispano-napolitaine, et livrèrent bataille, près de Rossignago, aux Autrichiens et aux Sardes, commandés par le comte de Schulembourg et le roi Charles-Emmanuel en personne. Vainqueurs, les Français et les Espagnols eurent bientôt soumis Casal, Asti, Lodi, Milan. A la fin de la campagne, grâce à l'habile de Gages, les Espagnols occupaient la plus grande partie de la Lombardie et du Piémont.

En Flandre, les alliés de Frédéric n'avaient pas été moins heureux qu'en Italie, et Louis XV était rentré à Paris couvert des lauriers que le maréchal de Saxe venait de lui moissonner.

Vers l'ouest de l'Allemagne, les armées françaises n'eurent ni le même bonheur ni la même gloire.

Deux mois avant le retour du Roi à Berlin, le 26 août, le cabinet prussien avait conclu avec l'Angleterre la convention de Hanovre.



1745 Il était temps que Frédéric vînt imprimer à ses négociations une énergie nouvelle; des circonstances, compliquées non moins qu'imprévues, allaient rembrunir encore l'horizon politique. Tout semblait condamner ce monarque à la guerre. A peine tranquille du côté de la Grande-Bretagne, il songeait aux heureuses conséquences du traité de Hanovre, quand l'aventureuse expédition du prince Édouard en Écosse rappela Georges dans son royaume; c'était l'ouvrage de la France, armant ainsi l'Angleterre contre l'Angleterre. Louis XV lui dut une partie de ses avantages en Flandre et en Brabant, la nécessité ayant contraint Georges à retirer ses troupes de ces deux pays. Nous reviendrons bientôt sur ce dernier épisode de la vie politique des Stuarts.

Mais une autre inquiétude préoccupait Frédéric : il craignait que la convention de Hanovre n'irritât la France, son unique alliée, la France déjà mal disposée à son égard. En effet, ce traité, tenu secret jusqu'alors, n'était plus un mystère; les Autrichiens et les Saxons avaient pris soin de le divulguer.

L'avenir ne se présentait donc à ses yeux que sous de tristes couleurs, lorsqu'il découvrit un danger plus menaçant encore : c'était le projet de le surprendre, cet hiver même, au sein de sa capitale. Voici comment il en fut informé : le mariage de la princesse Ulrique avec le prince de Suède avait favorablement disposé la cour de Stockholm pour les Prussiens, et MM. de Rudenschild et Wolfenstirna, ministres suédois, l'un à Berlin, l'autre à Dresde, portaient au monarque prus-



sien un attachement sincère. Un jour que Wolfenstirna 1745
faisait, au jeu de la cour, la partie du comte de Brulh, ce premier ministre, dépositaire des secrets de son maître, manqua de discrétion; Wolfenstirna découvrit, sans peine, le plan des cours de Vienne et de Dresde. Aussitôt il en avertit Rudenschild, qui s'empressa de tout révéler au Roi; c'était le 8 novembre, jour où l'on suspendait dans les églises, au milieu des pompes religieuses et des acclamations de la multitude, les trophées de Friedberg et de Soor. Marie-Thérèse espérait frapper ainsi un coup décisif. Voilà pourquoi les cours de Vienne et de Dresde refusaient si obstinément toute adhésion aux intentions pacifiques du roi d'Angleterre. Quant aux moyens d'exécution, trois armées devaient s'avancer, l'une par la Lusace, dans la Marche de Brandebourg, sous les ordres du prince Charles de Lorraine; l'autre, sur la Silésie; la dernière, réunie aux Saxons, sur Berlin. Déjà le lieutenant-général comte de Grun amenait, des bords du Rhin en Saxe, dix mille Autrichiens[1].

Dans ces conjonctures, on reçut l'offre d'une médiation singulière. Le Grand-Visir écrivit à toutes les cours chrétiennes qui étaient en guerre, les exhortant, au nom de l'humanité, à déposer les armes, leur proposant même l'intervention de son maître, Mahomet V, « le trésor de Dieu, et le modèle de la majesté d'Alexandre le Grand. » Cette louable démarche n'obtint d'autre résultat que la remarque de l'abbé de Ville, ministre

[1] Müller, *Tableau des guerres de Frédéric le Grand.*



1745 français à La Haye : « Avouez, dit-il au pensionnaire Fagel, que le Grand-Turc a des sentiments vraiment chrétiens. — Oui, répondit Fagel, mais il y a des pays où, en voulant passer pour *très*-chrétien, on ne cesse d'agir comme des Turcs. »

L'orage s'amoncelait sur la Prusse; la moindre hésitation eût été funeste : Frédéric nomme le vieux prince d'Anhalt au commandement de l'armée qui s'assemblait à Halle; il fait annoncer aux cours étrangères, par le comte de Podewils, les actifs complots de ses ennemis, sa ferme volonté de les prévenir.

Malheureusement, le trésor était épuisé; les revenus de la Silésie ne s'étant pas perçus comme en temps de paix, les deux tiers avaient manqué; le gouvernement ne savait où trouver des fonds pour continuer la guerre.

A tant de périls vient bientôt s'en joindre un nouveau. L'envoyé russe déclare que, si la Prusse attaque l'électorat de Saxe, l'Impératrice sera obligée, aux termes de son alliance avec le roi de Pologne, d'envoyer à ce prince un contingent de troupes. Il fallait à cette notification une réponse énergique et mesurée. Protestant donc de ses intentions pacifiques à l'égard de tous ses voisins, « si quelqu'un d'eux, ajoute Frédéric, couve des desseins pernicieux contre mes États, nulle puissance de l'Europe ne m'empêchera de me défendre et de le confondre. Je ne veux rien du roi de Pologne que le châtier dans son électorat, et lui faire signer un acte de repentir dans sa capitale. »

L'alarme s'était répandue dans Berlin; on eût dit que les bataillons ennemis l'envahissaient déjà. Les prépa-

ratifs de défense, même les mieux combinés, sont toujours effrayants pour ces grandes masses d'individus presque tous étrangers au métier des armes, et qui, n'ayant jamais vu de près le danger, l'aggravent par la peur. A plus forte raison, dans les circonstances actuelles, cette fâcheuse influence était-elle puissante; car on savait que le général de Haake, dans l'impossibilité de défendre, avec sa garnison de cinq mille hommes, une telle circonférence, n'attendrait point l'ennemi, mais marcherait au-devant de lui, et tenterait les chances d'un combat[1]. 1745

En faisant tout pour la victoire, il fallait aussi prévoir la défaite; Frédéric ordonna les dispositions éventuellement nécessaires pour la translation de la famille royale, des archives et des conseils suprêmes à Stettin. En même temps, il rappelait à Louis XV la teneur des traités, pressant l'envoi de secours plus indispensables que jamais.

Déterminé à agir offensivement, le Roi partit pour la Silésie, le 10 novembre; Berlin était dans la consternation, ses ennemis dans la joie, toute l'Europe attentive aux résultats de cette campagne d'hiver.

Forte de trente mille vieux soldats d'élite, l'armée du prince Léopold cantonnait le long du Bober, entre Buntzlau et Loëwemberg; sentant tout le prix du temps, Frédéric se met, le 22, en mouvement; le 23, il est à Naumbourg sur la Queiss.

Passer la Queiss, pénétrer en Saxe, tromper le prince

[1] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II.



1746 Charles, en lui faisant croire, par d'habiles manœuvres, qu'il se retirait en Silésie pour couvrir la Moravie; mettre en déroute, près de Gros-Hennersdorff, trois régiments de cuirassiers saxons et un régiment d'infanterie de Saxe-Gotha; s'emparer de la garnison, des magasins et de la place de Gœrlitz, y établir son quartier-général, cinq jours suffirent à tout. Après cet échec, le prince Charles rentra en Bohême, sans magasins, sans bagages, affaibli par la perte de cinq mille hommes.

Effrayé de l'approche des Prussiens, le roi de Pologne abandonne Dresde, et se réfugie à Prague.

De son côté, Nassau ayant quitté la Haute-Silésie, marcha vers Landshut pour s'opposer à l'invasion de Hohenems. Secondé de Winterfeld, il termina si heureusement cette expédition, qu'en moins de vingt-quatre heures il ne restait plus un Autrichien en Silésie. Mais le prince Charles, rentré en Bohême, le 27 novembre, par Gabel, ne renonce pas à son projet : il veut revenir dans la Saxe par Aussig et Péterwald; Frédéric écrit au prince d'Anhalt : « J'ai frappé mon coup en Lusace, frappez le vôtre à Leipsick, nous nous reverrons à Dresde. » C'est le style de César.

Quand ces nouvelles arrivèrent à Dresde, la consternation y fut extrême; loin de songer encore à marcher sur Berlin, on ne pensa plus qu'à se défendre.

Frédéric, qui voulait arrêter l'effusion du sang, et terminer cette guerre avant l'intervention armée de la Russie, offrit la paix au roi de Pologne, avec l'oubli

du passé, et la convention de Hanovre pour base de cette réconciliation[1]. 1745

M. de Villiers[2], ministre d'Angleterre près la cour de Saxe, fut chargé de faire entendre ces propositions à Auguste; il y joignit les instances les plus pressantes. Mais, selon l'habitude des hommes faibles, ce monarque répondit avec hauteur, et refusa.

Cependant, le prince d'Anhalt allait changer ces dispositions superbes. Ce vieux guerrier, qui passait pour le meilleur général d'infanterie de son temps, voulut répondre par une victoire à l'héroïque billet de son roi.

Pour empêcher la jonction de la grande armée du prince Charles, déjà campée entre Pirna et Plauen, avec le corps saxon de Rutowski, il devenait urgent d'agir.

[1] Quels motifs le déterminèrent à déployer ce caractère de modération? les voici; il les explique lui-même : « Premièrement, il soutenait les principes de désintéressement qu'il avait annoncés dans des manifestes de l'année 1744 et 1745; s'il avait extorqué quelque cession au roi de Pologne, il aurait confondu les intérêts de ce prince avec ceux des Autrichiens, et serait devenu l'artisan d'une union que la bonne politique exigeait qu'il tâchât de dissoudre. Ensuite, l'Europe n'était que trop jalouse de l'acquisition que le Roi avait faite de la Silésie; il fallait effacer ces impressions, et non les renouveler. Ajoutez encore que le moyen le plus court de parvenir à la paix était de rétablir l'ordre des possessions sur le pied où elles étaient avant la dernière guerre. Comme les conditions proposées n'étaient ni dures ni onéreuses, elles pouvaient procurer une paix d'autant plus stable, qu'elle ne laissait aucune semence ni d'animosité ni de jalousie. Ces principes servirent de loi; et l'on verra dans la suite que, malgré les succès qui couronnèrent les entreprises de ce prince, il ne s'en départit jamais. » (Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II.)

[2] L'un des fils cadets de Guillaume, deuxième comte de Jersey; il fut fait, dans la suite, lord Hyde, de Hindon, et comte de Clarendon.

1745 Le 15 décembre donc, sans attendre Frédéric, d'Anhalt marche droit à l'ennemi, et attaque, derrière Wilsdruf, un poste avancé qui se retire sur Kesselsdorff. Les Saxons étaient postés près de ce village, ayant, à leur droite, les dix mille auxiliaires autrichiens du général Grun ; trente gros canons couvraient la gauche de Rutowski, et cinquante pièces de divers calibres, son centre ; c'est sous leur feu que le prince range son armée en bataille, parallèlement à celle de l'ennemi : il a déjà vu que de la prise de Kesselsdorff dépend le succès de la journée. Trois bataillons de grenadiers et le régiment d'Anhalt engagent l'action par une attaque sur le village que défendent tous les grenadiers saxons. Mais le feu meurtrier du canon ennemi force les Prussiens à abandonner une hauteur couverte de glace dont ils s'étaient emparés. Se ralliant bientôt, ils reviennent à la charge, et sont repoussés de nouveau avec grande perte.

Alors les grenadiers saxons s'élancent de Kesselsdorff à leur poursuite. Mais, dès qu'ils paraissent, les dragons prussiens de Boain fondent sur eux, les repoussent et les contraignent à regagner, en désordre, leur premier poste. Le lieutenant général Lehwald, que, par une heureuse prévoyance, le Roi venait d'envoyer de la Lusace en avant, avec dix mille hommes, et qui conduit l'aile droite de l'infanterie, les serre de près, enlève leurs batteries, s'empare des hauteurs de Kesselsdorff, et, par ce mouvement, tourne le flanc de l'ennemi qui, enfilé, dans toute l'étendue de son front, par le feu des Prussiens, est mis en pleine déroute.

En même temps, le prince d'Anhalt, traversant, avec

neuf bataillons de l'aile gauche, un ravin profond, enfonce la droite des Saxons. Ces braves résistent vaillamment; mais, forcés enfin de fuir vers Dresde, ils rejoignent le prince Charles, et se sauvent avec lui jusqu'en Bohême. 1745

Sans avoir pris la moindre part à la bataille, le général Grun suit la même route, et l'armée victorieuse s'établit, à l'entrée de la nuit, entre Lenteritz et Franken.

Les Prussiens avaient trois mille hommes hors de combat; les Saxons, quatre mille cinq cents tués ou blessés, et cinq généraux, trois cents officiers, cinq mille soldats prisonniers; de plus, ils perdirent quarante-huit canons et huit drapeaux. Cette journée terminait glorieusement la longue carrière militaire d'Anhalt.

Cependant, arrivé à Meissen, le Roi y lisait une dépêche de Villiers, quand on vint l'avertir que, du côté de Dresde, tout le ciel semblait en feu, et qu'on entendait une violente canonnade. Se doutant bien que le prince était engagé avec l'ennemi, il ordonna aussitôt à la cavalerie de seller, et à l'infanterie de prendre les armes, résolu, en cas d'échec du prince, à voler, avec toutes ses forces, au-devant des troupes battues, à mettre celles-ci en seconde ligne, sa propre armée dans la première, à attaquer de nouveau, et à vaincre à tout prix. Mais son vieux général lui en épargna la peine.

Passant l'Elbe, le 16, il marche sur Wilsdruf, avec son infanterie. Le lendemain, il rejoint le prince d'Anhalt sous les murs de la capitale saxonne qui, le 18, ouvrit ses portes aux vainqueurs?

« Ils se revoyaient à Dresde! »

1745 Dès son entrée dans cette ville, le Roi alla rendre visite aux enfants d'Auguste, laissa à leurs ordres la garde du château, et eut pour eux toutes les attentions qu'on devait attendre de l'homme le plus poli de son siècle[1].

Les troupes observèrent une discipline irréprochable, « afin que ce pays voisin et malheureux ne se ressentît que légèrement des fléaux d'une guerre dont le peuple était innocent[2]. » Dans les églises, on chanta des *Te Deum*, au bruit de l'artillerie de la ville. Le roi de Prusse fit ouvrir les boutiques qu'on avait fermées, et donna à dîner à tous les ministres étrangers. Le soir, au théâtre, fut joué l'opéra d'*Arminius*, cet opéra où, sous le voile transparent de l'allusion, le faible Auguste était célébré comme le sauveur de l'Allemagne. Pendant la dernière guerre, Brulh avait imaginé cette inconcevable flatterie, comme auparavant, à propos de la disgrâce du comte de Sulkoswsky et des prétendus crimes que le Roi lui pardonna, il avait fait représenter la *Clémence de Titus*. C'est ainsi qu'il enivrait son maître. En présence des Prussiens, les musiciens saxons n'osèrent cependant pas tout exécuter; le chœur :

Sulle rovine altrui
Alzar non pensi il soglio
Colui che al sol' orgoglio
Riduce ogni virtù.

fut supprimé. Les chœurs des opéras d'Auguste valaient

[1] Voltaire, *Siècle de Louis XV*.
[2] Frédéric, *Histoire de mon temps*, tome II.

les prologues des opéras de Louis XIV; mais, à côté du 1745
grand roi qu'Auguste était petit!

Frédéric voulut visiter le somptueux palais du favori: entre autres témoignages d'un luxe en démence, on y trouva soixante épées, quatre-vingts cannes, trois cent vingt-deux tabatières, cinq cent vingt-huit habits complets, six cents paires de bottes, huit cents paires de souliers, et assez d'étoffes en pièces pour habiller trois villes : toute une chambre était pleine de perruques! En y entrant, « Que de perruques, dit Frédéric, pour un homme sans tête! »

Le jour même de son entrée à Dresde, ce prince avait répondu à M. de Villiers :

« Monsieur, j'ai été fort surpris de recevoir des propositions de paix le jour d'une bataille, et j'ai été convaincu suffisamment du peu de sincérité des ministres saxons, par le retour du prince Charles de Lorraine en Saxe. La fortune, qui a secondé ma cause, me permet de qualifier ces sortes de procédés comme ils le méritent; mais, bien loin d'en profiter, j'offre encore pour la dernière fois mon amitié au roi de Pologne. Mes succès ne m'aveuglent point, et, quoique j'aie lieu d'être fier de ma situation, je suis toujours dans les sentiments de préférer la paix à la guerre. J'attends que MM. de Bulow et de Rex[1] aient leurs pleins pouvoirs, pour que le comte de Podewils, qui arrivera ce soir ou demain, puisse entrer immédiatement en conférence avec eux. D'ailleurs, je ne saurais vous cacher ma surprise de ce qu'un mi-

[1] Plénipotentiaires saxons.

1746 nistre anglais puisse jamais me conseiller de me départir d'un traité que j'ai fait avec le Roi, son maître, et que la Grande Bretagne a garanti. Vous me verrez plutôt périr, moi et toute mon armée, que de me relâcher sur le moindre mot de ce traité.

« Si la reine de Hongrie veut, une bonne fois, faire la paix, je suis prêt à la signer selon la convention de Hanovre; et, si elle le refuse, je me verrai en droit de hausser mes prétentions contre elle. Apportez-moi donc les dernières résolutions du roi de Pologne, et que je sache s'il préfère la ruine totale de son pays à sa conservation, les sentiments de la haine à ceux de l'amitié; et, en un mot, s'il aime mieux attiser l'embrasement funeste de cette guerre, que de rétablir la paix avec ses voisins et pacifier l'Allemagne. Je suis, avec toute l'estime possible, etc., etc.

« Fédéric. »

C'est au moment où tout préparait la pacification de l'Allemagne, que Frédéric reçut de Louis XV la réponse suivante à la lettre par laquelle il avait réclamé son aide avec tant d'instance :

« Monsieur mon Frère,

« Votre Majesté me confirme, dans sa lettre du 15 novembre, ce que je savais déjà de la convention de Hanovre du 26 août. J'ai dû être surpris d'un traité négocié, conclu, signé et ratifié avec un prince qui est encore mon ennemi, sans que j'en aie eu la moindre

connaissance. Je ne suis point étonné de vos refus de 1745
vous prêter à des mesures violentes et à un engagement direct et formel contre moi; mes ennemis devaient mieux connaître Votre Majesté. Je considère comme une nouvelle injure contre moi, qu'on ait osé lui faire des propositions indignes d'Elle. Je comptais sur votre diversion; j'en ai fait deux puissantes moi-même en Flandre et en Italie, pendant que j'occupais sur le Rhin la plus forte armée de la reine de Hongrie. Mes dépenses, mes efforts, ont été couronnés du plus grand succès. Votre Majesté en a fort compromis les suites par le traité qu'Elle a conclu à mon insu. Si cette princesse y avait souscrit, toute son armée de Bohême se serait tournée contre moi; ce n'est pas par de semblables moyens que la paix peut être assurée. Je n'en ressens pas moins le péril que vous courez; rien n'égalera mon impatience de vous savoir en sûreté, et votre tranquillité sera la mienne. Votre Majesté a des forces considérables sous ses ordres, Elle est la terreur de ses ennemis, sur lesquels Elle a emporté des avantages considérables et glorieux; et l'hiver, qui suspend toute opération militaire, vous aidera à vous défendre. Qui est plus capable que Votre Majesté de se donner de bons conseils à Elle-même? Elle n'a qu'à suivre ce que lui dicteront ses talents, son expérience, et, par dessus tout, son honneur. Quant aux secours, qui de ma part ne peuvent consister qu'en subsides et en diversions, j'ai donné tout ce que je pouvais, et je continuerai par tous les moyens les plus propres à assurer le succès. Je renforce mes troupes, je ne négligerai rien; je presse tout ce qui



1745 pourra pousser la campagne prochaine avec la plus grande vigueur. Si Votre Majesté a des projets qui puissent aider mes entreprises, je la prie de me les communiquer, car je me concerterai toujours de grand plaisir avec Elle. »

Frédéric fut très blessé de cette lettre, douce et polie en apparence, mais pleine d'ironie, vu les circonstances, comme si l'on était convenu de remplacer, par des épigrammes, les engagements réciproques du traité de Versailles.

Il en a fait une piquante analyse[1] :

« Dépouillons cette lettre de tout verbiage, et examinons ce qu'elle dit réellement : « Je suis très-fâché « que vous ayez conclu le traité de Hanovre sans m'en « avertir, car le prince de Lorraine reviendrait en Al- « sace, si la reine de Hongrie l'acceptait. Ne voyez-vous « pas que la guerre d'Italie et de Flandre, que je sou- « tiens, est une diversion que je fais en votre faveur? « car je n'ai nul intérêt à la conquête de la Flandre, et « l'établissement de mon gendre don Philippe en Italie « me touche peu. Conti sait si bien contenir les forces « principales de la reine de Hongrie en Allemagne, qu'il « a repassé le Rhin, et laissé faire un empereur à qui « l'a voulu; que Traun a pu détacher Grüne pour la « Saxe, et pourra le suivre avec le reste de ses troupes, « si la reine de Hongrie trouve à propos de l'employer « contre vous. J'ai fait de grandes choses pendant cette

[1] *Histoire de mon temps*, tome II.

« campagne ; on a aussi parlé de vous. Je plains la si-  1745
« tuation dangereuse où vous vous êtes mis pour l'amour
« de moi ; on n'acquiert de gloire qu'en se sacrifiant
« pour la France. Témoignez de la constance et souf-
« frez toujours ; imitez l'exemple de mes autres alliés,
« que j'ai abandonnés, à la vérité, mais auxquels j'ai
« donné l'aumône lorsqu'on les avait dépouillés de
« toutes leurs possessions. Prenez conseil de votre es-
« prit et de la présomption avec laquelle vous vous êtes
« ingéré quelquefois à me donner des avis ; vous aurez
« sans doute assez d'habileté pour vous tirer d'embar-
« ras ; d'ailleurs, le froid de l'hiver engourdira vos en-
« nemis, et ils ne pourront vous combattre. Si cepen-
« dant il vous arrivait malheur, je vous promets que
« l'Académie française fera l'oraison funèbre de votre
« empire que vos ennemis auront détruit. Votre nom
« sera placé dans le martyrologe où se trouve le nom
« des enthousiastes qui se sont perdus pour le service
« de la France, et qu'elle a daigné abandonner. Vous
« voyez que j'ai fait des diversions ; je vous ai offert
« jusqu'à un million de livres de subsides. Espérez
« beaucoup dans la belle campagne que je ferai l'été
« prochain, pour laquelle je prépare tout, dès à pré-
« sent, et comptez que je me concerterai avec vous sur
« tous les sujets où vous voudrez suivre aveuglément
« mes volontés, et vous conformer à tout ce qui s'ac-
« corde avec mes intérêts. »

Ayant lu le commentaire, on concevra avec quelle maligne joie Frédéric dut adresser au roi de France cette réponse :

1745 « Monsieur mon Frère,

« Après la lettre que j'avais écrite à Votre Majesté, en date du 15 novembre, je devais m'attendre de sa part à des secours réels. Je n'entre point dans les raisons qu'Elle peut avoir d'abandonner ses alliés aux caprices de la fortune. Pour cette fois, la valeur de mes troupes m'a tiré du pas scabreux où je me trouvais. Si le nombre de mes ennemis m'eût accablé, Votre Majesté se serait contentée de me plaindre, et j'aurais été sans ressource. Comment une alliance peut-elle subsister, si les parties contractantes ne concourent pas avec une même ardeur à leur conservation mutuelle? Votre Majesté me dit de me conseiller moi-même; je le fais, puisqu'Elle le juge à propos. La raison me dit de mettre promptement fin à une guerre qui n'a plus d'objet depuis que les troupes autrichiennes ne sont plus en Alsace, et depuis la mort de l'Empereur. Les batailles qu'on donnerait désormais ne produiraient qu'une effusion de sang inutile. La raison m'avertit de penser à ma propre sûreté et de considérer le grand armement des Russes, qui menace le royaume du côté de la Courlande ; l'armée que M. de Traun commande sur le Rhin, qui pourrait aisément refluer vers la Saxe ; l'inconstance de la fortune ; et, enfin, que dans la circonstance où je me trouve, je ne puis m'attendre à aucun secours de la part de mes alliés. Les Autrichiens et les Saxons viennent d'envoyer ici des ministres pour négocier la paix. Je n'ai donc d'autre parti à prendre que de la signer. Après m'être acquitté ainsi de mon devoir envers

l'État que je gouverne, et envers ma famille, aucun objet ne me tiendra plus à cœur que de pouvoir me rendre utile aux intérêts de Votre Majesté. Puissé-je être assez heureux pour servir d'instrument à la pacification générale! Votre Majesté ne pourra confier ses vœux à personne qui lui soit plus attaché que je ne le suis, et qui travaille, avec plus de zèle, à rétablir la concorde et la bonne intelligence entre les puissances que ces longs démêlés ont rendues ennemies. 1745

Je la prie de me conserver son amitié, qui me sera toujours précieuse, et d'être persuadée que je suis, etc., etc. »

Cependant les Autrichiens et les Saxons se trouvaient encore aux environs de Pirna, et, pour travailler plus tranquillement à la paix, il importait de les éloigner. M. de Retzow fut donc détaché avec cinq bataillons et quelque cavalerie du côté de Freyberg; ce mouvement accéléra la retraite des alliés en Bohême.

Privé de ses revenus, le roi de Pologne ne pouvait plus même solder les 15,000 hommes qui lui restaient; attendre, jusqu'au printemps, l'arrivée des Russes, c'était une chimère; tout le contraignait à un arrangement immédiat.

Sur ces entrefaites, le comte de Harrach, envoyé de l'Impératrice, arriva à Dresde : il supposait qu'exalté par le succès, Frédéric, en rehaussant ses prétentions, les rendrait excessives; bientôt désabusé, il remercia même ce prince de la bonne grâce avec laquelle il se prêtait à la négociation. Le Roi lui répondit que, la cause de la guerre s'étant éteinte avec Charles VII, ses dispo-



1745 « Monsieur mon Frère,

« Après la lettre que j'avais écrite à Votre Majesté, en date du 15 novembre, je devais m'attendre de sa part à des secours réels. Je n'entre point dans les raisons qu'Elle peut avoir d'abandonner ses alliés aux caprices de la fortune. Pour cette fois, la valeur de mes troupes m'a tiré du pas scabreux où je me trouvais. Si le nombre de mes ennemis m'eût accablé, Votre Majesté se serait contentée de me plaindre, et j'aurais été sans ressource. Comment une alliance peut-elle subsister, si les parties contractantes ne concourent pas avec une même ardeur à leur conservation mutuelle? Votre Majesté me dit de me conseiller moi-même; je le fais, puisqu'Elle le juge à propos. La raison me dit de mettre promptement fin à une guerre qui n'a plus d'objet depuis que les troupes autrichiennes ne sont plus en Alsace, et depuis la mort de l'Empereur. Les batailles qu'on donnerait désormais ne produiraient qu'une effusion de sang inutile. La raison m'avertit de penser à ma propre sûreté et de considérer le grand armement des Russes, qui menace le royaume du côté de la Courlande; l'armée que M. de Traun commande sur le Rhin, qui pourrait aisément refluer vers la Saxe; l'inconstance de la fortune; et, enfin, que dans la circonstance où je me trouve, je ne puis m'attendre à aucun secours de la part de mes alliés. Les Autrichiens et les Saxons viennent d'envoyer ici des ministres pour négocier la paix. Je n'ai donc d'autre parti à prendre que de la signer. Après m'être acquitté ainsi de mon devoir envers

l'État que je gouverne, et envers ma famille, aucun objet ne me tiendra plus à cœur que de pouvoir me rendre utile aux intérêts de Votre Majesté. Puissé-je être assez heureux pour servir d'instrument à la pacification générale! Votre Majesté ne pourra confier ses vœux à personne qui lui soit plus attaché que je ne le suis, et qui travaille, avec plus de zèle, à rétablir la concorde et la bonne intelligence entre les puissances que ces longs démêlés ont rendues ennemies. 1745

Je la prie de me conserver son amitié, qui me sera toujours précieuse, et d'être persuadée que je suis, etc., etc. »

Cependant les Autrichiens et les Saxons se trouvaient encore aux environs de Pirna, et, pour travailler plus tranquillement à la paix, il importait de les éloigner. M. de Retzow fut donc détaché avec cinq bataillons et quelque cavalerie du côté de Freyberg; ce mouvement accéléra la retraite des alliés en Bohême.

Privé de ses revenus, le roi de Pologne ne pouvait plus même solder les 15,000 hommes qui lui restaient; attendre, jusqu'au printemps, l'arrivée des Russes, c'était une chimère; tout le contraignait à un arrangement immédiat.

Sur ces entrefaites, le comte de Harrach, envoyé de l'Impératrice, arriva à Dresde : il supposait qu'exalté par le succès, Frédéric, en rehaussant ses prétentions, les rendrait excessives; bientôt désabusé, il remercia même ce prince de la bonne grâce avec laquelle il se prêtait à la négociation. Le Roi lui répondit que, la cause de la guerre s'étant éteinte avec Charles VII, ses dispo-

1745 sitions personnelles avaient, depuis lors, toujours été les mêmes. Encouragé, M. de Harrach risqua quelques insinuations sur une entrevue entre le monarque prussien et la reine de Hongrie. Mais Frédéric éluda, en rappelant l'inutilité, les inconvénients même de semblables rencontres; à ce refus, il est vrai, se mêlèrent adroitement les louanges de Marie-Thérèse; le comte se montra satisfait, et, le 25 décembre, la paix fut enfin signée, sous la médiation de l'Angleterre.

La Silésie et le comté de Glatz étaient de nouveau assurés au roi de Prusse. Entre autres obligations, les Saxons s'engageaient à ne jamais accorder de passage, par leur pays, aux ennemis du Roi.

Le 28 du même mois, Frédéric retourna dans sa capitale; il fut reçu sous des arcs de triomphe, et le peuple jetait sur son passage des branches de sapin, en criant: *Vive Frédéric le Grand!*

Tout le fardeau de la guerre restait au roi de France, qui l'avait bien voulu.

LIVRE III.

Frédéric répare les désastres de la guerre; son gouvernement intérieur. — Continuation des hostilités en Europe; épuisement des puissances belligérantes; négociations; traité d'Aix-la-Chapelle.

En donnant la paix, le vainqueur se montra magnanime; mais, en traitant de même avec Marie-Thérèse, il eût pu mieux profiter de ses avantages. 1745-1750

Quant à la Silésie, elle était prussienne sans retour. C'est une des conquêtes les mieux calculées que mentionne l'histoire; car la Prusse en avait besoin, moins pour s'agrandir que pour vivre.

Dès lors, le système intérieur de l'Allemagne fut changé : pour contre-balancer la Maison d'Autriche, l'épée de la France n'était plus nécessaire : appelée désormais au protectorat de tous ceux qu'opprimait le sceptre impérial, la Prusse remplacera la Saxe à la tête des États protestants[1].

[1] *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État*, etc., tome I.

1746-1750 Cette guerre coûtait aux Prussiens huit millions d'écus; pour unique ressource, il en restait, au trésor royal, cent cinquante mille.

Dans ces deux campagnes, plus de quarante-cinq mille prisonniers étaient tombés en leur pouvoir. Sans parler des milliers de victimes qui, de part et d'autre, périrent sur les champs de bataille, jetons un voile sur ces tristes tableaux, et que nos regards se reposent sur les dix années de paix qui vont suivre.

A la voix du jeune monarque, l'agriculture, les finances, la justice, le commerce, l'administration civile prendront bientôt une nouvelle vie; toutes les sources de la prospérité publique vont s'ouvrir. Telle avait été jusqu'alors la Prusse, que Frédéric eut peu à restaurer : il fonda presque tout.

Afin de pourvoir aux plus pressants besoins, ce prince fit défricher de vastes marais qui s'étendaient le long de l'Oder, depuis Swinemunde jusqu'à Kustrin. Un canal creusé, entre Kustrin et Wrietzen, saigna ces terres marécageuses; deux mille familles purent s'y établir.

Encouragé par ce premier succès, il continua depuis Schwedt jusqu'au delà de Stettin; et bientôt douze cents autres familles y trouvèrent l'aisance. « Cela fit, écrivait-il avec joie [1], une nouvelle petite province, que l'industrie conquit sur l'ignorance et sur la paresse. »

Les fabriques manquaient d'ouvriers : le Roi en attira, à grands frais, des pays étrangers; ces utiles re-

[1] *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I.

crues formèrent plusieurs villages, de deux cents familles chacun. Ayant appris que le duché de Magdebourg était réduit, par la disette d'hommes, à appeler, pour faire les récoltes, les habitants du Vogtland, qui s'en retournaient ensuite chez eux, il attacha ceux-ci au duché par d'avantageux établissements. Aussi, durant le cours de cette paix, l'État s'enrichit-il de deux cent quatre-vingts villages, tous bien bâtis, bien peuplés. 1745-1760

Tandis que l'habitant des campagnes voit naître autour de lui l'abondance, des villes s'élèvent comme par enchantement; les manufactures se multiplient; à Berlin, les étoffes riches et de velours; à Postdam, les étoffes légères et unies; une fabrique de basin enrichit la ville de Brandebourg; Francfort-sur-l'Oder prépare du cuir dit de Russie; comme Berlin et Postdam, Magdebourg fait des bas et des mouchoirs de soie. Splittgerber envoie dans toutes les provinces le sucre qu'il raffine dans la capitale. Là où se trouve, en abondance, du bois que l'éloignement des rivières ne permet pas de débiter, s'établissent des ateliers qui fournissent aux forteresses et à l'armée des canons de fer, des boulets, des bombes. Dans la principauté de Minden, on découvre de nouvelles salines, et elles ne tardent pas à s'améliorer; celles de Halle sont perfectionnées, à l'aide d'appareils pour la gradation du sel. Appelant, à grands frais, des ouvriers de Dresde, il crée et organise cette manufacture de porcelaine si renommée. L'argile qu'on y emploie surpasse en blancheur celle du reste de l'Europe. La fabrique d'armes, fondée par son père à



1746-1750 Spendaw, reçoit des développements considérables.

Par un double bienfait, tous ces travaux donnent en même temps du pain à la misère, des jouissances à la richesse. Bientôt la Prusse enverra ses toiles, ses draps, ses lainages en Espagne, en Italie, jusqu'en Chine.

Dans toutes les provinces, des primes d'encouragement sont distribuées pour la culture des mûriers. Un ecclésiastique sollicite-t-il une grâce? Frédéric la lui accorde d'autant plus volontiers qu'il voit en lui un propagateur zélé des bonnes méthodes agricoles. Auprès du prince, la seule manière d'être courtisan, c'est de se rendre utile. En ranimant le commerce intérieur, Frédéric, qui voulait lui assurer de lointains débouchés, créa des Compagnies maritimes : il commença par celle d'Embden[1]. Mais aucune ne réussit; aucune ne pouvait réussir. Ce genre d'établissement ne convenait point à la Prusse.

[1] Cette place, capitale de l'Ost-Frise, passait autrefois pour un des meilleurs ports de l'Europe. Forcés de quitter Anvers, les Anglais en avaient fait le centre de leurs liaisons avec le continent; et les Hollandais, n'ayant pu s'en rendre maîtres, avaient voulu le combler. Bien que ce petit pays fût placé loin du siége de sa puissance, Frédéric avait compté, pour le protéger, sur la terreur qu'inspirait son nom. La Compagnie ne réussit pas; six vaisseaux, partis successivement pour la Chine, ne rendirent aux intéressés que leur capital, et un bénéfice de demi pour cent chaque année.

Une autre Compagnie, formée, peu de temps après, dans le même lieu pour le Bengale, fut encore plus malheureuse. En 1763, leur dissolution fut prononcée. (Raynal, *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes.*)

Frédéric connut parfaitement toute cette partie de l'administration qui se rapporte à la comptabilité publique : il y établit un ordre admirable. Monté sur le trône, le 31 mai, dès lors l'année du gouvernement data de ce jour. Tous les ans, à la même époque, les ministres venaient, à Postdam, remettre au Roi trois états doubles concernant leurs départements respectifs. Le premier de ces états contenait un compte exact de l'année récemment expirée; sur le second étaient portées toutes les dépenses ordinaires pour la nouvelle année; le troisième offrait un aperçu raisonné des dépenses extraordinaires que l'utilité publique pourrait exiger. Avant de se livrer au sommeil, le Roi examinait ces différentes pièces, signant celles qu'il approuvait; le lendemain, à son lever, il les remettait aux ministres avec ses observations; à midi, les ministres étaient de retour à Berlin, et les ordres partaient aussitôt pour toutes les provinces. 1746-1750

Le 1er juin, toutes les caisses prussiennes prenaient de nouveaux registres; une nouvelle comptabilité commençait, simple comme les précédentes. Chaque mois, les receveurs des tailles et ceux des impôts indirects (les petits comptables, plus souvent encore) versaient leurs fonds dans les caisses supérieures ou provinciales, lesquelles tenaient un état exact et circonstancié de la quotité, comme de l'échéance des payements à faire, ainsi que du nom et de la qualité des personnes qui en donneraient quittance. Conformes aux bordereaux, ces quittances représentaient de l'argent comptant. Tout était calculé de telle manière, que le moindre

1745-1750 retard devenait impossible. Ainsi, un caissier provincial, chargé de faire un payement à jour fixe, voyait-il les versements de la caisse inférieure tout à fait en retard, ou seulement incomplets? il était tenu d'avertir la caisse générale, qui lui envoyait à temps les fonds nécessaires [1].

Tous les trois mois, les baillis portaient également leur rente d'avance à la Chambre des Domaines; cet argent restait sur les lieux, y servant à la solde des troupes, au traitement des employés, aux constructions, aux bâtiments, aux travaux publics, etc. Toute la dépense de la province se payait ainsi des deniers de la province : c'était un des grands avantages du système prussien [2]. Les résidus seuls allaient à Berlin.

Chaque année, le 2 ou le 3 juin, arrivaient au château des chariots chargés de petits tonneaux pleins d'argent destiné au trésor de réserve. Avec six mille francs d'appointements, un ancien sous-officier était le gardien de plus de trois cent millions de livres. Sa probité fut constamment irréprochable.

De plus, le Roi avait à Postdam un trésor particulier appelé la *Chatouille*, commis à la fidélité d'un de ses premiers domestiques, et montant à quinze ou vingt millions de rixdalers. Ces fonds étaient spécialement affectés à ses dépenses personnelles et à l'entretien de quelques établissements, comme l'*École civile et mili-*

[1] Thiébault, *Mes souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin.*

[2] Mirabeau, *Monarchie prussienne*, tome IV.

taire, etc., etc. L'attitude politique du roi de Prusse, 1745-
et la situation géographique de ses États, exigeaient 1756
qu'il eût toujours devant lui de quoi soutenir au moins trois campagnes. Entouré d'ennemis, ayant à défendre une immense ligne de frontières ouvertes au premier occupant, Frédéric n'aurait pu obtenir, tout à coup, de son peuple, ces secours pécuniaires faciles à trouver chez une nation opulente. Sa prévoyance devait donc concentrer autour du trône tous les moyens possibles d'attaque ou de résistance. Son existence politique y était attachée; sans d'aussi sages précautions, ce prince eût végété dans une timide dépendance; peut-être même n'eût-il fait que traverser la scène du monde pour s'anéantir aussitôt, comme un de ces rapides météores qui apparaissent, brillent et s'éteignent.

Ce régime salutaire eut bientôt ravivé le corps de l'État.

Aussi, dès l'année 1756, les revenus de la couronne, non compris ceux qu'elle tirait de la Silésie et de l'Ost-Frise, s'étaient-ils augmentés de douze cent mille écus, sans surcharge pour les contribuables. La population avait éprouvé un accroissement proportionnel.

Tant d'utiles travaux seraient restés incomplets, si la législation n'eût attiré les regards du prince. « La justice, mal administrée durant le règne précédent, et qui était devenue très-injuste, méritait des soins et une attention particulière. L'on s'était accoutumé à éluder les lois. Les procureurs faisaient un trafic honteux de la



1745-1756 bonne foi; il suffisait d'être riche pour gagner sa cause, et d'être pauvre pour la perdre. Ces abus, devenant de jour en jour plus intolérables, demandaient nécessairement une réforme, tant pour les personnes des juges, des avocats et des procureurs, que pour les lois mêmes qu'il fallait éclairer, et dont surtout il fallait retrancher ces formalités qui, ne touchant point au fond de la cause, prolongent les procédures. Le Roi chargea son Grand-Chancelier de Cocceii[1] de ce travail : c'était un homme d'un caractère intègre et droit, dont la vertu et la probité étaient dignes des beaux temps de la république romaine; savant et éclairé, il semblait, comme Tribonien, être né pour la législation et pour le bonheur des hommes.

« Ce savant jurisconsulte entreprit, avec tant de zèle, cet ouvrage pénible et délicat, qu'après un an d'un travail assidu, les cours souveraines de justice, purgées de tous les sujets qui en avaient fait la honte, furent remplies par des magistrats vertueux. Le nouveau Code des lois pour toutes les provinces de la monarchie prussienne fut achevé, et, après qu'il eut été approuvé par les États, ces lois furent promulguées. On étendit ses vues jusque sur l'avenir; et, comme l'expérience des choses humaines apprend que les meilleures institutions se corrompent, ou deviennent inutiles, si l'on en détourne les yeux, et si l'on ne ramène pas ceux qui doivent les observer aux premiers principes qui en ont posé les fondements, on régla qu'il se ferait tous les

[1] Fils du baron Henri de Cocceii, célèbre jurisconsulte allemand.

trois ans une visite générale des cours souveraines de 1745-1756
justice, pour tenir la main à l'observation des nouvelles lois, et pour punir les officiers de justice qui auraient prévariqué. Cet ordre nouveau, introduit dans la justice, raffermit le bonheur des citoyens, en assurant les possessions de chaque famille; chacun put vivre en paix à l'abri des lois, qui régnèrent seules. »

Ces paroles[1] montrent quelle importance le prince attachait à la jouissance égale pour tous d'une justice impartiale; on y retrouve la vive expression de sa reconnaissance pour le ministre dont le zèle avait entrepris, sinon achevé, une si noble tâche.

Malheureusement, les résultats ne répondirent point aux intentions. Le *Code-Frédéric*[2], bien que débrouillant le chaos de l'ancienne législation prussienne, mélange informe de droit romain, de droit canon et d'un prétendu droit allemand et saxon, ne reçut pas même la sanction royale; Frédéric le laissa périmer. En ce genre surtout, rarement les premiers essais réussissent. Trop de lumières, trop de méditations sont nécessaires pour asseoir à la fois les bases, et coordonner les diverses parties d'un semblable édifice. Cependant, quelque imparfait que fût le nouveau code, il détruisit un grand nombre d'abus.

L'ordonnance sur la procédure civile était mieux conçue. Indigné du scandaleux brigandage qui dévorait la fortune des plaideurs, le législateur voulut que tout

[1] *Histoire de la guerre de Sept-Ans,* tome I.
[2] *Corpus juris Fredericianum.*





1745-1756 procès fût jugé dans le terme d'une année; cette ordonnance en assignait les moyens. Pour bien s'assurer qu'on s'y conformait, tous les tribunaux eurent ordre d'adresser au gouvernement la liste des procès pendant devant eux, en indiquant l'origine et la marche de l'instance : cette formalité devait se répéter annuellement. Des règlements fixèrent les épices pour chaque province, d'après un tarif invariable et modéré.

Les tribunaux obéirent; les procès furent jugés au terme voulu. Malheureusement, comme certaines questions ne pouvaient s'instruire à fond dans un délai si court, on fut obligé de faire quelques exceptions pour ces sortes de causes. «La chicane, dit Mirabeau[1], se servit de cette ouverture pour rentrer dans le sanctuaire de la justice, et peut-être pour en refermer les portes sur elle.» Appliquant ces exceptions à d'autres litiges, les avocats et procureurs surent, d'un procès jugé, en faire sortir presque toujours un autre, souvent même plusieurs. Avec tant d'ordonnances, dont le nombre même prouve son zèle, Frédéric ne put terrasser l'hydre aux mille têtes.

Une des réformes sur lesquelles M. de Cocceii avait le plus insisté auprès de Frédéric, ce fut la suppression du droit d'en appeler des tribunaux à Frédéric lui-même. En effet, mille inconvénients pouvaient résulter de cette décision suprême et arbitraire. Déjà, en 1743, le département de la justice avait adressé au Roi un mémoire sur cet objet; mais ce prince s'y était refusé,

[1] Mirabeau, *Monarchie prussienne*, tome I.

donnant pour raison que s'il renonçait à une telle ré- 1745-1786
vision « les juges pourraient tourmenter à leur gré les pauvres gens des provinces. »

Cédant enfin aux instances de son chancelier, il abolit l'appel. Mais, entraîné bientôt par le besoin de tout faire par lui-même, Frédéric revint à l'examen des mémoires et réclamations qu'on lui adressait contre les décisions judiciaires. Certes, ses intentions étaient parfaitement droites; mais, faute de renseignements positifs, il devint plus d'une fois injuste par amour de la justice. On conçoit aussi combien cette manière de traiter les jugements et sentences, déconsidérait la magistrature aux yeux de la nation.

Malgré le non-succès d'une première expérience, ce grand homme, dans l'âme duquel une pensée féconde et utile jetait toujours de profondes racines, ne renonça point à ses espérances. Vers la fin de son règne, près de descendre au tombeau, il songeait encore à l'avenir de la patrie. En 1780, six années avant sa mort, le projet d'un nouveau code l'occupait. Malheureusement, il cessa de vivre avant d'obtenir ce dernier triomphe. Chose remarquable! la seule opération sur laquelle Frédéric soit revenu durant tout son règne, c'est la réforme de la justice.

Mais, au milieu de ses occupations pacifiques, le jeune roi se rappelait qu'une armée invincible devait être la base de sa grandeur naissante. Consolidant donc l'œuvre de ses prédécesseurs, il perfectionna de jour en jour cette puissante organisation militaire qui valut longtemps à la Prusse une si haute prépondérance.

1745-1756 Avant tout, Frédéric ennoblit ses troupes à leurs propres yeux, en leur donnant pour mobile l'honneur. Ainsi, depuis le feld-maréchal jusqu'au soldat, tout Prussien décoré de l'uniforme se savait appartenir au premier corps de l'État! Ce sentiment lui inspirait un juste orgueil. Tous étaient fiers des égards dont leur roi les comblait, fiers de leur renommée, et de cette discipline même qui semblait en faire des hommes à part. On vit des déserteurs prussiens, qui avaient passé à des services moins rigoureux, se fatiguer bientôt de cette douceur inaccoutumée; dédaignant une indulgence si nouvelle pour eux, ils regrettaient les rigides habitudes de leur patrie[1].

Frédéric crut devoir maintenir dans son armée l'usage des coups de canne. Cet odieux châtiment n'y était point, il est vrai, comme on l'a cru longtemps, prodigué avec cette facilité barbare qui eût avili les âmes.

Stoïquement esclave d'une loi de fer, le soldat, hors des rangs, reprenait tous ses avantages; la déférence que lui témoignaient les autres professions le relevait singulièrement à ses propres yeux[2].

Un ministre d'État se serait bien gardé de refuser

[1] Mirabeau, *Monarchie prussienne*, tome I.

[2] Assistant, en 1838, à Berlin, à une représentation du drame de Schiller : *le Camp de Wallenstein*, je m'étonnais, dans ce tableau si animé, si pittoresque, où figurent toutes les troupes allemandes de la guerre de *Trente-Ans*, de ne pas voir l'uniforme prussien : « C'est, me « répondit-on, que cet habit national est trop noble pour être exposé « sur un théâtre. »

une audience au moindre enseigne ou de le mal accueillir. Un jour, le comte de Schwerin, conseiller de légation, eut, dans une cérémonie publique, une dispute de préséance avec un enseigne, qui ne voulut pas céder. S'en étant plaint au Roi : « La chose est parfaitement juste, lui répondit le prince ; tout enseigne devant avoir le pas sur un conseiller de légation. » Aussitôt le jeune comte, neveu de l'illustre général tué depuis à Prague, alla déclarer à son oncle qu'il voulait entrer dans l'armée, puisque le Roi plaçait le militaire si fort au-dessus du civil. C'est par le père de Frédéric que cette prééminence de l'état militaire avait été consacrée. Quant à lui, il manifesta plusieurs fois le désir de trouver un juste milieu. Mais cet équilibre était impossible sous un conquérant environné de trophées et de légions victorieuses. L'anecdote du comte de Schwerin le prouve. 1745-1756

Quant aux enrôlements, ils se faisaient de deux manières : 1° par le mode cantonnal ou national, dont on a parlé plus haut[1] ; tous les sujets prussiens étaient partagés en exempts et non exempts, *eximirte und nicht eximirte*. Dans les premiers figuraient tous les nobles, les hommes adonnés à certaines études, les professeurs des sciences et arts libéraux, les ministres de la parole de Dieu, les commerçants et industriels considérables ; enfin, nombre d'individus utiles, qu'à l'aide de ce privilége on cherchait à attirer dans le pays. 2° Au moyen des recruteurs envoyés dans les villes impériales, sur

[1] *Voir* l'Introduction.

1715-1756 les frontières de l'Empire, de la Hollande, de la France, et à Neufchâtel; mais ce dernier moyen, fort dispendieux en lui-même, puisque chaque homme ainsi acquis ne revenait pas à moins de six cents livres, avait en outre le grave inconvénient de jeter dans l'armée une foule de déserteurs, de vagabonds, de mauvais sujets : de là, la nécessité d'une discipline dont la sévérité dépassait toute croyance.

Jamais, au reste, le nombre de ces étrangers ne devait excéder, dans les régiments, le tiers des nationaux.

Quant aux permissions de mariage, elles s'accordaient très-facilement, le soldat devenant ainsi plus rangé, plus attaché à ses devoirs et plus heureux.

Frédéric ne tolérait qu'avec peine, dans ses troupes, des officiers qui ne fussent point nobles, et n'admettait guère le roturier aux honneurs de l'épaulette que dans les régiments d'artillerie, de génie et de garnison. Ces derniers corps, les régiments de garnison [1], étaient les moins estimés de l'armée prussienne. Quant à l'artillerie et au génie, le Roi craignait de ne point trouver assez de sujets instruits, s'il choisissait seulement parmi les nobles.

En agissant ainsi, Frédéric n'obéissait-il qu'à un aveugle préjugé? Non, sans doute. Entouré d'une noblesse nombreuse, surtout dans les provinces, et peu éclairée encore, il sentit que, pour ne point écraser le pays, on devait utiliser tous les bras. Or, le point d'hon-

[1] Ces régiments étaient différemment composés, les uns n'ayant qu'un bataillon, d'autres en ayant quatre.

neur n'ouvrant aux nobles que la carrière des armes, 1745-1756
ceux-ci ne pouvaient, sans déroger, servir autrement leur pays; tandis qu'il était permis aux roturiers de se rendre utiles de toutes les manières. Repoussant donc les uns vers les professions civiles, Frédéric s'efforçait d'attirer les autres vers la seule qu'ils fussent aptes à remplir; et l'on ne peut qu'admirer l'esprit de corps qu'il sut créer ainsi parmi les officiers. Ce qui prouve combien ce prince était embarrassé de ses nobles, c'est qu'il en créa peu de nouveaux; il éprouvait même une sorte de répugnance à reconnaître pour tels ceux qui venaient s'établir dans ses États.

En campagne, il n'exigeait de ses officiers que du dévouement; mais la paix avait des dangers pour tous ceux dont la noblesse n'était pas bien constatée[1]. Après la guerre de *Sept-Ans*, de braves militaires, coupables du seul délit de roture, furent renvoyés sans égards pour leurs longs services. Aux yeux de Frédéric, toute considération, même la reconnaissance, devait fléchir devant un principe de gouvernement.

Au reste, si la naissance était un titre d'admission au rang d'officier, elle ne dispensait pas d'un rigoureux apprentissage. Dans la guerre de 1778, le fils aîné du duc de Saxe-Cobourg, capitaine au service de Prusse, s'ennuyant de ce grade subalterne, sollicita de l'avancement : « Prince, lui répondit le Roi, j'ai cru vous faire beaucoup d'honneur en vous nommant capitaine

[1] Thiébault, *Mes souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, etc.



1745-1756 les frontières de l'Empire, de la Hollande, de la France, et à Neufchâtel ; mais ce dernier moyen, fort dispendieux en lui-même, puisque chaque homme ainsi acquis ne revenait pas à moins de six cents livres, avait en outre le grave inconvénient de jeter dans l'armée une foule de déserteurs, de vagabonds, de mauvais sujets : de là, la nécessité d'une discipline dont la sévérité dépassait toute croyance.

Jamais, au reste, le nombre de ces étrangers ne devait excéder, dans les régiments, le tiers des nationaux.

Quant aux permissions de mariage, elles s'accordaient très-facilement, le soldat devenant ainsi plus rangé, plus attaché à ses devoirs et plus heureux.

Frédéric ne tolérait qu'avec peine, dans ses troupes, des officiers qui ne fussent point nobles, et n'admettait guère le roturier aux honneurs de l'épaulette que dans les régiments d'artillerie, de génie et de garnison. Ces derniers corps, les régiments de garnison [1], étaient les moins estimés de l'armée prussienne. Quant à l'artillerie et au génie, le Roi craignait de ne point trouver assez de sujets instruits, s'il choisissait seulement parmi les nobles.

En agissant ainsi, Frédéric n'obéissait-il qu'à un aveugle préjugé ? Non, sans doute. Entouré d'une noblesse nombreuse, surtout dans les provinces, et peu éclairée encore, il sentit que, pour ne point écraser le pays, on devait utiliser tous les bras. Or, le point d'hon-

[1] Ces régiments étaient différemment composés, les uns n'ayant qu'un bataillon, d'autres en ayant quatre.

neur n'ouvrant aux nobles que la carrière des armes, 1745-1756
ceux-ci ne pouvaient, sans déroger, servir autrement leur pays; tandis qu'il était permis aux roturiers de se rendre utiles de toutes les manières. Repoussant donc les uns vers les professions civiles, Frédéric s'efforçait d'attirer les autres vers la seule qu'ils fussent aptes à remplir; et l'on ne peut qu'admirer l'esprit de corps qu'il sut créer ainsi parmi les officiers. Ce qui prouve combien ce prince était embarrassé de ses nobles, c'est qu'il en créa peu de nouveaux; il éprouvait même une sorte de répugnance à reconnaître pour tels ceux qui venaient s'établir dans ses États.

En campagne, il n'exigeait de ses officiers que du dévouement; mais la paix avait des dangers pour tous ceux dont la noblesse n'était pas bien constatée[1]. Après la guerre de *Sept-Ans*, de braves militaires, coupables du seul délit de roture, furent renvoyés sans égards pour leurs longs services. Aux yeux de Frédéric, toute considération, même la reconnaissance, devait fléchir devant un principe de gouvernement.

Au reste, si la naissance était un titre d'admission au rang d'officier, elle ne dispensait pas d'un rigoureux apprentissage. Dans la guerre de 1778, le fils aîné du duc de Saxe-Cobourg, capitaine au service de Prusse, s'ennuyant de ce grade subalterne, sollicita de l'avancement : « Prince, lui répondit le Roi, j'ai cru vous faire beaucoup d'honneur en vous nommant capitaine

[1] Thiébault, *Mes souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, etc.

1746-1756 dans mon armée; si vous n'en jugez pas ainsi, vous êtes libre de vous retirer. »

Quel que fût l'éclat du nom ou de la fortune, on devait passer par tous les grades, à partir de celui de sous-officier. Un comte hanovrien ayant demandé pour son fils un grade d'officier, en considération de sa naissance : « J'ai vu, par votre lettre du 22 mai, lui répondit le Roi, la demande que vous me faites au sujet de votre fils. Mais il faut que je vous dise que j'ai défendu, depuis longtemps, de recevoir aucun comte dans mon armée; car, quand ils ont servi un an ou deux, ils quittent le service, et leur carrière militaire n'a été qu'une fanfaronnade de vanité. Si votre fils veut servir, le titre de comte ne lui sera bon à rien ; mais il sera avancé s'il apprend bien son métier. »

Post-scriptum de la propre main du Roi :

« Les jeunes comtes qui ne savent rien sont des ignorants en tout pays. En Angleterre, le fils du Roi commence par être matelot sur un vaisseau pour apprendre la manœuvre de ce service. Si, par miracle, un comte ignorant pouvait être bon à quelque chose, il faudrait qu'il ne s'en fît pas accroire sur ses titres et sa naissance; car ce ne sont que des sottises : tout dépend du mérite personnel. »

Hors de son armée, Frédéric ne tint aucun compte des distinctions nobiliaires.

Une famille considérable, possédant de vastes domaines en Prusse, s'était éteinte; il ne restait pour héritiers collatéraux qu'une autre tige établie en France.

Frédéric écrivit aux chefs de cette nouvelle famille que, 1745-1756
s'ils voulaient envoyer des représentants sur les lieux, avec une cession en bonne forme de tous les intéressés, et que ces délégués voulussent s'établir dans ses États, il renoncerait, en leur faveur, au droit d'aubaine, et les ferait mettre en possession de la succession vacante.

Deux jeunes frères vinrent. Voulant les connaître, le Roi les fit appeler, leur adressa diverses questions, et, le soir même, il disait à Thiébault : « Il n'y a donc plus d'éducation en France, monsieur ? ou bien la noblesse en abandonne tous les avantages à la roture ? Est-ce que vos écoles, vos colléges et vos universités sont fermés ! ou vos nobles n'y envoient-ils plus leurs enfants ? car j'observe depuis quelque temps que tout ce que je vois de nobles français est d'une ignorance honteuse et inconcevable. Jugez-en par ce qui m'est arrivé ce matin : deux frères, jeunes, nobles et français, qui vont s'établir en telle province, se trouvent ici : j'ai voulu les voir, causer avec eux, et les juger. Eh bien, monsieur, ils ne connaissent pas même leur propre maison. Après m'être assuré qu'ils ne savaient absolument rien sous tous les autres rapports, je me suis avisé de leur demander si le fameux grand-maître de Malte, qui n'est connu dans l'histoire que sous leur nom, était de leur famille. C'était une malice de ma part, car je savais bien qu'il n'en était pas. L'aîné des deux, le seul qui m'ait fait quelques réponses, n'a pas su ce qu'il en était : je lui dois pourtant la justice d'avouer qu'il a au moins été honnête. Il n'a pas osé se targuer d'une alliance aussi glorieuse, et il s'est borné

1745- à me dire qu'il n'en savait rien. Ainsi, voilà deux gen-
1756 tilshommes, nés et élevés chez vous, qui n'en savent et n'en sauront probablement jamais plus que nos anciens chevaliers preux, leurs ancêtres ! Mais, monsieur, vos nobles d'autrefois, qui se glorifiaient de ne pas savoir écrire, n'étaient ignorants que comme leur siècle; ils n'étaient pas corrompus. Je vois avec peine que vous n'avez plus de noblesse en France : car qu'est-ce que la noblesse? en quoi consiste-t-elle? Croyez-vous que ce soit dans une filiation si souvent fautive, et toujours si douteuse, ou dans des parchemins que l'on peut si aisément altérer ou fabriquer? Si la noblesse ne tenait qu'à de semblables niaiseries, elle ne mériterait aucune sorte de considération : les nobles ne seraient qu'une classe de charlatans privilégiés. La vraie noblesse, monsieur, a un caractère tout autrement respectable; caractère essentiel, et qui tient à l'énergie et à l'élévation des sentiments. Je tiens donc que partout où ceux qui se disent nobles n'ont pas les sentiments généreux et mâles, il n'y a plus de noblesse; et c'est ce qu'en général je suis porté à juger de la France. Mais, pouvez-vous me dire comment et pourquoi votre noblesse, autrefois si renommée, a ainsi dégénéré? Pour moi, je vous avoue que j'en ai recherché la cause, et je vais vous soumettre celle qui m'a paru, sinon la seule, au moins la plus décisive. Je crois que ce qui a perdu la noblesse française, c'est le système de Law. En effet, à la suite du bouleversement que ce système a produit dans presque toutes les grandes fortunes, on a vu des hommes nouveaux et inconnus jusqu'alors éclip-

ser par leur faste, et bientôt par leur crédit, les familles qui précédemment avaient obtenu le plus d'égards et de considération. Peu à peu, ces nouveaux parvenus ont possédé les terres, les titres, les honneurs et les charges. Les nobles, devenus pauvres, écartés, humiliés, et presque oubliés, ont compris que les richesses étaient tout; et il en est arrivé que les sentiments n'ont plus eu aucune valeur, et qu'on a cessé de les porter en ligne de compte : on a troqué ces titres contre de l'or, tout a été vénal. Les mésalliances se sont multipliées à l'infini; les financiers surtout et les gens d'affaires, les entrepreneurs, les fournisseurs publics, n'ont songé qu'à piller davantage pour acheter de plus illustres alliances; tous les rangs ont été confondus : il n'y a donc plus eu de sentiments distinctifs pour aucune classe. Le premier mobile partout et pour tous a été l'argent, c'est-à-dire la chose qui est la plus opposée à l'élévation de l'âme, et qui ne devient point un objet de cupidité chez les hommes qui tiennent au gouvernement, qu'elle ne produise en peu de temps la dégradation la plus générale, la corruption la plus complète, et la ruine enfin de toute une nation. Voilà, monsieur, les obligations que vous avez, selon moi, au système de Law, et la chaîne des événements qui me semblent justifier ce que j'ai dit d'abord, que vous n'avez plus de noblesse en France. »

Durant ce long règne, il est sans exemple qu'un homme ait obtenu le titre d'officier, sans en exercer les fonctions. Il fallait même une permission expresse du

1745-1756



1745-1756 prince pour porter l'uniforme après avoir quitté le service.

Connaissant assez les hommes pour savoir que l'enthousiasme les exalte un moment, mais que l'intérêt seul les attache, le roi de Prusse intéressa ses jeunes officiers à attendre patiemment l'épaulette de capitaine-commandant, par la certitude des avantages qu'elle procurait. Une fois arrivés à ce poste, les mêmes considérations les y retenaient, ce grade, en temps de paix, valant de douze à quinze mille francs par an. Non que l'État leur allouât cette somme; loin de là, chaque capitaine ne coûtait au trésor royal que quinze cents francs; le surplus provenait de profits autorisés, tels que l'épargne d'une demi-aune de drap sur chaque uniforme, celle des boutons, dont l'entretien est à la charge du soldat, et surtout de la paye des Frey-Wechter [1], que touchait le capitaine durant leurs dix mois de congé; il en revenait bien une part au Roi, mais c'était la plus faible. Un tiers de la compagnie au moins, quelquefois même la moitié, était en congé [2]. Cet usage si avantageux au capitaine, convenait également au soldat qui, rentré dans ses foyers, pouvait s'enrichir par son travail; c'était un adoucissement aux rigoureuses exigences de la conscription.

De plus, un ordre formel défendant de faire monter

[1] On appelait *Frey-Wechter* les hommes renvoyés chez eux, pendant dix mois de l'année, en temps de paix.

[2] Les capitaines du génie, n'ayant point de compagnie, ne touchaient guère que quinze cents francs; injuste différence qui n'eût point dû exister.

la garde plus d'un jour sur trois, le soldat trouvait du travail dans les fabriques royales. Une fois réformé, c'était autre chose. Tous, en effet, ne pouvaient être admis dans les hôtels ouverts aux invalides; et, bien que les places de commis aux barrières, ou autres de cette nature, leur fussent presque exclusivement réservées, le nombre des aspirants, surtout après la guerre de *Sept-Ans*, excédait de beaucoup celui des emplois; aussi une multitude de malheureux se voyaient-ils réduits à mendier leur pain, triste spectacle, qu'à tout prix le gouvernement eût dû épargner aux regards du public. 1745-1756

C'est ici le lieu de remarquer que la France, relativement à son importance politique, est un des pays d'Europe où le service militaire est le plus mal rétribué: ingrate parcimonie, qui semble jeter, à regret, une aumône aux défenseurs de la patrie! L'honneur, dit-on, les dédommage..... Comme si l'honneur voulait que l'homme dont la vie n'est qu'un sacrifice de tous les jours, une perpétuelle abnégation de soi-même, ne fût pas même assuré d'avoir du pain au terme de sa carrière!

En Prusse, où l'excessif développement des forces militaires faisait de l'économie une vertu de premier ordre, un général avait son régiment, comme chaque officier supérieur sa compagnie; et l'on opérait une réduction proportionnelle sur les appointements de leur grade le plus élevé. Pour ces compagnies des officiers supérieurs, les plus jeunes capitaines, appelés *capitaines en second*, avec la simple paye de lieutenant, les comman-

1745-1756 daient. Un lieutenant-général, dont le traitement était d'environ 7,000 écus (25,000 francs), en recevait 4,000 du Trésor Royal, et 3,000 de sa compagnie. Quant aux feld-maréchaux, leur rang élevé ne permettant pas de leur donner un régiment, Frédéric n'en fit plus de nouveaux ; il épargnait ainsi 12,000 écus de Prusse[1].

Frédéric avait donné à Voltaire et à quelques personnes étrangères à l'armée la croix de son ordre du *Mérite;* dans la suite, il ne l'accorda plus qu'à ses officiers, voulant flatter leur amour-propre par une distinction toute particulière.

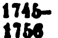
De vieux commandants, dont l'expérience éclairait le courage, furent placés à la tête des bataillons et escadrons; le corps important des capitaines devint aussi un corps d'élite; le même soin présida au choix des sous-officiers. Quant aux généraux, l'usage, si funeste lorsqu'il est absolu, de subordonner l'avancement à l'ordre du tableau, nuisit quelquefois au bien du service.

Avant et pendant la guerre de *Sept-Ans*, l'armée prussienne comptait quatre feld-maréchaux, grade répondant à celui de maréchal de France ; Frédéric, procédant par extinction, n'en nomma plus : le cadre des officiers-généraux fut aussi de beaucoup réduit. Ces économies lui permirent d'importantes améliorations.

En peu de temps, l'infanterie prussienne devint la mieux armée de l'Europe, comme la plus prompte à charger, la plus habile au tir.

[1] Thiébault, *Mes souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, etc.

Diverses innovations contribuèrent à ce résultat : l'introduction des baguettes cylindriques, ce qui épargna au soldat la peine de tourner la baguette pour bourrer; l'adoption des lumières coniques; celle du cuir lié autour du canon, pour préserver la main d'un contact brûlant et intolérable après un certain nombre de coups; enfin, l'enveloppe de cuir épais, tendu sur quelques côtes de fer, en forme de boîte ouverte d'un côté : on recouvrait de cet appareil la batterie, en laissant l'ouverture du côté où la main se plaçait pour presser la détente, et, malgré les plus fortes pluies, le feu pouvait ainsi continuer.



Tous les ans, Frédéric rassemblait ses troupes pour les grandes manœuvres d'été et d'automne. L'infanterie s'y exerçait aux différents déploiements, aux formations, aux attaques de plaine, aux attaques de postes, aux défenses de villages et de retranchements, aux passages de rivières, aux marches couvertes, à colonnes renversées, aux retraites, etc., etc. [1]; sans parler ici de ces exercices partiels et quotidiens qui consistaient à charger par pelotons, par bataillons, de pied ferme, à front droit et à front renversé, en avançant, en se retirant, à marcher de diverses manières, etc. Assidûment répétés, ces exercices produisaient des résultats merveilleux. Ainsi, des lignes de vingt bataillons, occupant à peu près deux mille toises, avançaient, en bataille, l'espace de douze cents pas, et même plus, sans que leur ordre souffrît le moindre dérangement; et l'on

[1] *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I.



1745-1750 voyait, en dix minutes, cette longue ligne exécuter une conversion sur le centre pour se mettre en oblique sur le premier front[1]. Dans ces grandes manœuvres annuelles, la cavalerie s'exerçait aux différentes attaques serrées et à intervalles, aux reconnaissances, aux fourrages secs et verts, aux formations de toute espèce, à prendre des points de vue sur des alignements prescrits[2]. Le Roi fit plus encore pour cette arme que pour l'infanterie; car tout y était à créer. Ayant senti, dans la guerre de 1740 à 1745, combien une lourde cavalerie était embarrassante, il commença dès lors l'éducation de la sienne. Un homme du plus rare mérite, Seidlitz, seconda puissamment ses efforts.

Sous un rapport, bien essentiel, il est vrai, l'armement de la cavalerie laissait à désirer. De tous les sabres, le moins approprié à sa destination était celui des cuirassiers et dragons; car, pour frapper de taille, un sabre à deux tranchants ne convient pas : mieux vaudrait le sabre droit à un seul tranchant. De plus, une grande plaque recouvrait la poignée, et, pour la saisir, la main devait passer par un trou fort étroit, ce qui retardait son mouvement. Une simple branche de fer eût suffi.

« Ce n'est qu'en Prusse, écrivait Guibert[3] en 1787, que les cavaliers et leurs officiers ont cette assurance, cette hardiesse à manier leurs chevaux qui, en sem-

[1] Mirabeau, *Monarchie prussienne*.

[2] *Histoire de la guerre de Sept-Ans*, tome I.

[3] *Éloge du roi de Prusse*.

blant les confondre avec eux, rappelle l'idée des cen- 1746-
taures de la fable; ce n'est que là que le nombre des 1756
évolutions est sagement restreint à ce qu'on fait, et à ce qu'on peut faire devant l'ennemi. Ainsi, se mettre en colonne, parcourir de grandes distances à différentes allures, se former en bataille, et aboutir au mouvement de charge qu'elle recommence, et auquel elle se familiarise sans cesse, voilà à quoi toutes les manœuvres de cette cavalerie se bornent; ce n'est que là qu'on voit des rassemblements de soixante ou quatre-vingts escadrons de cent trente ou cent quarante chevaux effectifs, ayant des surnuméraires derrière eux, donner la représentation de ce qu'une aile de cavalerie, bien commandée, peut exécuter à la guerre; ce n'est que là qu'on voit huit ou dix mille chevaux faire des charges générales de plusieurs centaines de pas, s'arrêter en ordre après les avoir faites, et, quelquefois, les recommencer d'un second mouvement contre une nouvelle ligne ennemie, qui est supposée se présenter.

« Dans tous les camps, à ses revues, toutes les fois que Frédéric voit sa cavalerie, c'est à ces charges importantes qu'il met le plus d'attention et de prix. Il va se placer au-devant d'elles et sur leur flanc, en faisant figurer par quelques cavaliers la pointe de l'aile ennemie. Au signal, la lice s'ouvre, tout s'ébranle, le mouvement s'accélère par degrés, la terre retentit au loin; bientôt, on ne voit plus qu'un nuage de poussière, au milieu duquel on entend comme l'approche d'un torrent; la ligne va toucher à l'ennemi, elle baisse la main, s'élève sur ses étriers, et présente le fer avec de

1745-1756 grands cris; le but est atteint : tout à coup elle s'arrête, on n'entend plus que la voix des commandants qui raccordent leurs escadrons, et, à travers les éclaircis de la poussière qui commence à s'élever, on aperçoit la ligne entière et dans un parfait alignement. Quel beau spectacle que de pareilles charges de cavalerie! on ne les voit pas sans un frémissement mêlé d'admiration; on se rappelle cette belle expression de l'Écriture, quand elle compare les nuages portés par les vents à un ouragan de cavalerie : *Sicut procellam equestrem*. Qu'il y a loin de là à l'inutile et petite pompe de nos anciens tournois! »

Dans ses premières guerres, Frédéric, presque entièrement dépourvu de troupes légères, se trouvait toujours gêné pour ses subsistances, ses convois, ses fourrages, et ne se soutenait qu'avec beaucoup de peine contre des ennemis sans cesse battus; sans ses Croates et ses hussards, peut-être la Maison d'Autriche eût-elle succombé en 1740, et même dans la guerre de *Sept-Ans*. Frédéric se hâta de pourvoir largement à ce besoin.

Jamais les régiments ne changeaient de garnison, rarement de chefs; système économique à la fois et très-propre à resserrer la confiance entre le soldat et ses supérieurs.

Au lieu de disséminer les troupes, comme en d'autres pays, on les concentrait presque toutes en fortes garnisons : de là, l'immense avantage de les exercer, sans interruption, aux grandes manœuvres.

Frédéric se montra toujours aussi sévère pour l'officier que pour le soldat; les effets ont prouvé l'excel-

lence de sa méthode. Ainsi nul officier, depuis le général jusqu'à l'enseigne, ne pouvait, sous un prétexte quelconque, manquer à l'exercice; on ne connaissait d'autre dispense que la maladie; encore, l'individu souvent malade eût-il été bientôt réformé. Un officier n'obtenait que très-rarement la permission de quitter sa garnison : un congé de trois mois, tous les quatre à cinq ans, telle était l'unique faveur accordée à ses goûts ou à ses affections. Toute la vie du militaire se passait près de son drapeau; le régiment devenait sa famille. 1745-1756

A l'exercice, dans une marche, l'officier était astreint au même degré d'attention que le soldat, et la moindre faute punie.

Voilà pour le moral, l'instruction et la discipline de ses troupes.

Mais Frédéric sentait que tant d'avantages seraient en partie perdus, si son armée n'était pas toujours prête à se rassembler et à agir : chaque régiment eut donc, en tout temps, son équipage de campagne; et l'artillerie, son train, ses chevaux, ses munitions. Les vivres étaient assurés d'avance, d'immenses quantités de grains déposées dans les forteresses.

L'artillerie prussienne était divisée en artillerie de campagne et artillerie de garnison; la force totale de la première s'élevait à quarante-trois compagnies, d'à peu près deux cents hommes chacune[1].

[1] L'extrait suivant donne une idée du système d'artillerie prussienne :

« Outre les pièces de régiment, qui sont attachées à chaque bataillon, on compte une batterie de dix pièces pour chaque brigade (il suppose la brigade de cinq bataillons); ces pièces sont de différents

1745-1756 Remarquons ici que le roi de Prusse ne posséda jamais très-bien cette partie de l'art de la guerre, si importante, si décisive aujourd'hui, l'artillerie ; il affectait même pour elle et pour le génie une sorte de dédain, qui n'exerça que trop d'influence sur la considération attachée à ces deux corps, et sur le succès de quelques-unes de ses opérations militaires.

Malgré cette défaveur, on doit à l'artillerie prussienne deux innovations notables : d'abord, l'usage beaucoup plus fréquent des obusiers ; ensuite, l'artillerie à cheval.

Outre l'artillerie de campagne, Frédéric avait l'ar-

calibres. Il y a des pièces de douze et de six livres de balle, pesantes et légères. De cette manière, on partage l'artillerie sur tout le front de l'infanterie, pour qu'il soit flanqué du feu des pièces, si le terrain est égal partout, de façon qu'il n'offre ni avantages ni désavantages. On place les pièces de douze pesantes sur les ailes ; les légères au centre de l'infanterie, et les pièces de six entre deux. On prend, pour chaque batterie, des pièces d'un calibre égal, c'est-à-dire ou des pièces de douze pesantes, ou des pièces de douze légères, etc. Outre les canons, une armée a aussi des obusiers. Il y en a de sept, de dix, de vingt-cinq livres : on ne se sert de mortiers que pour les siéges. Le nombre des soldats de l'artillerie qu'il faut à une armée résulte du nombre des batteries.

« Une pièce de régiment exige huit hommes, dont quatre pour la servir et quatre pour la traîner ; à chaque pièce de ce genre, il faut qu'il y ait un bas-officier.

« Les pièces de trois livres exigent trois chevaux. Les pièces légères de six en demandent six, parce qu'elles ont leurs munitions dans la caisse placée sur l'avant-train. Quatre pièces de régiment ont un chariot, où il y a des cartouches pour leur service, et seize mille cartouches à fusil.

« Une pièce de six pesante demande huit hommes pour la servir. Il y a un chariot pour chaque pièce de ce genre, qui voiture cent vingt cartouches.

tillerie de garnison. Chaque forteresse avait sa compagnie d'artillerie. 1745 1756

Quant au génie, si Frédéric s'était formé une idée exacte de l'usage qu'on en peut tirer, certes il aurait eu des ingénieurs. Loin de là, il éprouvait pour eux une véritable antipathie; sa rigide économie ne pouvait se résigner aux frais énormes de leurs constructions. Quoique détestant cordialement les forteresses, ce prince, ne se méprenant pas sur l'utilité des places pour défendre la longue lisière de ses forts, en construisit beaucoup en Silésie et ailleurs. Faible en matière de

« A une batterie de dix pièces de six pesantes, sont attachés un capitaine, trois lieutenants, dix bas-officiers, quatre-vingts artilleurs, un officier de train, trois vaguemestres, un charron, soixante-cinq valets et cent trente-neuf chevaux, sans ceux des officiers du train.

« Une pièce de douze demande douze hommes pour la servir; et une batterie de dix pièces a un capitaine, quatre lieutenants, dix bas-officiers, cent vingt artilleurs, un officier de train, quatre vaguemestres, un charron, cent dix valets, deux cent vingt-six chevaux.

« Chaque obusier est accompagné d'un chariot à grenades, attelé de six chevaux. L'obusier d'une livre est traîné par quatre, celui de dix livres par six, et celui de dix-huit et de vingt-cinq par douze chevaux.

« Les obusiers de sept, de dix et de dix-huit livres, ont dix hommes pour les servir, et, par conséquent, il faut à une brigade de dix obusiers un capitaine, trois lieutenants, dix artificiers, cent bombardiers, un officier de train, un vaguemestre, trois sous-vaguemestres, un charron, soixante-cinq valets; à celle de dix livres, quatre-vingt-huit valets, cent trente-neuf chevaux, et à celle de dix-huit livres, cent quatre-vingt-deux chevaux.

« L'obusier de vingt-cinq livres exige douze hommes pour son service; et une brigade de dix obusiers, un capitaine, trois lieutenants, dix artificiers, cent vingt bombardiers, un officier de train, trois vaguemestres, un charron, quatre-vingt-huit valets, cent quatre-vingt-deux chevaux. » (Mirabeau, *Monarchie prussienne*; — Feuquières, etc., etc.)

1745-1756 construction et de siéges, le génie prussien a produit des hommes éminents dans la fortification de campagne, témoin le fameux camp de Bundz, où Frédéric s'enferma, avec trente-six à quarante mille hommes au plus, dans un contour d'ouvrages détachés entre les armées autrichienne et russe, formant cent vingt mille hommes[1].

En général, tout ce qui tenait à l'administration de l'armée résidait aux mains du monarque; le ministre de la guerre n'était lui-même qu'une espèce d'intendant, chargé des détails relatifs aux vêtements, approvisionnements, etc., et sans influence directe sur l'avancement.

Frédéric a toujours été envers son armée, même pendant la paix, dans la relation de général en chef. Il connaissait tous les officiers, et faisait personnellement la *revue générale* de toutes ses troupes. Ainsi, le Roi passait devant les régiments rangés en parade, les recrues de chaque division placées devant chaque compagnie. Le capitaine le suivait, rendant compte de tout.

Jamais Frédéric ne quitta l'uniforme, ni les insignes de l'officier. Son dernier soupir, il l'exhala en habit de guerre.

Mais, laissant l'armée prussienne et son chef se préparer aux brillantes destinées qui les attendent, jetons un coup d'œil rapide sur les principaux événements dont l'Europe fut le théâtre à cette époque.

Le traité de Dresde n'étant point commun à toutes

[1] Mirabeau, *Monarchie prussienne*.

les puissances belligérantes, les hostilités continuèrent, 1745-1756
entre la Maison d'Autriche et l'Angleterre, d'une part, la France et l'Espagne, de l'autre. Mais la France, l'Espagne, l'Angleterre, ne pouvaient s'ébranler, sans que la secousse donnée à l'Europe n'arrivât aux extrémités du monde : la guerre ravageait aussi les deux Indes.

Mais la France, après avoir manqué le grand objet de la guerre, qui était d'arracher le trône impérial à la Maison d'Autriche, la France espérait contraindre Marie-Thérèse, par ses pertes en Flandre, à céder enfin ce qu'elle disputait en Italie, et les États-Généraux à rentrer dans leur habile indifférence.

De son côté, la reine de Hongrie comptait bien s'indemniser, aux dépens de la France, des pertes que Frédéric lui avait fait subir[1].

En Flandre, le génie du maréchal de Saxe enchaînait la victoire aux drapeaux de Louis XV. Bruxelles, le 21 février 1746, Anvers, le 15 mars, Mons, le 10 juillet, Saint-Guillain, le 24 du même mois, Charleroi, le 2 août, Namur, le 10 septembre, étaient tombés au pouvoir des Français. Le 11 octobre de la même année, Maurice gagna, près de Liége, la bataille de Rocoux. On en attribua la perte, en partie au prince de Waldeck qui s'était mal posté, en partie aux Autrichiens qui ne soutinrent pas les Hollandais. Cet exploit, glorieux pour le vainqueur, mais sans résultats importants, termina la campagne.

[1] Voltaire, *Siècle de Louis XV*.

1745-1756 L'année suivante, Louis XV, dont les propositions pacifiques étaient toujours repoussées, parce qu'on ne croyait point à leur sincérité, et que les invasions de Louis XIV préoccupaient encore tous les esprits, Louis XV marchait sur la Flandre hollandaise, quand une révolution éclata dans les Provinces-Unies. Est-il vrai qu'à son entrée sur le territoire de la République, Lowendahl, suivi de vingt mille Français, ait déclaré à deux officiers hollandais que tout se faisait d'accord avec le gouvernement? On l'a dit; mais la preuve historique manque. Ce qui est certain, c'est que la prompte reddition de l'Écluse, du Sas-de-Gand, de Hulst, sembla confirmer cette déclaration; et les partisans de la Maison d'Orange surent mettre à profit la consternation générale pour accréditer un tel bruit[1].

Convaincu qu'il était trahi, le peuple demanda, à grands cris, le rétablissement d'une constitution qui avait si longtemps assuré l'indépendance et la gloire de la République. Ce fut à Tervère, dans l'île de Zélande, que commença le soulèvement. Rassemblés en tumulte, les bourgeois invitèrent impérieusement leurs magistrats à proclamer un stathouder : c'était Guillaume-Charles-Henri-Frison, de cette noble Maison d'Orange, qui fit trembler sur son trône le terrible fils de Charles-Quint, et dont les fastes offrent de si éclatants modèles d'héroïsme, de vertus patriotiques.

Les autres villes ayant suivi cet exemple, le prince fut installé, le 15 mai, par les États-Généraux, comme capitaine-général et amiral de l'*Union*.

[1] William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*.

Louis XIV en 1672, Louis XV en 1747, créèrent 1745-1756
deux stathouders par la terreur, et, deux fois, le peuple releva ce stathoudérat que la magistrature voulait détruire. La dernière de ces révolutions convertit les Provinces-Unies en une sorte de monarchie moins limitée, à beaucoup d'égards, que celles d'Angleterre, de Suède et de Pologne[1].

On crut d'abord que cet événement arrêterait les hostilités, et qu'un prince nouvellement élu, sans finances, sans armée, puisque trente mille de ses meilleurs soldats étaient prisonniers en France, s'empresserait d'accepter la paix.

Des conférences furent donc ouvertes à Bréda : le marquis de Puysieux y représentait le parti de la modération, du désintéressement : aussi échoua-t-il.

A la haine nationale se joignait l'espérance du prochain secours des Russes. De plus, Marie-Thérèse et l'Angleterre s'efforçaient d'entraver un accommodement contraire à leurs vues. Aussi, pour rendre les puissances maritimes plus traitables, le cabinet de Versailles résolut-il dès lors de porter la guerre au sein même des Provinces-Unies ; et, le 2 juillet, l'armée française rem-

[1] Mais le prince, en se faisant donner la même autorité qu'avait eue le roi Guillaume, sut mieux l'assurer à sa famille; car le Stathoudérat devint l'héritage non-seulement de ses enfants mâles, mais même de ses filles et de leur postérité. Une loi statua bientôt qu'au défaut de la race masculine, une fille serait Stathouder et capitaine-général, pourvu qu'elle fît exercer ces charges par son mari. En cas de minorité, la veuve d'un stathouder devait prendre le titre de gouvernante, et nommer un prince pour exercer les fonctions du Stathoudérat. (Voltaire, *Siècle de Louis XV.*)

1745-1756 portait sur les alliés, non loin de Saint-Tron, la victoire de Lawfeld. Après ce nouveau triomphe, plus sanglant que celui de Fontenoy, le maréchal de Saxe fit, au général John Ligonier, son prisonnier, des ouvertures de paix franches et cordiales : les bases en étaient, la restitution réciproque de toutes les conquêtes, et un établissement pour don Philippe, en Italie.

A ces propositions transmises au cabinet britannique, et, par lui, à ses alliés, on répondit en préparant, avec plus d'ardeur encore, les opérations de la campagne suivante.

De telles obstinations avaient besoin des leçons du champ de bataille. Bientôt Berg-op-Zoom, malgré les avantages de sa position et les merveilleux ouvrages de Cœhorn, tomba au pouvoir de l'ennemi, le 17 septembre, après trois semaines de tranchée ouverte : cet exploit valut au comte de Lowendahl le bâton de maréchal[1]. Frédéric passait à Stettin la revue de ses troupes, quand on lui annonça la journée de Lawfeld. Transporté de joie : « Vive le roi de France! il vient de remporter une grande victoire, » s'écria-t-il[2]. Enfin, le 11 octobre, à Raucoux, Maurice de Saxe bat le prince Charles de Lorraine. C'était là négocier avec des triomphes.

Mais, de si éclatants avantages n'étaient suivis d'aucun

[1] La France dut cet habile général à la même révolution qui avait forcé Keith et Lascy de quitter la Russie ; l'un, comme nous l'avons déjà vu, s'était attaché à Frédéric ; l'autre suivit les drapeaux autrichiens.

[2] *Mémoires* du marquis de Valori.

résultat décisif; et le maréchal de Saxe répétait souvent : « La paix est dans Maëstricht. » Au mois d'avril, Maëstricht fut prise sous les yeux du duc de Cumberland. 1745-1756

Marie-Thérèse était plus heureuse en Italie, où le sort des armes avait bien changé; car le début de l'année 1745 sembla quelque temps promettre aux Français et aux Espagnols combinés une brillante campagne : c'était l'époque où Frédéric faisait son utile diversion vers la Saxe, enchaînant ainsi une partie des forces autrichiennes, tandis que, de son côté, le prince de Conti les occupait vers le Rhin. Dans cette guerre, dont l'objet était la conquête de Parme, de Plaisance et du Milanais pour l'établissement de don Philippe, la France n'était qu'auxiliaire. Cent dix mille hommes appuyaient les prétentions de l'Espagne sur ces provinces.

Mais, lorsque la paix de Dresde eut délivré une seconde fois Marie-Thérèse du redoutable Frédéric, cette princesse fit passer de nouvelles troupes en Italie; et, après plusieurs avantages partiels, le prince de Lichtenstein gagna, le 16 juin 1746, sur le maréchal de Maillebois et sur le comte de Gages, la mémorable bataille de Plaisance. Ici, comme plus tard à Rosbach, on engagea l'affaire contre l'avis des deux généraux français.

C'est ainsi que l'inconstante fortune faisait expier à Louis XV ses succès de Flandre. Dans le même temps, les Anglais descendaient en Bretagne; leurs escadres menaçaient à la fois Toulon, Marseille, les possessions françaises d'Amérique et d'Asie.

1746-1747 Philippe V venait de succomber à la sombre mélancolie qui depuis longtemps le consumait; assemblage bizarre de défauts et de qualités contraires, ce prince, intrépide sur les champs de bataille, manqua d'énergie dans la vie privée. Ne gouvernant jamais qu'avec d'autres volontés que les siennes, il fut roi sans régner, et bon sans faire beaucoup de bien. Néanmoins, malgré la faiblesse de ce prince, l'histoire de son règne offre plus d'une page glorieuse : la conquête d'Oran sur les Algériens; l'élévation de son fils aîné don Carlos sur le trône de Naples et de Sicile, trône enlevé à l'Autriche; la restauration de la monarchie espagnole, si dégénérée sous Philippe IV et sous Charles II : voilà des titres qui honorent sa mémoire. Fatigué du poids de la couronne, il l'avait autrefois déposée en faveur de don Louis, son premier fils. Quand ce prince eut cessé de vivre, Philippe reprit le sceptre par résignation, avec la même répugnance que d'autres éprouvent à le déposer.

La mort de ce monarque ne présagea d'abord aucun changement dans l'union des cabinets de Versailles et de Madrid; Ferdinand VI, son successeur, paraissait vouloir adopter la même politique

Cependant la position des trois armées de France, d'Espagne et de Naples, devenait de jour en jour plus fâcheuse; comme enfermées entre le Pô, le Lambro, le Tidone, la Trébie, elles avaient tout à craindre de l'infatigable roi de Sardaigne et des Autrichiens; le jeune comte de Maillebois, fils du maréchal de ce nom, leur fraya une route. Bientôt les alliés furent en pleine retraite.

A tous ces maux la mésintelligence ne tarda pas à en ajouter d'autres. Le marquis de La Mina, ennemi des Français, avait remplacé le comte de Gages. Sourd aux prières des Génois bloqués par une flotte anglaise, il refuse de les secourir, précipitant sa marche, ou plutôt sa fuite sur la Provence. Gênes tombe au pouvoir de l'ennemi[1]; entraîné par La Mina, le maréchal de Maillebois ramène, sur les bords du Var, les débris d'une armée naguère florissante : quarante mille Autrichiens les y poursuivent. Triomphants d'un côté, les Français sont chassés de l'autre; après six ans de ravages, l'incendie allumé près du Danube éclaire les côtes de la Provence[2]. Ces désastres, le cabinet de Versailles les eût évités, en se rappelant combien l'Italie avait été fatale à Charles VIII, à Louis XII, à François I[er], à Louis XIV lui-même, lors de la journée de Turin; mais les sévères leçons de l'histoire sont dédaignées ou méconnues; chacun se croit, par un heureux privilége, en dehors de leurs applications. 1746-1747

Bientôt un événement imprévu, l'insurrection de Gênes, rappela les Autrichiens en Italie. Le peuple de cette grande ville, poussé au désespoir par l'insolente tyrannie des vainqueurs, avait couru aux armes, chassé la garnison et le gouverneur, fils de ce même

[1] Le sénateur Adorno défendait Savone; le sénat de Gênes lui ayant écrit de se rendre, puisque les Autrichiens couvraient déjà tout le territoire : « La place que je commande m'a été confiée par une république libre, répondit-il; je ne la rendrai point sur l'ordre d'une république esclave. »

[2] Voltaire, *Siècle de Louis XV*.

1746-1747 Botta que l'on a vu, en Russie, conspirer contre Élisabeth. Le sénat encourageait secrètement cette vengeance nationale, sauf à la trahir plus tard. Le duc de Boufflers, et, après lui, le maréchal de Richelieu vinrent, à travers mille obstacles, jeter du secours dans Gênes; le siége étroit qui la pressait fut enfin levé. Mais, bientôt, l'orgueil aristocratique aima mieux honteusement fléchir devant Marie-Thérèse que d'entrer, avec le peuple, en partage du pouvoir.

Un nouveau revers attendait les Français : le maréchal de Belle-Isle, maître du comté de Nice, voulait pénétrer au cœur de l'Italie. Pour effrayer le Piémont, il envoya dans la vallée de Sture un corps de troupes sous les ordres de son frère; commission périlleuse, mais qui, par cela même, flattait singulièrement le téméraire courage du chevalier. Celui-ci, engagé vers le col de l'Assiette, sur le chemin d'Exilles, crut pouvoir enlever ce poste, et manda les Espagnols pour y monter ensemble. Mais ils tardèrent trois jours, et le roi de Sardaigne put se fortifier. Belle-Isle eût dû changer son plan; il n'en fit rien; aussi, quand les Français attaquèrent ces funestes retranchements, vingt-un bataillons piémontais n'eurent-ils que la peine de massacrer. Du moins, le général ne survécut pas à sa défaite. Blessé aux deux mains, il cherchait encore, avec ses dents, à arracher les palissades; son courage tenait de la fureur, du repentir peut-être. Un demi-siècle plus tard, une série de triomphes, sans exemple dans l'histoire, vengera la France au delà des Alpes.

Tandis que la Flandre et l'Italie servaient de théâtre aux jeux sanglants de l'ambition, une entreprise, romanesque dans ses circonstances, mais bien tragique par ses résultats, occupa quelque temps l'attention de l'Europe. Qui n'a donné des larmes au prince Édouard? qui a vu, sans une douloureuse admiration, ce jeune et dernier[1] rejeton d'une race infortunée, affronter les plus imminents dangers, défier seul, avec une poignée de braves, le sort et les hommes, pour replacer son père sur le trône de ses aïeux? Oublier la couronne eût été plus sage; mais, ce genre d'héroïsme, où le trouver? 1746-1747.

Jetons un voile sur les malheurs qui suivirent cette tentative désespérée, dont Culloden fut le tombeau, et sur les atroces cruautés qui souillèrent la victoire. Oublions surtout qu'un ministère français, après s'être servi d'Édouard comme d'un instrument utile[2], trahit lâchement à son égard les lois de l'hospitalité, en le faisant enlever, par des soldats, au milieu de Paris.

[1] Charles-Édouard mourut sans postérité, en 1788, à Florence. Son frère, Henri-Benoît, d'abord duc d'York, ensuite cardinal du même nom, termina sa carrière à Rome en 1807, âgé de quatre-vingt-deux ans. Dans son testament, le cardinal ordonna que son titre de Henri IX fût inscrit sur sa tombe; dans son intérieur, il se faisait traiter de *Majesté*. On raconte qu'un des fils de Georges III, voyageant en Italie, désira être présenté au cardinal, et qu'il se conforma de très-bonne grâce, devant le vieillard, à l'étiquette observée chez les Rois.

[2] Jamais la cour de Versailles ne pensa sérieusement à rétablir le prétendant. « Cet événement, disait Louis XV, dépend du concours de trop de causes secondes. » On connaît le mot du maréchal de Noailles à ce prince : « Sire, si Votre Majesté avait voulu faire dire la messe à Londres, il aurait fallu y envoyer trois cent mille hommes pour la servir. »

1746-1747 Cette déloyauté, d'autant moins pardonnable qu'elle était imposée par l'Angleterre[1], aurait excité plus d'indignation encore, si Édouard n'eût pris bientôt soin d'éteindre lui-même la pitié qu'il avait d'abord inspirée. Tandis que ses compagnons d'infortune, fidèles jusqu'au dernier moment, expiraient sur l'échafaud en bénissant son nom, le prince se montrait à toutes les fêtes, à tous les spectacles, faisant en quelque sorte parade d'insensibilité. On eût dit qu'en ordonnant son arrestation à l'Opéra, le ministère voulait rendre, par le choix même du lieu, cette mesure moins odieuse.

Déjà, en 1715, dix mille montagnards jacobites, sous les ordres du comte de Mar, arborant l'étendard de l'insurrection, avaient proclamé, dans les comtés de l'Écosse occidentale, le prétendant, fils de Jacques II, tandis qu'au Nord de l'Angleterre une insurrection catholique éclatait en faveur de ce prince. Mais, après la sanglante journée de Dumblaine où les troupes de Georges Ier triomphèrent, et une retraite habile du comte de Mar, les vaincus s'étaient dispersés dans le Nord de l'Écosse.

L'aventureuse expédition de 1745 fut le dernier effort national d'une population armée pour son indépendance, et digne, à ce titre, de sympathie. Avec elle s'anéantit, sous le glaive du gouvernement anglais, l'antique organisation des Clans montagnards et insulaires. Aujourd'hui, des routes militaires traversent, en tous sens, ces rochers si longtemps inaccessibles; sur

[1] On en fit une des clauses du traité d'Aix-la-Chapelle.

ces lacs solitaires, connus jadis des seuls fils de Fingal, 1748
naviguent des bateaux à vapeur, chargés de riches produits industriels; l'amour des sciences, la culture des lettres, une philosophie nerveuse et substantielle ont remplacé le sombre fanatisme et l'enthousiasme rêveur. Est-ce là une compensation de l'indépendance[1]?

Après certaines luttes, il arrive, pour les nations comme pour les individus, un degré de lassitude où le repos, quel que soit l'acharnement réciproque des ennemis, devient nécessaire. Ce besoin, l'Europe l'éprouvait. Huit campagnes et le blocus de ses ports par les flottes anglaises, avaient épuisé la France. Le cabinet britannique, soldant la guerre au poids de l'or, contemplait, avec effroi, le triste état de ses finances. La Hollande était tourmentée du même mal : la guerre lui avait enlevé une partie de ses boulevards; aussi demandait-elle instamment cette paix que tant de fois elle avait repoussée. La seule Maison d'Autriche aurait volontiers continué les hostilités, pourvu que l'Angleterre en eût toujours payé les frais. Néanmoins, comme elle avait aussi des pertes à réparer; comme Frédéric, plus que tout autre ennemi, occupait son attention, Marie-Thérèse dut se résigner aux négociations d'un congrès[2].

[1] Armand Carrel, *Résumé de l'histoire d'Écosse*.

[2] Autant les plénipotentiaires anglais et hollandais avaient montré de tiédeur à Bréda, en 1746, autant ils déployèrent d'activité à Aix-la-Chapelle. Par un article secret des préliminaires (*Voyez* Wenck, *Codex juris gentium recentissimi*, tome II, et Rousset, *Actes et Mémoires*, tome XX), signés, le 30 avril 1748, avec l'ambassadeur de France, ils convinrent : « Qu'en cas de refus ou de délai de la part de quelqu'une des puissances intéressées à la paix, de concourir à la si-

1748 Dès le mois de mars, les ministres des diverses puissances arrivèrent successivement à Aix-la-Chapelle. C'était, pour la France, le comte de Saint-Séverin d'Aragon, et M. de Laporte de Theil; pour l'Angleterre, le comte de Sandwich et le chevalier Thomas Robinson; pour l'Impératrice-Reine, le comte de Kaunitz-Rittberg; pour l'Espagne, don Jacques Masones de Lima y Soto Mayor; pour la Sardaigne, le chevalier don Joseph Ossorio, et le comte Joseph Borré de Chavanne; pour les États-Généraux, le comte de Bentinck, le baron de Wassenaër, le bourguemestre Hasselaër, d'Amsterdam, le baron de Borssele, le grietman Unno Zwier de Haren; pour le duc de Modène, et pour la république de Gênes, le marquis François Doria.

La première conférence générale eut lieu le 24 avril. Tout devait marcher vite, la cour de France, malgré d'énormes sacrifices, et les plus éclatants succès, persévérant dans sa modération. Un événement, propre encore à hâter la paix, fut le siége de Maëstricht, fièrement entrepris par le maréchal de Saxe, en présence de quatre-vingt mille ennemis; cette ville prise, toute la Hollande était ouverte au vainqueur.

Pour abréger encore, les plénipotentiaires français

gnature et à l'exécution des articles préliminaires, les rois de France et d'Angleterre et les États-Généraux se concerteraient ensemble sur les moyens les plus efficaces pour l'exécution de ce qui est convenu; et que si, contre toute attente, quelqu'une des puissances persistait à ne pas consentir, elle ne jouirait point des avantages qui lui sont procurés par les articles préliminaires. » (Mably, *Droit public de l'Europe*, tome III.)

signèrent, séparément, dans une conférence secrète, 1748
les articles préliminaires : ils se réservaient de les faire ensuite approuver par toutes les autres puissances belligérantes.

Le 7 mai, Maëstricht se rendit, et le traité définitif fut enfin signé, le 18 octobre, entre la France, l'Angleterre et la Hollande, ainsi qu'elles l'avaient fait au traité préliminaire. Les autres puissances y accédèrent successivement.

Avec d'ardentes approbations, le traité d'Aix-la-Chapelle souleva de non moins véhémentes critiques : parmi les mécontents, celui qui avait le plus de droit de parler haut, Maurice de Saxe, disait : « Nousé tions à même, après Fontenoy, de nous emparer de la Hollande et d'éteindre cette république, source de divisions en Europe.... Alliés nécessaires des Anglais, ces marchands sont nos ennemis naturels..... Pourquoi ne pas les achever? Détruire la Hollande, c'est couper le bras droit de l'Angleterre....... Pourquoi donc tant de sang versé? La France, en rendant ses conquêtes, s'est fait la guerre à elle-même; les ennemis ont conservé leur même degré de puissance; elle seule s'est affaiblie. »

En apprenant ce langage : « Je reconnais là, dit Louis XV, le style de MM. les généralissimes; *leur politique est toujours à boulets rouges.* »

Auteur de la paix, M. de Saint-Séverin, dans un mémoire au Roi, défendit son œuvre : « Sire, disait-il, entre autres choses, la conquête de la Hollande n'était point entrée dans le plan de cette guerre; toute la politique de la France, par rapport à cette puissance, s'é-

1748 tait bornée à la retenir dans la neutralité!..... Il faut affaiblir insensiblement les Hollandais, mais ne les détruire jamais; c'est une barrière contre les puissances du Nord.......

« On parle de la facilité que nous avions de détruire, et l'on ne dit rien de celle où nous étions d'être détruits. Ce qui m'a porté, Sire, à terminer le grand ouvrage de la paix, c'est le désordre des finances, la dépopulation de l'État, et la disette des subsistances..., etc. »

Ainsi s'éteignit une guerre qui avait d'abord paru devoir changer la face d'une grande partie de l'Europe, et qui n'amena aucun changement notable, si ce n'est pour quelques cantons du Milanais, Parme et la Sicile. Le rétablissement du Stathoudérat dans les Provinces-Unies fut, à proprement parler, la seule révolution de cette époque. Nulle partie belligérante n'était devenue plus riche; presque toutes, beaucoup plus pauvres. L'Angleterre elle-même, si habile à exploiter et la guerre et la paix, dut se contenter de peu de bénéfices directs. Le traité ne relatait pas même sa prétention de naviguer sur les mers du Sud de l'Amérique, sans avoir à subir la visite des Espagnols; prétention qui cependant avait armé Londres contre Madrid[1].

De tous les princes intéressés, un seul recueillit de solides avantages; un seul vit ses conquêtes non-seulement conservées, mais garanties[2] : ce fut Frédéric.

[1] Flassan, *Histoire de la diplomatie française*.

[2] Article 22 du traité.

Malgré la cessation des hostilités, l'avenir ne s'offrait pas sans nuages; c'était moins une paix qu'un repos armé : un million de soldats, que leurs foyers réclamaient en vain, semblaient attendre le signal de nouveaux combats. 1748

En étudiant, avec soin, les clauses du traité d'Aix-la-Chapelle, il est facile de voir que la nécessité seule avait interrompu le cours des événements militaires. Afin de hâter la conclusion de la paix, de très-graves questions n'avaient été qu'ébauchées; au présent on sacrifia l'avenir. Quand le comte de Saint-Séverin partit de Versailles pour le congrès, madame de Pompadour, depuis peu maîtresse du Roi, lui avait dit : « Au moins, souvenez-vous, monsieur, de ne pas revenir sans la paix; le Roi la veut à tout prix. »

C'était, en éteignant d'une main l'incendie, ramasser, de l'autre, des matières combustibles. Pour réveiller des troubles, il ne fallait que la mort du nouveau roi d'Espagne; la moindre étincelle pouvait rallumer la guerre entre la France et l'Angleterre, relativement aux limites du Canada, que les vagues expressions du traité laissaient indéterminées. Cet écueil, on l'eût facilement évité en précisant un fleuve, une rivière ou une chaîne de montagnes. Ici surtout les diplomates français furent complétement joués par l'habileté britannique[1].

[1] L'article 12 du traité d'Utrecht, par lequel la France avait cédé à l'Angleterre l'Acadie ou la Nouvelle-Écosse, portait : « En son entier, conformément à ses anciennes limites. » Ces termes vagues enfantè-

1748 A bien considérer les choses, le roi de Prusse n'avait point trop à se plaindre du traité d'Aix-la-Chapelle : presque toutes ses possessions lui étaient conservées; le sacrifice de quelques petits États dont la perte ne devait pas l'affaiblir, garantissant son nouvel ordre de succession, en faisait une loi générale et authentique de l'Europe.

Louis XV avait, durant la guerre et lors du congrès, donné des preuves éclatantes de désintéressement; mais ce désintéressement coûtait cher au royaume, et le dispendieux établissement de don Philippe dans les duchés de Parme, de Plaisance, de Guastalla, ne pouvait rien ajouter aux forces réelles, ni à la considération de la France et de l'Espagne. Protectrice d'un prince trop faible pour se défendre lui-même contre ses voisins, la Maison de Bourbon s'imposa un lourd fardeau. Il est vrai qu'en consolidant entre les mains du roi de Prusse la possession de la Silésie, elle suscitait, en Allemagne, un redoutable rival à l'Autriche.

Pourquoi le cabinet français, oubliant que, dans le Nord, Frédéric était son plus utile allié, abjura-t-il

rent des contestations, que reproduisit un article du traité d'Aix-la-Chapelle, portant : « Que toutes choses seraient remises sur le pied où elles étaient avant la guerre. » L'Angleterre, invoquant les commissions mêmes des officiers français et les traités précédents, réclama donc tout le territoire qui s'étendait entre le fleuve Saint-Laurent, la rivière de Pentagonet ou de Penobscot et l'Océan atlantique.

De son côté, la France voulait restreindre l'Acadie à la partie méridionale de la péninsule, partie comprise entre les caps de Sainte-Marie et de Canseau.



plus tard une aussi sage politique? Pourquoi aussi la France victorieuse souffrit-elle que l'article 17 renouvelât la clause humiliante du traité d'Utrecht relativement au port de Dunkerque? 1748

C'est une noble et sainte chose que la modération, mais un sentiment plus noble et plus saint encore, c'est le sentiment national.

LIVRE IV.

Paix générale. — Détails sur la famille royale de Prusse. — Société de *Sans-Souci*. — Séjour de Voltaire à Berlin. — Événements qui s'y rapportent. — Habitudes privées de Frédéric. — Son caractère.

1750-1756 Enfin l'humanité respirait.

Il est doux d'arrêter ses regards sur les heureux jours qui vont s'écouler jusqu'en 1755. L'Europe entière n'en vit guère luire de plus beaux. Le commerce florissait de Saint-Pétersbourg jusqu'à Cadix ; partout les beaux-arts étaient en honneur ; on voyait entre toutes les nations une correspondance active ; l'Europe ressemblait à une grande famille réunie après ses différends [1].

La France surtout offrait alors un spectacle du plus haut intérêt : c'était l'époque de cette ardente impulsion philosophique qui, franchissant toutes les barrières, triomphant de toutes les résistances, s'est communiquée au monde entier. Sans rien retrancher de son admiration pour les anciens, toute une génération de hardis esprits s'élançait dans l'avenir avec enthousiasme, comme sans prévoyance, riche de théories, mais

[1] Voltaire, *Siècle de Louis XV*.

ne songeant point encore aux applications. Après les *Lettres persanes*, Montesquieu, ce Corneille de la politique, avait publié l'admirable tableau des *Causes de la grandeur et de la décadence des Romains*; sous sa main puissante, un immense édifice, l'*Esprit des Lois*, s'élevait majestueusement, aux acclamations du monde civilisé. 1750-1756

Les *Lettres anglaises* avaient paru; vers le même temps, leur infatigable auteur dédiait sa tragédie de *Mahomet* au pape Benoît XIV, qui l'acceptait; Diderot, armé de ses *Pensées philosophiques*, comme d'un manifeste, débutait, avec audace, dans la carrière des lettres; fanatique d'athéisme, il gourmandait la *tiédeur* de Voltaire. Ce fougueux sectaire, défiant la persécution, posait les bases de l'*Encyclopédie*, monument gigantesque dont, jusqu'alors, le dix-huitième siècle avait pu seul fournir les matériaux et les ouvriers.

Déjà J.-J. Rousseau, rhéteur sublime, dont l'influence sur les destinées de l'homme échappe au calcul, préludait à ces éloquentes pages, où bien des vérités neuves, touchantes, profondes, rachètent tant de paradoxes et d'erreurs; Buffon, magnifique interprète de la nature; Vauvenargues, moraliste aussi pur, aussi religieux qu'il soit donné à l'homme de l'être en dehors de la foi chrétienne; Condillac, Duclos, Helvétius, Dumarsais, Raynal, secondaient plus ou moins activement ou suivaient, par des routes diverses, mais avec un but commun, cette universelle expansion de la pensée humaine.

Attentif aux succès d'une cause sur les drapeaux de laquelle il n'avait pas craint d'inscrire un nom royal,

1760-1766 Frédéric, durant ces paisibles années, se livra à ses études chéries, leur consacrant tout le temps que lui laissaient les soins du gouvernement. C'est un phénomène inouï dans les annales de l'esprit humain, que ce roi du Nord, à la fois conquérant, législateur, historien et poëte, si Allemand par le cœur, si Français par ses goûts, par ses habitudes littéraires, par son langage, et qui ne se reposait des plus austères préoccupations qu'au sein des Muses, dans le commerce des grands hommes. Frédéric, par l'usage qu'il en fit, doubla la puissance intellectuelle dont la nature l'avait si libéralement doté.

Il apparaît de temps à autre quelques familles que la Providence semble s'être plu à traiter avec une prédilection particulière, en leur accordant, rare privilége, la double couronne du génie et de la royauté. Celle de Frédéric fut de ce nombre. A cette époque, en effet, la Maison de Brandebourg brillait de tous les dons de l'esprit, de tous les reflets de la gloire. La Prusse se rappelle avec orgueil les exploits du prince Henri, digne émule de son frère. Également dévoués à l'État, tous deux apportaient dans ce dévouement les différences de leurs caractères personnels. Hardi, impétueux, parfois téméraire, Frédéric fit des fautes à la guerre; Henri, calme, réservé, sagement circonspect, n'en commit aucune. Non moins ami des lettres et des arts, il entretint d'intimes relations avec les plus célèbres écrivains de l'Europe. Tout entier, pendant la paix, aux charmes de la vie privée, ce prince ne quittait sa délicieuse retraite de Rheinsberg que pour satisfaire

aux devoirs de son rang, aux impérieuses exigences de l'étiquette. 1750-1756

Le prince Guillaume, second frère du Roi, avait aussi d'autres droits que ceux de la naissance aux respects publics. Plein d'esprit, d'instruction, de bonté, mais d'une timidité extrême, la vue d'un étranger l'embarrassait; pour briller de tous ses avantages, il lui fallait la vie intime. Guillaume mourut trop tôt pour son pays : on verra plus loin dans quelles circonstances.

Parmi les femmes, la princesse Amélie, la margrave de Bareith, Louise-Ulrique, qui partagea le trône des Wasa, et que chanta Voltaire, se montrèrent les dignes sœurs de ces trois illustres personnages. Familiarisée, dès son enfance, avec l'étude et la méditation, Louise-Ulrique, tendrement chérie du Roi, contracta, auprès de lui, un goût décidé pour l'histoire et la philosophie; dans cette douce intimité d'un grand homme, se développèrent son esprit naturel, son mâle caractère. Frédéric eût voulu ne se séparer jamais d'une compagne, nécessaire à son bonheur; il refusa même de la donner pour épouse au grand-duc de Russie, depuis Pierre III. Ulrique fut pourtant unie à l'héritier présomptif de la couronne suédoise. Reine en 1751, elle travailla dès-lors, avec ardeur, à propager, dans sa nouvelle patrie, les connaissances humaines. Vers cette époque, une foule d'hommes distingués, Cronstedt, Dalin, Kligenstiern, Wallerius, et tant d'autres, illustraient la Suède; le grand nom de Linnée n'a pas besoin d'éloges.

1750-1756 C'est Ulrique qui, en 1753, fonda, à Stockholm, une académie des belles-lettres : sous ses auspices, se formèrent aussi la riche bibliothèque du château de Drottingholm[1], le cabinet d'histoire naturelle décrit par Linnée, et la belle collection de tableaux qui orne aujourd'hui le musée de Stockholm. Cette princesse aimait à faire rejaillir sur le trône l'éclat des talents et du génie[2].

Mais, pour la politesse et le bon goût, nulle autre cour n'était comparable alors à la cour de Prusse.

Jusqu'au sein des plaisirs, tout respirait, à Berlin, un caractère de grandeur morale; tout tendait au développement de la pensée. Le goût des arts[3] et d'une galanterie chevaleresque multipliait, autour de la famille royale, les jeux du théâtre, les carrousels, des fêtes allégoriques plus élégantes que fastueuses; nobles délassements auxquels présidaient la gloire, les grâces, la beauté! Un jour que la princesse Amélie

[1] Les dépouilles mortelles de Dalin reposent, avec celles de Kligenstiern, près de ce château royal, dans un tombeau que leur fit élever la Reine.

[2] Remarquons ici que la Suède est depuis longtemps parvenue à un beaucoup plus haut degré de civilisation qu'on ne le croit communément dans le reste de l'Europe. La lumière y circule, et l'existence politique dont jouissent les paysans donne à cette classe de citoyens une physionomie toute particulière, qui ne se retrouve point ailleurs.

[3] « Le roi de Prusse vient d'ordonner trois tableaux à trois différents peintres de notre école. M. Carle Vanloo est chargé du *Sacrifice d'Iphigénie*; M. Pierre, du *Jugement de Pâris*, et M. Restout, du *Triomphe de Bacchus*. » (Grimm, *Correspondance littéraire, philosophique et critique*, etc., tome I.)

distribuait les couronnes, Voltaire lui adressa les vers suivants : 1750-1756

> Jamais dans la Grèce et dans Rome
> On ne vit de tels jeux, ni de plus dignes prix.
> J'ai vu les fils de Mars sous les traits de Pâris,
> Et Vénus qui donnait la pomme [1].

A tous ces noms célèbres, il faut en ajouter un autre, un nom à peine connu dans l'histoire, celui pourtant de la reine de Prusse, Élisabeth-Christine de Brunswick-Wolfenbuttel. Cette union, on se le rappelle, avait été commandée au prince royal par l'inflexible volonté de son père; aussi Frédéric, forcé de sacrifier son penchant pour une fille du roi d'Angleterre, ne put-il offrir un sentiment bien vif à une compagne imposée. Mais, appréciant ses rares qualités, il lui témoigna constamment les plus affectueux égards. Admiratrice enthousiaste du glorieux époux dont elle excusait même, avec une tendre partialité, toutes les actions, cette princesse, par une constante étude, devinait ses moindres désirs pour s'y conformer. Lors de la guerre de *Sept-Ans*, les dangers, qui menacèrent tant de fois Frédéric, causaient à Élisabeth-Christine les plus vives inquiétudes. Frédéric, le sachant, lui donnait lui-même, dans de courtes lettres, la première nouvelle des événements mémorables. Son attachement pour elle était plus sincère que ne l'eût fait croire l'éloignement où il la tenait. « J'apprends, avec une

[1] *Vie privée, politique et militaire du prince Henri de Prusse*, Paris, MDCCCIX.

1750-1756 C'est Ulrique qui, en 1753, fonda, à Stockholm, une académie des belles-lettres : sous ses auspices, se formèrent aussi la riche bibliothèque du château de Drotthingholm[1], le cabinet d'histoire naturelle décrit par Linnée, et la belle collection de tableaux qui orne aujourd'hui le musée de Stockholm. Cette princesse aimait à faire rejaillir sur le trône l'éclat des talents et du génie[2].

Mais, pour la politesse et le bon goût, nulle autre cour n'était comparable alors à la cour de Prusse.

Jusqu'au sein des plaisirs, tout respirait, à Berlin, un caractère de grandeur morale; tout tendait au développement de la pensée. Le goût des arts[3] et d'une galanterie chevaleresque multipliait, autour de la famille royale, les jeux du théâtre, les carrousels, des fêtes allégoriques plus élégantes que fastueuses; nobles délassements auxquels présidaient la gloire, les grâces, la beauté! Un jour que la princesse Amélie

[1] Les dépouilles mortelles de Dalin reposent, avec celles de Kligenstiern, près de ce château royal, dans un tombeau que leur fit élever la Reine.

[2] Remarquons ici que la [illegible] de [illegible] longtemps parvenue à un beaucoup plus haut degré [illegible] on ne le croit communément dans le reste de l'Europe. L[illegible] y circule, et l'existence politique dont jouissent les paysans [illegible] [illegible]tte classe de citoyens une physionomie toute [illegible]ère, [illegible] ne se [illegible]rouve point ailleurs.

[3] « Le roi de Pr[illegible] [illegible]vient d[illegible] tableaux à trois différents peintres de notre éc[illegible] Ca[illegible] [illegible] *Sacrifice d'Iphigénie*; [illegible] Pierre, du *J*[illegible] *de Bacch*[illegible] » [illegible] *tique*, etc., t[illegible] I.)

distribuait les couronnes, Voltaire lui adressa les vers suivants : 1750-1756

> Jamais dans la Grèce et dans Rome
> On ne vit de tels jeux, ni de plus dignes prix.
> J'ai vu les fils de Mars sous les traits de Pâris,
> Et Vénus qui donnait la pomme[1].

A tous ces noms célèbres, il faut en ajouter un autre, un nom à peine connu dans l'histoire, celui pourtant de la reine de Prusse, Élisabeth-Christine de Brunswick-Wolfenbuttel. Cette union, on se le rappelle, avait été commandée au prince royal par l'inflexible volonté de son père; aussi Frédéric, forcé de sacrifier son penchant pour une fille du roi d'Angleterre, ne put-il offrir un sentiment bien vif à une compagne imposée. Mais, appréciant ses rares qualités, il lui témoigna constamment les plus affectueux égards. Admiratrice enthousiaste du glorieux époux dont elle excusait même, avec une tendre partialité, toutes les actions, cette princesse, par une constante étude, devinait ses moindres désirs pour s'y conformer. Lors de la guerre de *Sept-Ans*, les dangers, qui menacèrent tant de fois Frédéric, causaient à Élisabeth-Christine les plus vives inquiétudes. Frédéric, le sachant, lui donnait lui-même, dans de courtes lettres, la première nouvelle des événements mémorables. Son attachement pour elle était p[illegible]s sincère que ne l'eût fait croire l'éloignement où il l[illegible]ait. « J'apprends, avec une

[1] [illegible] *[illegible]ue et [illegible]e du prince Henri de Prusse*, Paris,

1750-1756 extrême douleur, monsieur, écrivait-il à un médecin, que Sa Majesté la Reine est malade, et que sa maladie pourrait devenir inquiétante et grave, si l'on n'y apportait un prompt remède. Je vous recommande en conséquence de la voir sans délai, et de vous réunir avec les deux autres médecins de Berlin, aux lumières et à la sagesse desquels vous aurez le plus de confiance, pour lui donner tous les secours qui peuvent dépendre de votre art. Songez bien qu'il s'agit de la personne la plus chère et la plus nécessaire à l'État, aux pauvres et à moi. »

Durant le long règne de son époux, ce fut Élisabeth-Christine qui tint la véritable cour; chez elle, aux jours et heures marqués, se rendaient les ministres, les généraux, le corps diplomatique, les courtisans : chez elle encore, avaient lieu les présentations d'étrangers. Exact à venir célébrer la fête de la Reine, c'était là le seul jour de l'année où Frédéric quittait ses grandes bottes, les remplaçant par des bas de soie noirs qui, faute de jarretières, tournaient en plis le long de ses jambes.

Lorsqu'il était à Berlin, le Roi paraissait aussi au cercle de la cour avec elle; mais leur intimité n'allait pas plus loin. Jamais la Reine ne fut invitée à venir à Sans-Souci, ni à Postdam, où, chaque été pourtant, Frédéric invitait la famille royale. Élisabeth-Christine ne connut donc point la demeure habituelle de son époux; elle ne s'en plaignait pas; mais voici un fait qui prouve combien cette séparation la blessait.

Le duc Ferdinand de Brunswick étant arrivé à Berlin



sans y être attendu, et pendant un voyage militaire du Roi, Frédéric lui écrivit que, s'il désirait voir Sans-Souci, il y serait reçu comme lui-même, que le choix de sa société lui était entièrement abandonné, et que, si la Reine voulait suivre son frère à Sans-Souci, le Roi en serait charmé, tout ayant été prévu pour les recevoir. 1760-1786.

Ferdinand s'empressa de montrer la lettre à sa sœur : « Non, répondit celle-ci, avec une noble fierté, le Roi ne m'a jamais invitée à aller à Sans-Souci ; je ne veux pas profiter de son absence pour voir ce château sans lui. »

Cette princesse, dont l'éducation avait été fort soignée, aimait l'étude ; très-pieuse, elle préférait les ouvrages de religion, sans négliger pourtant la littérature ; les bons écrivains allemands et français lui étaient familiers. A ses yeux, les deux vrais titres d'honneur d'un homme, c'était le mérite et la probité. Aussi admettait-elle à sa table Lambert, Mérian, Formey et d'autres académiciens. La Reine a laissé des traductions françaises de plusieurs ouvrages allemands. Voici les plus remarquables : 1° *Le Chrétien dans la solitude*, par Cruchot, Berlin, 1776 ; 2° *De la Destination de l'homme*, par Spalding, Berlin, 1776 ; 3° *Considérations sur les œuvres de Dieu*, par Sturm, 3 vol., La Haye, 1777 ; 4° *Manuel de la religion*, par Hermes, 2 vol., Berlin, 1789 ; 5° *Hymnes de Gellert*, ibid., 1790. On lui attribue un autre ouvrage intitulé : *Réflexions sur l'état des affaires politiques en 1778, adressées aux personnes craintives.*

Bien que ses principes religieux différassent beau-

1748 A bien considérer les choses, le roi de Prusse n'avait point trop à se plaindre du traité d'Aix-la-Chapelle : presque toutes ses possessions lui étaient conservées; le sacrifice de quelques petits États dont la perte ne devait pas l'affaiblir, garantissant son nouvel ordre de succession, en faisait une loi générale et authentique de l'Europe.

Louis XV avait, durant la guerre et lors du congrès, donné des preuves éclatantes de désintéressement; mais ce désintéressement coûtait cher au royaume, et le dispendieux établissement de don Philippe dans les duchés de Parme, de Plaisance, de Guastalla, ne pouvait rien ajouter aux forces réelles, ni à la considération de la France et de l'Espagne. Protectrice d'un prince trop faible pour se défendre lui-même contre ses voisins, la Maison de Bourbon s'imposa un lourd fardeau. Il est vrai qu'en consolidant entre les mains du roi de Prusse la possession de la Silésie, elle suscitait, en Allemagne, un redoutable rival à l'Autriche.

Pourquoi le cabinet français, oubliant que, dans le Nord, Frédéric était son plus utile allié, abjura-t-il

rent des contestations, que reproduisit un article du traité d'Aix-la-Chapelle, portant : « Que toutes choses seraient remises sur le pied où elles étaient avant la guerre. » L'Angleterre, invoquant les commissions mêmes des officiers français et les traités précédents, réclama donc tout le territoire qui s'étendait entre le fleuve Saint-Laurent, la rivière de Pentagonet ou de Penobscot et l'Océan atlantique.

De son côté, la France voulait restreindre l'Acadie à la partie méridionale de la péninsule, partie comprise entre les caps de Sainte-Marie et de Canseau.

plus tard une aussi sage politique? Pourquoi aussi la 1748
France victorieuse souffrit-elle que l'article 17 renouvelât la clause humiliante du traité d'Utrecht relativement au port de Dunkerque?

C'est une noble et sainte chose que la modération, mais un sentiment plus noble et plus saint encore, c'est le sentiment national.

1748 A bien considérer les choses, le roi de Prusse n'avait point trop à se plaindre du traité d'Aix-la-Chapelle : presque toutes ses possessions lui étaient conservées ; le sacrifice de quelques petits États dont la perte ne devait pas l'affaiblir, garantissant son nouvel ordre de succession, en faisait une loi générale et authentique de l'Europe.

Louis XV avait, durant la guerre et lors du congrès, donné des preuves éclatantes de désintéressement ; mais ce désintéressement coûtait cher au royaume, et le dispendieux établissement de don Philippe dans les duchés de Parme, de Plaisance, de Guastalla, ne pouvait rien ajouter aux forces réelles, ni à la considération de la France et de l'Espagne. Protectrice d'un prince trop faible pour se défendre lui-même contre ses voisins, la Maison de Bourbon s'imposa un lourd fardeau. Il est vrai qu'en consolidant entre les mains du roi de Prusse la possession de la Silésie, elle suscitait, en Allemagne, un redoutable rival à l'Autriche.

Pourquoi le cabinet français, oubliant que, dans le Nord, Frédéric était son plus utile allié, abjura-t-il

rent des contestations, que reproduisit un article du traité d'Aix-la-Chapelle, portant : « Que toutes choses seraient remises sur le pied où elles étaient avant la guerre. » L'Angleterre, invoquant les commissions mêmes des officiers français et les traités précédents, réclama donc tout le territoire qui s'étendait entre le fleuve Saint-Laurent, la rivière de Pentagonet ou de Penobscot et l'Océan atlantique.

De son côté, la France voulait restreindre l'Acadie à la partie méridionale de la péninsule, partie comprise entre les caps de Sainte-Marie et de Canseau.

plus tard une aussi sage politique? Pourquoi aussi la France victorieuse souffrit-elle que l'article 17 renouvelât la clause humiliante du traité d'Utrecht relativement au port de Dunkerque? 1748

C'est une noble et sainte chose que la modération, mais un sentiment plus noble et plus saint encore, c'est le sentiment national.

LIVRE IV.

Paix générale. — Détails sur la famille royale de Prusse. — Société de *Sans-Souci*. — Séjour de Voltaire à Berlin. — Événements qui s'y rapportent. — Habitudes privées de Frédéric. — Son caractère.

1750-1756 Enfin l'humanité respirait.

Il est doux d'arrêter ses regards sur les heureux jours qui vont s'écouler jusqu'en 1755. L'Europe entière n'en vit guère luire de plus beaux. Le commerce florissait de Saint-Pétersbourg jusqu'à Cadix ; partout les beaux-arts étaient en honneur ; on voyait entre toutes les nations une correspondance active ; l'Europe ressemblait à une grande famille réunie après ses différends [1].

La France surtout offrait alors un spectacle du plus haut intérêt : c'était l'époque de cette ardente impulsion philosophique qui, franchissant toutes les barrières, triomphant de toutes les résistances, s'est communiquée au monde entier. Sans rien retrancher de son admiration pour les anciens, toute une génération de hardis esprits s'élançait dans l'avenir avec enthousiasme, comme sans prévoyance, riche de théories, mais

[1] Voltaire, *Siècle de Louis XV*.

ne songeant point encore aux applications. Après les 1750-
Lettres persanes, Montesquieu, ce Corneille de la politi- 1756
que, avait publié l'admirable tableau des *Causes de la grandeur et de la décadence des Romains*; sous sa main puissante, un immense édifice, l'*Esprit des Lois*, s'élevait majestueusement, aux acclamations du monde civilisé.

Les *Lettres anglaises* avaient paru; vers le même temps, leur infatigable auteur dédiait sa tragédie de *Mahomet* au pape Benoît XIV, qui l'acceptait; Diderot, armé de ses *Pensées philosophiques*, comme d'un manifeste, débutait, avec audace, dans la carrière des lettres; fanatique d'athéisme, il gourmandait la *tiédeur* de Voltaire. Ce fougueux sectaire, défiant la persécution, posait les bases de l'*Encyclopédie*, monument gigantesque dont, jusqu'alors, le dix-huitième siècle avait pu seul fournir les matériaux et les ouvriers.

Déjà J.-J. Rousseau, rhéteur sublime, dont l'influence sur les destinées de l'homme échappe au calcul, préludait à ces éloquentes pages, où bien des vérités neuves, touchantes, profondes, rachètent tant de paradoxes et d'erreurs; Buffon, magnifique interprète de la nature; Vauvenargues, moraliste aussi pur, aussi religieux qu'il soit donné à l'homme de l'être en dehors de la foi chrétienne; Condillac, Duclos, Helvétius, Dumarsais, Raynal, secondaient plus ou moins activement ou suivaient, par des routes diverses, mais avec un but commun, cette universelle expansion de la pensée humaine.

Attentif aux succès d'une cause sur les drapeaux de laquelle il n'avait pas craint d'inscrire un nom royal,

1750-1756 Frédéric, durant ces paisibles années, se livra à ses études chéries, leur consacrant tout le temps que lui laissaient les soins du gouvernement. C'est un phénomène inouï dans les annales de l'esprit humain, que ce roi du Nord, à la fois conquérant, législateur, historien et poëte, si Allemand par le cœur, si Français par ses goûts, par ses habitudes littéraires, par son langage, et qui ne se reposait des plus austères préoccupations qu'au sein des Muses, dans le commerce des grands hommes. Frédéric, par l'usage qu'il en fit, doubla la puissance intellectuelle dont la nature l'avait si libéralement doté.

Il apparaît de temps à autre quelques familles que la Providence semble s'être plu à traiter avec une prédilection particulière, en leur accordant, rare privilége, la double couronne du génie et de la royauté. Celle de Frédéric fut de ce nombre. A cette époque, en effet, la Maison de Brandebourg brillait de tous les dons de l'esprit, de tous les reflets de la gloire. La Prusse se rappelle avec orgueil les exploits du prince Henri, digne émule de son frère. Également dévoués à l'État, tous deux apportaient dans ce dévouement les différences de leurs caractères personnels. Hardi, impétueux, parfois téméraire, Frédéric fit des fautes à la guerre; Henri, calme, réservé, sagement circonspect, n'en commit aucune. Non moins ami des lettres et des arts, il entretint d'intimes relations avec les plus célèbres écrivains de l'Europe. Tout entier, pendant la paix, aux charmes de la vie privée, ce prince ne quittait sa délicieuse retraite de Rheinsberg que pour satisfaire

aux devoirs de son rang, aux impérieuses exigences de l'étiquette. 1750-1756

Le prince Guillaume, second frère du Roi, avait aussi d'autres droits que ceux de la naissance aux respects publics. Plein d'esprit, d'instruction, de bonté, mais d'une timidité extrême, la vue d'un étranger l'embarrassait; pour briller de tous ses avantages, il lui fallait la vie intime. Guillaume mourut trop tôt pour son pays : on verra plus loin dans quelles circonstances.

Parmi les femmes, la princesse Amélie, la margrave de Bareith, Louise-Ulrique, qui partagea le trône des Wasa, et que chanta Voltaire, se montrèrent les dignes sœurs de ces trois illustres personnages. Familiarisée, dès son enfance, avec l'étude et la méditation, Louise-Ulrique, tendrement chérie du Roi, contracta, auprès de lui, un goût décidé pour l'histoire et la philosophie; dans cette douce intimité d'un grand homme, se développèrent son esprit naturel, son mâle caractère. Frédéric eût voulu ne se séparer jamais d'une compagne, nécessaire à son bonheur; il refusa même de la donner pour épouse au grand-duc de Russie, depuis Pierre III. Ulrique fut pourtant unie à l'héritier présomptif de la couronne suédoise. Reine en 1751, elle travailla dès-lors, avec ardeur, à propager, dans sa nouvelle patrie, les connaissances humaines. Vers cette époque, une foule d'hommes distingués, Cronstedt, Dalin, Kligenstiern, Wallerius, et tant d'autres, illustraient la Suède; le grand nom de Linnée n'a pas besoin d'éloges.

1750-1756 C'est Ulrique qui, en 1753, fonda, à Stockholm, une académie des belles-lettres : sous ses auspices, se formèrent aussi la riche bibliothèque du château de Drottingholm[1], le cabinet d'histoire naturelle décrit par Linnée, et la belle collection de tableaux qui orne aujourd'hui le musée de Stockholm. Cette princesse aimait à faire rejaillir sur le trône l'éclat des talents et du génie[2].

Mais, pour la politesse et le bon goût, nulle autre cour n'était comparable alors à la cour de Prusse.

Jusqu'au sein des plaisirs, tout respirait, à Berlin, un caractère de grandeur morale; tout tendait au développement de la pensée. Le goût des arts[3] et d'une galanterie chevaleresque multipliait, autour de la famille royale, les jeux du théâtre, les carrousels, des fêtes allégoriques plus élégantes que fastueuses; nobles délassements auxquels présidaient la gloire, les grâces, la beauté! Un jour que la princesse Amélie

[1] Les dépouilles mortelles de Dalin reposent, avec celles de Kligenstiern, près de ce château royal, dans un tombeau que leur fit élever la Reine.

[2] Remarquons ici que la Suède est depuis longtemps parvenue à un beaucoup plus haut degré de civilisation qu'on ne le croit communément dans le reste de l'Europe. La lumière y circule, et l'existence politique dont jouissent les paysans donne à cette classe de citoyens une physionomie toute particulière, qui ne se retrouve point ailleurs.

[3] « Le roi de Prusse vient d'ordonner trois tableaux à trois différents peintres de notre école. M. Carle Vanloo est chargé du *Sacrifice d'Iphigénie*; M. Pierre, du *Jugement de Pâris*, et M. Restout, du *Triomphe de Bacchus*. » (Grimm, *Correspondance littéraire, philosophique et critique*, etc., tome I.)



distribuait les couronnes, Voltaire lui adressa les vers suivants : 1750-1756

> Jamais dans la Grèce et dans Rome
> On ne vit de tels jeux, ni de plus dignes prix.
> J'ai vu les fils de Mars sous les traits de Pâris,
> Et Vénus qui donnait la pomme[1].

A tous ces noms célèbres, il faut en ajouter un autre, un nom à peine connu dans l'histoire, celui pourtant de la reine de Prusse, Élisabeth-Christine de Brunswick-Wolfenbuttel. Cette union, on se le rappelle, avait été commandée au prince royal par l'inflexible volonté de son père; aussi Frédéric, forcé de sacrifier son penchant pour une fille du roi d'Angleterre, ne put-il offrir un sentiment bien vif à une compagne imposée. Mais, appréciant ses rares qualités, il lui témoigna constamment les plus affectueux égards. Admiratrice enthousiaste du glorieux époux dont elle excusait même, avec une tendre partialité, toutes les actions, cette princesse, par une constante étude, devinait ses moindres désirs pour s'y conformer. Lors de la guerre de *Sept-Ans*, les dangers, qui menacèrent tant de fois Frédéric, causaient à Élisabeth-Christine les plus vives inquiétudes. Frédéric, le sachant, lui donnait lui-même, dans de courtes lettres, la première nouvelle des événements mémorables. Son attachement pour elle était plus sincère que ne l'eût fait croire l'éloignement où il la tenait. « J'apprends, avec une

[1] *Vie privée, politique et militaire du prince Henri de Prusse*, Paris, MDCCCIX.

1750-
1756 extrême douleur, monsieur, écrivait-il à un médecin, que Sa Majesté la Reine est malade, et que sa maladie pourrait devenir inquiétante et grave, si l'on n'y apportait un prompt remède. Je vous recommande en conséquence de la voir sans délai, et de vous réunir avec les deux autres médecins de Berlin, aux lumières et à la sagesse desquels vous aurez le plus de confiance, pour lui donner tous les secours qui peuvent dépendre de votre art. Songez bien qu'il s'agit de la personne la plus chère et la plus nécessaire à l'État, aux pauvres et à moi. »

Durant le long règne de son époux, ce fut Élisabeth-Christine qui tint la véritable cour; chez elle, aux jours et heures marqués, se rendaient les ministres, les généraux, le corps diplomatique, les courtisans : chez elle encore, avaient lieu les présentations d'étrangers. Exact à venir célébrer la fête de la Reine, c'était là le seul jour de l'année où Frédéric quittait ses grandes bottes, les remplaçant par des bas de soie noirs qui, faute de jarretières, tournaient en plis le long de ses jambes.

Lorsqu'il était à Berlin, le Roi paraissait aussi au cercle de la cour avec elle; mais leur intimité n'allait pas plus loin. Jamais la Reine ne fut invitée à venir à Sans-Souci, ni à Postdam, où, chaque été pourtant, Frédéric invitait la famille royale. Élisabeth-Christine ne connut donc point la demeure habituelle de son époux; elle ne s'en plaignait pas; mais voici un fait qui prouve combien cette séparation la blessait.

Le duc Ferdinand de Brunswick étant arrivé à Berlin



sans y être attendu, et pendant un voyage militaire du Roi, Frédéric lui écrivit que, s'il désirait voir Sans-Souci, il y serait reçu comme lui-même, que le choix de sa société lui était entièrement abandonné, et que, si la Reine voulait suivre son frère à Sans-Souci, le Roi en serait charmé, tout ayant été prévu pour les recevoir. 1760-1786.

Ferdinand s'empressa de montrer la lettre à sa sœur : « Non, répondit celle-ci, avec une noble fierté, le Roi ne m'a jamais invitée à aller à Sans-Souci; je ne veux pas profiter de son absence pour voir ce château sans lui. »

Cette princesse, dont l'éducation avait été fort soignée, aimait l'étude; très-pieuse, elle préférait les ouvrages de religion, sans négliger pourtant la littérature; les bons écrivains allemands et français lui étaient familiers. A ses yeux, les deux vrais titres d'honneur d'un homme, c'était le mérite et la probité. Aussi admettait-elle à sa table Lambert, Mérian, Formey et d'autres académiciens. La Reine a laissé des traductions françaises de plusieurs ouvrages allemands. Voici les plus remarquables : 1° *Le Chrétien dans la solitude*, par Cruchot, Berlin, 1776; 2° *De la Destination de l'homme*, par Spalding, Berlin, 1776; 3° *Considérations sur les œuvres de Dieu*, par Sturm, 3 vol., La Haye, 1777; 4° *Manuel de la religion*, par Hermes, 2 vol., Berlin, 1789; 5° *Hymnes de Gellert*, ibid., 1790. On lui attribue un autre ouvrage intitulé : *Réflexions sur l'état des affaires politiques en 1778, adressées aux personnes craintives.*

Bien que ses principes religieux différassent beau-



1750-1756 coup des opinions philosophiques du Roi, elle ne les modifia jamais, car la conscience dominait tout chez elle, et Frédéric les respecta toujours, touché de la tolérance, de la modestie, de l'inépuisable charité qui en découlaient. Élisabeth-Christine fut la mère des pauvres, comme sa cour l'asile de la vertu. Autour d'elle, tout respirait le calme, l'honnêteté [1].

On regrette que Frédéric n'ait jamais goûté la vie d'époux et de père : la solitude intérieure dans laquelle il passa sa vie, influa sur lui d'une manière fâcheuse; une compagne chérie, des enfants élevés à la gloire par son exemple et sous ses yeux, eussent donné plus de douceur à son caractère [2], et mieux tempéré l'exercice du pouvoir suprême.

Pour la troisième fois, les deux hommes les plus extraordinaires du dix-huitième siècle allaient se réunir. Après la mort de madame du Châtelet, Voltaire, ne pouvant supporter le séjour de Lunéville, était revenu à Paris : là, il trouvait dans le travail des consolations que n'avaient pu lui procurer les soins affectueux du bon roi Stanislas. *Oreste* [3] parut cette même année :

[1] Cette vie si pure se prolongea jusqu'au 13 novembre 1797.

[2] Dohm, *Denkwürdigkeiten meiner Zeit*, etc. « Faits mémorables de mon temps, etc. »

[3] « Électre amoureuse! disait Voltaire; c'est un monstre orné de rubans sales. » On connaît ses vers au roi de Prusse, en lui envoyant (17 mars 1750) le manuscrit d'*Oreste* :

Grand juge et grand faiseur de vers,
Lisez cette œuvre dramatique,
Ce croquis de la scène antique,
Que des Grecs le pinceau tragique
Fit admirer de l'univers.



c'était la deuxième bataille gagnée sur Crébillon. Alors aussi, dans le jeune Lekain, le grand poëte devinait le grand acteur, l'acteur, si l'on peut s'exprimer ainsi, voltairien par excellence. Mais, noblement désintéressé, il s'efforçait de l'éloigner d'un état[1] « avili par des bar- 1750-1756

Jugez si l'ardeur amoureuse
D'une Électre de quarante ans
Doit, dans de tels événements,
Étaler les beaux sentiments
D'une héroïne doucereuse,
En massacrant ses chers parents
D'une main peu respectueuse.

Une princesse en son printemps,
Qui surtout n'aurait rien à faire,
Pourrait avoir, par passe-temps,
A ses pieds un ou deux amants,
Et les tromper avec mystère ;
Mais la fille d'Agamemnon
N'eut dans la tête d'autre affaire
Que d'être digne de son nom,
Et de venger le roi son père ;
Et j'estime encor que son frère
Ne doit point être un Céladon :
Ce héros, fort atrabilaire,
N'était point né sur le Lignon.

Apprenez-moi, mon Apollon,
Si j'ai tort d'être si sévère,
Et lequel des deux doit vous plaire
De Sophocle ou de Crébillon :
Sophocle peut avoir raison,
Et laisser des torts à Voltaire.

[1] *Note sur M. de Voltaire, et faits particuliers concernant ce grand homme recueillis par moi* (Lekain), *pour servir à son Histoire par M. l'abbé Duvernet.*

« Ah ! mon ami, s'écria-t-il, ne prenez jamais ce parti-là ; croyez-« moi, jouez la comédie pour votre plaisir, mais n'en faites jamais « votre état. C'est le plus beau, le plus rare, le plus difficile des talents ; « mais il est avili par des barbares et proscrit par des hypocrites. Un

1750-1756 bares, et proscrit par des hypocrites; » il lui offrit dix mille francs pour suivre le commerce paternel.

Cependant Frédéric, n'ayant plus de rivalité à craindre, redoublait d'instances auprès de Voltaire. Jamais monarque n'avait déployé plus de séductions pour attirer à sa cour un simple particulier; jamais aussi encens

« jour la France estimera votre art; mais alors il n'y aura plus de « Baron, plus de Lecouvreur, plus de Dangeville. Si vous voulez renon« cer à votre projet, je vous prêterai 10,000 francs pour commencer « votre commerce, et vous me les rendrez quand vous pourrez. Allez, « mon ami, revenez me voir vers la fin de la semaine; faites bien des « réflexions, et donnez-moi une réponse positive. »

« Étourdi, confus et pénétré jusqu'aux larmes des bontés et des offres généreuses de ce grand homme, que l'on disait avare, dur et sans pitié, je voulus m'épancher en remerciments. Je commençai quatre phrases, sans pouvoir en terminer une seule; enfin je pris le parti de lui faire ma révérence en balbutiant, et j'allais me retirer, lorsqu'il me rappela pour me prier de lui réciter quelques lambeaux des rôles que j'avais déjà joués. Sans trop examiner la question, je lui proposai, assez maladroitement, de lui déclamer le grand couplet de *Gustave*, au second acte. « Point, point de Piron, me dit-il avec une voix tonnante et « terrible; je n'aime pas les mauvais vers; dites-moi tout ce que vous « savez de Racine. »

« Je me souvins heureusement qu'étant au collége Mazarin, j'avais appris la tragédie entière d'*Athalie*, après avoir entendu répéter nombre de fois cette pièce aux écoliers qui devaient la jouer. Je commençai donc la première scène, en jouant alternativement Abner et Joad; mais je n'avais pas encore tout à fait rempli ma tâche, que M. de Voltaire s'écria aussitôt, avec un enthousiasme divin : « Ah! mon Dieu! « les beaux vers! Ce qu'il y a de bien étonnant, c'est que toute la pièce « est écrite avec la même chaleur, la même pureté, depuis la première « scène jusqu'à la dernière; c'est que la poésie en est partout inimi« table. Adieu, mon cher enfant, ajouta-t-il en m'embrassant; je vous « prédis que vous aurez la voix déchirante, que vous ferez un jour les « plaisirs de Paris; mais ne montez jamais sur un théâtre public. »



plus suave, plus enivrant n'était monté vers un trône. 1750-1756
Mais, sous tant d'ingénieuses flatteries, c'étaient des refus que cachait Voltaire. En effet, quitter à cinquante-six ans, avec une frêle santé, la France et ses amis pour un ciel rigoureux, lui semblait peu sage. D'un autre côté, en butte dans sa patrie à l'envie des gens de lettres, à la haine d'un parti puissant, l'auteur de *Mahomet* et des *Lettres philosophiques* prévoyait des persécutions : Louis XV ne l'aimait pas; madame de Pompadour, qui ne voulait que des esclaves, ne lui pardonnait point de s'être insurgé contre les injurieuses préférences prodiguées à Crébillon. Ces dernières considérations étaient graves : elles l'emportèrent, et enfin, après six mois de lutte, malgré tous les efforts de sa famille, Voltaire arriva à Berlin.

Astolphe ne fut pas mieux reçu dans le palais d'Alcine [1]. Frédéric, heureux et fier d'une telle conquête, établit, à Postdam, son nouvel hôte, au-dessous de lui, dans l'appartement même qu'avait occupé le maréchal de Saxe; les équipages de la cour furent mis à ses ordres; tous les jours, une table de six couverts était servie chez lui. « Les soupers étaient très-agréables. Je ne sais si je me trompe, il me semble qu'il y avait bien de l'esprit : le Roi en avait et en faisait avoir; et ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que je n'ai jamais fait de repas si libres. Je travaillais, deux heures par jour, avec Sa Majesté; je corrigeais tous ses

[1] *Mémoires pour servir à la vie de M. de Voltaire*, écrits par lui-même.

1750-1756 ouvrages, ne manquant jamais de louer beaucoup ce qu'il y avait de bon, lorsque je raturais tout ce qui ne valait rien. Je lui rendais raison, par écrit, de tout; ce qui composa une rhétorique et une poétique à son usage; il en profita, et son génie le servit encore mieux que mes leçons. Je n'avais nulle cour à faire, nulle visite à rendre, nul devoir à remplir. Je m'étais fait une vie libre, et je ne concevais rien de plus agréable que cet état [1]. »

Jusqu'alors, Voltaire n'avait pourtant pris aucun engagement définitif; parfois le rang de Frédéric l'effrayait : cette amitié de roi lui devenait suspecte. Mais, le 23 août, une lettre, envoyée de la chambre du monarque, dissipa toutes ses craintes : « J'ai lu, lui mandait Frédéric, la lettre que votre nièce vous écrit de Paris. L'amitié qu'elle a pour vous lui attire mon estime. Si j'étais madame Denis, je penserais de même; mais, étant ce que je suis, je pense autrement. Je serais au désespoir d'être cause du malheur de mon ennemi; et comment pourrais-je vouloir l'infortune d'un homme que j'estime, que j'aime, et qui me sacrifie sa patrie et tout ce que l'humanité a de plus cher? Non, mon cher Voltaire, si je pouvais prévoir que votre transplantation pût tourner le moins du monde à votre désavantage, je serais le premier à vous en dissuader. Oui, je préfèrerais votre bonheur au plaisir extrême que j'ai de vous avoir. Mais vous êtes

[1] *Mémoires pour servir à l'histoire de M. de Voltaire*, écrits par lui-même.



philosophe, je le suis de même : qu'y a-t-il de plus 175
naturel, de plus simple et de plus dans l'ordre que 175
des philosophes, faits pour vivre ensemble, réunis par la même étude, par le même goût, et par une façon de penser semblable, se donnent cette satisfaction ?

« Je vous respecte comme mon maître en éloquence et en savoir; je vous aime comme un ami vertueux. Quel esclavage, quel malheur, quel changement, quelle inconstance de fortune y a-t-il à craindre dans un pays où l'on vous estime autant que dans votre patrie, et chez un ami qui a un cœur reconnaissant? Je n'ai point la folle présomption de croire que Berlin vaut Paris. Si les richesses, la grandeur, la magnificence font une ville aimable, nous le cédons à Paris. Si le bon goût, peut-être plus généralement répandu, se trouve dans un endroit du monde, je sais et je conviens que c'est à Paris. Mais vous, ne portez-vous pas ce goût partout où vous êtes? Nous avons des organes qui nous suffisent pour vous applaudir; et, en fait de sentiments, nous ne le cédons à aucun pays du monde.

« J'ai respecté l'amitié qui vous liait à madame du Châtelet; mais, après elle, j'étais un de vos plus anciens amis. Quoi! parce que vous vous retirez dans ma maison, il sera dit que cette maison devient une prison pour vous! Quoi! parce que je suis votre ami, je serai votre tyran! Je vous l'avoue, je n'entends pas cette logique-là; tant que je vivrai, vous serez heureux ici, et regardé comme le père des lettres; vous trou-



1750-1756 verez en moi toutes les consolations qu'un homme de votre mérite peut attendre. Bonsoir. »

Comment résister à de si douces promesses?

Frédéric, ayant ensuite demandé et obtenu l'agrément du roi de France, donna à Voltaire la croix du *Mérite*, une clef de chambellan et vingt mille francs de pension. Mais, prétention vraiment singulière! le même prince qui dédaignait un tel sujet, la même cour qui s'était montrée à son égard si prodigue de malveillance, furent offensés de son départ : ils ne sentirent plus que la perte d'un homme qui honorait la France [1]. Le despotisme et la servilité s'indignaient de cet affranchissement du génie; on ne pardonnait pas à Frédéric cette nouvelle victoire.

Dans le palais d'un roi, Voltaire trouvait enfin le bonheur et presque la liberté. Là, tout entier aux lettres, et, sauf les deux heures consacrées à Frédéric, maître absolu de son temps, il retouchait quelques-unes de ses tragédies, achevait le *Siècle de Louis XIV*, travaillait au poëme de *la Loi naturelle*, et coordonnait les immenses matériaux de son *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, tandis que Frédéric, à quelques pas de lui, gouvernant ses États sans ministres, fortifiant ses armées, observant d'un œil attentif tous les cabinets de l'Europe, faisait des vers, composait de la musique, traitait des points de philosophie, et écrivait l'histoire de Brandebourg.

Ces goûts délicats, ces plaisirs de l'intelligence,

[1] Condorcet, *Vie de Voltaire*.



toute la famille royale s'y associait avec enthousiasme. 1750-1758
Plus d'une fois, en présence même du grand poëte, ses tragédies furent représentées par les frères et sœurs du Roi : *la Mort de César*, *Brutus*, *Mahomet*, *Catilina*, étaient les pièces préférées; prédilection remarquable de la part d'une telle assemblée. Dans ces occasions, Voltaire, professeur improvisé de déclamation, enseignait tous les rôles, et, l'œil en feu, la voix tonnante, grondait, sans pitié, les dociles acteurs. Nul élève ne fit autant d'honneur à son maître que le prince Henri.

Tant qu'aucun nuage ne troubla cette vie toute poétique, le palais de *Sans-Souci* sembla plutôt l'heureux asile des Muses que la demeure d'un roi. Là s'agitaient les plus hautes questions de la morale, de la politique, de la littérature, des sciences et des arts : luttes brillantes entre les deux hommes les plus polis, les plus spirituels de leur temps. A ces doctes et joyeux soupers assistaient d'habitude Maupertuis, d'Argens [1],

[1] Après d'assez vifs égarements de jeunesse, déshérité par son père, procureur-général au parlement d'Aix, il vivait, en Hollande, du produit de ses ouvrages. Ses *Lettres juives*, *chinoises et cabalistiques* avaient paru, quand Frédéric, encore prince royal, voulut l'attirer à son service ; mais d'Argens refusa, alléguant qu'étant grand et bien fait, il ne pouvait, sans de graves inconvénients pour sa liberté personnelle, devenir le voisin de Frédéric-Guillaume et de son régiment des gardes.

Plus tard, avec le titre de chambellan, le marquis devint le commensal, et quelquefois le plastron de Frédéric. Presque sexagénaire, il épousa une comédienne nommée Cochois, femme d'esprit, de sens, de mœurs irréprochables, et mourut en Provence, après avoir expié, par une manifestation chrétienne, des ouvrages animés malheureusement d'un esprit tout opposé. Frédéric lui fit élever un mausolée dans



1750-1756 Pœlnitz, gentilhomme nomade, aventurier, changeant perpétuellement de religion et de patrie, sans jamais changer de conduite, et toléré par Frédéric dans l'emploi de bouffon de cour; Algarotti [1], ce brillant Vénitien qui consacrait de riches loisirs et une heureuse aptitude au culte des sciences, des lettres et des arts.

Dans ces combats de l'esprit, Frédéric, qui ne craignait pas de rival, abdiquait volontiers le rang suprême, bien sûr de conserver une supériorité toute personnelle. Se livrait-il à son humeur railleuse? il souffrait volontiers qu'on employât les mêmes armes contre lui.

« Je doute, écrivait l'un des convives, qu'il y ait, en Europe, de conversation plus spirituelle, plus douce, plus instructive, ni plus animée qu'à cette table

l'église des Minimes d'Aix; tardive réparation de plus d'un procédé dur envers son vieux serviteur.

[1] Atteint d'une phthisie dont il observait, sans effroi, les redoutables progrès, Algarotti, le calme au cœur et le sourire sur les lèvres, s'éteignit à cinquante-deux ans. Il avait dessiné lui-même son tombeau, et ainsi rédigé son épitaphe :

Hic jacet Fr. Algarottus non omnis.

C'était une légitime réminiscence d'Horace.

Le roi de Prusse fit élever, dans le *Campo Santo* de Pise, un plus splendide monument à la mémoire de son ami, et l'inscription suivante compléta celle ordonnée par Algarotti :

Algarotto Ovidii æmulo, Neutoni discipulo, Fridericus rex.

La famille ne fit d'autre changement que de substituer MAGNUS à *rex*.

(*le petit couvert*, autrement dit *la table de confidence du* 1750-1756
Roi). Il semble que le monarque se plaise à s'y dépouiller de la royauté pour ne paraître que le plus aimable des hommes. Mais, en revanche, il a la satisfaction de voir tomber, de notre côté, le voile dont les courtisans couvrent toujours leur visage, lorsqu'ils approchent de la majesté. Ici, l'on voit un roi qui prend l'air d'un protecteur aimable, et des sujets favorisés qui marchent sous ses yeux sans se garantir de pied en cap par des armes défensives; les cœurs y sont mutuellement à découvert, et l'esprit n'y est point gêné par des entraves. On se met à souper à l'issue du concert; la conversation s'anime, et le Roi est quelquefois étonné d'entendre sonner deux heures après minuit, quand il croyait n'avoir été qu'une heure à table[1]. »

Autour des convives, nuls domestiques, point de témoins fâcheux. A un signal convenu, le plancher, pour donner passage aux objets nécessaires, s'ouvrait :

[1] *Lettres* du baron de Bielfeld.

Frédéric, encore prince royal, l'avait connu dans un voyage à Brunswick. Dès son avénement, il l'appela à son service, et l'envoya, comme secrétaire de légation, à Londres. Mais, s'apercevant bientôt de l'inaptitude de son protégé pour la diplomatie, le Roi le nomma, en 1745, précepteur du prince Auguste-Ferdinand; puis, en 1747, curateur des universités, et, en 1748, baron et conseiller privé.

Bielfeld a publié plusieurs ouvrages : 1° *Institutions politiques*; 2° *Progrès des Allemands dans les belles-lettres*; 3° *Amusements dramatiques*; 4° *Lettres familières*; 5° *L'érudition universelle, ou analyse abrégée de toutes les sciences, des beaux-arts et des belles-lettres.* — Il a rédigé aussi *l'Ermite*, feuille périodique allemande

1750-1756 tout le service montait ainsi et redescendait de même.

Rien jusqu'alors n'avait troublé l'union du monarque et du philosophe; mais, grande était leur erreur de se croire faits pour vivre ensemble. Une irrésistible sympathie avait entraîné Frédéric et Voltaire l'un vers l'autre : une force non moins impérieuse devait les séparer; irascibles tous deux, tous deux aspirant à une sorte de dictature intellectuelle, c'était de loin seulement que de tels hommes pouvaient s'admirer en paix. Ils s'étaient désirés avec passion; ils se virent avec enthousiasme, et se quittèrent avec scandale. Mais cette rupture, dont toute l'Europe parla, n'eût éclaté que plus tard, peut-être même se fût-elle accomplie en silence, sans quelques intrigues subalternes, tristes vengeances de l'envie, lâches plaisirs de la médiocrité.

Fier de son voyage en Laponie, et d'une vaste renommée, Maupertuis avait vu, sans ombrage, l'arrivée de Voltaire à Berlin : il croyait, sinon l'effacer, du moins soutenir la comparaison et partager, avec lui, le premier rang. Bientôt, son attente fut déçue. Blessé au vif, il donna libre cours à son humeur despotiquement envieuse; cette prééminence, qu'il ne pouvait obtenir, Maupertuis voulut l'arracher; mais le géomètre alla se briser contre Voltaire.

Cependant le jaloux président travaillait dans l'ombre, secondé par quelques hommes de lettres qui s'indignaient de n'être que les courtisans du maître, tandis que Voltaire était son ami. Cette familiarité, fruit du génie, les révoltait comme un tort fait à leur propre

mérite, comme une spoliation. On commença donc 1750-1756
par semer, entre Frédéric et Voltaire, des germes de défiance et d'irritation, en colportant, de l'un à l'autre, certains propos habilement dénaturés, ou même tout à fait faux. Selon Maupertuis, un jour que Voltaire corrigeait, dans sa chambre, en présence du général Manstein, un ouvrage militaire sur la Russie, on lui remit des vers de Frédéric : « Mon ami, à une autre fois, aurait-il dit au général, le Roi m'envoie son linge sale à blanchir; il faut que le vôtre attende. »

Dans le même temps, un médecin, chassé de Paris pour ses injures contre ses confrères, et de Hollande pour ses écrits matérialistes, « le plus franc athée de l'Europe, » dit Voltaire; un homme, dont l'admission dans l'intimité de Frédéric n'est pas un facile problème, La Mettrie, rapportait charitablement au philosophe cette prétendue confidence du prince : « Laissez faire; on presse le jus de l'orange, puis l'on en jette l'écorce. » Déjà aigri, Voltaire accueillit, comme vraie, cette absurde invention, et, en plus d'une occasion, son ressentiment éclata. C'était là précisément que l'attendaient ses ennemis; désormais toutes les faussetés débitées sur son compte devaient prendre un caractère, sinon de certitude, au moins de probabilité. Ainsi, « Cet homme-là, lui faisait-on dire, en montrant des vers du Roi, c'est César et l'abbé Cotin. — Le Roi! aurait-il répliqué une autre fois à quelqu'un qui lui parlait de ce prince, le Roi! dites le maréchal-des-logis. » Recevant une lettre sur l'adresse de laquelle étaient écrits ces mots : « Au château, » Voltaire, ré-

1750-1756 pétait-on à la cour, saisit une plume, et les remplaça par ceux-ci : « Au corps de garde. » Un autre jour, après la mort de La Mettrie, Maupertuis attribuait à Voltaire ce propos : « Voilà donc la charge d'athée du Roi vacante ! »

Assiégé, tous les jours, de rapports semblables, comment Frédéric eût-il pu y rester insensible ? Doublement blessé comme roi et comme poëte, mais trop fier cependant pour se plaindre, il s'imposait une contrainte pénible.

Bientôt un fâcheux procès occupa Voltaire. Regrettant déjà son indépendance, et songeant aux moyens de la recouvrer, il charge secrètement un juif, nommé Hirschel, de faire sortir ses fonds de Prusse. Mais celui-ci le trompe; Voltaire s'en aperçoit; Hirschel, furieux, l'accuse d'avoir substitué de petits diamants à de plus gros livrés par lui en nantissement. Une enquête a lieu. Pour mieux laisser à la justice toute son indépendance, Frédéric recommande à son ami de se tenir éloigné de la cour tant que le procès ne sera point jugé. Mais enfin Voltaire triomphe et sollicite généreusement la grâce de l'israélite. De retour à Postdam, il recouvre toute la faveur du Roi; à ses anciennes bontés, Frédéric ajoute la jouissance d'un petit château près de cette ville.

Mais la haine veillait toujours, épiant les occasions. Il s'en présenta une dont elle tira parti : La Beaumelle, né en Languedoc, d'une famille protestante, et professeur de belles-lettres françaises en Danemarck, s'ennuyant de ce genre de vie, vint cher-



cher fortune à Berlin : il y arrivait avec un fonds 1750-
immense d'orgueil, et précédé d'un ouvrage intitulé 1756
Mes Pensées, où il disait[1] : « Qu'on parcoure l'histoire ancienne et moderne, on ne trouvera point d'exemple de prince qui ait donné sept mille écus de pension à un homme de lettres à titre d'homme de lettres. Il y a eu de plus grands poëtes que Voltaire ; il n'y en eut jamais de si bien récompensés, parce que le goût ne met jamais de bornes à ses récompenses. Le roi de Prusse comble de bienfaits les hommes à talents, précisément par les mêmes raisons qui engagent un petit prince d'Allemagne à combler de bienfaits un bouffon ou un nain. »

Muni de cette singulière recommandation, La Beaumelle se présenta hardiment devant Voltaire, en invoquant ses bons offices. Celui-ci lui demanda un exemplaire de ses *Pensées*. On conçoit son agréable surprise, à la lecture du compliment qui le concernait. Cependant, la bizarrerie du livre et l'étourderie de l'auteur égayèrent beaucoup le souper royal. Fidèle à son rôle, Maupertuis ne manqua pas, en rapportant ces plaisanteries à celui qui en était l'objet, de les mettre toutes sur le compte de Voltaire ; de là, l'inimitié de La Beaumelle, implacable jusqu'à sa mort, en 1773. C'était pour le président une importante victoire : il s'applaudissait d'un auxiliaire qui promettait à sa cause un renfort de libelles.

Malheureusement, bien courte fut sa joie : une terrible vengeance allait l'écraser.

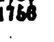
[1] Condorcet, *Vie de Voltaire*.

1750-1756 Maupertuis prétendait avoir découvert ce qu'il appelait le *principe de la moindre action*, d'où il déduisait les lois du choc pour tous les corps, celles de la réfraction de la lumière, etc. Déjà; fier de sa conquête, le président érigeait ce prétendu principe en loi de l'univers, et en tirait une nouvelle preuve de l'existence de Dieu, lorsque Kœnig, professeur à la Haye, et associé étranger de l'Académie de Berlin, non-seulement le combattit, mais prétendit encore qu'il était consigné dans une lettre de Leibnitz lue par lui. Que fera Maupertuis? Instruit, par Kœnig même, qu'une simple copie de la lettre de Leibnitz est entre ses mains, il intrigue, il menace, et l'Académie de Berlin somme juridiquement Kœnig de produire l'original. Euler, l'illustre Euler lui-même, dévoué à son président, fait au principe contesté l'honneur de le défendre. Vainement Kœnig répond qu'il tient sa copie de l'infortuné Hienzi, décapité, depuis longtemps, pour avoir voulu affranchir les habitants du canton de Berne du joug sénatorial. La lettre ne s'étant plus trouvée parmi les débris de ses papiers; l'Académie, instrument docile, déclare Kœnig indigne du titre d'académicien, et le raye de la liste.

Voltaire avait connu Kœnig à Cirey, chez madame du Châtelet. Prenant sa défense, il immole, dans un même sacrifice, l'altier président et l'Académie à la risée publique. Furieux, Maupertuis intéresse l'amour-propre du prince à l'honneur de ses académiciens, et Frédéric exige de Voltaire la promesse formelle de les laisser en paix. Malheureusement le Roi, en ordonnant



le silence, se crut dispensé de le garder : ses plaisanteries tombèrent sur les deux partis. Voltaire reprit alors les armes. Il ne pensait pas que le privilége de se moquer seul de tout le monde fût compris dans la prérogative royale[1].



Frédéric apprend donc qu'une satire sanglante contre Maupertuis, sous le titre du *Docteur Akakia*, va paraître[2]. Aussitôt, pour dissiper l'orage, il invite, avec une grâce charmante, le terrible adversaire du président à venir au château; et là, du ton le plus amical, il s'efforce de le désarmer : « Vous avez fait, dit-on, mon cher Voltaire, un ouvrage aussi agréable que piquant contre M. de Maupertuis : à ce sujet, je vais vous parler en toute franchise, et comme on peut le faire avec un ami. Certes, mon intention n'est pas de vous dire que Maupertuis n'ait point de torts envers vous, ou que vous en ayez envers lui. Loin de là, j'en conviens, le droit de se plaindre et la raison sont de votre côté : aussi, à ne considérer que lui, vous l'abandonnerais-je sans difficulté; mais remarquez, je vous en prie, que j'ai appelé cet homme à mon service; que je l'ai placé à la tête de mon académie; que je lui ai accordé le même traitement qu'à mes ministres d'État; que je l'ai admis dans ma société la plus familière, et que je lui

[1] Condorcet, *Vie de Voltaire.*

[2] Thiébault, *Mes souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, tome I. On ne saurait trop consulter cet ouvrage, plein de détails curieux et de jugements impartiaux.

M. le lieutenant-général Thiébault en a récemment donné une quatrième édition : c'est un digne hommage à la mémoire de son père.



1750-1756 ai permis d'épouser une des dames d'honneur de la Reine, fille d'un de mes ministres, une demoiselle de Bredow, c'est-à-dire appartenant à l'une des plus anciennes et des plus considérables familles de mon royaume.

« J'ai tant fait pour lui, au vu et au su de toute l'Europe, que je ne puis plus consentir à son entier avilissement, sans me compromettre moi-même. Si vous le couvrez d'opprobre, j'en recevrai nécessairement des éclaboussures; et, en le souffrant, je donne un vrai scandale : on m'en blâmera, et toute la noblesse de ce pays y trouvera pour elle-même une autre mortification qu'elle m'imputera. Pesez bien, je vous en prie, toutes ces circonstances; voyez ce que je dois solliciter de votre amitié, ce que vous devez accorder à la mienne et à la raison. Je sais tout ce qu'il en peut coûter à un auteur de sacrifier un de ses ouvrages, surtout quand l'idée en est heureuse et que les détails en sont aussi agréables qu'ingénieux; mais à qui un sacrifice semblable devrait-il moins coûter qu'à vous? Une perte de cette nature, irréparable pour tout autre, ne sera rien pour M. de Voltaire, le plus fécond, le plus beau génie du monde. Vous, si riche en idées et en talents! Vous dont la gloire repose sur tant d'autres productions plus importantes! Et que vous faudra-t-il de plus que la volonté pour en créer d'autres non moins dignes de vous? Ne doutez pas néanmoins, qu'en me sacrifiant le roman allégorique dont il s'agit, vous ne me donniez une des preuves d'amitié les plus précieuses. Oui, je ne



crains pas de vous l'avouer, vous me rendrez un service essentiel. Combien vous soulagerez et ma tête et mon cœur! Jamais je n'oublierai ce plaisir, et, toute ma vie, mon cœur en gardera la plus vive reconnaissance; à votre tour, vous pourrez tout attendre de mon affection. 1750-1756

« Hé bien! répondit Voltaire, je vais chercher le manuscrit de mon *Docteur Akakia*, et le remettre à Votre Majesté. Je vous ai toujours été trop dévoué, Sire, pour ne pas échanger, contre l'assurance de vos bontés, cette petite vengeance qui m'avait paru juste, modérée, et dès lors innocente; ah! daignez le croire, Sire, je saurais faire, avec plaisir, à Votre Majesté des sacrifices bien plus grands encore. — Allez donc, je vous attends; de si nobles desseins veulent une prompte exécution.»

Voltaire revint bientôt, son manuscrit à la main. « Sire, s'écria-t-il en riant, voilà l'innocent qui doit périr pour le peuple! je vous le livre, ordonnez son supplice. — Ah! mon ami, est-il un sort plus cruel que le mien? Ordonner des supplices pour ce qu'on devrait couronner de gloire! Eh bien! subissons au moins notre destinée avec dignité. Soyons aussi justes que possible. En l'immolant, vengeons la victime. Lisez : je sauverai ainsi ce que je pourrai; ce sera pour ma mémoire un dépôt chéri, un précieux trésor. Lisez, et qu'à la flamme qui va consumer des pages si dignes d'un meilleur sort, survive ma légitime admiration. O Vulcain! jamais on ne te fit un plus grand, un plus mémorable sacrifice! »



1750-1754 Voltaire lut le conte entier. A chaque instant, les applaudissements du monarque l'interrompaient. On éclatait de rire, et, à la fin de chaque cahier, lorsqu'il fallait le jeter au feu, nouvelle et bruyante explosion de regrets. « O Vulcain! dieu cruel et vorace, voilà ta proie. » Et, tandis que le cahier brûlait, tous deux simulaient, devant le foyer, des danses antiques et sacrées.

Telle fut la fin tragi-comique du *Docteur Akakia*.

Mais ce n'était qu'une mort en effigie. Frédéric apprend bientôt que Voltaire en fait imprimer une copie qu'il a gardée. Il suit, en silence, tous ses mouvements, et, dès que l'édition est prête, on la saisit.

S'il était difficile de tromper un prince aussi clairvoyant, le philosophe n'était pas moins rusé. A mesure donc qu'on tirait les feuilles de son ouvrage, il en avait expédié quatre pour la Hollande. Furieux d'être ainsi joué chez lui, Frédéric ordonne que le livre soit brûlé par le bourreau, en plein jour, sur la place des Gendarmes.

Voltaire, qui se trouvait chez M. de Francheville en ce moment, se mit à la fenêtre, en criant de toutes ses forces : « Ah! voyez-vous l'esprit de Maupertuis qui s'en va tout entier en fumée! Oh! quelle fumée noire et épaisse!........ Mais combien de bois perdu!....... Et ces quatre pauvres petits déserteurs qui courent la poste, et se sauvent en Hollande! »

Durant le long règne de Frédéric, ce fut le seul *auto-da-fé*. Le choix de la victime est assez piquant.

En brouillant le monarque et son favori, une telle scène dédommagea Maupertuis de bien des tribulations.

Il restait pourtant une consolation à Voltaire ; c'est que tous les rieurs étaient de son côté ; mais, du côté de Frédéric, se trouvaient la justice, la bonne foi. 1750-1756

Cependant, plus le drame se compliquait, plus la position des deux principaux acteurs devenait embarrassante. Se quitter eût sans doute été le parti le plus sage ; mais comment en venir là sans scandale, sans appeler sur soi les regards de toute l'Europe, les brocards d'une foule d'envieux ? Ces réflexions frappaient également l'esprit du prince et celui de son chambellan ; tous deux se déterminèrent donc à attendre du temps seul la solution du problème. Retranchés, l'un sur le trône, l'autre dans sa fière indépendance, ils ne se voyaient que rarement ; Voltaire ne se présentait même plus à la cour sans une invitation formelle. A l'enjouement de leurs aimables entretiens avaient succédé l'humeur, la défiance ; on se disait des choses fort dures, on s'écrivait des reproches. Bien qu'armé d'un pouvoir sans bornes, Frédéric s'honorait du moins en ne combattant qu'avec des armes de même trempe.

Ce fut dans l'un de ces moments, et au plus fort de la querelle, qu'il envoya, par son premier page, à Voltaire, qui logeait au-dessous de lui, au rez-de-chaussée, un billet rempli d'amertume, et se terminant par cette phrase : « Vous avez le cœur cent fois plus affreux encore que votre esprit n'est beau. »

On ne saurait se figurer en quelle fureur ce billet jeta la philosophie de Voltaire. Dans l'excès de son emportement, il n'y eut point d'épithètes odieuses qu'il ne prodiguât au Roi, point de reproches graves qu'il ne lui

1750-1756 adressât; et tout cela, il le criait, en marchant à grands pas dans sa chambre, avec tous les symptômes de la plus extrême agitation. Le pauvre page, qui attendait une réponse, écoutait, pâle et tremblant, ne pouvant que répéter sans cesse : *Monsieur! monsieur!*

A la fin, cet enfant, âgé d'environ quinze à seize ans, s'approche, et lui dit d'un ton désespéré : « Mais, monsieur, rappelez-vous donc qu'il est roi, que vous êtes chez lui, et que moi qui vous entends, je suis à son service. »

A peine ces mots si justes eurent-ils frappé Voltaire, que l'effet en fut soudain. Saisissant aussitôt le page par le bras. « Eh bien! monsieur, lui dit-il, c'est vous que je prends pour juge entre lui et moi. Cherchez, et dites-moi quel est le tort que j'ai envers lui..... Ah! je n'en ai qu'un, mais il est irréparable; un seul, celui de lui avoir appris à faire les vers mieux que moi. Allez, et portez-lui cette réponse. »

Le page remonte chez le Roi, qui n'était guère plus tranquille, et qui, en l'attendant, se promenait d'impatience dans son cabinet. « Avez-vous remis mon billet? dit-il au page dès qu'il l'aperçut. — Oui, Sire. — l'avez-vous remis à M. de Voltaire lui-même? — Oui, Sire. — L'a-t-il lu devant vous? — Oui, Sire. — Qu'en a-t-il fait après l'avoir lu, et qu'a-t-il dit? » Ici le page restait immobile et muet. « Je vous demande ce que M. de Voltaire a dit après la lecture de mon billet? » Silence profond. « Mais ne m'entendez-vous pas? Je vous ordonne de me dire s'il a parlé, et ce qu'il a dit, ce qu'il a fait? » Même silence encore. « Prenez



garde à vous..... Est-ce que vous ne m'entendez pas? 1750-1756
Je veux absolument savoir ce qu'il a fait et dit. Parlez, je le veux : dites. » Enfin le page, vaincu par sa terreur même, s'arrêtant à chaque mot, et plus tremblant encore qu'il ne l'avait été chez Voltaire, raconta, sans lever les yeux, tout ce qu'il avait vu et entendu. A mesure qu'il avançait dans son récit, le Roi allait et venait à grands pas; puis s'arrêtait, regardant fixement le pauvre narrateur : son visage s'enflammait, son œil était terrible; tout présageait une violente explosion; lorsque le page arrivant aux derniers mots de Voltaire, le monarque redevenu subitement calme, sourit en haussant les épaules, et termina cette grande affaire par ces mots : « C'est un fou[1]. »

Frédéric fut-il dupe de l'adroit compliment de Voltaire? ou plutôt ne feignit-il d'y croire que pour éviter un éclat? C'est au lecteur à prononcer.

Enfin Voltaire, prétextant des raisons de santé et des affaires de famille, demanda son congé. Les quatre vers suivants accompagnaient la croix du *Mérite*, qu'il renvoyait au Roi avec le brevet de sa pension et la clef de chambellan :

Je les reçus avec tendresse,
Et je les rends avec douleur,
Comme un amant, dans sa jalouse ardeur,
Rend le portrait de sa maîtresse.

C'était mettre une sorte de coquetterie dans ses adieux. Frédéric, tournant la chose en plaisanterie,

[1] Thiébault, *Mes souvenirs*, etc.



1750-1768 fit aussitôt reporter à son chambellan *ces brillantes marques de servitude*, comme les appelait Voltaire, avec une forte dose de quinquina.

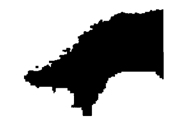
On sentit qu'il fallait tenter une autre voie : nouvelle pétition pour obtenir la faculté de se rendre aux eaux de Plombières; réponse amicale du Roi qui mande qu'on en trouvera d'aussi bonnes en Silésie.

Las de cette inutile correspondance, Voltaire se détermine à voir Frédéric, et le moyen lui réussit : quelques heures d'entretien ont dissipé tous les nuages, la permission tant désirée est obtenue. Dans l'excès de sa joie, Voltaire s'engage à revenir ensuite à Berlin; jurant bien, au fond de l'âme, de n'y jamais remettre les pieds.

Le Roi était à la parade, lorsqu'on vint lui dire : « Sire, voici M. de Voltaire qui vient prendre les ordres de Votre Majesté. » Se tournant alors : « Eh bien! monsieur de Voltaire, vous voulez donc absolument partir? — Sire, des affaires indispensables, et surtout ma santé, m'y obligent. — Monsieur, je vous souhaite un bon voyage. »

Tels furent leurs adieux. C'était le 26 mai 1753; ils ne devaient plus se revoir.

Voltaire comptait rester quelques jours à Leipsick, pour se concerter avec madame Denis et ses amis de Paris. A peine arrivé, il y reçut de singulières nouvelles de Maupertuis. De toutes parts, on voyait *le Docteur Akakia* renaître de ses cendres : les libraires d'Allemagne et de Hollande, s'imaginant qu'un ouvrage brûlé aurait beaucoup de débit, s'étaient hâtés



de le réimprimer. Maupertuis, qui attribuait cette résurrection au ressentiment de Voltaire, ne vit, dans son séjour à Leipsick, que l'intention de l'insulter de plus près. Furieux, il lui envoya ce cartel qui fit rire l'Europe entière à ses dépens : 1753

Avril 1753.

« Les gazettes disent que vous êtes demeuré malade à Leipsick; les nouvelles particulières assurent que vous n'y séjournez que pour faire imprimer de nouveaux libelles. Pour moi, je veux vous faire savoir des nouvelles certaines de mon état et de mes desseins.

« Je n'ai jamais rien fait contre vous, rien écrit, rien dit; j'ai trouvé même indigne de moi de répondre un mot à toutes les impertinences que vous avez répandues, et j'ai mieux aimé laisser courir les histoires de M. de La Beaumelle, dont j'avais le désaveu de lui par écrit, et cent autres faussetés que vous avez débitées pour tâcher de colorer votre conduite à mon égard, que de soutenir une guerre aussi indécente. La justice que m'a faite le Roi de vos pièces écrites, ma maladie et le peu de cas que je fais de mes ouvrages ont pu jusqu'ici justifier mon indolence.

« Mais, s'il est vrai que votre dessein soit de m'attaquer encore, et de m'attaquer, comme vous l'avez déjà fait, par des personnalités, je déclare qu'au lieu de vous répondre par des écrits, ma santé est assez bonne pour vous trouver partout où vous serez, et pour tirer de vous la vengeance la plus complète. Rendez grâces au respect et à l'obéissance qui ont jusqu'ici retenu mon



1753-1756 bras, et qui vous ont sauvé de la plus malheureuse aventure qui soit jamais arrivée.

« MAUPERTUIS. »

Pour Voltaire, c'était là une bonne fortune à exploiter. Voici sa réponse :

« Monsieur le Président,

« J'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré. Vous m'apprenez que vous vous portez bien, que vos forces sont entièrement revenues, et vous menacez de venir m'assassiner. Quelle ingratitude envers votre pauvre docteur Akakia!... Non content d'ordonner qu'on ne paye point son médecin, vous voulez le tuer. Ah! Monsieur, ce procédé n'est ni d'un président d'académie, ni d'un bon chrétien tel que vous êtes.

« Je vous fais mon compliment sur votre bonne santé, mais je n'ai pas tant de force que vous; je suis au lit depuis quinze jours, et je vous supplie de différer la petite expérience de physique que vous avez projetée. Vous voulez peut-être me disséquer? Mais songez bien que je ne suis pas géant des terres australes, et que mon cerveau est si petit, que la découverte de ses fibres ne vous donnera aucune solution de l'âme. De plus, si vous me tuez, ayez la bonté de vous souvenir que M. de La Beaumelle m'a promis de me poursuivre jusqu'aux enfers, et il ne manquera pas de m'y aller chercher. Quoique le trou que l'on doit creuser, par votre ordre, jusqu'au centre de la

terre, et qui doit mener tout droit en enfer, ne soit pas encore commencé, il y a d'autres moyens d'y aller, et il se trouvera que je serai malmené dans l'autre monde, comme vous m'aurez persécuté dans celui-ci. 1754-1756

« Voudriez-vous, Monsieur, pousser l'animosité si loin? Ayez encore la bonté de faire une petite attention. Pour peu que vous vouliez exalter votre âme pour voir clairement l'avenir, vous verrez que, si vous venez m'assassiner à Leipsick, où vous n'êtes pas plus aimé qu'ailleurs, et où votre lettre est déposée, vous courrez quelques risques d'être pendu; ce qui sans doute avancerait le moment de votre maturité, mais serait peu convenable à un président d'académie.

« Je vous conseille d'abord de faire déclarer la lettre de La Beaumelle, forgée et attentatoire à votre gloire, dans une de vos assemblées; après quoi, il vous sera plus permis peut-être de me tuer, comme perturbateur de votre amour-propre. Au reste, je suis encore bien faible; vous me trouverez au lit, et je ne pourrai que vous jeter à la tête ma seringue et mon pot de chambre; mais, dès que j'aurai un peu de forces, je ferai charger mes pistolets *cum pulvere pyreo*, et, en multipliant ensuite la masse par le carré de la vitesse, jusqu'à ce que l'action et vous soyez réduits à zéro, je vous mettrai du plomb dans la cervelle: elle paraît en avoir besoin. Il est triste pour vous que les Allemands, que vous avez tant vilipendés, aient inventé la poudre, comme vous devez vous

1753-1756 plaindre de ce qu'ils ont inventé l'imprimerie.

« Adieu, mon cher président.

« A Leipsick, le 10 avril 1753.

« VOLTAIRE. »

« *P. S.* Comme il y a cinquante à soixante personnes qui ont pris la liberté de se moquer prodigieusement de vous, elles demandent quel jour vous prétendez les assassiner. Madame Gotscher se flatte que vous pardonnerez à son esprit en faveur de son sexe, et que vous aurez la générosité de lui donner une sauvegarde. »

A sa lettre, Voltaire joignit cet avertissement, qui parut dans les gazettes de Leipsick :

« Un quidam ayant écrit à un habitant de Leipsick une lettre par laquelle il menace ledit habitant de l'assassiner, et les assassinats étant visiblement contraires aux priviléges de la foire, on prie tous et un chacun de donner connaissance dudit quidam, quand il se présentera aux portes de Leipsick. C'est un philosophe qui marche en raison composée de l'air distrait et de l'air précipité, l'œil rond et petit, la perruque de même, le nez écrasé, la physionomie mauvaise, ayant le visage plein et l'esprit plein de lui-même, portant toujours scalpel en poche pour disséquer les géants de haute taille.

« Ceux qui en donneront connaissance auront 1,000 ducats de récompense, assignés sur les fonds de la ville



latine que ledit quidam fait bâtir, ou sur la première comète d'or ou de diamant qui doit tomber incessamment sur la terre, selon les prédictions dudit quidam, philosophe et assassin. » 1752-1753

Maupertuis, assez imprudent pour s'être attiré de si rudes avanies, sut pourtant en calculer les suites; sans donc renoncer à sa vengeance, il renonça à appeler en duel un homme qui semblait né tout exprès pour lui infliger l'immortalité du ridicule. Son nouveau plan réussit mieux.

Après s'être arrêté vingt-trois jours à Leipsick, Voltaire alla faire sa cour à la duchesse de Saxe-Gotha, l'une des femmes les plus spirituelles de son temps. Logé au palais ducal, comblé d'égards, il ne put refuser aux prières de la duchesse un abrégé de l'histoire d'Allemagne : telle fut l'origine des *Annales de l'Empire*, ouvrage exact, judicieux, mais froid et plus utile à consulter qu'agréable à lire.

De Gotha, le voyageur se rendit à Hesse-Cassel; le landgrave Guillaume VIII et son fils l'accueillirent avec joie. Mais la rencontre imprévue du baron de Pœlnitz, qui peu de temps auparavant était à Postdam, surprit Voltaire : « Que fait donc Pœlnitz à Cassel? » demanda-t-il d'un air inquiet.

Le 30 mai, il continua sa route, se dirigeant vers Plombières. Mais, au moment de quitter Francfort-sur-le-Mein, le voyageur eut la preuve que Maupertuis n'avait pas perdu de temps.

Durant son séjour en Prusse, Voltaire avait eu entre



1753-1756 les mains un volume grand in-4°, contenant les poésies manuscrites du Roi; il les examinait à loisir, et proposait ensuite ses corrections au royal auteur. Quand Voltaire partit, Frédéric ne réclama point son volume, soit qu'il le crût déposé entre les mains d'un tiers, soit par crainte d'afficher une méfiance injurieuse. Ne le voyant pourtant pas revenir, il fit prendre des informations, et apprit que ses poésies couraient la poste avec Voltaire. Cette négligence de son ancien ami le contraria vivement; mais, bientôt, de perfides suggestions lui firent craindre une vengeance, terrible surtout pour un poëte-roi [1]. Voltaire était blessé au vif; ne pouvait-il pas réclamer les vers qu'il avait donnés, et rendre malignement la vie à des fautes par lui effacées? Ne trouverait-il pas aussi une joie cruelle à divulguer quelques-uns de ces traits acérés que Frédéric avait lancés contre plus d'une tête couronnée? Tout d'ailleurs annonçait en lui la volonté de ne jamais revoir la Prusse.

A l'appui de ces insinuations, on signalait au Roi d'indignes satires, de mordantes épigrammes officieusement attribuées à Voltaire. Frappé du danger, Frédéric sent croître ses inquiétudes; il veut les calmer : un courrier part pour Francfort, avec ordre au Chargé d'affaires prussien d'y retenir Voltaire jusqu'à ce qu'il ait restitué sa croix du *Mérite*, la clef de chambellan, le brevet de pension, et surtout le manuscrit.

Il était temps que le message arrivât, car les che-

[1] Condorcet, *Vie de Voltaire*.



vaux de poste étaient commandés, la voiture toute prête; Voltaire faisait ses derniers préparatifs de départ, lorsqu'un ancien major, Freytag, alors résident du roi de Prusse, se présente escorté d'un officier recruteur et d'un bourgeois de mauvaise mine. « *Monsir*, dit Freytag, jé avoir reçu l'ordre de demander vous le croix de la *Mérite*, le clef de chambellan, les lettres et sirtout l'œuvre de poëschie du Roi, mon gracieux maître. » 1752-1756

Étourdi d'abord d'une telle ambassade, Voltaire examine cette singulière figure, et rend à l'instant même la croix et la clef. Ayant ensuite ouvert ses malles et porte-feuilles : « Messieurs, dit-il, prenez tous les papiers de la main du Roi; quant à l'œuvre de *poëschie*, elle est restée, à Leipsick, dans une caisse destinée pour Strasbourg; mais je vais écrire pour la faire venir ici, et ne quitterai cette ville qu'après son arrivée. » Des deux côtés, l'arrangement fut ratifié et signé. Freytag écrivit ce billet : « Monsir, sitôt le gros ballot de Leipsig sera ici, où est l'œuvre de poëschie du Roi, mon gracieux maître, et l'œuvre de poëschie rendue à moi, vous pourrez partir où vous paraîtra bon. A Francfort, le 1er juin 1753. FREYTAG, résident du Roi, mon maître. » Voltaire écrivit au bas : « Bon pour l'œuvre de *poëschie* du Roi, votre maître. VOLTAIRE. »

Tranquille sur les suites de cette affaire, il continue de travailler aux *Annales de l'Empire*.

Dix-sept jours se passent ainsi; enfin la caisse arrive. Voltaire se croit libre : vain espoir! M. le résident déclare que de nouveaux ordres du Roi enjoignent de

1753-1756 tout suspendre, et de laisser les choses dans l'état où elles sont. Mais Voltaire, irrité, croit pouvoir user de la faculté stipulée dans l'écrit même de Freytag; fort peu flatté de demeurer davantage entre les mains d'un pareil diplomate, il combine son plan d'évasion : madame Denis restera avec les malles pour attendre l'issue de cette triste aventure, et lui, accompagné de Collini, son secrétaire, partira secrètement en voiture de louage.

Mais il était écrit dans sa destinée que Francfort lui laisserait des souvenirs bien autrement pénibles. Arrêté aux portes de la ville, l'auteur de *Mérope* est ramené, en criminel, à travers des flots de peuple, par Freytag qui l'accable d'injures. On sépare madame Denis de son oncle, on la relègue dans un galetas où elle n'a que des soldats pour femmes-de-chambre, et leurs baïonnettes pour rideaux [1]. D'autres personnages étaient intervenus, le marchand Schmith, affublé du titre de conseiller du roi de Prusse, son acariâtre compagne, ses commis, ses servantes. Jusqu'au 5 juillet, le plus avide, le plus grossier despotisme pesa sur les prisonniers. Mais Voltaire avait adressé une lettre pressante à l'abbé de Prades, lecteur de Frédéric : la réponse apporta un ordre formel de délivrance. Le Roi ne savait rien de ce scandale; ses ordres furent dénaturés par ceux-là mêmes qui les transmirent; la cupide stupidité de Freytag et de ses complices fit le

[1] *Mémoires pour servir à la vie de M. de Voltaire*, écrits par lui-même.



reste. On s'étonne qu'au sein d'une ville se disant libre, des agents étrangers aient osé commettre de telles vexations. Mais sans la force qu'est le droit? 1753-1756

Échappé de Francfort, non sans avoir payé fort cher son emprisonnement et sa liberté, Voltaire alla passer trois semaines à Mayence, « pour sécher, disait-il, ses habits mouillés du naufrage. » Il se consola de sa mésaventure en composant, sous le nom de *Testament*[1] ou de *Mémoires*, la fameuse relation de ses démêlés avec le roi de Prusse; vengeance indigne de lui, et que, dans l'intérêt de sa propre gloire, il n'eût point dû se permettre, les plus grands torts surtout étant venus de son côté.

Mais il existait entre le monarque et le philosophe trop de points d'attraction, pour que la rupture fût éter-

[1] Bien des années après, quand Beaumarchais eut acheté les manuscrits de Voltaire, mort récemment, il adressa au roi de Prusse une copie de cette diatribe injurieuse, en déclarant qu'il n'eût point osé l'imprimer sans l'avoir mise auparavant sous les yeux de Sa Majesté. Il offrait, malgré tout ce qu'elle devait, selon lui, présenter de piquant au public, de l'anéantir, si le Roi le désirait; mais non sans insinuer qu'il avait principalement compté sur ce *Testament* pour couvrir les frais d'achat des manuscrits.

Frédéric lui renvoya l'écrit avec ses remercîments, et des vœux pour le succès de sa spéculation. Trompé dans ses calculs, Beaumarchais fit imprimer à part le morceau en question, et le répandit dans toute l'Europe. Le libraire Samuel Pitra en ayant reçu vingt-cinq exemplaires, vint consulter M. Thiébault pour savoir s'il pouvait les vendre en toute sûreté, ou s'il devait les renvoyer. M. Thiébault adressa à ce sujet une lettre au Roi, avec un exemplaire du *Testament*, et lui demanda ses ordres.

Frédéric répondit qu'on pouvait vendre, pourvu qu'on ne mît point de scandale dans les annonces. En deux jours, tout fut enlevé à très-haut prix.



1753-1756 nelle. Quoique brouillés, l'un était toujours pour l'autre le premier homme du siècle; malgré les blessures faites à l'amitié, l'admiration restait pleine et entière. Aussi reprirent-ils bientôt le cours de leur mémorable correspondance. A travers des récriminations, on y retrouve, à chaque page, le même enthousiasme du génie pour le génie. Le Roi fit les premières avances.

Ce fut aussi durant la paix que l'Académie royale des Sciences et Belles-Lettres, trop longtemps victime des sauvages dédains de Frédéric-Guillaume, se releva. Composée d'Allemands, de Suisses, de Français, elle était partagée en quatre classes : *Physique, Mathématiques* ou *Géométrie*, *Philosophie spéculative*, *Belles-Lettres*.

Dans les sciences physiques, mathématiques et naturelles, plusieurs hommes d'un mérite supérieur attirèrent sur Berlin les regards de l'Europe. Parmi eux, on distinguait Euler, personnage extraordinaire, qui, un chat sur l'épaule et ses enfants sur les genoux, rédigeait des mémoires[1] admirés du monde savant; La Grange[2],

[1] On doit à Euler plus de la moitié des mémoires mathématiques dans les quarante-six volumes in-4° publiés, depuis 1727 jusqu'en 1783, par l'Académie de Pétersbourg; et, en mourant, il laissa environ cent mémoires inédits, que cette Académie insère successivement dans son recueil annuel. Ce n'est là qu'une partie de ses immenses travaux; celui qui les accomplit fut aveugle les dix-sept dernières années de sa vie!

[2] Frédéric ayant prié d'Alembert de lui trouver un homme digne de remplacer Euler, parti pour la Russie : « Je ne puis proposer à Votre Majesté qu'un seul homme, lui répondit le géomètre, parce que je n'en connais qu'un qui soit capable de remplir le vide immense que M. Euler laisse dans votre académie. Celui que je vous propose avec



dont les vertus privées égalaient le vaste savoir, et qui mourut à Paris, le 10 avril 1813, comblé d'honneurs, pâlissants tous devant sa gloire; Lambert[1], singulier assemblage de génie et d'habitudes bizarres; Mekel ou Mekelius, médecin célèbre, plus célèbre encore comme anatomiste; Maupertuis, Pott, Margraff, Eller, Lieberkulm, etc. 1753-1756

La philosophie et les belles-lettres furent représentées avec moins d'éclat dans l'Académie; cependant on

la plus grande confiance, Sire, est M. de La Grange, académicien à Turin; il est encore bien jeune, car il n'a pas trente ans, et néanmoins il est déjà au moins mon égal dans la haute géométrie. Ce langage n'est de ma part ni une vaine modestie ni un compliment que je veuille faire à M. de La Grange; c'est une justice que je lui dois, et je ne crains pas de prédire que, par la suite, il ira beaucoup plus loin que ses devanciers. »

[1] Profond mathématicien, également versé dans les études philosophiques, Lambert rebuta d'abord Frédéric par la singularité de ses manières. « Veuillez, monsieur, lui dit ce prince dans leur première entrevue, me dire quelle science vous avez plus particulièrement étudiée. — Toutes, Sire. — Vous êtes donc aussi savant mathématicien ? — Oui, Sire. — Et quel est le professeur qui vous a enseigné les mathématiques ? — Moi-même, Sire. — Vous êtes donc un second Pascal ? — Oui, Sire. »

Une autre fois, ayant besoin d'une grande glace pour vérifier quelques expériences sur la réflexion de la lumière, il entra dans le premier café de la ville, salua à sa manière les personnes qui s'y trouvaient, c'est-à-dire en jetant diagonalement sa tête de gauche à droite, tira son épée, et s'escrima pendant une demi-heure devant la glace, ne s'arrêtant quelquefois que pour méditer profondément. Déjà les témoins de cette singulière scène, le prenant pour un fou, allaient le désarmer, lorsque Lambert se retira froidement, et sans accorder plus d'attention aux personnes qui l'environnaient. La vie de Lambert abonde en traits pareils. (Thiébault, *Mes souvenirs*, etc.)

1763-1766 y comptait plusieurs hommes distingués. Un seul bien, mais de tous le plus précieux, manqua à cette compagnie, l'indépendance. C'était là le vice de sa constitution. Il faut sans doute attribuer à ce motif le singulier jugement qu'elle porta dans une circonstance mémorable : chaque classe proposait successivement un sujet de prix ; le tour de la classe de *Philosophie spéculative* étant venu, deux de ses membres, Sulzer et Beguelin firent adopter une question purement métaphysique, et sans application possible. D'Alembert eut le courage de dire à Frédéric que son Académie suivait une mauvaise route ; qu'au lieu d'encourager un travers national, il fallait substituer à cette stérile polémique des discussions sérieuses et profitables. Pour donner un exemple de ces questions telles qu'il les concevait, d'Alembert proposa de demander, « s'il peut jamais être permis de tromper le peuple, ou s'il vaut mieux lui découvrir en tout la vérité. »

Enchanté d'une observation dont la justesse l'avait frappé d'abord, Frédéric accéda au vœu du philosophe ; l'Académie reçut ordre de mettre au concours le nouveau sujet.

Mais, lorsqu'au terme fixé pour adjuger ce prix les Académiciens eurent à prononcer entre les divers concurrents, ces messieurs prouvèrent du moins pour cette fois, dit un membre de la même compagnie[1], qu'ils se connaissaient en politique pratique, aussi bien que d'Alembert en politique morale. Après avoir déclaré que les

[1] Thiébault, *Mes souvenirs*, etc

académies, en couronnant des discours ou des mé- 1753-
moires, ne récompensent que les recherches et les ta- 1756
lents, sans adopter pour cela les opinions des auteurs, ils partagèrent le prix entre les deux ouvrages qui démontraient le mieux, l'un qu'on pouvait quelquefois tromper le peuple, l'autre qu'on ne le pouvait jamais. C'était singulièrement répondre au noble appel du Roi.

Quelques personnes se sont vivement élevées contre l'obligation imposée par ce prince à l'Académie, d'employer exclusivement dans la rédaction de ses travaux la langue française. Aujourd'hui une telle mesure ne serait qu'un acte vexatoire, une odieuse affectation de mépris pour l'idiome national; mais, quand Frédéric monta sur le trône, il en était bien autrement; toutes les écoles retentissaient encore de vaines subtilités métaphysiques, qui, en arrêtant le développement des esprits, opposaient aux progrès du goût d'inexpugnables barrières. A la même époque, au contraire, la littérature française, riche des trophées du grand siècle, avait droit de cité dans l'Europe entière; des chefs-d'œuvre en tout genre assuraient sa suprématie. Frédéric pensa que la communauté de langage, associant l'Académie à cette considération immense, répandrait au loin ses travaux. De plus, en familiarisant ses compatriotes avec une foule d'ouvrages remarquables, soit dans les sciences, soit dans les lettres, il ouvrait aux lumières de la France une route assurée vers la Prusse. Son attente ne fut point déçue. Les mémoires de l'Académie de Berlin trouvèrent des lecteurs parmi les hommes instruits de tous les pays. Plus tard, Frédéric-Guillaume II voulut

1763-1786 toucher à l'édifice élevé par son oncle, mais il n'était pas temps encore; aussi l'Académie fut-elle réduite à des relations beaucoup moins étendues.

Un prince dévoué à la prospérité nationale, loin de redouter l'instruction publique et le développement des lumières, y voit les plus fermes appuis de sa puissance, comme ses plus beaux titres de gloire. Pénétré de cette conviction, Frédéric encouragea, dans toutes les classes de ses sujets, l'émancipation des esprits[1]. C'est en 1750 que fut créé le grand Consistoire luthérien dont il rédigea lui-même les statuts et les attributions. Ce tribunal ecclésiastique, exerçant tous les droits épiscopaux au nom du souverain entre les mains duquel réside la suprême puissance épiscopale, *cura circà sacra,* était chargé de veiller aussi sur l'instruction publique, et d'en accélérer les progrès.

Même mission fut confiée à M. de Zeidlitz, ministre d'État, qui réunissait déjà plusieurs autres attributions, comme les cultes, la mendicité, etc. Mais, aux yeux du Roi, de telles précautions ne suffisaient pas; il faisait concourir d'autres personnes encore à la prospé-

[1] « On donna les mêmes soins à la réforme de tous les colléges fondés pour l'instruction de la jeunesse; les pédagogues ne s'appliquaient qu'à remplir la mémoire de leurs élèves, et ne travaillaient point à former et à perfectionner leur jugement. Cet usage, qui était une continuation de l'ancienne pédanterie tudesque, fut corrigé; et, sans négliger ce qui est du département de la mémoire, les instituteurs furent chargés de familiariser, dès la jeunesse, leurs élèves avec la dialectique, afin qu'ils apprissent à raisonner, en tirant des conséquences justes des principes qu'ils avaient établis et prouvés. (Œuvres de Frédéric, *Mémoires de 1763 à 1775.*)

rité des écoles publiques; c'était surtout des membres 1753-1756 de l'Académie. Ainsi Sulzer inspecta plusieurs provinces, et fut nommé directeur du collége de Joachim, à Berlin; plus tard, Mérian, qui le remplaça dans cette direction, remplit aussi l'office d'inspecteur du collége français. Or, ce n'était point là de vains titres honorifiques : sous Frédéric, il n'y eut jamais de sinécures.

Tel était le zèle du Roi pour l'éducation de la jeunesse, que, durant la guerre de 1763, au milieu du tumulte des armes et des plus graves préoccupations, il écrivit au chef du grand Consistoire qu'il venait d'engager huit maîtres d'école en Saxe, contrée où l'on trouve fort peu de paysans qui ne sachent lire. Plus tard, il rédigea, de sa propre main, dans le plus grand détail, une méthode élémentaire à l'usage des enfants.

Ce fut surtout après la guerre de *Sept-Ans* que Frédéric put donner un libre cours à son zèle. Chaque année on mettait sous ses yeux les noms des villages sans écoles primaires, et, autant que possible, il y pourvoyait. Dans certaines années, ce prince a fondé jusqu'à soixante écoles.

Les catholiques de Berlin ayant fait entre eux une souscription pour ajouter un établissement de ce genre à leur église, le Roi leur témoigna tout le plaisir que lui causait cette louable intention, mais en ajoutant : « Pourvu qu'on ne fasse pas de prosélytes, car je ne le souffrirais pas. »

Dans un royaume où la tolérance était assise sur le trône, chaque religion avait, outre les gymnases et colléges, ses écoles particulières. Il existait aussi à Ber-

1753-1756 lin un institut appelé l'*École réelle,* parce que l'enseignement y reposait sur la présentation même des objets. Cette méthode obtint en Allemagne, surtout à Dessau, un plein succès. En effet, des notions qui arrivent à l'esprit par le tact et les yeux s'y gravant en caractères ineffaçables, les enfants apprennent ainsi, non des mots, mais des choses.

L'exemple du Roi forçait les gentilshommes à le suivre, et l'exemple des gentilshommes entraînait une foule d'autres imitateurs. Obligés de concourir à l'entretien des écoles de village, tous, pour plaire au monarque, faisaient plus encore qu'il n'exigeait d'eux. Ailleurs, la rivalité des courtisans tarit les sources de la vie sociale; en Prusse, elle tournait à l'avantage de la patrie.

Quelques années plus tard, voulant former des hommes propres à la guerre et à la politique, Frédéric créa l'*Académie Civile et Militaire des jeunes gentilshommes;* lui-même en rédigea tous les statuts. L'extrait suivant de cette *Instruction* indique comment il concevait les études historiques :

DE L'ACADÉMIE [1].

« ..... L'intention du Roi et le but de cette fondation sont de former de jeunes gentilshommes, afin qu'ils deviennent propres, selon leur vocation, à la guerre ou

[1] Tel fut le titre qu'il donna à cette école ; mais, dans le public, on l'a toujours désignée sous le nom d'*École Civile et Militaire des jeunes gentilshommes.*



à la politique. Les maîtres doivent donc s'attacher fortement, non-seulement à leur remplir la mémoire de connaissances utiles, mais surtout à donner à leur esprit une certaine volubilité qui les rende capables de s'appliquer à une matière quelconque, surtout à cultiver leur raison, et à former leur jugement. Il faut, par conséquent, qu'ils accoutument leurs élèves à se faire des idées nettes et précises des choses, et à ne se point contenter de notions vagues et confuses. 1755-1756

« ..... Comme la partie économique de cette institution est tout arrangée, on se borne, dans cette instruction, à ce qui regarde les classes et la partie de la police si essentielle à toute communauté.

« ..... Sa Majesté veut que les élèves fassent les basses classes de latinité, catéchisme et religion, dans le gymnase de Joachim[1]. Ceux de première apprendront en même temps le français et les rudiments de la langue française dans l'*Académie*. Au sortir de cette première classe, ils tomberont dans les mains du *puriste*, qui dégrossira leur jargon barbare, et corrigera les fautes de style et de diction. Le sieur Toussaint les prendra alors en rhétorique : il commencera par leur enseigner la logique, mais sans trop peser sur les diverses formes des arguments de l'école : son principal soin se tournera du côté de la justesse d'esprit; il sera rigoureux pour les définitions; il ne

[1] Cet article n'a jamais été suivi. En effet, malgré la proximité de ce gymnase, les déplacements journaliers des élèves eussent entraîné de graves inconvénients; aussi, les jeunes *Académistes* trouvèrent-ils, dans la maison même, tous les maîtres nécessaires.

1753-1756 leur pardonnera aucune équivoque, aucune pensée fausse, aucun louche : il les exercera, le plus possible, dans l'argumentation : il les accoutumera à tirer des conséquences des principes, et à combiner des idées; puis, il leur expliquera les tropes; et, la leçon finie, il leur donnera encore une demi-heure, pour qu'ils fassent eux-mêmes des métaphores, des comparaisons, des apostrophes, des prosopopées, etc. Ensuite, il leur enseignera la façon d'argumenter de l'orateur, l'enthymème, le grand argument en cinq parties, les diverses parties de l'oraison et la manière de les traiter. Pour le genre judiciaire, il se servira des oraisons de Cicéron; pour le genre délibératif, il leur proposera Démosthène; pour le genre démonstratif, il se servira de Fléchier et de Bossuet : tous ces ouvrages sont en français. Il pourra leur faire un petit cours de poésie pour leur former le goût. Homère, Virgile, quelques odes d'Horace, Voltaire, Boileau, Racine, voilà des sources fécondes, dans lesquelles il peut puiser ce qui ornera l'esprit des jeunes gens, et leur donnera en même temps du goût pour les beaux-arts. Dès que les élèves auront fait quelques progrès, il leur donnera des sujets de harangue dans les trois genres; il les laissera composer sans les aider, et il ne les corrigera qu'après qu'ils auront relu leurs ouvrages. Le grammairien, qui est un supplément à cette classe, corrigera les fautes de langage, et le sieur Toussaint les fautes contre la rhétorique. On fera de plus lire aux jeunes gens les lettres de madame de Sévigné, celles du comte d'Estrades et du cardinal d'Ossat, et on leur



fera écrire des lettres sur toutes sortes de sujets. 1753-1756
M. Toussaint ajoutera à ceci une histoire des beaux-arts : il partira à cet effet de la Grèce, leur berceau, et nommera les hommes qui s'y sont le plus distingués : il passera ensuite à la seconde époque des arts, sous César et Auguste ; à la renaissance des lettres, du temps des Médicis; au haut point où elles parvinrent sous Louis XIV, et il finira par les personnes les plus célèbres qui les cultivent de nos jours.

« Le professeur d'histoire et de géographie composera un abrégé de l'histoire ancienne de Rollin : il tâchera de leur bien imprimer les grandes époques, et le nom des hommes les plus fameux. Il pourra se servir d'Echard [1] pour l'histoire romaine, et d'un abrégé du P. Bar pour l'histoire de l'Empire. Cependant il doit soigneusement élaguer les petits détails ; et, proprement, l'étude de l'histoire ne doit s'étendre que depuis Charles-Quint jusqu'à nous. Ces faits intéressants tiennent à nos jours, et il n'est pas permis à un homme qui veut entrer dans le monde d'ignorer des événements qui forment la chaîne des affaires courantes de l'Europe. Il ne suffit pas que le professeur enseigne l'histoire ; il faut chaque jour, la leçon finie, qu'il y ajoute une demi-heure pour interroger les jeunes gens

[1] Laurent Echard, né en 1671, en Angleterre, à Barsham, près de Beccles, comté de Suffolk, publia, en 1699, une *Histoire romaine, depuis la fondation de Rome jusqu'à l'établissement de l'Empire par Auguste*, et la continua ensuite jusqu'à Constantin. Daniel de La Roque et Guyot Desfontaines l'ont traduite en français.

On doit à Echard d'autres travaux historiques.

1752-1756 sur le point d'histoire qu'il a traité ; par où il fera accoucher leur esprit de réflexions, soit morales, soit politiques, soit philosophiques, ce qui sera plus utile pour eux que tout ce qu'ils auront appris. Par exemple, sur les différentes superstitions des peuples : « Croyez-« vous que Curtius, en sautant dans le trou qui s'était « formé à Rome, le fit fermer ? Vous voyez que cela « n'arrive pas de nos jours ; ce qui doit bien vous faire « penser que ce conte n'est qu'une fable ancienne... » Après l'histoire des Décius, le maître a une occasion toute trouvée d'embraser le cœur de ses élèves de cet ardent amour de la patrie, principe fécond en actions héroïques. S'il s'agit de César, ne peut-il pas interroger la jeunesse sur ce qu'elle pense de l'action de ce citoyen qui opprima sa patrie ? Est-il question des croisades, cela fournit un beau sujet pour déclamer contre la superstition. Leur raconte-t-on le massacre de la Saint-Barthélemi, on leur inspire de l'horreur pour le fanatisme. Leur parle-t-on d'un Cincinnatus, d'un Scipion, d'un Paul-Émile, on leur fait sentir que la vertu de ces grands hommes a été la cause de leurs belles actions, et que, sans vertu, il n'y a ni gloire ni véritable grandeur. Ainsi l'histoire fournit des exemples de tout. J'indique la méthode, mais je n'épuise pas la matière : un professeur intelligent en aura assez pour diriger son travail, par ce qu'on vient de dire. Le même professeur, en traitant la géographie, commencera par les quatre parties du monde ; le nom des grands peuples suffit pour l'Asie, l'Afrique et l'Amérique. L'Europe demande une connaissance plus exacte. L'Allemagne,

comme étant la patrie de la jeunesse qu'il élève, exige 1762-1766
que le professeur entre dans les plus grands détails des souverains qui la gouvernent, des rivières qui la traversent, des capitales de chaque province, des villes impériales, etc. Il pourra se servir de Hübner pour cette partie de ses leçons.

« Le professeur de métaphysique commencera par un petit cours de morale : il doit partir du principe, que la vertu est utile et très-utile à celui qui la pratique ; il lui sera facile de démontrer que, sans vertu, la société ne saurait subsister. Il définira le comble de la vertu, par le plus parfait désintéressement, qui fait qu'on préfère son honneur à son intérêt, le bien général à l'avantage particulier, et le salut de la patrie à sa propre vie. Il entrera dans l'examen de l'ambition bien ou mal entendue : il montrera aux élèves que l'ambition honnête ou l'émulation est la vertu des grandes âmes ; que c'est le ressort qui pousse aux belles actions, et qui les fait entreprendre aux hommes obscurs, pour que leur nom soit reçu au temple de Mémoire ; que rien n'avilit plus d'aussi beaux sentiments et n'y est plus contraire que l'envie et la basse jalousie. Il inculquera surtout à la jeunesse, que, s'il y a un sentiment inné dans le cœur de l'homme, c'est celui du juste ; surtout il tâchera, s'il se peut, de faire de ses élèves des enthousiastes de la vertu.

« ..... Le cours de métaphysique se commencera par l'histoire des opinions des hommes, en les prenant depuis les péripatéticiens, épicuriens, stoïciens, académiciens, jusqu'à nos jours. Le professeur leur ex-

1753-1756 pliquera en détail l'opinion de chaque secte, en se servant des articles de Bayle, des *Tusculanes*, et du *de Natura Deorum* de Cicéron, traduits en français. De là, il passera à Descartes, Leibnitz, Malebranche, et, enfin, à Locke, qui, se guidant par l'expérience, s'avance dans ces ténèbres autant que ce fil le conduit, et s'arrête au bord des abîmes impénétrables à la raison. C'est donc à Locke principalement que le maître doit s'arrêter : cependant, après chaque leçon, il donnera encore une demi-heure à la jeunesse qui, ayant déjà fait sa logique et sa rhétorique, est toute préparée aux exercices qu'on exigera d'elle.

« Le professeur dira donc à un de ces jeunes gens d'attaquer le système de Zénon, et à un autre de le défendre, et il en usera de même sur chaque système : après quoi, il résumera ce que les élèves auront dit, ou leur fera remarquer la faiblesse de leur attaque ou de leur défense, en suppléant aux raisons qu'ils n'auront point attaquées, et aux conséquences qu'ils auront négligé de tirer des principes. Ces sortes de disputes se feront sans préparation : premièrement, pour obliger les élèves à être attentifs aux leçons ; en second lieu, pour les obliger à penser à ce qu'ils auront à dire ; et, en troisième lieu, pour les accoutumer à parler promptement sur toutes sortes de matières.

« Vient le professeur de mathématiques. Le sieur Sulzer conçoit qu'on n'a pas intention d'élever des Bernouilly et des Newton : la trigonométrie et la partie de la fortification sont celles qui peuvent être les plus utiles à la jeunesse qu'il élève, et auxquelles il mettra sa



principale application, ainsi qu'à ce qui peut y influer. 1753-1756
Cependant, il fera un cours d'astronomie, en parcourant tous les systèmes différents, jusqu'à celui de Newton, mais en traitant cette matière plus historiquement qu'en géomètre. Il y ajoutera de même quelques principes de mécanique, sans cependant trop approfondir la matière, faisant attention surtout de rectifier le jugement de la jeunesse, et de l'accoutumer le plus qu'il pourra à combiner des idées, et à saisir facilement les différents rapports que les vérités ont les unes avec les autres.

« ..... Le professeur en droit se servira de Hugo-Grotius pour en extraire ses leçons. On ne prétend point qu'il forme des jurisconsultes consommés dans cette profession : un homme du monde se contente d'avoir des idées justes de cette science, sans l'approfondir entièrement. Il se bornera donc à donner à ses élèves une idée du droit du citoyen, du droit du peuple, de celui du monarque, et de ce qu'on appelle le *droit public*. Toutefois, il avertira la jeunesse que ce droit public manquant de puissance corrective pour le faire observer, n'est qu'un vain fantôme, que les souverains étalent dans les factums et dans les manifestes, lors même qu'ils le violent. Il finira ses leçons par l'explication du Code Frédéric, qui, étant la compilation des lois du pays, doit être connu de chaque citoyen. »

Un examen attentif de cette instruction indique clairement quelles avaient été les études favorites de son auteur. S'étendant, avec prédilection, sur l'éloquence,

1753-1766 la morale, la métaphysique, l'histoire, la géographie, Frédéric ne fait que glisser sur les mathématiques, la physique et le droit.

Toussaint, auteur de divers ouvrages et réfugié à Bruxelles, avait rédigé dans cette ville, sous l'influence de l'Autriche, une gazette française, où, durant toute la guerre de *Sept-Ans*, le roi de Prusse ne fut désigné que sous le nom de *Brigand du Nord*. Oubliant l'injure pour ne se rappeler que le mérite, Frédéric confia à ce même Toussaint une chaire de logique et de rhétorique. Quatre universités florissaient en même temps à Halle, à Francfort-sur-l'Oder, à Kœnigsberg, à Duisbourg. Que d'hommes illustres sortis de ces écoles !

Le roi de Prusse n'avait aucune confiance dans la médecine[1] ; mais, renfermant son incrédulité dans les limites d'une opinion individuelle, il chercha constamment à perfectionner dans ses États cette application des sciences naturelles. Des chaires, où l'on professait l'art de guérir, furent fondées à Berlin.

Sous les règnes précédents, divers enseignements n'avaient eu lieu qu'en langue grecque : une heureuse

[1] Un jour il envoya son propre médecin à Maupertuis, très-malade alors, avec ce billet : « Je vous envoie le sieur Cottenius, un des plus grands charlatans de ce pays. Il a eu le bonheur quelquefois de réussir par hasard, et je souhaite qu'il ait le même sort avec vous. Il vous ordonnera bien des remèdes. Pour moi, je ne vous défends que les liqueurs, mais je vous les défends entièrement. »

Sa question favorite à un médecin qu'il voyait pour la première fois était celle-ci : « Combien de gens avez-vous envoyés dans l'autre monde ? — Pas tant que vous, Sire, lui répondit un jour le docteur Baylies, et avec moins de gloire. »



innovation substitua au langage étranger l'idiome national. Fidèle au même principe, le Roi abolit l'usage barbare, trop longtemps répandu en Europe, d'écrire en latin sur des matières que le peuple doit connaître, et d'où dépendent la vie, l'honneur, la liberté des citoyens. 1763-1766

Afin d'inspirer aux Prussiens le goût des beaux-arts par la vue des modèles, il acheta, en 1741, la collection d'antiques du cardinal de Polignac, sauf la famille de Niobé, acquise par Louis XV. Adam, qui modela la statue du feld-maréchal de Schwerin, Tassaert et plusieurs autres sculpteurs appelés par le Roi, résidèrent longtemps en Prusse; Amédée Van-Loo peignit les plafonds du nouveau *Sans-Souci*.

De somptueux édifices s'élevèrent à Postdam et à Berlin. Mais cette magnificence avait toujours un but utile; témoins, l'Hôtel des Invalides, noble asile ouvert, comme l'annonce cette inscription fournie par Maupertuis, LÆSO, SED INVICTO MILITI, *Au guerrier mutilé, mais invaincu;* la Bibliothèque publique, etc. Tandis qu'ailleurs les capitales ne s'embellissent que trop souvent aux dépens des provinces, Frédéric répandait également la vie sur tous les points du royaume. Malheureusement, le mauvais goût dépara souvent les constructions de son règne.

Économe jusqu'à la parcimonie dans son intérieur, nulle dépense, s'il l'a croyait utile aux progrès des arts, ne l'arrêtait. Durant plusieurs années, il consacra des sommes d'argent assez considérables à l'entretien d'une troupe de chanteurs italiens. Cette tentative mu-



1752-1756 lin un institut appelé l'*École réelle*, parce que l'enseignement y reposait sur la présentation même des objets. Cette méthode obtint en Allemagne, surtout à Dessau, un plein succès. En effet, des notions qui arrivent à l'esprit par le tact et les yeux s'y gravant en caractères ineffaçables, les enfants apprennent ainsi, non des mots, mais des choses.

L'exemple du Roi forçait les gentilshommes à le suivre, et l'exemple des gentilshommes entraînait une foule d'autres imitateurs. Obligés de concourir à l'entretien des écoles de village, tous, pour plaire au monarque, faisaient plus encore qu'il n'exigeait d'eux. Ailleurs, la rivalité des courtisans tarit les sources de la vie sociale ; en Prusse, elle tournait à l'avantage de la patrie.

Quelques années plus tard, voulant former des hommes propres à la guerre et à la politique, Frédéric créa l'*Académie Civile et Militaire des jeunes gentilshommes* ; lui-même en rédigea tous les statuts. L'extrait suivant de cette *Instruction* indique comment il concevait les études historiques :

DE L'ACADÉMIE [1].

« ..... L'intention du Roi et le but de cette fondation sont de former de jeunes gentilshommes, afin qu'ils deviennent propres, selon leur vocation, à la guerre ou

[1] Tel fut le titre qu'il donna à cette école ; mais, dans le public, on l'a toujours désignée sous le nom d'*École Civile et Militaire des jeunes gentilshommes*.

à la politique. Les maîtres doivent donc s'attacher fortement, non-seulement à leur remplir la mémoire de connaissances utiles, mais surtout à donner à leur esprit une certaine volubilité qui les rende capables de s'appliquer à une matière quelconque, surtout à cultiver leur raison, et à former leur jugement. Il faut, par conséquent, qu'ils accoutument leurs élèves à se faire des idées nettes et précises des choses, et à ne se point contenter de notions vagues et confuses. 1752-1756

« ..... Comme la partie économique de cette institution est tout arrangée, on se borne, dans cette instruction, à ce qui regarde les classes et la partie de la police si essentielle à toute communauté.

« ..... Sa Majesté veut que les élèves fassent les basses classes de latinité, catéchisme et religion, dans le gymnase de Joachim[1]. Ceux de première apprendront en même temps le français et les rudiments de la langue française dans l'*Académie*. Au sortir de cette première classe, ils tomberont dans les mains du *puriste*, qui dégrossira leur jargon barbare, et corrigera les fautes de style et de diction. Le sieur Toussaint les prendra alors en rhétorique : il commencera par leur enseigner la logique, mais sans trop peser sur les diverses formes des arguments de l'école : son principal soin se tournera du côté de la justesse d'esprit; il sera rigoureux pour les définitions; il ne

[1] Cet article n'a jamais été suivi. En effet, malgré la proximité de ce gymnase, les déplacements journaliers des élèves eussent entraîné de graves inconvénients; aussi, les jeunes *Académistes* trouvèrent-ils, dans la maison même, tous les maîtres nécessaires.

1752-1756 leur pardonnera aucune équivoque, aucune pensée fausse, aucun louche : il les exercera, le plus possible, dans l'argumentation : il les accoutumera à tirer des conséquences des principes, et à combiner des idées; puis, il leur expliquera les tropes; et, la leçon finie, il leur donnera encore une demi-heure, pour qu'ils fassent eux-mêmes des métaphores, des comparaisons, des apostrophes, des prosopopées, etc. Ensuite, il leur enseignera la façon d'argumenter de l'orateur, l'enthymème, le grand argument en cinq parties, les diverses parties de l'oraison et la manière de les traiter. Pour le genre judiciaire, il se servira des oraisons de Cicéron; pour le genre délibératif, il leur proposera Démosthène; pour le genre démonstratif, il se servira de Fléchier et de Bossuet : tous ces ouvrages sont en français. Il pourra leur faire un petit cours de poésie pour leur former le goût. Homère, Virgile, quelques odes d'Horace, Voltaire, Boileau, Racine, voilà des sources fécondes, dans lesquelles il peut puiser ce qui ornera l'esprit des jeunes gens, et leur donnera en même temps du goût pour les beaux-arts. Dès que les élèves auront fait quelques progrès, il leur donnera des sujets de harangue dans les trois genres; il les laissera composer sans les aider, et il ne les corrigera qu'après qu'ils auront relu leurs ouvrages. Le grammairien, qui est un supplément à cette classe, corrigera les fautes de langage, et le sieur Toussaint les fautes contre la rhétorique. On fera de plus lire aux jeunes gens les lettres de madame de Sévigné, celles du comte d'Estrades et du cardinal d'Ossat, et on leur

fera écrire des lettres sur toutes sortes de sujets. 1753-1756
M. Toussaint ajoutera à ceci une histoire des beaux-arts : il partira à cet effet de la Grèce, leur berceau, et nommera les hommes qui s'y sont le plus distingués : il passera ensuite à la seconde époque des arts, sous César et Auguste ; à la renaissance des lettres, du temps des Médicis; au haut point où elles parvinrent sous Louis XIV, et il finira par les personnes les plus célèbres qui les cultivent de nos jours.

« Le professeur d'histoire et de géographie composera un abrégé de l'histoire ancienne de Rollin : il tâchera de leur bien imprimer les grandes époques, et le nom des hommes les plus fameux. Il pourra se servir d'Echard [1] pour l'histoire romaine, et d'un abrégé du P. Bar pour l'histoire de l'Empire. Cependant il doit soigneusement élaguer les petits détails ; et, proprement, l'étude de l'histoire ne doit s'étendre que depuis Charles-Quint jusqu'à nous. Ces faits intéressants tiennent à nos jours, et il n'est pas permis à un homme qui veut entrer dans le monde d'ignorer des événements qui forment la chaîne des affaires courantes de l'Europe. Il ne suffit pas que le professeur enseigne l'histoire ; il faut chaque jour, la leçon finie, qu'il y ajoute une demi-heure pour interroger les jeunes gens

[1] Laurent Echard, né en 1671, en Angleterre, à Barsham, près de Beccles, comté de Suffolk, publia, en 1699, une *Histoire romaine, depuis la fondation de Rome jusqu'à l'établissement de l'Empire par Auguste*, et la continua ensuite jusqu'à Constantin. Daniel de La Roque et Guyot Desfontaines l'ont traduite en français.

On doit à Echard d'autres travaux historiques.

1752-1756 sur le point d'histoire qu'il a traité; par où il fera accoucher leur esprit de réflexions, soit morales, soit politiques, soit philosophiques, ce qui sera plus utile pour eux que tout ce qu'ils auront appris. Par exemple, sur les différentes superstitions des peuples : « Croyez-« vous que Curtius, en sautant dans le trou qui s'était « formé à Rome, le fit fermer ? Vous voyez que cela « n'arrive pas de nos jours; ce qui doit bien vous faire « penser que ce conte n'est qu'une fable ancienne... » Après l'histoire des Décius, le maître a une occasion toute trouvée d'embraser le cœur de ses élèves de cet ardent amour de la patrie, principe fécond en actions héroïques. S'il s'agit de César, ne peut-il pas interroger la jeunesse sur ce qu'elle pense de l'action de ce citoyen qui opprima sa patrie? Est-il question des croisades, cela fournit un beau sujet pour déclamer contre la superstition. Leur raconte-t-on le massacre de la Saint-Barthélemi, on leur inspire de l'horreur pour le fanatisme. Leur parle-t-on d'un Cincinnatus, d'un Scipion, d'un Paul-Émile, on leur fait sentir que la vertu de ces grands hommes a été la cause de leurs belles actions, et que, sans vertu, il n'y a ni gloire ni véritable grandeur. Ainsi l'histoire fournit des exemples de tout. J'indique la méthode, mais je n'épuise pas la matière : un professeur intelligent en aura assez pour diriger son travail, par ce qu'on vient de dire. Le même professeur, en traitant la géographie, commencera par les quatre parties du monde; le nom des grands peuples suffit pour l'Asie, l'Afrique et l'Amérique. L'Europe demande une connaissance plus exacte. L'Allemagne,



comme étant la patrie de la jeunesse qu'il élève, exige 1752-1756
que le professeur entre dans les plus grands détails des souverains qui la gouvernent, des rivières qui la traversent, des capitales de chaque province, des villes impériales, etc. Il pourra se servir de Hubner pour cette partie de ses leçons.

« Le professeur de métaphysique commencera par un petit cours de morale : il doit partir du principe, que la vertu est utile et très-utile à celui qui la pratique; il lui sera facile de démontrer que, sans vertu, la société ne saurait subsister. Il définira le comble de la vertu, par le plus parfait désintéressement, qui fait qu'on préfère son honneur à son intérêt, le bien général à l'avantage particulier, et le salut de la patrie à sa propre vie. Il entrera dans l'examen de l'ambition bien ou mal entendue : il montrera aux élèves que l'ambition honnête ou l'émulation est la vertu des grandes âmes; que c'est le ressort qui pousse aux belles actions, et qui les fait entreprendre aux hommes obscurs, pour que leur nom soit reçu au temple de Mémoire; que rien n'avilit plus d'aussi beaux sentiments et n'y est plus contraire que l'envie et la basse jalousie. Il inculquera surtout à la jeunesse, que, s'il y a un sentiment inné dans le cœur de l'homme, c'est celui du juste; surtout il tâchera, s'il se peut, de faire de ses élèves des enthousiastes de la vertu.

« ..... Le cours de métaphysique se commencera par l'histoire des opinions des hommes, en les prenant depuis les péripatéticiens, épicuriens, stoïciens, académiciens, jusqu'à nos jours. Le professeur leur ex-

1753-1756 pliquera en détail l'opinion de chaque secte, en se servant des articles de Bayle, des *Tusculanes*, et du *de Natura Deorum* de Cicéron, traduits en français. De là, il passera à Descartes, Leibnitz, Malebranche, et, enfin, à Locke, qui, se guidant par l'expérience, s'avance dans ces ténèbres autant que ce fil le conduit, et s'arrête au bord des abîmes impénétrables à la raison. C'est donc à Locke principalement que le maître doit s'arrêter : cependant, après chaque leçon, il donnera encore une demi-heure à la jeunesse qui, ayant déjà fait sa logique et sa rhétorique, est toute préparée aux exercices qu'on exigera d'elle.

« Le professeur dira donc à un de ces jeunes gens d'attaquer le système de Zénon, et à un autre de le défendre, et il en usera de même sur chaque système : après quoi, il résumera ce que les élèves auront dit, ou leur fera remarquer la faiblesse de leur attaque ou de leur défense, en suppléant aux raisons qu'ils n'auront point attaquées, et aux conséquences qu'ils auront négligé de tirer des principes. Ces sortes de disputes se feront sans préparation : premièrement, pour obliger les élèves à être attentifs aux leçons; en second lieu, pour les obliger à penser à ce qu'ils auront à dire; et, en troisième lieu, pour les accoutumer à parler promptement sur toutes sortes de matières.

« Vient le professeur de mathématiques. Le sieur Sulzer conçoit qu'on n'a pas intention d'élever des Bernouilly et des Newton : la trigonométrie et la partie de la fortification sont celles qui peuvent être les plus utiles à la jeunesse qu'il élève, et auxquelles il mettra sa



principale application, ainsi qu'à ce qui peut y influer. 1763-
Cependant, il fera un cours d'astronomie, en parcourant 1766
tous les systèmes différents, jusqu'à celui de Newton, mais en traitant cette matière plus historiquement qu'en géomètre. Il y ajoutera de même quelques principes de mécanique, sans cependant trop approfondir la matière, faisant attention surtout de rectifier le jugement de la jeunesse, et de l'accoutumer le plus qu'il pourra à combiner des idées, et à saisir facilement les différents rapports que les vérités ont les unes avec les autres.

« ..... Le professeur en droit se servira de Hugo-Grotius pour en extraire ses leçons. On ne prétend point qu'il forme des jurisconsultes consommés dans cette profession : un homme du monde se contente d'avoir des idées justes de cette science, sans l'approfondir entièrement. Il se bornera donc à donner à ses élèves une idée du droit du citoyen, du droit du peuple, de celui du monarque, et de ce qu'on appelle le *droit public*. Toutefois, il avertira la jeunesse que ce droit public manquant de puissance corrective pour le faire observer, n'est qu'un vain fantôme, que les souverains étalent dans les factums et dans les manifestes, lors même qu'ils le violent. Il finira ses leçons par l'explication du Code Frédéric, qui, étant la compilation des lois du pays, doit être connu de chaque citoyen. »

Un examen attentif de cette instruction indique clairement quelles avaient été les études favorites de son auteur. S'étendant, avec prédilection, sur l'éloquence,

1753-1760 la morale, la métaphysique, l'histoire, la géographie, Frédéric ne fait que glisser sur les mathématiques, la physique et le droit.

Toussaint, auteur de divers ouvrages et réfugié à Bruxelles, avait rédigé dans cette ville, sous l'influence de l'Autriche, une gazette française, où, durant toute la guerre de *Sept-Ans*, le roi de Prusse ne fut désigné que sous le nom de *Brigand du Nord*. Oubliant l'injure pour ne se rappeler que le mérite, Frédéric confia à ce même Toussaint une chaire de logique et de rhétorique. Quatre universités florissaient en même temps à Halle, à Francfort-sur-l'Oder, à Kœnigsberg, à Duisbourg. Que d'hommes illustres sortis de ces écoles !

Le roi de Prusse n'avait aucune confiance dans la médecine[1] ; mais, renfermant son incrédulité dans les limites d'une opinion individuelle, il chercha constamment à perfectionner dans ses États cette application des sciences naturelles. Des chaires, où l'on professait l'art de guérir, furent fondées à Berlin.

Sous les règnes précédents, divers enseignements n'avaient eu lieu qu'en langue grecque : une heureuse

[1] Un jour il envoya son propre médecin à Maupertuis, très-malade alors, avec ce billet : « Je vous envoie le sieur Cottenius, un des plus grands charlatans de ce pays. Il a eu le bonheur quelquefois de réussir par hasard, et je souhaite qu'il ait le même sort avec vous. Il vous ordonnera bien des remèdes. Pour moi, je ne vous défends que les liqueurs, mais je vous les défends entièrement. »

Sa question favorite à un médecin qu'il voyait pour la première fois était celle-ci : « Combien de gens avez-vous envoyés dans l'autre monde ? — Pas tant que vous, Sire, lui répondit un jour le docteur Baylies, et avec moins de gloire. »



innovation substitua au langage étranger l'idiome national. Fidèle au même principe, le Roi abolit l'usage barbare, trop longtemps répandu en Europe, d'écrire en latin sur des matières que le peuple doit connaître, et d'où dépendent la vie, l'honneur, la liberté des citoyens. 1753-1756

Afin d'inspirer aux Prussiens le goût des beaux-arts par la vue des modèles, il acheta, en 1741, la collection d'antiques du cardinal de Polignac, sauf la famille de Niobé, acquise par Louis XV. Adam, qui modela la statue du feld-maréchal de Schwerin, Tassaert et plusieurs autres sculpteurs appelés par le Roi, résidèrent longtemps en Prusse; Amédée Van-Loo peignit les plafonds du nouveau *Sans-Souci*.

De somptueux édifices s'élevèrent à Postdam et à Berlin. Mais cette magnificence avait toujours un but utile; témoins, l'Hôtel des Invalides, noble asile ouvert, comme l'annonce cette inscription fournie par Maupertuis, LÆSO, SED INVICTO MILITI, *Au guerrier mutilé, mais invaincu;* la Bibliothèque publique, etc. Tandis qu'ailleurs les capitales ne s'embellissent que trop souvent aux dépens des provinces, Frédéric répandait également la vie sur tous les points du royaume. Malheureusement, le mauvais goût dépara souvent les constructions de son règne.

Économe jusqu'à la parcimonie dans son intérieur, nulle dépense, s'il l'a croyait utile aux progrès des arts, ne l'arrêtait. Durant plusieurs années, il consacra des sommes d'argent assez considérables à l'entretien d'une troupe de chanteurs italiens. Cette tentative mu-



1753-1756 sicale n'ayant point réussi, le monarque plaça ailleurs et plus utilement ces fonds.

Non content de réunir autour de lui, dans sa cour, dans son Académie, dans ses universités, une élite de savants, de poëtes, d'artistes, Frédéric entretenait, avec plusieurs contrées de l'Europe, des relations dignes de lui, distribuant des secours au mérite indigent, des récompenses aux découvertes utiles; offrant asile et protection aux victimes de l'arbitraire, aux martyrs de toutes les persécutions. Protecteur de Jean-Jacques, il disait en parlant de Christophe de Beaumont, exilé de la cour : « Que n'est-il venu dans mes États! j'aurais fait la moitié du chemin. »

En France, d'Alembert ne pouvait obtenir la pension de l'Académie des Sciences : le roi de Prusse lui en assigna une, se chargeant, en quelque sorte, du noble soin de réparer les injustices étrangères[1]. Il fit tous ses efforts pour déterminer cet illustre géomètre à accepter la présidence de l'Académie de Berlin; mais le savant resta fidèle à sa patrie, dont pourtant il avait à se plaindre.

Un trait plus glorieux encore pour d'Alembert, c'est qu'il employa son crédit à réhabiliter, dans l'esprit de Frédéric, Euler son rival, coupable de torts graves en-

[1] « Autrefois Louis XIV, par les conseils de M. Colbert, cherchait à découvrir les gens de mérite dans l'Europe, pour les combler de bienfaits. Aujourd'hui un grand roi les trouve sans avoir besoin des yeux de Colbert. Le roi de Prusse vient de donner une pension de douze cents livres à M. d'Alembert. » (Grimm, *Correspondance littéraire, philosophique et critique*, etc., tome I.)



vers lui. Après sa mort, on découvrit mille traits de 1753-
bienfaisance d'autant plus honorables, que leur auteur 1756
avait eu soin de les tenir secrets, et que sa fortune était fort bornée.

A cette époque, Rome possédait un souverain pontife non moins remarquable par la sagesse de son gouvernement que par les agréments de son esprit, Benoît XIV[1]. Lors des querelles du parlement de Paris et du clergé, sa prudente médiation contribua au rétablissement de la paix. Plus d'un peuple en Europe lui dut des actions de grâces; les Protestants eux-mêmes ne restèrent point étrangers à ses bienveillantes sollicitudes. Protecteur éclairé des sciences, des lettres et des arts, ce pape fonda des académies, fit mesurer un degré du méridien, releva l'obélisque du Champ de Mars, embellit Rome, et fit traduire en italien les meilleurs livres anglais et français. Fort instruit lui-même, il a laissé de nombreux ouvrages[2]. Benoît XIV recevait, à

[1] Né à Bologne en 1675, d'une famille illustre, mort le 3 mai 1758, âgé de quatre-vingt-trois ans.

[2] L'édition de Venise, la plus complète de toutes, comprend 16 vol. in-folio. Son meilleur ouvrage est celui qui traite des synodes.

Un monument, élevé par le fils d'un Walpole, en Angleterre, à la mémoire de Benoît XIV, portait ces mots : « Aimé des catholiques, estimé des protestants; humble, désintéressé, monarque sans favori, pape sans népotisme, et, malgré son esprit et son savoir, docteur sans orgueil, censeur sans sévérité, etc. »

Les suffrages de la postérité ont confirmé cet éloge simple et vrai. En lui dédiant sa tragédie du *Fanatisme*, Voltaire avait dit :

Lambertinus hic est, Romæ decus et pater orbis,
Qui mundum scriptis docuit, virtutibus ornat.

1752-1756 Rome, les hommages d'étrangers de tous les pays, de toutes les sectes. Une des femmes les plus distinguées de son temps, la margrave de Bareith, sœur du roi de Prusse, vint lui rendre visite. Frédéric professa toujours aussi la plus haute estime pour ce souverain pontife, qui, de son côté, sachant gré au monarque prussien de sa tolérance, lui témoigna constamment des égards recherchés.

Avant de reprendre le cours des événements politiques, peut-être sera-t-on bien aise de trouver ici quelques détails sur le caractère de Frédéric, sur les habitudes de sa vie privée. Il y eut en lui deux manières d'être, deux individualités, si l'on peut s'exprimer ainsi, bien distinctes; l'une naturelle, l'autre artificielle, en un mot l'homme et le monarque. C'est pour les avoir trop souvent confondues toutes deux, que tant de faux jugements ont été portés sur ce personnage extraordinaire.

Frédéric pensait qu'un roi doit avoir le cœur dans la tête : aussi s'efforça-t-il constamment de subordonner à sa raison sa sensibilité. Mais, dans la vie privée, il fut bon, aimant, affectueux, accessible aux affections de famille, aux doux épanchements de l'amitié. Peu de sœurs ont été chéries par un frère couronné comme le fut la margrave de Bareith; peu de sujets ont reçu de leurs souverains les touchantes marques d'attachement que Frédéric prodigua à la personne et à la mémoire de Jordan [1]. Durant la maladie qui lui enleva ce con-

[1] Il naquit à Berlin, le 27 août 1700, d'une famille originaire du Dauphiné, que la révocation de l'Édit de Nantes avait éloignée de la

seiller fidèle, il disputait aux enfants et à la femme de Jordan le douloureux plaisir de lui donner des soins, de calmer ses souffrances : « Je vous prie de me laisser seul avec lui, leur dit-il la première fois; mais n'ayez aucune inquiétude : je le soignerai et le servirai autant qu'il pourra en avoir besoin : ce sera comme si vous l'assistiez vous-mêmes. » 1742-1756

France. Destiné à l'état ecclésiastique, le jeune Jordan, après avoir fait ses premières études chez un oncle, pasteur à Magdebourg, alla ensuite à Genève et à Lausanne; là, sous d'habiles professeurs, les Gaultier, les Jallabert, les Pictet, les Crouzaz, se développèrent ses heureuses facultés. Ainsi préparé au ministère évangélique, Jordan fut pourvu, en 1725, de l'église de Potzlow, dans la Marche-Uckraine, et de celle de Prentzlow en 1727. Il remplissait ses pieuses fonctions avec autant de savoir que de dévouement, quand la mort d'une épouse chérie vint changer toutes les conditions de son existence. Inconsolable et voué désormais à l'éducation de ses deux filles, il quitta le saint ministère pour s'établir à Berlin; mais bientôt le triste état de sa santé le contraignit à voyager. En 1733, il parcourut la France, l'Angleterre, la Hollande, une partie de l'Allemagne, y fréquentant les hommes de lettres les plus distingués. Deux ans plus tard parut la relation de ces doctes pérégrinations sous le titre d'*Histoire d'un voyage littéraire*. De retour à Berlin, Jordan se livra, avec une nouvelle ardeur, à l'étude. Classiques grecs, latins, français, tous lui étaient familiers. Un tel homme ne pouvait échapper aux regards du jeune Frédéric; aussi, en 1736, le prince royal l'appela-t-il dans sa retraite de Rheinsberg; et dès lors commença entre eux cette intimité qu'aucun nuage ne troubla, que la mort seule put interrompre. Devenu conseiller privé, Jordan montra une véritable aptitude aux affaires. C'est à lui que Berlin doit la répression de la mendicité, et divers autres règlements utiles. Nommé, par Frédéric, curateur de l'Académie des Sciences et Belles-lettres, et élu vice-président par l'Académie elle-même, il cessa, le 24 mai 1745, de travailler, d'être utile et de chérir son roi, c'est-à-dire de vivre.

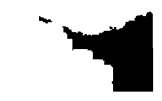
On a de lui plusieurs ouvrages, imprimés ou manuscrits; tous méritent d'être lus.

1752-1756 Chaque jour, à moins qu'il ne fût absent de Berlin, il venait passer une heure avec lui, traversant, seul et à pied, la place du château. Après la mort de Jordan, son portrait, placé dans le cabinet du Roi, lui arracha longtemps des larmes; Frédéric composa même l'éloge de son ami [1]. Au reste, ce profond attachement, Jordan s'en était toujours montré digne. Jamais courtisan, dans le Roi c'était Frédéric qu'il aimait de toute son âme.

Frappé de l'intolérance de son père, et tout occupé de faire vivre en paix les diverses religions établies dans ses États, le jeune successeur de Guillaume avait conçu le projet d'un Panthéon, où tous les cultes seraient venus, chacun à son heure, et avec ses rites particuliers, adorer Dieu. Dans cet édifice, tout devait être somptueux et commode. Au milieu du concert de louanges qui accueillit ce plan philanthropique, une seule voix fit entendre le blâme; ce fut celle de Jordan. « Sire, dit-il au Roi, en mettant ces différentes religions en présence, loin d'en contenter une, vous les scandaliserez toutes : au lieu de la paix, naîtra la guerre. » Vainement Frédéric défendit son projet; vaincu par les judicieuses objections de Jordan, il y renonça.

Dans le même temps, cet homme de bien fondait le Hoksenkop, lieu de dépôt pour les vagabonds. Là, jusqu'au moment où on les réclamait, ces malheureux trouvaient, moyennant un travail régulier, leur subsi-

[1] Ce morceau fait partie des Mémoires de l'Académie de Berlin.



stance. Tant qu'il vécut, Jordan dirigea cet utile éta- 1763-1766
blissement avec un zèle infatigable. En expirant, il avait recommandé son fidèle domestique aux bontés du Roi; d'emplois en emplois, Frédéric éleva, par degrés, ce digne serviteur au rang de conseiller privé.

En 1766, mourut le prince Henri, frère cadet du prince héréditaire. A peine âgé de dix-huit ans, ce jeune homme annonçait de brillantes qualités. Le Roi étant venu à Berlin, quelques mois après cet événement, fit appeler Thiébault : « Vous avez su, monsieur, lui dit-il, quelle perte l'État et moi nous venons de faire, par la mort d'un jeune prince de la plus belle espérance. Ce malheur m'a vivement affecté : tous les jours, je me suis retracé les qualités précieuses qui le faisaient estimer et chérir; mais, ne me bornant pas à de stériles larmes, j'ai cru devoir sauver de la tombe ce qu'il avait de plus louable, et justifier mes regrets par l'exposé fidèle des causes qui les excitaient : j'ai pensé que le tableau de sa jeunesse pourrait offrir un exemple utile à ceux que la naissance place sur le même échelon que lui, et sans doute aussi à tous ceux qui sont susceptibles d'une belle émulation. Aussi, cherchant à ramener ma douleur vers un but profitable à la société, ai-je fait l'éloge de ce neveu si chéri et si amèrement regretté ! Je veux, monsieur, que ce discours soit lu dans une séance publique de mon Académie, et je vous ai choisi pour y faire cette lecture. Toutefois, ce morceau ne me semble pas encore achevé; plusieurs passages ont besoin d'être retouchés. Mais, dès que je veux y revenir, je ne vois plus que mon ne-



1752-1756 veu, et je me sens incapable de toute correction. Mon cahier, d'ailleurs, est déjà si chargé de ratures, qu'il n'y reste souvent plus de place. J'ai donc à vous prier, d'abord, de m'en faire une nouvelle copie en caractères bien lisibles, et en espaçant les mots et les lignes de manière que je puisse y placer sans peine les changements convenables. Mais vous ne connaissez pas mon écriture; peut-être même ne pourrez-vous pas la déchiffrer; car je n'écris pas, je griffonne. C'est pourquoi, afin que vous puissiez plus facilement deviner ce que j'ai voulu dire, je vais vous lire moi-même cet écrit tel qu'il est, vous prévenant qu'outre la copie que je vous demande, j'attends encore de votre zèle l'indication des fautes qui me seront échappées, tant contre la langue, que contre les convenances oratoires. »

Alors le Roi prit son cahier placé sur une petite table carrée qu'il avait habituellement devant lui, et où l'on voyait toujours quelques livres, une écritoire, du papier blanc, et souvent plusieurs tabatières. Il commença la lecture en homme qui veut rester maître de lui-même. Mais déjà son accent trahissait une lutte pour se raffermir contre les impressions de la douleur : il parlait lentement, faisant des pauses fréquentes. Cependant Frédéric ne résista pas longtemps : dès la seconde ou troisième page, sa voix s'altéra, les larmes vinrent : il fallut s'arrêter souvent, et recourir à son mouchoir. Mais il eut beau s'essuyer le visage et tousser, tant d'efforts ne le conduisirent pas à la fin de la quatrième page; ses yeux, inondés de pleurs, ne voyaient



plus; sa voix, éteinte et entièrement étouffée, ne pouvait plus prononcer les mots; et ce fut enfin au milieu de sanglots dont il n'était plus le maître, qu'étendant son bras vers Thiébault, il lui remit le cahier sans pouvoir ajouter une seule parole. « Je pris ce cahier, contemplant, avec respect et une sorte de consolation, ce grand homme, accessible, comme tous les autres, aux affections les plus touchantes et les plus chères à l'humanité [1]. » 1752-1756

Frédéric possédait, au suprême degré, l'heureux talent de parer un bienfait. Un colonel de sa suite, chargé d'une nombreuse famille, contracta des dettes. L'ayant trouvé un jour triste et pensif : « Vous êtes toujours chagrin, lui dit le Roi; qu'avez-vous? Entre amis, il faut se confier ses peines. » Et, sans lui donner le temps de répondre : « J'ai appris, ajoute-t-il, que vous deviez deux mille écus; » il se tourne vers une table, y prend quelques rouleaux de louis, et les donnant au colonel : « Tenez, dit-il, voilà de quoi payer vos dettes; » puis, lui en donnant encore autant : « Et voici de quoi vous mettre en état de n'en plus faire. »

Que de délicatesse dans cette lettre qu'il écrivit à madame de Forcade, veuve d'un de ses généraux, et mère d'une nombreuse famille! « Je profite du premier moment de ma convalescence pour vous faire connaître la part que je prends à la perte que vous avez éprou-

[1] Thiébault, *Mes souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, etc., tome I.

1752-1756 vée, et ce que je veux faire pour soulager votre juste douleur. Je vous donne une première pension de cinq cents écus pour les longs et fidèles services que m'a rendus votre époux ; une seconde de pareille somme, en considération de votre heureuse fécondité ; et une troisième, également de cinq cents écus, pour vous aider à élever vos enfants. Je n'ai plus qu'à vous recommander de faire en sorte qu'ils marchent sur les traces de leur père. »

Une pauvre veuve d'officier, âgée et infirme, lui ayant demandé un secours : « Je suis pénétré de vos infirmités et de votre indigence, » lui répondit le Roi. « Pourquoi ne vous êtes-vous pas plus tôt adressée à moi ? Actuellement, il n'y a point de pension vacante ; mais il faut que je vous secoure, car votre mari était un brave homme que je regrette beaucoup. Je retrancherai tous les jours un plat de ma table ; cela épargnera trois cent soixante-cinq écus ; et cette petite somme, sur laquelle vous pouvez compter, vous sera payée le premier du mois prochain, jusqu'à ce qu'il se trouve une pension ; car j'ai donné ordre que la première vacante vous fût donnée. »

Ses lettres à la comtesse de Camas[1], Grande-Maîtresse de la Reine-Mère, sont un monument de tendresse filiale et de sentiment.

Né violent, Frédéric sut triompher de la nature. Il venait de terminer l'*Histoire de la guerre de Sept-Ans*, lorsqu'un page laissa tomber une étincelle sur le manuscrit,

[1] *Voyez* pièces justificatives (O).

qui fut entièrement consumé. Saisi de crainte, le jeune 1763-
étourdi se jette aux pieds du Roi, en avouant sa faute. 1786.
« Eh bien! lui dit le monarque avec douceur, j'écrirai cette histoire encore une fois! »

Comme un miroir fidèle, le visage de Frédéric réfléchissait toutes les impressions de son âme, et dans ses grands yeux bleus brillait la flamme du génie. Exprimait-il la colère? son regard, naturellement séduisant, devenait terrible. Sa taille était de cinq pieds deux à trois pouces, sa démarche un peu négligée, mais vive et noble, ses cheveux châtain-clair, son teint brun et animé comme celui d'un soldat, sa voix très-douce, le mouvement de ses lèvres plein de grâce. Très-bien à cheval dans sa jeunesse, il se voûta en vieillissant, et se laissait aller. Comme Alexandre, il portait la tête un peu de côté. Dans son intérieur, il ne parlait que français, et le parlait bien; mais c'était dans la langue nationale qu'il traitait les affaires publiques, ne s'adressant même jamais qu'en allemand aux officiers français de son armée.

Frédéric a-t-il été jaloux de ses généraux, comme on l'en a accusé? Ses mémoires politiques et militaires déposent hautement du contraire; chaque page y révèle la vive empreinte d'une reconnaissance affectueuse; le monarque se complaît à faire ressortir les exploits de ses lieutenants, à donner nominativement à chacun d'eux un témoignage de son estime : il jouit de leur gloire. Le seul capitaine qu'il ait toujours durement traité, c'est lui-même.

A Berlin, sur cette place publique consacrée à d'hé-

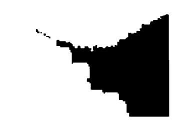
1763-1786 roïques souvenirs, quel spectacle frappait d'abord les regards? Les statues de Schwerin, de Keith, de Winterfeld, de Seydlitz. Cette façon éclatante d'honorer la mémoire de ses plus illustres compagnons d'armes, n'annonce guère un maître jaloux de leur renommée.

Frédéric savait donner aux récompenses un caractère auguste et solennel. « Il n'y a que la religion qui puisse consacrer, d'une manière durable, le souvenir de la vertu. Le feu roi de Prusse, qui connaissait si bien les grands ressorts de la politique, n'avait pas oublié celui-là. Comme la religion protestante, qui est dominante dans son pays, bannit des temples les images des saints, il y avait fait mettre les portraits des officiers qui avaient péri en se distinguant à son service. La première fois que j'entrai dans les temples de Berlin, je fus fort étonné d'y voir plusieurs portraits d'officiers en uniforme. On lisait au bas leur âge, leurs noms, celui du lieu de leur naissance, et de la bataille où ils avaient été tués. Il y a aussi, je crois, une ligne ou deux d'éloge à la fin de ces inscriptions. On ne saurait croire quel enthousiasme militaire cette vue inspire à ses sujets [1]. »

Et certes ce prince n'attendait pas la mort de ses lieutenants pour leur rendre une tardive justice. Dans une foule d'occasions, Mœllendorf, ce digne représentant de la vieille gloire prussienne à la journée d'Iéna, et tant d'autres, furent comblés des plus touchants égards.

Le général Ziethen était pour Frédéric l'objet d'une

[1] Bernardin de Saint-Pierre, *Études de la nature.*



tendre vénération. Au mois de septembre 1784, le Roi, 1753-
étant venu, selon sa coutume, inspecter les travaux de 1756
l'artillerie au Gesund-Brunnen, trouva la garnison de Berlin sous les armes, à un quart de lieue de la ville, et la fit manœuvrer. Au moment où les hussards de Ziethen allaient exécuter une charge, Frédéric s'approchant de ce vieux guerrier plus qu'octogénaire : « Vous voyez bien, lui dit-il du ton le plus affectueux, tout le plaisir que j'ai à vous voir, mais pourquoi vous donner la peine de venir vous-même ici à la tête de votre corps? — Sire, c'est mon devoir. — Votre devoir! ah! vous l'avez glorieusement rempli au champ d'honneur! Une manœuvre n'est pas un devoir pour un homme aussi cher à l'État. A votre âge, il ne vous reste plus qu'à vous conserver pour l'exemple et les respects de l'armée. Laissons faire ces jeunes gens. »

En parlant ainsi, Frédéric donna au régiment le temps de charger.

Mais ce qui toucha également et le peuple et l'armée, ce fut de voir le monarque, en cheveux blancs, n'aborder, que le chapeau à la main, son vieux compagnon d'armes[1].

Nul plus que le prince Henri n'aurait pu causer de l'ombrage à un roi jaloux. Certes, l'éclat d'une renommée si voisine était de nature à blesser des yeux susceptibles. Cependant, de combien d'hommages Frédéric n'environna-t-il point constamment son frère? Sa déférence pour lui tenait du respect. Tous les ans, il célé-

[1] Thiébault, *Mes souvenirs*, etc.



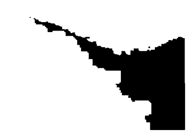
1753-1756 brait, avec magnificence, la naissance de ce prince : ce jour même était la plus grande fête de sa cour; jamais il n'y manqua. Chaque semaine, en lui envoyant des fruits de ses serres-chaudes de Postdam, il lui écrivait une lettre confidentielle et amicale, où les plus hauts intérêts politiques étaient discutés, où l'un des plus étonnants rois qui aient paru demandait modestement des conseils[1] à ce frère, son rival de gloire. On regrette que la nature même de cette correspondance n'ait pas permis qu'elle devînt publique.

Ayant rassemblé ses généraux dans un repas, après la guerre de *Sept-Ans* : « Saluons, messieurs, leur dit le Roi, le seul général qui, pendant toute cette guerre, n'ait pas fait de faute. — A votre santé, mon frère. » Ce mot ne sent pas l'envie.

Cette triste passion tourmenta un autre cœur que le sien. Mécontent du second rang, le prince Henri, dans son frère, ne voyait qu'un maître, et ce maître lui était à charge. Aussi, ne répondit-il jamais à son affection. Mais jetons un voile sur cette faiblesse que rachetèrent de si brillantes qualités.

Frédéric, il est vrai, se montra sévère, en parlant de Charles XII : comme capitaine, c'est un droit que personne ne lui contestera; comme philosophe, qui n'est de son avis? L'histoire ne doit que de sévères arrêts à ces fous couronnés dont l'héroïque démence ravagea la terre. Comment admirer un prince qui, enivré d'orgueil, et plein d'un mépris brutal pour les doléances de son

[1] *Vie privée, politique et militaire du prince Henri*, Paris, MDCCCIX.



peuple, pour des maux dont il est l'unique auteur, menace insolemment le Sénat de lui envoyer une botte pour gouverner? 1753-1756

Non, Frédéric ne fut point jaloux de ses généraux; mais, plus d'une fois, aveuglé par l'intime sentiment de sa force, il dédaigna leurs avis, où leur imposa durement silence. Car, il faut le reconnaître, tant d'éminentes facultés ne brillaient pas sans nuages. Entier dans ses volontés, absolu dans leur accomplissement, prodigue de sarcasmes, ce prince écrasa trop souvent les autres de sa double supériorité de grand homme et de roi.

Sur le trône, comme dans la vie privée, la calomnie poursuit le génie : une aveugle crédulité, accueillie sans examen, propage avec joie tout ce qui tend à amoindrir les hautes renommées; cela rapproche les distances. Qui ne connaît cette prétendue condamnation à mort d'un officier, dont le seul crime aurait été d'avoir eu de la lumière dans sa tente, à une heure où toutes les lumières du camp devaient être éteintes? Afin de donner une couleur dramatique au récit, on ajoutait que le malheureux officier écrivait à sa femme enceinte, quand se présenta le Roi, et que celui-ci, du ton solennel d'un tyran de théâtre : « Mettez en *post-scriptum*, dit-il : Quand tu recevras ma lettre, je n'existerai plus. » La peinture s'est même emparée de ce sujet. Non-seulement le fait est faux, mais jamais ce prince ne signa, qu'après une décision judiciaire, un seul arrêt de mort. Sévère et non cruel, il avait en horreur la peine capitale; la clémence tempérait en lui l'exercice d'une puissance illimitée.



1763-1786 Il y a plaisir à le suivre dans les précautions dont il environnait la vie des hommes, recommandant sans cesse aux tribunaux d'examiner les circonstances atténuantes avec non moins d'attention que les crimes. La liberté des citoyens était de même protégée contre les abus de pouvoir ; ainsi nul commandant de forteresse ne pouvait recevoir un prisonnier sans un ordre signé du Roi ; nul ministre n'eût, de sa propre autorité, disposé de la personne du plus obscur sujet. Ces entraves salutaires, juges et ministres tentèrent plusieurs fois, mais en vain, de s'en affranchir. En 1743, le département de la justice se plaignit au Roi des inconvénients produits par la nécessité d'obtenir sa confirmation pour les sentences criminelles. « Cet usage, disait le rapport, complique les procès, prolonge les détentions, multiplie les frais. » En conséquence, on suppliait le monarque de dispenser les tribunaux provinciaux de la confirmation des condamnations à mort, au fouet, au bannissement, à la prison. « Non, non, répondit Frédéric au Chancelier, il résulterait de là toutes sortes d'abus, et vous pourriez tourmenter à votre aise les pauvres gens des provinces. »

Jamais non plus il ne daigna descendre au châtiment d'une offense personnelle. Le pasteur d'une église de Berlin se permettait de violentes sorties contre l'irréligion de son souverain : on l'invita à plus de circonspection, mais inutilement ; ces recommandations ne servaient qu'à irriter son zèle. Frédéric l'ayant fait appeler : « Monsieur, lui dit-il, vous désirez que je vous persécute ; mais je n'ai pas le moins du monde l'envie



de vous procurer les honneurs du martyre : votre fan- 1753-1756
taisie n'est pas du siècle ; vivez tranquille, et soyez heureux en contribuant au bonheur de votre troupeau. »

Voyant un jour, des fenêtres du château, la foule assemblée autour d'une affiche injurieuse pour lui, ce prince la fit placer plus bas par un de ses pages : « On la lira mieux, » dit-il.

Une autre fois, longtemps après être monté sur le trône : « Il existe cependant à Berlin un homme qui m'a condamné à avoir la tête tranchée, dit le Roi devant plusieurs personnes, et cet homme, que je connais, dîne tranquillement chez lui. » Frédéric savait les noms et les votes de ses juges ; tous vécurent paisibles sous son règne : dans les grandes âmes, il n'y a pas de place pour la vengeance.

Il mandait à d'Alembert, le 16 mai 1776 : « On me fait écrire, en style de charretier, des idées que jamais je n'ai eues. Je vous suis obligé d'avoir donné un démenti au compilateur de ces bêtises, qui a voulu les mettre sur mon compte. Pour moi, je pourrais demander que le gouvernement fît des recherches contre l'auteur de cette imposture ; mais je n'aime point à me venger, et ce n'est pas cette sorte d'athlètes qu'il me convient de combattre. Je lis les réflexions de l'empereur Marc-Antonin, qui m'enseigne que je suis dans le monde pour pardonner à ceux qui m'offensent, et non pour user du pouvoir et les en accabler [1]. »

[1] Au reste, il serait difficile de mieux peindre Frédéric qu'il ne l'a fait lui-même dans l'épître *A mon Esprit* :

. . . .

Dites que j'ai subi, bravé l'adversité,



1752-1756 Un habitant de Berlin tenait sur Frédéric les propos les plus menaçants; on le dénonça au Roi : « A-t-il deux cent mille hommes à ses ordres ? demanda le prince; non ; eh bien ! que peut-il me faire ? »

Durant la guerre de *Sept-Ans*, Frédéric, étant à Dresde, vit, un matin, pâlir et trembler le domestique qui lui apportait son déjeuner : « Qu'avez-vous ? » lui demanda-t-il d'un ton sévère. Le domestique crut son crime découvert, et se jeta à genoux en implorant sa grâce. On fit l'essai du poison sur quelques animaux, qui périrent à l'instant même. Cette affaire causa beaucoup de bruit, on cita même les personnages qui avaient séduit ce misérable. Mais aucune poursuite n'eut lieu : le Roi se contenta d'envoyer le criminel comme tambour dans un régiment au fond de la Prusse.

Malgré sa discipline de fer, Frédéric était chéri des soldats : tous voyaient en lui un ami, un père. Depuis longtemps un vieux sergent sollicitait une place, mais toujours en vain. Rebuté, il écrivit au Roi, en lui demandant de l'emploi dans l'inspection des sels. Frédéric envoya la pétition au ministre Werder, avec ces mots de sa main : « J'espère que vous ne rejetterez pas mes invalides. Vous avez été soldat vous-même ; je le

Mais que, parmi les rois, depuis on m'a compté.
Attestez hardiment que la philosophie
A dirigé mes pas et reformé ma vie.
Dites qu'en admirant le système des dieux,
J'ai préféré ma lyre aux arts fastidieux;
Que, sans haïr Zenon, j'estimais Epicure,
Et pratiquais les lois de la simple nature,
Que je sus distinguer l'homme du souverain;
Que je fus roi sévère et citoyen humain, etc.



suis encore, moi, et je suis bien aise que l'on prenne 1753-1756
soin de mes camarades. »

Un caporal des gardes du corps, aussi vaniteux que brave, portait une chaîne de montre à laquelle, faute de mieux, il avait attaché une balle de fusil. Frédéric le sut : « A propos, caporal, lui dit-il un jour, il faut que tu sois bien économe pour avoir pu acheter une montre : il est six heures à la mienne ; voyons, quelle heure as-tu, toi ? — Sire, répondit le caporal en tirant la balle de son gousset, ma montre ne marque ni cinq heures ni six heures ; mais elle m'avertit, à chaque instant, que je dois toujours être prêt à mourir pour Votre Majesté. — Tiens, mon ami, lui dit le Roi attendri, prends cette montre, afin que tu puisses voir aussi l'heure où tu mourras pour moi. » Elle était enrichie de diamants.

Transportée sur la scène, la célèbre aventure du page a subi quelques altérations. Voici le fait tel qu'il eut lieu. Un jour Frédéric, ayant sonné plusieurs fois, et personne ne venant, alla lui-même appeler un de ses pages. Il le trouva endormi dans une chambre voisine; une lettre ouverte était sur ses genoux : Frédéric la lut. La mère de ce jeune homme le remerciait des secours qu'il lui envoyait ; elle finissait en disant que Dieu le bénirait pour sa pieuse tendresse. Ému des vertus du page et du dénuement de sa mère, le Roi glissa cent ducats dans sa poche, et se retira.

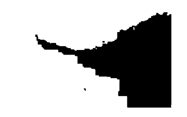
Rentré dans sa chambre, il sonna si fort que le page réveillé entra. « Tu as bien dormi, » lui dit le Roi. Confus, voulant s'excuser, le page porte la main à sa poche,



1752-1756 et sent le rouleau. Il le tire, pâlit, regarde le Roi et fond en larmes, sans pouvoir prononcer une parole. « Qu'as-tu donc ? — Ah ! Sire, s'écrie le page en tombant à ses genoux, on veut me perdre : d'où peut venir cet argent que je trouve dans ma poche ? — Mon ami, lui répond le Roi, Dieu nous envoie souvent le bien en dormant. Envoie cela à ta mère, salue-la de ma part, et dis-lui que j'aurai soin d'elle et de toi. »

Sans doute ce prince exigeait de l'exactitude dans le service ; mais il se montra toujours le meilleur, le plus indulgent des maîtres. Jamais il ne parlait à ses domestiques sans leur donner la qualification de *mein kind* (mon enfant) ; tout honnête serviteur trouvait auprès de lui un traitement paternel. Frédéric riait aussi de bon cœur des espiègleries de ses pages. Regardant un jour par la fenêtre, une glace lui dénonça l'un d'eux puisant, derrière lui, une prise de tabac dans sa boîte, placée sur une table. Le Roi le laissa faire ; mais, de retour à son fauteuil : « Cette tabatière, demanda-t-il au page, est-elle de ton goût ? » Fort embarrassé, le coupable ne savait trop comment répondre. « Voyons, parle. » Enfin, ayant avoué qu'il la trouvait fort belle : « Eh bien, lui dit Frédéric, prends-la ; elle est trop petite pour deux. »

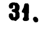
Malgré les torts du feu roi à son égard, Frédéric ne souffrit jamais qu'en sa présence on attaquât la mémoire de son père ; il ne parlait de lui qu'avec un profond respect. Telle était sa vénération pour la Reine-Mère, que, chaque fois qu'il allait la voir à Montbijou, le Roi ôtait son chapeau en arrivant à l'allée



du jardin, et marchait tête nue, jusqu'au château. Au retour, il ne se couvrait qu'à la sortie de l'allée, quels que fussent le temps et la saison. 1753-1756

Ce fut en 1748 que ce prince commença d'habiter le palais si célèbre depuis, non par le luxe d'une cour brillante, mais par le génie du maître et la simplicité de ses habitudes. Laissant le monarque à Berlin, le sage venait, à *Sans-Souci*, goûter un repos actif, un repos digne de lui. Point d'appareil militaire autour de sa paisible retraite. Le soir seulement, un caporal et quatre grenadiers venaient de Postdam pour la garde du château pendant la nuit, et s'en retournaient le matin, entre quatre et cinq heures. Là, entouré de quelques amis et de livres, il trouvait, au sein des lettres, un docte délassement et des jouissances dont la nation n'eut jamais à gémir. Dès sa jeunesse, Frédéric avait divisé en deux classes les livres qu'il voulait étudier sérieusement, et ceux qu'il ne voulait que parcourir. Il avait cinq bibliothèques toutes semblables : l'une à Postdam, l'autre à *Sans-Souci*, la troisième à Berlin, la quatrième à Charlottembourg, la cinquième à Breslau. Il lui suffisait, en fermant un livre, de noter la page; partout, ses lectures continuaient comme si elles n'eussent pas été interrompues. Dans ce très-court catalogue, on voit la prédilection du Roi pour les historiens et les philosophes, tant anciens que modernes. Les meilleurs ouvrages sur l'art de la guerre y figuraient nécessairement.

Ce serait omettre un des plus beaux titres de gloire de



31.



1753-1756 Frédéric, que de ne point rappeler ici combien, sous le gouvernement de ce prince absolu, la presse fut libre. Vainement, les plaintes obstinées de quelques fonctionnaires, que la publicité importunait, lui arrachèrent-elles une ordonnance pour la censure des livres à imprimer; il se plaisait lui-même à en voir violer les dispositions. Un libraire, condamné pour infraction, réclamait-il auprès de lui? il était toujours déchargé de l'amende, et souvent, dans sa réponse, le Roi ajoutait ces mots : « J'entends que la presse soit libre. »

Quelles que fussent ses opinions particulières, Frédéric s'était fait une loi de respecter les opinions reçues. « Je compte [1], » écrivait-il à Voltaire relativement au jeune d'Étallonde, accusé de complicité avec le chevalier de La Barre, « je compte que vous aurez déjà reçu ma réponse à votre avant-dernière lettre. Je ne puis trouver l'exécution publique aussi affreuse que l'injuste supplice de Calas. Ce Calas était innocent; le fanatisme se sacrifie cette victime, et rien, dans cette action atroce, ne peut servir d'excuse aux juges. Bien loin de là, ils se soustraient aux formalités des procédures, et ils condamnent au supplice, sans avoir des preuves, des convictions [2], des témoins.

« Ce qui vient d'arriver à Abbeville est d'une nature bien différente. Vous ne contesterez pas que tout citoyen doit se conformer aux lois de son pays. Or, il y a des punitions établies par les législateurs pour ceux

[1] 13 août 1766.

[2] *Convictions* veut évidemment dire ici *certitudes*.

qui troublent le culte adopté par la nation. La discré- 1753-1756
tion, la décence, surtout le respect que tout citoyen doit aux lois, obligent donc de ne point insulter au culte reçu, et d'éviter le scandale et l'insolence. Ce sont ces lois de sang qu'on devrait réformer, en proportionnant la punition à la faute; mais, tant que ces lois rigoureuses demeureront établies, les magistrats ne pourront pas se dispenser d'y conformer leur jugement. . . . .

. . . .

« Pour moi, qui ne demande ni argent, ni bénédictions, j'offre des asiles aux philosophes, pourvu qu'ils soient sages, qu'ils soient aussi pacifiques que le beau titre dont ils se parent le sous-entend; car toutes les vérités ensemble qu'ils annoncent ne valent pas le repos de l'âme, seul bien dont les hommes puissent jouir sur l'atome qu'ils habitent. En ma qualité de raisonneur sans enthousiasme, je désirerais que les hommes fussent raisonnables, et surtout qu'ils fussent tranquilles.

« Nous connaissons les crimes que le fanatisme de religion a fait commettre; gardons-nous d'introduire le fanatisme dans la philosophie. Son caractère doit être la douceur et la modération. . . . .

. . . .

« La tolérance dans une société doit assurer à chacun la liberté de croire ce qu'il veut; mais cette tolérance ne doit pas s'étendre à autoriser l'effronterie et la licence de jeunes étourdis, qui insultent audacieusement à ce que le peuple révère. Voilà mes sentiments, qui sont conformes à ce qui assure la liberté et la sû-

1763-1786. reté publiques, premier objet de toute législation, etc. »

Si le roi de Prusse oublia quelquefois le noble début du prince royal, réfutant Machiavel, il est vrai de dire que ce prince chercha constamment à fortifier dans l'âme de ses sujets l'empire de la morale. « Je suis grand partisan de la morale, disait-il, parce que je connais beaucoup les hommes, et que je m'aperçois du bien qu'elle peut produire. Pour un algébriste qui vit dans son cabinet, il ne voit que des nombres, des proportions ; mais cela ne fait pas aller le monde moral, et de bonnes mœurs valent mieux pour la société que tous les calculs de Newton [1]. »

Frédéric roi ressembla peu à Frédéric sur les degrés du trône, et la Prusse dut se féliciter de cette différence. Dans sa jeunesse, le fils de Guillaume joignait à une fougue indomptable tout l'orgueil du rang suprême. La moindre résistance allumait sa colère ; alors, sourd à la voix de la raison, il méprisait les plus sages avis ou leur imposait silence.

Quelle salutaire influence changea donc ces dispositions menaçantes ? Les lettres et la méditation. Frédéric nous l'apprend lui-même dans une lettre à d'Argens [2] ; « Ces études, mon cher marquis, adoucissent l'esprit, et font que l'âpreté de la vengeance, la dureté des punitions, et enfin tout ce que le gouvernement souverain a de sévère, se tempère par un mélange de philosophie et d'indulgence, nécessaire quand on gou-

[1] Lettre à d'Alembert, 4 janvier 1770.

[2] 25 mai 1762. *Œuvres complètes*, tome X.

verne des hommes qui ne sont pas parfaits, et qu'on 1752-
ne l'est pas soi-même. » 1756

L'auteur du *Télémaque*, régénérant le duc de Bourgogne, a montré tout ce que peut, sur le plus mauvais naturel, une éducation bien dirigée. Frédéric offre aux souverains une leçon moins frappante, il est vrai, mais plus utile; car il s'est réformé lui-même. Passionné pour la gloire, le jeune prince eut bientôt reconnu que ce brillant avantage de la naissance, il ne le tenait point de lui-même. Son orgueil en fut humilié; et, dès lors, il résolut de se créer une prééminence toute personnelle. N'être que roi lui eût été insupportable : Frédéric voulut devenir un grand homme.

Si, de bonne heure, au lieu d'enivrer du poison de la flatterie les fils des rois, on accoutumait leur oreille au langage sévère de l'histoire; si de vertueux instituteurs établissaient, entre leurs élèves et tous les sages des temps anciens et modernes, une sorte de familiarité intime; si on leur répétait sans cesse qu'ils sont hommes et faits pour le bonheur des hommes; si, dans de graves entretiens, on prenait soin d'élever souvent leurs âmes vers ce Dieu qui dispense, selon ses vues, le génie et la gloire, et qui, à côté des droits, a, pour tous, monarques et peuples, placé les devoirs; alors les sociétés humaines et leurs chefs vivraient d'une façon conforme aux lois de leur nature; le bonheur des uns ferait la stabilité des autres.

Le voyageur, près de parcourir des contrées célèbres, aime à les visiter d'abord dans les histoires ou descriptions qui s'y rapportent, pour en prendre au



1753-1756 moins une idée générale. N'éprouve-t-on pas un désir semblable, relativement aux personnages qui ont joué un grand rôle sur le théâtre du monde, et dont on veut connaître la vie? Ce désir, j'ai essayé de le satisfaire. Le lecteur vient de voir Frédéric d'assez près; il a, si j'ose m'exprimer ainsi, fait avec lui assez ample connaissance pour le suivre, non sans quelque intérêt, à travers les scènes diverses du grand drame dont il fut le héros.

Passons maintenant à cette lutte terrible qui dura sept années, et coûta à l'Europe un million d'hommes.



PIÈCES JUSTIFICATIVES.

(A) *Serments prêtés à Strasbourg, en 842, par Charles le Chauve, Louis le Germanique et leurs armées respectives.*

« Poussé par l'ambition, l'empereur Lothaire cherchait tous les moyens de déposséder ses frères et d'accroître son autorité, lorsque Charles, roi de France, et Louis, roi de Germanie, sentirent enfin la nécessité de se liguer contre leur ennemi commun. Ils gagnèrent sur lui la célèbre bataille de Fontenay; mais, comme ils usèrent avec trop de modération de la victoire, il ne perdit pas de vue ses projets; il se disposait encore à les attaquer. C'est alors qu'ils crurent devoir cimenter leur alliance.

« Après avoir opéré leur jonction à Strasbourg[1], ils se promirent mutuellement de rester étroitement unis, et d'employer toutes leurs forces contre Lothaire : mais, afin que les peuples ne doutassent pas de la sincérité de cette union, et, pour avoir eux-mêmes moins de moyens de rompre leur alliance, ils résolurent de se prêter serment en présence de l'armée. D'abord chacun d'eux harangua ses soldats, leur exposa ses griefs contre Lothaire, et les motifs de l'alliance qu'il va contracter; ensuite il leur déclare que, si jamais (ce qu'à Dieu ne plaise) il violait sa promesse, il les absout de la foi et de

[1] « *In civitate* (dit l'auteur) *quæ olim Argentaria vocabatur, nunc autem Strasburg vulgo dicitur.* Nithard et Thegan confondent *Argentaria* avec *Argentoratum.* C'est cette dernière ville (qu'on appelait aussi *Argentoratus* et *Argentina*) qui prit ensuite le nom de *Stratburg* ou *Stratburgum*, *Stratburgus*, *Strataburgum*, *Strateburgum*, *Strazburg*, aujourd'hui *Strasbourg* : composé de *straz* ou *strasse*, voie, chemin, et de *burg*, ville, à cause sans doute de sa position sur la grande route d'Allemagne. Les deux frères firent leur jonction le 16 des kalendes de mars, c'est-à-dire le 14 février, et non pas le 17 mars, comme nous l'apprend M. Gley. »



l'obéissance qu'ils lui ont jurées. Ces discours finis, ils font leur serment, Louis en langue romane, pour être entendu des sujets de Charles, et Charles en langue francique, pour l'être de ceux de Louis. »

Quumque Carolus (dit Nithard) *hæc eadem verba romana lingua perorasset, Lodhwicus, qui major natu erat, prior hæc deinde se servaturum testatus est :*

Pro Deo amur, et pro christian poblo et nostro commun salvament, d'ist di in avant, in quant Deus savir et podir me dunat, si salvarai-eo cist meon fradre Karlo, et in adjudha et in cadhuna cosa, si cum om, per dreit, son fradra salvar dist, in o quid il mi altresi fazet : et ab Ludher nul plaid nunquam prindrai, qui, meon vol, cist meon fradre Karle in damno sit.

« Pour l'amour de Dieu et le salut du peuple chrétien, et le nôtre commun, de ce jour en avant, autant que Dieu m'en donnera le savoir et le pouvoir, je défendrai mon frère Charles, que voici, et par mon aide et par tous moyens, ainsi qu'on doit, selon l'équité, défendre son frère; pourvu qu'il en fasse autant à mon égard : et je ne prendrai jamais avec Lothaire aucun arrangement, qui, de ma volonté, puisse être dommageable à mondit frère Charles »

Quod quum Lodhwicus (continue notre auteur) *explesset, Karolus teudisca*[1] *lingua, sic hæc eadem verba testatus est :*

In Goddes minna, ind in thes christianes folches ind unser bedhero gealtnissi, fon thesemo dage frammordes, so fram so mir Got geuuizci indi madh furgibit, so hald-ih tesan minan bruodher, ... soso man, mit rehtu, sinan bruher scal; in thin thaz er mig so soma duo : indi mit Luheren in noh heiniu thing

« Pour l'amour de Dieu, et pour le salut du peuple chrétien et le nôtre commun, de ce jour en avant, autant que Dieu m'en donnera le savoir et le pouvoir, je défendrai mon frère *Louis*, que voici, ... ainsi qu'on doit, selon l'équité, défendre son frère; pourvu qu'il en fasse autant à mon égard; et je ne viendrai avec Lothaire à aucun

[1] *Tudesque, théotisque, thioise, teutonique ou francique.*

ne gegango, zhe, minan uuillon, imo ce scad hen uuerhen.

arrangement, qui, de ma volonté, puisse lui *(à mon dit frère)* être dommageable. »

Sacramentum autem (dit-il) *quod utrorumque populus, quique propria lingua, testatus est, romana lingua sic se habet :*

Si Lodhwigs sagrament quæ son fradre Karlo jurat, conservat, et Karlus, meos sendra, de suo part, non los tanit : si jo returnar non l'int pois; ne jo, ne neuls cui eo returnar int pois, in nulla ajudha contra Lodhuwig nun liiver.

« Si Louis tient le serment qu'il vient de jurer à son frère Charles; que, de son côté, Charles, mon seigneur, ne le tienne, et que je ne puisse le détourner de cette infraction; ni moi, ni aucun de ceux que je pourrai en détourner, nous ne l'aiderons en rien contre Louis. »

Teudisca lingua autem :

Oba Karl then eid, then er sin cmo bruodher Ludhuuuige gesuor, geleistit, indi Ludhuuuig, min herro, then er imo gesuor, forbrihchit; ob ils inan es iruuenden ne mug noh ils, noh thero noh hein, then ih es iruuenden mag, uuidhar Karle imo ce follusti ne uuirdhit.

« Si Charles tient le serment qu'il vient de jurer à son frère Louis; que Louis, mon seigneur, viole celui qu'il lui a juré, et que je ne puisse l'en détourner; ni moi, ni aucun de ceux que je pourrai en détourner, nous ne l'aiderons en rien contre Charles. »

Quibus peractis (ajoute Nithard) *Lodhuwicus*[1], *Reto tenus per Spiram, et Karolus, juxta Wasagum per Wizzunburg, Warmatiam iter direxit.*

Tout ce morceau est emprunté à la savante dissertation intitulée : *Serments prêtés à Strasbourg, en 842, par Charles le Chauve, Louis le Germanique et leurs armées respectives; extraits de Nithard, manuscrit de la Bibliothèque du roi, n° 1964; traduits en français avec des notes grammaticales et critiques, des observations sur les langues romane et francique, et un spécimen du manuscrit;* par M. de *Mourcin*, membre de la Société royale des Antiquaires de France.

[1] Lisez *Ludhwicus*.

l'obéissance qu'ils lui ont jurées. Ces discours finis, ils font leur serment, Louis en langue romane, pour être entendu des sujets de Charles, et Charles en langue francique, pour l'être de ceux de Louis. »

Quumque Carolus (dit Nithard) *hæc eadem verba romana lingua perorasset, Lodhwicus, qui major natu erat, prior hæc deinde se servaturum testatus est :*

Pro Deo amur, et pro christian poblo et nostro commun salvament, d'ist di in avant, in quant Deus savir et podir me dunat, si salvarai-eo cist meon fradre Karlo, et in adjudha et in cadhuna cosa, si cum om, per dreit, son fradra salvar dist, in o quid il mi altresi fazet : et ab Ludher nul plaid nunquam prindrai, qui, meon vol, cist meon fradre Karle in damno sit.

« Pour l'amour de Dieu et le salut du peuple chrétien, et le nôtre commun, de ce jour en avant, autant que Dieu m'en donnera le savoir et le pouvoir, je défendrai mon frère Charles, que voici, et par mon aide et par tous moyens, ainsi qu'on doit, selon l'équité, défendre son frère; pourvu qu'il en fasse autant à mon égard : et je ne prendrai jamais avec Lothaire aucun arrangement, qui, de ma volonté, puisse être dommageable à mondit frère Charles »

Quod quum Lodhwicus (continue notre auteur) *explesset, Karolus teudisca*[1] *lingua, sic hæc eadem verba testatus est :*

In Goddes minna, ind in thes christianes folches ind unser bedhero gealtnissi, fon thesemo dage frammordes, so fram so mir Got geuuizei indi madh furgibit, so hald-ih tesan minan bruodher, ... soso man, mit rehtu, sinan bruher scal; in thin thaz er mig so soma duo : indi mit Luheren in noh heiniu thing

« Pour l'amour de Dieu, et pour le salut du peuple chrétien et le nôtre commun, de ce jour en avant, autant que Dieu m'en donnera le savoir et le pouvoir, je défendrai mon frère *Louis*, que voici, ... ainsi qu'on doit, selon l'équité, défendre son frère; pourvu qu'il en fasse autant à mon égard; et je ne viendrai avec Lothaire à aucun

[1] *Tudesque, théotisque, thioise, teutonique ou francique.*

ne gegango, zhe, minan uuillon, imo ce scad hen uuerhen.

arrangement, qui, de ma volonté, puisse lui (*à mon dit frère*) être dommageable. »

Sacramentum autem (dit-il) *quod utrorumque populus, quique propria lingua, testatus est, romana lingua sic se habet :*

Si Lodhwigs sagrament quæ son fradre Karlo jurat, conservat, et Karlus, meos sendra, de suo part, non los tanit : si jo returnar non l'int pois; ne jo, ne neuls cui eo returnar int pois, in nulla ajudha contra Lodhuwig nun liiver.

« Si Louis tient le serment qu'il vient de jurer à son frère Charles; que, de son côté, Charles, mon seigneur, ne le tienne, et que je ne puisse le détourner de cette infraction; ni moi, ni aucun de ceux que je pourrai en détourner, nous ne l'aiderons en rien contre Louis. »

Teudisca lingua autem :

Oba Karl then eid, then er sin cmo bruodher Ludhuuuige gesuor, geleistit, indi Ludhuuuig, min herro, then er imo gesuor, forbrihchit; ob ils inan es iruuenden ne mug noh ils, noh thero noh hein, then ih es iruuenden mag, uuidhar Karle imo ce follusti ne uuirdhit.

« Si Charles tient le serment qu'il vient de jurer à son frère Louis; que Louis, mon seigneur, viole celui qu'il lui a juré, et que je ne puisse l'en détourner; ni moi, ni aucun de ceux que je pourrai en détourner, nous ne l'aiderons en rien contre Charles. »

Quibus peractis (ajoute Nithard) *Lodhuwicus*[1], *Reto tenus per Spiram, et Karolus, juxta Wasagum per Wizzunburg, Warmatiam iter direxit.*

Tout ce morceau est emprunté à la savante dissertation intitulée : *Serments prêtés à Strasbourg, en* 842, *par Charles le Chauve, Louis le Germanique et leurs armées respectives; extraits de Nithard, manuscrit de la Bibliothèque du roi, n° 1964; traduits en français avec des notes grammaticales et critiques, des observations sur les langues romane et francique, et un spécimen du manuscrit;* par M. de *Mourcin*, membre de la Société royale des Antiquaires de France.

[1] Lisez *Ludhwicus*.

On peut consulter aussi à ce sujet les *Œuvres politiques du comte de Hertzberg*, tom. I.

(B.) Burg en allemand signifie *castellum*, fort, forteresse; et *burg-grave*, commandant ou chef d'un fort, ayant pleine juridiction, par ordre de l'Empereur.

« Les burg-graves commencèrent sous les Othons; ils étaient dans un fort et le district appartenant, ce que les comtes palatins étaient dans de grandes provinces. Ils devinrent héréditaires et indépendants comme les autres, et les burg-graves de Magdebourg et de Nuremberg siégent dans le collége des princes. Jadis leur destination était principalement de gouverner le temporel dans les évêchés, de condamner et d'ordonner aux jugements criminels, ainsi que de défendre l'évêché par les armes, contre les invasions des voisins.

« *Mark*, ancien mot allemand, signifie frontière; et *mark-grave*, *præses provinciæ limitaneæ*. Les mark-graves étaient des princes qui jugeaient des frontières, et qui surtout les défendaient. Quelques-uns d'entre eux devinrent indépendants, et aujourd'hui mark-grave signifie un prince qui est investi d'un margraviat. Ils sont tous souverains depuis qu'on connaît des fiefs en empire. Ils siégent tous au banc des princes; ils sont tous de la plus illustre naissance. Un préjugé, que presque tous les historiens ont adopté, est de traduire mark-grave par marquis : de là est venu le sot propos, en parlant du roi de Prusse, que le marquis de Brandebourg a fondé une monarchie. Les princes de Hohenzollern, souverains aussi anciens que les archiducs d'Autriche, succédèrent aux mark-graves de Brandebourg, qui étaient, dans leur principe, plus puissants que tous les marquis réunis : et, lorsque les ducs de Prusse devinrent rois et fondèrent leur puissance actuelle, ils étaient souverains de la Prusse, de la Poméranie, et électeurs de toutes les marches de Brandebourg. Le premier roi de Prusse battit Charles XII, et avait trente mille hommes de troupes.

« Comparer un prince aussi puissant à un marquis qui n'a que des fermes et un procureur fiscal dans son village, tandis que l'origine des marquis et des mark-graves, le mot lui-même, et leurs qualités sont totalement différents, ce serait comparer Théodore de Neuhoff, roi de Corse, à Louis XV, roi de France.

« Comme il n'y a pas de mot français pour traduire mark-grave,

on n'a qu'à conserver le mot allemand, tout comme l'électeur palatin conserve le mot de marquis de Berg-op-Zoom dans ses titres, et ne le traduit pas par mark-grave; ce qui serait absurde.

« Il n'y a point non plus de mot français pour exprimer landgrave; et l'on dit en français landgrave, comme l'on dirait mark-grave.

« Avant le onzième siècle, on ne connaissait pas la distinction de landgrave et de comte; ils étaient juges et administrateurs d'une province, et ils devinrent souverains. Ceux d'Alsace et de Leuchtemberg entrèrent dans le collége des princes, ceux de Kleygau et de Stulingen dans le collége des comtes. Ils sont éteints aujourd'hui. Les landgraves de Thuringe reçurent, par l'investiture de Lothaire II, en 1130, la pleine souveraineté. Ceux de Hesse sont aujourd'hui des princes puissants.

« Il y avait jadis des nobles possédant la charge de *Voigt*; ce mot allemand signifie *præfectus* en latin, président d'un district; et cette charge était une illustration. Quelques-uns d'entre eux ont été investis de districts dont ils étaient présidents; et l'ancienne famille de Hunolstein conserve encore ce titre. L'aîné de la famille s'intitule *Voigt-von Hunolstein*, quoiqu'il soit seigneur et gentilhomme immédiat des terres dont ses ancêtres étaient présidents. » (*Abrégé du droit public d'Allemagne*, par le comte de Schmetow de Holdorp).

(C) Si l'on étudie attentivement la véritable étymologie du mot *hanse*, on demeurera convaincu qu'il faut écrire *hanséatique*, et non *anséatique*. Consultez-vous le haut allemand? vous y trouvez *hansely*; le danois vous offre *hænse*; le vieux français (Statuts de Paris), *hanser*; et partout ce verbe exprime la contribution que l'on paye pour obtenir en retour la permission de vendre des marchandises dans une ville à laquelle on est étranger, les premiers frais que coûte l'admission dans une corporation, etc. Employé dans plusieurs acceptions diverses, tel droit d'entrée ou de réception, par exemple, indication de la corporation de ceux qui avaient *hanse*, etc., le substantif *Hanse* s'est naturellement appliqué à la fédération de plusieurs corporations pour maintenir mutuellement leurs monopoles, leur droit de *hanse*.

Quelques auteurs insistent sur d'autres étymologies, mais les savantes considérations que contient à ce sujet le *Glossarium* de *Ducange*, et l'opinion de Malte-Brun me semblent dissiper tous les doutes.

La *Hanse teutonique* ne prit pas naissance à une époque déterminée

et simultanément. Ce fut l'œuvre du temps et des circonstances. Dès le milieu du dixième siècle, il se forma probablement, entre plusieurs villes de la Basse-Saxe, des ligues particulières. Dans le onzième siècle déjà, nous voyons Brunswick et Magdebourg être chacune le centre d'une confédération de même nature.

De 1160 à 1170, Lubeck, redoutant le duc Henri le Lion, forma une confédération commerciale et défensive, et avec Hambourg une alliance intime, en 1241. De son côté, Brême préparait aussi la grande *Hanse*. Enfin, nous voyons, depuis le neuvième siècle, Cologne à la tête d'une confédération que les incursions des Scandinaves et Normands par le Rhin avaient sans doute rendue nécessaire. Quelquefois cette confédération est appelée la *Hanse occidentale*, tandis qu'on nomme celle des villes sur l'Elbe et la Baltique, *Hanse orientale*, et les habitants et commerçants, *osterlings*, de *ost*, orient.

Les premières tentatives de réunion des deux corps eurent-elles lieu de 1200 à 1210? Tel est l'avis de Bertius. Ce qui est très-probable, c'est que la *Hanse* en général ne se développa et ne s'affermit que vers le milieu du treizième siècle. Au reste, c'est depuis le grand interrègne d'Allemagne (de 1250 à 1273) que les villes hanséatiques jouèrent un rôle dans toutes les grandes affaires publiques. Il faut distinguer entre celles qui avaient droit de voter aux assemblées générales ordinaires, et les villes soit associées, soit subordonnées. Le nombre des premières fut de soixante-dix à quatre-vingts; celui des autres varia.

La *Hanse* se composait de villes *contributionnaires*, participant à toutes les dépenses communes, et de villes *annuistes*, ne payant qu'une rétribution annuelle et invariable. Les premières votaient seules dans les assemblées générales et ordinaires qui revenaient tous les trois ans, et où l'on prononçait sur des intérêts communs; les secondes n'avaient de voix immédiate que dans les assemblées de *quartier*, ou bien dans les assemblées générales extraordinaires, lorsqu'on avait à renouveler le pacte de fédération. On comptait quatre *quartiers* : 1° Lubeck, comprenant Hambourg, Brême, Lunebourg, Wismar, Rostock, Stralsund et quelques autres cités appelées *vandaliques*: 2° Brunswick, comprenant Magdebourg, Brandebourg, Hildesheim, Hanovre, Einbeck, Gœtting et autres villes que leur situation, par rapport à Lubeck, faisait nommer *trans-vandaliques*; 3° A Dantzick se rattachaient les côtes orientales de la mer Baltique, et les villes de Thorn, Elbing,

Kœnigsberg, Riga, Reval, Narva; antérieurement Wisby sur l'île de Gotlande, etc. 4° Dans le quatrième *quartier* étaient renfermées toutes les villes de l'ancienne *Hanse occidentale*, comme Munster, Osnabruck, Dortmund, Nimègue, Deventer, Grœningue, Campen, Dordrecht, et plusieurs cités westphaliennes et hollandaises, à la tête desquelles figurait Cologne, la seconde en rang parmi les quatre métropoles.

De plus, la *Hanse* avait *quatre grands comptoirs* : 1° Nowogorod, pour la Russie : 2° Berghen, en Norwége ; 3° Londres ; 4° Anvers. D'autres comptoirs furent établis à Stockholm, à Cadix, à Bordeaux, etc. ; c'étaient de vraies colonies.

Lubeck était à la tête de ce vaste corps, assez puissant pour équiper des flottes et des armées. Presque tout le commerce du monde lui appartenait. Son influence dans le Nord était plus grande que celle des Empereurs. Après avoir aidé Gustave Wasa à soulever la Suède contre Christian II, ces rois-marchands soutinrent ensuite en Danemarck la cause de ce tyran. Leur politique, d'abord purement défensive et généreuse, ne résista point à l'épreuve de la prospérité ; un esprit vénal oppressif et punique la flétrit.

Charles-Quint ne voyait pas la *Hanse* sans ombrage : pour lui porter des coups mortels, il protégea de tous ses efforts le commerce des Pays-Bas.

Vers la fin du seizième siècle, tout annonçait la ruine prochaine et totale de la *Hanse*. Le mal alla toujours en empirant. Aujourd'hui, il ne reste plus qu'un nom et trois ombres, Hambourg, Lubeck et Brême.

Voyez *Alberti Krantzii Saxonia*, lib. 12, cap. 1 ; — Werdenhagen, *De rebuspublicis hanseat.* ; part. 3, cap. 12 ; — Lambecius, *Orig. Hamburg.*, lib. 2 ; — Bertius, *Comm. rer. German.*, part. 3 ; — Malte-Brun, *Géograph. math.*, etc., tome V. Pour plus de détails encore, le lecteur pourra consulter, Pontanus, *Histor. Danic.*, lib. 8 ; — et Chytræus (dont le véritable nom, si l'on en croit Crénius, était *Kochhaff*).

(D) Dans le triste inventaire du règne de Charles IV, on s'étonne de rencontrer la *Bulle d'or*, acte mémorable qui, jusqu'à nos jours, a été la loi fondamentale et comme la constitution de l'Empire germanique. Sans la connaissance de ses principales dispositions, il ne serait même pas possible de bien comprendre l'histoire des cinq derniers siècles.

La *Bulle d'or* fut publiée, en 1356, à la Diète de Nuremberg. On en

attribue le préambule à Barthole : ce serait pour la mémoire de ce célèbre jurisconsulte un assez pauvre titre d'honneur. N'est-il pas curieux de trouver là un sermon pathétiquement ridicule contre les sept péchés mortels? « Charles, par la grâce de Dieu, empereur des Romains, toujours auguste, et roi de Bohême, à la mémoire perpétuelle de la chose. Tout royaume divisé en soi-même sera désolé ; et, parce que les princes se sont faits compagnons de voleurs, Dieu a répandu parmi eux un esprit d'étourdissement et de vertige, afin qu'ils marchent comme à tâtons en plein midi, de même que s'ils étoient au milieu des ténèbres; il a ôté leurs chandeliers du lieu où ils étoient, afin qu'ils soient aveugles et conducteurs d'aveugles. Et, en effet, ceux qui marchent dans l'obscurité se heurtent, et c'est dans la division que les aveugles d'entendement commettent des méchancetés. Dis, Orgueil, comment aurois-tu régné en Lucifer, si tu n'avois appelé la dissension à ton secours? Dis, Satan envieux, comment aurois-tu chassé Adam du paradis, si tu ne l'avois détourné de l'obéissance qu'il devoit à son Créateur? Dis, Colère, comment aurois-tu détruit la république romaine, si tu ne t'étois servi de la division pour animer Pompée et Jules à une guerre intestine l'un contre l'autre? Dis, Luxure, comment aurois-tu ruiné les Troyens, si tu n'avois séparé Hélène d'avec son mari? Mais toi, Envie, combien de fois t'es-tu efforcée de ruiner par la division l'empire chrétien que Dieu a fondé sur les trois vertus théologales, la Foi, l'Espérance et la Charité, comme sur une sainte et indivisible trinité, vomissant le vieux venin de la dissension parmi les sept électeurs, qui sont les colonnes et les sept principaux membres du Saint-Empire, et par l'éclat desquels le Saint-Empire doit être éclairé comme par sept flambeaux, dont la lumière est fortifiée par les sept dons du Saint-Esprit? C'est pourquoi, etc., etc. » (*Histoire de l'Empire*, par Heiss, tome 3.)

Voilà un échantillon de l'éloquence du temps.

Il y eut donc sept Électeurs, en l'honneur des sept dons du Saint-Esprit et des sept chandeliers de l'Apocalypse. Sur les sept, trois devaient être ecclésiastiques et quatre séculiers. Les électeurs palatins furent investis du droit de juger les causes personnelles des Empereurs. On déclarait les Électeurs égaux aux rois et leurs priviléges inviolables. Ils rendaient la justice souverainement, et prononçaient en dernier ressort. Défense était faite aux sujets de guerroyer entre eux, de piller ou de se confédérer, sans le consentement de leurs souverains.



Quant au cérémonial prescrit pour le couronnement de l'Empereur, ce code bizarre porte l'empreinte du siècle : on y voit des souverains-domestiques gouverner à la fois des peuples et descendre aux fonctions serviles d'échanson, d'écuyer-tranchant, etc.

On conserve à Francfort l'original de la *Bulle d'or*. C'est une espèce de registre formé de plusieurs cahiers de parchemin, sans reliure ni couverture, traversé, par le milieu, d'un cordon d'or dont un sceau d'or rattache les deux bouts. Ce sceau est creux ; d'un côté il porte la figure de Charles IV, avec l'exergue : *Carolus IV. Rom. Imp. semper Augustus, Rex Bohemiæ;* de l'autre, une forme de porte de ville, avec ces mots au milieu : *Aurea Roma*. Les caractères sont assez lisibles, mais peu corrects. La *Bulle d'or*, ainsi appelée à cause du sceau et du cordon d'or, est renfermée dans une boîte de bois carrée.

(E) « Frédéric-Guillaume avait toutes les qualités qui font les grands hommes, et la Providence lui fournit toutes les occasions pour les déployer. Il donna des marques de prudence dans un âge où la jeunesse n'en donne que de ses égarements; il n'abusa jamais de ses vertus héroïques, et n'employa sa valeur qu'à défendre ses États et secourir ses alliés; il était prévoyant et sage, ce qui le rendait grand politique; il était laborieux et humain, ce qui le rendait bon prince ; insensible aux séductions dangereuses de l'amour, il n'eut de faiblesse que pour sa propre épouse; s'il aimait le vin et la société, c'était cependant sans s'abandonner à une débauche outrée; son tempérament vif et colère le rendait sujet aux emportements; mais, s'il n'était pas maître du premier mouvement, il l'était toujours du second, et son cœur réparait avec abondance les fautes qu'un sang trop facile à émouvoir lui faisait commettre. Son âme était le siége de la vertu; la prospérité n'avait pu l'enfler, ni les revers l'abattre. Magnanime, débonnaire, généreux, humain, il ne démentit jamais son caractère; il devint le restaurateur et le défenseur de sa patrie, le fondateur de la puissance de Brandebourg, l'arbitre de ses égaux, l'honneur de la nation, et, pour le dire en un mot, sa vie fait son éloge. » (Frédéric II, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg.*)

(F) Quand les électeurs de Brandebourg prirent le titre de rois de Prusse, et que toutes les puissances de l'Europe, hormis la France pendant quelque temps, et l'Espagne, leur reconnurent cette qualité,



le pape Clément XI s'efforça d'armer tous les princes contre l'*usurpation* du *marquis* de Brandebourg. « *Etsi nobis persuasum sit*, mandait-il au roi de France, dans son bref du 16 avril 1701, *Majestatem Tuam nullo modo probare consilium, deterrimo in christiana republica exemplo, a Friderico marchione Brandeburgiensi susceptum, dum regium nomen publice usurpare præsumpsit,.... factum hujusmodi apostolicarum sanctionum dispositioni contrarium, et hujus sanctæ sedis auctoritati injuriosum :.... ex quo scilicet sacra regalis dignitas ab homine acatholico, non sine Ecclesiæ contemptu, assumitur; et quidem marchio se regem dicere non dubitat ejus partis Prussiæ quæ ad militarem Teutonicorum Ordinem antiquo jure pertinet; nos rem silentio prætertire non possumus, ne muneri nostro deesse videamur.... Expetimus, ne videlicet regios honores illi* TRIBUAS *qui illorum numero nimis incaute se junxit, quos increpat simul et reprobat sermo ille divinus : Ipsi regnaverunt, et non ex me; principes exstiterunt, et non cognovi....* »

Interrogez-vous les *Orationes consistor. Clementis XI?* vous entendez ce pontife, rendant compte de cet événement au collége des cardinaux, dire « que le margrave Frédéric s'est arrogé le titre de Roi d'une manière impie et jusqu'à présent inouïe chez des Chrétiens, étant assez notoire qu'aux termes des lois pontificales, un prince hérétique devait bien plutôt perdre ses anciennes dignités qu'en acquérir une nouvelle. »

Durant toute sa vie, le grand Frédéric ne fut, sur l'almanach pontifical, que le *marquis* de Brandebourg, et le prince Henri, que le *frère du marquis*. (*Voyez* Charles Villers, *Essai sur l'esprit et l'influence de la réformation de Luther*.)

« On trouve dans les Archives un mémoire raisonné qu'on attribue au P. Vota, jésuite; il roule sur le choix des titres de roi des Vandales ou de roi de Prusse, et sur les avantages que la Maison de Brandebourg retirera de sa royauté : on crut même que c'était ce jésuite qui avait inspiré à Frédéric III l'idée de cette nouvelle dignité. On s'abuse d'autant plus que sa société ne pouvait prendre aucun intérêt à l'agrandissement d'un prince protestant. Il est plus naturel de croire que l'élévation du prince d'Orange et les espérances d'Auguste de Saxe avaient donné de la jalousie à Frédéric III, et excité en lui l'émulation de se placer sur un trône, à leur exemple : on se trompe toujours si l'on cherche hors des passions et du cœur humain les principes des actions des hommes.

« Ce projet était si difficile dans son exécution, qu'il parut chimérique au conseil de l'Électeur. Ses ministres Danckelmann et Fuchs se récriaient sur la frivolité de l'objet, sur les obstacles insurmontables qu'ils prévoyaient à le faire réussir, sur le peu d'utilité qu'on devait s'en promettre, et sur la pesanteur du fardeau dont on se chargeait par une dignité onéreuse à soutenir, qui, dans le fond, ne rapporterait que de vains honneurs : mais toutes ces raisons ne purent rien sur l'esprit d'un prince amoureux de ses idées, jaloux de ses voisins, et avide de grandeur et de magnificence.

« Danckelmann data sa disgrâce de ce jour ; il fut envoyé à Spandaw dans la suite du temps, pour avoir montré la vérité avec trop peu d'adoucissement à une cour corrompue par la flatterie, et contredit un prince vain dans les projets de sa grandeur. Heureux sont les princes dont les oreilles moins délicates aiment la vérité, lors même qu'elle est prodiguée par des bouches indiscrètes ! mais c'est un effort de vertu dont peu d'hommes sont capables.

« A la faveur de Danckelmann succéda un jeune courtisan, qui n'avait de mérite qu'une connaissance parfaite des goûts de son maître ; c'était le baron de Colbe, depuis comte de Wartemberg. Sans avoir ces qualités brillantes qui enlèvent les suffrages, il possédait l'art de la cour, qui est celui de l'assiduité, de la flatterie, et en un mot de la bassesse : il entra aveuglément dans les vues de son maître, persuadé que servir ses passions, c'était affermir sa fortune particulière. » (Frédéric, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Maison de Brandebourg.*)

(H) Voici ce qu'on lit relativement à ce jugement dans les *Archives patriotiques* de Moser, tome II, pages 161 et suiv.

« Il serait à souhaiter que, pour l'honneur de l'humanité et des juges, on rendît public le rapport adressé au Roi sur cette affaire par les membres de la commission. Quant à présent nous savons seulement qu'ils condamnèrent le jeune homme aux galères (*Festungs bau*). Mais cette décision ne contenta pas la fureur du Roi, qui, sentant que de Katt lui survivrait et se verrait ensuite amplement récompensé de ses souffrances, changea ainsi l'arrêt :

« Sentence du lieutenant de Katt.

« Sur le procès du lieutenant de Katt, un conseil de guerre, nommé

« par le Roi, l'a condamné aux galères, quoiqu'il soit *confessus et convictus*, coupable de son propre aveu. Sa Majesté ne conçoit pas comment on a pu porter une sentence si extrêmement douce pour un crime si terrible, et elle voit par là qu'elle a peu de fonds à faire à l'avenir sur la fidélité[1] de ses officiers et de ses conseillers. Sa Majesté a aussi fait ses classes et appris le proverbe : *Fiat justitia, et pereat mundus!* Mais, afin que personne n'ait à l'avenir une audace pareille, et qu'il ne puisse pas dire que, puisque celui-ci en a été quitte pour si peu, il en devrait être de même pour lui, Sa Majesté se trouve obligée de prononcer elle-même la sentence, et de faire un exemple de justice. Et, quoiqu'un pareil criminel de lèse-majesté, comme celui-ci, étant surtout des officiers de l'armée, qui devraient tous être fidèles à Sa Majesté, et en particulier du corps des gendarmes, auquel la garde de la vie de Sa Majesté et de la famille royale est confiée, n'eût que ce qu'il mérite, si on le faisait tenailler avec des tenailles ardentes, et ensuite pendre; Sa Majesté a mitigé une pareille sentence, par égard pour sa famille, et prononcé de droit qu'il sera décapité. Berlin, le deux novembre mil sept cent trente.

« FRÉDÉRIC-GUILLAUME. »

(J) *Première lettre du Roi à Müller :*

« Révérend amé et féal,

« Je ne vous connais point, mais on m'a dit beaucoup de bien de vous. On m'a assuré que vous étiez un ecclésiastique pieux, honnête, et un bon ministre de la parole de Dieu. Comme donc vous allez à Kustrin, à l'occasion de l'exécution du lieutenant de Katt, je vous ordonne, après cette exécution, d'aller trouver le prince royal, de raisonner avec lui, et de lui représenter que quiconque abandonne Dieu est aussi abandonné de Dieu; et que, lorsque Dieu a abandonné un homme et lui a retiré sa grâce, cet homme est incapable de faire le bien et ne peut plus faire que le mal. Vous l'exhorterez à rentrer en lui-même, et à demander pardon à Dieu des grands péchés qu'il a commis et dans lesquels il en a entraîné d'autres, un desquels vient d'être puni

[1] Tous les despotes nomment fidélité l'obéissance aveugle à leurs passions.
(*Note du rédacteur allemand.*)

par la perte de sa vie. Si alors vous trouvez le prince royal contrit et humilié, vous l'engagerez à tomber à genoux avec vous, ainsi que les officiers qui sont auprès de lui, et à demander pardon à Dieu avec des larmes de repentir. Mais il faut agir avec prudence et circonspection, car le prince est rusé, et vous aurez soin d'observer attentivement si ce qu'il fera part d'un repentir sincère et d'un cœur vraiment contrit. Vous lui représenterez aussi, d'une manière convenable, quelle est son erreur de croire que les uns sont prédestinés à une chose, et les autres à une autre, et qu'ainsi celui qui est prédestiné au mal ne peut faire que du mal, comme celui qui est prédestiné au bien que du bien; et que par conséquent on ne peut rien changer aux événements qui doivent arriver: erreur funeste, surtout en ce qui concerne notre salut. Or, comme j'espère que la circonstance actuelle et l'exécution qui vient de se faire sous ses yeux lui toucheront et attendriront le cœur, et le conduiront à de meilleurs sentiments, je vous charge, sur votre conscience, de faire tout ce qui est humainement possible pour représenter au prince toutes ces choses, et particulièrement ce qui a rapport à la prédestination, pour le convaincre par des passages de la Sainte-Écriture qui prouveront clairement ce que vous avancerez. Et, comme il a l'esprit subtil, vous aurez soin de faire à ses objections des réponses courtes et laconiques, mais solides et décisives. Il faudra aussi l'amener à cette discussion, insensiblement, et d'une manière convenable, comme j'ai dit plus haut. Si vous trouvez que le prince soit content de votre conversation, qu'il écoute vos bonnes instructions et qu'elles passent jusqu'à son cœur, vous resterez à Kustrin et vous vous rendrez régulièrement tous les jours auprès du prince royal, pour travailler à réveiller sa conscience, et opérer en lui une conversion sincère. Mais, si vous voyez qu'il vous est impossible de gagner sa confiance, vous partirez après m'en avoir informé par écrit, et vous me rendrez compte de vive voix de ce qui se sera passé quand vous serez de retour à Berlin. Mais, si son cœur est touché et repentant, vous me l'écrirez aussi, et vous resterez avec lui.

« Je suis votre affectionné Roi,

FRÉDÉRIC-GUILLAUME. »

Vousterhausen, le 8 novembre 1730.

Réponses de Müller :

« Je remercie très-humblement Votre Majesté de la confiance qu'elle



daigne avoir en moi, et j'ai l'honneur de l'informer que le prince royal a été très-affecté de l'exécution qui s'est faite aujourd'hui, au point de tomber en faiblesse, et que, pendant tout le reste du jour, il n'a pu se remettre de l'effroi et de la terreur qu'il a ressentis. A deux heures de l'après-midi, je me suis rendu auprès de lui, et j'ai été obligé d'y rester jusqu'à cinq heures. A sept heures, il m'a fait encore appeler. Comme le lieutenant de Katt, qui s'est préparé à la mort d'une manière exemplaire, m'avait chargé, quelques instants avant son exécution, de mettre quelques notes manuscrites sous les yeux du prince, ce dernier a reconnu la vérité de tout ce qu'elles contenaient, protestant qu'il avait été touché, dès le commencement, d'un repentir sincère, et disant qu'il pensait que Votre Majesté n'en avait pas été informée, puisqu'elle avait ordonné qu'on le fît assister à cette cruelle exécution, quoiqu'il se fût reconnu fils coupable et quoiqu'il fût soumis à la volonté et aux ordres de Votre Majesté. En conséquence, je resterai encore ici selon les intentions gracieuses de Votre Majesté et j'y attendrai ses ordres. »

Kustrin, le 7 novembre 1730.

« Par la grâce de Dieu, les desseins de Votre Majesté sur le prince royal ont réussi, au point qu'il reconnaît maintenant que ses péchés sont beaucoup plus grands qu'il ne l'avait cru auparavant, et qu'il prie humblement le Seigneur Dieu de ne point entrer en jugement avec lui. Il reconnaît que sa conduite a été fort répréhensible lors de l'interrogatoire que lui a fait subir la commission nommée à cet effet, et il pense que si, au commencement, on lui avait fait parler par un seul homme, d'une manière plus douce et sans employer les duretés et les menaces, il n'en serait pas venu aux extrémités dont il se repent maintenant. Il remercie aussi Dieu et Votre Majesté de l'humiliation salutaire qu'on lui a fait éprouver, et il est prêt à se soumettre aux ordres et à la volonté paternelle et royale de Votre Majesté, si ses humbles prières ne sont pas suffisantes. Or, comme notre divin Sauveur a dit : « Tu seras jugé par tes propres paroles, » je supplie très-humblement Votre Majesté d'ouvrir son cœur paternel à la bonté et à la miséricorde à l'égard du prince royal, et de le lui faire bientôt savoir, de peur que la grande tristesse dans laquelle il est plongé ne le fasse périr à la fin. Nos entretiens roulent maintenant sur des points de religion, et, puisque Dieu a incliné vers moi le cœur du prince royal, j'espère qu'il écoutera



en tous points mes instructions. Dans l'espérance que Votre Majesté daignera exaucer ma prière, je suis, etc. »

Le 8 novembre, dans la matinée.

« Depuis le rapport que j'ai eu l'honneur d'envoyer hier à Votre Majesté, voici ce qui s'est passé de nouveau.

« Hier matin, le prince royal a commencé de lui-même à faire tomber la conversation sur la prédestination absolue et sur le fanatisme, et après dîner il m'a exposé ses sentiments afin que j'y répondisse. J'ai tâché de les réfuter entièrement, et de lui donner, par les Saintes-Écritures, des preuves claires de l'ordre et des conditions de la prédestination, ainsi que de la grâce générale. Il a été singulièrement frappé, entre autres, du passage de la seconde épître de saint Pierre (chap. II, v. 7), où il est dit que « Dieu a aussi racheté ceux qui sont condamnés. » Il n'avait jamais lu ce passage. Il prouve clairement que l'intention de Dieu est que même les plus méchants d'entre les hommes soient sauvés, et que, s'ils se damnent, eux seuls sont la cause de leur damnation, et non pas Dieu. Après cela, je lui citai le passage de l'épître de saint Paul à Timothée (chap. XI, v. 4, 6), et je développai toute la force de l'argument qu'il contient; il ne m'a répondu que par quelques comparaisons. Il me dit, par exemple, que, lorsque les roues d'une montre étaient arrangées, elles ne pouvaient aller autrement que l'arrangement ne le comportait. A quoi je lui répondis, en peu de mots, que cette comparaison ne prouvait rien, parce que, les roues d'une montre n'ayant ni intelligence ni volonté, ne peuvent par conséquent s'opposer à rien. Il tira ensuite une autre comparaison du feu, qui a nécessairement le même effet sur tout le bois de la même espèce. Je lui répondis: « Mais si auparavant on trempait un morceau de ce bois dans « l'eau, la force du feu n'aurait plus le même effet sur lui. » Je lui opposai moi-même une comparaison de la même espèce, pour lui montrer clairement comment on fait son salut. « Supposons, lui dis-je, que deux « hommes soient tombés dans les fossés du château, et qu'on leur jetât « à l'un et à l'autre une corde, en leur disant de la prendre, et les as- « surant qu'on les sauverait par ce moyen. Si l'un voulait saisir cette « corde, et que l'autre refusât de le faire, n'est-il pas clair que ce dernier « serait lui-même la cause de sa perte? » Le prince répliqua : « Luther « lui-même a cru au décret absolu; pourquoi abandonnez-vous la doc- « trine de Luther? » Je répondis d'abord que Luther n'est pas la règle

de notre foi, mais bien la parole de Dieu; ensuite que ce docteur a reconnu à la fin les principes que nous enseignons. Troisièmement qu'il y a aussi dans l'église réformée un nombre considérable de docteurs qui rejettent le décret absolu, comme une erreur grossière et dangereuse, et qui admettent la grâce générale; pourquoi Votre Altesse Royale veut-elle s'écarter de ces sages docteurs? « C'est vrai, répon-
« dit-il, et cela mérite réflexion; je sais, entre autres, que Noltenius
« admet la doctrine de la grâce générale. »

« Après cela, il me dit qu'il était trop faible pour pouvoir continuer, tant il se ressentait encore de l'altération violente qu'il avait éprouvée. Lorsqu'il fut remis, il me dit: « Je n'aurais jamais cru que les Luthé-
« riens eussent enseigné une telle doctrine. Cela me fait voir encore que
« ce n'est pas la fatalité, mais moi seul qui suis cause de la mort de Katt
« et de mon propre malheur. » Je lui répondis qu'il était dans le droit chemin, puisqu'il reconnaissait sa faute et qu'il en sentait toute la gravité; mais qu'il fallait qu'il se mît dans les dispositions nécessaires pour que Dieu le conduisît à un vrai repentir et au changement complet de son cœur et de ses actions; que pour cela il devait implorer la bonté de Dieu par de ferventes prières, en lui demandant pardon de ses grands péchés; invoquer ardemment le Saint-Esprit pour qu'il daignât changer son cœur; et que par là s'accompliraient en lui les desseins de Dieu et de Sa Majesté. Il répondit: « J'y consens de tout mon
« cœur, pourvu que je puisse encore espérer d'obtenir miséricorde, et
« que Dieu veuille encore entrer en compte avec moi dans cette vie. »
Je répondis que Dieu lui faisait ressentir sa colère afin de le porter à implorer ses grâces. Il répondit: « Je le crois aussi, mais je crains de
« ne pouvoir jamais rentrer en grâce auprès du Roi; car il ne me par-
« donnera jamais mes fautes, ou du moins jamais entièrement, et il
« en conservera toujours le souvenir, parce que je l'ai trop irrité. — Ne
« croyez pas cela, lui répliquai-je, car Dieu a porté le cœur du Roi à
« faire cette justice, afin de vous conduire à de justes sentiments, et à
« un changement de vie constant et sincère. On n'a pas dessein de
« faire périr un arbre de belle espérance lorsqu'on en coupe une bran-
« che, et qu'on en retranche tout ce qui pourrait s'opposer à son ac-
« croissement et à sa fécondité; de même aussi, le Roi ne veut point
« vous perdre. — J'ai bien de la peine à le croire, répondit le prince,
« car il ne me donne aucune marque de ses bontés, quoique je les im-
« plore et les attende depuis longtemps. » Je tâchai de le tranquilliser



en lui disant : « Une preuve que le Roi ne veut point votre perte, mais « seulement votre conversion et votre amendement, c'est que, pre- « mièrement, il a fait exécuter de Katt sous vos yeux, afin de vous « porter à des réflexions sérieuses; secondement, qu'il vous a soustrait « au tribunal séculier, et qu'il m'a permis, à moi, ministre de la pa- « role de Dieu, de vous entretenir de cette parole, et de vous remettre « dans le bon chemin, preuves certaines des bontés du Roi pour vous, « et de l'intérêt qu'il prend au salut de votre âme. » Après un moment de silence, le prince répondit : « Pourvu que le but de vos visites ne « soit pas aussi de me préparer à la mort! » J'eus beaucoup de peine à le tranquilliser sur ce point. Je l'assurai que, lorsque le Roi serait sûr de son changement, il verrait qu'il a un père miséricordieux, et un père plein de clémence et de bonté pour lui; qu'ainsi il devait prendre courage et chasser toutes ces idées affligeantes; et j'ajoutai que le temps de mon service près de sa personne dépendait de lui. Là-dessus, je me mis en prière avec lui; et, après cet acte de piété, il parut un peu tranquille et me pria de rester encore auprès de lui, si je le pouvais, et de coucher au château, s'il était possible, afin que je fusse plus près de lui, et qu'il pût avoir avec moi des entretiens plus fréquents pour son édification; et c'est ce que j'ai fait.

« Or, comme je puis assurer, devant Dieu, à Votre Majesté, d'après les marques diverses de repentir et de componction qu'il a données, que je n'ai pu apercevoir dans le prince royal la moindre trace de dissimulation, je vous supplie très-humblement d'user de miséricorde, à l'exemple du seigneur notre Dieu, et de faire briller bientôt sur le prince un rayon de votre clémence royale; car j'appréhende toujours que la crainte et l'idée des malheurs qui pourraient encore tomber sur lui, ainsi que sa mélancolie qui augmente de jour en jour, ne produisent sur son esprit une maladie funeste, dont il ne serait plus possible de le guérir. Que Dieu, le père des miséricordes, ouvre le cœur paternel et royal de Votre Majesté, afin qu'elle exauce ma très-humble prière! Amen. »

Kustrin, le 9 novembre dans la matinée.

Après ce rapport de l'aumônier, seconde lettre du Roi :

« Révérend amé et féal,

« J'ai reçu vos deux rapports du 6 et du 7 de ce mois. Je vous ordonne, en réponse, de rester encore à Kustrin, jusqu'à nouvel ordre,

et d'aller régulièrement chez le prince royal pour continuer à le convaincre et à l'exhorter, par la parole de Dieu, à rentrer en lui-même, à confesser du fond de son cœur tous les péchés qu'il a commis, soit contre Dieu, soit contre moi qui suis son père et son roi, soit contre lui-même et contre son honneur, et à en faire pénitence. Car, emprunter de l'argent sans pouvoir le rendre, et vouloir déserter, ne sont pas d'un honnête homme ; de telles actions ne peuvent venir que de l'enfer et des enfants du démon, et jamais des enfants de Dieu. Vous me mandez aussi, sur votre conscience et au nom du ciel, que le prince se convertit à Dieu, qu'il demande mille fois pardon à son Roi, son seigneur et son père, de tous ses égarements et de tous ses crimes, et qu'il se repent de tout son cœur de ne pas s'être toujours soumis à la volonté paternelle. Si vous trouvez toujours le prince royal dans ces dispositions, s'il promet sérieusement toutes ces choses, devant Dieu, s'il se repent de tout son cœur des péchés qu'il a commis, et s'il est dans la ferme résolution de se corriger, comme il le promet et de la manière que vous me le marquez, vous lui déclarerez en mon nom que je ne puis à la vérité lui pardonner entièrement, mais qu'ayant pour lui plus de bontés qu'il ne mérite, j'adoucirai la rigueur de sa prison, et je mettrai auprès de lui des gens qui veilleront sur sa conduite. Il aura toute la ville pour prison, et il ne lui sera pas permis d'en sortir. Je lui donnerai des occupations depuis le matin jusqu'au soir à la chambre des guerres et domaines, et à la régence. Il travaillera aux affaires des finances, lira des actes et en fera des extraits. Mais, avant que de lui accorder cette grâce, j'exigerai de lui un serment solennel de se conformer exactement et avec soumission à tous mes ordres et à toutes mes volontés, et de faire, sans exception, tout ce qui convient à un serviteur et sujet fidèle, à un fils soumis et obéissant. Mais, s'il retombe dans ses fautes, et qu'il recommence ses anciennes incartades, il sera privé de la succession au trône et à la dignité électorale, et même condamné à mort, selon la nature de ses fautes.

« Vous lui direz donc qu'il prenne patience, jusqu'à ce que tout soit prêt pour ce nouvel arrangement ; qu'alors je lui enverrai les lieutenants-généraux de Grumkow, Borck et de Roeder, le major-général de Buddenbrock, les colonels de Woldow et de Derschau, et le conseiller privé de Tulmeier, pour recevoir son serment. Je vous recommande, à cette occasion, de représenter au prince, en mon nom, que je le connais bien ; ou que, s'il croit que je ne l'ai pas bien connu, il

doit être maintenant bien convaincu lui-même que je connais la méchanceté de son cœur. Qu'ainsi, s'il n'est pas soumis et changé, mais qu'il soit toujours dans les mêmes dispositions, il voudra peut-être faire le susdit serment d'une voix basse et peu distincte. A ce sujet, vous lui direz, de ma part, que je lui conseille, en ami, de prononcer ce serment haut et distinctement, et de croire qu'il sera tenu devant Dieu de l'observer à la lettre; dites-lui bien que nous n'admettons ici aucune restriction mentale, et que nous nous en tenons à ce qui sera écrit. Qu'ainsi donc, s'il rompt ce serment, et s'en écarte en la moindre chose, on ne recevra ni ne pourra plus recevoir aucune excuse; qu'il doit y faire bien attention, et travailler sérieusement à vaincre et surmonter, avec le secours de Dieu, les inclinations perverses de son cœur; parce qu'il s'agit ici d'une chose de la dernière importance.

« Que le Seigneur tout-puissant nous donne sa sainte bénédiction! Et, comme il emploie souvent des moyens extraordinaires et des voies de douleur pour ramener les hommes dans le royaume de Jésus-Christ, puisse ce divin Sauveur nous aider à rappeler ce fils égaré au nombre de ses serviteurs! Puisse-t-il briser et attendrir ce cœur endurci, et l'arracher des griffes de Satan! Puisse Dieu, le Père tout-puissant, nous accorder cette grâce au nom de Notre Seigneur Jésus-Christ, de sa passion et de sa mort! Amen. Je suis votre affectionné roi.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME. »

Vousterhausen, ce 9 novembre 1730.

Réponse de Müller:

« J'ai reçu, par le gouverneur de cette ville, l'ordre gracieux de Votre Majesté du 9 de ce mois. Aussitôt je me suis rendu chez le prince royal, et, en entrant chez lui, je l'ai trouvé lisant la Bible et méditant sur les versets 2, 14 et 15 de l'épître aux Éphésiens. Je le priai de me communiquer ses réflexions; il le fit, et parla de la manière la plus édifiante sur les mérites que Notre Sauveur nous a procurés par sa mort, et sur nos devoirs à cet égard. Je saisis cette occasion pour faire tomber le discours sur la vraie conversion et le changement sincère du cœur, que je lui représentai comme des moyens nécessaires pour participer aux mérites de Jésus-Christ. Lui ayant demandé encore une fois s'il persistait dans le repentir, dans la ferme détermination de changer de conduite, et de donner des preuves de sa conversion par

une soumission profonde et une obéissance aveugle aux ordres du Roi son père, il répondit : « De tout mon cœur, pourvu que le Roi me « croie et se fie à mes promesses. Mais je crains qu'il ne veuille ja- « mais me rendre ses bontés. » Là-dessus, je l'assurai que Votre Majesté l'en croirait sur sa parole, ajoutant qu'il songeât aussi s'il voulait confirmer par un serment la promesse de changer de conduite; et qu'alors il serait certain que Votre Majesté n'aurait plus aucune défiance. Le prince me répondit : « Êtes-vous donc sûr que le Roi me « rendra ses bontés? — Il ne vous les rendra pas tout d'un coup, ré- « pondis-je, mais je suis sûr qu'il vous les rendra peu à peu, et à me- « sure qu'il apprendra les effets de vos promesses. » Là-dessus, je l'informai de ce que Votre Majesté m'a ordonné de lui dire de sa part. Dès qu'il apprit ces dispositions, il fut si touché de cette bonté paternelle et royale que les larmes lui vinrent aux yeux, et qu'il me dit : « Est-il « bien possible? Ne vous a-t-on point engagé à me tenir ce langage? » A ces mots, je tirai de ma poche l'ordre de Votre Majesté, et je le lui mis entre les mains pour le lire. Après l'avoir lu, il me dit qu'il était humblement touché des bontés de Votre Majesté, et qu'il se conformerait entièrement à ses ordres. Il ajouta que, par rapport au serment, il connaissait toute l'importance d'une action de cette nature, qu'il savait qu'il ne pouvait faire aucune restriction mentale, qu'il fallait jurer et promettre selon le sens et l'intention de ceux qui prescrivaient le serment, et l'entendre de la manière qu'ils voulaient qu'il fût entendu. « Je suis donc résolu, dit-il, à ne jamais le rompre et à le prononcer « distinctement et à haute voix. Mais aussi je suis dans la ferme con- « fiance que, dans la formule que Sa Majesté me prescrira, il n'y aura « rien que de paternel et qu'il ne me soit possible d'exécuter. Et comme, « dans une chose de cette importance, je voudrais n'agir que d'après « les réflexions les plus sérieuses, je désirerais que Sa Majesté, avant « que de m'envoyer les commissaires, daignât me faire montrer ladite « formule et les articles qu'elle contient, afin que je ne fasse rien avec « précipitation, et qu'après de mûres réflexions, et que je puisse me « préparer avec d'autant plus de sincérité à promettre et remplir tous « ces articles. »

« Afin donc que je puisse aussi, à cet égard, remplir mes fonctions auprès du prince royal, et l'affermir de plus en plus dans ses desseins, je supplie humblement Votre Majesté de lui envoyer d'avance cette formule et ces articles. Je suis, etc. »

(K) *Dispositions de Frédéric-Guillaume relativement à ses funérailles.*

« Mon cher fils, j'ai jugé à propos de vous donner les instructions suivantes, afin que vous sachiez de quelle manière je veux que vous en usiez avec mon corps, lorsqu'il aura plu à Dieu de me retirer de ce monde. Ma volonté est donc :

« I. Que, aussitôt que je serai décédé, on lave mon corps, qu'on me mette du linge blanc, et qu'on m'étende sur une table de bois ; qu'après m'avoir rasé et bien nettoyé, on me couvre d'un drap, et qu'on me laisse environ quatre heures dans cette situation : au bout de ce temps-là, on ouvrira mon corps, en présence du lieutenant général Bodembrock, du colonel Derschau, du colonel Einsiedel, du major Bredow, des capitaines Printz et Hacke, de l'aide-major de mon régiment et de mon valet de chambre ; qu'on examine soigneusement ce qui aura été la cause de ma mort, et en quel état se trouvent les parties de mon corps ; mais je défends absolument d'en rien tirer, excepté l'eau et les flegmes qui peuvent y être. Après cela, l'on me lavera de nouveau avec toute la propreté possible, et l'on me revêtira de mon meilleur uniforme. On me couchera dans celui des cercueils qui n'est point garni. Après quoi, l'on me laissera là toute la nuit.

« II. On donnera aux soldats de mon régiment l'uniforme neuf, le chapeau et tout ce qui en dépend. Le capitaine Lang et les autres officiers des soldats surnuméraires, de même que six subalternes des deuxième et troisième bataillons, et tous les surnuméraires, feront la garde ce jour-là dans la ville.

« III. On fera le lendemain assembler mon régiment, qui formera ses bataillons de la manière suivante : Le premier bataillon fera front devant le château ; l'aile droite ira aboutir à la rivière à l'endroit où commencent les murailles. Le second sera à côté sur la gauche ; et le troisième derrière celui-ci. Ils seront tous complets, et chaque grenadier aura trois cartouches. On attachera un crêpe à chaque drapeau, et les tambours seront couverts de noir. On garnira aussi de crêpes les fifres et les hautbois. Les officiers auront chacun un crêpe au chapeau, un autre au bras, et couvriront de crêpe l'écharpe et la dragonne.

« IV. Le carrosse de deuil, qu'on tirera de mes écuries de Berlin, sera conduit au pied de l'escalier vert. Les chevaux auront la tête tournée du côté de la rivière, et huit capitaines de mon régiment me poseront dans le carrosse ; après quoi, ils iront se mettre à leur poste. Ces mêmes

capitaines me descendront du carrosse, quand le convoi sera arrivé devant l'église; et lorsqu'on partira pour s'y rendre, les soldats de mon régiment tiendront le fusil renversé sous le bras gauche, les tambours battront la marche funèbre, et les fifres joueront l'air du cantique *O! haupt voll Blut und Wunden!* Le carrosse de deuil, ayant passé devant le régiment, s'arrêtera près de la porte de fer; et alors le régiment défilera devant le carrosse. Le premier bataillon ira se ranger droit devant l'église, le second se rangera près du premier, le troisième, près du second. La marche commencera là, et mon régiment précèdera le carrosse, qui suivra immédiatement après. Mes fils Guillaume et Henri ne quitteront point le régiment; et vous, mon fils aîné, et le petit Ferdinand, revêtus de vos uniformes, suivrez le carrosse, de même que les généraux et officiers qui ne sont pas de mon régiment, mais qui pourront toutefois se trouver ici, s'ils le veulent bien. Les deux aumôniers de mon régiment, Cochius et Desfeld, suivront aussi le carrosse.

« V. Les huit capitaines dont je viens de parler porteront mon corps dans l'église par la porte par où j'avais coutume d'entrer. Je veux qu'on mette sur mon cercueil la meilleure de mes épées de munition, ma meilleure écharpe, ma meilleure dragonne, des éperons dorés et un casque de même. On en trouvera dans l'arsenal de Berlin. Après que les capitaines m'auront posé dans l'église à côté de mon tombeau, les hautbois se feront entendre, et Ludowic, mon maître de chapelle, jouera de l'orgue. En attendant, les capitaines retourneront dans leurs rangs. Parmi les officiers généraux, il s'en trouvera bien quelques-uns qui me viendront rendre les derniers devoirs, et qui me poseront dans mon caveau.

« VI. On aura soin de faire mener de Berlin vingt-quatre pièces de campagne de six livres de balle chacune, lesquelles feront douze décharges consécutives. Ensuite les bataillons feront feu l'un après l'autre, et l'artillerie commencera à tirer.

« VII. Je défends qu'on fasse la harangue funèbre et militaire qu'on a coutume de faire aux troupes dans ces sortes d'occasions. Après les décharges, les bataillons se sépareront, et un détachement de grenadiers choisis reportera les drapeaux où vous l'ordonnerez. Chaque compagnie sera reconduite devant le logis de son capitaine, et chaque grenadier recevra la douceur accoutumée, comme il se pratique dans le temps des exercices.

« VIII. On donnera ce soir-là à souper aux généraux, à tous les of-



ficiers de mon régiment, et aux autres qui auront assisté à la cérémonie, et l'on servira le repas dans la grande salle. Je veux qu'ils soient bien traités, et qu'on mette en perce le meilleur tonneau de vin du Rhin que j'aie dans mes caves, et qu'en général il ne se boive ce soir-là que du bon vin.

« IX. J'ordonne que, quinze jours après, on fasse dans toutes les églises de mes États des oraisons funèbres sur ces paroles : « J'ai combattu le bon combat, j'ai achevé ma course, j'ai été fidèle jusqu'à la fin. » On ne parlera ni en bien ni en mal de mes actions, de ma conduite, ni de rien de ce qui me regarde; mais on se contentera de dire à l'assemblée que je l'ai expressément défendu; en ajoutant que je suis mort en me reconnaissant pécheur, et ayant recours à la miséricorde de Dieu et de mon Sauveur.

« X. Mes domestiques n'auront point d'habit de deuil, mais seulement leur habit de livrée, et un crêpe noir au chapeau. En un mot, je prétends qu'on ne cherche point tant de façons avec moi.

« Je ne doute point, mon cher fils, que vous n'observiez très-exactement mes volontés. Je suis jusqu'au tombeau votre affectionné père. »

Portrait de Frédéric-Guillaume Ier par Frédéric II.

« La politique du Roi fut toujours inséparable de sa justice. Moins « occupé à étendre qu'à conserver ce qu'il possédait; toujours armé « pour sa défense, et jamais pour le malheur de l'Europe, il préférait « en tout l'utile à l'agréable; bâtissant avec profusion pour ses sujets, « ne dépensant pas la somme la plus modique pour se loger lui-même, « circonspect dans ses engagements, vrai dans ses promesses, austère « dans ses mœurs, rigoureux sur celles des autres, sévère observateur « de la discipline militaire, gouvernant son État par la même loi que « son armée, il présumait si bien de l'humanité qu'il prétendait que « tous ses sujets fussent aussi stricts que lui. Frédéric-Guillaume laissa « en mourant soixante-dix mille hommes entretenus par sa bonne éco-« nomie, les finances augmentées, le trésor public rempli, et un ordre « merveilleux dans toutes ses affaires. S'il est vrai de dire qu'on doit « l'ombre du chêne qui nous couvre à la vertu du gland qui l'a pro-« duit, toute la terre conviendra qu'on trouve dans la vie laborieuse de « ce prince et dans les mesures qu'il prit avec sagesse les principes de « la prospérité dont la maison royale a joui après sa mort. » (*Mémoires pour servir à l'Hist. de la maison de Brandebourg.*)



(L) « *Allocutio reginæ hungariæ Mariæ-Theresiæ*, *anno* 1741.

« *Afflictus rerum nostrarum status nos movit, ut fidelibus percari regni Hungariæ statibus de hostili provinciæ nostræ hereditariæ Austriæ invasione, et imminente regno huic periculo, adeoque de considerando remedio propositionem scripto faciamus. Agitur de regno Hungariæ, de persona nostra, prolibus nostris et corona. Ab omnibus derelicti, unice ad inclytorum Statuum fidelitatem, arma et Hungarorum priscam virtutem confugimus; impense hortantes, velint Status et Ordines, in hoc maximo periculo, de securitate personæ nostræ, prolium, coronæ et regni quanto ocius consulere, et ea in effectum etiam deducere. Quantum ex parte nostra est, quæcumque pro pristina regni hujus felicitate, et gentis decore forent, in iis omnibus benignitatem et clementiam nostram regiam fideles Status et Ordines regni experturi sunt.* »

Ce discours, tiré des archives de Hongrie, fut communiqué à William Coxe par le comte Koller, gardien de ce dépôt. (Voy. *Hist. de la Mais. d'Autr.*, tom. v.)

(M) *Lettre du roi de Prusse au cardinal de Fleury, en lui adressant le traité de Breslau.*

« Monsieur mon cousin, il vous est connu que, depuis que nous avons pris des engagements ensemble, j'ai secondé avec une fidélité inviolable tous les desseins du Roi votre maître. J'ai aidé par mes remontrances à détacher les Saxons du parti de la reine de Hongrie; j'ai donné ma voix à l'électeur de Bavière; j'ai accéléré son couronnement; je vous ai aidé de tout mon pouvoir à contenir le roi d'Angleterre; j'ai engagé celui de Danemarck dans vos intérêts; enfin, par les négociations et par l'épée, j'ai contribué, autant qu'il a été en moi, à soutenir le parti de mes alliés, sans que les effets aient jamais assez répondu aux désirs de ma bonne volonté. Quoique mes troupes, épuisées par les fatigues continuelles de la campagne de 1741, demandassent à prendre un repos qui leur semblait être dû, je n'ai point refusé aux pressantes sollicitations du maréchal de Belle-Isle de les employer en Bohême, pour y couvrir l'aile gauche des alliés. J'ai fait plus : pour dégager M. de Ségur, bloqué dans Lintz, le zèle pour la cause commune m'a transporté en Saxe, et, à force d'importunités, j'ai obtenu du roi de Pologne que ses troupes, de concert avec les miennes,

feraient une diversion en Moravie. On s'est porté sur Iglau, d'où M. Lobkowitz s'est retiré en hâte.

« Cette diversion aurait eu un effet décisif, si M. de Ségur avait eu la patience d'attendre les suites de cette opération, et si M. de Broglio avait été assez en force sur la Woltava pour seconder mes efforts; mais la précipitation du premier, le peu de troupes de l'autre, la mauvaise volonté des généraux saxons, enfin le défaut d'artillerie pour assiéger Brunn, ont fait échouer cette entreprise, et m'ont obligé de quitter une province que les Saxons devaient posséder et qu'ils n'avaient pas la volonté de conquérir.

« De retour en Bohême, j'ai marché contre le prince de Lorraine ; je l'ai attaqué pour sauver la ville de Prague qu'il aurait assiégée, s'il n'avait été mis en déroute; je l'ai poursuivi autant que les vivres me l'ont permis. Aussitôt que j'appris que le prince de Lorraine prenait le chemin de Tabor et de Budweis, j'en avertis M. de Broglio en lui conseillant d'expédier M. de Lobkowitz, qu'il venait de battre à Sahé, avant que l'armée de la reine de Hongrie pût le joindre : M. de Broglio ne jugea pas à propos de prendre ce parti, et, au lieu de retourner à Piseck, où le terrain le favorisait, il partagea ses troupes en différents détachements. Vous êtes informé quelles en furent les suites et de tout ce qu'il en est résulté de fâcheux.

« Maintenant la Bavière est coupée de la Bohême, et les Autrichiens, maîtres de Pilsen, interceptent en quelque sorte les secours que le maréchal de Broglio peut attendre de la France. Malgré les promesses que les Saxons ont faites au maréchal de Belle-Isle, loin de se préparer à les remplir et à se joindre aux Français, j'apprends qu'ils quittent la Bohême et retournent dans leur électorat.

« Dans cette situation, où la conduite des Saxons est plus que suspecte, et où il n'y a rien à espérer de M. d'Harcourt, l'avenir ne me présente qu'une guerre longue et interminable, dont le principal fardeau retomberait sur moi. D'un côté, l'argent des Anglais met toute la Hongrie en armes; d'un autre côté, les efforts de l'Impératrice-Reine font que ses provinces enfantent des soldats. Les Hongrois se préparent à tomber sur la Haute-Silésie. Les Saxons, dans les mauvaises dispositions que je leur connais, sont capables d'agir de concert avec les Autrichiens, et de faire une diversion dans mes pays héréditaires, à présent sans défense. L'avenir ne m'offre que des perspectives funestes, et, dans une situation aussi critique (quoique dans l'amertume

de mon cœur), je me suis vu dans la nécessité de me sauver du naufrage et de gagner un asile.

« Si des conjonctures fâcheuses m'ont obligé de prendre un parti que la nécessité justifie, vous me trouverez toujours fidèle à remplir les engagements dont l'exécution ne dépend que de moi. Je ne révoquerai jamais la renonciation que j'ai souscrite des pays de Julliers et de Berg; je ne troublerai ni directement ni indirectement l'ordre établi dans cette succession; plutôt mes armes tourneraient contre moi-même que contre les Français. On me trouvera toujours un empressement égal à concourir à l'avantage du Roi, votre maître, et au bien de son royaume. Le cours de cette guerre n'est qu'un tissu des marques de bonne volonté que j'ai données à mes alliés; vous en devez être convaincu, ainsi que de l'authenticité des faits que je viens de vous rappeler. Je suis persuadé, Monsieur, que vous regrettez avec moi que le caprice du sort ait fait avorter des desseins aussi salutaires à l'Europe que l'étaient les nôtres. Je suis, etc. »

20 Juin 1742.

Réponse du Cardinal.

« Sire, Votre Majesté jugera aisément de la vive impression de douleur qu'a faite sur moi la lettre dont il lui a plu m'honorer, du 10 de ce mois. Le triste événement qui renverse tous nos projets en Allemagne n'eût pas été sans ressource, si Votre Majesté avait pu seconder M. de Broglio et sauver du moins la ville de Prague; mais Elle n'y a pas trouvé de possibilité, et c'est à nous à nous conformer à ses lumières et à sa prudence.

« On a fait de grandes fautes, il est vrai; il serait inutile de les rappeler; mais, si nous eussions réuni toutes nos troupes, le mal n'eût pas été sans remède: il ne faut plus y songer et ne penser qu'à la paix, puisque Votre Majesté la croit nécessaire, et le Roi ne le désire pas moins que Votre Majesté. C'est à Elle à en régler les conditions, et nous enverrons un plein pouvoir au maréchal de Belle-Isle, pour souscrire à tout ce qu'Elle aura arrêté. Je connais trop sa bonne foi et sa générosité pour avoir le moindre soupçon qu'Elle consente à nous abandonner, après les preuves authentiques que nous lui avons données de notre fidélité et de notre zèle pour ses intérêts. Votre Majesté devient l'arbitre de toute l'Europe, et c'est le personnage le plus glorieux que Votre Majesté puisse jamais faire.



« Achevez, Sire, de le consommer, en ménageant vos alliés et l'intérêt de l'Empereur autant que possible. Et c'est tout ce que je puis avoir l'honneur de Lui dire dans l'accablement où je me trouve. Je ne cesserai de faire des vœux pour la prospérité de Votre Majesté et d'être avec tout le respect, etc. »

10 Juin 1742.

(N) *Mémoire écrit de la main du Roi pour ses ministres, qui combattaient son projet d'une seconde guerre de Silésie.*

« Pour prendre un parti judicieux, il ne faut point se précipiter. J'ai mûrement réfléchi sur la situation où nous nous trouvons, et voici les remarques que je fais sur la conduite de mes ennemis, en la résumant pour mieux constater leurs desseins.

« 1° Pourquoi, par la paix de Breslau, la reine de Hongrie s'est-elle si obstinément opiniâtrée à se réserver les hautes montagnes de la Haute-Silésie, qui sont d'un si modique rapport? Certainement l'intérêt n'y a aucune part. J'y découvre un autre dessein ; c'est de se conserver, par la possession de ces montagnes, des chemins avantageux, pour s'en assurer l'entrée lorsqu'elle le jugera à propos.

« 2° Quelle raison a obligé les Autrichiens et les Anglais à s'opposer sous main à la garantie du traité de Breslau, que Mardefeld négociait à Pétersbourg, si ce n'est que cette garantie empêchait ces puissances de rompre le traité? Vous répondez que la politique des Anglais est simple, qu'ils veulent m'isoler, afin que n'ayant d'autre garantie que la leur, je dépende uniquement d'eux. J'ose demander à messieurs les ministres, si, supposant aux Anglais l'une ou l'autre de ces intentions, elles nous sont favorables ou désavantageuses.

« 3° Pourquoi le lord Carteret ne se hâte-t-il pas de terminer les petits différends au sujet de quelques frontières litigieuses entre le pays de Minden et celui de Hanovre, pour un péage des Hanovriens sur l'Elbe, enfin pour les bailliages qui nous sont hypothéqués dans le Mecklembourg? C'est qu'il ne se soucie point du tout d'établir une bonne harmonie entre nos deux cours. Le comte de Podewils suppose que la Maison de Hanovre a autant d'intérêt que la Maison de Brandebourg à terminer ces différends. Pourquoi donc ne le fait-elle pas? Mais le roi d'Angleterre voudrait envahir le Mecklembourg, Paderborn, Osnabruck et l'évêché de Hildesheim, et il voit que ces vues d'agran-

dissement sont incompatibles avec une étroite liaison entre la Prusse et l'Angleterre.

« 4° Peut-on compter sur les promesses d'un prince qui manque à ses engagements? Le roi d'Angleterre promit, lorsqu'il assembla, en 1743, son armée sur le Rhin, de ne rien entreprendre, ni contre les États héréditaires de l'Empereur, ni contre sa dignité : et, à présent, conjointement avec la reine de Hongrie, il prend des mesures pour le forcer à l'abdication.

« 5° Rappelez-vous les intrigues du marquis de Botta à la cour de Pétersbourg : ne tendaient-elles pas à remettre la famille exilée sur le trône? Pourquoi? Parce qu'il savait que l'impératrice Élisabeth était dans nos intérêts, et qu'il s'attendait que le prince Antoine, devant le rétablissement de sa famille à la cour de Vienne, lui serait à jamais dévoué, et partagerait sa haine pour tout ce qui est prussien. De plus, à quel dessein fit-il usage de mon nom dans cette abominable conjuration, si ce n'était pour me brouiller avec l'Impératrice, au cas que sa trame fût découverte? C'était, dites-vous, par un effet de la tendresse que la reine de Hongrie a pour ses parents. Hélas! trouvez-moi de grands princes qui respectent les liens du sang.

« 6° Vous croyez qu'on ne doit pas mépriser la garantie du traité de Breslau, qu'a donnée le roi d'Angleterre. Et je vous réponds que toutes les garanties sont comme des ouvrages de filigrane, plus propres à satisfaire les yeux qu'à être de quelque utilité.

« 7° Mais je veux bien vous abandonner tout ce que je viens de vous marquer. Vous sera-t-il possible de donner une bonne interprétation au traité de Worms et à celui de Varsovie? Le langage des ministres autrichiens est que ce traité n'a pour objet que l'Italie : lisez les deux articles que j'ai cités, et vous verrez clairement qu'ils regardent, en général, l'Allemagne, et qu'en particulier ces articles m'ont directement en vue.

« 8° Cette alliance avec la Saxe est encore moins innocente; elle livre aux Autrichiens un passage et des secours pour m'attaquer dans mes propres foyers. Vous soutenez que cette alliance ne s'est faite que pour procurer des présents réciproques aux ministres qui sont à la tête des affaires dans les deux cours. En vérité, je ne m'y attendais pas; il faut avouer que vous avez l'esprit transcendant.

« 9° Voici une autre question : Attendra-t-on que la reine de Hongrie soit délivrée de tous ses embarras, qu'elle ait la paix avec les



Français, qu'elle force l'Empereur à l'abdication ? Attendra-t-on, dis-je, qu'elle puisse se servir de toutes ses forces, de celles des Saxons et de l'argent de l'Angleterre, pour nous attaquer avec tous ces avantages, au moment où nous serons dépourvus d'alliés, et que nous n'aurons d'autres ressources que celles de nos propres forces ? Vous soutenez que la reine de Hongrie ne terminera pas cette guerre dans une seule campagne, que ses pays sont ruinés, ses revenus arriérés de dix ans, et qu'elle ne sentira son épuisement qu'après la paix. Je réponds que tout le monde ne convient pas que ses finances soient aussi épuisées que vous le supposez. De vastes États lui fournissent de grandes ressources. Qu'on se souvienne qu'à la fin de la guerre *de Succession*, guerre qui avait englouti des trésors, l'empereur Charles VI soutint encore toute une campagne contre les Français, sans subsides étrangers, lorsque la reine Anne fit la paix d'Utrecht séparément. Faut-il attendre qu'Annibal soit aux portes pour se déclarer contre lui ? Qu'on se souvienne qu'en l'année 1733 le comte de Zinzendorff pariait que les Français ne passeraient pas le Rhin, pendant qu'ils bombardaient et prenaient Kehl. La sécurité ajoute que, lorsque le feu roi acquit la Poméranie ultérieure, tout le monde crut que la Suède ferait revivre tôt ou tard ses droits sur cette province, et cependant cela n'arriva pas. Cette comparaison est fausse, et ce raisonnement tombe de lui-même. Comment mettre en parallèle un royaume épuisé et démembré comme la Suède, avec la puissante Maison d'Autriche, qui, loin d'avoir fait des pertes, médite actuellement des conquêtes ?

« Les partisans outrés de la reine de Hongrie soutiennent qu'il n'y a point d'exemple que la Maison d'Autriche ait commencé une guerre pour recouvrer des provinces perdues. Il ne faut citer de tels faits qu'à des ignorants. Cette Maison n'a-t-elle pas voulu reconquérir la Suisse ? Combien de guerres n'a-t-elle pas faites pour rendre la Hongrie héréditaire ? Et quelle était cette guerre entreprise par Ferdinand II pour chasser Frédéric V, électeur palatin, de la Bohême, dont il avait été élu roi par les vœux des peuples ? Ne fut-ce pas une guerre sanglante que la Maison d'Autriche fit à Bethlem Gabor pour lui ravir la Transylvanie ? Enfin qu'est-ce qui excite à présent la reine de Hongrie à presser les Français avec tant d'ardeur, si ce n'est l'espérance de reconquérir l'Alsace, la Lorraine, et de détrôner l'Empereur ?

« Raisonnait-on bien à Vienne, quand on y disait : « Il est im-
« possible que le roi de Prusse nous attaque, car aucun de ses aïeux

« ne nous a fait la guerre? » Ne nous trompons point : les exemples du passé, fussent-ils même vrais, ne prouvent rien pour l'avenir. Cette assertion-ci est plus sûre : tout ce qui est possible peut arriver.

« 10° Pour fortifier tous ces arguments par des preuves plus palpables, je n'ai qu'à vous rappeler un propos que M. de Molé, général autrichien passant par Berlin, tint à M. de Schmettau : « Ma cour n'est « pas assez mal avisée pour attaquer la Silésie; nous sommes alliés « avec la cour de Dresde; le chemin de la Lusace mène à Berlin le « plus directement; c'est là qu'il nous convient de faire la paix. »

« Vous direz que Molé parlait au hasard. Mais voyez ce qui confirme que le dessein de faire la paix à Berlin était celui de la cour de Vienne. Le prince Louis de Brunswick avait entendu parler de ce même plan à la reine de Hongrie, au service de laquelle il était; il en avait fait confidence à son frère, le duc régnant; et celui-là me l'avait communiqué. Un aveu de la bouche de l'ennemi tient lieu d'une démonstration.

« Je conclus que nous n'avons rien à gagner en attendant, mais tout à perdre; qu'il faut donc faire la guerre, et qu'il vaut mieux, s'il le faut, périr avec honneur que de se laisser accabler avec honte quand on ne peut plus se défendre. »

(O) *Lettres de Frédéric II à madame la comtesse de Camas, ancienne grande maîtresse de la cour de la feue reine douairière.*

A Neustadt, le 11 novembre 1760.

« Je suis exact à vous répondre, et empressé à vous satisfaire. Il est singulier, comme l'âge se rencontre. Depuis quatre ans, j'ai renoncé aux soupers, incompatibles avec le métier que je suis obligé de faire; et, les jours de marche, mon dîner consiste dans une tasse de chocolat. Nous avons couru, comme des fous, tout enflés de notre victoire, essayant si nous pouvions chasser les Autrichiens de Dresde; ils se sont moqués de nous du haut de leurs montagnes; je suis revenu sur mes pas, comme un petit garçon, me cacher de dépit dans un des plus maudits villages de la Saxe. A présent, il faut chasser de Freyberg et de Chemnitz messieurs les Cercles, pour avoir de quoi vivre et nous placer.

« C'est, je vous jure, une chienne de vie, qu'excepté Don Quichotte,



personne n'a menée que moi. Tout ce train, tout ce désordre qui ne finit point, m'a si fort vieilli que vous aurez peine à me reconnaître. Du côté droit de la tête, les cheveux me sont devenus tout gris; mes dents se cassent et tombent. J'ai le visage ridé comme les falbalas d'une jupe, le dos voûté comme un moine de la Trappe. Je vous préviens sur tout cela, afin qu'en cas que nous nous voyions encore en chair et en os, vous ne vous trouviez pas trop choquée de ma figure. Il ne me reste que le cœur qui n'est point changé, et qui conservera, autant que je respirerai, les sentiments d'estime et d'une tendre amitié. Adieu. »

Le 27 novembre.

« Vous voyez, ma bonne maman, avec quelle activité vous êtes servie : voici le tabac. Nous arrangeons ici nos quartiers d'hiver; j'ai encore une petite tournée à faire, et ensuite j'irai chercher la tranquillité à Leipzick, si elle s'y trouve. Mais, pour moi, ce n'est qu'un mot métaphysique qui n'a point de réalité. Entre nous soit dit, c'est une chienne de vie, ma bonne maman, que celle que nous menons; mais il faut faire bonne mine à mauvais jeu.

« Adieu, ma toute bonne; ne m'oubliez point, vous auriez grand tort, car personne ne vous aime et vous considère plus que je le fais. »

Le 8 décembre.

« En vérité, ma bonne maman, vous êtes bien experte, et je vous félicite de vous connaître si bien en hydropisie. L'aventure qui vient d'arriver est tout ordinaire; il n'y a point de couvent même où cela n'arrive. Moi, qui suis fort indulgent pour les faiblesses de notre espèce, je ne lapide point les filles d'honneur qui font des enfants. Elles perpétuent l'espèce, au lieu que ces farouches politiques la détruisent par leurs guerres funestes. Je vous avoue que j'aime mieux les tempéraments trop tendres que ces dragons de chasteté qui déchirent leurs semblables, ou ces femmes tracassières, foncièrement méchantes et malfaisantes. Qu'on élève bien cet enfant; qu'on ne prostitue point une famille, et qu'on fasse, sans scandale, sortir cette pauvre fille de la cour, en ménageant sa réputation autant que possible.

« Nous avons la paix, ma bonne maman, et je me propose bien de rire entre quatre yeux, quand j'aurai le plaisir de vous voir. Adieu, ma bonne maman, je vous embrasse. »

A Meissen, le 20 décembre.

« Je vous envoie, ma bonne maman, une bagatelle pour vous faire un souvenir de moi. Vous pouvez vous servir de cette tabatière pour y mettre du rouge, ou des mouches, ou du tabac, ou des dragées ou des pilules; mais, à quelque emploi que vous la destiniez, pensez au moins, en voyant ce chien, cet emblème de la fidélité, que celui qui vous l'envoie passe en attachement pour vous la fidélité de tous les chiens de l'univers, et que son dévouement pour votre personne n'a rien de commun avec la fragilité de la matière qu'on fabrique ici. J'ai commandé ici de la porcelaine pour tout le monde, pour Schœnhausen, pour mes belles-sœurs; en un mot, je ne suis riche à présent qu'en cette matière fragile. J'espère que ceux qui la recevront la prendront pour bon argent, car nous sommes des gueux, ma bonne maman, il ne nous reste que l'honneur, la cape et l'épée, et de la porcelaine.

« Adieu, ma chère et bonne maman; s'il plaît au ciel, je vous verrai encore face à face, et je réitérerai de vive voix ce que j'ai dit; mais, quoi que je fasse, je n'exprimerai que très-imparfaitement tout ce que mon cœur pense sur votre sujet. »

Au quartier de Retlem, le 8 juin 1762.

« Je suis bien persuadé, ma bonne maman, de la part sincère que vous prenez aux bons événements qui nous arrivent. Le mal est que nous avons été si bas, qu'il nous faut à présent toutes sortes d'événements fortunés pour nous relever, et deux grandes paix qui pourraient rétablir le calme partout ailleurs, ne sont, en ce moment-ci, qu'un acheminement pour finir la guerre moins malheureusement.

« Je souhaite de tout mon cœur que le ciel vous conserve jusqu'à ce que je vous puisse voir, vous entendre et vous embrasser. Selon toute apparence, vous pourrez redevenir, dans peu de temps, les tranquilles et pacifiques habitants de Berlin. Pour nous autres, il faudra guerroyer jusqu'à l'extinction de la chaleur naturelle. Il faut pourtant que tout ceci finisse, et la seule perspective agréable qui me reste à la paix, est de vous assurer, de vive voix, de toute ma considération et de l'estime avec lesquelles je suis, ma bonne maman, votre fidèle ami. »

Le 27 juin.

« Je me réjouis, ma bonne maman, de ce que vous avez si bon courage, et je vous exhorte fort d'en redoubler encore. Tout finit; ainsi il faut espérer que cette maudite guerre ne sera pas la seule chose éternelle dans ce monde. Depuis que la mort a troussé une certaine c.... des pays hyperboréens, notre situation a avantageusement changé, et devient beaucoup plus supportable qu'elle ne l'était. Il faut espérer que quelques bons événements arriveront encore, dont on pourra profiter pour parvenir à une bonne paix.

« Vous me parlez de Berlin. Je souhaite beaucoup de vous y savoir tous ensemble; mais je voudrais que, si vous y alliez, ce ne fût point comme des oiseaux perchés sur une branche, et que vous y pussiez rester avec la dignité convenable. Cela fait que j'attends le moment où je croirai cette sûreté établie sur de bons fondements pour vous écrire d'y retourner. Si tout ceci finit bien et honnêtement, que je bénirai le ciel de vous revoir, ma bonne maman, et de vous embrasser! Oui, je dis embrasser; car vous n'avez plus d'autre amant dans le monde que moi; vous ne pouvez me donner de la jalousie, et je suis en droit d'exiger un baiser pour prix de ma constance et de l'attachement que j'ai pour vous. Vous pouvez vous y préparer. Finette [1] en dira ce qu'elle voudra, elle en pourra sécher de dépit; car, depuis son défunt duc, elle n'a plus de baiseur.

« Adieu, ma bonne maman; pardon des pauvretés que je vous écris; c'est que je suis seul, que j'oublie quelquefois mes embarras, que je vous aime, et que je profite du plaisir de m'entretenir avec vous. »

A Peterswalde, ce 29 octobre 1762.

« Je voudrais pouvoir prendre tous les jours une forteresse, ma bonne maman, pour recevoir de vos aimables lettres; mais des imbéciles de commandants m'en perdent souvent d'une façon honteuse, et quand j'ai des empereurs qui me veulent du bien...., jugez après cela de la jolie situation où je me trouve. Si notre empereur vivait encore, nous aurions la paix cet hiver, et vous pourriez retourner de plein

[1] Petite chienne.



saut dans votre paradis sablonneux de Berlin. Mais le public qui se flatte a cru, sans raison, que la paix suivrait la prise de Schweidnitz. Vous avez peut-être espéré que cela pourrait être; mais je vous assure, autant que j'y puisse comprendre, que nos ennemis n'ont encore aucune envie de s'accommoder. Jugez, après cela, s'il serait prudent de retourner à Berlin, au risque de s'enfuir à Spandaw à la première alarme.

« Vous me parlez de la pauvre Finette; hélas! ma bonne maman, depuis six ans, je ne plains plus les morts, mais bien les vivants. C'est une chienne de vie que celle que nous menons; et il n'y a aucun regret à y donner. Je vous souhaite beaucoup de patience, ma bonne maman, et toutes les prospérités dont ces temps calamiteux sont susceptibles; surtout que vous conserviez votre bonne humeur, le plus grand et le plus réel trésor que la nature puisse nous donner. Pour moi, ma vieille amitié et l'estime que je vous ai vouée ne se démentiront jamais. Je suis sûr que vous en êtes persuadée. Adieu, ma bonne maman. »

FIN DU TOME PREMIER.



TABLE DES SOMMAIRES.

INTRODUCTION.

LIVRE PREMIER.

LIVRE II.



LIVRE III.

LIVRE IV.

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.

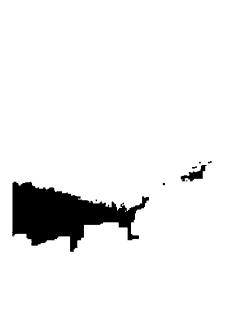
Imprimerie de Gustave Gratiot, 11, rue de la Monnaie.












3 2044 013 676 879

